



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire

p. 03-06

Nouvelles lois

p. 07-09

Séances publiques

p. 10-70

Questions au Gouvernement

p. 71-99

2021-2022

N°14

CHAMBRE
DÉPUTÉS



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-06
Nouvelles lois	p. 07-09
Séances	p. 10-70
41 ^e séance du vendredi 11 mars 2022	p. 10-19
42 ^e séance du mardi 15 mars 2022	p. 19-42
43 ^e séance du mercredi 16 mars 2022	p. 42-54
44 ^e séance du jeudi 17 mars 2022	p. 55-70
Questions au Gouvernement	p. 71-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
25/11/2022

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Rapport 2022 de l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

« Une enfance mise en suspens »



L'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher, M. Charel Schmit (au milieu), lors de la présentation de son rapport annuel aux députés

« La guerre a succédé à la pandémie. Cela a tout changé pour les enfants et les jeunes », a déclaré M. Charel Schmit, Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher (OKaju), lors de la présentation de son rapport annuel aux députés de toutes les commissions parlementaires le 15 novembre 2022. L'accent, dans son rapport, a été mis sur la situation des personnes en exil, aussi bien de celles ayant fui la guerre en Ukraine que de celles bénéficiant déjà d'un statut de réfugié au Luxembourg en raison d'autres situations de conflit au niveau international.

Les conditions d'hébergement, les soins de santé, l'alimentation ou encore les personnels encadrants

ont été observés par les auteurs du rapport. L'OKaju constate des points positifs et des efforts réalisés par les organisations concernées et l'État, mais également des difficultés, notamment certaines conditions d'hébergement, avec des structures qui lui semblent inadaptées, ou encore le manque d'accès des réfugiés à des soins psychothérapeutiques.

Une approche « droits de l'enfant by design »

L'OKaju formule un certain nombre de conclusions et de recommandations dans son rapport. Il faudrait ainsi adopter une approche « droits de l'enfant by design », par exemple lorsqu'on décide de créer une

structure d'hébergement, afin de prendre en compte les besoins des plus jeunes en amont dans le processus de réflexion politique.

Pour M. Schmit, il est également nécessaire de revoir la façon dont on considère le rapport entre la situation des réfugiés et le monde du travail. À ce sujet, il a affirmé qu'« on gère l'inactivité des gens plutôt que de les aider à accéder au marché du travail ». Selon lui, il faut sortir de cette logique de l'assistanat afin de rendre les personnes moins dépendantes.

Les députés ont adressé de nombreuses questions à l'OKaju. Ils ont notamment voulu apprendre dans quelle direction devait aller la politique en matière de création de possibilités d'hébergement. Dans ce contexte, M. Schmit a affirmé qu'il fallait opter pour de petits pavillons plutôt que de grandes structures communes.

Les députés ont également souhaité connaître l'appréciation de l'OKaju du projet de loi 8069 relatif à l'intégration et à l'accompagnement scolaires des élèves nouvellement arrivés. M. Schmit les a informés qu'à ce sujet, l'OKaju soumettra un avis à la Chambre. Il a ajouté qu'il est surtout important de considérer les enfants concernés comme des élèves à scolariser en évitant de les considérer exclusivement sous l'angle de leur statut juridique.

Présentation du programme de travail pour 2023 de la Commission européenne

43 nouvelles initiatives stratégiques

La Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux, a présenté le 8 novembre 2022 le programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2023 aux députés de toutes les commissions parlementaires. L'année prochaine, la Commission européenne vise à rendre l'Union européenne plus résiliente, à soutenir les particuliers et les entreprises et à renforcer les transitions écologique et numérique.

Le programme de travail contient 43 nouvelles initiatives stratégiques qui couvrent les six grandes ambitions énoncées dans les orientations politiques par la Présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen. Compte tenu du contexte multicrise actuel, les objectifs de la Commission européenne pour la période 2019-2024 sont :

- un pacte vert pour l'Europe ;
- une économie au service des personnes ;
- une Europe adaptée à l'ère numérique ;
- la protection du mode de vie européen ;
- une Europe plus forte sur la scène internationale ;
- un nouvel élan pour la démocratie européenne.

La Représentante de la Commission européenne au Luxembourg a affirmé lors de son intervention à la Chambre des Députés que la Commission apprécie l'échange avec les Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne. Les députés luxem-

bourgeois ont saisi cette opportunité pour attirer l'attention de la Commission sur les défis qui peuvent se présenter pour le Luxembourg dans le cadre des initiatives présentées. Parmi ces problématiques ont été mentionnées entre autres :

- la relation entre les directives européennes relatives à la coordination en matière de sécurité sociale et la situation spécifique du marché du travail luxembourgeois qui accueille un nombre important de frontaliers ;
- la relation entre la protection des données bancaires des clients de la place financière et la transposition des directives européennes antiblanchiment ;
- la nouvelle stratégie européenne qui donne une priorité à la santé mentale et vise à soutenir les États membres à développer davantage leurs systèmes de santé, cette problématique concernant au Luxembourg notamment la pénurie de professionnels ainsi que le remboursement de certaines formes de thérapie ;
- de nouvelles règles pour la reconnaissance de diplômes de ressortissants de pays tiers, y compris de réfugiés.

Le renforcement de la position stratégique de l'Europe au niveau international, la gestion des frontières extérieures de l'Union, les vagues de réfugiés ainsi que les questions relatives à la guerre en Ukraine furent d'autres sujets abordés lors de l'échange.



La Représentante de la Commission européenne au Luxembourg, Mme Anne Calteux, à l'occasion de la présentation du programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2023

L'implication des citoyens au cœur des échanges

L'importance de l'implication des citoyens dans les affaires européennes a été soulignée à plusieurs reprises. Une des initiatives pour placer les idées des citoyens au cœur de la politique européenne est la Conférence pour l'avenir de l'Europe, qui a amené la Chambre des Députés à organiser une vaste campagne de consultation des résidents du Luxembourg. Les idées récoltées lors des événements ont été débattues en séance publique le 1^{er} mars 2022 et ont été transmises à Bruxelles.

Session plénière de la COSAC à Prague

« Envoyer un signal de solidarité et d'unité »



M. Claude Wiseler lors de son intervention

M. Claude Wiseler, en sa qualité de Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile, a participé à la session plénière de la Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) qui s'est tenue à Prague du 13 au 15 novembre 2022.

Lors de la session dédiée à l'avenir de l'Union européenne, les députés membres des commissions parlementaires traitant des affaires européennes sont revenus sur les propositions ambitieuses émises par les citoyens européens dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe et qui visent à réformer l'Union européenne en profondeur. Un des constats est qu'une

révision des traités est notamment nécessaire pour mettre en œuvre certaines de ces recommandations.

Dans ce contexte, le député luxembourgeois a mis en avant que les traités actuels permettaient déjà aux États membres d'avancer dans plusieurs domaines, tels que l'économie, la défense, l'environnement, la santé ou encore les affaires étrangères. Dans son intervention, M. Wiseler a appelé à ne pas retarder ce processus, car « les temps actuels demandent des décisions fortes ». Selon lui, il faudrait débiter avec « l'essentiel, ce dont l'UE a vraiment besoin, sans se perdre dans de longues discussions ». Ceci contribuerait à une meilleure compréhension des décisions politiques par les citoyens.

Dans le cadre de la session dédiée à l'état des lieux de la guerre en Ukraine, la reconstruction du pays et la migration qui en résulte, les élus des Parlements nationaux ont exprimé leur solidarité avec le peuple et l'État ukrainiens. Pour la première fois, des délégations ukrainienne et moldave ont participé à la COSAC en tant que pays candidats à l'UE. Lors de son intervention, M. Wiseler a souligné que la guerre en Ukraine déclenchée par le régime russe n'est qu'un aspect du combat que mène la Russie contre les démocraties occidentales. « La réponse de l'UE doit être ferme en Ukraine, mais également sur les autres terrains où la Russie mène une guerre à multiples facettes », a-t-il encore ajouté. Dans ce contexte, l'élu luxembourgeois a noté que « les réponses de l'UE

doivent être adaptées » en énumérant les points suivants :

- aider l'Ukraine à gagner la guerre et à libérer tous les territoires occupés par la Russie ;
- veiller à ce que tous les criminels de guerre soient traduits devant les tribunaux ;
- mener une guerre contre la désinformation qui émane du régime russe et qui vise à déstabiliser les démocraties occidentales, y compris les interventions dans les processus démocratiques ;
- veiller à abandonner toute dépendance énergétique et économique envers des pays comme la Russie ;
- mettre en place une stratégie pour répondre à l'expansion russe dans d'autres pays comme en Afrique ou encore au Moyen-Orient ;
- aider l'Ukraine à se reconstruire et à se préparer pour son adhésion à l'UE.

Dans les conclusions et contributions de la COSAC, il est fait appel aux Parlements nationaux pour qu'ils reconnaissent le régime russe actuel en tant que régime terroriste.

La COSAC s'est d'ailleurs prononcée pour la création d'un Tribunal pénal international spécial pour garantir la responsabilité du crime d'agression.

Retrouvez les conclusions et les contributions qui sont envoyées aux institutions européennes sur le site de la présidence tchèque : www.parleu2022.cz

Troisième édition du Pairing scheme

Interaction entre le monde scientifique et politique

La troisième édition du Pairing scheme a été lancée le 14 novembre 2022 à la Chambre des Députés. Il s'agit d'une coopération entre des scientifiques du Fonds national de la recherche (FNR) et le Parlement luxembourgeois visant à mettre en contact les députés et les chercheurs et à échanger des données scientifiques pour une meilleure compréhension de sujets complexes.

Lors de son intervention, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné que le Pairing scheme permet aux mondes parlementaire et scientifique de se rapprocher et de se pencher sur des sujets concrets.

Pour le Secrétaire général du FNR, M. Marc Schiltz, cette coopération doit servir de plateforme pour échanger des idées et soulever des problématiques. Les domaines où des décisions doivent être prises par les députés deviennent de plus en plus complexes, a-t-il noté, en évoquant notamment la lutte contre le changement climatique ou encore l'intelligence artificielle. « La science peut servir de guide aux députés et leur fournir l'expertise requise dans les processus décisionnels », a souligné le responsable du FNR.

La troisième édition du Pairing scheme se déroule de novembre 2022 à mai 2023. Plusieurs événements auront lieu pendant cette période, notamment une conférence au printemps 2023 qui clôturera l'édition actuelle.

La Cellule scientifique de la Chambre des Députés est chargée d'encadrer le Pairing scheme. Créée en sep-



Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, lors de son allocution de bienvenue

tembre 2021, elle se compose d'experts de différents secteurs tels que le droit européen, le droit constitutionnel et les sciences naturelles. Au printemps 2022,

elle a organisé un premier colloque qui abordait le sujet des relations entre le monde scientifique et politique.

La célébration du 175^e anniversaire de la Constitution se prépare

En avril 1848, le parlement chargé d'élaborer une nouvelle constitution s'est réuni pour ses premières séances non pas dans la capitale du pays, mais dans le bâtiment de l'école primaire à Ettelbruck. À l'époque, cette ville se trouvait être de par la loi le siège du parlement et du gouvernement. Les travaux de l'assemblée constituante ont conduit à l'adoption de la Constitution libérale et démocratique du Luxembourg. Ettelbruck fut également un des principaux foyers révolutionnaires du pays en mars et en mai 1848.

Afin de commémorer dignement en 2023 le 175^e anniversaire de ces événements historiques, la Chambre des Députés et la Ville d'Ettelbruck ont signé le 17 novembre 2022 une convention de collaboration visant à organiser une séance académique, théâtrale et musicale ainsi qu'une fête populaire, le 28 avril 2023 dans le Däichhal à Ettelbruck. Pour la réalisation de ces festivités, la Chambre et la Ville d'Ettelbruck travaillent étroitement avec des associations et des artistes locaux et nationaux.

L'accord a été signé par le Président, M. Fernand Etgen, pour la Chambre des Députés et par le Bourgmestre, M. Jean-Paul Schaaf, et les deux Échevins, MM. Bob Steichen et Pascal Nicolay, pour la Ville d'Ettelbruck.



de gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre, M. Pascal Nicolay, Échevin de la Ville d'Ettelbruck, M. Jean-Paul Schaaf, Bourgmestre de la Ville d'Ettelbruck, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Bob Steichen, Échevin de la Ville d'Ettelbruck, M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre

Visite de la « Wanteraktioun »



Les députés membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration se sont rendu compte de l'étendue des installations de la « Wanteraktioun »

À la veille de l'ouverture officielle de la « Wanteraktioun » de cet hiver, les députés membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration, de concert avec la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Mme Corinne Cahen, ont visité les locaux situés près de l'Aéroport de Findel afin de mieux cerner les enjeux qui sous-tendent cette initiative.

L'édition 2022-2023 de la « Wanteraktioun » a été mise en service le 15 novembre 2022 et se terminera le 14 avril 2023. Les organisateurs comptent ainsi couvrir les mois hivernaux en proposant tant un foyer de jour opérant de 11.30 à 16.00 heures, avec des repas servis à midi, qu'un foyer de nuit auquel les usagers peuvent recourir afin de disposer d'un lit ainsi que d'un repas pendant les nuits d'hiver.

Depuis 2021, la « Wanteraktioun » est gérée par l'ASBL Dräieck avec le concours de Caritas Luxembourg, la Croix-Rouge luxembourgeoise et Inter-actions, sous les auspices du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région. Lors de cette visite, les députés se sont notamment intéressés à la démographie des usagers et aux bénévoles nécessaires au fonctionnement de la « Wanteraktioun », mais aussi aux services proposés.

Dans ce contexte, les responsables ont fait mention de la fourniture de denrées alimentaires, d'activités sociales et de la mise à disposition de douches ainsi que de vêtements, si le besoin en est exprimé.

La COP27 - « une opportunité d'échange pour les parlementaires »

Les députés luxembourgeois Mme Jessie Thill et M. Paul Galles se sont rendus en Égypte pour participer à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27), qui s'est déroulée du 6 au 19 novembre 2022.

En tant que représentants du Parlement luxembourgeois, Mme Thill et M. Galles ont entre autres pu s'échanger avec les parlementaires d'autres pays, afin de comprendre comment ceux-ci prennent leurs initiatives. Ils ont également pu discuter avec des acteurs de la société civile et des lobbyistes. Le sujet des

droits de l'homme, étroitement lié à la crise climatique, a été thématiqué au cours des échanges.

La COP27 a eu lieu en plein désert égyptien à Charm el-Cheikh - un cadre « plus qu'étrange », ont jugé les deux députés au cours d'un entretien donné pendant la Conférence.

<https://www.chd.lu/fr/node/972>



Les députés luxembourgeois Mme Jessie Thill et M. Paul Galles lors de la COP27

« Zuch vun der Demokratie »

Les enfants experts - 140 élèves prennent la parole à la Chambre



Les élèves avaient préparé en amont des figures colorées en carton qui résument leurs revendications.

Les élèves ont élaboré des déclarations présentées ensuite en plénière, en présence des députés. À la base de ces déclarations figuraient des sujets leur tenant particulièrement à cœur et qu'ils avaient préparés en amont avec leurs classes. À cette fin, ils ont amené des figurines colorées en carton qui résument leurs revendications.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a félicité les jeunes qui ont fait preuve de réflexion pour leur engagement en faveur des droits de l'enfant et des droits de l'homme en général. « Les enfants sont eux-mêmes les experts des droits de l'enfant », a affirmé M. Etgen face aux participants du Train de la démocratie.

À l'occasion de la Journée internationale des droits de l'enfant, la Chambre des Députés accueille chaque année le Train de la démocratie (« Zuch vun der Demokratie »). Environ 140 élèves de différentes régions du pays ont pu participer à l'édition de cette année qui s'est déroulée le 18 novembre 2022.

Les jeunes participants, âgés entre 8 et 12 ans, se sont déplacés en train ou en bus pour partager leurs idées relatives aux besoins et aux droits de l'enfant avec les parlementaires. Dix ateliers de discussion ont été organisés sous l'égide de la Chambre et chaque atelier a été rejoint par un ou deux députés.

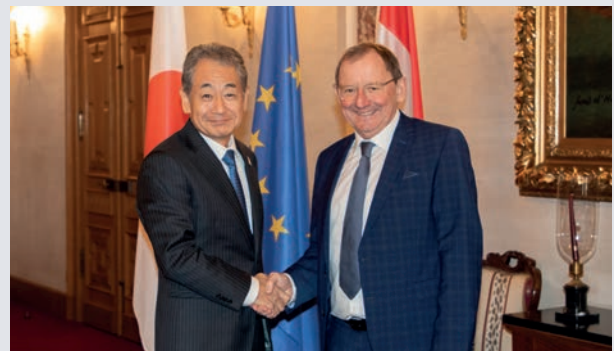


Tous les participants se sont rassemblés dans la salle plénière pour écouter les déclarations des élèves.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. M. José María Rodríguez Coso, Ambassadeur du Royaume d'Espagne



... S. E. M. Tadahiro Matsubara, Ambassadeur du Japon

L'Administration parlementaire recrute :

un assistant administratif (m/f) à durée déterminée pour 6 mois pour les besoins du Service des Relations européennes et internationales et du Protocole, titulaire d'un diplôme de niveau baccalauréat, sous le régime du salarié de droit privé

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : <https://www.chd.lu/fr/node/968>



Comptes, coffres-forts et contrats d'assurance inactifs

7348 – Projet de loi relative aux comptes inactifs, aux coffres-forts inactifs et aux contrats d'assurance en déshérence et modifiant :

1° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; et

2° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'introduire un cadre légal régissant les comptes et coffres-forts dits « dormants » ou « inactifs » et les contrats d'assurance vie tombés en déshérence.

D'une part, il s'agit de renforcer la protection des épargnants et bénéficiaires de certaines prestations d'assurance, en leur facilitant la recherche de leurs comptes, coffres-forts et contrats d'assurance. D'autre part, il y a lieu de renforcer la sécurité juridique pour les banques et assureurs en précisant leurs obligations professionnelles. Le projet de loi s'inspire des régimes applicables en France et en Belgique.

Le projet de loi est structuré autour de trois volets principaux :

- la prévention, c'est-à-dire les mesures visant à prévenir l'inactivité des comptes et coffres-forts ainsi que la déshérence des contrats d'assurance, respectivement à rétablir le contact ;

- la consignation, qui définit l'obligation de consigner les avoirs après une inactivité ou déshérence prolongée ;

- la restitution, c'est-à-dire les dispositions en vue de la restitution des avoirs consignés.

Un contact régulier entre les établissements et les titulaires des comptes et coffres-forts permet d'éviter l'inactivité et s'inscrit également dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Afin de protéger les titulaires de comptes ou coffres-forts et les bénéficiaires de contrats d'assurance, les établissements doivent entreprendre des démarches d'information des titulaires et bénéficiaires en cas d'inactivité afin de les informer des conséquences liées à cette inactivité.

À défaut d'un rétablissement de contact, des recherches complémentaires sont prévues afin de retrouver les titulaires et bénéficiaires. Si les démarches d'information et de recherche complémentaire restent infructueuses, les établissements de crédit et les entreprises d'assurance procèdent à la consignation des avoirs y afférents auprès de la Caisse de consignation. À cet égard, le projet de loi introduit des dispositions spéciales, sinon complémentaires à la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État. Des délais de conservation différents sont prévus. Un délai de conservation de cinquante ans s'applique aux objets pouvant présenter une valeur sentimentale. La prescription acquisitive se fait à moitié au profit de l'État et à moitié au profit du Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg.

La Commission de surveillance du secteur financier et le Commissariat aux assurances sont chargés de veiller à l'application des dispositions de la loi en projet en ce qui concerne les étapes antérieures à la consignation. La Caisse de consignation est chargée d'appliquer les dispositions relatives à la consignation.

Finalement, le projet de loi prévoit la création d'un registre électronique centralisé afin de faciliter les recherches par les titulaires et bénéficiaires ainsi que, le cas échéant, leurs ayants droit, relatives à des avoirs consignés.

Vote en séance publique : 17/03/2022

Loi du 30 mars 2022

Mémorial A : 2022, n° 149, page 1

Facilitation dans le domaine de l'aviation civile

7538 – Projet de loi relative à la facilitation dans le domaine de l'aviation civile

Le projet de loi vise à définir la facilitation dans le domaine de l'aviation civile et à créer le Comité national de la facilitation auprès de la Direction de l'aviation civile. Un projet de règlement grand-ducal détermine par ailleurs les attributions et la composition du Comité national de la facilitation¹. L'établissement du Programme national de la facilitation, qui faisait initialement partie du projet de loi, fut par contre retiré suite à la remarque du Conseil d'État qu'une telle disposition légale n'était pas nécessaire pour l'élaboration du plan.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25/03/2020

Rapporteuse : Mme Chantal Gary

Travaux de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

(Présidente : Mme Chantal Gary) :

18/03/2021 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03/02/2022 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

03/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 15/03/2022

Loi du 1^{er} avril 2022

Mémorial A : 2022, n° 181, page 1

¹ Projet de règlement grand-ducal déterminant les attributions et la composition du Comité national de la facilitation

Code du travail : modifications concernant le télétravail

7862 – Projet de loi portant modification des articles L. 414-3 et L. 414-9 du Code du travail

Le but du présent projet de loi est d'accompagner l'accord des partenaires sociaux sur la « Convention relative au régime juridique du télétravail » du 20 octobre 2020 par des modifications législatives ponctuelles destinées à en assurer une meilleure application par le biais de l'implication des délégations.

Le projet de loi prévoit en particulier que le chef d'entreprise est obligé d'informer et de consulter la délégation du personnel sur l'introduction ou la modification d'un régime spécifique de télétravail au niveau de l'entreprise. Cette obligation s'applique aux entreprises de moins de 150 salariés. Pour les entreprises de 150 salariés et plus, l'introduction ou la modification d'une telle réglementation doit faire l'objet d'un commun accord entre l'employeur et la délégation du personnel.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 23/07/2021

Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

03/03/2022 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

10/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Sous-Commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président : M. Dan Kersch) :

10/03/2022 Examen et approbation d'un projet de rapport

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 06/08/2018

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

20/05/2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

21/01/2022 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation des amendements gouvernementaux

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

31/01/2022 Examen des amendements gouvernementaux

Suite de l'examen des avis du Conseil d'État

07/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Présidente : Mme Diane Adehm) :

20/05/2019 Présentation du projet de loi

Vote en séance publique : 16/03/2022
Loi du 1^{er} avril 2022
Mémorial A : 2022, n° 172, page 1

Projet « NeiSchmelz » : financement de la revalorisation du site

7926 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « NeiSchmelz »

Le projet « NeiSchmelz » est un projet d'envergure dans le domaine du logement. Réalisé sur le territoire de la commune de Dudelange, ce projet crée à terme 1.575 nouveaux logements, permettant d'accueillir environ 3.620 personnes. Le Fonds du logement, promoteur public, assure le rôle de maître d'ouvrage de ce projet qui sera réalisé sur une durée d'au moins une quinzaine d'années et ceci dans plusieurs phases.

Le projet de loi sous rubrique autorise l'État à couvrir les frais relatifs à l'assainissement des sols, à la revalorisation du site du projet « NeiSchmelz », au réaménagement du cours d'eau « Diddelénger Baach » et à la réalisation des infrastructures particulières spécifiques au site « NeiSchmelz ». La participation étatique estimée s'élève, pour ce projet de loi, à un total de 235 millions d'euros.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 07/12/2021
Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :
02/12/2021 Présentation de l'avant-projet de loi
10/03/2022 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/03/2022
Loi du 1^{er} avril 2022
Mémorial A : 2022, n° 174, page 1

Projet « NeiSchmelz » : financement du développement de logements

7927 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « NeiSchmelz »

Le projet « NeiSchmelz » est un projet d'envergure dans le domaine du logement. Réalisé sur le territoire de la commune de Dudelange, ce projet crée à terme 1.575 nouveaux logements, permettant d'accueillir environ 3.620 personnes. Le Fonds du logement, promoteur public, assure le rôle de maître d'ouvrage de ce projet qui sera réalisé sur une durée d'au moins une quinzaine d'années et ceci dans plusieurs phases.

Le projet de loi de financement autorise l'État à participer au financement des travaux nécessaires à la construction de logements dans le cadre du projet « NeiSchmelz ». L'enveloppe totale du projet de loi est de 272,5 millions d'euros.

Dépôt par M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 07/12/2021
Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :
02/12/2021 Présentation de l'avant-projet de loi
10/03/2022 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17/03/2022
Loi du 1^{er} avril 2022
Mémorial A : 2022, n° 175, page 1

Code du travail : modifications concernant les chômeurs indemnisés

7931 – Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 523-1 du Code du travail

Le présent projet de loi permet au chômeur indemnisé d'être affecté à des tâches déclarées d'utilité publique par le règlement grand-ducal du 12 mai 2011 portant application des dispositions relatives aux occupations temporaires indemnisées prévues à l'article L. 523-1 du Code du travail, sans que la période d'affectation à une tâche dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ne soit prise en compte pour le calcul de la durée maximale de l'occupation temporaire indemnisée des chômeurs indemnisés âgés de moins de 50 ans, qui est actuellement fixée à six mois, renouvellements compris. Il revient à l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) de qualifier une tâche comme tâche à pourvoir dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Pour lutter efficacement contre la pandémie Covid-19, de nombreux chômeurs indemnisés ont été et sont effectivement affectés, moyennant une occupation temporaire indemnisée (OTI), à des travaux qui consistent notamment à distribuer des tests antigéniques rapides gratuits au public, à effectuer le CovidCheck sur les lieux de travail où ils sont affectés, à effectuer des missions de support dans le cadre du traçage des contacts ou de la Helpline Santé, etc. L'objectif de l'OTI est de permettre au demandeur d'emploi indemnisé de gagner en expérience de travail. Les tâches mentionnées ci-devant seront exclues du calcul de la durée maximale d'occupation temporaire indemnisée, si bien que les six mois peuvent être entièrement consacrés à une autre occupation.

Vu que certains chômeurs indemnisés ont été affectés à des tâches dans le cadre de l'instauration du CovidCheck dès le mois d'octobre 2021, l'article 2 du présent projet de loi prévoit une application rétroactive à partir du 1^{er} octobre 2021 afin d'assurer une égalité de traitement entre les chômeurs indemnisés qui seront affectés à ce type de tâches dans le futur et les chômeurs indemnisés déjà affectés. Il est proposé que la présente loi reste applicable jusqu'au 30 juin 2022 inclus.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 14/12/2021
Rapporteur : M. Dan Kersch

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
03/03/2022 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
10/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Sous-Commission « Télétravail » de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale
(Président : M. Dan Kersch) :
10/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 16/03/2022
Loi du 1^{er} avril 2022
Mémorial A : 2022, n° 173, page 1

Nouvelle loi Covid-19

7971 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Le présent projet de loi propose d'apporter les adaptations suivantes à la version actuelle de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, dite « loi Covid » :

- 1) Suppression du régime CovidCheck dans les secteurs liés aux loisirs et au commerce
– La principale modification consiste en la suppression du régime CovidCheck ou régime du 3G dans de très nombreux domaines. Ceci vaut pour les rassemblements, les manifestations ou événements, de même que pour les activités sportives, culturelles ainsi que pour les activités péri- et parascolaires.
– Le régime du 3G est également supprimé pour les établissements de restauration et d'hébergement, les établissements de débit de boissons, les cantines scolaires

et d'entreprise. Cela signifie que l'accueil de public ou de clients dans ces endroits n'est plus réservé uniquement aux personnes pouvant se prévaloir d'un certificat de vaccination, d'un certificat de rétablissement ou d'un certificat de test négatif en cours de validité.

– Il a également été décidé de ne plus prévoir des mesures et restrictions spécifiques pour le secteur des personnes en situation de handicap.

– Les obligations auxquelles étaient soumis les centres commerciaux sont également supprimées.

– En lieu et place des obligations légales qui découlaient jusqu'ici du régime Covid-Check, il est prévu de procéder par des recommandations générales de mesures barrières et d'hygiène, notamment la recommandation de porter un masque en cas de grande affluence de personnes, de respecter les distances et de pratiquer une hygiène de mains.

2) Suppression du régime du 3G au travail

Le monde du travail est également concerné par cette suppression du régime Covid-Check. L'employeur ou le chef d'administration n'a plus à exiger des certificats en cours de validité dits « 3G » de la part de ses salariés ou agents publics. Une exception concerne toutefois les établissements hospitaliers, les structures d'hébergement pour personnes âgées et autres structures de ce type, telles que spécifiées à l'article 3 de la loi Covid.

3) Maintien d'un régime du 3G dans les hôpitaux, structures d'hébergement pour personnes âgées, etc.

Pour le personnel, les prestataires externes et les visiteurs des hôpitaux ainsi que des structures d'hébergement pour personnes âgées et autres structures telles que spécifiées à l'article 3 de la loi Covid, le régime du 3G est maintenu. La possibilité, respectivement l'obligation, de présenter un test autodiagnostique servant au dépistage du virus SARS-CoV-2 pour entrer dans une de ces structures est supprimée. Afin de ne pas priver des patients de soins, l'option de réaliser un tel autotest est toutefois maintenue pour les patients des établissements hospitaliers ainsi que leurs accompagnateurs éventuels.

4) Suppression des restrictions liées aux rassemblements

Les différentes mesures en place, qui s'appliquent en fonction du nombre de personnes participant à un rassemblement, sont supprimées. Cela vaut, entre autres, pour l'obligation de port du masque, l'obligation de notifier les rassemblements ou encore la nécessité d'obtenir une autorisation de la Direction de la santé au-delà d'un certain seuil de participants. Les activités de restauration accessoire (par exemple de type « buvette ») sont à nouveau permises sans restriction.

5) Le port du masque

L'obligation de port du masque est maintenue dans les transports en commun ainsi que dans les établissements hospitaliers, dans les structures pour personnes âgées et autres structures visées à l'article 3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, et paragraphe 2, alinéas 1^{er} et 2, de la loi Covid. Le patient hospitalisé en est exempté. Cette obligation est également maintenue dans les centres pénitentiaires et dans le Centre de rétention.

Ailleurs, le port du masque obligatoire est supprimé. Toutefois, le port volontaire du masque reste autorisé.

6) Maintien des dispositions en matière d'isolement

Les mesures concernant l'isolement de personnes infectées par le virus SARS-CoV-2 restent inchangées. À savoir que la période d'isolement est de dix jours, mais qu'elle peut prendre fin plus tôt à condition que la personne concernée réalise, à 24 heures d'intervalle, deux tests antigéniques rapides SARS-CoV-2 dont les résultats sont négatifs.

Ces mesures resteront applicables jusqu'au 30 juin 2022 inclus.

La loi future entrera en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 08/03/2022

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

08/03/2022 Présentation du projet de loi

09/03/2022 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Echange de vues avec des experts

10/03/2022 Présentation d'un amendement gouvernemental

Examen de l'avis du Conseil d'État

11/03/2022 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11/03/2022

Loi du 11 mars 2022

Mémorial A : 2022, n° 105, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 10
M. Fernand Etgen, Président
2. **7971 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19** p. 10
Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo (interventions de M. Claude Wiseler)
Discussion générale : M. Claude Wiseler | M. Gilles Baum | M. Yves Cruchten | Mme Josée Lorsché | M. Jeff Engelen | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouve : Mme Paulette Lenert, Vice-Premier Ministre.

(La séance publique est ouverte à 13.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?
(Négation)

2. 7971 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19

Op eiem Ordre du jour vun de Mëtte steet de Projet de loi 7971, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Claude Wiseler, den Här Gilles Baum, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen, d'Madamm Nathalie Oberweis an den Här Marc Goergen.

An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegen, viru genee engem Mount, den 11. Februar, hu mer e Gesetz verabschit, dat eng Rei vun Öffnunge bruecht huet. Dës Erliichterunge waren awer nach relativ bescheiden, wann ee se mat deene vergläicht, déi haut mat dësem Gesetz wäerte kommen. Et ass dee gréisste Schratt a Richtung Normalitéit säit der Aféierung vum CovidCheck-Regimm am Juli d'lescht Joer, jo warscheinlech souguer säit dem Ufank vun der Kris.

Déi Öffnunge kommen nun richtegen Zäitpunkt, och fir eis e bësse Loft ze ginn, vu dass eng aner Kris eis alleguer ellen zousetzt, déi Kris, déi ech net mam Numm brauch ze nennen, fir déi ee verantwortlech ass, deem säin Numm ech hei och net nennen. Dat setzt deene Leit, déi betraff sinn, am schlimmsten zou, mee mir all leide mat hinnen.

Dass mer elo ganz sensibel weider kënnen opmaachen, ass virun allem der weesentlech besserer Situation an de Spideeler ze verdanken. Sou ass den 23. Februar vusäite vun der nationaler Krisenzell annoncéiert ginn, dass d'Spideeler vun der drëtter op déi zweet Stuf vun hirem Stufeplang zrëckgeholl ginn: also och do weesentlech manner Drock. Drock bleift awer!

Geschter waren nach véier Covidpatienten op der Intensivstation. Dat ass nees eng Käier de Beweis, dass d'Impfung wierkt. Mëttlerweil si bal 83 % vun der Populatioun, déi méi al wéi 18 Joer sinn, geimpft; bei der vulnerabeler Populatioun vun iwwer 60 Joer sinn et esouguer 91,4 %. Mee dee Réckgang op der Intensivstation huet natierlech och domadder ze dinn, dass d'Omikron-Variant, déi d'Delta-Variant mëttlerweil verdrängt huet, vill manner schlëmm Komplikatoune mat sech bréngt ewéi hire Virgänger.

Dofir ass déi Variant vum Virus weesentlech méi ustiechend, wat mat sech bruecht huet, dass mir vun Enn Dezember bis am Januar ganz héich Infektiounstauxen haten. Se sinn och haut nach zimlech héich, mee, wéi gesot, huet dat awer elo vill manner Konsequenzen op de Spidolsecteur, wou d'Lag amgaangen ass, sech erëm ze normaliséieren.

Mee dat heescht awer net, dass d'Situatioun fir d'Spideeler während dëser Omikron-Well einfach gewiescht wär oder och elo einfach wär. Et gëtt an der Lescht nämlech vill Patienten, déi aus aneren Ursachen an d'Spidol komm sinn an do derniewent infizéiert waren, ouni et ze wëssen; déi hu missen isoléiert ginn. Dat war eng zousätzlech Charge fir d'Personal, wat selwer schonns mat covidbedengten Ausfäll ze kämpfen hat. Dofir vun eis nach emol e ganz grouse Merci un dat ganz Personal fir säin Engagement, ouni dat mir haut net esou gutt géifen do stoen an haut och sécher net kéinten déi heiten Decisioune huelen!

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Dobäi kënn, dass mer elo och iwwer sougenannt antiviral Medikamenter verfügen, déi virun allem bei vulnerabele Persoune kënnen agesat ginn.

D'Situatioun ass deemno haut besser wéi virun engem Mount a souguer vill besser wéi nach virun zwee Méint, wéi mer nach net genau woussten, wat mam Omikron op eis géif zoukommen. Et weist sech och, dass et gutt war, bei der Impfpflicht net aus der Héft ze schéissen, mee sech awer pretzemaachen, fir falls eng weider Attack vum Virus géif kommen. Doru gëtt geschafft, gradwéi et wichteg ass, dass mer mat der Impfcampagne weiderfueren.

Wuel gesäit et elo no enger Verbesserung fir déi nächst Méint aus. Mee d'Modellisierungen fir den nächste Wanter, déi eis vun Experte vun der Uni Lëtzebuerg a vun der Santé e Mëttwoch an der Santékommission virgestallt gi sinn, soe ganz kloer, dass eng nei Well am nächste Wanter net kann ausgeschloss ginn. A wat och berücksichtegt muss ginn, ass, dass d'Dauer vun der Effikasitéit vun der Impfung, Booster abegraff, no enger gewëssener Zäit noléisst. No fënnf Méint huet eng Persoun, déi geboostert ass, nëmme nach 70 %

Schutz géint eng Hospitalisatioun mat lichte Verlaf, ass eis an der Kommissioun gesot ginn. Deemno muss mer eis drop virbereeden, dass am Hierscht e weidere Rappel kéint néideg sinn. Dat hânt awer virun allem dovunner of, wéi de Virus sech bis dohinner wäert entwéckelen.

Elo dann zu deenen neie Mesuren, oder besser zu deene Schrëtt a Richtung Fräiheeten, un déi mer virun der Kris gewinnt waren. Haut weist d'Entwécklung virun allem an de Spideeler an déi richteg Richtung. D'Belaaschtung vun eiem Gesundheitssystem ass jo zu eiem Haaptkrittär am Pilotage vun der Viruskris ginn, zesumme mam Taux de vaccination. An deemno gëtt et och ëmmer méi kloer, dass déi aktuell Mesuren, déi nach a Kraaft sinn, proportional net méi ze justifizéieren si par rapport zu der aktueller sanitärer Situation. Dofir proposéiert dësen Text eng ganz Rei vu grouse Lackerungen.

Dee gréisste Schratt gëtt mat der Suppressioun vum obligatoresche CovidCheck-Regimm op enger ganzer Rei vu Plaze gemaach. Soubal dëst neit Gesetz a Kraaft trëtt, fält de CovidCheck-Regimm an alle Beräicher, déi mat Loisir ze dinn hunn. Dat gëllt fir d'Restaurants, d'Bistroen, d'Hotellen awer och bei Evenementer wéi Concerten, Sportkompetitioune, Trainingen oder Prouwen, Concerte vu Museken, Theatervirstellungen, kulturelle Virstellungen allgemeng.

Fir dass mir do net an e Vakuum falen, wäert d'Santé generell Recommandatioune erausginn. An et ass natierlech ze ënnersträichen, dass et eenzelen Organisateuren oder Bedreier vun engem Etablissement nach ëmmer méiglech ass – oder net nëmme méiglech ass, mee et soll dofir gesuergt ginn –, fir beschtméiglech sanitär Mesuren ze suergen. Déi elementar Reegele si selbsterständlech anzehalen, mee si sinn, wéi gesot, net méi obligatoresch.

Och den obligatoresche CovidCheck op der Aarbecht fält ewech, wat och heescht, dass d'Lëschten, déi op der Aarbecht erstallt gi sinn, fir d'Kontrolle vum Impfstatus ze vereinfachen oder de Leit d'Liewen ze vereinfachen, elo muss geläsch ginn. Dat steet elo net explizit am Gesetzestext, mee ergëtt sech awer aus der europäescher Gesetzgebung iwwert den Datenschutz.

Dann zu den Ausnamen, wou den 3G-System bestoe bleift: Den 3G-Regimm gëtt do bäibehalen, wou sech vulnerabel Persoune befannen. Dat ass a Spideeler an a Strukture fir eeler Leit. Dat gëllt fir d'Personal wéi fir d'Visiteuren an déi extern Prestataire. Den Autotest op der Plaz gëllt do net méi fir eranzekommen. Dee bleift just nach an enger Ausnam bestoen: Dat ass fir Leit, déi selwer mussen hospitaliséiert ginn a keen 3G-Zertifikat kënnen virweisen, Urgencen ausgeschloss. Fir Leit, déi déi Persoune begleeden, gëllt dat och, wéi zum Beispill am Fall vun enger Mamm oder engem Papp, deen net geimpft oder geheelt ass, kee gëltegen Testzertifikat virweise kann, deen awer mat sengem Kand an d'Kannerklinik misst goen.

Och d'Restriktioune an d'Obligatioune an de Grandesurfacé sinn ofgeschaaft.

D'Reegelen a puncto Isolement bleiwen hirersäits esou wéi bis elo. Dat heescht, dass d'Isolementsduer am Prinzip zéng Deeg laang ass, mee dass se ka verkierzt ginn, wann déi betraffe Persoun während zwee Deeg hannerenee jee ee Schnelltest mécht, wou d'Resultat allkéiers negativ ass.

An zum Schluss, wat vill Schüler, Léierpersonal, Betreier a Kanner a Persounen an de Maisons relais an an de Schoule wäert freeën: D'Maskepflicht gëtt op deene Plazen ofgeschaaft, wéi op villen anere Plazen. Déi eenzeg Beräicher, wou se nach a Kraaft bleift, ass engersäits an de Spideeler, Altersheimer an esou

weider, well sech jo do vill vulnerabel Persounen ophalen, an anerersäits am öffentlichen Transport, well et jo do net ëmmer méiglech ass, Distanzen ze halen.

Ech wëll awer just ee Wuert soen, eppes, wat mech e bësse staark interpelléiert huet: Beim Transport ass et esou, dass fir d'Passagéier d'Maskepflicht bleift, awer fir de Chauffeur net, wann déi zwee Meter Distanz agehale ginn an d'Protektioun agehale gëtt. Elo ass awer eng Circulaire vum Transportministère erauskomm, déi gesot huet: „D'viischt Diere ginn erëm op, déi Protektiounen falen ewech.“ Konkusioun: Da muss och de Chauffeur während dem ganzen Dag déi Mask droen. Dat ass net dat, wat d'Gesetz virgesäit! Et kann een d'Gesetz natierlech och esou interpretéieren. Mee bon. Also ech mengen, dass dat awer ...

M. Claude Wiseler (CSV) | Da muss d'Regierung sech awer elo organiséieren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Wat geléift?

M. Claude Wiseler (CSV) | Da muss d'Regierung sech awer organiséieren.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Ben, ech soe just, wat d'Gesetz seet. An ech mengen, dat soll een och esou maachen, wéi dat bis elo war, well d'Dispositioun huet net geännert! D'Dispositioun huet net geännert. Ech wollt awer déi Explikatioun ginn. Vu dass d'Gesetz nach net a Kraaft ass, kann een dat dote jo ganz séier änneren.

D'Restriktiounen bleiwen och an de Strofanstalten bestoen.

An dann, vläicht ganz kuerz, iwwer eis Aarbechten an der Kommissioun. Si sinn, wéi gewinnt, schnell awer grëndlech a konstruktiv verlaaf. Och dësen Text verléisst d'Chamber net esou, wéi en erakomm ass. Fir länger Diskussiounen hunn d'Maske gesuergt. De Staatsrot huet nämlech a sengem Avis drop opmierksam gemaach, dass e Risiko géif bestoen, dass d'Obligatioun, fir an eenzelne Beräicher nach eng Mask mussen ze droen, mam Code pénal kéint kollidéieren. Mir hunn déi Prezisioun vum Staatsrot iwwerholl an dee Problem geléist.

Wat de fräiwëllege Port du masque ugeet, verweisen ech op d'Recommandatiounen vum der Santé, un déi ee sech weider hale soll. Dir fannt dës Recommendatiounen am schrëftleche Rapport.

Dann huet d'Kommissioun aus praktesche Grënn och decidéiert, d'Definitioun vum CovidCheck-Regimm am Gesetz ze loosnen, och wann de Staatsrot proposéiert hat, dës Definitioun ze sträichen. Dat gëtt de Strukturen, déi ënnert dem 3G-Regimm funktionéieren, och weiderhin d'Méiglechkeet, mat Lëschten ze schaffen.

Dann nach e puer Wuert zur Prozedur. Den Text ass en Dënschdeg, den 8. März deponéiert ginn. Mir hunn en dee selwechten Dag eng éischte Kéier an der Kommissioun explizéiert kritt. Den 10. März huet d'Regierung en Amendement nogereecht, dee selwechten Dag ass den Avis vum Conseil d'État kommen an haut de Moien ass de schrëftleche Rapport bei enger Enthalung ugeholl ginn. Dir fannt an dësem Rapport och e Resümmee vun den Avis vum Collège médical, vun der Chambre des Métiers a vun der konsultativer Mënscherechtskommissioun.

De Projet dierft, wann en haut nach verëffentlecht gëtt – wat ech géif unhuelen –, haut nach a Kraaft treden. D'Lafdauer ass bis den 30. Juni 2022.

Zum Schluss nach e lescht Wuert: Duerch all déi Mesuren, déi aus dem Covidgesetz gestrach gi sinn, ass den Text esou kuerz gi wéi nach ni virdrun. Natierlech kann ee sech elo iwwer dës Erliichterunge freeën. Et soll ee sech och doriwwer freeën. Mee et ass net, well

Restriktiounen opgehuewe ginn, dass de Virus elo net méi do wier! Dee kann ee leider net duerch e Gesetz ofschafen. Wann dat méiglech wär, géife mer et direkt maachen.

Dass eis dës Woch déi traureg Noriicht vum dausendste Covidoudegen erreecht huet, soll eis dozou encouragéieren, och weiderhi virsiichteg ze sinn, well ëmmer wa mer gemengt hunn, dass mir géint dee Virus gewonnen hätten, huet hien erëm zougeschloen. Dofir: Mir sollen déi zrëckgewonne Fräiheete genéissen, awer weider op eis selwer an op déi aner oppassen. Well wann d'Restriktiounen falen, dann heescht dat och, dass d'Responsabilitéit erëm bei jidder Eenzelnen zrëckgeet. Dofir hei mäin Appell, sech un d'Recommandatiounen vum der Santé ze halen!

Mir bleift just nach all deene Merci ze soen, déi elo iwwer zwee Joer fir eis Gesondheet gesuergt hunn: eise klengen Ekippen, déi mat esou ville Gesetzer an esou kuerzer Zäit op déi jeeweileg Situatiounen reagéiert hunn, de Kollegen aus der Kommissioun, den Experten, déi eis begleet hunn, an eise kompetente Mataarbechter a Mataarbechterinnen aus der Chamber an de Fraktiounen.

Dat gesot, Här President, soen ech Iech Merci. An ech si frou iwwer déi Punktlandung.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), rapporteur | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools. Ech soen dem Här Rapporteur Mars Di Bartolomeo Merci fir säi Rapport.

An och ech si frou iwwer déi Punktlandung a ginn d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Här Claude Wiseler.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV) | Villmools merci, Här President. Ech schlësse mech dem Rapporteur senge Mercien un. An ech hunn och e Merci fir hien, fir dat hei dann trotzdem esou kuerzfristeg duerchkritt ze hunn, well mir hu wierklech schnell geschafft, well et wichteg war, dat hei elo och hinzekréien.

Ech mengen, dat hei ass fir déi meescht vun eis dat einfachst Covidgesetz. Déi epidemiologesch Situatioun mécht et méiglech, méi opzelockeren. Dat internationalt Ëmfeld huet u sech déi selwecht Konkusiounen geholl an och international an eisen Nopeschlänner ginn déi selwecht Weeër gaangen, dat zwar net, well d'Infektiounszuelen esou déif wäeren, mee haaptsächlech, éischtens, well déi dominant Variant vum Omikron net violent ass an d'Zuel vun den Hospitalisatiounen an de Patienten op den Intensivstatiounen konstant op engem déiwen Niveau ass, an zweetens, well duerch d'Impfungen an awer och deelweis duerch d'Duerchseuchung vun der Populatioun, vun eiser Gesellschaft de Schutz erhéicht ass an dann och, well bei deene Leit, déi geimpft sinn oder déi schon eng Kéier krank waren an nach eng Kéier krank ginn, de Krankheetsfall normalerweis an der allgeréisster Majoritéit vun de Fäll net esou schlëmm ass. An drëttens, well mer aus dem Wanter erauskommen an d'Infektiounsevolutioun am Summer erfahrungsgeméis och manner héich ass wéi an de Wanterméint.

D'Regierung seet an hirem Exposé des motifs, dass säit Februar eng Decroissance vun den Infektiounen ze observéiere wier. Dat maach och richtig sinn, wann een einfach déi observéiert Zuelen esou, wéi se all Dag registréiert ginn, kuckt. Ech wëll just drun erënneren, dass mer beim Vott vun leschte Gesetz eng Diskussioun hatten, wou eis Meenung war, dass déi Statistike vun dem leschte Gesetz un am Fong net méi vergläichbar wäere mat deene Statistiken, déi mer

virdrun hatten. Well vun deem Moment un, wou keen Traçage gemaach gëtt, wou och keng Quarantän ausgesprach ass, wou also keng Noutwendegkeet méi do ass, wann een infizéiert ass, sech ze mellen, an dee Moment och keng Méiglechkeet fir d'Autoritéiten, all Fall gewuer ze ginn, a wou et och esou ass, dass déi asymptomatesch Fäll am Fong guer net méi detektéiert ginn, well mer keen Traçage méi maachen, sinn d'Zuele vu virdrun, vun deem leschte Gesetz, a vun duerno net méi vergläichbar.

An de Beweis ass och, dass déi allerhéchsten Inzidenz bei den 0- bis 14-Järege läit, haaptsächlech, well se sécherlech manner geimpft sinn, mee awer och, well bei hinnen nach déi allermeeschten Tester duerchgefouert ginn – dräimol d'Woch – an dee Moment och automatesch méi Positiver gemellt ginn.

Dofir – dat ass awer just eng statistesch, technesch Remark – sinn esou Kurven, wéi se am Exposé des motifs respektiv iwwerall ze gesi sinn, wou en fin de compte nahtlos déi Statistiken, déi mer virum leschte Gesetz zesummegeat hunn, mat deene Statistiken, déi mer nom leschte Gesetz gemaach hunn, verglach ginn, am Fong net méi sënnvoll. Ech menge souguer, dass se wëssenschaftlech inkorrekt sinn, well se op anere Basé geholl ginn, vun engem gewëssenen Datum un. An dofir sinn déi Situatiounen net vergläichbar mateneen.

Dat gesot, influencéiert dat awer net eis Decisioun, mee mécht d'Lektür vun dem Geschéien hei zu Lëtzebuerg méi komplizéiert.

Déi Decisioun, méi opzemaachen, déi deele mer ganz kloer – dat hunn ech am Ufank scho gesot –, mee se huet awer och e puer Problemer an e puer Konsequenzen, déi ech gär géif opzielen an hei kloer soen.

Dat Éischt, dat ass, dass d'Covidkris nach net eriwwer ass. Déi Öffnungen, déi ginn awer d'Impressioun, dass alles elo erëm bei dat Aalt zrëckgeet an dass et elo eriwwer ass mat der Covidkris. An dat ass am Fong eng extreem geféierlech Impressioun, déi dobaussen ass.

Den Här Lauterbach huet, gëschter oder haut, gesot: „Die Lage ist objektiv viel schlechter als die Stimmung“, wat am Fong e ganz einfache Satz ass, fir et auszedrecken. D'Leit hunn d'Gefill, wéi wann déi ganz Geschicht eriwwer wär. An déi ganz Geschicht ass awer nach net eriwwer.

Ech hat leschte Samschdeg eng lëschteng an och net lëschteng Erfahrung. Ech sinn an de Restaurant gaangen, wou ech dann aus Reflex mäi CovidCheck erausgeholl hunn, du sot de Jong, deen do den Accueil gemaach huet: „Dat braucht Der net. Dat ass eriwwer.“

(Brouhaha)

Ech hunn du gesot: „Nee, dat ass nach net eriwwer. Verstitt Der, mir mussen nach e Gesetz stëmmen“, an esou weider an esou virun. En huet mer et awer bal net gegleef. An ech hunn en du forcéiert, mäi CovidCheck ofzuehuelen. Enfin, visiblement war et: Dann den Här Bettel bis eppes gesot huet, dann ass dat esou.

Mee gutt. Bon, dat war elo méi spaasseg, mee en fin de compte ass dat awer de Reflex, deen dobaussen ass. An dee Reflex ass am Fong geféierlech.

A wann een och d'Zuele vun haut kuckt, da gesäit een, dass jo nach, éischtens, d'Infektiounen héich sinn an, zweetens, och déi Zuele vu Leit, déi am Fong nach ëmmer um Covid stierwen – gëschter waren et der véier, mir sinn iwwer 1.000 gaangen –, am Allgemengen och nach relativ héich sinn. Dat, wat elo méi déif ass a wat erlaabt opzemaachen, sinn d'Zuelen an de Spideeler an déi schwéier Krankheetsfäll.

Dat bedeit awer fir d'Regierung eng grouss Erausforderung. Et géllt am Fong fir d'Regierung, eppes ze maachen, wat ganz schwéier ass, eppes ze erklären

dobaussen, wat d'Leit net méi spieren op där enger Säit an et am Fong ..., wou d'Regierung och de Contraire mécht, well d'Regierung mécht op. A wéi soll se dann nach erklären, datt et awer nach komplizéiert dobaussen ass? E ganz schwierige pedagogeschen Exercice, deen awer absolutt noutwendeg ass.

Bon, d'Regierung hält elo eng Rei Virsichtsmoosnamen, mécht och eng Rei Recommandatiounen. Dat, wat ech absolutt richtig fannen, dat ass ze soen: Mir loosse nach an der Praxis eng ganz Rei Instrumentarien en place, och wa se an deem Moment net gebraucht ginn, fir wa mer se erëm eng Kéier géife brauchen, datt se dann en place sinn, an net erëm dee ganze System vu vir mussen ufänken. Zum Beispill déi QR-Coden an déi Covidzertifikater, och wann ee se an deem Moment hei zu Lëtzebuerg net méi brauch, sou brauch ee se op där enger Säit nach fir d'Ausland – deemno a wéi enge Länner gi se nach ëmmer gebraucht, op där enger Säit –, an op där anerer Säit kéinte se sech jo erëm eng Kéier, wann d'Situatioun sech géif zouzieren, als Noutwendegkeet erweisen.

Ech sinn dann och frou gewiescht, datt mer d'Kommunikatiounen an der Kommissioun kritt hu vun all deene Recommandatiounen, déi erausgi beim Ofschaf vum Gesetz, well et ass wichteg, datt déi Recommandatiounen nach publizéiert ginn a se och ënnert d'Leit bruecht ginn, well et ass natierlech ëmmer besser, et hält een zousätzlech Virsichtsmoosnamen, och wa se net am Gesetz festgeschriwwen sinn.

An ech wëll awer dozou soen, datt eng Recommandatioun, déi mer elo feelt, déi ech awer nach géif wichteg fannen, déi ass ..., datt eng national Recommandatioun géif kommen notamant vun de Visitten an de Spideeler, well do sinn déi eenzel Spideeler, déi, wat d'Zuele vun de Visitten ugeet, hir Reegelen ... Alles verständlech Reegelen!, mee en fin de compte wär et gutt, wa mer eis do géifen eens ginn, wéi dat soll gehandhaabt ginn. Dat wär sennvoll, souwuel fir d'Patienten, wéi fir déi Leit, déi Besuch maachen, well ëmmer an ëmmer erëm Diskussiounen sinn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | Mäin zweete Punkt, dee bréngt mech dann zu enger Ausso, déi d'Regierung mécht: Dat ass, datt mer mussen en haut niveau de Preparedness hunn, datt heescht, preparéiert sinn op dat, wat kéint. An dofir misste wéi gesot déi ganz Instrumenter en place bleiwen. An ech sinn och am Prinzip mat där Ausso, datt mer en héijen Niveau vu Readiness, Preparedness oder wéi s de et och ëmmer nenns, État de préparation, mussen hunn, averstan. Dat ass fir eis evident.

Mee datt heescht awer an eisen Aen och – niewent dem Fait, datt mer all déi Instrumenter hei stoe loosse –, datt mer awer sollten eng Evaluatioun maache vun der Effektivitéit vun deene Moosnamen, déi mer an deene leschte Joren en place gesat hunn.

Fir eis d'Fro ze stellen: Hunn déi Moosname Sënn gemaach, wat hu se bruecht a wéi kann ee se, wann ee se dann erëm géif brauchen, asetzen? Déi Maskepflicht, déi mer elo deelweis nach hunn, war déi effizient oder war se net effizient? Wéi ass et mam Curfew gewiescht, huet en eppes bruecht oder huet en näischt bruecht? Deen huet zum Beispill an eisen Aen net ganz vill bruecht, mee d'Zuele kënne mer net nowiesen.

Wéi war et mat de Geschäfte, de Commercen: Zoumaache respektiv d'Obligatioun, d'Maskepflicht a Geschäfte ze hunn respektiv just eng limitéiert Zuel vu Leit dobannen ze hunn, war dat sennvoll, war et net sennvoll?

Wéi war et mat de Restriktiounen, déi mer op Manifestatiounen haten? Hate mer Clusteren op Manifestatiounen? Hunn déi Restriktiounen eppes bruecht, hu se näischt bruecht?

Wéi war et mat de Restauranten, mat de Gastronomiebetrieber? Wéi war et mat all deene Moosnamen, déi mer an der Kultur agefouert hunn? War dat sennvoll, war et net sennvoll? Wat huet et bruecht a wat kënne mer aus den Zuele liesen?

A genau déi selwecht Reflexioun ass iwwer all déi Moosnamen ze féieren, déi mer am Schoulsystem hatten.

Dat ass awer, souwäit mir au courant sinn an d'Kommissioun informéiert ass, iwwerhaupt net gemaach ginn. An ech muss soen, dat ass awer e Reproche, dee mer als CSV sécherlech der Regierung maachen, fir ze soen: Mee wann ee wëllt preparéiert sinn op eng Reprise, eventuell op eng nächst Well, déi kéint kommen, da wär et awer weesentlech ze wëssen, ob déi Instrumenter, déi ee virdu probéiert huet, effizient waren oder net, fir datt een, wann ee se dann nach eng Kéier géif brauchen, och elo déi richtig asetzt a vläicht Moosnamen, déi engem sennvoll erschénge hunn, mee déi nowieslech net sennvoll waren, an där nächster Etapp, wann et da misst sinn, evitéiert.

Dat selwecht géllt d'ailleurs an eisen Aen och fir e Pandemiegesetz. Ech hunn der Madam Minister gutt nogelauschert bei där leschter Diskussioun, déi mer iwwer d'Gesondheetspolitik haten. A wann ech richtig verstanen hunn, seet si, datt ee sech gutt Zäit sollt huele fir d'Pandemiegesetz, datt een dat elo an deem Moment net sollt maachen.

Ech sinn do wierklech, mir sinn do wierklech anerer Meenung, well mer soen, datt dat Pandemiegesetz eis awer vill kéint hëllefen. A wa mer et an deenen nächste Méint hätten, kéint et eis hëllefen, eng ganz aner Aart a Weis ze hunn, wéi mer un esou Pandemien oder respektiv un eng fenneft Well och gesetzelch kéinten erugeen oder an der Aart a Weis, wéi mer déi Schrëtt dann huelen, fir besser dozostoen. An hei hunn ech d'Impressioun, datt mer awer manifestement d'Gesetz, wat e schwierigen Text ass, no d'Wale wëllen drécken an et net virdu wëlle maachen. Mir soe kloer: Mir bräichten en elo.

Ech wees, datt dat ganz schwierig Froe sinn, well ee sech Froe muss stellen iwwer déi institutionell Equiliberen, iwwer d'Fräiheetsofschätzungen an esou Gesetzer: Wéini kann een, wéini kann een net? An haaptsächlech: Wien decidéiert wéini wat? A wie muss et kontrolléieren? Dat sinn alles extrem sensibel Froen. Ech fannen et awer weesentlech, datt mer eis se stellen. Dat ass och en Deel vun der Preparedness, wann s de deng Texter elo esou méchs, dass de nach méi effizient kanns handelen, wéi dat bis elo de Fall war.

Mäin drëtten Punkt, datt sinn e puer Wuert iwwer déi extrem interessant Etüd vun der Covid-19-Task-Force, déi mer virun e puer Deeg kruten an déi eis jo dräi Zenarie beschriwwen huet.

Deen éischten Zenario, dat ass: Wat geschitt, wann elo am Hierscht eng Omikron-Well géif op eis zoukommen?

Zweeten Zenario: Wat geschitt, wann eng Delta-Well am Hierscht géif op eis zoukommen?

An deen drëtten, deen inquietantsten, dat ass deen: Wat geschitt, wann eng Deltakron-Well géif op eis zoukommen? Dat heescht am Fong, eng nei Variant vun engem Virus, deen esou virulent wär wéi den Delta a sech esou schnell géif verbreed wéi den Omikron.

Elo ass dat awer keen Zenario, deen aus der Loft gegräff ass, well sou, wéi mir gesot kréien, existéieren esou Variante schon, déi reperéiert gi sinn, wou mer elo nach d'extrem Chance haten, datt se sech awer net als déi erweisen hunn, ...

(Interruption)

... déi sech duerchgesat hunn, dat heescht, datt se méi lokalisiert bliwwen sinn. Gott sei Dank. Ob dat esou bleift, dat wësse mer net.

Déi Analys, déi d'Covid-19-Task-Force gemaach huet, weist also, wat am September kéint passéieren, an et sinn zwee weesentlech Punkten, déi sech do erauschielen: Deen éischten ass, datt, am Fall vun enger Well vun Delta oder vun engem Deltakron, de System erëm eng Kéier uerg strapazéiert géif ginn an datt et bei enger Deltakron-Versioun extrem kritesch kéint ginn, wa mer keng Impfflicht maachen op där enger Säit an, zweetens, ouni e véierte Rappel – deen a sech, souwäit d'Experten et hei schreiwen, eventuell sennvoll kéint sinn –, fennef Méint, nodeem een eng Booster-Impfung kritt huet. À voir. Dat ass och eng Diskussioun, déi mer hei nach musse féieren.

Mir kënnen awer an eisen Aen am September net méi zoumaachen. Dat ass ganz kloer fir déi psychologesche Situatioun vun eisem Land, fir déi Fräiheeten, déi mer awer net erëm eng Kéier wëllen astellen, an och fir déi ekonomesch Situatioun.

An d'Konklusiounen vun der Covid-Taskforce – ech liese se am Originaltext op Englesch vir –: „Due to immunity waning, an epidemic rebound in the coming fall has to be anticipated.“ Dat heescht, déi soen extrem kloer an d'äitlech an hirer Konklusioun, datt mer elo dat mussen anticipéieren, wat am September ka kommen. Alles anescht wär irresponsabel.

Mir gesinn awer dobaussen, datt momentan de Wëlle fir d'Impfe staark noléisst, well d'Leit de Sënn dovunner net méi agesinn. Mee dofir ass et fir eis kloer, datt et wichteg ass, en Erhéije vum Impftaux bis September ze erreechen. Dofir däréif een an eisen Aen d'Impfflicht net aus den Ae verléieren. Si mécht nach ëmmer Sënn a mir mussen och ganz no suivéieren, wéi et mat der Noutwendegkeet vun enger Refresher-Impfung ass. Ass déi noutwendeg, ass déi net noutwendeg? Haut kann d'Wissenschaft dat, souwäit meng Informatiounen sinn, nach net definitiv determinéieren. Do, mengen ech, misst awer och sou no wéi méiglech gekuckt ginn an haaptsächlech de Leit déi Erklärungen gi ginn. Déi Erklärungen musse fréi genuch kommen, gradesou wéi déi Erklärungen iwwer d'Durée vun der Immunitéit bei Krankheitsverleef.

Et ass kloer an d'äitlech, datt d'Duerchseuchung – déi elo akzeptéiert gëtt, well den Omikron net esou effektiv ass an net esou schielech ass wéi aner Varianten, also well den Omikron déi Duerchseuchung an deem Moment erlaabt –, awer wäit ewech ass vun der Effektivitéit vun enger Duerchimpfung, enger Situatioun, déi eis weesentlech méi Sécherheet gëtt.

Als Konklusioun zu deem Ganzen, a fir et kuerz ze maachen haut de Mëtten, wëll ech, éischstens, soen: Mir stëmmen deen Text mat. An zweetens: Mir erwaarden eis vun der Regierung a) eng Analys vun der Effektivitéit vun de Moosnamen, fir prett ze sinn, wann eng véiert Well géif kommen, fir da méi effizient kënnen anzegräifen, b) datt elo, an net an engem Joer oder zwee, e Pandemiegesetz ausgeschafft gëtt an c) datt alles en place gesat gëtt, fir datt mer am September eng nächst Well iwwerstinn, ouni erëm missen alles zouzemaachen.

Ech soen Tech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Natierlech ass et mer och kloer, dass dat den Ament ass, dass mer elo an där Situatioun sinn an dass mer vläicht an e puer Wochen oder Méint net méi an där Situatioun sinn an dass d'Impfflicht fir den Hierscht geduecht ass. Dat ass mer kloer. Ech weess dat. Mee bis dohinner gëtt et nach ganz vill Inconnuen an och eng ganz Rei nei Elementer. Och dat wësse mer.

Een Element – an dat ass, mengen ech, och scho vir-drun hei genannt ginn, dat gëtt och ëmmer erëm vun der Gesondheetsministesch a vum Santésdirekter gesot –, dat sinn d'Medikamenter, déi ukomm sinn, déi amgaange sinn unzekommen an déi och agesat ginn. A mir kruten an der Kommissioun gesot, dass elo och géif gemonitort ginn an den nächsten Deeg a Wochen, wéi déi Medikamenter da wierken a wéi een Impakt dat op d'Spideeler huet.

An ech muss Iech éierlech soen, fir mech ass dat e ganz wichteg Element an ech insistéiere ganz vill do drop. Ech hätt wierklech gär, dass och doriwuer rapportéiert gëtt, wéi den Impakt vun deene Medikamenter ass op d'Spideeler, well, ech zitieren och hei nach eng Kéier d'Menschrechtskommissioun, déi seet: „Toute restriction des droits humains doit être précédée de la mise en place de mesures moins restrictives.“ Bon, Dir wësst, wat dat heescht. Ech mengen, dass mer duerch de Fait, dass mer nei Medikamenter hunn, wierklech musse kucken, dass mer iwuer esou Elementer, iwuer esou Weeër, iwuer esou Mëttele eventuell ëmmer nach kennen där Impfflicht aus dem Wee goen. Dofir schéngt dee Monitoring mer ganz wichteg ze sinn.

Elo gëllt et dann, op jidde Fall an eisen Aen, fir d'éischt emol ofzewarden an ze kucken, wat den Impakt vun deenen neie Medikamenter ass.

Mee wann ech awer elo den Experten nolaschteren, déi eis an der Kommissioun hir Modeller an hir Zenarie virgestallt hunn, da plange si – sou hunn ech et verstanen an och do géif ech ganz gare rektifizéiert gi wann ech Onrecht hunn –, am Mee mat der Impfflicht unzefänken. Et ass dat, wat si proposéieren. Ech hu mer den Datum vum 15. Mee opgeschriwwen, mat engem grouse Fragezeichen. Vläch kann d'Ministesch herno nach eng Kéier do drop agoen. Dat wär an zwee Méint! Dat wär an zwee Méint! Wa mer wëssen, dass se an Éisträich elo mol hir Impfflicht fir dräi Méint ausgesat hunn, well si am Moment d'Noutwendegkeet net agesinn ... Bon, wéi gesot, ech weess dass déi Impfflicht, déi hei envisagéiert ass, och net fir den Ament ass, mee wann ech awer héieren, dass se Mëtt Mee soll agesat ginn, da wär ech frou ze wëssen, wéi genee deen Timing soll sinn a wéi genee dat da soll viru sech goen.

Wat genee dann elo esou eng Obligation vaccinale bréngt, do muss ee mech genee wéi d'CCDH nach ëmmer dovunneer iwuerzeegen. Ech sinn nach ëmmer net iwuerzeegt. An och drop ugeschwat, wat dann am Endeffekt d'Zil vum Impftaux ass, wéi een Impftaux si wëllen erreche bei der Population cible vun där Impfflicht, krute mer gesot: 100 %! Do, muss ech soen, hunn ech wierklech och esou e Krees gemaach mat engem Fragezeichen, wou ech mech froen: Et ass dach en onrealistescht Zil – wat bréngt et, eis onrealistescht Ziler ze ginn, déi mer u sech mol net kennen errechen? Mir sinn haut bei 91,4 % bei den iwuer 60-Järege, wat d'Impfung ueget. Ech froe mech wierklech, wat mer eis virstellen, wou mer hiwëllen. 91,4 % ass en Taux, vun deem mer viru Méint nach gedreemt hunn. Bon.

Ech halen op, iwwert d'Impfflicht ze schwätzen. Dat ass net de Sujet, mee ech mengen, mir kommen net derlaanscht. Et ass e Sujet, deen am Raum steet an iwwert dee mer musse schwätzen. Mee deen Dossier wäert eis nach méi an deenen nächste Wochen a Méint beschäftegen a mir wäerten e kritisches begleeden, wéi Der wësst.

Zréck bei d'Covidgesetz: Wéi gesot, mir stinn dem Gesetz kritisches géintiwwer, mee mir wäerten et awer matdroen, well eebe ganz vill Lockerungen dra sinn.

Merci fir d'Nolaschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Mammadam Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. De Mëtteg ass jo e bëssen eng Ambiance heibannen, wéi wann d'Cremantstëpp sou lues géife fléien.

Plusieurs voix | O! O! O!

Une voix | Oo!

M. Marc Goergen (Piraten) | Loosst mech dach emol aushuelen. Dat war elo net negativ gemengt. Also guer keng Suerg, Här Arendt. Dat war guer net negativ gemengt.

Une voix | Cremant ass ëmmer gutt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Genau. Cremant ass ëmmer gutt. Och mir Piraten wäerten dëst Gesetz haut matstëmmen. An och mir freeën eis natierlech op déi Lockerungen.

Ech muss awer och ganz kloer soen, dass mer an de leschten Deeg do vill Iwwerleeungen haten, ob et schon den Zäitpunkt ass, fir déi eenzel Lockerungen anzegoen an dat och esou freedeg no baussen hin ze kommunikéieren, well jo awer, wann een d'Nouvelles lauschtert, elo mat deem neie Subtyp BA.2, dass deen 30 % méi infektiéis ass an dass den RKI gëschter gewart huet, ee sech awer kann d'Fro stellen, ob et schon de Moment ass, fir alles opzehiewen.

Also, mir hu jo ëmmer gefuerdert, dass ee méi géif ophiewen. Elo ass d'Regierung eigentlech méi wäit gaange wéi dat, wat mir an deene leschte Covidgesetz gefuerdert haten. Dofir war och d'Entscheidung, fir haut dat Gesetz matzestëmmen, net ganz einfach, a mir hunn eis et och net einfach gemaach.

Et sinn d'Experten, déi en Dönschdeg, mengen ech, an der Kommissioun waren an de Rapport gemaach hunn, deen, muss ech soen, ganz propper a ganz seriö war. An déi Daten hunn eis och iwuerzeegt. Mir ginn net vun der schwéierster Variant aus, där Delta-kron-Variant, déi do erwänt ginn ass. Wann déi géif antrieden, musse mer esou oder esou nobesseren. Mee mir hunn unhand vun deenen Zuelen, déi se presentéiert hunn, decidéiert, dass mer an eng Situatioun kommen, dass mer kennen déi Lockerungen do elo, zu deem Moment, mat dëser Datelag, maachen. Dat dierf een an der ganzer Situatioun ni vergiesse: Et ass déi aktuell Datelag! Dobaussen héiert een heiansdo scho Leit, déi soen: „Et ass elo fäerdeg, dat kënnt net méi!“ Nee, et ass déi aktuell Datelag, déi et erméiglecht huet, dass een haut allegueren déi Restriktiounen zum gréissten Deel, bon, et sinn der nach am öffentliche Transport, mee zum gréissten Deel ophiift.

An do muss een och ganz virsichteg sinn, souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber oder jiddwereen, deen an der Öffentlichkeit kommunikéiert, dass dat den aktuelle Moment ass, dass dat keng Garantie ass fir d'Zukunft. Den Här Lauterbach schwätzt jo ganz oft vun enger Summerwell. Anerer schwätzen dervun, dass et sech am Hierscht wäert zouspëzen, wann eeben déi nei Variante kommen. An deementspriedend ass et op der aktueller Datelag.

Mir Piraten haten och laang intern Diskussiounen, ob mer net éischer fir eng Variant wäeren, wou ee gesot hätt, dass de CovidCheck bei groussen Eventer bleift, well mer dat änlech gesi wéi am öffentliche Transport. Grad wann ee keng Sëtzelplazen huet, ass et awer

riskant. Mee mir droen awer trotzdeem och haut déi Lockerungen mat, well déi aner Punkten eis iwuerzeegt hunn. Mee sollt et sech schnell e bëssen zouspëzen, wann déi nei Variant vun dem Omikron elo wäert dominant Zuele kréien, wéi dat jo elo an anere Länner virausgesot ginn ass, muss ee sécherlech och do ganz schnell kuerzfristeg nobesseren.

Fir op déi eenzel Punkten am Gesetz anzegoen: Do sinn der e puer, wou – kommt, mer nennen et handwierklech –, net onbedéngt déi beschte Variant gewielt ginn ass. Fänke mer do bei de Lëschten un, déi an de Betriber, de Gemengen an iwwerall bei de Patronen ugefäerdert gi sinn. Och hei an der Chamber hu mer esou eng Lëscht do ënne vun CovidCheck. Do ass et elo net ganz kloer am Gesetz gereegelt, dass déi muss geläschert ginn. An dat si ganz, ganz vill Daten. Dir verlooost Iech do op den EU-Schutz vum GDPR, wou mir Piraten awer net onbedéngt der Meenung sinn, dass ee sech nëmme dorobber sollt verloossen. Mee et hätt een dat an deemem Text ganz kloer missen ervirhiewen, dass déi Lëschten elo ze läsche wäeren, wann de Betriber op de CovidCheck verzicht.

(Brouhaha)

Dat Zweet ass mat der Vermummung. Jo, do ass et e bëssen esou – an der Justizkommissioun kréie mer dat oft mat, a vläch hunn ech dofir och en anere Brëll, fir dat ze kucken –, dass dat doten elo handwierklech net onbedéngt ganz propper war mat der Vermummung. Also, do hätte mer eis awer gewünscht, dass dat vill méi kloer wier, well elo hu mer eigentlech den Effekt – an ech weess, do ware vläch Presseartikelen gëschter iwwerschnell –, dass eigentlech déi Leit, déi sech nach wollte schützen an de Supermarchéen oder soss enzwooch, elo fäerten, dass se herno eppes Falsches maachen. An eigentlech sollt awer de Message vun der Politik sinn, dass et weiderhi ganz recommandéiert an akzeptéiert ass, wann ee seng Mask unhält, wann een akafte geet oder iergendzwooch higeet. An net, dass een dann op eemol géint de Code pénal géif verstoussen! Dat hätt een handwierklech kënne vill méi propper léisen. A mir hoffen, dass do och ganz schnell eng Lösung wäert kommen.

Déi Reegelen, déi fir de Prising gëllen, akzeptéiere mer och. Do ass eeben d'Fro nach – an dat gouf vu Polizisten u mech eruedroen –, wéi et dann herno mat de Policebüro ereegelt ass. Wäerten déi herno och nach ënnert dem CovidCheck fonctionéieren, well et jo awer eng änlech Clientèle ass? Ass och un d'Beamte geduecht ginn an de Policebüros?

Mir begrëissen natierlech, dass d'Regierung elo op d'EEgeverantwortung vun de Leit setzt, fir sech weiderhin ze schützen. Mir hoffen, dat wäert awer och weiderhin esou bliwen, well an deene leschte Méint war dat net ëmmer de Fall. Wann ee gesot huet, d'Leit dierften op eemol no 23.00 Auer net méi raus oder aner Mesuren, da war do näscht ze héieren, dass een op d'EEgeverantwortung vun de Leit gesat hätt, fir sech weiderhin ze schützen, sief et mat Masken oder mat Desinfektionen.

An dann déi quokeleg Fro, déi och d'Experten an der Kommissioun ugeschwat hunn, ech mengen, dass ass eigentlech eng Fro, wou mer als Chamber d'Leit dobaussen och missten drop virbereeden: Ech mengen, déi véiert Impfung wäert kommen, sief et, fir déi nei Varianten ofzedecken oder fir d'Impfung géint déi aktuell Varianten iwuerhaupt ze verstärken. Well kuckt ee sech d'Zuelen un – an ech hat mer se extra nach eng Kéier erausgesicht –, déi d'Experten eis ginn hunn, esou geet den Impfschutz fir eng Transmissioun trotz Booster no fënnf Méint op 4 % erof, wat awer ganz fragwürdig ass, wann een herno iwwerall fräi zirkuléiere kann unni déi eenzel Schutzmoossnamen. Dat heescht, mir

komme warscheinlech net derlaanscht, herno de Leit déi véiert Impfung ze recommandéieren, well mir Piraten jo nach ëmmer der Meenung sinn, datt et keng Impfpflicht dierf ginn. Mee da musse mer de Leit dat awer och elo ganz kloer kommuniquéieren. An net elo ...

(Brouhaha)

... heiansdo de Message iwweärfreg erausginn, dass d'Pandemie quasi eriwwer wär an ...

Une voix | Wie seet dat dann? Dat huet nach kee gesot!

M. Marc Goergen (Piraten) | Also, wann Der awer e bësse kuckt, wéi d'Messagen dobause verstane ginn an och déi Euphorie ...

(Brouhaha)

An, Dir verstitt, also ech hu verschidde Riedner virsichteg fonnt, ech hunn aner Riedner manner virsichteg fonnt. Ech mengen, dat war elo diplomatesch genuch ausgedréckt.

Mee mäi Message sollt sinn, dass mer de Leit net d'Kommunikatioun ginn, dass et eriwwer wär, mee dass se sech éischer virbereede fir nach eng Kéier eng Impfung am Hierscht, an dass dat e ganz wichtege Schrëtt ass. An dass mer och déi Leit am Boot behalen, déi sech vläicht elo net fräiwëlleg impfe waren – bon, ech war mech direkt bei Astra aschreiwien, mee et gött och där aner Leit –, dass mer déi awer am Boot behalen an deenen och ganz kloer soen: „Am Hierscht wäert warscheinlech nach eng Impfung kommen, fir dass mer duerch déi Well kommen.“

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Vizepremier a Gesondheitsministesch Paulette Lenert.

(Brouhaha)

Prise de position du Gouvernement

Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Merci, Här President. Et ass déi 28. Kéier, wou mer de Rapport héieren hunn, a wéi gewinnt, ëmmer erm ganz ausfëierlech. E grouse Merci dofir.

Ech géif gären eng Kéier vun der Geleeënheet profitéieren ze soen, dass mer net 28 Covidgesetzter hunn, mee dass mer hei zu Lëtzebuerg e ganz spezifesch Covidgesetz, Pandemiegesetz en place gesat hunn, wat eebe fortlaufend, a Fonctioun vun der Situatioun, adaptéiert gött. Dat heescht, wa mer eis oft gesinn, dann ass et, well mer de parlamentaresche Wee gewielt hunn, fir d'Adaptatiounen hei ze beschwätzen an och hei e méiglechst grouse Konsens ze kréien.

(Brouhaha)

Mee et ass net esou, dass mer hei e Land wäeren, wou mer 28 verschidde Pandemiegesetzter gehat hätten. Mir hunn ee Sockel, an e groussen Deel vun deem Sockel bleift och en place. Ech si frou, dass dat och begréisst gött hei.

D'Pandemie ass net eriwwer. Dat kann net oft genuch ënnerstrach ginn. An ech mengen, et ass eis Pflicht allegueren, wann dat mëssverstane gött – mam Effet vläicht och vum Fréijoer, dat dobassen ass –, dat ze berichtegen a vläicht och op d'Leit anzewierken an ze erklären, wéi et wirklech ass.

Mir hunn eng Faktelag, déi grouss Schrëtt a Richtung Normalitéit erlaabt, eiser Aschätzung no. Mee dat bedeit net, dass et eriwwer ass. Dat bedeit net, dass mer kënnen eis Opmierksamkeit ofwende vun deem heiten Dossier, well wa mer d'Experte lauschten, wësse mer, dass mer musse preparéiert bleiwen, spëitstens

fir den Hierscht, vläicht och virdrun. Villes ass eeben net gewosst zu diesem Zäitpunkt.

Wéi grav déi ganz Pandemie war, ech mengen, dat stellt haut kee méi a Fro. Mir sinn hei bei eis am Land bei dem dausendsten Doudegen ukomm, dee gezielt ginn ass. Wann Der haut d'Aktualitéit liest, wësst Der, dass d'Schätzungen international an d'Richtung gi fir ze soen, dass d'Däischerziffer ganz grouss ass. Mir hunn hei e relativ gudden, komplexe Reporting-system en place. Dat ass warscheinlech net an alle Länner de Fall. An d'Experte ginn haut dervunner aus, dass déi reell Zuele wäit iwwert deem leien, wat offiziell zum Deel kommuniquéiert gött.

D'Indicateure stinn op gréng. Ech géif gären nach eng Kéier rappéléieren, dass den Haaptindicateur dee vun de Spideeler ass, an deen ass fiabel, wéi och ëmmer d'Inzidenze variéieren. Déi sinn natierlech tributär vun den Tester, bei eis wéi och an deenen anere Länner. Dat mécht dofir de Verglach schwierig. Dat, wat eis interesséiert, ass d'Entspanung an de Spideeler. Dat ass e ganz kloren Indicateur, dee litt net. Do gesi mer am Fong geholl de Reflet vun de schwéiere Verleef. An déi schwéiere Verleef, dat ass dat, wat eis vun Ufank u Suerg gemaach huet, dass mer där ze vill beienee kriteen an domadder e Stau an eise Spideeler kéinte provozéieren.

Haut, et ass scho gesot ginn, si mer gutt: Mir hunn haut nach drai Leit op der Intensivstatioun. Dat sinn der nach ëmmer drai ze vill, kann ee soen, mee gutt, déi Krankheet wäerte mer net ganz lassginn. Et gött och aner Krankheeten, déi d'Leit an d'Spidol bréngen. Op jiddwer Fall ass eng Entspannung do, eng Réckleegefegkeet, déi mer eis erwaart hunn an déi mer wollte kloer feststellen, fir deen heite Schrëtt ze huelen.

(Brouhaha)

Ech géif vläicht eng Kéier ganz kuerz agoen op déi Mesuren, déi nach en place bleiwen. Et ass gefrot ginn: Wat ass de Rationell dohanner? Déi Plazen, wou am Moment nach Schutzmesurë bleiwen, si Plazen, wou an eisen Ae Leit sinn, déi nach eng gewësse Protektioun brauchen. Firwat? Dat ass an den Altersheemer an an de Spideeler evident fir jiddwereen, mengen ech, well mer wëssen, dass mam Alter oder mat der Krankheet méi eng grouss Ufällegkeet ass fir de Virus. Dat heescht, do hätte mer gären e verstärkte Schutz an och eng verstärkte Solidaritéit.

Am öffentlechen Transport ass et vläicht méi komplizéiert ze verstoen. Mee och do gött et eng Ursach. Et gött Leit, déi sinn nun emol ugewisen op den öffentlechen Transport. A mir hätte jo och gär, dass d'Leit dee benotzen an hirem Alldag. A wann een am öffentlechen Transport ass an et ass een eng vulnerabel Persoun, huet een eeben net de Choix, sech deenen anere Leit ze entzéien. Do si Situatiounen, wou een iwwer e laangen Zäitraum dann awer an enkem Kontakt ass. An do si mer der Meenung, dass des Solidaritéit nach soll oprechterhale bleiwen, dass een do och nach e gewëssene Schutz soll behalen.

Dat selwecht göllt och am Centre pénitentiaire. Do huet och kee sech erausgesicht, dohinner ze goen. Déi Leit sinn, wa se bis condemnéiert sinn, eeben onger Plaz zesummen op enkem Raum, liewen zesummen a sinn deemno och méi staark exposéiert, wéi wann ee sech méi fräi ka beweegen. Dat ass mat der Situatioun vum Emprisonnement verbonden. An och do si mer der Meenung, dass mer sollen – justement well mer do eeben déi eng oder déi aner Clusteren haten a gesinn hunn, wéi schnell et ka geschéien – nach Screeningmesuren en place halen. Dat ass zum Schutz vun dese Leit, dat ass keng Strof. Dat ass net, fir si ze epingléieren. Mee et ass eebe justement aus sanitäre Consideratiounen eraus, wou mer dat nach wellen oprechterhalen.

Covid ass net eriwwer, d'Pandemie ass net eriwwer an d'Aarbechte bei eis sécherlech och net. Mir wäerte verstärkt weider sensibiliséieren fir d'Geste-barrières. Déi si wichtig, déi bleiwe wichtig. De Virus ass net fort. An déi Leit, déi besonnesch exposéiert sinn, och wann dat der manner sinn duerch deen Impftaux, dee mer mëttlerweil hunn, bleiwen awer Leit, déi vu sech aus eeben net déi Immunitéit hunn, déi se bräichten, fir hei gutt geschützt ze sinn. Si bleiwe weiderhin a Gefor. An dofir ass d'Sensibilisation weider nach gefuerdert. A mir wäerten dat och maachen.

Dat selwecht göllt fir d'Impfcampagne. Ech géif do gären ënnersträchen, dass mer déi Moyenen, déi mer hunn, zu all Moment ëmmer sou flexibel an esou effikass wéi méiglech probéiert hunn anzesetzen. Och dat ass elo nees de Fall. Et mécht effektiv kee Sënn, en Zentrum opzehalen, wa ganz wéineg Leit nach do passéieren. Dann ass et an eisen Aen definitiv méi schlau, erm op d'Busser eriwwerzegoen, déi mer flexibel kënnen an den Asaz bréngen. Ech hat Tech et do annoncéiert, mir hunn eng nei Campagne geplangt. Et deet mer leed, wann dat ni esou kloer eriwwerkënt, wann ech et erklären an der Kommissioun, mee mir schaffen elo natierlech och nees un enger geziilter Impfcampagne – déi ass annoncéiert –, déi eebe justement méi gezielt soll sinn. Dofir maache mer d'Analys vun den Date fir ze gesinn, wien déi Leit sinn, déi nach net empfängt sinn, fir och si nach eng Kéier ze errechen. Dat sinn Aarbechten, déi bei eis lafen.

Dann, ganz wichtig: préparéiert sinn. Mir schaffe weider. De Contacttracing bleift natierlech och en place. Mir sinn errechbar fir d'Leit. An am Moment hu mer och ganz vill Aarbecht mat der Evaluatioun vun eiser Krisegestioun. Mir hunn eng vergläichend Etüd lafen iwwert d'OECD, wou mer eeben och sou vill wéi méiglech Informatiounen mussen eraginn. Mir si ganz staark dorunner interesséiert ze wëssen, wat da mat engem kritesche Bléck vu bause bei eis gutt gelaf ass, wat vläicht net esou gutt gelaf ass. Och do erwaarde mer eis Opschloss fir d'Zukunft, wéi een dat ka besser maachen, wéi een et kann anescht maachen.

D'Recherche ass och ganz vill gefuerdert, dat ass hei e puermol ugeschwat ginn. Natierlech interesséiert et eis: Wat huet dann elo gewierkt a wat net? All d'Länner haten ënnerschiddlech Mesuren en place. Do lafen och Etüden, déi mer ganz enk suivéieren. Mir hunn hei relativ kleng Zuelen. Et ass ganz schwéier, aleng fir Lëtzebuerg Réckschlëss ze zéien, mee et lafen awer international op europäeschem Plang Aarbechten. Do kommen ëmmer nei Fuerschungsergebnisse, wou d'Effete vun deenen eenzelne Mesuren evaluéiert ginn. An dat sinn och alles Aarbechten, déi mer natierlech mat ganz vill Interessi suivéieren.

D'Pandemiegesetz, wéi gesot, ech ginn net méi drop an. Mir waarden d'Evaluatioun of. Mir sinn der Meenung, dass ee sech soll seriö Zäit huelen, fir dat ze evaluéieren, wat ee gemaach huet, och Léieren zéien aus deem, wat ee gemaach huet, a probéieren ze verstoen, wat anerwärts besser war.

Wat elo d'Pandemiegesetzgebung ugeet, dat ass eppes, wat mech vill interesséiert huet, och am Ufank vun der Pandemie. Ech hu perséinlech nach keent gesinn, wou ech elo gesot hatt: „Dat doten ass et, dat doten huele mer 1:1.“ Ech muss och feststellen, dass hei nach keent zitéiert ginn ass. Et gött vill gefrot, mee esou dat perfekt Beispill vun engem Pandemiegesetz, dat an där heiter Zäit wonnerbar funktionéiert hatt, mengen ech, huet och nach keen ënnert der Hand. Dofir ëmsou méi ass den internationalen Exchange och hei wichtig fir ze gesinn, wéi esou eppes ka juristesch opgestallt ginn, fir esou flexibel wéi méiglech ze sinn.

Nieft den Experten an de Fuerscher, déi déi Kris hei wäert beschäftegen – och réckbléckend, fir d'Analysen –, ass de Moment do fir den Einzelnen, fir an d'Ee-gewerantwortung eriwuerzgoen. Dat ass dat, wat ech haut wëll ënnersträichen. Et ass d'Veantwortung, déi gefrot ass. Mir sollen net Angscht hunn, Angscht bréngt souwisou näischt! Mee Verantwortung ass dat, wat gefrot ass.

Mir hu vill geléiert an där Pandemie. Jiddweree weess entre-temps, wat d'Geste-barrière sinn, wéi ee sech ka schützen, an et géllt elo wierklech, dat ze verinnerlechen a fir sech selwer och anzesetzen. Ech hunn et virdrun erwänt: Leit, déi vulnerabel sinn, duerch eng méi schwach Immunitéit, déi se vun Natur aus hunn an och duerch den Alter, déi bleiwen exposéiert fir e schwéiere Verlaf. Et géllt fir si, och opzepasst, wou se higinn. Jiddwereen huet haut d'Moyenen, sech ze schützen iwwer säi Verhalen, verschidde Plaze vläicht ze evitéieren, wou ze vill Leit beienee sinn, wann et geet.

An och ëmgedréit den Appell u jiddwereen, op dës vulnerabel Leit opzepasst. Et si ganz einfach Saachen, wat een och an eise Recommendationen gebietsmilienaararteg ermëfent. Wann ee krank ass, soll ee sech ewechhale vun de Leit, fir net onnéideg Infektioune weiderzeginn, do, wou een dat eebe kann evitéieren.

An och hei nach eng Kéier d'Wichtigkeet vun der Impfung, et kann net oft genuch gesot ginn! Wa mer do sinn, wou mer haut sinn, dann ass dat, well ganz, ganz vill Leit dëse Geste de solidarité wouergeholl hunn. An dat brauche mer och an den Hierscht eran.

Niewent Verantwortung brauche mer awer och e Bewosstsinn, dass mer viles nach net genau wëssen. Dat muss ee kënnen akzeptéieren. Mir wëssen net genau, wat eis erwaart an deene kommende Méint. Do fir muss mer och op d'Wëssenschaft vertrauen, mer müssen drop vertrauen, dass mer vusäite vun der Regierung schnell wäerten handeln, wann dat da muss sinn, wann iergendeppes sech undeit. Et weess een haut net mat Sécherheet, wéi laang deen Impfschutz

wäert gëllen, wéi staark e wäert gëllen, ob e fir zukünfteg Variante wäert spillen oder net. Alles dat muss mer kënnen akzeptéieren, dass nei Erkenntnisser kommen an dass mer ons eventuell erëm eng Kéier mussen flexibel upassen. Dat soll ons d'Laun elo net trüben. Et gétt genuch Saachen, déi eis d'Laun am Moment trüben.

Pandemiesméisseg ass et e Moment vun der Entspannung. Mat där néideger Verantwortung misst dat kënnen goen.

Mir bleift also, mech och weiderhin unzeschléissen un déi vill Mercien, déi ausgeschwat gi sinn un all d'Bierger an d'Biergerinnen, déi matgemaach hunn, déi vill Efforte gemaach hunn, all déi Leit, déi geschafft hunn un der Front, an hirem professionellen Ëmfeld – an och benevoll, där sinn der och ganz vill am Asaz gewiescht an nach am Asaz.

Et bleift eis alleguerten zesummen ze hoffen, dass dëst dee leschte Schrëtt a Richtung Normalitéit ass, eng lescht Etapp. Dat ass dat, wat mer eis alleguerte wënschen: Dass mer dat heite Kapitel kënnen ofschléissen.

An domadder géif ech Iech alleguerte Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Vizepremier a Gesondheitsminister, der Madamm Paulette Lenert. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer zum Vott kommen, wollt ech drun erënnere, datt ee sech op sengem Posten alogge muss, fir kënnen mat ofzestëmmen.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7971. Den Text steet am Document parlementaire 7971^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7971 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmegeg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher (par M. Laurent Mosar), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Max Hengel (par Mme Octavie Modert), Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz (par M. Yves Cruchten), M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si fir de 15., 16. a 17. Mäerz virgesinn.

D'Sitzung ass opgeheween.

(La séance publique est levée à 15.10 heures.)

42^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président | M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 20
M. Fernand Etgen, Président	
2. Communications	p. 20
M. Fernand Etgen, Président	
3. Ordre du jour	p. 21
M. Fernand Etgen, Président	
4. Discours de M. le Président de la Chambre des Députés	p. 21
M. Fernand Etgen, Président	
5. Déclaration de Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen	p. 21
Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen	
6. Séance de questions et de réponses	p. 22
M. Gilles Baum Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen M. Claude Wiseler (intervention de M. Michel Wolter) Mme la Présidente Roberta Metsola M. Yves Cruchten Mme la Présidente Roberta Metsola M. Fernand Kartheiser Mme la Présidente Roberta Metsola Mme Stéphanie Empain	

Mme la Présidente Roberta Metsola Mme Myriam Cecchetti Mme la Présidente Roberta Metsola M. Sven Clement Mme la Présidente Roberta Metsola M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance	
7. 7538 – Projet de loi relative à la facilitation dans le domaine de l'aviation civile	p. 26
M. Sven Clement M. Gilles Roth M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance M. Gilles Roth M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance	
Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics : Mme Chantal Gary	
Discussion générale : M. Aly Kaes M. Max Hahn Mme Cécile Hemmen Mme Myriam Cecchetti M. Jeff Engelen M. Marc Goergen	
Prise de position du Gouvernement : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel	
8. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État	p. 27
M. Fernand Etgen, Président	
9. Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth	p. 27
Exposé : M. Gilles Roth (intervention de M. Fernand Kartheiser)	

10. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'approvisionnement et la sécurité énergétiques au Luxembourg et en Europe p. 28

Exposé : M. Paul Galles

Débat : M. Max Hahn | Mme Cécile Hemmen | Mme Jessie Thill (dépôt de la motion 1) | M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen (intervention de M. Fernand Kartheiser) (dépôt de la motion 3)

Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (intervention de M. Sven Clement) | M. Gilles Roth (parole pour fait personnel) | M. le Ministre Claude Turmes (intervention de M. Marc Spautz) | M. Marc Goergen (parole après ministre) (intervention de M. Sven Clement) | M. le Ministre Claude Turmes | M. Claude Wiseler | M. le Ministre Claude Turmes

Motion 1 : M. Paul Galles | M. Sven Clement | Mme Myriam Cecchetti | M. Fred Keup (intervention de M. le Ministre Claude Turmes) | M. le Ministre Claude Turmes | Mme Jessie Thill

Vote sur la motion 1 (adoptée)

Motion 2 : Mme Jessie Thill | M. Marc Goergen

Vote sur la motion 2 (intervention de M. Gilles Baum) (rejetée)

Motion 3 : Mme Jessie Thill | M. Fred Keup (intervention de M. Sven Clement) | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement

Vote sur la motion 3 (rejetée)

11. Résolution de M. Gilles Roth relative à l'instauration d'une commission spéciale destinée à suivre tous les aspects relatifs à la flambée des prix énergétiques, ainsi que son impact économique et social p. 39

Discussion générale : M. Gilles Baum | M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Gilles Baum) | Mme Josée Lorsché | M. Yves Cruchten | M. Marc Goergen (interventions de M. Dan Kersch et M. Sven Clement) | M. Gilles Roth (intervention de M. Dan Kersch) | M. Marc Goergen (parole pour fait personnel) (interventions de M. Dan Kersch, M. Sven Clement et M. Gilles Baum) | M. André Bauler

Vote sur la résolution (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; M. Marc Hansen et M. Claude Turmes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.34 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | J'ouvre la séance publique.

2. Communications

J'ai les communications suivantes à transmettre à la Chambre des Députés. La liste des questions parlementaires ainsi que des réponses a été déposée au bureau. La liste des projets de loi qui ont été déposés depuis la dernière séance publique a été distribuée. La liste des pétitions qui ont été déposées depuis la dernière séance publique a également été distribuée.

Communications du Président - séance publique du 15 mars 2022

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7971 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19*

Dépôt : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 08/03/2022

7972 – *Projet de loi portant modification :*
 1° du Code de procédure pénale ;
 2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
 3° de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale ;
 4° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
 5° de la loi modifiée du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 08/03/2022

7973 – *Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension de la station d'épuration de Luxembourg-Beggen*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 08/03/2022

7974 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu*

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 09/03/2022

7975 – *Projet de loi relative aux exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services*

Dépôt : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 10/03/2022

7976 – *Projet de loi portant modification de :*
 1° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ;
 2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une nouvelle aide de relance

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, le 10/03/2022

7977 – *Projet de loi 1° relative au droit à l'enseignement et à l'obligation scolaire ; 2° portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel ; et 3° portant abrogation de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 10/03/2022

7978 – *Projet de loi portant création d'un lycée à Luxembourg et modification de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 10/03/2022

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :
 2260 – *Demande de pétition publique : Indexation automatique des salaires*

Dépôt : André Thévenin, le 08/03/2022

2261 – *Demande de pétition publique : Baisse des frais d'enregistrement et de transcription de 7 % à 4 % pour toutes ventes de biens immobiliers destinés à des fins d'habitation au Grand-Duché de Luxembourg*

Dépôt : Albert Toussaint, le 08/03/2022

2262 – *Demande de pétition publique : Adaptation du barème des frais de déplacement et des frais de route suite à l'explosion des prix du carburant*

Dépôt : Philipp Bützow, le 08/03/2022

2263 – *Demande de pétition publique : Fahrkosten-Erhöhung durch den Arbeitgeber wegen der dauernd ansteigenden Benzinpreise*

Dépôt : Vicky Rosenfeld, le 08/03/2022

2264 – *Demande de pétition publique : Obligation pour les communes et l'État de faire un diagnostic amiante de tous les bâtiments publics (écoles, salles de sport, piscines, administrations...)*

Dépôt : Carmen Rivoldini, le 09/03/2022

2265 – *Demande de pétition publique : Installation vu fixen oder mobilie Radaren an der Zone 30*

Dépôt : Jean-Marie Hermes, le 09/03/2022

2266 – *Demande de pétition publique : Aussetze vun der CO₂-Steier op de Pétrolsproduite während der Ukrainkrise*

Dépôt : David de Dood, le 09/03/2022

2267 – *Demande de pétition publique : Baisse provisoire du prix des carburants par le biais d'une suspension de la perception des accises et/ou de l'application d'un taux TVA intermédiaire, voire d'un taux TVA réduit*

Dépôt : Gilles Barbabianca, le 09/03/2022

2268 – *Demande de pétition publique : Aféiere vu syntheteschem Pétrol op den Tankstellen zu Lëtzebuerg / Pétrole synthétique aux stations-service du Luxembourg*

Dépôt : Davide Savini, le 09/03/2022

2269 – *Demande de pétition publique : Détaxation du gazole et autres carburants aux pompes*

Dépôt : Nathalie Munier, le 09/03/2022

2270 – *Demande de pétition publique : Favoriser le télétravail et renégocier les accords avec les pays frontaliers pour parer à l'explosion du prix des carburants*

Dépôt : Stanislas Krzyszton, le 09/03/2022

2271 – *Demande de pétition ordinaire : Petitioun – Senkung TVA op Mineralueleg*

Dépôt : Sven Rock, le 09/03/2022

2272 – *Demande de pétition publique : Tarifs de Post proportionnels au poids du colis*

Dépôt : Edgar De Faria, le 10/03/2022

2273 – *Demande de pétition ordinaire : Pétition de rémunération totale congé parental femme Luxembourg*

Dépôt : Sofia Narciso, le 09/03/2022

2274 – Demande de pétition publique : *Aufhebung der CO₂-Steuer zur Senkung der Tankpreise*

Dépôt : Rob Leclerc, le 10/03/2022

2275 – Demande de pétition publique : *Autorisation du port d'une visière fumée/noire*

Dépôt : Rui Pedro Brandão de Sousa, le 10/03/2022

2276 – Demande de pétition publique : *Ein Sportkommis-sar für Luxemburg*

Dépôt : Marc Kintgen, le 10/03/2022

2277 – Demande de pétition publique : *Droit à l'euthanasie. Permettre aux personnes en fin de vie de mourir digne-ment*

Dépôt : Gabriel Fersino, le 10/03/2022

2278 – Demande de pétition publique : *Réintroduction du service militaire obligatoire luxembourgeois*

Dépôt : Alexandre Holzem, le 13/03/2022

2279 – Demande de pétition publique : *Anerkennung aus-ländischer Zeugnisse, die keine Hochschulabschlüsse sind*

Dépôt : Rebecca Striewski, le 14/03/2022

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Adminis-tration parlementaire.)

3. Ordre du jour

L'ordre du jour modifié proposé par la Conférence des Présidents vous a été transmis. Est-ce que la Chambre y donne son accord ?

(Assentiment)

L'ordre du jour est adopté.

4. Discours de M. le Président de la Cham-bre des Députés

Madame la Présidente du Parlement européen, chers collègues, Messieurs, Mesdames, c'est un honneur pour moi de vous accueillir ici au Luxembourg, l'un des sièges des institutions européennes.

Votre présence montre l'importance que vous attachez au dialogue avec les parlements nationaux de l'Union européenne dans le droit-fil de votre rôle antérieur en tant que première Vice-présidente du Parlement européen.

L'inclusion, le respect de la diversité des positionnements politiques, le débat et l'ouverture à l'autre sont à la base de toute coopération politique efficace. La qualité de la législation européenne dépend sans aucun doute d'un dialogue constant et efficace avec les parlements nationaux. À la Chambre des Députés, nous pensons que la reconnexion avec les citoyens passe aussi et surtout par les parlements nationaux. Les parlements nationaux, hauts-lieux de la démocratie et du dialogue citoyen, sont un gage pour un meilleur ancrage des politiques européennes.

Madame la Présidente, l'Europe a besoin de se rapprocher encore davantage de ses citoyens ! La construction de la maison européenne ne pourra se poursuivre sans une plus grande implication des citoyens. Nous, parlementaires, sommes les mieux placés pour témoigner de cette nécessité de proximité.

Consciente de l'importance de débattre des sujets européens avec les citoyens, la Chambre des Députés a lancé une campagne nationale dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Notre approche n'a pas été d'expliquer l'Europe aux citoyens, mais d'être à leur écoute et, avant tout, de leur donner la parole.

Le 1^{er} mars, la Chambre des Députés a débattu des résultats de sa campagne lors d'un débat d'orientation

en séance publique. Nous avons voté une résolution dans ce contexte. C'est en transmettant, au niveau européen, le rapport ayant découlé de nos travaux que nous avons essayé de jouer un rôle de catalyseur pour rapprocher les citoyens et les institutions européennes.

Ces rencontres ont permis de relever les priorités des résidents luxembourgeois, à savoir leur attachement aux principes de la libre circulation, la réduction des inégalités et l'importance de l'Europe sociale, et le renforcement de la politique étrangère commune. Finalement, les citoyens se sont majoritairement exprimés contre l'écoblanchiment, le « greenwashing » prévu dans le cadre de la taxonomie verte de l'Union européenne, notamment la classification de toute activité nucléaire comme étant durable.

Nous continuerons à suivre ce processus avec attention.

Madame la Présidente, plus que jamais, il s'agit de comprendre les inquiétudes légitimes des citoyens, de les écouter et de prendre au sérieux leurs malaises. Il ne faut pas les pousser dans les bras de ceux qui les captivent avec des thèses simplistes et dangereuses. Ne laissons pas les populistes exploiter les peurs les plus profondes des gens.

Nous devons, pour cette raison, continuer à respecter l'État de droit, une justice indépendante et la liberté des médias. Ne tolérons donc pas l'érosion de nos systèmes des droits fondamentaux et l'ascension de populismes remettant en question la construction européenne, des populismes se nourrissant du renforcement des inégalités économiques et sociales en raison de la pandémie de Covid-19 et des peurs des gens.

Nous avons l'obligation de combattre les discours de haine qui se multiplient.

Madame la Présidente, alors que votre mandat vient de débuter, le monde est confronté à une autre épreuve. La pandémie qui nous frappe depuis deux ans n'est pas encore terminée. Le changement climatique s'accélère. Et voilà une guerre qui éclate en Europe !

Avec l'invasion russe en Ukraine, Vladimir Poutine a porté un coup énorme. Cette guerre d'agression cause une misère humaine intolérable. Il s'agit également d'une attaque contre nos valeurs et notre sens démocratique.

Mais je garde espoir, malgré tout, en voyant partout dans les États membres une véritable réponse commune, une réponse européenne déterminée et claire. J'admire le courage du peuple ukrainien face à un adversaire ayant une ambition de puissance mondiale. Cela me rend triste en même temps.

Je ne suis pas sans ignorer le formidable engagement du Parlement européen à cet égard. La Chambre est tout aussi mobilisée.

Madame la Présidente, aujourd'hui, nous sommes confrontés à de nombreux défis et à un nouveau contexte d'incertitudes. Mais je garde confiance. La démocratie vaincra ! Nos valeurs prévaudront sur la violence. La politique par la force ne fait que détruire. À l'inverse, l'Europe offre des perspectives d'avenir à ses membres et à ses partenaires. J'ai confiance en notre volonté politique européenne commune. Pour cette raison, je suis convaincu que nous pouvons encore faire beaucoup plus ensemble.

Le Parlement européen détient plus que jamais les clés du destin politique de l'Union européenne. Nous comptons sur vous, comme vous pouvez compter sur nous. Continuez à transformer en réalité, mais aussi à défendre, les valeurs européennes que nous partageons tous.

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.

Je vais céder la parole à Madame Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen. S'il vous plaît.

5. Déclaration de Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, aussi mes collègues Députés européens, Monsieur le Secrétaire général, chers collègues, ladies and gentlemen. More than Europe owes so much to Luxembourg, from lessons learned from an Economic Union between Belgium and Luxembourg in 1921 through to the Luxembourg compromise in 1966 to resolve the empty chair crisis which had caused the stalemate within the European Economic Community, from hosting the European Parliament's first own hemicycle in 1973 through to organizing the first conference of national parliament presidents in 1981, from the adoption in Luxembourg of the 1975 Patijn report that paved the way to direct elections for the European Parliament through to lifting border restrictions.

Luxembourg has always played a leading part in championing European integration and European democracy. And today, Luxembourg still plays a fundamental leading part in knowledge sharing on integration and on compromise finding in our European Union. And for this, I wanted to start by saying as President of the European Parliament, I thank you!

The European Parliament places a great emphasis on cooperation between parliamentarians both within the European Union and internationally. And this is why our meeting today is so important. National parliaments within the European Union have an institutional role in the concertation on European Union legislation. But there are also so many more possibilities for exchanges and debates and cooperation between parliaments such as yours and the European Parliament.

I'll give you a few examples: This week, the European Parliamentary Week is taking place in the European Parliament in Brussels, and this has brought both MEPs and national members across the EU together to discuss the European Semester. Last Friday, the 4th of March, I organized a meeting between the speaker of the Ukrainian Parliament, the Verkhovna Rada, and representatives of all EU national parliaments, in which the Vice Speaker of this Chamber of Deputies, Miss Djuna Bernard, took part.

I would like to build on such exchanges. These are more than just useful, they are proof of what a vibrant democracy looks like and how a vibrant democracy should work. And I would like to continue to hold this kind of meetings, so that we can repeatedly respond, as we did with the Verkhovna Rada, to sensitive and evolving situations.

Si aujourd'hui la paix et la fraternité entre nos peuples de l'Union européenne sont assurées, nous le devons pour une grande part à un homme des frontières : Robert Schuman. Né en 1886 à Clausen, ici tout près de Kirchberg, ce Luxembourgeois-né, ce grand Européen, nous le reconnaissons comme l'un des pères fondateurs de notre projet européen pacifique.

But I ask you: What would Robert Schuman think about Europe today? It is now twenty days since Putin's Russia has invaded Ukraine. Shelling continues, Ukrainians who never trained before are being trained to fight, are taking up arms, and millions have been forced to flee. So today, what we have in Europe, is that Europeans are experiencing crimes of war.

A month ago, a little bit more, I would have told you: "I know little about the Ukrainian town of Mariupol." Now, it is the name of a town that we will never forget. The recent Russian bombs on Mariupol have left many of its residents, if not dead, in atrocious conditions without water, power or heating.

And while the shelling of a maternity ward and children's hospital is an act of pure evil, that ultimately sums up the nature of the threat that we face today. We thought ourselves secure in peace. But Putin's invasion of Ukraine has shattered peace in Europe – something that we would have thought unimaginable! It has changed everything as we know it. And our response must be proportionate to the serious, real and growing threat to our collective security.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, alors que l'Europe sort d'une crise épouvantable, Robert Schuman propose que les Européens construisent un dialogue entre les peuples. Au sortir d'une crise, il propose qu'on unisse.

That's what we did then and this is what we are doing today. We are pulling out of a terrible crisis, the Covid pandemic, and yet, in spite of this, we have found strength and we have found unity. And we stand united as a European Union built out of dialogue between people rooted in common values and built on democracy.

Last month, Eurobarometer figures again featured top scores for Luxembourg, when it comes to believing in the European Union. You and your citizens believe in Europe.

But let us pause to reflect on the fact that the actions that we have led in the past twenty days – our massive unprecedented economic sanctions, our provision of military equipment to Ukraine, our rallying together, our welcoming of those who are fleeing tanks –, we have done them not just for ourselves, not out of conceit for our project, we have done them because we also stand united with the Ukrainian people.

And we also stand united with people in Russia who have come down to the streets, in spite of threats, in spite of aggression and repression, to voice their opposition to a war that will ruin. And we count on those individuals too! They are also on the right side of history, because they are the ones that can make a difference to how this world might develop.

In 1950, Robert Schuman boldly suggested that Europeans should bring their dearest resources together under one community. At the time, it was coal and steel. In 2022, as we seek to reduce our resource dependency on the Kremlin, what bold solutions can we find for resources that we hold dear today, namely gas or coal and oil? One thing we know for sure – and time is running out for this assessment –, is that we must reassess, as Europe, our role in a new world.

Europe managed, after the crisis of World War II, to pull together a Coal and Steel Community. And in fact, this year, we mark 70 years, since the European Coal and Steel Community established its initial institutions, including the European Parliament, here in Luxembourg. It was a stepping stone towards the European Union of today.

Our Europe knows no big and no small states. I can never repeat this enough: We are only as big as our ideas. And that is the beauty of our project.

Now we will soon conclude on our Conference on the future of Europe, and this experiment in participatory democracy needs to be taken seriously. But beyond parliamentary democracy, it is an opportunity to listen to our citizens, in particular of Europe's younger

generation being heard. It will be our institutional responsibility to jointly translate the proposals made into concrete action, while also taking into account the European Union's renewed impetus for unity in the face of aggression against our values of democracy. Because we are at a time when Europe needs to show resolve and ambition.

Luxembourg, like all member states, must play a key role in our response to the invasion of Ukraine. We did not choose this war, nor did we provoke this invasion. We did not choose this war, nor did we provoke this invasion. But how we react now to defend our European values, is decisive.

Firstly, Europe needs to reduce its dependency on the Kremlin for its energy needs. It is simply unacceptable for Europe to indirectly fund the bombs that are raining down on Ukraine! And our future must be towards a future of zero gas from Russia! It is ambitious, but it is necessary! And that means massively reinvesting in renewables and diversifying our energy supplies. It means that Europe needs to find its Schuman spirit again to come together like never before.

Secondly, we need to boost our investment in defence and in innovative technologies and continue to build a real security and defence union. And here we must again look at our common EU budget to see where improvements can be made, because the threat that we face is real and we must step up our response.

Thirdly, we need to talk more about food security. This must become part and parcel of our discussions on Europe's strategic autonomy! Our supply lines must be more solid; our farmers need more support and they must be more incentivized.

Fourthly, what we have seen so far in terms of European coordination, solidarity and unity is unprecedented, and this must be the blueprint for us going forward.

Member states have led the efforts to welcome more than two million Ukrainians into our families and into our communities. I know you have also already welcomed 2,500 Ukrainians and you are playing your part. Your homes and also your hearts have been opened to people fleeing war in Europe.

We have matched massive sanctions with practical solidarity that really allowed Ukrainians straight into our homes. And we can really say that the best of Europe is on display, right at the very moment!

Ultimately, Ukraine will define our European future. It will impact the decisions that we take and it will be a turning point. The Europe we know has survived and has adapted to crises. We have grown closer. We have grown more interconnected, and nothing better than this encapsulates our own approach to freedom of movement. This is the last point I would like to make, related to Luxembourg.

Freedom of movement in the Schengen area is resolutely an acquis! And Schengen is part of our vernacular speech. I was just walking on the way here and I met somebody in the street who called me out; I went to school – to the Collège d'Europe – with Christophe Schiltz who just passed in the street.

Une voix | Très bien!

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | And the first word that reminds me of Christophe is "Schengen". I remember discussing with him and learning this when we were students: the impact of decisions that are taken and that were taken in this country. And again, it was from Luxembourg that we learned the value of openness and trust in one another.

Speaking of trust: Today, 21 % of the European Parliament staff works in Luxembourg. We have invested massively in a real estate project to upgrade and modernize our Luxembourg staff's offices in the form of the Konrad Adenauer 2 building complex. It was for this reason that I wanted my first official state visit to be in Luxembourg since I got elected President of the European Parliament, because I know how important you and this country are for the European project. And for all of this, I want to thank you for allowing all of this to happen and for your continued welcome in your Grand-Duchy.

Villmoos merci!

(Applaudissements)

6. Séance de questions et de réponses

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame la Présidente. Nous allons passer maintenant à la séance de questions et de réponses. Chaque groupe et sensibilité politique pourra poser une question à Madame la Présidente du Parlement européen. Les questions seront alternées majorité-opposition.

Je vais céder la parole à Monsieur Gilles Baum du Groupe politique démocratique qui va poser la première question. Monsieur Baum, vous avez la parole.

Question posée par le groupe parlementaire DP

M. Gilles Baum (DP) | Madame la Présidente, thank you so much for being with us today! That really is a great pleasure and a great honour.

We are all getting increasingly concerned about the humanitarian situation in Ukraine which is getting worse and worse by the hour. Until now, we count more than two million refugees in neighbouring countries and many more are on their way out of the country at the moment. Our thoughts go out to those civilians left behind in blocked cities like Kharkiv and Mariupol, citizens who start lacking food and medics, who have no access to clean water and electricity, because the infrastructure is down, and who have no means of getting out of these cities, because there are no humanitarian corridors.

So my question would be: What is Europe willing and what is Europe able to do for those people left behind in order to avoid a high number of persons starving, in order to avoid another "Holodomor" (Editor's note: a man-made famine that developed in Soviet Ukraine from 1932 to 1933 and that killed millions of Ukrainians) as in the thirties of the last century under the Soviet regime?

Thank you.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Monsieur Baum. Madame la Présidente, vous avez la parole.

Réponse de Madame Roberta Metsola

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | How much time do I have?

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | You are free.

(Hilarité et brouhaha)

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | OK, I wish I was told that in my home parliament. So, thanks a lot!

Mr Baum, thank you. The humanitarian situation is really the one thing that is dominating our discussions in the European Parliament, but without doubt discussions in all national parliaments as well. First of all, we need to put – as we say – our money where our mouth is. We have already allocated resources and triggered

a never-before-triggered directive which is specifically aimed at giving protection to persons fleeing a situation like the one they are fleeing in Ukraine, being aware that there would be a massive influx into the European Union territory.

This is a proposal that has come from the European Commission and that will be voted upon from a financial point of view in the European Parliament next week. But we need to do more!

On the ground, the situation is extremely dire from a lack, for example, of interpreters at the borders. We have persons who are arriving and there is not the possibility to speak in the same language, for Ukrainians to be able to be brought in, given housing, shelter, for children being put in school.

Secondly, you are right: You say “humanitarian corridors”. A corridor to Russia and to Belarus is not a green humanitarian corridor, as President Putin so cynically put it. A humanitarian corridor is one where you seek shelter, and it is all the way across the European Union that we have to open up our doors.

Last week, I was in Strasbourg and overnight, two coaches of Ukrainians, a few hundreds, were on their way and I asked: „Where are they going?” Portugal. Every single country, different levels, different organizations ... School projects are being done in order to be able to help as much as possible.

I would like to also point out to you that the situation in Poland is a very difficult one: We have millions of Ukrainians that have already entered. The situation in Hungary is similar. But let us not forget the situation in Moldova. Imagine, if you have to look at the resources of a country like Moldova, with the challenges that it already has economically, Moldova could receive a maximum of 20,000 Ukrainian refugees. Until yesterday, they have already received 103,000 Ukrainian refugees! And so this is the scale of the situation we are dealing with!

If you ask the leaders of these countries, it is one thing to allocate assistance, but they need quick and rapid relocation of persons and they need to be given the perspective for their own people who live in their countries, who are facing and will face a very difficult few months: I mentioned food shortage in my comments, but also skyrocketing energy bills that are unaffordable. And that also needs to be in our discourse when talking to our populations, to our citizens, because we are accountable to them in order to explain.

So, I think the answer has to be double-tracked, that it needs to focus – yes! – on financial and logistical assistance of the Member States, but also of countries which are not members of the European Union, but which we invest a lot into and which we have very strong partnerships with and which ultimately are fighting the war for Europe every day!

M. Fernand Etgen, Président | La prochaine question est de Madame Martine Hansen du Groupe politique chrétien-social. Madame Hansen, vous avez la parole.

M. Michel Wolter (CSV) | Wou ass den Här Wiseler?

M. Claude Wiseler (CSV) | C'est très gentil, Monsieur le Président, mais ce n'est pas exactement Madame Hansen qui va poser la question.

(Hilarité)

Question posée par le groupe parlementaire CSV

Mais moi, je voudrais tout simplement dire que c'est un grand plaisir de vous avoir ici, de vous accueillir au Parlement luxembourgeois, et nous sommes particulièrement honorés que vous ayez choisi le Parlement luxembourgeois comme le premier parlement que vous visitez en tant que Présidente du Parlement européen.

Je voudrais continuer sur le sujet de l'Ukraine. Monsieur Gilles Baum a déjà posé la question sur le problème humanitaire. Moi, je voudrais poser la question sur les sanctions que l'Europe a prises.

Je le dis honnêtement : moi, je n'aurais pas cru, il y a trois ou quatre semaines, que nous serions capables, en tant qu'Européens, de réagir aussi rapidement et de prendre, en plusieurs paquets, des sanctions aussi fortes. Et je vous dis honnêtement : j'étais fier à l'époque, je suis fier aujourd'hui d'être Européen et que l'Europe soit parvenue à de telles décisions !

J'ai plusieurs questions, même, à vous poser là-dessus, la première étant : que dites-vous de l'efficacité des sanctions qui ont été imposées à la Russie ? Quelles en sont les résultats déjà mesurables et est-ce qu'il est nécessaire de faire encore plus ou autre chose ?

La deuxième question sur ce sujet-là concerne la solidarité européenne, qui, pour une fois, était vraiment là pendant la prise de ces décisions. Moi, j'espère que cette solidarité restera au cours des prochains mois. Comment estimez-vous cette situation ? Vous êtes en relation avec tous les chefs de Gouvernement et d'État et vous pouvez peut-être estimer quel est le degré de solidarité, sa durabilité.

Et puis, j'ai bien écouté le Président Zelensky lorsqu'il a parlé au Parlement européen par vidéo en demandant d'un côté plus d'armes, plus d'aides, de l'autre côté une aide pour fermer le ciel européen (veuillez lire : ukrainien) – ce qui était plutôt une demande à l'OTAN. Mais il a également soulevé une discussion sur l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne. Le Parlement européen a voté une motion là-dessus.

C'est une question très difficile, sachant que nous avons également un certain nombre d'autres pays qui sont candidats depuis longtemps. D'autres pays qui sont candidats, mais dont l'adhésion ... où les discussions sur l'adhésion n'ont pas encore commencé, comme l'Albanie, la Macédoine du Nord. D'autres pays, comme la Bosnie-Herzégovine, qui ont déposé leur candidature. Et puis l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie qui ont frappé à la porte. Maintenant je voudrais également vous entendre sur ce sujet-là, sachant que ce n'est pas du tout un sujet évident.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Monsieur Wiseler. Je redonne la parole à Madame la Présidente.

Réponse de Madame Roberta Metsola

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | I will answer in English to these twenty-five questions.

(Hilarité)

First of all, on sanctions: I agree with you, Claude. If someone had asked any of us, four, five weeks ago, whether we were in a position to adopt all rounds of sanctions of increasing severity and breadth, width, we would not have thought that that would be possible. And it is, first of all, thanks to the political will that was finally found – after a long time – within the European Union Member States and across the countries and parliaments.

But secondly, we also have to have one aim: These sanctions have to hurt! They have to be felt! We need to be in the situation where Russia can no longer sustain this war, where the president can no longer sustain this war. Are we there yet? He thought he could take care of it in five days. The spirit of the Ukrainian people is unmatched! Their resilience is unmatched!

After political opinion, I will also mention public opinion. Who would have thought that our citizens would be asking us and actually making – not making, but allowing – governments to change long-standing

positions held for decades on dependence on certain energy connections with Russia? When we started to say that we needed to remove Russia from the SWIFT System, I would not have thought it would be done in two days, when I arrived at my first European Council.

When we talk about what the Ukrainians need from us: They need help – logistically –, equipment. There are practical considerations of how quickly the equipment can arrive on the ground, the armament that persons are using, are trained to use. This is a war that is being fought like this, with women taking up arms and having to decide between sheltering their children and going to war.

With regard to decisions that have to be taken by organizations such as NATO, as you mentioned, the European Parliament has been very clear and has adopted resolutions with an unprecedented majority, not only from within, so to speak, the political groups that would traditionally vote as they do, but also from those political groups that have resisted for a long time, but have now – also because of public opinion – had to change course, have had to adopt that narrative. And that's important for us to know, because that also shows that it can happen, whereas we thought that it couldn't. And that is a welcome perspective on the situation. That is why I wanted to see a European Parliament that is always bolder, that can adopt language that is strong.

The presentation of President Zelenskyy was extremely well received in a packed Parliament of members that want to see the perspective of Ukraine acceding to the European Union. And that is why the Parliament welcomed the application for candidate status, recognizing the different competences of the different institutions. But I can speak clearly for the European Parliament, and on that, the Parliament has always been on the side of inclusion rather than exclusion. Because for me, the most important for people who are fighting this war, is to know that they can look to Europe. And if we gave them no other choice but to look elsewhere, that would be the real tragedy that would come out of this war, if that happened.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame la Présidente. La prochaine question est de Monsieur Yves Cruchten du groupe politique ouvrier socialiste. Monsieur Cruchten, vous avez la parole.

Question posée par le groupe parlementaire LSAP

M. Yves Cruchten (LSAP) | Thank you, Mr President. And thank you, Mrs President, for doing us the honour to come here to our Parliament and speak to us. And I would also like to congratulate you on the speech you have just held, because you managed – in those few minutes – to basically tackle all the topics that are dear to us, that preoccupy us, that are on our minds at the moment. Thank you very much for that.

I was told that I'm only allowed to ask one question, even though I would have liked to hear from you about the rule of law, about the freedom of press and many other things. But I want to be fair with my colleagues who will be speaking after me. So, I will stick to the plan and speak only about one topic that Mr Wiseler already touched upon a little bit and that we also heard about in the exercise of our political mandate, in our campaign about the Conference on the Future of Europe.

We had two major topics that came up again and again. One was Schengen, of course. Here in Luxembourg, people stick to Schengen. You mentioned it in your speech, so you know exactly how important this topic is to us. But the other topic was that people felt – and this campaign took place before the war in Ukraine – that Europe was not speaking with one voice anymore, that it was difficult to find compromises.

But recent crises, like the coronavirus pandemic, but especially the Russians' invasion of Ukraine, have brought the European Union closer together, particularly in matters of foreign policy and maybe even when it comes to burden sharing of refugees.

We feel that now, Member States stand stronger together, because it is necessary to protect our democratic values. Today, the European Union is more united than it has been, maybe, for the last decades. And my question to you would be: How can this renewed community spirit be maintained and maybe even deepened? What can our role as national parliamentarians, as a national parliament be in that process of unifying the European Union?

Thank you very much.

M. Fernand Etgen, Président | Madame la Présidente, vous avez la parole.

Réponse de Madame Roberta Metsola

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | Thank you.

One of the dominating themes of conversation that I had with my colleagues from the European Council last week at Versailles, was how we could see that the economic crisis of over a decade ago prepared us – in some part – for the health crisis, and now, this health crisis has prepared us – in some part – for war.

It's, first of all, about lessons learned, how we can, once there is a political will, take the decisions that would otherwise have been impossible, whether politically or also economically, in terms of unprecedented amounts of funds that have been dedicated to beat the pandemic. But now, when we look at the multiannual financial framework and our budgets, it will pale in comparison to the needs that we have in a new – let's say – conversation about so-called strategic autonomy.

If you ask this ... If I had to ask all of you what you understand by strategic autonomy, everybody would give a different answer – I think, from experience –, but there's one thing that I think you could find as a unifying comment, and that is that Europe has to act united, because – as we saw – if it's not, nobody else will. Nobody will fight our wars! Nobody will address our difficulties!

The instinct – this is something that I will never forget – of us as Europeans, as soon as an airborne virus started to enter Europe, was to close borders. Automatically! Boulders across our much fought for highways that we wanted to be open. You know, I come from an island. For us, entering the Schengen area was the one thing that ... You know, every person in my country knows what Schengen means, because that means you can be elsewhere. You can go study. You can work. You can do anything in our Europe. Because we are equal. And we have fought hard for that, very hard!

So let's not underestimate that instinct again, that, the minute that there is a challenge that we are not united on, the instinct is to close.

And here, your role is crucial in making sure that your citizens, first of all, are aware of decisions that are taken, that they feel them, that they understand them and, even if it's difficult for them, that they accept them.

So when it comes to what you mentioned on solidarity, burden sharing, I call it responsibility sharing – let's not call it a burden, it's a responsibility –, it is hard to explain to countries that have asked for help in the past, and that help was not forthcoming, for different reasons, we don't need to list them here. It was difficult for the citizens of those countries who asked for help in other crises, but were then left alone. You can see it. And that's always a peril with elections with the

extremist forces that dominate the narrative which needs to be counted every day – let's not forget –, every day!

And let's also not forget that when you look at a situation like we have today, the worst thing that could happen is that, a few months down the line, we look away. We can't look away. We can't!

So what I would take from all of this is: Let's use this previously unfathomable solidarity and responsibility sharing to look at those countries that perhaps need a little bit more convincing to perhaps move a little bit closer towards something that we can really use, that we can call a unifying responsibility.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Thank you.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame la Présidente. La parole est à Monsieur Fernand Kartheiser de la sensibilité politique alternative démocrate réformatrice pour la prochaine question. Monsieur Kartheiser, vous avez la parole.

Question posée par la sensibilité politique ADR

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Thank you, Mr Chairman. Thank you, Mrs President, for your visit to Luxembourg and also for the very kind words that you have found for our country. We are very grateful for these full off references.

My party, which has a very complicated name, is actually part of the European Conservatives. That is perhaps better known to you, also from Strasbourg and from Brussels.

I would like to start with a very personal note, but a deep-felt one. I would like to sincerely thank you for your personal, very courageous stands on the issue of abortion. We know that you cannot defend the same position as a President of the European Parliament, which is a pity, but which also tells us a lot about the European Parliament.

I would like to ask two questions. The first, which you have already very diplomatically addressed in the answer that you gave Mister Cruchten to his comments, is about the issue of Poland and Hungary. We have witnessed over the last years that these two countries have come under very harsh criticism because they have not shared, among others, the same approach to the refugee issue in Europe as other countries, and the Luxembourg government is currently also expressing a different view than that of Hungary and Poland.

Now we see that these people are actually extremely generous. The two countries take up a huge number of refugees. And so, the question, of course, may be asked whether it is rightful and justified to continue criticizing them and to even punish them or sanction them under article 7 and so on, because we see in practice what they are doing in order to help the people from Ukraine. So, shouldn't we ... Of course, you have very carefully indicated that these countries might change their attitude, but shouldn't the European Parliament and other institutions also change their attitude towards Poland and Hungary, considering the efforts that they're making?

My second question relates to – and Mr Cruchten already raised the issue – the Conference of the Future of Europe. We see that there are a lot of efforts made to perhaps overstretch the European treaties out of fear of an intergovernmental conference and a treaty change, which may be justified, considering the results of some referenda in the past. But still, where would you like to draw the line between what we can still do in the framework of the existing treaties and where do you think that we should really go to treaty change and to an intergovernmental conference in the future, in order

to continue asserting the democratic character of the European Union?

Thank you so much.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Monsieur Kartheiser. Madame la Présidente, vous avez la parole.

Réponse de Madame Roberta Metsola

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | OK. First of all, on the first point that you made, I was extremely clear in the days and months preceding my election for President of the European Parliament, in the immediate aftermath, and this is the position that I will hold for the two and a half years that I am President: The position of the Parliament on sexual and reproductive health and rights is my position. And I will defend it everywhere I go. It is my obligation, it is my duty, but also, I'm a staunch defender of gender equality and women's rights!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | I see Viviane here. We just adopted a directive that you started ten years ago on women on boards. It took us ten years! But I wanted to signal this to you, that your foresight, Viviane, and your leadership on that, although it took long, has been delivered. It took a while, but it's good that it was on the table, and we did it!

And there, I think, we should really see where the gaps remain. There is still a huge gender pay gap across the European Union, in some countries worse than in others. There is still too much discrimination in our countries. Too much! And we need to fight that every day and in every parliament.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | On the two countries that you mentioned, you'll find that the humanitarian aspect is welcomed. The welcome that has been given to millions of Ukrainians in the countries that border Ukraine is not only symbolic, but it is wonderful. Wonderful! There has been a huge kindness, openness and welcome.

But that will not stop the European Parliament from defending media freedom and rule of law everywhere. Everywhere!

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | And if a journalist is killed or attacked or silenced, if a sexual minority is targeted, we speak as well. They are not mutually exclusive. For us, values are the same, everywhere and for everyone. And that means that we as the European Parliament, even if it is the last institution that does it in the "European configuration", so to speak, will continue to speak up and we will be proud of speaking up. And the citizens deserve it, because this is what they were promised!

I joined on the same day as those countries that you mentioned. I was around that table, when, together with the young people – at the time, I was member of the Youth Convention –, we were discussing treaty change, in 2002, together with a group of students from all political groups, across all political parties, different countries. And there was one thing we had: We wanted to join the European Union and we knew that our values would be protected and that the European Union had the tools that it needed in order for those values to be defended and to be protected.

So, when I look at what could be the outcome of the Conference on the Future of Europe, I would look to make sure that those tools are strong, clear, usable. I would look at ... – I wanted to answer, I forgot to answer one part of your question –, I would look to

realize that, in a post-pandemic scenario, the creation of a European Health Union is something we should consider, that, if it were not for the European Union, we would have had to compete for ventilators in the first few weeks of the crisis, we would have had to compete for vaccines in the first days of when they were distributed. We didn't have to, because the European Union delivered them to everyone. Everyone! And I would always ..., I am a lawyer in here, so as a lawyer I would say: If there is a law that could be improved, let's improve it! But I will not open up a law if I am going to make it worse. I am not prepared to do that. But if I can improve it and make it better, then it is my obligation to also push for that.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame la Présidente. Je vais maintenant céder la parole à Madame Stéphanie Empain du groupe politique les Verts. Madame Empain, vous avez la parole.

Question posée par le groupe parlementaire déi gréng

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Merci beaucoup, Monsieur le Président. Thank you also for coming to Luxembourg, for coming to our Parliament, speaking to us and, well, holding up the idea of exchange between parliamentarians. So, I will speak on behalf of Djuna Bernard, who would have loved to be here today, but she can't because of Covid.

So, I wanted to get back to what you said in your speech, that the war in Ukraine is really a turning point for Europe and that it really impacts nearly every field, nearly every policy field. So, on the 2nd of February this year, the European Commission adopted a Complementary Climate Delegated Act listing specific gas and nuclear activities as environmentally friendly or sustainable for purposes of EU taxonomy.

However, the Commission's decision to list nuclear and gas activities as environmentally sustainable is controversial and it might be legally challenged before the European Courts. The European Parliament might also block the delegated act. In your view, what are the chances that the European Parliament will in fact block the Commission's proposal and thus force a re-evaluation of gas and nuclear energy? And I am asking this question particularly in the light of what is happening in Ukraine right now, because we can't say that it doesn't have an influence on how we perceive gas and nuclear energy as being sustainable or not.

Thank you.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame Empain. Madame la Présidente, vous avez la parole.

Réponse de Madame Roberta Metsola

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | I alluded this a little bit in my comments, in my original remarks, that this crisis, this challenge that we have and that we are living through at the moment, should jump-start our – once again, because sometimes I feel like we forget, we look away –, our need to be very ambitious in our climate legislation.

The next two and a half years will be very, very heavy with regards to the amount of legislation that is incumbent on the Parliament to negotiate and adopt. We are ready for it. We have an excellent group of members that are negotiating and that will then negotiate with the Council.

That also showed us that, when we talk about strategic autonomy, we will also talk about energy independence. My experience so far is that different countries give you a different picture. In the European Parliament, members from those countries give you the exact same picture across the Parliament. So, you

will know before you are going to talk to a particular member, depending on the country where that member comes from, what is going to be the position.

I said before that we have unprecedented unity. We do not have that on taxonomy, and it is to the extent that I cannot predict – yet – the outcome of that vote. It is a delegated act, which means, it is a yes or no. The last time that the delegated act, the previous delegated act, was passed, the Parliament was quite divided. And since then, also some national government coalitions have changed. So that also means that it could shift a little bit. It is not at all clear. It is something that we have now, I think, six weeks ...

(Interruption)

Six weeks? You are nodding, or not? You are looking away ...

(Hilarité)

Not you, the ones behind you.

(Hilarité)

Everybody is looking away, when I ... Six weeks for taxonomy. It was four months, maybe a little bit more. What I can say is, two things: One, that if you like, we can give you the information a little bit closer to the date when it's clearer, even though I cannot preempt the outcome of any votes of the European Parliament. But also, it is something that the European Parliament will be very vocal on in terms of its role in defining climate policy and ambitious climate targets, with the kind of tool that we have in our hands, whether it is a delegated act or whether it is a legislative proposal. So, that is also a discussion that is being held.

It was, let's say, pushed a little bit on the back burner over the past couple of weeks, but it will be brought back much more to the fore, also because of the link to the ongoing crisis that we are living.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame la Présidente. La prochaine question est de Madame Myriam Cecchetti de la sensibilité politique La Gauche. Madame Cecchetti, vous avez la parole.

Question posée par la sensibilité politique déi Lénk

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Merci, Här President. Madame la Présidente, e schéine gudde Mëtteg. Notre question va un peu dans une autre direction. Nous sommes à peine quelques jours après la journée internationale de la lutte pour la protection des droits des femmes. Lors de cette journée, les mouvements féministes du monde entier alertent entre autres sur la mise en danger des vies des femmes face à la violence patriarcale, aussi dans la guerre. Cette violence sexiste faite envers les femmes et les filles, qu'elle soit de nature sexuelle, physique ou psychologique, occupe plusieurs espaces : l'espace public, l'espace domestique et familial, l'espace du travail et aussi celui de la médecine, notamment gynécologique et obstétricale.

Dans ce contexte, la détermination des femmes à lutter pour le droit à disposer et à décider de leur corps dans le cadre des modalités d'accouchement aussi bien que de l'accès à ...

(Interruption)

... l'interruption volontaire de grossesse nous interpelle. En tant que Députées de gauche et féministes, nous accordons une grande importance à cette lutte qui n'est pas gagnée tant que surviendront en Europe, au sein de l'Union européenne, des politiques réactionnaires qui limitent ou interdisent l'accès des femmes à l'avortement, allant dans certains pays, comme en Pologne récemment, jusqu'à totalement remettre en question ce droit jadis acquis. Plus personne ne peut nier le danger vital que représentent pour les femmes les avortements clandestins. Pourtant, vous vous êtes

maintes fois exprimée contre le droit de l'IVG, et ce en qualité de Députée au Parlement européen.

Madame Metsola, continuerez-vous à défendre votre position anti-IVG, même en qualité de Présidente du Parlement européen ? Parce que je pense que c'est très, très important que nous ayons un cadre légal et que les femmes puissent disposer de leurs corps et faire ce qu'elles pensent être juste. Voilà. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame Cecchetti. Je redonne la parole à Madame la Présidente.

Réponse de Madame Roberta Metsola

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | Thank you for this question. I take with big responsibility the fact that I am the first female President of the European Parliament in twenty years. The previous one was twenty years earlier. So every twenty years, the European Parliament has elected a woman as President.

(Hilarité)

And as I promised in my inauguration speech, I would do everything to make sure that twenty more years won't pass before the next woman is elected President of the European Parliament.

Plusieurs voix | Très bien !

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | Secondly, last week, as you said, we ... I don't like to use the word "celebrate", we commemorate or we organize the international day of women – Women's Day. And every year, I say that I look forward to a time when we do not need one day to remind everyone how many gaps there still are.

So, keeping in mind the competence of the European Parliament, keeping in mind national competences in this regard, I would like to give you my commitment that what you have mentioned are causes that are fully shared by the European Parliament in their positions, in the positions that are adopted. In particular in cases where you see a regression of rights, that means, rights that have been given but were taken away from women. In particular with regards to those countries where the Istanbul Convention has not yet been ratified. In particular in those countries, where, because of Covid, we still have not understood the impact on the mental health particularly of women and the increased denial to the services that you mentioned.

We have actually commissioned quite a number of studies to get the data, in order to work directly with ministers in the different Governments that are specifically taking care of these issues.

We have seen advancement, but we are still very far away. And I give you my commitment to make sure that we'll make some progress.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame la Présidente. La dernière question est pour de Sven Clement de la sensibilité politique Piraten. Monsieur Clement, vous avez la parole.

Question posée par la sensibilité politique Piraten

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Thank you, Mrs. President. Thank you, first of all, for participating in this exercise of open dialogue, something that, these times, is even more important than ever before.

Now, to my question: When it comes to the rule of law mechanism, the European Parliament has actively followed the actions brought to the European Court of Justice and calls upon the Commission to take urgent action and to immediately apply the rule of law conditionality mechanism.

Other than the rule of law conditionality mechanism, there are still other judgements invalidating directives

for violating the EU Charter of fundamental rights, while at the same time not invalidating the national transpositions of those directives.

Is the President of the opinion that in the future, the European Parliament should play an even more active role when it comes to pushing for the application of the court's decisions when it comes to fundamental rights?

Thank you.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Monsieur Clement. Madame la Présidente, vous avez la parole.

Réponse de Madame Roberta Metsola

Mme Roberta Metsola, Présidente du Parlement européen | Thank you. You are correct in pointing out the fact that the Parliament, not only now, but for ... I became a member ... I got elected in 2013 and I remember clearly: Around 2015, 2016, we started asking regularly for the European Commission at the time to create the rule of law mechanism which you mentioned in your opening words.

Why did we want this? First of all, because we realized that there was backsliding in a number of member states. It was almost like: The test to join the European Union was immediately forgotten once you entered, conveniently. We also asked for an objective analysis. We have created such objective analyses in the financial sector, after the financial crisis, from an economic point of view. We have the Justice Scoreboard. How can we not have the same thing for the rule of law?

In 2017 and then early 2018, two journalists were murdered in the European Union: in Malta and in Slovakia. That pushed the European Parliament in a much more open way to ensure that this mechanism is done, analysed and every member state – every member state! – looked at closely in order to see: What is going wrong, what can be done better?

There is still a lot to be done! We receive reports, they are improving every year. The Parliament adopts recommendations. We have gone further by, for example, creating a report, drafting a report on the so-called SLAPP – which is Strategic Lawsuit Against Public Participation –, because we have seen an explosion of such lawsuits across the European Union against particularly investigative journalists, creating a chilling effect across the Union, which is a fundamental pillar of the rule of law. And now, in the last few months, there was an action that was put forward on failure to act according to the treaty, because that is a prerogative of the European Parliament.

It is also something that the European Parliament will continue to push for with regards to the long awaited inter-institutional agreement on rule of law between the Parliament and the Commission.

The European Court of Justice's decision was clear. And the European Parliament immediately asked for a debate in the Parliament with the Commission. And we will continue to make sure that our position – because if it were not for the European Parliament, the conditionality mechanism would not have been in – is really implemented, and why.

Because when you come into this Parliament to discuss – you discuss it, right? Yes. The recovery and resilience fund in some Parliaments were bypassed, so ... – the recovery and resilience fund, then you need to justify why you are going to spend an unprecedented amount of money in order to trigger economic recovery, then you have to make sure that that money is spent well and that you know where that money is going and that it is not used for re-election campaigns.

So, that's the role of the Parliament. It's sometimes not very popular in the European circles, but we do

it, because it's our duty. Because in 2024, when the 705 members need to present themselves before the European citizens and ask them for their vote to re-elect them, the question is: Where are you on rule of law? Where are you on migration? Where are you on economic recovery?

We have to answer! So it's our responsibility to make sure that that remains at the very top of our priority. And we will. Actually, there is a very strong cross-party political group of members that are extremely active on this matter. And I can tell you that they will not stop being extremely reactive on that.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madame la Présidente. Nous sommes arrivés à la fin de la séance de questions et de réponses. Madame la Présidente, je vous remercie de tout cœur pour votre visite à la Chambre des Députés.

Merci bien !

(Applaudissements)

(Coups de cloche de la présidence)

La séance est interrompue pour quelques instants.

(La séance est suspendue à 15.18 heures.)

(La séance est reprise à 15.21 heures.)

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif Iech bieden, erëm Plaz ze huelen.

A wann Der esou léif wäert, d'Dieren erëm zouzemaachen. Villmools merci, Dir kënnt Gedanke liesen. Merci, Chris.

An domat maachen ech eis Sëtzung erëm op, mat der Feststellung, dass et derwäert war, derbäi ze sinn.

Merci gesot fir Ären Engagement an och Merci gesot der Presidentin vum Europaparlament fir déi kompetent Äntwerten.

7. 7538 – Projet de loi relative à la facilitation dans le domaine de l'aviation civile

Dat gesot gi mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwer. Dat ass de Projet de loi 7538 betreffend d'Schafe vun engem Comité national de la facilitation bei der Direktioun vum der Zivillofftaart. An d'Wuert huet elo direkt d'Rapportrice Madamm Chantal Gary. Madamm Gary, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Also, Dir sidd Ärer Zäit viraus.

(Interruption)

Dat ass deen nächste Punkt.

(Brouhaha)

Wëllt Der ... Dir wëllt jo net awer nach en neie Kandidat virschloen?

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | Dee fënneften CSV-Kandidat.

M. Gilles Roth (CSV) | Här President, Dir kënnt dat elo e bëssen an d'Lächerlecht zéien.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, ech zéien dat guer net an d'Lächerlecht, Här Roth, mee et ass éreischt deen nächste Punkt.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, well mir haten de Moien en aneren Ordre du jour. Dann ass den Ordre geännert ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Okay, sorry. Ech mengen, datt ech dee richtegen hei hätt, an Dir hutt och den Ordre du jour festgehalen. Voilà.

An dann huet d'Madamm Gary elo d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Mme Chantal Gary (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, de Projet de loi, dee mer de Mëtten hei virleien hunn, ass wuel dee kierzte Gesetzesprojet, deen ech Iech bis elo presentéiert hunn. Seng zwee an en plus ganz kuerz Artikele betreffen allerdéngs eng éischter vast a komplex Matière, esou datt mäi mëndleche Rapport net grad esou kuerz wäert si wéi de Projet.

Am Dezember 1944 koum et zur Adoptioun vun engem internationalen Traité, mat deem nach während dem Zweete Weltkrich Reegelen, Normen a Recommandatiounen fir d'international Zivillofftaart festgeluecht goufen, mat deem déi passend international Organisatioun fir d'Zivillofftaart gegrént gouf an dee bis haut ëmmer nees erweidert an ugepasst gouf. Ech schwätze vun der sougenannter Convention de Chicago, zu där mëttlerweilech och 19 Annexen gehéieren. Dës Annexen beschäftege sech all mat engem bestëmmten Aspekt vun der ziviller Aviatioun.

Mam Projet de loi Nummer 7538 geet et elo ëm d'Ëmsetzung vun enger Dispositioun vun der Annex Nummer 9 vun der Konventioun vun Chicago, déi offiziell den Titel „Facilitation“ dréit. Mam Begrëff „Facilitation“ ass an deem Kontext d'Ëmsetzung vu Mesurë gemengt, déi d'Bewegungen am Fluchverkéier erliichter an optimiséieren sollen, an dat souwuel wat d'Reegele fir Besatzungspersonal a Passagéier inklusiv hirem Gepäck bis zum Wuerentransport wéi och nach weider Aspekter ueget, dat Ganz natierlech ënner Berücksichtigung vun alle Sécherheetsaspekter a vun de Preskriptiounen vun der internationaler an nationaler Legislatioun.

Vereinfacht gesot geet et hei ëm d'Simplificatioun vu Prozeduren a Formalitéiten. D'Recommandatiounen vun der Konventioun vun Chicago a vun der internationaler Organisatioun fir Zivillofftaart betreffen zum Beispill folgend Aspekter: d'Passkontroll, d'Accessibilitéit vu Persoune mat ageschränkter Mobilitéit, de Contrôle vun de Passagéier, dem Gepäck an der Fracht, d'Assistance vun de Passagéier am Fall vun engem Refus d'embarquement, d'Assistance vun Affer vu Fluchaccidenten an hire Familjen, sanitär Froen an an an. D'Facilitatioun exigéiert deementspreechend en héijen Niveau vun Zesummenaarbecht a Kooperatioun tëscht de verschiddenen Acteuren an der Lofftaartbranche, inklusiv mat de concernéierte staatlechen Instanzen.

Bei deemem Projet de loi geet et also ganz konkret ëm d'Definitioun vum Begrëff „Facilitation“ am Lëtzebuerger Kontext an ëm d'Mise en place vun engem Comité national de la facilitation, deen d'Annex 9 vun der Konventioun virgesäit.

Mam Artikel 2 vum virleiende Projet de loi plus entspreechend dem Règlement grand-ducal gëtt deesen nationale Facilitationskomitee geschaaft a bei der DAC, der Direction de l'aviation civile, ugesidelt mam Zweck, all d'Acteuren, déi mat der Aviatioun ze dinn hunn, zesummen un en Dësch ze bréngen. Dëse Komitee huet deemno als Haaptmissioun d'Ëmsetzung vun den internationalen an europäeschen Normen a Recommandatiounen zur Facilitatioun am Domän vun der Aviation civile an eng besser Koordinatioun tëscht de verschiddenen Acteuren. An deemem Komitee soll och e Programme national de la facilitation ausgeschafft ginn, eng weider Dispositioun aus der Annex 9 vun der Konventioun vun Chicago.

Opground vun de Remarque vum Staatsrot, datt et noutwendeg wär, dës Programme national an d'Gesetz

ze schreiwene, gouf den initialen Artikel 3 vum dësem Projet schlussendlech gestrach.

Här President, mäi Rapport mam Resümme vum den Aarbechte géif ech gären ofschléisse mat Follgendem: Dëse Projet de loi gouf de 25. März 2020 an der Chamber vum Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten, dem Här Bausch, deposéiert. Den Avis vum Staatsrot koum den 19. Januar 2021 an ass den 18. März 2021 an der Sitzung vum der Kommissioun vum der Mobilitéit an den öffentlechen Aarbechten analyséiert ginn. An där selwechter Sitzung huet d'Kommissioun och direkt zwee Amendementer uegholl an den entsprecherenden Avis complémentaire vum Staatsrot den 11. Mee 2021 analyséiert.

Nieft dem Staatsrot hat och d'Chambre de Commerce en Avis zum Projet de loi an zum Règlement grand-ducal ofginn.

Eis Kommissioun huet de Rapport zum virleiene Projet de loi Nummer 7538 den 3. März 2022 eestëmmege uegholl a proposéiert deemno och der Plenièere vum der Chamber, dëse Projet de loi unzuehelen.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn heimat och den Accord vum der grénger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Gary.

Éischten agedroenen ... A, den Här Kaes. Ech hat en aneren Numm hei stoen, mee Här Kaes, et ass un Iech.

Discussion générale

M. Aly Kaes (CSV) | Ech géif dat maachen, wann Der erlaabt, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ganz gär.

M. Aly Kaes (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Fir d'éischt emol merci un déi honorabel Madamm Chantal Gary fir den exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et bleift mir also nëischt aneres ze soe wéi den Accord ze gi vu menger Fraktioun. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Den Här Hahn.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Ech géif mech de Wiederer vum Här Kaes ganz gären uschléissen an der Rapportrice da vum dëser Plaz villmools Merci soe fir déi zwee ganz gutt Rapporten. An ech géif dann och den Accord gi vum der Fraktioun vum der Demokratescher Partei.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Hahn. Weider Wuertmeldunge vum ... A, d'Madamm Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Jo, merci, Här President. Och vu mir e grouse Merci un d'Rapportrice. Et war alles tipptopp erkläert. Et ass e klenge Projet, en effikasse Projet. An d'LSAP-Fraktioun gëtt och hiren Accord. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, och vum eiser Fraktioun hier e grouse Merci fir de Rapport. Mir ginn och de Consentement dozou, well et jo eng Facilitatioun ass an d'Saach just besser mécht. Voilà. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den Här Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Jo, merci, Här President. Ech géif der Madamm Chantal Gary en härerleche Merci

soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass alles gesot. Et ass nëischt méi bäizefügen. An ech ginn den Accord vum der ADR zu dësem Projet. Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech hat eigentlech geduecht, et géif ganz kuerz ginn. Da soen ech dem Chantal och villmools Merci fir dee Rapport a mir stëmme do och mat.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

An dann huet den Här Transportminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | Merci der Madamm Gary a merci der Chamber.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ma merci, merci eis alleguer.

An da kéinte mer zum Vott iwwergoen. An an der Tradition vum eise President géif ech froen, ob Der alleguer agelogg sidd. Well wann Der net agelogg sidd, da kënnt Der net ofstëmme. Voilà.

Ech gi jo dovun aus, dass ech agelogg sinn?

(Concertation interne)

Kënne mer de Vott da lancéieren, wannechgelift?

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7538 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme an dann d'Procuratiounen an dann ass de Vott eriwwer.

(Concertation interne)

De Projet ass mat der Unanimitéit vum deenen, déi ofgestëmmt hunn, uegholl: 58 Mol Jo.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7538 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Marc Lies), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Martine Hansen), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domat géif ech Iech just nach froen, ob Der d'Dispens vum zweete Vott frot?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

An ech géif dann hei erëm de fligende Wiessel maache fir deen nächste Punkt, un deem et elo ass. Duerno kënnt d'Resolutioun. Här President.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

8. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Vizepräsident. Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Staatsrot ...

(Problème de sonorisation)

... bis 127 vum Chamberreglement et virgesäit ...

(Problème de sonorisation)

... Kandidat fir e Conseiller beim Staatsrot.

No den Dispositiounen vum den Artikelen 119 an 120 vum eise Reglement huet d'Presidentekonferenz an där Reunion vum 3. März eng Kandidatelëscht mat véier Persounen arrétéiert. Dat sinn an alphabeetescher Reiefolleg: den Här Henry De Ron, d'Madamm Claudine Konsbruck, den Här Serge Sandt an den Här Laurent Zeimet.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et dierf also net par procuratioun ofgestëmmt ginn. Nëmme d'Votten iwwert déi offiziell deponéiert Kandidature si valabel. D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongëlteg Walzedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit kritt, kënnt et zu engem Ballotage. Bei Stëmmeleichheit am Ballotage kënnt et zu engem Spezialtour. Wann dann nach ëmmer Stëmmeleichheit ass, entscheet d'Lous.

Mir fänke mam éischte Walgang un. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur dierf uegekraizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongülteg. Ech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen. Ech maachen den Appell nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue à 16.03 heures.)

(La séance publique reprend à 16.08 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt:

Total vum de Stëmmziedelen: 54, gëlteg Stëmmziedelen – 54, well et ware keng blank a keng ongëlteg Stëmmziedelen.

Absolut Majoritéit: 28.

D'Stëmme si follgendermoosse verdeelt: den Här Henry De Ron 1 Stëmm, d'Madamm Claudine Konsbruck 8 Stëmme, den Här Serge Sandt 3 Stëmme an den Här Laurent Zeimet 42 Stëmme.

Deemno huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit vum 42 Stëmme decidéiert, datt den Här Laurent Zeimet als Kandidat fir de Poste vum Conseiller beim Staatsrot designéiert ass.

9. Dépôt d'une résolution par M. Gilles Roth

Ech géif dann d'Wuert ginn un d'CSV-Fraktioun fir den Depot vum enger Resolutioun. Den Här Roth, wann echgelift.

Exposé

M. Gilles Roth (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech erlabe mer, am Numm vun eiser Fraktioun eng Resolution ze deposéieren. An där Resolution geet et ëm d'Asetze vun enger Spezialkommissioun fir de Suivi vun den Energiepräisser an hir Implikatioun op dem wirtschaftlechen Niveau an och op dem soziale Plang.

Ech erkläre mech. Dir hutt matkritt, dass iwwert den Ukrain-Krich d'Energiepräisser explodéiert sinn, mee dat war och schonns virdrun de Fall. Mir hunn och duerfir als CSV-Fraktioun dee Sujet thematiséiert, well Dir wësst, d'Leit dobaussen – an Dir hutt vill Kontakt mat hinnen –, déi schwätzen oft net vill, mee si deelen Iech awer iwwert déi leschten Deeg a virun allem och déi leschte Wochen hir Suerge mat, dass se déi Präisexplosioun net méi packen.

Dat betrëfft engersäits de Mazout fir d'Hëtzes, dat betrëfft awer och de Gas, dat betrëfft awer och de Spirit am Allgemengen an et betrëfft virun allem och – an dat gesitt Der an de Supermarchéen – d'Präisdeierecht op de Liewensmittelen. Villes hänt do zesummen. Jo, et huet geopolitesch Implikatiounen, mee net nëmmen.

An eis Interventioun hat d'lescht Woch zu engem Debat an der Chamber gefouert, wou eng Rei Fraktiounen Propositionen, konkret Propositionen, op den Dësch geluecht hunn. Dat war fir d'CSV de Fall, et war awer och fir aner Fraktiounen aus der Opposition an och aus der Majoritéit de Fall. Mir sinn der Meenung, dass deen demokrateschen Debat hei an dem Haus soll stattfannen!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ganz richtig!

M. Gilles Roth (CSV), auteur | Selbstverständlech, an dat hu mer och ënnerstrach, steet d'CSV hannert der Propos vun der Regierung, fir eng Tripartite mat de Sozialpartner, souwuel vun de Gewerkschafte wéi och vum Patronat, driwwer anzeberuffen. Well déi Präisdeierecht, an ech wëll dat selwer nach eng Kéier ënnersträichen, déi betrëfft selbstverständlech d'privat Haushalter, mee déi betrëfft awer och an engem oft ganz grouse Mooss d'Betribler, déi mat héijen Energiepräisser mussen hir Produktioun bedriewen.

An Dir hutt matkritt an der Effentlechkeet, dass eenzel Betribler souguer dozou iwwergaange si fir ze soen: „Mir wëllen temporaire opgrond vun deenen Energiepräisser an opgrond vun eise Rentabilitéitsberechnungen eis Produktioun astellen.“ Dat ass net gutt, dat passt net zu engem wirtschaftleche Runner wéi Lëtzebuerg an dat passt virun allem och net zu der sozialer Kohäsioun vun eisem Land!

Ech muss awer soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass ech schockéiert war, wéi ech gëschter Moien de radio 100,7 gelauschert hunn. An ech kann Iech soen, ech war net deen eenzege vun eisen CSV-Deputéierten; et sinn och Leit, déi a mengem privaten an och berufflechen Ëmfeld doriwwer geschwat hunn.

Nämlech war et eng Ausso vun der Finanzministesch Yuriko Backes, déi do eigentlech effentlech gesot huet a sech driwwer beschwéiert huet, dass et Leit géife ginn, déi d'Bierger géifen opstëppelen, fir géint de Staat hei mobil ze maachen. Ech muss Iech soen, dat ass fir mech a fir eis Fraktioun inakzeptabel! Dat ass en ondemokratesche Virgang! Dat ass eng herrschaftlech Ausso – an ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass jo och mir als CSV-Fraktioun domadder gemengt sinn – iwwert d'Handele vun Deputéierten.

Dat geet net! Ech soen dat riicht eraus, dat geet absolut net! A mir akzeptéieren dat och net als CSV! Mir hu gemengt, dass een d'Madamm misst wärend deenen 100 éischten Deeg an hirem Amt sech aschaffe looschen. Abee, si huet eis erausgefuert, fir den demokrateschen Debat op deem Punkt opzehuelen!

Et kann net sinn, soen ech ganz riicht eraus: Wann d'Leit mat Präisdeierecht belascht sinn, da kann een net vun Aktionismus a Populismus schwätzen, wann Deputéierter vun der Opposition oder vun der Majoritéit de Fanger an d'Wonn vun de Suerge vun de Leit leeën!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV), auteur | Dat ass net nëmmen eist Recht, mee dat ass och eis Pflicht, fir do ze handeln! A mir hunn iwwer Honnerte Joren demokratesch Experienz hei an dësem Haus an eise Reien. Déi steet eis zou. An ech kann Iech soen, déi Leit, déi hunn de Moien an der Fraktioun de Kapp geréselt iwwer esou Aussoen. An dat ass eppes, wat mer net akzeptéieren!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth (CSV), auteur | Mir halen et villméi mat dem liberalen an demokratesche Gebare vun engem Charles Goerens, dee vill méi eng laang demokratesch a gewielten demokratesch Experienz zanter 1979 mat dem Lydie Polfer, mat dem Michel Wolter a mat aneren hei am Parlament huet, déi gesot hunn: „Dee Sujet do, dee gehéiert an d'Parlament!“

A mir huelen de Precedent op vun der Crise financière et bancaire, déi et 2007/2008 gouf. An am November 2008, Dir Dammen an Dir Hären, ass hei unanime ënner der Fiederféierung vun engem Charles Goerens, deen deemools Fraktiounssprecher vun der Demokratescher Partei war, eng Resolution erabruucht ginn.

An eise Wuertlaut ass sensiblement a gewollt sensiblement dee selwechten, fir eng Commission spéciale – deemools war et den honorabele Lucien Thiel, dee se presidéiert huet – iwwert de Suivi vun den Auswierkungen ekonomescher, wirtschaftlecher a sozialer Aart a Weis vun der Crise bancaire et financière vun deemools eropzebréngen. Dat ass e Recht an dat ass eng Pflicht vun engem demokratesche Parlament och an deem klenge Lëtzebuerg!

An duerfir géif ech Iech bidden, Dir Dammen an Dir Hären, dass mer zesummen, Opposition a Majoritéit, kéinten d'Asetze vun esou enger Commission spéciale befürworten. Ech kann Iech just soen, dass no Gespräicher, déi ech hat mat der Fraktioun vun der ADR, mat der Fraktioun vun déi Lénk a mat der Fraktioun vun de Piraten, dës Resolution schonns 29 Stëmme dréit. An ech wier frou, wann och d'Majoritéit dat net hei 31 géint 29 of géif leenen, mee wa se d'Asetze vun esou enger Spezialkommissioun géif befürworten.

Ech soen Iech Merci.

Résolution

« Instauration d'une commission spéciale “flambée des prix énergétiques” »

La Chambre des Députés,

– préoccupée par la flambée des prix énergétiques et son impact dans les domaines budgétaire, économique, monétaire et social;

– consciente de sa double fonction de contrôle et d'impulsion politique,

décide

– d'instaurer une commission spéciale destinée à suivre régulièrement tous les aspects relatifs à la flambée des prix énergétiques et son impact économique et social de façon globale.

(s.) Gilles Roth, Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler, Michel Wolter.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Roth.

10. Heure d'actualité du groupe politique CSV sur l'approvisionnement et la sécurité énergétiques au Luxembourg et en Europe

D'Chamber féiert haut de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Energieversuergung an d'Energiesécherheet, déi d'CSV-Fraktioun ugefrot huet. An d'Wuert huet elo den honorablen Här Paul Galles als Verriieder vun der CSV-Fraktioun. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir schwätzen iwwer e ganz seriöt Thema. Wann een de Moment iwwert d'Theema Energie schwätzt, dann huet et eigentlech zwou Dimensionen. Déi eng Dimension ass déi, déi mer elo just och haten, vun de Präisser, déi op de Leit laaschten, op de privaten Haushalter, op de Betribler an op all deenen aneren, déi op Energie zu Lëtzebuerg ugewise sinn. An hei an der Chamber ass scho vill driwwer diskutéiert ginn a mir haten och als CSV fréizäiteg do ganz vill Iddien erabruucht.

Dat anert Thema, wat mat deem Thema Energie zesummenhängt a wat ganz seriöt ass, dat ass déi grouss Hannergrondfro vun der Opstellung a vun der Onofhängegkeet vun eisem Energiesystem, d'Sécherheet vun eiser Energieversuergung zu Lëtzebuerg an an Europa.

An natierlech sinn déi zwee Theeme matenee verbonden! Dat hu mer och d'lescht Woch gemierkt: Wat méi Energiesécherheet do ass, wat de Präis erëm méi erofgeet, a wat d'Onsécherheet méi grouss ass, wat de Präis erëm eropgeet, och wann de Marché mat senge Gesetzer, besonnesch wann en antizipéiert natierlech, do säin Deel dozou bäidréit.

A mir sinn ëmmer nach der Meenung a mir hunn et elo just gesot, mäi Fraktiounschef, de Gilles Roth, huet et gesot: Et muss elo séier goen, et muss eppes gemaach ginn an et kann ee ganz vill Saachen elo op de Leescht huelen, fir eeben ze kucken, wéi déi Präisser elo kënne gehandelt ginn.

Hannendrun awer, Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, steet dat grousst Thema vun eiser Energiesécherheet, vun der Versuergungssécherheet zu Lëtzebuerg, an Europa, an zwar kuerzfristeg, mëttelfristeg an och laangfristeg. Well déi Konfliktsituatioun, déi mer de Moment hunn an der Ukrain mat deem Krich, dee Russland do féiert, déi stellt eis jo a Fro an déi stellt eisen Energiesystem a Fro an eis Energiesécherheet a Fro.

An ech hu scho matkritt an et gouf jo och widerholt, dass fir dëse Wanter an dëst Fréijoer alles esou wäit, wéi et schéngt, sécher ze sinn. A mir begréissen och, dass déi ganz Gesetzer, déi ëm d'Späichergesetzer ginn, elo sollen an anere Länner op de Wee bruecht ginn, fir dass eis Späicher solle strateegesch méi geféllt ginn.

An trotzdem stellt sech déi Fro, Här President: Wa mer hei zu Lëtzebuerg an an Europa eng Ofhängegkeet vu Russland hunn an an Europa – ech soen déi Zuelen emol einfach hei, déi ech héieren hunn – 41 % vum Gas aus Russland kommen, 26 % vum Réiueleg a 46 % vun der Kuel, da stellt sech natierlech d'Fro fir dat nächst Joer, wat dat bedeit fir eis alleguernten. Wat bedeit déi Situatioun vum Moment?

An natierlech ass et kloer, dass et guer net drëms geet, dat eent géint dat anert auszespillen. Mir hunn zwee kloer Ziler: d'Energiesécherheet ze garantéieren, op där enger Säit, an op där anerer Säit awer eis Klimaziler net ze gefäerden. An dat ass eng

Situatioun, déi am Moment relativ schwieereg ass a schwieereg ze léisen ass.

Et ass kloer fir eis, dass déi erneierbar Energien esou séier an esou massiv an esou gutt wéi méiglech mussen ausgebaut ginn. Dat jo! Mee d'Fro ass: wéi? Wéi komme mer op dee Punkt, dee mer elo wëllen hunn? A wéi komme mer op dee Punkt, dass mer zugläich vu Russland kënnen onofhängeg ginn an awer hei zu Lëtzebuerg an an Europa eis Energie onofhängeg kënnen gestalten?

D'EU huet en Zéngpunkteprogramm virgeluecht, mat deem se wëllt méi a méi, souguer innerhalb vun engem Joer zu engem Drëttel, onofhängeg gi vun de Russen.

Wat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat, Här Minister, bedeit dat fir eis? Wat heescht dat fir eis kuerzfristeg, mëttelfristeg a laangfristeg? Wéi iwwersetzt sech dat op d'Lëtzebuerg Situatioun? Mir hätten do gärten Zuelen, mir hätte gärten eng Statistik, mir hätte gärten eng Trajectoire. Mir géife gärten wëssen, wat déi europäesch Entscheedunge bedeite fir Lëtzebuerg a fir eis Lëtzebuerg Bierger a Biergerinnen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Wat geschitt mat eis zu Lëtzebuerg op déi Entscheedungen hin, déi elo an Europa getraff gi sinn? Wat wäert passéieren?

An och déi Fro un Iech natierlech: Hutt Der esou eng Strategie? Hutt Der eng Strategie, fir d'Transitioun ze gestalten? Gëtt et eng Simulatioun derfir? Well dat ass nämlech dat, wat mer gärten hätten, an ech mengen och, wat mer eise Bierger a Biergerinne schëlleg sinn, eng Simulatioun vun där Transitioun, fir dass mer alle guerte wëssen, souwuel déi Privat wéi och d'Betriber an all déi aner, déi un eiser Energie hänken, wat an nächster Zäit wäert op eis duerkommen.

Wat ass, wa Russland de Krunn zoudréit? Wat passéiert dann dee Moment? Wat passéiert an deem Moment, wou den Embargo ausgeschwat gëtt? Wat maache mer an deem Moment, wou mer iergendwéi op iergendeng Aart a Weis net méi op déi russesch Energie kënnen zréckgräifen, entweeder well mir et net méi wëllen oder well si et net méi wëllen? Wat heescht dat fir eisen Energiemix?

Do stelle sech eng ganz Rei Froen hannendrun an ech wëll se hei stellen, well mer mengen, dass mer genau déi dote Froe beäntwert brauchen, eebe grad wéinst der Planungssécherheet op all deenen Niveauen, déi sech herno och op de Präis wäerten auswierken an dann och eng Rei Problemer schonn um Präisniveau wäerte matbehiewen.

Wat heescht dat fir deen Energiemix, dee mir zu Lëtzebuerg an nächster Zäit wäerten hunn? Wat wäert passéieren hei zu Lëtzebuerg? Wat fir Alternativen hu mir? An op wat fir Alternative wëlle mer setzen? Wat fir eng Alternative wëllt d'Regierung iwwerhaapt am Angebot behale fir déi nächst Joren?

Wat heescht dat zum Beispill fir déi erneierbar Energien zu Lëtzebuerg? Wéi vill erneierbar Energien, Här Minister, sinn hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt méiglech, theoretesch, technesch an awer och realistes? Dat sinn nämlech dräi verschidden Zenarien! Wat ass hei zu Lëtzebuerg méiglech? Wat kënnen mer maachen als Puffer an als Späicher? Well mir wëssen, dass déi erneierbar Energie leider doduerch ausgezeecht sinn, dass se eng Volatilitéit hunn. Mir brauche Puffer a mir brauche Späicher!

Wat gëtt deen Energieträger, dee genau déi dote Leeschtung bréngt? Wäert et iergendeng Form vu Gas sinn? Wäert et de Waasserstoff sinn, deen déi Leeschtung wäert bréngen, déi mer brauche fir Späicher a fir Puffer?

Dat heescht awer och, dass déi Fro wäert gestallt ginn, an dat wëll ech an där Simulatioun do gärten mat abauen: Wat heescht dat fir d'Acteuren un Lëtzebuerg Marché? Wat mussen deen an nächster Zäit leeschten? Well de PNEC geet jo net méi duer! Mir si jo elo an enger neier Situatioun, wou mer eis mussen déi Fro stellen: Wat passéiert, wa mer alles dat do, wat Russland eis liwwert, net méi hunn, net méi wëllen, ganz, zum Deel oder wéi och ëmmer dat da wäert ausgesinn? Wat heescht et fir d'Netzbedriewer, fir d'Entreprisen, fir d'Gemengen, fir d'Privatleit? A wat gëtt och gemaach, fir dass mer an den eenzelne Beräicher kënnen benennen, wat dat fir déi doten Acteure bedeit?

Wat heescht et awer och fir international Kooperatiounen? Mir hunn elo déi Energieinsel an Dänemark, wat e ganz gudder Projet ass, an deem mer participéieren. Mee wat heescht et fir weider international Kooperatiounen? Wou leien do Projeten un Dësch? Wéi kréie mir erneierbar Energien, andeems mer se eebe kënnen akafe goen? Gëtt et mam südlechen Europa, do, wou vill Sonn ass, Kooperatiounsméiglechkeeten? Gëtt et aner verschiddene Méiglechkeete mat de Kapverden, an Thema, wat mer scho länger beschwat hunn déi ganzen Zäit? Wat gëtt et do fir Méiglechkeeten och bei den internationale Kooperatiounen?

Awer, Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et stelle sech jo nach eng ganz Rei aner Froen. Wann déi doten Onofhängegkeet vu Russland soll kommen a wa mer wëllen eisen Energiesystem esou ëmstellen, dass e sécher bleift, zugläich eis Leit net fréieren a mer och eis Klimaziler net verpassen, wat heescht dat zum Beispill fir eist Stroomnetz? Wat hält eist Stroomnetz am Moment iwwerhaapt aus, souwuel op Héich-, Mëttel- wéi awer och op Niddregspannung? Wat heescht dat fir déi Stroomzoufuer an en Haus eran?

Well et ka jo net méi sinn, dass mer Haiser bauen, Appartementshaiser, wou et onméiglech ass, technesch a physesch onméiglech ass, herno esou vill Bornen ze installéieren, dass déi Leit, déi do wunnen, dann tatsächlech kënnen hiren Auto elektresch lueden, wa se dat wëllen. Dat därer net méi de Fall sinn! Wat heescht dat dann eigentlech heifir?

Wat bedeit et awer och fir déi grouss Fro, déi natierlech am Hannergrond steet, nämlech vun der Nuklearenergie? Gitt Dir, Här Minister, dem Här Habeck Recht, deen elo haart doriwwer iwwerleet, ob een net muss d'Atommeiler lafe loossen, fir dass mer eng Transitiounsenergie hunn?

Wat hu mer als weider Méiglechkeeten? Wéi gitt Dir mat där doter Fro ëm, dat heescht awer och mat där Fro, déi sech an deem Kontext och nach stellt: Wéi ass et mat den Importer vun LNG-Flësseggas, wat jo eng deier Energie ass an och net ganz propper ass? Wat maache mer domat? Wéi kënnen mer déi gebrauchen?

Wat bedeit et fir den Developpement vum Waasserstoff? Ech hu viru Kuerzem do en Artikel gelies, dee war op ZDF op hirer App, nämlech en Artikel, deen heescht: „Wéi de Putin eis Energie wend beschleunegt“. An an deem Artikel gëtt kloer gesot, dass déi Situatioun, déi mer elo kréien, wäert dozou féiere kënnen, dass et e Boom beim Waasserstoff gëtt. Wéi kann een dee Boom beim Waasserstoff hei zu Lëtzebuerg ëmsetzen?

Do gëtt souguer dovun geschwat, dass déi däitsch Bottschaften a strateegesch ausgewielte Länner wäerten extra Büren ariichten, Waasserstoffbüren, fir do eebe eng ekonomesch Kooperatioun opzebaue mat deene Länner a Richtung vum Waasserstoff, fir selwer herno natierlech als Land, als Däitschland, dann e grouss Verdeeler vum Waasserstoff ze ginn.

Wat heescht dat fir eis Lëtzebuerg Waasserstoffstrategie, déi jo awer bis 2030 eigentlech grosso modo

virgesäit, dass vill Etüde gemaach ginn, e legale Kader geschafe gëtt, mee bis 2030 net ganz vill passéiert, well natierlech d'Premiss déi ass, dass de Waasserstoff muss gréng sinn, ier en iwwerhaapt fléisst? Mee d'Fro ass: Wat kënnen mer dann elo maachen an där haiteger Situatioun? Wéi gesitt Dir dat? Kënnen mer elo direkt esou séier wéi méiglech mam Waasserstoff ufänken, fir deen ze gebrauchen?

Här Minister, mir brauchen Zuelen, mir brauchen eng Simulatioun. Well déi Situatioun hei, mengen ech, huet sech dramatesch geännert a si ass anescht wéi déi Situatioun, vun där mer a leschter Zäit ëmmer ausgegang sinn. Do stelle sech Froen och bei der Energieeffizienz, deene ganzen Hëllef, déi an deem Beräich sinn.

An et stellt sech natierlech och d'Fro: Wat passéiert dann am Noutfall vun engem Energieenkpass? Gëtt et esou eng Simulatioun am Ministère? Wat fir eng Beräicher wäerten da prioritär versuert ginn a wat fir eng kënnen dann eebe net prioritär versuert ginn? A kënnen mir dovun ausgoen, dass mer ëmmer nach genuch Stroom hunn, fir eis hei an der Chamber anzeloggen?

Déi Fro, Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Fro, déi sech stellt: Wat passéiert an nächster Zäit opgrond vun där Onsécherheet, déi sech elo mat Russland stellt?

Mir wëllen als CSV déi Diskussioun féieren ouni Scheitklappen, ideologiefrei, technologieoffen a pragmatesch. Mir brauchen nämlech e Plan d'urgence fir d'Energie a fir de Klima.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och.

An den éischte Riedner ass den Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. D'Energiepolitik ass eng vun den zentralen Erausforderunge vun eiser Zäit, an dat net eréischt zanter dem Krich an der Ukrain. De Klimawandel fuerdert eis eraus, eis komplett nei opstellen a generell vill méi onofhängeg, fir net ze soe komplett onofhängeg, vu fossillen Energien ze ginn.

Mee duerch de Krich an der Ukrain ginn eis d'Urgence an d'Wichtigkeet heivun nach emol vill méi staark bewosst. De Krich an der Ukrain féiert eis op dramatesch Aart a Weis virun Aen, wéi ofhängeg den europäesche Kontinent vun Energieimporter ass, besonnesch vun engem Acteur wéi Russland, deen eis net gutt gesénnt ass.

Mir mussen net just generell onofhängeg vu fossille Brennstoffe ginn, mir mussen elo och zousätzlech ganz séier onofhängeg vu russeschen Importer ginn. Et gëtt keen, deen net wéilt am léifsten direkt Aliwwerunge vu russeschem Gas an Ueleg stoppen. Et gëtt keen, deen dem Putin säi kriminelle Krich finanziere wëllt, an et gëtt och keen, dee just nach een Cent aus wëllt ginn, fir seng Aggressiounen ze bezuelen.

Mee gläichzäiteg, an dat ass déi ganz Tragik vun der aktueller Situatioun, si mer eis bewosst, wéi eng Schwieregkeeten e kuerzfristege komplette Boykott mat sech géif bréngen fir d'Stéit, fir d'Betriber, jo, fir eis ganz Gesellschaft. Mir erliewen elo schonn, wéi d'Präisener op der Pompel explodéieren, an dat, obwuel de Gas an de Pétrol nach ëmmer fléissen. Dat heescht awer net, dass net alles gemaach muss ginn, fir déi Importer maximalst ze reduzieren.

Als DP soe mir ganz kloer, dass mir alles mussen drusetzen, fir dat ze errechen, zu Lëtzebuerg selwer gradewéi zesumme mat eisen europäesche Partner!

Et ginn an dëser Diskussioun zwee Voleten: Engersäits musse mer kuerzfristeg Mesuren huelen. Mir mussen eisen Approvisionnement séier diversifizéieren an déi russesch Importer duerch aner Liwwerungen ersetzen. Eng Pist ass zum Beispill, dass mer méi op Importer vu flässegem Äerdgas setzen. Mir mussen eis och op den nächste Wanter preparéieren. Mir mussen elo derfir suergen, dass mer net an engem hallwe Joer déi selwecht Situatioun hunn, wéi dat d'lescht Joer de Fall war.

D'Stéchwuert ass dowéinst: Reserven uleeën. D'Stockagë musse gutt gefüllt sinn. Mat REPowerEU huet d'Europäesch Kommissioun e Plang virgeluecht, wéi d'Energiesécherheet an onofhängegkeet verstärkt kënne ginn. Bis Enn des Joers sollen d'Gasimporter aus Russland ëm zwee Drëttel erofgoen. Als DP begrëisse mir dës Ambitiounen, och wa mer musse kucken, ob mer net doriwir eraus kënne goen.

Derbäi kënn, dass mer als EU wierklech onofhängeg musse ginn, net just vu russeschen Importer, mee insgesamt vu fossille Brennstoffen. Dofir brauche mer och anerersäits mëttel- a laangfristeg Mesuren. Just de konsequenten Ausbau vun erneierbaren Energie kann eis onofhängeg maachen a verhënneren, dass Energie als geostrateegesch Waff géint eis gebraucht gëtt.

Zu Lëtzebuerg hu mer an de leschte Jore scho vill Efforten an där Hisiicht gemaach, mee dat geet natierlech nach laang net duer. D'Zil ass et jo och net, komplett autonom ze ginn an all de Stroum, dee mer verbrauchen, selwer ze produzéieren, mee et ass trotzdem hei am Land nach vill Sputt no uewen.

Kucke mer eleng d'Wandenergie. Wann ee bedenkt, wéi laang an ëmständlech déi Prozedure sinn, bis dass een eng Geneemegung fir e Wandrad oder e Wandpark kritt, dann ass et kee Wonner, dass mer nëmme lues virukommen. Do musse mer besser ginn. Iwwerall do, wou et Sënn mécht, muss Wandenergie séier a konsequent ausgebaut ginn. Et geet jo net drëms, Ëmweltschutz a Klimaschutz géinteneen auszespillen. Et ass einfach d'Tatsaach, dass esou Projeten am Moment nach vill ze laang ausgebremst ginn duerch laangwierreg Prozeduren.

De Premier huet weider Efforten an déi Richtung a senger Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert. Mir mussen nämlech eis Geneemegungsprozeduren däitlech beschleunegen.

Och wat d'Fotovoltaik betrëfft, hu mer nach vill Potenzial zu Lëtzebuerg, besonnesch op besteeënde Gebaier. De Staat soll hei mam gudden Beispill virgoen an iwwerall do, wou et méiglech ass, op ëffentleche Gebaier Fotovoltaikanlagen installéieren. Bei neie Gebaier mussen déi erneierbar Energie vun Ufank u matgeduecht ginn, dat versteet sech jo eigentlech vum selwen.

Schliisslech, wa mer vu Gas schwätzen: Wéi ee Gas kann een an Europa selwer produzéieren a wéi ee Gas kann den Äerdgas eigentlech komplett ersetzen? Ganz genee: den Hydrogeen!

Hätte mer haut schon d'Capacitäten, fir d'äers a grousse Quantitéiten ze produzéieren, da kéinte mer eigentlech op Gasimporter verzichten. Pipelines als Stockageméiglechkeete vun Äerdgas kënnen ouni Problem genotzt ginn, fir de Waasserstoff ze transportéieren. D'konventionell Gaskraaftwierker kënnen geneesou gutt mat Waasserstoff bedriwwen ginn. Dofir géillt et elo, op europäeschem Niveau d'Produktioun massiv auszubauen.

Hei zu Lëtzebuerg Waasserstoff ze produzéieren, bitt sech am Fond net wierklech un. Mee un eise Küsten un der Nordsee, am Atlantik an um Mëttelmier kann een dat awer maachen, a mir mussen dat och maachen, wa mer et eescht menge mat der Versuerungssécherheet!

Här President, laut Aussoe vun der Regierung ass d'Versuerungssécherheet zu Lëtzebuerg fir de Moment garantéiert. De Problem am Moment ass wuel éischer d'Präisdeierecht ofzefiederden an no neie Quelle fir eis Energie ze sichen. D'Léisungen dofir leien um Dësch. Déi erneierbar Energie sinn d'Energie vun der Zukunft. Si maachen eis net nëmmen onofhängeg, mee si erlaben eis et och, eis Klimaziler ze errechen. Elo heescht et, dës Erausforderunge mat vill Elan an Determinatioun unzegoen a konkret Resultater ze schafen!

Ech soen Iech Merci an ech soen och dem Kollege Paul Galles villmools Merci, fir dës wichteg Heure d'actualité op den Ordre du jour gesat ze hunn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An déi nächst Riednerin ass d'Madamm Cécile Hemmen.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Här President, Här Minister, léif Kollegen, léif Kolleeginnen, merci dem Paul Galles fir dës wichteg Heure d'actualité an déi sëllege Froen, déi Der opgeworf hutt an déi och berechtigt sinn.

D'Europäesch Union ass kal erwëscht gi vun der russescher Invasioun, och op dëser Plaz an an dësem Kontext muss een dat nach eng Kéier ervirhiewen! Déi wéinegst vun eis hätte geduecht, dass et zu där Situatioun an och zu där Eskalatioun géif kommen, an där mir eis elo befannen.

De Krich, dee Russland ugestiwelt huet, féiert Dag fir Dag zu onvirstellbarem Leed. D'Famillje ginn auserneegeerappt. Si verléieren net nëmmen hir Existenz, mee och hir Léifsten. Wann d'Kannerklinicken an d'Maternitéen an de Viséier geholl ginn, allerspéitens da kritt den Ausdrock „Verbrieche géint d'Mënschlechkeet“ seng ganz Bedeutung!

Esou Verbrieche wëllt kee vun eis matfinanzéieren. Aus deem Grond ass et fundamental wichteg, dass mir an der Europäescher Union eis Efforten, fir eisen Energieapprovisionnement ze diversifizéieren, acceleréieren. Mir sinn eis bewosst, dass keng Sanktioun esou effikass wier wéi en Importstopp vu russeschen Energieträger, well Russland mat engem Coup keng frësch Devisë méi kréie géif.

Mir wëssen allerdéngs och, dass 44 % vum importéierte Gas an 48 % vum importéierte Pétrol vun der EU aus Russland kommen. D'Ofhängegkeet vum russesche Gas variéiert natierlech relativ staark vu Memberstaat zu Memberstaat. Esou importéiert Däitschland 54 % vum sengem Gas aus Russland, Frankräich just 17 %. Lëtzebuerg ass un dat belscht Gasnetz ugeschloss. An d'Belch hirersäits sinn um hollännesche Réseau connectéiert. Ënnert dem Stréich komme knapp 25 % vum eisem Gas zu Lëtzebuerg aus Russland.

D'Europäesch Kommissioun huet am Kader vun der Strategie REPowerEU proposéiert, d'Importatiounen vum russeschem Gas fir den nächste Wanter ëm 70 % ze reduzéieren. Gläichzäitig wäert awer och d'Europäesch Kommissioun am Abrëll eng Gesetzespropos op den Dësch ze leeën, fir all Reservoir vu Gas obligatoresch op 90 % opfüllen ze loosse bis den 1. Oktober. Ganz op russesch Importer verzichte kënnen mir Europäer awer kuerz- a mëttelfristeg net – leider net!

Déi international Energieagence AIE huet der EU scho recommandéiert, keng laangfristeg Kontrakter méi mat Russland ze erneieren, an 2022 lafe Kontrakter iwwer e Volume vu 15 Milliarde Meterkibb aus. D'AIE huet evaluéiert, dass d'EU kuerzfristeg ongeféier 30 Milliarde Meterkibb u Gas bei aner Fournisseure ka siche goen: Een Drëttel iwwert de Wee vu Pipelines ass aus Norwegen an Aserbaidjan, déi aner zwee Drëttel sinn ënnert der Form vu Flëssegas aus den USA a

Katar iwwert de Wee vum Schëfftransport. Dëst setzt natierlech viraus, dass mir an der EU konsequent eis Infrastrukturen an den Häfen ausbauen, fir méi Flësseggas a importéieren ze kënnen.

Mir hunn an der EU leider de Feeler gemaach an der Vergaangenheet, dass mir d'Infrastrukture ronderëm den Approvisionnement ze vill dem private Marché iwwerlooss hunn, dee vu sech aus déi néideg Investitiounen leider net getäteg huet, fir genuch LNG-Stationen an den Häfen ze bauen. Nëmme esou kann een och verstoen, firwat e Land wéi Däitschland net eng eenzeg LNG-Station huet. LNG bedeit méi Opwand an domat och méi Käschten. De private Marché huet déi méi gönschteg Alternativ gesicht, an dat war de russesche Gas.

Energie huet awer net nëmmen eng reng wirtschaftlech Komponent, mee, wéi de Max Hahn och scho gesot huet: Et ass och eng geopolitesch Fro. Dëst si mer eis an de leschte Woche schmärzlech bewosst ginn.

Däitschland huet och seng Léiere gezunn an et wäerten elo zwou LNG-Stationen gebaut ginn. Och Finnland an Italien hu weider LNG-Stationen geplangt, soudass mer am Moment elo an der EU wuel 26 LNG-Stationen insgesamt hunn. Mee kuerz- a mëttelfristeg wäerte mer op méi LNG-Importer kënnen zrëckgräifen.

Deen eenzege Schlëssel, fir eis mëttel- a laangfristeg energiepolitesch méi onofhängeg ze maache vun den net demokratesche Regimere, ass awer de konsequenten Ausbau vun den erneierbaren Energien an der EU, virun allem am Beräich vun de Fotovoltaikanlagen a vun der Wandenergie.

Déi erneierbar Energie gehéiere kengem Land – ech hunn et schon eng Kéier op dëser Plaz gesot – a scho virun allem guer kengem Despot. Fir et mat de Wiederer vum Vizepräsident vun der EU-Kommissioun Frans Timmermans ze soen – iwwregens en charge vum Pacte vert –, hie sot: „Amplaz d'Industrie vun de fossilen Energieträger anerwärts ze finanzéieren, kommt, mir ginn op de Wee vun den erneierbaren Energien, ouni ze waarden, a mir schafen Aarbechtsplaze bei eis!“

Une voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Als LSAP gesi mir dat och esou. Als LSAP si mir weider och der Meenung, dass een elo net duerf de Feeler maachen, sech der Nostalgie vun der Atomkraaft hierzeginn. Atomkraaft ka keng propper Energie sinn, well mir keng nohalteg Léisung fir dee ville radioaktiven Offall hunn. Et muss een och ëmmer erëm an der ëffentlecher Diskussioun drun erënneren, dass den Uran eng Matière première ass, déi ënner schwierigen Aarbechtskonditiounen muss vun iergendwou hierkommen. Vu Sécherheet a Geforerisiko, mengen ech, brauch een hei guer net méi ze schwätzen.

Här President, ech kommen direkt zum Schluss, net ouni awer nach séier drop hinzewiesen, niert der energieetescher Transitioun, dass mer natierlech och den Akzent op Energieeffizienz musse leeën. Jiddweree vun eis ass hei en Deel vun der Léisung, wann een hëlleft, Energie anzespuren. Mir hunn et zu Lëtzebuerg iwwregens fäerdegruecht, tëschtent 2010 an 2020 eis Energieimporter ëm ëmmerhi 24 % ze reduzéieren! Well déi bescht Energie, léif Kollegen, léif Kolleeginnen, ass nämlech déi, déi iwwerhaupt net muss produziert a verbraucht ginn! Eis Mobilitéit méi nohalteg ze gestalten, eis Haiser energieetesch ze sanéieren, hëlleft deemno net nëmmen an der Lutte géint de Klimawandel, ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Madamm Hemmen ...

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | ... mee dréit och zur Energiesécherheet bäi.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Cécile Hemmen (LSAP) | Pardon.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Pardon ueholl. Déi nächst ageschriwwé Riednerin ass d'Madamm Jessie Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Här Chamberspresident, léif Kolleegeinnen a Kollegeen, Här Minister, fir d'éischt wéilt ech gären dem Paul Galles Merci soe fir dës wichtig Heure d'actualité. D'Entwécklung vun den Energiemäert vun de leschte Méint, a besonnesch duerch déi dramatesch Verännerung vun onser Sécherheetslag an de leschte Wochen duerch dem Putin säi Krich an der Ukrain, weist, datt mir eng héich Ofhängegkeet hunn an dëst e Risiko fir eis Energiesversuergung an der EU an zu Lëtzebuerg ass.

Dës sinn allerdéngs keng nei Informatiounen. Mir ënnersträichen eis Standpunkter, wat den Austrëtt aus de fossillen Energien an d'erneierbar Energieproduktion ubelaangt. D'EU importéiert 41,1 % vun hirem Gas aus Russland. Lëtzebuerg, via Däitschland an d'Belsch, tëschtent 20 a 25 %. Woubäi ee soe muss, dass d'Belsch mëttlerweil manner aus Russland importéiert an dass esou de Percentage warscheinlech méi kleng ass.

Esou Ofhängegkeete vu fossillen Energieimporter, besonnesch vun autokratesche Regimier, sinn net nëmme geféierlech, mee bréngen och ons Klimaziler net méi no.

Ech wëll hei déi dräi grouss Prinzipien aus dem „Fit for 55“ am Kader vum European Green Deal, deen d'Klimaneutralitéit bis 2050 viséiert, fir den Iwwergang op propper Energiej rappelieren:

– eng sécher an erschwénglech EU-Energieversuergung;

– d'Entwécklung vun engem interconnectéierten an digitaliséierten EU-Energiemaart;

– méi Energieeffizienz, d'Verbesserung vun der Performance énergéitque vun onse Gebaier an d'Entwécklung vun engem virun allem op erneierbaren Energiej basierende Energiesektor.

D'Cécile Hemmen huet et och erwäant: D'Europäesch Kommissioun huet elo de REPowerEU proposéiert, an deem eng Rei Mesuren dra sinn, déi ons méi onofhängeg maachen an eis an engems onse Klimaziler méi no bréngen:

– e méi diversen Approvisionnement beim Gas.

– Och fir op den nächste Wanter preparéiert ze sinn, müssen d'Gasstockagë bis den 1. Oktober zu 90 % gefëllt sinn.

– Parallell muss schnell ons Ofhängegkeet vu fossillen Energiej reduzéiert ginn.

– A mir däerfen och net zouloossen, datt nei Ofhängegkeete geschafen an ënnerstëtzt ginn. E Revival vun der Atomkraaft, wéi se elo vun e puer Politiker erëm an d'Gespräch bruecht gëtt, géif ons weeder schnell genuch weiderbréngen, nach wier et eng intelligent Äntwert op d'Fro vun der Ofhängegkeet vun Europa.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Well och bei der Atomkraaft brauch et Uranimporter. Frankräich zum Beispill importéiert 29 % vu sengem Uran aus dem Kasachstan, e Land ënner russeschem Afloss, dat net fir seng gutt funktionéierend Demokratie bekannt ass.

Une voix | Très bien!

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Hei zu Lëtzebuerg läit d'Ofhängegkeet vu fossillen Energien aktuell bei héije 95 %. Onse Klima- an Energieplang gesäit hei eng Rei Moosname vir. An, Här Galles, ech weess net, ob ee soe kann, ob et net duergeet. Mee wat sécher ass, dat ass, dass duerch déi aktuell Situatioun dës Klima-plang eng aner Bedeitung krut an dass e méi schnell muss ëmgesat ginn:

– den Ausstieg aus de fossillen Energien an d'Verbesserung vun der Energieeffizienz.

– Doduerch gi mir méi resilient a manner de Risiko vu Präisschwankungen a -shocks op den Energiemäert ausgsat.

– Donieft gesäit de PNEC eng konsequent Elektrifizéierung an Optimiséierung vun eise Stroumnetzer vir

– ewéi och d'Diversifizéierung vun onser Energieversuergung.

– Ausserdeem solle Produktiouns- a Verbrauchermuster méi staark op d'Kreeslafwirtschaft ausgeriicht ginn.

Wéi den Här Hahn et och scho sot: Lëtzebuerg wäert ëmmer ofhängeg vun Energieimporter bleiwen. Dofir ass et wichtig, mat den Nopeschlänner grenziwwerscheidend zesammenzeschaffen an erneierbar Energien esou wäit et geet auszubauen.

Här President, wat mir elo konkret vun der Regierung brauchen, fir eng nohalteg Energietransitioun hinzekriien a méi onofhängeg ze ginn, ass:

– datt d'Moosname vum „Fit for 55“ méi schnell ëmgesat ginn an d'Moosnamen aus dem REPowerEU-Programm vun der Kommissioun vun der lëtzebuerger Regierung matgedroen an ëmgesat ginn;

– datt mir nach méi schnell aus de fossillen Energien erauskammen, fir onofhängeg vu Pëtroil, Gas a Kuel ze ginn;

– datt mir eis weiderhi géint all Initiativ stellen, déi Atomenergie als nohalteg astuuf;

– datt d'erneierbar Energien ausgebaut ginn um privaten an um Entrepreneurniveau a gréisser Projete geféiert ginn;

– datt de Staat seng Virreideroll am Beräich vun der Energieeffizienz an den erneierbaren Energiej renforcéiert;

– datt och d'Gemenge méi staark encouragéiert ginn, fir aus de fossillen Energien erauszekammen;

– datt Mesuren ergraff ginn, fir de Beruff vun dem/der Handwerker/in méi ze promovéieren a géint déi aktuell Penurie virzegoen, fir datt mir och déi Fachleit hunn, déi mer brauchen, fir dës Transitioun ze ënnerstëtzen;

– datt méi Efforte gemaach gi fir d'Informatioun an d'Sensibiliséierung fir all d'Energiekonsumenten, sief dat Privatleit, Betriber oder Industrie, vun der nei ëmgedeefter Klima-Agence.

An dësem Kontext wéilt ech dann och gär eng Motioun deposéieren am Numm vun de Majoritéitsparteiën, déi déi grad uewe genannte Punkten ermëhelt.

Motion 1

« Approvisionnement et sécurité énergétiques du Luxembourg »

La Chambre des Députés,

considérant

– les enjeux énergétiques de la guerre en Ukraine, menée par le président de la Russie et représentant une menace potentielle pour la sécurité énergétique des pays membres de l'Union européenne ;

– que cette nouvelle réalité géopolitique et des marchés de l'énergie nous oblige à accélérer la sortie des énergies

fossiles par la transition vers plus d'efficacité et de sobriété énergétique et les énergies renouvelables ;

– qu'il s'agit en conséquence d'accroître notre indépendance énergétique vis-à-vis des fournisseurs ne respectant pas la charte universelle des droits humains et utilisant l'énergie comme levier géostratégique ;

– que l'urgence climatique et environnementale exige une mise en œuvre immédiate de mesures ambitieuses dans le domaine des énergies renouvelables, de l'efficacité énergétique et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

– que le Luxembourg importe à l'heure actuelle 95 % de ses besoins en énergies fossiles (pétrole, gaz) ;

– que la transition énergétique suppose de remplacer en terme toutes ces énergies fossiles par l'électricité produite à base d'énergies renouvelables et d'hydrogène produit à base d'électricité renouvelable ;

– que la dépendance énergétique de certains pays membres de l'Union européenne par rapport à l'énergie nucléaire englobe la chaîne du combustible, l'extraction, l'uranium et le traitement des déchets ;

– le paquet « Fit for 55 » dans le cadre du green new deal, adopté en juillet 2021 par l'Union européenne ;

– les objectifs climatiques ambitieux du Luxembourg visant :

○ à atteindre la neutralité climatique au plus tard en 2050 ;

○ à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % à l'horizon 2030 par rapport au niveau de 2005 ;

○ à accroître la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute à 25 % en 2030 ;

○ une efficacité énergétique de 40 à 44 % d'ici 2030 par rapport aux primes européennes (2007) ;

saluant

– que le Luxembourg détient des stocks nationaux de pétrole de 90 jours et aux alentours ;

– la baisse de consommation continue de pétrole, notamment de diesel, durant les dernières années suite à l'introduction d'un prix CO₂ et à la promotion conséquente de l'électromobilité ;

– que la sécurité d'approvisionnement est assurée par les pipelines de gaz vers la Belgique et l'Allemagne et la création récente d'un marché belgo-luxembourgeois ;

– que la sécurité d'approvisionnement est améliorée par le plan « REPowerEU – action européenne conjointe en faveur d'une énergie plus abordable, plus sûre et plus durable » de la Commission européenne, adopté le 8 mars 2022 et visant à rendre l'Union européenne indépendante des combustibles fossiles russes avant 2030, notamment en :

○ préparant l'hiver prochain en constituant des réserves de gaz suffisantes notamment en créant une obligation de remplissage des stockages de gaz existants à 90 % au début de l'hiver ;

○ diversifiant l'approvisionnement en gaz des nouveaux fournisseurs notamment à travers des importations de GNL ;

○ réduisant rapidement notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles notamment par une accélération des mesures d'efficacité énergétique au niveau des ménages (systèmes de chauffage), et de l'industrie ;

– que le Luxembourg a un des systèmes électriques les plus modernes de l'UE ;

– que ce système est intégré dans le réseau de l'électricité européen ;

– les plans ambitieux nationaux de continuer à optimiser le système électrique ;

– la coopération régionale au sein du groupe de soutien sur la sécurité d’approvisionnement du « Forum pentalateral de l’Énergie » (PLEF) ;

– le « projet 380 », qui a comme objectif de garantir la sécurité d’approvisionnement du pays à long terme avec une connexion au réseau allemand de 380 kV ;

– les mesures d’ores et déjà mises en œuvre ou planifiées par le Gouvernement dans le cadre du PNEC ;

– que la part des énergies renouvelables dans le mix électrique national s’élève à 64,3 % (2020) ;

– la création de la « Klima-Agence » ayant comme objectif d’accompagner les différents consommateurs dans leurs choix de consommation durables et de baisser ainsi leurs besoins en énergie,

invite le Gouvernement

– à continuer à œuvrer au niveau européen pour réduire de façon considérable la dépendance des énergies fossiles dans tous les secteurs, favorisant ainsi la sécurité énergétique au niveau européen et au Luxembourg et, dans ce contexte,

- à s’engager pour une mise en œuvre accélérée du paquet « Fit for 55 » et du plan « REPowerEU » ;

- à mettre l’accent sur l’élimination progressive de la dépendance à l’égard des énergies fossiles (pétrole, gaz et charbon) et à l’énergie nucléaire ;

- à continuer à s’opposer à toute initiative européenne classifiant l’énergie nucléaire comme solution durable à la crise énergétique actuelle ;

- à accélérer la transition énergétique au Luxembourg en :

 - réduisant sa dépendance aux énergies fossiles ;

- renforçant le développement des énergies renouvelables de manière transversale et promouvant davantage l’efficacité énergétique et les économies d’énergie en :

 - renforçant le rôle pionnier de l’État dans les domaines de l’utilisation des énergies renouvelables et de l’amélioration de l’efficacité énergétique, notamment à travers le rôle actif de l’Administration des bâtiments publics ;

 - encourageant et incitant davantage les communes à accroître leurs efforts à sortir des énergies fossiles ;

 - prenant des mesures stratégiques contre la pénurie de main d’œuvre dans le secteur de l’artisanat du Luxembourg ;

 - analysant l’opportunité d’accroître les efforts de sensibilisation et l’information des différents types de consommateurs aux sujets des énergies renouvelables et de l’efficacité énergétique, notamment à travers la « Klima-Agence » ;

 - poursuivant la modernisation des réseaux électriques ;

 - renforçant les mesures de soutien à la population, aux entreprises et à l’industrie afin de leur permettre de réduire plus rapidement leur dépendance envers les énergies fossiles.

(s.) Jessie Thill, François Benoy, Max Hahn, Cécile Hemmen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Här President, fir ofzeschleissen: Et ass erëm Krich an Europa. Mir befannen ons an enger schrecklecher Situatioun, déi eis Welt op laang Zäit verännere wäert. A wéi de François Benoy et d’lescht Woch scho sot: Amplaz elo ze panikéieren, muss mir an dëser schwieriger Situatioun zestummstoen, e kloer Kapp behalen an intelligent an zukunftsorientéiert Entscheedungen huelen, déi ons méi onofhängeg maachen a gläichzäiteg onse Klimaziler méi no bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Den nächsten ageschrieben Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d’Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Léif Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ufänken an dem Här Galles Merci soe fir dës Aktualitéitsstonn an awer bemierken, dass en eng Partie interessant Proposen hei gemaach huet, wou e gesot huet, et misst een technologieoppe sinn a keng ideologesch Scheiklappen hunn. Ech weess elo net genee, op wat dat geméint ass. Ech ka mer eppes virstellen, mee dat wier emol awer interessant ze wëssen hei am Kontext vun der Energieversuergung.

Wann ech schonn derbäi sinn iwver meng Virriedner ze schwätzen: Ech war och e bësse verwonnert, wéi gesot ginn ass, dass ee misst oppassen, dass ee keng Energie méi importéiert aus autokratesche Länner. Do fällt mer nämlech an, dass et jo och, wat renouvelabel Energien ugeet, awer Projekte ginn, fir Solarenergie an Nordafrika zum Beispill ze produzéieren. Ech mengen, wa mer iwver autokratesche Länner schwätzen, dann dierft dat jo dann och net méi méiglech sinn. Dann dierfte mer just nach Stroum ..., also da misste mer dat dote fale loosse.

An dann nach dat doten, wat ech och nach wollt soen, wat ech héieren hunn: Allgemeng ass gesot ginn: „keng Importer méi aus autokratesche Länner!“ Ech mengen, mir müssen eis awer alleguerten elo mol éierlech bewosst sinn, dass mer alleguerten elo, wéi mer hei sinn, immens vill Saachen un eis droen, déi aus autokratesche Länner kommen, méi autokratesch nach wéi Russland. Dat ass d’Realitéit. Wat wëllt Der da maachen? Wëllt Der dann all Import aus Vietnam, China a Kompanie, aus all deene Länner ofschaffen? Ech mengen, dat ass och keng realistesch Approche. A grad hei, an dat ass och gesot ginn: Mir sollen net a Panik verfallen, mir solle calme bleiwen a mir sollen eng realistesch Approche zu deem Ganze behalen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech wëll elo hei op e puer Saachen agoen. Déi éischt, déi ass vläicht effektiv, dat ass och vum Här Roth scho gesot gi virdrun: Mir haten déi héich Energiepräisser och scho virum Krich an der Ukrain. Et ass also net nëmmen déi geopolitesch Tensioun, déi dozou féiert, och wann dat natierlech d’Situatioun verschäerft huet.

Mir hunn also ëmmer méi héich Präisser, mir hunn eng Energieonsécherheet, an dat säit enger Partie Méint a Jore schonn. An ech mengen, do gëtt et och ee ganz kloer Punkt, deen do mat verantwortlech ass, an dat ass, dass d’Stroumversuergung ëmmer mander zuverlässeg wäert ginn, an zwar well eng Partie Länner ëmmer méi wäit ewech ginn a si wëllen d’Kuelekraft fale loosse, si wëllen d’Atomkraft fale loosse. Je veux bien, alles schéin a gutt. Mee dat sinn awer Energiequellen, déi sécher sinn. An elo gi mer hin op erneierbar Energien an déi si volatill an déi sinn onsécher. Dat ass d’Realitéit!

Mir wäerten och ëmmer méi Stroum brauchen, ob dat hei an Europa ass, ob dat a Lëtzebuerg ass. A Lëtzebuerg ganz besonnesch, mir steiere jo voller Zuversicht op den Eng-Millioun-Awunner-Staat hin. Iwwerall am Land gëtt gebaut, iwwerall gesitt Der Kranen, iwwerall gesitt Der Camionen. Et ass en enorme Energieverschläiss, deen hei gemaach gëtt am Land, en immensen CO₂-Verbrauch. Iwwregens, och do wonnert et mech, dass do net méi Opstand dergéint ass. An da gëtt jo och dovu geschwat an och vun deene Gréngen, dass mer wëllen 325.000 nei Awunner ënnerbréngen hei an den nächste Joren. Ech mengen, och dat wäert den Energieverbrauch hei am Land also

drastesch eropkuerbelen an eis virum nach méi däitlech Froe stellen an Zukunft.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech hu gesot, déi erneierbar Energien, déi sinn net sécher, si si volatill, an ech wollt dat och kuerz hei erklären. Mir hunn d’Solarenergie an ech mengen, et ass ganz einfach: Wann Nuecht ass, da mécht d’Solarenergie null, wa Wanter ass, steet d’Sonn ganz déif, dann ass et quasi null, a wa Wolleken um Himmel sinn, dann ass et och ganz wéineg. Dat ass deen ee Problem.

An dann deen aneren, dee betrëfft d’Wandenergie. Déi grouss Wandmillen, déi mer opriichten: Och schéin a gutt, mee wa kee Wand ass, da produzéieren déi och null. A kee Wand ass relativ oft. Also dat geet an Däitschland bis zu 40 % vun der Zäit, wou ee sougenannte Windflauten huet. An och um Mier, och wann een dat net ëmmer esou mengt, ass oft net genuch Wand respektiv kee Wand. An oft ass d’Situatioun dann esou, dass Der a ganz Europa déi selwecht Wiedersituatioun hutt, soudass et och net méiglech wäert sinn, Wandenergie, wann emol a Lëtzebuerg kee Wand ass, aus anere Länner aus Europa einfach esou heihinner kommen ze loosse.

Dat si wichteg Punkten an ech mengen, dat ass och bekannt. An dofir stellt sech dann déi berechtigt Fro: Wou soll dann de Stroum hierkommen, wa kee Wand ass a wa keng Sonn ass, am Kader vun dëser Energie-wende Richtung alternativ Energien? An d’Antwort war bis viru vläicht e puer Wochen nach ëmmer ganz kloer: de Gas. De Gas, de Gas aus Russland, dat ass de Backup, falls keng Sonn schéngt a falls kee Wand ass.

An et ass ganz einfach: Ouni Gas – an dat war och bis elo einfach d’Erkenntnis –, ouni Gas gëtt et keng Energie-wende, ouni Gas fonctionéieren déi alternativ Energien net. An déi batter Realitéit ass: De Putin war bis elo de Garant fir d’Energiewend an Däitschland. Ouni de russesche Gas ass déi Energiewende net méiglech!

Elo ass d’Situatioun natierlech eng ganz aner. D’Welt ass op d’Kopp gedreint. Mir hu Krich a mir wëllen natierlech – an dat ass jo verständlech – lasskomme vum Gas. Mee da muss Der mer emol erklären, wou mer an Zukunft sollen eis Energie hierkreien. An all déi Saachen, ech sinn och domat d’accord, schéi risegrouss industriell Wandanlagen an Dänemark an d’Mier bauen a Waasserstoff an esou weider an esou fort, mee dat ass am Moment, muss een awer éierlech soen, nach ganz vill Sciencefiction.

Dat gesot, wëll ech op jidder Fall hei eng Motioun deposéieren. An an dëser Motioun, do froe mer, dass e Plang opgestallt gëtt iwver d’Energiepolitik an dass mer gären hei vun der Regierung bis zum 1. Oktober en nohaltegt an zuverlässeg Energieversuergungskonzept presentéiert hätten an dass mer och gären e Konzept hätten, fir méi Reserven u fossillen Energien – spréch Pétrolsproduiten oder Gas – um nationale Territoire ze presentéieren. Ech deposéieren déi. Wannechgléift.

Motion 2

D’Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, dass

– déi aktuell Krichssituatioun an der Ukrain d’Ofhängegkeet vun der Lëtzeburger Energieversuergung vu Fournisseuren aus dem Ausland däitlech virum Ae féiert;

– Lëtzebuerg domat och héije strateegesche Risiken ausgesat ass;

– Lëtzebuerg an d’EU bei hirer Energieversuergung zum Deel op Importer aus autoritären oder esouguer totalitären Staaten ugewise sinn;

ass sech bewusst, datt

– Lëtzebuerg dauerhaft op kompetitiv Energiepräisser fir seng Entrepreneuren gewiesen ass;

– Lëtzebuerg senge private Stéit moderat Energiepräisser fir hir normal Besoinen, wéi z. B. d'Hëtzen, muss bidden;

– Lëtzebuerg op sengem nationalen Territoire nëmme beschränkt Pétrolsreserve stockéiert a keng Gasreserven huet;

– d'Besoinen un Energie an deenen nächste Jore virauszichtslech nach klammen;

– alternativ Energie volatil sinn an eleng net duerginn, fir d'Energieversuergung vum Land zuverlässeg ze garantéieren,

fuerdert d'Regierung op,

– déi aktuell Kris als Chance ze begräifen, fir d'Energiepolitik vun deene leschte Joren op de Leescht ze huelen an, am Aklang mam europäesche Recht, der Chamber bis zum 1. Oktober en nohaltegt an zuverlässeg nationalt Energieversuergungskonzept ze presentéieren;

– dobäi och e Konzept fir méi Reserven u fossillen Energien un nationalen Territoire ze presentéieren;

– dobäi op all nei europäesch Scholden ze verzichten a bei der Finanzéierung de Maastrichter Vertrag integral ze respektéieren;

– am Hierscht eng Consultatiounsdebat iwwer déi national Energieversuergung virzegesinn.

(s.) Fred Keup.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci.

M. Fred Keup (ADR) | An ech mengen, dann nach als Konklusioun, ech hätt et och léiwer aneschtens, mee mir musse leider och an dëser Situatioun realistesch sinn. Ech mengen, wann ee mengt, mir kéinten hei mat Solaranlagen a mat Wandrieder, déi mer hei opriichten, déi puer Stéck, wann ee mengt, mir kéinten domadder 400.000 Autoen un Lafe loossen a fir 700.000 Leit d'Heizung lafe loossen an eis Industrie mat ArcelorMittal, mat der Goodyear a mat engem Google zu Biisse lafe loossen, da muss ech awer soen: „bonne Chance“, oder éischter: „gutt Nuecht“.

Une voix | Très bien!

(Interruptions et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Gut Nuecht! A, an dann d'nächst Riednerin ass d'Madame Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Här President, am nationale Klima- an Energieplang steet kuerz ëm-rass d'Strategie vun eiser Regierung, fir d'Versuergung mat Energie ofzesécheren. Lëtzebuerg setzt heifir deemno op eng Intensivéierung vum Marché, also méi Konkurrenz an engem liberaliséierten Energiemarché, an eng Diversifizéierung vun den Importer.

De Staat selwer huet keng direkt Aufgab an der Ofsécherung vun der Energieversuergung. Dës Aufgab hunn d'Reseaus- an d'Fournituresentreprisen. D'Versuergungssécherheet ass also keng direkt Missioun vun der öffentlecher Hand méi. D'Energie ass net Deel vun der öffentlecher Daseinsvorsorge, wéi déi Däitsch géife soen, mee ass eng Wuer, déi vu Betriber op internationale Mäert a Konkurrenz zu anere Betriber akaf gëtt, fir se hei un d'Stéit a Betriber weiderzeverkafen.

D'Liberaliséierung vun der Energie, zum Beispill vun Gas, huet dozou gefouert, datt d'Präisser ganz volatil gi sinn. Si schwanken vill méi staark opgrond vun Offer an Demande, wéi dat virun der Liberaliséierung de Fall war. Si schwanken awer och, well Gas haut wéi Aktien op der Bourse gehandelt gëtt, verpak a spekulativ Finanzprodukter, déi héich Gewënner bei gréisserer

Präisschwankungen erméiglechen. Esou ass et am Hierscht 2021 an elo am Wanter 2022 geschitt.

Et ass also net just dem Putin säi grausame Krich an der Ukrain, deen d'Präisser explodéiere léisst, mee och de spekulativen Handel mat Energie, deen an onsécheren Zäiten nach vill méi lukrativ gëtt. Dat ass eng ganz makaber Entwécklung. Déck Multinationallen – an net nëmme déi russesch – a Spekulate verdéngen enorm vill Geld an der aktueller geféierlecher Situatioun. Eng Rei Experte warnen, dass d'Energiesystemer an Europa ënnert dese Premissen net méi ze manage wieren. Kuerzfristeg féieren déi héich Präisser nämlech dozou, datt trotz relativ méi bëllegen erneierbaren Energie vill ze vill an nei fossill Energiequellen investéiert gëtt wéi ënnert anerem an de Fracking respektiv de Fléssseggas aus den USA.

D'EU-Kommissioun huet och eréischt am November eng Lëscht mat 30 prioritären Investmentsprojeten am Gasberäich virgestallt. Dat geet an déi total falsch Richtung. D'Null-Netto-Emissiounszil bis 2050 ass esou net ze errechen.

Wat d'Diversifikatioun vun den Energieimporter ueget, si mir an Europa och guer net virukomm. 2014 koume 40 % vum Gas an Europa aus Russland. Haut sinn et nach ëmmer 40 %. Wann een all déi Gasimporter kuckt, dann ass d'EU souguer nach méi ofhängeg gi vun Importer. Natierlech och, well ëmmer méi fossill Energie verbraucht gëtt, an dat obwuel 2014 no der russescher Annexioun vun der Krim scho ganz änlech Diskussiounen stattfont hunn an d'EU-Kommissioun eng nei Strategie fir d'Energiesécherheet presentéiert huet. Dës Strategie ass verpufft, wat och net verwonnerlech ass, wann de Profit d'Handelen diktéiert.

Här President, de sënnvollste Wee, fir manner ofhängeg ze gi vun Energieimporter, ass sécherlech d'Mëschung aus Energieaspuerungen an dem Ausbau vun erneierbaren Energien. D'EU-Kommissioun huet no 2014 ëmmer erëm gepriedegt, dass 1 % méi Energieeffizienz 2,6 % manner Gasimporter bedeit. Dat gëtt gesot, mee de „business as usual“ geet awer weider. Déi nei proposéiert EU-Direktiv gesäit elo eng Zilsetzung vu 36 % Steigerung bei der Effizienz bis 2030 vir. Als Memo: Lëtzebuerg viséiert 40–44 %.

D'EU-Parlament, wat méi Efforte wëll maachen, gëtt sech mat deene 36 % vun der Direktiv och net zefridden a wëll op 43 % erop. Esou Ziler setzen awer besonnesch am Beräich vun der Sanéierung vu Gebaier grouss Investitiounen viraus, déi an de meeschte Länner feelen, och zu Lëtzebuerg.

Beim Ausbau vun den erneierbaren Energien ass et ganz änlech. Zu Lëtzebuerg leie mir bei 11,7 %, wuel wëssend datt do en Deel dovunner aus engem Statistikzoukaf staamt. An der EU gesamt leie mer bei 22 %. Mir si wäit ewech vun deem Niveau, dee mir bräichten, fir de Paräisser Accord ze halen.

Et happert also zolidd a bei béide Baustellen – Energieeffizienz ewéi Erneierbarer – ass de Grond dee selwechten: Et gëtt sech op privat Investitiounen verlooss. Investéiere kënnen awer nun emol nëmme Stéit mat guddem Revenu, wat engersäits dozou féiert, datt si hire Patrimoine opwäerte kënnen an dofir öffentlech Subventiounen kréien, an anersäits bleiwen déi Stéit mat manner Revenu an enger Spiral vu klammenden Heiz- a Wunnkäschte gefaangen a wësse sech kee Rot méi. D'Konsequenz si klammend Ongläichheete virum Hannergrond vun der Klimaverännerung an ëmmer méi och geopolitesch ganz onsécher Verhältnissen.

Zesummefassend kann een also soen: Energieeffizienz ass gläich Energiesécherheet ass gläich Klimaschutz. A wa mir an dës Gläichung sozial Gerechtegkeet mat erakréie wëllen, da brauche mir eng öffentlech Investitioun an d'Energiesystemer a gestaffelt Präisser, déi

d'Sozialtariffer genee esou beinhalte wéi déi ekologesch Präisser, déi extravagant energieetes Besoinen däitlech méi deier maachen.

Zum Schluss: Virum Revival vun den Atomkraftwierker warnen och mir, genau esou wéi virun eis gréng Kolléegin. Nieft der Problematik, op déi si higewisen huet, gëtt et och nach d'Sécherheet, wéi mir dat hei gesinn hu beim Krich an der Ukrain: Si bombardéieren d'Atomkraftwierker. Donieft kann een och un Terroruschléi denken, déi sinn nämlech net ausgeschloss. Mir sollen also net dee Schielen duerch dee Blannen ersetzen.

Merci fir d'Nolauschteren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Wuert huet de leschten agedroene Riedner, den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Antëscht diskutéiert d'Chamber jo bal oder all Woch schonn iwwert d'Energie. Verschidde widderehlt sech och leider, ouni dass sech awer bis elo wierklech eppes un der Situatioun verännert huet. A mir Piraten gesinn och do ganz kloer déi konservativ oder zrëckbleiwend Parteien, sief et an Europa oder och heiansdo hei, wann een d'Äusserungen héiert, déi einfach an der leschter Zäit scho verpasst hunn, fir op déi erneierbar Energien ze setzen. Well hätte mer deene Partei schonn an der Vergaangenheet nogelauschert, déi op ëmweltfrëndlech Energie wollte setzen, wäer mer haut net esou ofhängeg vu Russland. Mee et sinn awer déi Parteien, déi konservativ Parteien, déi elo kräische kommen. Dat ass e bësse komesch.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech hunn nach kee kräischen héieren.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir kräischt och ëmmer, Här Kartheiser. Et fret mech awer, dass Der de Message verstanen hutt.

Mir sinn och houfreg drop, fir als Piraten Europäer ze sinn, well dat an dëser Situatioun, wa mer eng Energiesécherheet wëllen, just iwwer Europa wäert goen. Mir kënnen eis hei zu Lëtzebuerg sécherlech de Mond fuseleg schwätzen, mee mer mussen awer esou éierlech sinn, dass mer ni wäerten zu Lëtzebuerg eisen Dusch an Honger no Energie kënnen produzéieren. Dat heescht, eisen Interessi als Land ass et ganz kloer, op europäesch Léisungen ze setzen – am Norden de Wand, am Süden d'Sonn –, fir dass mer aus deene fossille Produkter kënnen erauskommen.

Déi nei Technike wäerten et och sinn, déi dëst méiglech maachen. Ech héieren ëmmer e bësse méi konservativ Parteien, déi just de Status quo kucken, an dat ass e bëssen de Problem. Kuckt Iech eng Kéier un, mat wéi engem Laptop dass Der viru fënnel oder zéng Joer geschafft hutt. Haut huet Äre klunge Smartphone mat där klenger Batterie méi Kapazität wéi de Laptop. An esou wäert et och bei der Mobilitéit goen, esou wäert et bei aneren Technike goen.

Déi Solarpanelen, déi mir haut hunn, déi wäerten an noer Zukunft mol 100 u Kapazität maachen, derno mol 200. Dat wäert sech vervillfachen. Herno hutt Der ganz kleng Solarpanelen, déi déi selwecht Energie kënnen herstellen. Herno hutt Der ganz kleng Batterien an den Autoen. Et däerf een net deenen nolauschteren, déi et elo verdäiwelen, a just op déi aktuell Situatioun blécken, well déi Technik wäert virugoen.

Kuckt Iech eng Kéier un, wat déi eenzel Batterien gemaach hunn. Fréier hat Der en Handy, do hutt Der missen e Koffer mathuelen. Haut krit Der en Handy ..., haut wësst Der emol net méi, an engem Smartphone, wou d'Batterie verbaut ass an déi eenzel Deeler, esou kleng ass et ginn. An esou wäert et och mat deenen anere Produkter goen, déi haut energiehongreg sinn.

Dat entlaascht eis awer net, dass mer trotzdem alles musse gi fir aus dem Pétrol méiglechst schnell eraus. An do ass grad de Staat fir eis Piraten an der Verantwortung, well dee muss eigentlech e Virbildfacteur hunn.

Wann een elo kuckt, dass do zum Beispill déi meescht Gebaier nach mat enger fossiller Energie versuert ginn, da kann dat fir eis einfach net sinn. Dofir wäert ech och eng Motioun deposéieren, dass de Staat soll bis 2030 op all senge Gebaier, wou et méiglech ass, Solar installéieren.

Et ass awer och de Fierpark vum Staat. Ech hat elo eng rezent Question parlementaire, wou e grénge Minister der Police erëm lauter fossill Autoe kauft huet. Bon, ech mengen, de Staat ka vill schwätzen, dass mer eraus wëllen, mee muss et awer iergendwéi och als Virbild liewen.

Well et ka jo net sinn, dass de Staat higeet an nach ëmmer dat schlecht Produkt vun de fossille Brennstoffen verbraucht an de Leit awer seet, si sollen ëmklammen. An dat ass ee vun de Problemer. Et muss een et ganz virliewen. Och mir als Chamber mussen et virliewen. Och mir als Chamber mussen eise Footprint kucken.

Huele mer d'Kommissiounen: Firwat net och an deene Kommissiounen, wou ee keng kontrovers Diskussiounen huet, einfach emol soen, mir maachen déi vum Homeoffice aus, soudass mer deemtspriechend déi fossill Produkter do schonn aspieren, just als Klenggekeeten? Mee dat sinn awer déi Symboler no baussen, wou d'Leit herno soen: „Hei kuck, déi maachen et och!“

Mir sinn och keng Fannen dovun, fir elo bei anere Länner wéi dem Katar ... Also, de Katar ass jo virdrun och hei erwänt ginn, e gouf d'lescht Woch schonn erwänt an der Diskussioun, ech fannen dat elo net eng lupenrein Demokratie, wou een elo onbedéngt muer muss akafe goen. Also, et muss een och virsichteg sinn, wann een elo vun engem Schlechte bei een anere Schlechte geet. Do muss ee ganz virsichteg sinn, wann ee sech grad wëllt ofhängeg maache mat, zum Beispill hei an dësem Fall, Flësseggas.

Bei de Sanktiounen fir Russland si mir guer net averstane mat der Positioun, déi d'Regierung oder bezüegweis d'Finanzministesch gëschter um 100,7 ugedeit huet, déi dat emol einfach als Realpolitik ofgedoen huet, dass ee weiderhi géif Pétrol a Gas aus Russland kafen. Dat versti mir Piraten net!

Mir Piraten sinn éischer op der Linn, dass mer nach léiwer gëschter wéi haut aus dem Pétrol an dem Gas vu Russland missten erausklammen an net einfach kënne soen, dass mer weiderhin dee Krich finanzéieren, just well dat – wéi hat se gesot? – „Realpolitik“ wär. Dat ass fir eis Piraten onverständlech. An ech hoffen och, dass d'Regierung hir Positioun do wäert änneren.

Wou mir Piraten der Regierung awer eise volle Support ausschwätzen, ass fir alles, wat se a Richtung vun Ëmwelttechnik virundreif. Dofir begrësse mer och, dass déi Ëmweltprimmen, zum Beispill fir d'Elektroautoen, wéi et gëschter ugekënnegt ginn ass, verlängert gi sinn. Dat ass eng Etapp.

Et kommen nach ganz vill Etappen, wann ech esou an der Ëmweltkommissioun kucken, wou och dat kënnt mat de Luedstatiounen, wou de Moment nach ganz vill Projeten an der Pipeline sinn. An do kann d'Regierung och op de Support vun de Piraten zielen, wann et drëm geet, fir op alternativ Energien ze setzen.

Merci.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– dass Lëtzebuerg sech am Kader vum Weltklimaofkommen vu Paräis verpflichtet huet, fir d'Ärderwärmung ënner 2° C, präferablement bei 1,5° C, ze halen;

– dass de Staat mam gudden Beispill muss virgoen, wat de Kampf géint de Klimawandel ueget;

– dass an der Äntwert op d'Fro 5500 vum dem Energieminister an dem Minister fir ëffentlech Aarbechten erkläert gouf: „Am Moment sinn op 40 Gebaier vun der Verwaltung fir ëffentlech Baute Photovoltaikanlagen installéiert an 19 Gebaier hu Solarthermieanlagen, wat un der Unzuel vun de Gebaier ongeféier 4 % vum ronn 1.500 Gebaier grouse Patrimoine vun der Verwaltung entsprécht“;

– dass am Geoportail (Cadastre potentiel solaire) festgehale ass, wou Potenzial fir zukünfteg Solaranlage besteet.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

– all d'Diecher vun der Verwaltung fir ëffentlech Bauten, do, wou et méiglech ass, bis 2030 mat enger Solaranlage auszustatten.

(s.) Marc Goergen, Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Voilà. Domat ass déi allgemeng Diskussioun ofgeschloss.

An d'Wuert huet elo den Energieminister, de Claude Turmes.

Prise de position du Gouvernement

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gudden Mëtteg, Här President. Gudden Mëtteg, léif Deputéiert. D'Versuerungssécherheet ass de wichtigste Aspekt vun der Energiepolitik an ass och dat, wat ech als Energieminister ëmmer muss als Prioritéit setzen. An da kommen natierlech nach ganz vill aner Aufgaben.

D'Luuchte mussen zu all Moment u sinn, Mazout muss kënne kaf ginn, Tankstelle mussen funktionéieren an och de Gas muss bei d'Leit kommen. Dat ass eis éischt Suerg. Dat ass meng éischt Suerg.

Ech ginn einfach schnell eng Kéier duerch déi eenzel Beräicher. Beim Pétrol ass et esou, dass mir international Obligatiounen vis-à-vis vun der internationaler Energieagentur a vun Europa hunn: 90 Deeg Stock zu Lëtzebuerg a ronderëm Lëtzebuerg. A mir erfëllen déi Konditiounen. Et ass och esou, dass well mer elo an der Lescht manner Diesel verkafen an och an Zukunft insgesamt manner fossill Energien am Transport wäerten hunn, de Pétrolverbrauch vu Lëtzebuerg relativ züeg wäert ofhuelen. Dofir si mer eeben och duerch déi Stockagen, déi mer hunn, eigentlech an enger gudder Situatioun, gutt opgestallt.

Beim Gas, mengen ech, ass et natierlech esou, dass mer ze vill ofhängeg si vu Russland an dass mer elo schnell do mussen erauskommen. Fir dëse Wanter si mer op der sécherer Säit, well de Wanter jo och esou wäit eriwuer ass. A wichtig ass ze verstoen, dass de Gasverbrauch an Europa déi lescht Joren insgesamt schonn ofhëlt an déi nächst Joren nach vill méi wäert ofhuelen, opgrond vun der Klimapolitik. De meeschte Gas gëtt genotzt, fir Haiser ze hëtzen, an duerch d'Energieeffizienzmoossnamen hëlt de Gas do of. Och an der Industrie gëtt manner Gas verbraucht. An och wann an den nächste Joren eventuell e bësse méi Gas géif gebraucht ginn am Stromsektor, heescht dat awer, dass insgesamt an Europa manner Gas verbraucht gëtt. An duerfir ass et och do eng Perspektiv, fir eebe manner vun där fossiller Energie ofhängeg ze sinn.

Nach eng Kéier: Fir dëse Wanter si mer derduerch. Elo kënnt déi wichtig Fro: Wéi ass et fir den nächste Wanter? A vläicht nach eng Kéier zur Erënnung: Dat hei ass net dem Här Putin säin éischte Gaskrich. En huet schonn e Gaskrich gemaach géint d'Ukrain 2009 an no 2009 huet d'Europäesch Unioen massiv investéiert an LNG-Terminalen. Däitschland kann haut schonn, och wa se selwer keen eegenen LNG Terminal hunn,

Flëssegasterminal, iwwer Rotterdam an iwwer Zeebruggen beliwert ginn.

Dat anert, wat wichtig ass: Fréier ass de Gas just vu Russland Richtung Däitschland gelaf a mir konnten de Gas guer net zrëckbréngen an Osteuropa. Haut gëtt Polen aus Däitschland beliwert, well Russland d'Polenleitung schonn esou gedrosselt huet, dass Polen haut kal wär, wa mer dat net alles investéiere géifen.

Dat heescht, mir hunn eigentlech an de leschte Jore scho gutt investéiert. Et war ee Manktum an deem Ganzen an do hunn ech vun Oktober un zur Kommissioun gesot, dat misst sech änneren. Mir hate keng streng genuch Gesetzer bei de Gasspäicher an dat huet zur absurder Situatioun gefouert, dass d'Gazprom, déi Gasspäicher hunn an Éisträich, an Däitschland an an Holland, déi Gasspäicher net gefëllt hat an d'Gesetzer net do waren, fir dat ze änneren.

Elo huet d'Kommissioun d'lescht Woch endlech de Schratt gemaach fir ze soen: 90 % vun de Gasspäicher mussen virum Wanter gefëllt sinn. Dat ass eng Demande, déi ech am Oktober gemaach hat. Ech war enttäuscht, dass se am Dezember net am Gaspak vun der Kommissioun war, an ech si frou, dass se elo do ass. A mir hunn elo an zwou Wochen zu Berlin eng Reunioun mat alle Ministeren, déi ronderëm eis sinn – Frankräich, Däitschland, Benelux, Éisträich a Schwäiz –, wou mer zesummen diskutéiere wäerten, wéi mer fir Westeuropa elo eeben déi Gasspäicher, déi do sinn, notzen, fir eis Gasversuerung esou ze organiséieren, dass mer och am nächste Wanter gutt do stinn.

Wann et haart op haart géif kommen, gëtt et an all Land vun Europa e Plan de délestage, an deem ass esou gestréckt, dass kritesch Infrastrukture wéi Kliniken absolutt Prioritéit hunn, duerno kommen d'Bierger, well déi jo keng Alternativ hu professionell, an da kënnt d'Industrie. Mir hunn esou e Plan de délestage. Ech hoffen net, dass ech dee jee eng Kéier muss eraushuelen aus dem Tirang, mee mir hunn deem an deem ass och duerchgespillt, virun allem mat Creos, déi jo de Gas bei d'Leit bréngt, mat zwee oder dräi anere wéi d'SUDenergie.

Da bei de Stroum, well de Stroum ass den Energieträger vun der Zukunft an duerfir sinn ech frou, dass mer dëst Joer nach e bessert Resultat an eiser Stroumversuerungssécherheet hunn, wéi mer déi lescht Joren haten. Mir si mëttlerweil ënnert den dräi beschten an Europa, wat d'Sécherheet am Stroumnetz ubelaangt. Dat ass och keen Zoufall, well mer op allen Niveaue massiv an eist Stroumnetz investéieren, ob dat elo „basse tension“ ass, „moyenne tension“ oder „haute tension“. A bei der „haute tension“ hu mer natierlech an extrem wichtige Projet, dat ass déi Leitung vun 380 kV, déi mer elo moderniséieren. Also mir hunn eng 220 kV Leitung, déi vun Heeschdref aus dem Uelzechtall Richtung Däitschland geet oder besser vun Däitschland bis op Heeschdref kënnt. Dat ass eis wichtigst Oder, Stroumoder, och an Zukunft, an déi muss mer moderniséieren an un deem Projet si mer drun. Dat ass e ganz wichtige Projet vun eiser Versuerungssécherheet, dee mer jo och schonn der Chamber virgestallt haten.

Da vläicht nach eng Kéier zu e puer Remarken, déi hei gemaach gi sinn. Mir hunn e Plang! Dee Plang heescht ...

(Hilarité)

Net esou wéi anerer. Mir hunn e Plang an dee Plang, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dir braucht e Kompass.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | ... deem heescht nationalen Energie- a Klimaplang. An natierlech ass et esou, dass all déi Moossnamen – déi 50 a

méi Moosnamen, déi mer dodran hunn – elo solle beschleunegt ginn. An ech si frou, dass mer hei e ganz, ganz breede Konsens hunn, dass mer bei der Energieeffizienz elo nach méi maachen, dass mer bei dem Ausbau vun den erneierbaren Energien nach méi maachen an och bei der Elektromobilitéit an Zukunft nach méi wäerte maachen.

An ech ginn Iech einfach vläicht e puer Beispiller, wou mer weisen, wéi eeben déi Moosname fir Klimaschutz och déi Moosname sinn, déi eis elo geopolitesch vun de Fossilenergie-Importer manner ofhängeg maachen, also hëllef.

Bei der Energieeffizienz – mir hu schon e Règlement grand-ducal vum 1. Januar 2023 un – si mir dat éischt Land an Europa, wou et keng fossill Heizung méi gëtt, dat éischt Land an Europa! Frankräich mécht dat 2026, mir maachen dat schon 2023.

Bei der Renovatioun vun de Gebaier kréie mer elo geschwënn den Text erëm vum Staatsrot. Dann hu mer wierklech e ganz sophistiquéierte System mat Primme fir ze renovéieren. Mir hu jo do eng Ännerung gemaach. Mir haten e System, dee war vläicht e bëssen ze komplizéiert, well s de nème Primme krus, wann s de quasi alles ugaange bass an dengem Haus. A mir erlaben elo eenzel Moosnamen. Dat heescht, d'Leit kënnen och just d'Fënsteren ersetzen, just beim Daach eppes maachen, just beim Keller eppes maachen oder just op enger Fassad. Dat ass alles elo prett.

A wéi den Zoufall et da gutt wëllt, hu mer de Moie mam Carole Dieschbourg a mam Henri Kox de Wiessel, also d'Klima-Agence ageweit: MyEnergy gëtt zur Klima-Agence. Do sinn net néng Leit, wéi dat virun zéng Joer war, do si mëttlerweil 30 Leit. Do ginn net 4.000 Bedroungen am Joer gemaach, mee 10.000 a mir kënnen elo do fir d'Betribler, fir d'Gemengen, fir d'Leit wierklech all déi Instrumenter, déi mer hunn, all déi Primmen, déi mer hunn, dohinnerbréngen.

De Klimapakt, wësst Der, ass eng enorm Success-story. Et gëtt keen anert Land an Europa, wat esou eng gutt institutionell Zesummenaarbecht zwëschent der Regierung huet an de Gemengen. A well dat esou e gudd Modell ass, maache mer elo e Klimapakt fir d'Betribler. Mir hu schon e Pakt mat de groussen Industriellen iwwert dat, wat mer den „Accord fir méi Energieeffizienz“ nennen. Do si just 50 Betribler dran. Dat sinn natierlech och eis gréissten. An elo kucke mer an Zesummenaarbecht, am gudden Austausch mat der Chambre des Métiérs, mat aneren, dass mer och e Klimapakt maache fir d'Betribler, fir eeben och de Bäckeren, de Metzleren, dem Coiffeur, dem Schräiner an esou weider an esou weider ze hëllef, déi Energietransitioun bei sech virunzedreiw.

An dann natierlech d'Elektromobilitéit, vläicht nach zwee Wieder dozou: Gëschter, hutt Der gesinn, hu mer d'Primme verlängert bis nom Autosfestival 2024, fir dass Rou an deem Dossier ass a fir dass et kloer ass: 8.000 Euro, wann s de elo an den nächsten zwee Joer en Elektroauto keefs, en effizienten Elektroauto, an da fir déi, déi e bësse manner effizient sinn, gëtt et nach 3.500 Euro.

Och bei de Borne komme mer dëst Joer gutt viru mat de SuperChargyen. Mir wäerten dëst Joer 25–30 SuperChargyen opriichten an dann d'nächst Joer nach eng Kéier. An dat Gesetz, wat mer mam Franz Fayot och scho beim Staatsrot hunn, kréie mer och elo eng Kéier zréck. An da wäerte mer op ganz ville Plazen hei am Land – beim Supermarché, op der Tankstell, am Betrib – och Borne kréien, déi et dann eeben erlaben, Camionnetten och elektrésch ze bedriewen, oder et de Leit erlaben, déi schaffe kommen, dass se am Betrib lueden. Och dat ass alles ënnerwee an och dat, Här Galles, hëlleft eis dobäi, manner ofhängeg ze si vu fossillen Energien.

Bei den erneierbaren Energien – ech mengen, de Max Hahn huet eigentlech e Problem benannt, dee mer elo wëlle resolutt ugoen – musse mir méi schnell ginn an den Autorisatiounen. An der Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premier dat erwänt. Mir sinn amgaangen, dat elo systematesch ze maachen.

Mir hu ganz, ganz vill Wandenergieprojeten, déi ënnerwee sinn, wou mer elo musse kucken, dass mer se duerch d'Geneemegung kréien.

A mir wäerte bei der Solarenergie eppes maachen, wat mer bis elo och nach net gemaach hunn, dat ass, mat de Baueren zesummen och quasi Agro-PV ze maachen, natierlech ëmmer och mat enger landwirtschaftlecher Notzung. Dat ass e Pilotprojet, dee mer wäerte virum Summer maachen. A fir Iech nach eng Kéier ze weisen, wéi wäit d'Lëtzebuurger eigentlech scho bei der Solarenergie sinn: Mir hunn am leschte Joer méi wéi 50 MW Solar investéiert. 2013–2018 ware mir op engem Rhythme de croisière vu 5 MW am Joer. D'lescht Joer waren et der 50, zéngmol méi, an dat natierlech och, well mer eng Rei Gesetzer am positive Sënn ëmgeännert hunn.

An dann ass d'Biogasstrategie esouwäit fäerdeg. Do muss ech elo nach eng Kéier mat Bréissel schwätzen, fir dass mer dat do definitiv geneemegt kréien.

An dann natierlech d'Wärmepumpelen: Dat gëtt déi erneierbar Technologie an de Gebaier an do si mer och mam Handwierk amgaangen ze kucken, fir eng Strategie ze hunn, wéi mer eebe grad elo massiv kënnen ewechgoe vu Mazout a Gas an déi Richtung.

Déi Fro vum Här Galles mat neien Haiser, dass do esou en Uschloss ass, dass do kënnen sämtlech Autoen elektrésch sinn: Mir hunn dat schon. Dat ass am Gesetz vun de Gebaier schon dran. Dee Problem hu mer erkannt a mir hunn en och scho geléist.

Déi Fro mat der Atomkraaft, ech mengen, fir eis ass et kloer, an ech si frou, dass dat hei am Haus op d'mannst fir déi meeschten – ech weess nach net, wéi et hei ganz riets ass – och kloer ass: keen Atom. An, Här Galles, den Här Habeck wackelt keng Sekonn. Däitschland wäert seng dräi Reakteren ofschalten. An Dir musst verstoen: An deem Moment sinn a Frankräich zwielef Reakteren, déi net lafen, well se e Sécherheetsproblem hunn, dat heescht, al Atomreaktere sinn net sécher, well se natierlech al ginn an da Korrosiounsproblemer hunn. Dat heescht, Atom ass definitiv keng Léisung!

Beim Waasserstoff hu mer eis Strategie. Dëst Joer gëtt déi Benelux-Infrastrukturstrategie fäerdeg, fir dass mer vun Antwerpen, vu Rotterdam kënnen beliwert ginn. Mir sinn och u Pilotprojeten am Schaffen a mam Cap Vert hu mer eng Waasserstoffetüd, fir ze kucken, fir déi gutt erneierbar Bedingungen um Cap Vert esou ze notzen, dass mer de Cap Vert eeben eventuell kënnen zu engem grénge Waasserstoffexportateur maachen, soudass mer, mengen ech, eng extrem gutt Basis hu mat dem Klima- an Energieplang. An natierlech freeën ech mech elo driwwer, dass mer hei e groussen, groussen Secours hunn, fir ze soen, dass mir nach méi schnell, wéi mer et aus Klimagrënn vläicht wollten a sollten, aus de fossillen Energien erausgoe müssen.

Vläicht dann nach e Wuert zu der Debatt vun de Präisser. Ech mengen, d'Madamm Backes huet reagéiert, an ech mengen, den Här Roth – „hart im Geben“ an dann e bësse „mëll am Nehmen“.

(Hilarité)

Wéinst dem Index gëtt d'Kafkraaft vun de Leit hei zu Lëtzebuerg erhalen, och an dëser Situatioun. Mir hu fir dee klengen Deel vun der Bevëlkerung – dat si 15–20 %, wou et mam Index net duergeet – d'Allocation de vie chère eropgesat a se méi breet gemaach. Mir hunn zousätzlech dozou d'Gaspräisser erofgesat. Mir

hunn zousätzlech dozou d'Stroumppräisser stabiliséiert.

Mir sinn amgaangen, mam Franz Fayot d'Aidë fir d'Betribler ze finaliséieren. Mir hunn d'lescht Woch missen op dat Dokument vun der Kommissioun waarden. Dëse Méindeg war eng Reunioun zwëschent de Beamte vun eis an der Europäescher Kommissioun a mir sinn elo bal esou wäit derduerch, dass mer genee wëssen, wat mer och fir d'Betribler maachen.

Dat heescht, mir sinn hei an engem Land, wou kee kal ass. A firwat? Well mer all déi dote Moosname geholl hunn a well mer um Energiedësch och mat de Fournisseure geschwat hunn. Wann ee seng Rechnung net bezilt, da gëtt en éischte Rappell gemaach, da gëtt en zweete Rappell gemaach, gëtt en drëtten Rappell gemaach, a wann d'Rechnung dann nach net kënnt, da gëtt mat de Sozialämter zesummege schafft, fir dass keen ofgeschalt gëtt. An duerfir si mir hei net an där Paniksituatioun, wéi Dir se duerstellt. Mir sinn hei an enger Situatioun, déi relativ iwwersiichtlech ass.

An iwwregens, ech mengen d'lescht Woch en Donneschde ware mer eng Kéier wierklech no uewe gejet gi beim Pétrolspräis. Dir hutt gesinn, dass en e Freideg méi gefall ass, ...

Une voix | ... wéi en eropgaangen ass.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | ... wéi e mëttwochs eropgaangen ass.

Wann Der haut d'Präisser vergläicht, Lëtzebuerg – Frankräich, Lëtzebuerg – Belsch, Lëtzebuerg – Däitschland, da gesitt Der, dass mer en onwarscheinlech groussen Differential hunn en notre faveur.

An, ech weess net, ob Der déi lescht Noriicht kritt hutt: Den Uelegpräis ass haut relativ zolidd gefall aus enger Urssaach, déi mer net esou um Radar haten, an zwar Covid a China an de Fait, dass 50 Milliounen Chinesen elo scho quasi agespaart sinn an dat natierlech en immensen Impakt op d'chinesesch Wirtschaft wäert hunn an et doduerch mat grousser Warscheinlechkeet och déi nächsten Deeg um Pétrolsmarché zu enger zousätzlecher Entspannung ka kommen. An ech freeë mech doriwwer, dass mer nieft deene Moosnamen, déi mer konsequent a schnell geholl hunn, och vläicht elo dat doten als en zousätzlech Signal hunn.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Här Minister. Mee vu dass Der den Här Roth ugeschwat hutt, ginn ech dem Här Roth selbstverständlech d'Wuert.

M. Gilles Roth (CSV) | Jo, Här President. Ech hunn do en Dissens mat dem Här Turmes. Wa mir als Parlamentarier, an ech gesi jo iwwert d'Reaktioun vun dem Energieminister, dass hei dann d'CSV an hir Deputéiert gemengt waren, wann een deene wëllt ënnerstellen, et géif een d'Leit opstëppele géint de Staat, da fannen ech dat eng grav Ënnerstellung vun engem Member vun der Regierung. Et ass nämlech genau dat, wat d'Finanzministesch, d'Madamm Backes, gesot huet. A mir als 21 gewielte Volleksvertrieder akzeptéieren dat net!

A wann de Fait, dass mir eis als CSV Suerge maachen ëm déi Laaschten, déi finanziell Laaschten, déi ganz vill Lëtzebuurger Leit, déi hei wunnen, op sech huele mat dem Héiztes, mat dem Spritt a mat der Verdeierung vun de Liewensmëttelen, wann dat soll Populismus sinn, ech soen Iech, dann huele mir déi Bürd gären op, mee da leeft Dir, Här Turmes, mat Äre Leit op enger anerer Welt!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also ech mengen, mir hunn als Regierung ..., wann ee 75 Milliounen a kuerzer Zäit deblockéiert, da mécht een dat, well e Problem do ass. Mee, wa mer eis mat den Nopeschlänner vergläichen: Mir hunn zwee fundamental Ausgangspunkten, déi aneschtens sinn. Deen éischten ass: Mir hu méi niddreg Energiepräisser wéi eis Nopereen, besonnesch och bei de Carburanten. An dat Zweet ass: Mir hunn en Index, deen et weeder a Frankräich nach an Däitschland gëtt.

M. Marc Spautz (CSV) | Solle mer den Index ofschaffen, oder wat? Dir schwätzt ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo, hei, wannechgelift. Wannechgelift, Här Spautz. Äre Kolleg Roth huet dat Richteg gemaach. Den Här Minister äntwert. A wann Dir duerno d'Wuert wëllt, ma et ass zwar eng Heure d'actualité, do hutt Der keng Zäit méi, mee den Här Minister huet elo d'Wuert.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also ech mengen, wann ech op engem Punkt eens si mam Här Spautz, dann ass et d'Wichtigkeet vum Index. An et gesäit ee grad elo an dëser Kris, wéi eeben den Index an déi Indextranchen hëllefen, d'Kafkraaft vun de Bierger ze erhalen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Jo. Fir d'éischt den Här Goergen an dann den Här Wiseler an da schléisse mer. Mir komme jo nach un d'Motiounen, well et ass eng Heure d'actualité, et ass net „deux heures d'actualité“. Also Här Goergen, Dir dierft.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech maachen et och ganz kuerz, well meng Fro ass eigentlech eng Widerhuelung vu leschter Woch. Dir hutt elo geschwat vun deenen Hëllefen, deenen Energieprimmen, déi ee kritt. Ech hunn elo grad um Site nach eng Kéier gekuckt, weeder um Guichet.lu nach um Familljeministère si se ze fannen. Dat heescht, Dir verspricht de Leit elo schonn zënter dräi Wochen, si kéinten déi Primmen ufroen, d'Rechnunge kommen awer bei d'Leit heem a se sinn nach ëmmer net do! Ech hat d'lescht Woch hei gefrot, do krute mer gesot: „d'nächst Woch!“

(Interruption par M. Max Hahn)

Här Hahn, ech mengen, d'Leit brauchen d'Geld elo.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wannechgelift, wannechgelift.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech wollt froen, wéini déi dann elo endlech kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Stellt Är Fro an da sidd Der fäerdeg.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir hu just eng Fro gestallt a wëlle just eng Äntwert drop.

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, déi aner Säit gouf ech ënnerbrach. D'Fro war jo ganz konkret: Wann Dir de Leit dat op enger Pressekonferenz verspricht ... Ech kann et och méi sec froen: Wann Dir de Leit et op enger Pressekonferenz verspricht, et awer elo dräi Wochen, véier Wochen duerno nach net do ass, ob dat seriö ass.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Also, Här Goergen, ech si bei Iech, mir mussen elo kucken, dass den Top up vun der Allocation de vie chère ..., wou et jo esou ass, dass all déi Leit, déi d'Allocation de vie chère de Moment kréien, net brauche selwer eng Demarche ze maachen. Déi kréien den Top up. Gutt. Dir musst och verstoen, 22.000 Leit, dat ass awer, ech mengen, et ass net esou... Also, mir sinn hannendrun. De Familljeministère ass do, fir dat ze maachen. An da wäerte mer et iwwert de Guichet.lu, iwwert e Formulaire och einfach maachen, dass dat Energiegeld, wat mer elo

zousätzlech ausbezuelen fir déi Allocation de vie chère, plus eebe 25 % ... Mir sinn do drun. An ech verstinn, dass Der wëllt, dass et virugeet. Ech wëll och, dass et virugeet! Mir sinn do drun a mir maachen eist Besch.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dann nach den Här Wiseler an da schléisse mer of.

M. Claude Wiseler (CSV) | Ech wëll dem Här Turmes nach eng Kéier soen, dass dem Här Roth seng Remark an eis Remarken iwwert d'Ausso vun der Finanzminstesch kloer waren. Wa mir eis hei Gedanke maachen, wéi een de Leit kann hëllefen an enger ganz schwiegener Situatioun, an als Oppositionspartei eng Rei Alternative virschloen, déi eis sënnavoll schéngen, déi eis richteg schéngen, fir de Leit ze hëllefen, da fanne mer dat awer äusserst ongewéinlech an inakzeptabel, wa mer da gesot kréien, mir géifen d'Bierger géint de Staat opstëppelen a Populismus maachen. Dat ass eng normal Aart a Weis, wéi een an enger Demokratie schwätzt, dass d'Opposition och e Vorschlagrecht huet, fir hir Propositionen ze maachen. Fir dat do da virgeworf ze kréien, dat fanne mer am Fong total an absolut inakzeptabel. Ech wëll dat och nach eng Kéier ganz kloer hei soen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler (CSV) | An dann, wa mer schonn... Mir wëllen eng Diskussioun iwwert déi do Saachen. Mir wëllen eng Diskussioun iwwert déi Alternativen an déi Propositionen. Dofir huet den Här Roth haut proposéiert, dass mer eng Kommissioun, eng Spezialkommissioun géifen zesummesetzen, wou mer eis als Chamber gemeinsam kënne Gedanke maachen, an engem uerdentleche Kader dat do diskutieren.

Da géif ech och gär wëssen, wat d'Regierung dann zu där Proposition vum Här Roth, déi en an eisem Numm gemaach huet, hält.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Här Wiseler, do si mer nach net drun. Mir wäerten nach dozou kommen.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Gutt. Also ech mengen, dass et wierklech wichteg ass, dass mer an dësen Zäiten elo... Ech mengen, fir d'Leit, grad och fir eeler Leit: Krich an Europa, dat ass net einfach. Ech mengen, ech war vill mat de Mazoutshändler an de leschten Deeg a Kontakt. Ëm dës Zäit vum Joer féllt quasi kee seng Mazoutsheizung, ausser wann e wierklech bal näischt méi huet. An dann hält en eng kleng Quantitéit. D'Leit si veronéiert an duerfir ass et wichteg, dass mer dësen Debat serein féieren, a Rou féieren.

Ech mengen, wou mir, also wou ech perséinlech net immens frou war, an ech ka mer virstellen, d'Madamm Backes och net: Dir hutt d'lescht Woch hei an der Ried, grad an Ärem Ufank, e Saz gesot, wou Dir sot: „D'Lëtzebuerger si kal, mir sinn hei am Risiko, dass quasi 600.000 Leit am Ganze kal sinn.“ Dat ass einfach falsch!

Mir sinn an engem Land, an deem Land an Europa, wou mer wierklech... Prozentual gëtt et keen anert Land, wou esou vill, also, wou esou vill gemaach gëtt géint d'Energiearmut! An ech kann Iech d'Moosnamen nach eng Kéier opzelen: d'Indexation automatique, d'Allocation de vie chère, d'Verbreedung vun der Allocation de vie chère; beim Gas, deen iwwerproportionell a vill méi wéi de Mazout geklommen ass, hu mer geziilt eppes gemaach, fir dass mer de Gasclinten do entgéintkommen, a mir hunn déi Energie, déi d'Zukunft duerstellt, de Strom, deen hu mer stabiliséiert.

Wa sech natierlech elo bei der Präissituatioun nach ..., wann dat sech géif verschlëmmen, ech mengen, da géife mer natierlech ... Mir monitoren dat jo stänneg. Mee déi gutt Noricht ass, no deem ... An ech muss Iech soen, d'lescht Woch e Mëttwoch, ech war och

erféiert, d'lescht Woch huet den europäeschen Dieselmarché eng Achterbanfaart gemaach, déi nach ni esou do war: 40 erop, 40 erof, innerhalb vun dräi, véier Deeg.

An nach eng Kéier, fir et nach eng Kéier ze erklären: Mir hunn an Europa net genuch Diesel an eise Raffinerie produzéiert. 20 % vun deem Diesel ginn aus Russland geliwwert. A wéi Shell dunn iwwert de Week-end op eemol annonciéiert huet, aus Russland erauszegoen, do war eng richteg Panik op deem Marché, well Shell nämlech ee vun de groussen ..., also déi bedreiwe mat Russen a Russland Raffinerien. Do war e Vent de panique. An ech sinn immens frou, dass dee Vent de panique zréckgefall ass an dass haut, um Dag haut, eis Präisser um Diesel an um Bensinn weesentlech méi bëlleg wéi a Frankräich, wéi an Däitschland, wéi an der Belsch sinn. A wann also déi Tendenz, déi elo komm ass, iwwert déi net einfach Situatioun a China mam Covid, wann dat elo dofir dozou féiert, dass de Weltuelegpräis – a mir sinn hei an engem Weltmarché –, dass deen no ënne geet, dann hu mer vläicht eng gewëssen Entwarnung an dësem Moment.

Villmools merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Motions

A mir géifen dann zu der Presentatioun respektiv der Diskussioun an der Ofstëmmung iwwert d'Motiounen kommen.

Motion 1

Déi éischt Motioun kënnt vun de Majoritéitsparteien. Ech ginn dovun aus, dass déi motivéiert ginn ass. Sinn nach Wuertmeldungen do derzou? Den Här Galles.

M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President. Ech ka mer ..., also déi Diskussioun, déi mer elo gefouert hunn, an ech wëll och dem Här Minister ... – wou ass en dann? Ass e schonn heem? Nee, a jo, et ass gutt, ok.

Une voix | E war tanken.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | D'Haus verléiert näischt.

M. Paul Galles (CSV) | Rien ne se perd, rien ne se crée.

Ech wëll dem Här Minister och Merci soe fir seng vill Äntwerten, déi e mer elo ginn huet. Ech hu just ee fundamentale Problem an ech wëll dat och elo hei soen, andeems ech dann och meng Äntwert drop ginn, wat zu de Motiounen dann eis Positioun soll sinn. Well ech ka gutt verstoen, dass den Här Goergen dat geäussert huet, dass en esou mengt, mir wäeren an engem Déjà-vu – „dat hu mer elo schonn esou oft diskutéiert“ an esou weider an esou virun. Ech wollt nämlech vermeiden, dass mer an en Déjà-vu kommen, dass mer nach eng Kéier déi ganz Diskussioun féiere ronderëm all déi verschidde Forme vun Energien, mee dass mer eis Diskussioun haut den Nomëtteg ënnert d'Virzeeche stellen vun där Fro, wat an nächster Zäit mat deenen ënnerschiddleche méiglechen Zenarien geschitt, well mer awer mengen, dass et eng seriö Situatioun ass.

Wat ech elo de Mëtte vun deene Verschiddenen, déi haut de Mëtteg hei hir Beiträg geleescht hunn, eraushéieren hunn, ass, dass mer basically beim PNEC bleiwen, dass mer awer eng Beschleunegung wëllen. Dat ass e bëssen dat, wat ech elo eraushéieren, och déi Beispiller, déi Dir elo genannt hutt, Här Minister.

Déi Fro, déi ech mir awer eigentlech stellen, an dofir hunn ech hei eigentlech haut den Nomëtteg meng

Heure d'actualité am Fragemodus presentéiert – dat hunn ech bewusst esou gewielt an ech hunn och selwer keng Motioun erabruucht, well ech mer tatsächlech ganz vill Froe stelle par rapport zu där Situatioun, déi kéint antrieden, wann elo en Embargo oder en Deelembargo kënn, a kee weess, ob ee kënn, ech weess et net, wéini, wéi séier an esou weider an esou virun –, dat ass: D'Europäesch Unioun huet jo de RE-Power-Programm opgeléicht. Ech géif awer gäre wëssen, wat dat elo fir Lëtzebuerg genau bedeit, an zwar am Ënnerscheed zu deem, wat mer bis elo schonn haten. Wat heescht da Beschleunegung? Wat heescht dann, dass et elo méi séier muss goen op gewëssene Punkten an op anere vläicht net? Dat war meng Fro, Här Minister. Huet d'Regierung dann tatsächlech eppes virleien? Hu mer do Zuelen? Well ech brauch eng gewësse Sécherheet un Zuelematerial, fir ze wëssen, wat einfach elo op eis duerkënn.

Déi Motiounen, déi mer elo hei leien hunn, 1, 2, 3, déi si jo iergendwéi sympathesch, mee si äntweren net op déi Fro, déi ech eigentlech bei der Heure d'actualité wollt opwerfen. Dofir, et ass elo wierklech net aus Dommheet oder aus iergendenger Expressgeket, ech géif einfach bieden, dass mer eis bei deenen zwou éischten do enthalen. Bei der drëtter kommen ech net derlaanscht, mech unzeschlëssen, well ech mengen, dass ech dat Zitat aus der parlamentarescher Äntwert 5500, dass ech dat kennen. Ech weess net, ob et eng Fro vu mir war oder ob et e Copy-paste ass vun enger Fro, déi ech och gestallt hunn, well ech krut nämlech eng änlech Äntwert. Ech fannen dat nämlech ganz richtig, dass de Staat do soll mam gudden Beispill virgoen.

Mee ech wëll nach eng kéier erklären, wourëms et mer eigentlech gaangen ass an dëser Heure d'actualité an dass ech do awer e bësse bei där Fro bleiwen an net déi Äntwerte kritt hunn, déi ech gäre kritt hätt. Ech wëll dofir déi Fro nach eng kéier renouveléieren an nach eng kéier stellen: Wat passéiert am schlëmmste Fall, well dat weess ech nach ëmmer net, wat passéiert am Fall vun engem Embargo? Wat passéiert an engem Fall, wou mir decidéieren oder vun där anerer Säit de Krunn zougedréint gëtt?

Merci villmools.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Här Minister, ech géif Iech d'Wuert ginn, awer eréischt, wa mer den Tour gemaach hu vun där éischer Motioun. Da kënn Dir an deem Ramen an der Äntwert drop agoen. Wie wëllt nach d'Wuert zu der éischer Motioun? Den Här Clement an dann d'Madamm Cecchetti.

M. Sven Clement (Piraten) | Jo, merci, Här President. D'Motioun ass eis sympathesch. Mir wäerte se och matstëmmen.

Ech wëll awer op ee Punkt agoen, deen hei ervirgehuewe gëtt, an dat ass deen: „renforçant les mesures de soutien à la population, aux entreprises et à l'industrie afin de leur permettre de réduire plus rapidement leur dépendance envers les énergies fossiles“. Dee Saz, dee ganz schéi kléngt, ass awer a mengen Aen eppes, wat op zwee Niveauen ze kuerz gräift.

Dat eent, dat ass: Mir hu weiderhin de Problem, dass et u sech Subside sinn, dat heescht, dass haaptsächlech Leit, déi souwisou schonn e gewëssent Kapital hunn, fir ze investéieren, kënnen dovu profitéieren, a Leit, déi souwisou kee Prêt géife kréien, hunn de Problem, dass se vläicht guer net kënnen a Solar investéieren, net kënnen an eng nei Heizung investéieren, well et eeben nëmmen Aidë sinn, awer net de ganze Montant couvréiert gëtt, wat verständlech ass. Mee hei muss een nei Weeër goen, hei muss de Staat quasi virfinanzéieren an iwwert déi gesonken Energiekäschten dat recuperéieren. Et ginn eng ganz Rëtsch Modeller. Et

geet eis ëm dee Saz. Datt et eeben iwwer „soutien“ ass, mengen ech, geet eis net wäit genuch. Mir géife méi wäit goen.

Dann dat Zweet: Mir brauchen dréngend, an dat feelt mir hei an där Motioun awer komplett, eng Léisung fir d'Residence, fir Locataire. De Problem ass, dass nämlech de Propriétaire muss investéieren, fir energiegesch ze sanéieren, et ass awer de Locataire, deen d'Energiekäschten dréit. Dat heescht, mir hunn do e classesche Problem, dass u sech deen, dee bezuele muss, kee Retour gesäit, ausser e geet de Loyer an d'Luucht setzen, an op där anerer Säit deen, deen dovu profitéiert, profitéiere géif, well e manner Energiekäschten huet, guer net de Moyen huet, fir säi Propriétaire dozou ze zwéngen, eng energiegesch Sanéierung ze maachen. Och hei, mengen ech, muss dës Chamber sech endlech eng kéier Gedanke maachen, ...

(Interruption par la présidence)

... wéi mer dat uginna a wéi mer de Locataire och hëllef, fir déi Energierechnungen erfroze kréien.

An dann dee leschte Punkt: D'Klimaagence gëtt hei e puermol erwänt. Dat ass e schéinen neien Numm fir eppes, wat mer schonn haten. Ech froe mech, ob dat nëmme gemaach gouf, fir erëm kënnen eppes anzeweisen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo, mir hunn zwou Saachen; bei de Saluante: „diversifiant l'approvisionnement en gaz de nouveaux fournisseurs notamment à travers des importations de GNL“. Just eng Nofro: GNL, dat ass jo awer de Flësseggas, dee gemengt ass, de Fracking-Flësseggas, dee jo awer immens CO₂-intensiv ass, dat heescht ëmweltschiedlech souwuel an der Produktioun wéi och am Transport? Et ass elo mol eng Nofro, ob dat wierklech deen ass, deen do gemengt ass. Well, wéi gesot, ech hu virdu gesot, et soll een net de Schielen duerch de Blannen ersetzen, ne. Net datt mer hei awer dann erëm eppes guttheeschen, wat am Endeffekt awer absolutt guer net gutt ass.

An déi zweet Saach ass, dat ass an den Invitten. Do hutt Der den drëtten Invite: „à continuer à s'opposer à toutes initiatives européennes classifiant l'énergie nucléaire [...]“. Mir mengen, do misst awer och de Gas nach derbäikommen, well dee sollt jo och net als „Solution durable à la crise énergétique actuelle“ derbäi sinn. Dat heescht, muss een do d'Energie nucléaire hisetzt, muss een och do de Gas hisetzen. Ech mengen, dat war jo awer och ëmmer eng Fuerderung vun eiser Regierung, wann ech dat richtig verstanen hunn.

Also, wéi gesot, wann do de Gas bäikéim, kéinte mer se matstëmmen. Wann de GNL eraus wier, kéinte mer se matstëmmen. Soss misste mer eis enthalen.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann hat ech nach d'Wuertmeldung vum Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Jo, et ass eng ganz laang Motioun, wou awer, mengen ech, och eppes Weesentlech feelt, dat ass dat, wat den Här Galles och scho gesot huet: Et feelt am Fong wierklech eppes Konkreetes, wat elo virgesinn ass, wann déi verschidden Zenarioen antrieden, wéi mer da kënnen hei eis Energiesécherheet garantéieren.

Hei steet e Saz am Considerant, véierte Stréch: „exige une mise en œuvre immédiate de mesures ambitieuses“. Mee wat ass dat elo genee? Wat maache mer elo „immédiatement“ a wat ass wierklech „ambitieux“? Wat soll dat elo sinn? Well, fir ee Beispill ze soen – elo

ginn ech bei de Saluant, zweete Stréch –, do ass da geschriwwen, d'Baisse de consommation vu Pétrôle, vun Diesel – déi gëtt hei begréisst –, déi wier „suite à l'introduction d'un prix CO₂“ – bon, do si mir jo souwisou net derfir – et suite „à la promotion conséquente de l'électromobilité“. Ech mengen, mir hunn am Moment, wann ech mech net ieren, 1 % plus/minus elektresch Autoe bei eis op der Strooss.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Et sinn Der scho méi, Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Wéi vill sinn et der? 2? 2 %? Also: 98 % net.

(Brouhaha)

Da froen ech mech, wat dann elo déi „mesures immédiates“ solle sinn, déi hei solle kommen. An dat feelt mer e bëssen hei. An duerfir kënnen mer dat heiten och net matstëmmen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann d'Madamm Jessie Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëilt da just kuerz reagéieren op e puer vun deene Saachen, déi grad gesot goufen, fir d'éischt op dem Här Clement seng Remark mat de Locataire. Ech mengen, do ass jo och e Gesetz, wat amgaangen ass diskutéiert ze ginn iwwert de Plan de travaux, wou eebe grad solle Locataire ënnerstëtzt ginn doduerch, dass d'Propriétaire jo mussen an dee Fonds de travaux abezuelen, fir d'energiegesch Sanéierung vun de Gebaier weiderzedreiwten.

An dann zu dem GNL: Et ass effektiv Flësseggas gemengt, mee dat ass effektiv just eng Iwwergangsléiung. Natierlech muss mer op laang Dauer kucken, dass mer onofhängeg vun dësen Aarte vun Importer ginn an dass mer weider eis Gasimporter reduzéieren.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Domat hätt bal jiddweree Stellung bezunn, ausser nach dem Här Minister.

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | Villmools merci, Här President. Ech hat a menger Ried erkläert, wat geschitt, wann alle Stricke reißen. A bis dohinner wëlle mer et net komme loosse. Duerfir, wat ass virdrun? Mir hunn duerch déi Dokumenter op dem europäeschen Niveau säit leschter Woch e Plang, wat mer maachen, fir eis Dependancé vum russesche Gas bis den nächste Wanter massiv ze senken.

Dee wichtigste Punkt an deem Ganzen, oder déi zwee wichtigst Punkten: Dat eent ass natierlech an dëser Krisensituatioun – ech kommen herno nach eng kéier op den LNG –: méi LNG an Europa bréngen. An et ass net esou, wéi wa mer elo nach missten Tonnen LNG-Häfe bauen. Mir hunn der scho glécklecherweis déi lescht zéng Joer ganz vill an Europa gebaut. A mir wëlle jo och kee Lock-in, et mécht kee Sënn, fir elo nach 50 LNG-Häfen ze bauen, déi dann duerno beim Klimaschutz am Wee stinn.

An dann ass déi wichtigst Decisioun, fir den nächste Wanter iwwer d'Ronnen ze kommen, en EU-Gesetz, wat bindend ass, wat elo am Abrëll op den Dësch kënn a wat virum Summer am Europaparlament an am Conseil gestëmmt gëtt. All d'Länner mussen eng Gesetzgebung hunn, 90 % vun de Gasspäicher mussen virum Wanter gefëllt sinn. An ech war do och méintlaang hannert der Kommissioun, ech hunn am Februar eng Reunioun organiséiert mat de Ministere vun Däitschland, Éisträich, Holland. Ech kann Iech soen, am Februar, do ware se nach net all do. Elo si mer endlech do.

Däitschland wäert dat Gesetz schonn d'nächst Woch an de Bundestag bréngen.

A wat ech elo probéieren ze maachen, an dat ass wichteg: Dat Wichtigst fir eis Gasversuergung ass, dass d'Gasspäicher, déi ronderëm eis sinn ... A Frankräich, an Holland, an Däitschland an an Éisträich sinn déi grouss Gasspäicher, d'Belsch hunn e ganz klengen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg keng Geologie, fir e Gasspäicher ze hunn. Also mussen mer mat hinnen zesummeschaffen. A mir maachen elo an zwou Wochen zu Berlin eng Reunoun, wou mer koordinéieren, dass et net d'Reegel ass: Däitsch Gasspäicher fir däitsch Verbraucher a franséisch Gasspäicher fir franséisch Verbraucher, mee dass déi Gasspäicher fir ganz Westeuropa sinn. An iwrengens musst Der verstoen, Polen an Tschechien, déi jo an enger vill méi dramatescher Situatioun sinn, déi wäerte mussen aus Däitschland an aus Éisträich beliwert ginn, well se selwer keng grouss Gasspäicher hunn.

Ech mengen, dat ass alles dat, wat mer elo en place setzen. An dann ass et esou, wann et géif zu engem Problem kommen, gétt et an deene 27 Länner e Plan de délestage fir d'Gasclienten. An ech hat Iech d'Prioritéit erkläert: Kritesch Infrastrukture wéi Klinicke si ganz, ganz hannen op der Lëscht, d'Bierger si ganz, ganz hannen op der Lëscht, d'Professionell wa méiglech net. An dann hu mer bal een Dréttel vun eisem Gasverbrauch, dat si sechs oder aacht oder zéng Firmaen. An alle Länner, well dat nämlech dat einfachst ass, wann alle Stricke géife räissen, da géifs de do usetzen.

Dee Plan de délestage gétt et, also maacht Iech wierklech keng Suergen, dat hu mer och duerchgespillt mat der Creos. Den Ekonomiesministère weess Bescheed, déi Betriber, d'Fedil weess Bescheed. Mir hunn dat alles en place. Mee nach eng Kéier, ech hoffen net ..., an ech sinn och optimistes, dass et net dozou wäert kommen.

Vläicht nach zu där ... Also Här Clement, natierlech kann een ëmmer engem Politiker ënnerstellen, dass en ëmmer gären eppes nei aweit. Wat ech elo hei géif maachen, ass, dass mer all déi Deputéiert, déi interesséiert sinn, esou schnell wéi méiglech elo eng Kéier op eng Visitt bréngen bei d'Klimaagence, fir dass Der emol eng Kéier gesitt, wat fir eng fantastesch Aarbecht do gemaach gétt. Et gétt keen anert Land an Europa, wou 100 % vun alle Gemengen an engem Klimapakt sinn. Dat gétt et net éierenswou anescht. An ech gesi jo hei eng Rei Buergermeeschteren, ech mengen, den Aly huet d'Gold-Zertifizéierung, an aner, dat heescht, dat ass jo net zum Himmel gefall, dat ass, well do matgeschafft ginn ass an déi Richtung.

Une voix | Très bien!

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie | An duerfir mäin Angebot, op d'mannst un déi vun der Energie- an Ëmweltkommissioun, awer anerer kënne gäre matgoen, dass mer elo eng Kéier zesummen d'Klimaagence besichen, fir dass Der verstitt, wat mer do alles am Detail maachen, och mat Solarkadasteren, mat Appen, déi d'Handwierker elo kréien, fir dass se ... En Handwierker, dee kennt an zwee Méint bei Iech heem, dee weess: „Ech sinn an där doter Gemeng, ech hunn dat doten als nationale Programm vun Hëllef, dat do kommunal als Hëllef.“ An esou wäerte mer och mat den Handwierker a mat der Klimaagence weiderkommen.

Dee leschte Punkt zum Flësseggas: Ech mengen, Dir hutt Recht, an der Taxonomie, an ech weess net, ob dat nach méiglech ass ..., also d'Taxonomie ass Atom a Gas. A wann déi fällt, da falen déi zwee. An dat ass och logesch, dass een dat eigentlech géif mat eranhuelen. An natierlech elo an deser extremer Situatioun, wou vill Länner an Europa ze vill ofhängeg si vu Russland,

brauche mer e bësse Gas vun anere Plazen. Mee duerno muss kloer sinn: Hei geet et net ëm den Ausstieg aus russeschem Gas. Et geet ëm den Ausstieg aus de fossillen Energien, an point c'est tout. An duerfir schaffe mer elo! An duerfir sinn ech och esou frou, dass mer hei esou e breede Konsens hunn, fir elo nach méi schnell och hei zu Lëtzebuerg an déi Richtung ze goen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. An ech géif dann nach d'Fro stellen, ob déi Modifikatioun gewünscht ass.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Ech mengen, hei, well et jo net ëm d'Taxonomie geet, géife mer proposéieren, et elo net mat derbäi ze huelen, well mer hei elo an engem anere Kontext sinn an et ëm déi aktuell Kris geet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Okay. Dat ass Kloertext. Da géife mer elo ofstëmmen. Also et geet ëm déi éischt Motioun. Mam President géif ech Iech soen: Fir ofzestëmmen, musst Der age-loggt sinn. Et sinn der 54 connectéiert, da ginn ech dovun aus, dass der e puer feelen.

Vote sur la motion 1

An ech géif de Vott lancéieren. Dat ass elo geschitt. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An de Vott ass eriwwer.

33-mol Jo, 4-mol Nee an 22 Abstentiounen. Domat ass déi Motioun ugeholl

Résultat définitif après redressement : la motion 1 est adoptée par 33 voix pour, 4 voix contre et 23 abstentions.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloesener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par Mme Diane Adehm), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Motion 2

Elo komme mer un d'Motioun Nummer 2, vun der ADR abruecht. Ech ginn dovun aus, dass se motivéiert ass, duerfir war ech och e bësse méi grousszügeg mat der Riedezäit. Stellungnamen zu där Motioun? Madamm Jessie Thill.

(Interruption)

Jo. Madamm Thill.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Bon, ech wollt fir d'éischt emol e puer Saache soen zu deene Punkten, déi hei opgeléicht sinn. Ech mengen, datt Lëtzebuerg keng beschränkte Pétrolreserven huet. Ech mengen, mir hunn awer eng 90-Deeg-Pétrolreserv als Lëtzebuerg. Ech mengen, mat de Gasreserven huet de Minister grad erkläert, datt mer net d'Geologie derfir hunn, tout simplement, fir esou e Stockage och hei ze hunn.

Dass d'Besoine vun den Energië sollen eropgoen an den nächste Joren, do sinn ech mer net esou sécher, vu datt mer säit 2005 eng Baisse hei zu Lëtzebuerg hunn, virun allem beim Pétrol, Gas a Kuel.

Dass alternativ Energië méi volatil sinn, domadder sinn ech och net d'accord. Et ass eebe grad esou: Duerch erneierbar Energien hu mer méi e stabilen Energiesystem, dee méi resilient ass, doduerch datt eebe och d'Produktioun an d'Consumatioun dezentral sinn.

An zu de „fuertert d'Regierung op“, ech mengen, do ass net vill ze soen, well mir hunn e Klima- an Energieplang, hannert deem mir stinn. An dofir kënne mir dës Motioun net matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Dann den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also mir wäerte se natierlech net matstëmmen, well mer jo eng fundamental ganz aner Meenung hu wéi déi e bësse réckwäerts gewannten ADR an dësem Theema, déi nach op iergendepes vun den Dinosaurier setze mat hirem Pétrol. Wann ech schonn eleng hei liesen: „méi Reserven u fossill Energien“, ech weess elo net, wou d'ADR hierkënnt, mee ech hoffen, ech weess, wou se higeet. Also fir eis ass déi Motioun Blödsinn. Deementspreechend stëmme mer déi net mat.

M. Sven Clement (Piraten) | Très bien!

(Interruption)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Weider Wuertmeldungen? Dat schéngt mer net de Fall ze sinn. Da géife mer d'Motioun zur Ofstëmmung bréngen.

Vote sur la motion 2

An d'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

5-mol Jo, 34-mol Nee, 21 Abstentiounen.

M. Gilles Baum (DP) | Ech war mat de Gedanken net derbäi, Här President.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, Här Baum, normalerweis sidd Dir eng Bank fir mech. Mee wann déi souguer wackelt ...

(Exclamations)

Jo, mee dat gétt selbsterständlech direkt korrigeiert. Merci.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 4 voix pour, 35 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Diane Adehm), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Max Hengel), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Paul Galles), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Gilles Roth).

Motion 3

Da géife mer eriwweergoen zu där drëtter Motioun. Ech mengen, déi wär och motivéiert. Wann d'Auteurs herno nach wëllen op eppes reagéieren, kréie se selbstverständlech d'Wuert. Wie freet sech d'Wuert dozou? Ech ginn dovun aus, dass et d'Jessie Thill ass.

Mme Jessie Thill (déi gréng) | Merci, Här President. Ech mengen, heizou ass ze soen, dass mer e Klimaan Energieplang hunn, dee virgesäit, dass op all den effentleche Gebaier Fotovoltaikanlage komme bis 2025, an och des Verwaltung eng Renovationsstrategie huet. An dofir brauche mer des Motioun am Fong net. Merci.

Une voix | Den Term ass „superfetatoire“.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Här Clement, ech waarde vläicht nach of, bis dass déi aner Stellung bezunn hunn, da kritt Der selbstverständlech d'Wuert. Den Här Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Merci, Här President. Ech fülle mech och ëmmer géiert, wann d'Piraten eis „Dinosaurier“ nennen. Ech mengen, d'Dinosaurier hunn Honnerte Milliounen vu Jore gelieft an iwwerlieft.

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | A sinn duerno zu Pëtrol ginn.

M. Fred Keup (ADR) | Kucke mer mol, ob d'Piraten dat fäerdegbréngen.

(Interruptions)

Une voix | Déi hunn d'Klima net verdroen.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Zu deser Motioun sief awer gesot ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Loosst Iech ...

(Brouhaha)

M. Fred Keup (ADR) | Mir komme gär heem. Also am Prinzip ass et natierlech ganz gutt, wa mer iwwerall, wou et méiglech ass, an do kommen ech op den Term „wou et méiglech ass“, Solaranlagen himaachen, ok. Mee dat ass eeben hei e bëssen de Problem. Et ass eeben net formuléiert, wéi een et sech am Fong géif wënschen, dat heescht, clair et net, wou et méiglech ass. Wat heescht dat? Heescht dat do, wou et ubruecht ass? Heescht dat do, wou et Sënn ergëtt? Oder heescht dat och zum Beispill, dass et am Respekt

ass vum Denkmalschutz? An dat si Saachen, déi net ganz gekläert sinn. Mee prinzipiell si mer natierlech domadder averstanen, dass op effentleche Gebaier Solarenergie benotzt gëtt.

Mir wäerten eis awer elo hei enthalen, well et net konkret genuch ass. Merci.

Une voix | Wou méi Schied ass.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci och. Vun deene Kolleegen, déi net Auteur sinn ...? A, d'Madamm Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Also, eis ass déi Motioun do ganz sympathesch. Mir stëmme se mat, och wann dat an iergendengem Plang scho steet. Dat deet jo kengem wéi, wann een dat hei da matstëmmt. Dann ass et: Doppelt genäht hält besser.

Une voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Ben, dat ass eng nei Argumentatioun. Mee bon, et gëtt Schlämmes.

(Hilarité)

Den Här Clement huet d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Ech si frou, datt ech emol eng Kéier net vun där doter Bänk dat Wuert „superfetatoire“ héieren hunn.

(Hilarité)

Mee ech fäerte ganz, datt dat iergendwann eng Kéier och vun der Madamm Thill wäert kommen.

De Paul Galles huet virdrun ..., a mir hu jo och an der Motioun op seng Question parlementaire 5500 Bezuch geholl vun dësem Joer. Wat e vergiess huet ze soen, ass, datt déi Question parlementaire u sech op d'Question parlementaire 1383 vum Oktober 2019 vu mir selwer opgebaut huet, wou ech déi nämmlecht Froe schonn eng Kéier gestallt hat. An do gesäit een dann, datt et an deene leschten dräi Joer oder an deene leschten zwee Joer mat der Entwécklung awer e bësse schleppend gaangen ass, wann een dat emol esou soen däerf.

(Interruption)

Mir si mat 12 solarthermeschen Anlagen 2019 gestart. Mir sinn an der Question parlementaire 5500 bei 19 gelant. Dat sinn der plus 7, prozentual e stattleche Plus, mee plus 7. Ok.

Da bei de PV-Anlagen, do sinn ech dann awer ganz enttäuscht, och wann d'Kilowattstonne vläicht an de Plus ginn, si mer dann awer 2019 bei 28 PV-Anlage gestart, mat anscheinend deemools 38 PV-Anlagen an der Planung. A mir komme bei der Fro vum Paul Galles dann op e Plus vun 12 neien Anlagen. Dat heescht, datt vun deenen 38 Anlagen, déi virun zwee Joer geplangt waren, nach net emol d'Hallschent realiséiert konnt ginn an där Zäit. Dat soen ech elo, sachant datt d'Madamm Thill mer elo grad gesot huet, datt de PNEC jo virgesäit, datt dat alles géif geschéien.

Mir krute virun zwee Joer gesot, datt der 38 géife gebaut ginn. Et sinn der elo 12 gebaut. Bref, et kéint een also e bësse méi Damp op dee Kessel ginn, an dee muss net onbedéngt mat Gas gefiddert ginn, dee kann och gare mat Solarthermie oder mat Solarstrom gefiddert ginn. Deementspriedend sinn ech der Meinung, datt et net superfetatoire ass, datt et net duergeet, et just an de PNEC ze schreiwen, an datt een hei definitiv en Zeechen als Chamber sollt setzen, datt mer dat heite fuerderen.

An zur Fro, wou et da méiglech ass oder net, do verweisen ech dann op d'Äntworte vun de Question-parlementairen 1383 a 5500, wou de Minister eis ganz ganz kloer exposéiert huet, wat d'Contrainté sinn, wou

et méiglech ass a wou net. An ech mengen, domadder ass alles gesot. Mir wäerten dat heiten natierlech matstëmmen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Also ech kann nëmme mat Iech d'accord sinn: Et ass alles gesot. An da géife mer zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 3

D'Ofstëmme fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwweergoen.

25-mol Jo, 31-mol Nee, 4 Abstentiuonen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par Mme Diane Adehm), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par Mme Josée Lorsché), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Domat hätte mer dese Punkt ofgeschloss.

11. Résolution de M. Gilles Roth relative à l'instauration d'une commission spéciale destinée à suivre tous les aspects relatifs à la flambée des prix énergétiques, ainsi que son impact économique et social

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 28 de ce compte rendu)

Elo si mer nach saiséiert mat enger Resolutioun. Ech hu gesot kritt, dass mer déi nach sollen haut evakuéieren. Dat schéngt mer jo de Wëlle vun der Chamber ze sinn. Eng Resolutioun, déi abruecht ginn ass an och motivéiert ginn ass vum Här Roth. An ech géif duerfir bieden em Wuertmeldungen. Den Här Baum.

Discussion générale

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President, dass ech kann eppes soen zu deser Resolutioun. Et ass sech de Mëtten heibannen e bëssen echaufféiert ginn iwwert d'Proposen, déi um 100,7 gelaf sinn, vun der Finanzministesch. Ech muss Iech soen, ech entschëllege mech, ech hunn dat net héieren. Ech weess also och net de geneeë Wuertlaut. Et ass mer awer gesot ginn, dass an deem Interview weeder eng Partei spezifesch genannt gi wär nach eng aner Partei vun deenen, déi heibanne sëtzen. Elo gëtt gesot,

dat wär eng Ënnerstellung. Ech kann dat net esou bewäerten.

Ech ginn op deen Debat zrëck, dee mer haten d'lescht Woch, wou den Här Roth a senger Manéier fir ze schwätzen, déi mer ëmmer ganz gutt gefällt, well en e ganz gudden Orateur ass, ugefaangen huet, dass d'Lëtzebuurger hei am Land géife „kal sätzen“. An ech ka mech erënneren, dass do awer op verschiddene Bänke reagéiert ginn ass. An den Här Minister huet jo awer de Mëtteg nach eng Kéier erklärt, dass dat effektiv einfach emol plakativ esou dohinnergeluecht ginn ass, well mer awer eng Energieversuergung hunn, déi klappt.

D'CSV muss natierlech déi Politik maachen, och no bausse verkafen, wéi si et fir richtig hält. Ech hunn e Samschden d'„Lëtzebuurger Wort“ gelies. Do hunn ech op enger ganzer Säit déi Annonce gesinn. Erlaabt mer, et ze soen, ech hunn awer misse schmunzelen, wéi ech se gesinn hunn, well Dir hutt nämlech reagéiert op déi ferm Hausse vun den 38 Cent an do hutt Der dat doten online ginn, wat jo richtig war, mee Dir konnt awer net méi reagéieren op d'Baisse vun 42 Cent. Dat heescht, dee Moment, wou dat do e Samschdeg erauskomm ass, war de Präis méi déif, wéi e virdu war.

Also, Dir hutt Iech ugesprach gefillt iwwer Propose vun der Madamm Finanzministesch. Ech kann dat elo net aschätzen. Ech ka just soen, dass keng Partei hei ernimmt ginn ass.

Mir wëssen, dass d'Situatioun um Marché extreem, extreem volatil ass. Mir gesinn nämlech de Brent, vun 130 Dollar ass de Präis erofgaangen op 109 an en ass haut – ech mengen, deen een oder aneren huet et suivéiert – op 98 erof. Wéi gesot, dat ass ganz volatil. Dat ass näischt, wou mer eis elo kënnen drop verloossen, dass dat och muer, d'nächst Woch, an engem Mount de Fall ass.

An duerfir hu mer jo schon e Pak ficeléiert, den Här Minister huet et gesot, vu 75 Millioune fir d'Stéit. En huet och an Aussicht gestallt, dass d'Regierung natierlech wäert eppes fir d'Betribler maachen. Duerfir gëtt jo d'Tripartite, wat d'Kriseninstrument par excellence ass, zesummegeruff. Do kënt d'Patronat un den Dësch, do kommen d'Gewerkschaften un den Dësch. An ech mengen, mir Lëtzebuurger hunn et jo awer ëmmer fäerdegruecht, och a Krisenzäiten e Konsens ze fannen, fir aus deene Krisensituatiounen erauszekommen.

Ech mengen, dass d'Regierung bereet ass, zu all Moment an déi verschidde Kommissiounen ze kommen, sief dat an d'Ekonomie, sief dat an d'Mobilitéit, sief dat an d'Finanzkommissioun, wann dat sollt erwënscht sinn.

Ech erënneren drun, dass mer an enger ganz, ganz traureger Situatioun sinn, dass mer Krich hunn an Europa. Amir wëssen haut net, wat muer ass. A mir wëssen net, wat iwwermuer ass. Den Här Turmes huet virdrun erklärt, dass de Präis erofgaangen ass, well a China effektiv eppes ass, wou elo manner Demande ass. Wéi gesot, mir hunn hei eng extreem Volatilitéit op deem Dossier hei. Duerfir, aus der Héft schéissen, esou wéi d'CSV et gemaach huet mat enger Annonce, dat steet hinnen natierlech zu, dat ass super, géif ech och elo net kritiséieren. Mee ech mengen, dass een hei effektiv muss méi op d'laang Vue kucken. An duerfir sollte mer dem Kriseninstrument Tripartite déi Chance ginn, déi et verdéngt. An duerfir proposéieren ech, déi Resolutioun hei net ze stëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci, Här Baum. Dann den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, Här President, villmools merci. An ech wëll och der CSV Merci soe fir deen Text, dee se eis hei presentéiert. Ech ginn och vläicht ganz kuerz op deen Interview um 100,7 an.

Ech gesinn doranner schon eng Symptomatik. Mir hunn no néng Joer bei de Gambia-Parteien, bei de Koalitionsparteien awer de Reflex, de Staat an d'Regierung mateneen ze verwiesselen, de Reflex: „L'État, c'est moi!“ Wie Gambia kritiséiert, kritiséiert schon net méi d'Regierung, kritiséiert direkt de Lëtzebuurger Staat.

An ech mengen, et ass scho wichteg ze ënnersträichen: De Lëtzebuurger Staat, dat si mir alleguer, an dozou gehéiert eeben och e Parlament, wat fonctionéiert.

Wat elo de Fong ugeet vun der Saach, do ass jo och d'Madamm Lenert d'lescht Woch heihinnerkomm a si huet gesot: „Jo, mir maachen d'Tripartite.“ Bon, do muss een awer och e puer Saachen derzou soen.

Éischtens ass d'Tripartite net fir alles kompetent, wat an dëser Situatioun muss belicht ginn. D'Tripartite ass e wichtegt Instrument vum Sozialdialog, mee esou Saachen, déi sech awer parallel ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Wat sot Der, Här Baum? Entschëllegt, ech hunn Iech net héieren.

M. Gilles Baum (DP) | Et ass keen Arbeitskreis, wéi den Här Keup et gesot huet a senger Interventioun d'lescht Woch. Et ass en extreem wichtegt an en extreem nützlecht Instrument, et ass keen Arbeitskreis.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Éischtens huet den Här Keup dat an deem Sënn gemengt, dat en eeben, genau wéi ech elo, dat Gefill huet, dat Der einfach d'Verantwortung wëllt op en anere Gremium ofleeden, an d'Tripartite, ...

(Brouhaha)

... d'Tripartite ass e wichtegt Instrument vum Sozialdialog. Mee esou Begleiterscheinungen, déi an dëser Diskussioun onbedéngt mussen diskutéiert ginn, wéi zum Beispill déi international Situatioun, wéi d'Zusammenaarbecht mat anere Staaten, wéi d'national Reserve bei fossille Brennstoffen an aner Saache gehéieren net direkt zum Kompetenzberäich vun der Tripartite. An dofir ass et absolutt gerechtfertegt, dat d'Parlament sech mat dëser Saache befaasst. Dat ass richtig.

Déi zwee Exercicer si complémentaire, mee mir als Parlament hunn net de Reflex, op jidde Fall d'CSV net an d'ADR ganz sécher net, mir hunn net de Reflex, eis aus der Verantwortung wëllen erauszehuelen.

Dat anert, wat ee muss soen, dat ass, datt ech och net richtig de Rasonement vun der Regierung ka gleewen. Wat gesi mer hei? Mir gesinn, datt den Här Minister kënt a seet: „Mir hu ganz vill Moosname geholl!“, an esou weider, déi awer och nëmmen zum Deel gräifen. An da seet en: „Ech si frou“, dat ass ganz interessant gewiescht, „datt mer gesinn, datt d'Präisser falen, well mer elo eng Situatioun a China hunn – leider Gottes fir d'Chinesen –, datt mer elo do méi Covid hunn“, an dofir ass e frou, datt eeben elo den Differentiel bei den Tankstellen erëm zugonschte vu Lëtzebuerg ass.

Dat ass dee selwechte Minister, déi selwecht Partei, déi selwecht Regierung, déi eis priedegen, datt mer den Differentiel op den Tankstelle mussen ofschafen, datt mer mussé géint den Tanktourismus goen, an déi sech jo freeën – den Här Keup hat dat och d'lescht Woch rappeléiert –, wann d'Bensinnspräisser elo esou schéin akzeptabel si fir déi gréng Ministeren, well se esou deier sinn! Dat ass alles déi selwecht Regierung. Deen Discours ass net kredibel!

Wat hätt Der dann elo gär? Datt den Differentiel zugonschte vu Lëtzebuerg ass op den Tankstellen? Oder wëllt Der wierklech géint den Tanktourismus virgoen? Mee da gleewen ech Iech dat net, wat Der gesot hutt!

Mir als ADR, mir soen éischtens, datt mir eis als Parlament dëser Verantwortung net entzéien kënnen an datt mer net solle probéieren, alles op d'Tripartite ze leeën, wéi d'Regierung et hei probéiert, well se nämlech, mengen ech, sech ënnerteneen och net eens ginn. Ech ka mer virstellen, datt hei wéinstens eng vun deenen dräi Regierungsparteie wëllt um Index fréckele goen an eng aner vläicht net. A well Der Iech net eens gitt, dofir wëllt Der net an d'Parlament kommen, mee dofir wëllt Der d'Verantwortung op d'Sozialpartner ofleeën!

An dat Zweet ass: Ech gleewen Iech, Här Minister, an Ärem gréngen Discours dat net, wat Der virdrun hei gesot hutt, datt Der Iech freeet, datt den Differentiel elo zugonschte vu Lëtzebuerg ass, well Dir an Är Partei sidd jo déi, déi géint den Tanktourismus wëlle virgoen. Iech kann de Bensinn an den Diesel guer net deier genuch sinn, fir datt Der mat Ärer Ideologie do Progrès macht!

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci. Ier ech der Madamm Lorsché d'Wuert ginn, wollt ech awer soen, dass déi Chamber hei sécher wäert hir Responsabilitéit an deem doten Dossier iwwerhuelen, wéi se se a sämtlechen aneren Dossieren iwwerhëlt. Dat hu mer elo während zwee Joer bewisen an där leschter Kris a mir wäerten dat och an dëser Kris weisen!

Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ma merci, Här President faisant fonction. Dir hutt elo just dat gesot, wat ech wollt soen, nämlech, datt déi Chamber hei nach ëmmer hir Verantwortung iwwerholl huet, dass et och net esou ass, wéi wann d'Ministeren net an d'Chamber kéimen. Si koumen och d'lescht Woch op Demande heihin.

Mir hunn eng Debatt gefouert mat der Regierung. Ech wëll betounen, dass mer véier Kommissiounen hunn, déi hei betraff sinn: Finanzen, Famill, Energie an Ekonomie, an och nach d'Aussepolitik, firwat net. Déi véier, fënnf Kommissiounen hu kompetent Presidenten, déi sätzen och hei, déi iwwerhuelen ëmmer hir Verantwortung a si bereet, Jointen ze maachen, wann d'Demande virläit. A vun dohier kann ech all déi Ënnerstellungen, an dat war eng Ribabelle vun Ënnerstellungen, datt d'Chamber hir Verantwortung net géif iwwerhuelen, déi de Kartheiser ... – Fernand – hei inzenéiert huet, ...

(Hilarité)

...a mir wäerten ...

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat war en Dérapage contrôlé.

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché (déi gréng) | Ech hu léiwer de Familjennumm virgeholl, well deen da méi wichteg ass a gewësse Situatiounen. Op alle Fall sti mir dozou, als Gréng, mat eisem President vun enger Kommissioun vun deene véier, fënnf, dass d'Verantwortung wäert weiderhin iwwerholl ginn an dass och déi ganz Theemen do wäerten hei beschwat ginn.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci der Madamm Lorsché. Weider Wuertmeldungen? Den Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. D'Madamm Lorsché huet mer quasi mäin Text geklaut,

well ech wollt genau dat selwecht soen. Ech mengen, mir hätte genuch Plazen an der Chamber hei, fir doriwuer ze diskutéieren. Mee d'CSV huet Recht, dass mer eis als Parlament müssen an déi Diskussioun do amëschen an dass mer müssen op deene verschiedene Plazen, sief dat an der Kommissioun oder och hei am Plenum, doriwuer schwätzen.

Firwat ech awer nach elo nach d'Wuert ergraff hunn, dat ass, fir dem Här Kartheiser äntweren, dee jo gemengt huet, hie géif hei e grouse Sträit fannen téschent den dräi Koalitionsparteien, wat den Index ueget. Ben, ech ka mech drun erënneren, dass mer viru véier Wochen hei eng Motioun gestëmmt hu mat 31 Stëmme vun der Majoritéit. All Deputéierte vun der Majoritéit huet derfir gestëmmt, dass mer um Indexsystem, esou wéi en am Moment fonctionéiert, géife festhalen. An ech hunn nach eng Kéier nogekuckt: Mir ass opgefalle, dass d'ADR déi Motioun net matgedroen huet.

Plusieurs voix | A!

Une voix | Dat kann dach net sinn!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Merci dem Här Cruchten. Den Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, jo, wann d'Präisser och elo erfoginn oder virdrun an d'Luucht – ech hunn elo nach eng Kéier nogekuckt, haut si mer op 8 % minus duerch geopolitesch Aspekter –, muss een awer elo soen, dass an Zwëschenzäit da quasi all Bierger onfräiwëlleg op der Bourse handelt. Dat heescht, et muss een awer elo iergendeng Kéier konkret ginn. Ech verstinn, dass der elo 31 Nee wäerte soen, mee ech appelléieren awer op d'mannst, dass mer iergendeng Kéier zesummekomme mat enger Finanzkommissioun a mat enger Energiekommissioun, fir ze kucken, dass de Bierger net muss e bässe spekulativ soen: „Ginn ech haut tanken, ginn ech muer tanken?“, dass mer dat awer iergendwéi stabiliséiert kréien.

Et kann net sinn, dass et op eemol 38 Cent eropgeet, deen aneren Dag 40 Cent erof. Mir loossen eis Bierger quasi onfräiwëlleg op enger Bourse matspekuléieren doduerjer, dass mer net iergendee System kënne fannen, fir awer op d'mannst déi héich Ënnerscheeder iergendwéi hinze kréien. An do appelléieren ech – ech mierke jo, datt dat hei ofgeleent gétt –, dass mer iergendeng Kommissioun wäerte maachen, fir de Bierger awer do ze schützen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Mir hunn et verstan. Wann d'Präisser an d'Luucht ginn, ass et der Regierung hir Schuld, a wa se erfoginn, dann ass et wéinst geopolitesche Spekulationsen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat hunn ech dach elo guer net gesot. Hutt Der meng Ried d'lescht Kéier gelauschtert, Här Kersch?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, ...

M. Sven Clement (Piraten) | Dir sidd einfach ëmmer Schuld, da sidd Der zefridden!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... Kolleege, Kolleege, à moins dass d'Auteurs nach eppes dozou wollte soen? Den Här Roth.

M. Gilles Roth (CSV), auteur | Merci, Här President. Ech soen deene Fraktioun Merci, déi des Resolutioun wëlle matstëmmen. Den Här Spautz huet mer als Vizepräsident vun dëser Instruktioun e Fascicule eriwerginn iwwert d'Constitutioon. Dat ass, souwäit ech mech kann erënneren, un all Haushalt gaangen. An do huet e mat Recht drop higewisen, datt op der Säit 8 steet: „D'Regierung an hir Membere mussen sech géintwärtig der Chamber veräntweren.“ Bon.

Wat mir wëllen, dat ass, dass dat Veräntwerte vun der Regierung geschitt an enger koordinierter Phas, an enger koordinierter Form. An duerfir hu mer dat selwecht proposéiert wéi 2008 bei der Finanz- a Bankekris. Do hätt ee jo och kënne soen deemools: „Majo, da gitt an all Ausschuss, gitt an d'Finanzkommissioun, gitt an d'Ökonomiekommissioun, gitt an d'Arbeitskommissioun a gitt an d'Umweltkommissioun“, an ech weess net Gott wat.

Ech ka mech just erënneren, well ech deemools e Joer an der Chamber war, dass den Här Juncker opgestanen ass op där doter Plaz, wou den Här Turmes sëtzt, an en huet net déi Resolutioun vun Här Goerens ofgewimmelt, mee en huet gesot: „Et ass e richteg déiwe Problem fir eist Land!“ A sënngemeis huet e gesot: „Ech hunn zwar näischt ze soen als Member vun der Regierung géintwärtig vun enger Resolutioun, wou d'Chamber driwwer ze befannen huet, mee wann ech Deputéierte vun dëser Chamber wier, da géif ech menger Fraktioun an deenen anere recommandéieren, des Resolutioun unzehuelen. Mir stelle fest, dass dat net de Fall ass.“

Den Här Goergen, deen elo hei ofgewimmelt ginn ass, deen huet jo op ee Punkt higewisen. Et ass jo net esou, dass virun enger Woch, méttwochs owes, d'Präisser fir d'Éischt an d'Luucht gaange wieren an da wiere se freides owes erm erfogaangen. Vergläicht emol eng Kéier déi Präisser, wéi se ware virun leschte Méttwoch, oder vergläicht och d'Präisser, wéi se elo sinn, mat deene vum 1. Januar a vu virdrun. An deen Debat hu mir jo net ugefaangen, wéi den Ukrain-Krich ausgebrach ass. Nee, mir hunn den Debat, wann ech mech gutt kann erënneren, um Enn vum leschte Joer lancéiert. Mir hunn och nach eng Kéier véier konkret Propositionen vun eiser Säit gemaach. Soss sot Der ëmmer: „Wat sinn dann Är Propositionen?“ Ma mir hu véier konkret Propositionen.

A wann ech kucken, wat am Ausland ass, sief dat a Frankräich, sief dat an Däitschland, sief dat an der Belsch, déi Debaten, déi do sinn, déi pendele sech sensiblement op déi véier selwecht Punkten an. An duerfir mengen ech, dass dat net nëmmen e Recht, mee eng Flicht vun eiser Fraktioun ass, fir dat ze maachen. Mir gesinn, dass et net de Wëllen ass, fir dat majoritär ze approvieren. Bon, dann huele mer déi Méttelen, déi eis zur Verfügung stinn, a mir wäerten dann déi eenzel Ministeren an d'Fachkommissiounen zitieren a mir kucken dann, ob se dann och deementsprechend direkt kommen.

Ech kann Iech elo schonns ukënnegen, dass muer eng Demande de convocation urgente erausgeet un d'Madamm Backes, fir dass se dann och emol eng Kéier de Wee hei bei eis fënnt, ier se op den 100,7 geet. A mir wäerte se da questionéieren, zesumme mat de Vertrieder vun den eenzelne Verwaltungen, ech denken hei besonnesch un den Direkter vum Enregistrement, fir dass se eis seet, wat d'Méiglechkeete sinn, fir op der TVA erfogegen. Mir wäerte se convoquéieren mat dem Här Bellot, dem Direkter vun der Douanesadministration, fir dass se eis seet, wat op den Accisë méiglech ass, wéi dat iwwregens an der Spezialkommissioun 2008 de Fall war, wou niewent de Verwaltungen, wou niewent de Fachverbänn, wou niewent de Gewerkschaften, wou niewent de Patronatsorganisatiounen d'Leit de Wee an d'Chamber fonnt hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, hei spillt sech d'Demokratie of an dat Recht loosse mir eis als gewielte Vollektivvertrieder, déi op dëser Säit setzen, net ofschwätzen.

M. Dan Kersch (LSAP) | Do huet jo keen e Problem domat. Macht Är Aarbecht! Macht Är Aarbecht, kee Problem!

(Interruptions et brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Wat gelift?

M. Marc Goergen (Piraten) | Fait personnel, well den Här Roth huet mäin Numm genannt.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Fait personnel?

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, den Här Roth hat mäin Numm gesot.

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Nee, dat ass ..., also, et deet mer leed ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Mee ech wollt just eppes kloerstellen, wat den Här Roth mer gesot huet.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Et deet mer just leed, wann een engem säin Numm nennt, ass dat kee Fait personnel.

M. Marc Goergen (Piraten) | Nee, Här President, ech wollt just eppes kloerstellen.

Plusieurs voix | Ou!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Dat Eenzegt, wat richtig ass, dat ass, ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Elo wäere mer scho fäerdeg, ech wollt just eppes soen.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | ... dass ee sech soll un d'Chamber adresséieren an net un den eenzelnen Deputéierten. Mä sot.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo, Här Roth, ech wollt Iech ...

M. Dan Kersch (LSAP) | Den Här Roth huet den Här Goergen gelueft an duerfir ass et Fait personnel. Dat ass awer logesch.

(Hilarité)

M. Marc Goergen (Piraten) | Gesitt Der. Ech si frou, emol eng Kéier gelueft ze ginn.

M. Dan Kersch (LSAP) | Hie kann dat net verdroen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech wär och scho laang fäerdeg. Ech wollt just soen, Här Roth ...

M. Sven Clement (Piraten) | Här President, Dir kënnt hien och ënnerbriechen!

M. Marc Goergen (Piraten) | Här Roth, ech si vollkommen mat Iech averstanen, wat Der gesot hutt. Just, mir Piraten hunn d'lescht Woch esou eng Demande gemaach, fir d'Finanzministesch an eng Kommissioun ze kréien. Mir krute gesot, si wëilt net kommen.

(Brouhaha)

M. Gilles Baum (DP) | Wien huet dat gesot, wann ech gelift? Ganz kloer eng Äntwert: wien huet gesot, d'Finanzministesch wëilt net kommen? Wien huet dat gesot?

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir kënnt Äre President vun der Finanzkommissioun froen, deen nëmmen de Botschafter war vun deem, wat de Finanzministère géantwert huet.

Une voix | Fait personnel.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Elo jo.

(Hilarité)

M. André Bauler (DP) | Jo, Här Roth, Här Goergen, ech wollt Iech just soen, datt déi Froen, déi Der gestallt hutt, Objete wäerte sinn an der Tripartite. An dat war eng Äntwert, déi ech Iech elo mol ginn hunn. Mee rien n'empêche, dass d'Madamm Ministesch kënnt. Et geet

jo eng Demande eraus, da wäert se och an d'Finanzkommissioun kommen. Si kënt schonn den nächste Méinden an eng Kommissioun mam Logement zesummen. Si ass dann am Fong geholl déi nächst Zäit dacks do.

Une voix | A wéini ass d'Tripartite? Dat géif eis och nach interesséieren.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Also, Kollegeinnen, Kollegeen, ech wollt just zu der Interventioun, dass d'Regierung zu jiddwer Zäit der Chamber Ried an Äntwert ze stoen huet, Follgendes soen: dass dat effektiv richteg ass, mee dass et der Chamber hiert Recht ass, fir ze definéieren, a wat fir enger Form dass dat geschitt. Bon, an där Situatioun si mer elo an da stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of.

Vote sur la résolution

De Vott ass lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

29-mol Jo, 31-mol Nee.

Une voix | Wien hätt dat geduecht?

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance | Domat ass d'Resolutioun de justesse ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Diane Adehm), Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Marc Spautz), M. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Paul Galles) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi,

Fernand Etgen (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Cécile Hemmen), Francine Closener (par Mme Simone Asselborn-Bintz), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard (par M. François Benoy), Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

Kollegeinnen a Kollegeen, ech soen Iech Merci fir déi Aktualitéitsstonn, wat en fait zwou Aktualitéitsstonne waren. Mee „le sujet mérite discussion“ an duerfir war et gutt, dass een näscht ofgebloekt huet.

An ech géif domat eis Sëtzung zu engem gudden Enn bréngen. Kommt gutt heem an da bis muer de Mëtteg um 14.00 Auer.

(La séance publique est levée à 18.18 heures.)

43^e séance

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 42
M. Fernand Etgen, Président
- 2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des capacités de production alimentaire européennes ainsi que les questions en matière d'approvisionnement à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie** p. 42
Exposé : Mme Martine Hansen
Débat : M. Gusty Graas | Mme Tess Burton | Mme Chantal Gary | M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (intervention de M. Sven Clement) | Mme Martine Hansen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Haagen | Mme Martine Hansen (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Haagen
Motion 1 : Mme Tess Burton | Mme Martine Hansen | Mme Myriam Cecchetti | M. Marc Goergen | M. Jeff Engelen | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
Vote sur la motion 1 (rejetée)
- 3. Ordre du jour** p. 50
M. Fernand Etgen, Président
- 4. Dépôt d'une motion par M. Fred Keup** p. 50
Exposé : M. Fred Keup
- 5. 7862 – Projet de loi portant modification des articles L. 414-3 et L. 414-9 du Code du travail** p. 50

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | M. Charles Margue | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6. 7931 – Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 523-1 du Code du travail** p. 52
Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale : M. Dan Kersch
Discussion générale : M. Marc Spautz | Mme Carole Hartmann | Mme Djuna Bernard | M. Jeff Engelen | Mme Myriam Cecchetti | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 7. Motion de M. Fred Keup concernant le retrait de la présence militaire luxembourgeoise de la région du Sahel** p. 53
Discussion générale : Mme Stéphanie Empain | M. Marc Goergen | M. Claude Wiseler | Mme Nathalie Oberweis | M. Fernand Kartheiser | M. Yves Cruchten
Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Claude Haagen et M. Georges Engel, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.02 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Nee, Här President, dat ass net de Fall.

2. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet des capacités de production alimentaire européennes ainsi que les questions en matière d'approvisionnement à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie

M. Fernand Etgen, Président | Ech géif d'Wuert ginn un déi honorabel Madamm Martine Hansen, fir de

Sujet vun der Aktualitéitsstonn virzestellen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

Mme Martine Hansen (CSV) | Villmools merci, Här President. An Europa ass Krich, Europa ass an enger Energiekris, an all dëst riskéiert, dramatesch Konsequenzen op déi weltwäit Ernährungssécherheet ze hunn.

D'Ukrain a Russland sinn d'Kärekkummere vun der Welt. An déi riskéiere leider auszufalen. Russland an d'Ukrain, déi decken een Drëttel vum Weessbedarf

Agrarpolitik ginn. An duerfir eng Upassung vun der Farm-to-Fork-Strategie. Eng verpflichtend Flächestilleung kënn net a Fro.

Zweetens: D'Betriber mussen onkompliziert gehollef kréien. Si sinn den A an den O vun der Liewensmittelproduktioun.

An drëtten: D'Liewensmittel mussen fir jiddweree bezuelbar sinn a bleiwen. An et mussen elo scho Bäihelfe geplangt ginn, fir datt déi séier kënnen ausbezuelt ginn, wann et noutwendeg ass.

Här President, ech hunn haut drop verzicht, Motiounen ze maachen, well ech hat gëschter e bëssen d'Fleisch no deem 29/31-Theater.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Hansen.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas agedroen. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Zënter dräi Wochen ass Krich an der Ukrain. Zënter dräi Wochen ass groust Leed an deem Land. Et ass eng extreem humanitär Katastroph, a leider ass nach keen Enn do ofzugesinn.

Dee Krich huet natierlech awer och enorm Konsequenze fir d'Ekonomie, net nëmme fir déi national Ekonomie an deem Land, mee virun allem och fir déi europäesch an och fir déi international. An och mir hei zu Lëtzebuerg spieren natierlech awer d'Konsequenze vun deenen Entwécklungen do.

Et ass gewosst, datt d'Ukrain virun allem awer e Land ass, wat extreem vill Käer produzéiert. Et ass ee vun deene gréisste Käreproduzenten hei op der Welt, an zwar deen aachtgréissten. 12 % vum Weess, deen hiergestallt gëtt, kënn aus der Ukrain, 16 % vum Mais, 18 % vun der Geesch, 19 % vum Raps. An iwwert d'Hallschecht vum Sonneblummeneleg gëtt an der Ukrain hiergestallt.

Da muss een och wëssen, datt de Moment eng ronn sechs Tonne Weess, sechs Milliounen Tonne Weess, pardon, blockéiert sinn an den Häfen vun der Ukrain, déi also net kënnen exportéiert ginn, wuel wëssend, datt dat natierlech enorm Problemer mat sech bréngt.

Jiddefalls, de Moment kënn mir als Lëtzebuerg nach soen, datt mer op eng Manéier dovun verschount sinn, well dat keen direkten Impakt huet op eis Weessproduktioun. Mee dat ass nach, wéi gesot, eng aktuell Situatioun.

D'Präisser explodéieren – dat hu mer an deene leschten Deeg hei oft genuch diskutéiert – um Niveau vun der Energie, um Niveau vun Düngemittelen, mee natierlech och um Niveau vun de Kären.

De Boursepräis vun enger Tonn Weess louch zum Beispill elo d'lescht Woch bei 403,75 Euro. Zum Verglach: Den 9. Juli 2021, dat heescht also virun aacht Méint, do waren dat just 197,25 Euro.

Dann de Produktionsmittelindex, deen ass d'lescht Joer ëm 12,5 % an d'Luucht gaangen. Dat war also nach virum Krich. Et kann ee sech also lüch virstellen, wat dat elo de Moment bedeit.

Mir müssen eis bewosst sinn, datt virun allem eis Produzenten, déi op Niveau vu Kären hiergestallt ginn, och an deenen nächste Wochen a Méint wäerte méi deier ginn. An dat selwecht gëllt fir d'Déierefudder. An och eng Rei vu Produkter wéi Eeër, wéi Mëlchprodukter respektiv Fleisch wäerten an nächster Zäit am Präis klammen.

Hei zu Lëtzebuerg gi jo plus ou moins eng 150.000 Tonne Käer produzéiert. Mee dese Krich beweist op alle Fall eppes ganz kloer: Datt mer eng global Ekonomie hunn an datt déi global Ekonomie natierlech och hir Nodeeler ka mat sech bréngen, wa Krisen sech astellen. Mir liewen elo an där zweeter Krisenonen. Déi éischt ass nach net eriwwer, d'Covidkris. Elo si mer an där zweeter. An do gesäit een awer déi Vernetzung vun der Ekonomie weltwäit, datt dat awer ganz séier och kann immens Repercussioune quesch iwwert de ganze Planéit hunn.

Duerfir ass déi Debatt vun haut och ganz wichteg. Ech soen och der Madamm Hansen duerfir Merci, datt se déi hei ugefrot huet.

Eppes ass ganz kloer: Als Europa mussen mer enorm Efforte maachen, fir esou vill wéi méiglech onofhängeg ze gi vun Importer weltwäit. Well dat huet sech ganz kloer erausgestallt, datt mer ëmmer méi ofhängeg waren an deene leschte Joren, net nëmme um Niveau vun der Agrarpolitik, mee och um Niveau vu ganz anere Secteuren. An dowéinst ass et wichteg, datt Europa sech eng Zilsetzung gëtt, fir eebe wéi gesot an der Produktioun méi onofhängeg ze ginn. Natierlech, kee Land kann autark funktionéieren. An awer sollt versicht ginn, esou vill wéi méiglech an d'Richtung ze goen, fir onofhängeg ze produzéieren.

Jiddefalls, wann déi Situatioun sech sollt verschlëmmen – an et soll ee sech kengen Illusiounen hierginn, warscheinlech wäert dat sech an deenen nächste Wochen a Méint nach zousätzlech negativ entwéckelen –, da muss och deen Europäesche Mechanismus fir d'Krisituatioun am Beräich vun der Ernährungssécherheet, den EFSCM (ndlr: European food security crisis preparedness and response mechanism), zousätzlech aktivéiert ginn.

A Frankräich huet elo den Agrarminister, den Här Denormandie, gefrot, datt um Territoire vu Frankräich an Zukunft méi misst produzéiert ginn. Da si mir natierlech ganz séier an der Diskussioun – an d'Madamm Hansen huet dat virun hei och ugeschnidden –: Dat ass déi 4 % Flächestilleung, déi jo elo envisagéiert ass duerch déi nei PAC, awéifern dat och vläicht hei zu Lëtzebuerg, zumindest temporär, muss a Fro gestallt ginn. Ech ginn awer dovun aus, datt den Här Minister eis wäert do zousätzlech Explikatiounen ginn.

Ech wëll dann awer och kuerz zrëckkommen op dee Communiqué de presse, deen d'Centrale paysanne där Deeg hei matgedeelt huet. Ënner anerem schreiw se do: „Die Centrale paysanne erkennt die Wichtigkeit der ökologischen Aspekte einer Gemeinsamen Europäischen Agrarpolitik an. Diese müssen aber in den kommenden Monaten in den Hintergrund treten.“

Et muss een awer ganz éierlech sinn: Mir müssen awer och elo oppassen, datt mer hei elo net eng Kris géint déi aner ausspülen. Mir hunn nach eng Kris ëmmer am Hannerkapp, dat ass déi ökologesch Kris. Ech hu Verständnis, datt esou Aussoen elo gemaach ginn. An awer mussen mer do e gudden Equiliber fannen. Net datt mer elo vun engem Dag op deen aneren awer och eis gutt Intentiounen, déi mer um Niveau vun dem Émweltschutz hunn, ze vill séier géifen an den Hannergrond setzen.

Dat selwecht gëllt e bëssen och fir déi Farm-to-Fork-Politik. Ech mengen, do huet den Agrarminister eng ganz interessant Äntwert ginn op eng Question parlementaire, déi ech mat mengem Kolleg André Bauler den 8. März ..., respektiv krute mer do d'Äntwert. An zwar huet de Minister do gesot, datt déi Farm-to-Fork-Strategie kéint zu enger Reduktioun vun der Liewensmittelproduktioun vun 10 % bis 15 % féieren. Och dat ass e Punkt, deen natierlech zu deemem Zäitpunkt muss méi diskutéiert ginn.

Natierlech mussen mer eis Gedanke maachen: Wéi kënn mer och den eenheemesche Liewensmittelproduktionsmaart verbessern? Mir gesinn als DP do virun allem dräi Achsen, wou ee versiche muss, an Zukunft nach méi staark ze investéieren:

Éischten natierlech um Niveau vum Uebst a Geméis. Da si mer och ganz séier bei dem Volet vun den Zären. Awéifern kënn mer awer och deen nach méi ausbauen? Awéifern mussen mer versichen, an Zukunft vläicht nach méi iwwert de Wee vun Zären hei zu Lëtzebuerg ze produzéieren?

An natierlech de Fleischsektor, et ass scho virun hei ugeschnitten ginn. Natierlech si mer ganz séier och beim Schwéngssektor. Mir wëssen, datt deen an enger extremer, ganz schwieriger Situatioun ass, bis hin, datt souguer eenzel Schwéngfleischproduzenten an enger existenzieller Kris sinn.

An deen drëtten Punkt, dat ass natierlech och d'Fro, nei Kulturen hei zu Lëtzebuerg virzugesinn – ech denken do un de Soja, dee jo virun allem och an der Fudderproduktioun benotzt gëtt –, an ob een net och do sollt kucken, dat hei zu Lëtzebuerg nach kënnen ausbauen.

Jiddefalls, déi aktuell Kris soll derzou genotzt ginn, fir eeben och déi eege Produktioun hei zu Lëtzebuerg nach ze erhéien.

Ofschléissend wëll ech awer nach eng kuerz Iwwerleeung maachen. Selbstverständlech hu mer all Ursachen, och verschide Saachen hei kritesch ze hannerfroen. Mee mir müssen awer och an de Kontext setzen. Wann ee bedenkt, wat déi Kris hei mat sech bréngt vun negativer Konsequenze fir vill aner Länner – ech denken un Ägypten, ech denken un de Sudan, ech denken un de Libanon –, dann, mengen ech, solle mer awer trotzdem an eise kriteschen Iwwerleeungen nach e bësse méi zrëckhalend sinn.

(Interruption par la présidence)

Well dat sinn ...

(Interruption par la présidence)

... awer ganz aner Problemer, déi sech do stellen.

Bon, onofhängeg dovunner, wéi gesot, ass et awer wichteg, datt d'Lëtzebuerger Agrarpolitik sech och drop stellt, ...

(Interruption par la présidence)

... an Zukunft ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Graas, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

(Interruptions)

M. Gusty Graas (DP) | Ok, dat maachen ech dann och, Här President, selbstverständlech, mat der ofschléissender Remark dann, wéi gesot, datt mer sollen awer och vun där Kris hei profitéieren, fir esou vill wéi méiglech eng eege Produktioun ...

(Interruption par la présidence)

... hei zu Lëtzebuerg ze entwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Graas. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Tess Burton. Madamm Burton, Dir hutt d'Wuert.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, grondsätzlech huet d'EU gutt Capacitéiten, fir Liewensmittel ze produzéieren, an ass an der Lag, hir Bevëlkerung ze ernären. Genau dat war jo Enn de 50er-Joren d'Zil vun der Gemeinsamer Agrarpolitik: eng héich Produktivitéit a bezuelbar Liewensmittelpärisser fir d'Bevëlkerung. Dee Modell

Esou nefaste Imprevuë wéi e Krich, dat huet keen um Radar. A mir wëssen och net, wat dat nach weider fir Konsequenze wäert hunn. Ech hoffen, datt de Krich – a mir hoffen dat alleguerten – séier eriwwer ass. Mee nach wäerten dann déi Konsequenze vun deem Krich net eriwwer sinn – och fir d'Landwirtschaft. An et ass dat, wat mer mat engem Schwéngsdësch, mat engem Kärendësch, puncto herno Ammoniakdësch, puncto Liewensmittelsécherheet, wäerte preparéieren. An do wäerten an deenen nächsten dräi, véier Wochen Decisioune kommen, compte tenu. An ech hoffen, datt d'Kommissioun och den nächste Méindeg do Propositioune mat op den Dësch leet. An da kënnen mer alleguerten op dee Wee goen. Ech stinn och ëmmer bereet, fir déi um Niveau vun der Agrarkommissioun hei an der Chamber ze diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen. Da Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Villmools merci och fir d'Explikatiounen. Ech hu just nach zwou Froen.

Also, den Här Minister huet gesot, et géif elo warscheinlech d'nächst Woch driwwer diskutéiert ginn, déi 4 % Verflächungsflächen, Stëlleung, ob déi gemaach gëtt oder net gemaach gëtt. Ech wëll einfach d'Positioun vun der Regierung hei hunn. Mir hu jo gesot: Mir fuerderen, datt se soll zäitbefristegt ausgesat ginn. Wat ass do d'Positioun vun der Regierung?

An eng zweet Fro ...

M. Claude Haagen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Kann ech direkt drop äntwerten?

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo.

M. Claude Haagen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Bon, um Niveau vum Greening geet et ...

Mme Martine Hansen (CSV) | Pardon.

M. Claude Haagen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Pardon.

Um Niveau vum Greening geet et actuellement, well de PSN ass nach net en vigueur an dat neit Agrargesetz ass och nach net en vigueur.

Wann also um Niveau vum PAC decidéiert gëtt, fir am Kader vun deene PSMen, déi jo gekuckt gi fir all Land, wou de Minimum, dee jiddweree muss hunn, 4 %, ass, wann do temporaire eng Opweichung kéim, da géif Lëtzebuerg sech deem natierlech uschléissen, well den Impakt net esou grouss ass. Dat ass am Fond dee selwechte Mechanismus, dee mer hate beim Traité de Maastricht, bei de Mesuren, déi dat maachen. Déi sinn och temporaire ausser Kraaft gesat ginn, mengen ech, elo déi lescht zwee Joer.

Mme Martine Hansen (CSV) | Meng Fro war u sech éischter: Freet Lëtzebuerg dat proaktiv? Dat war u sech éischer d'Fro. Net ob et et ëmsetzt, wann et decidéiert gëtt.

Déi aner Fro ...

M. Claude Haagen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Also, ech schwätzen elo net aus ... Dat sinn informell Reuniounen, déi mer haten. Do kënnst jo dann d'Propositioun. An ech hu jo gesot beim Protein, zum Beispill, hu mer eng Initiativ vun Eisträich matënnerschiwwen. Däitschland ass zum Beispill op de Wee gaangen direkt beim Greening.

Mme Martine Hansen (CSV) | Eng zweet Fro ass eeben d'Steierbefreiung vun den Agrarëmweltprimen, ...

M. Claude Haagen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Jo.

Mme Martine Hansen (CSV) | ... well mer jo wëssen, datt et awer wichteg ass, datt mer d'Ëmwelt net vergiessen, ass: Geet d'Regierung do mat op de Wee?

Merci.

M. Claude Haagen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Ob mer mat op de Wee ginn – mir hunn et op jidde Fall undiskutéiert. Dir musst mer awer Zäit ginn. Dat war gëschter Mëtten. Dat doten ass eppes, wou mer d'Gesetzgebung iwwert d'Finanze mussen änneren. Dat wäerte mer analyséieren. A wann et e Sënn gëtt, wäerte mer dat och maachen.

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen fir déi Prezisiounen.

Motion 1

Mir kënnen dese Punkt net ofschléissen, ouni nach zur Motioun ze kommen, déi vum Här Jeff Engelen deposéiert ginn ass. Wie wëllt nach d'Wuert zu dieser Motioun ergräifen? D'Madamm Tess Burton.

Mme Tess Burton (LSAP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Bon, ech mengen, dass de Minister elo grad op ganz vill Saachen hei agaangen ass, déi déi Motioun hei betreffen. Zum engen, déi Präsideirecht: Ech mengen, déi diskutéiere mer jo net nëmmen a Saache Liewensmittel, mee och a Saachen Energie. Do si jo schonn eng Rei Moosname geholl ginn. Gradesou wéi, dass en ugeschwat huet, wat op EU-Niveau soll geschéien, dass dee Conseil jo e Méindeg stattfënt. Ech hunn den Ordre du jour nach net erausgeschéckt, mee de 24. wäerte mer eng Kommissionssëtzung hunn, wou mer dat och um Ordre du jour hunn a wou de Minister eis dann do déi neisten Informatiounen wäert matdeelen. Gradesou wéi, dass e jo och drop agaangen ass, d'Gréngland als Akerland brauchbar ze maachen, dass, wann dat op EU-Niveau decidéiert gëtt, een da kuckt, wéi dat hei zu Lëtzebuerg kann ëmgesat ginn.

Dofir géif ech proposéieren, dass déi Motioun hei net néideg ass an dass mer déi géifen ofleenen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Burton. Dann huet d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

Mme Martine Hansen (CSV) | Jo. Merci, Här President. Ech kann elo net domat averstane sinn, datt d'Motioun net néideg wier. Well ech denke schonn, datt se néideg ass, datt mer d'Regierung konkret op fuerderen, fir dem Secteur hei ze hëllefen.

Mer hu just ee Problem, an dat ass zweemol dee leschten Tired: Dat ass wierklech, fir d'Gréngland ëmzeplichen an Akerland. Also, mer wëssen alleguer, datt Gréngland ... Éischtens hu mer absolut Gréngland, do kann ee plichen, do komme Steng erop. Do mécht ee keen Akerland, well soss reeft en dauernd Steng op. Oder den Hiwwel ass ze grouss an dofir ass och Gréngland do. Also, an et ass fir d'Ëmwelt extreem wichteg, datt mer dat Gréngland loossen an et net ëmplichen, well soss setze mer erëm eng Kéier Nährstoff fräi.

Awer: Ech fannen, datt een d'Gréngland muss anstänneg soll kënnen notzen! Well do weess ech och, datt wann een et muss stoe loossen, bis datt et herno Stréi ass, da gëtt keng Kou méi sat dovun. Dat heescht, wann ee géif do emol anstänneg schaffen, fir datt mer et kéinten optimal notzen, dann hätte mer och indirekt Akerfläch agespuert. Dat heescht, mir hu mat

deem leschten Tired do jeweils ee Problem. An dofir wäerte mer eis enthalten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hansen. Dann huet d'Madamm Myriam Cecchetti d'Wuert gefrot.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Bei eis geet et an déi nammlecht Richtung. Mir hunn och mam leschten Tired e Problem, well Gréngland a Broochland sinn immens wichteg fir d'Biodiversitéit an de Buedemschutz, fir datt dee fruchtbar ass. Ech mengen, een, deen e Gaart mécht, dee weess ganz genau, datt et eng Fruchtfolleg gëtt, datt ee mat Starkzehrer, Mëttelzehrer, Schwachzehrer ufänkt an datt een et da muss broochleie loossen, fir datt de Buedem sech kann erhuelen.

A wa mir alles bis zum Schluss ëmmer wëllen ausnotzen, dat gëtt näischt. Dorunner muss mer léieren, datt een hei net den Ëmweltschutz ka vergiessen fir elo eppes aneschtens. Dat ass net an der Rei. Voilà.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (déi Lénk) | Merci, Här President. Also, mir wäerten och dergéinstëmme. Elo net onbedéngt, wéi vun der LSAP-Vertrieederin erkläert, well et eigentlech iwwerflësseg ass, well esou Saache kommen, mee mir sinn eigentlech dergéint, well mer eis Klimaziler wëllen anhalen a soen: Mir ginn elo net déi Fläche sichen. Bei eis ass et ganz kloer.

Mir hoffen och net, dass dat elo vun der Regierung wäert kommen, dass iergendwéi do d'Klimaziler e bëssen iwwer Bord gehäit ginn. Dofir stëmme mir dergéint, well mer wëllen, dass déi Klimaziler weiderhin agehale ginn.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci och den Orateure fir hir Stellungnamen. Ech mengen, wa mir schreiwen „zousätzlech Gréngland“, dat ass elo net d'komplett Gréngland. Dat ass nëmmen op vereenzelte Plazen ze kucken: Do, wou et Sënn mécht – ech hat dat jo och gesot –, an och a Koordinatioun mat all deenen aneren. Dat kann elo net wëll geschéien. Ech mengen, dat soll scho koordinéiert geschéien. Bei eenzelnem Gréngland, do mécht et Sënn, an op anere Plaze ganz sécher net. An ech mengen, et soll een dat elo net iwwerdreiwten. Et soll een am Rame bleiwe vun deene Mesuren, déi mir hei gefrot hunn.

Ech géif dann deene Merci soen, déi se ënnerstëtzen, an déi aner, bon, dann ass et fir d'nächste Kéier!

(Hilarité)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier un den Här Landwirtschaftsminister Claude Haagen.

M. Claude Haagen, Ministere de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | Merci, Här Engelen. Ech denken an ech hoffen, datt mer dann esou eng Motioun net méi brauchen an datt mer kee Krich méi an der Ukrain hunn. Ech wëll just prezisiéieren, datt ech déi Äntwerten do ginn hunn op déi Motioun. Ech hunn a menger Ried gesot, datt et fir eis awer als Regierung wichteg ass – an ech schwätzen do och fir de Secteur –, datt mer dee richtege Equiliber hunn tëschent Ekologie, Économie a Sozialem, an dat natierlech am Vierdergrond allkéiers, fir d'Sécurité alimentaire ofzedecken. Dat ass de Sënn vun der Landwirtschaft.

An dofir géif ech proposéieren, déi Motioun hei net unzuhuelen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci dem Här Landwirtschaftsminister.

Ech mengen, da kënnen mer zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmmen, 33 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiuonen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Misch, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

3. Ordre du jour

Op Ufro vum Auteur gëtt proposéiert, d'erweidert Fro Nummer 129 vum Här Roy Reding iwwert d'Aarbechtskonditiounen vum de Giischtercher, déi fir mar de Mëtte virgesi war, op eng aner Sitzung ze verleeën. Ass d'Chamber mat där Ofännerung vum Ordre du jour averstane?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

4. Dépôt d'une motion par M. Fred Keup

Da géif ech d'Wuert un den honorabelen Här Fred Keup ginn, fir d'Presentatioun vum enger Motioun.

Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Fred Keup (ADR), auteur | Merci, Här President. Ech géif hei eng Motioun deposéieren. An et geet ëm de Mali an d'Sahelzon, wou mer déi leschte Méint a Jore ganz nei Entwécklungen konnte feststellen. Entwécklungen, déi an déi falsch Richtung ginn. Mir hunn eng Sécherheetslag, déi sech ëmmer méi verschlechtert. Mir hunn d'Entwécklungshëllef, déi praktesch onméiglech gëtt, ëmmer méi schwiereg gëtt. Mir hunn am Fong dat Ganz, wat ëmmer méi engem groussen Echec gläicht, mat Regimier, déi korrupt sinn, ondemokratesch sinn. An dat wäert natierlech och eng ganz Partie Repercussiounen op eise Militärasaz an och op eis Entwécklungshëllef am Mali souweé an anere Sahel-Länner hunn.

An duerfir fuerdere mer mat dëser Motioun d'Regierung op, eis militäresch Presenz an der Sahelzon op en Enn ze bréngen an och all Form vu Kooperatiounspolitik mat deenen ondemokrateschen a korrupte Regimier an där Regioun ze suspendéieren, eis op där anerer Säit awer natierlech weiderhin anzusetzen, fir am Fall, wou dat néideg ass, humanitär Ennerstëtzung an déi Länner ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Keup.

Motion

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

– *datt déi aktuell Entwécklungen am Sahel eng nei Evaluatioun vum Lëtzebuenger Engagement an där Regioun verlaangen;*

– *datt Lëtzebuerg de Mali – eleng téscht 2015 an 2019 – mat enger Enveloppe vu 55 Milliounen Euro ënnerstëtzt huet;*

– *datt sech a verschiddene Länner an der Sahelzon d'Sécherheetslag kontinuéierlech verschlechtert an domat de Lëtzebuenger Engagement an där Regioun schwierig an och geféierlech mécht;*

– *datt d'Agräife vun den EU-Länner an der Sahelzon als Zilsetzung hat, dës Länner virun dschihadisteschem Terror ze schützen an ze verhënneren, datt sech do terroristesch Aktivitéiten entwéckelen. E realistesch Bléck weist allerdings leider, datt sech d'Situatioun weider verschlechtert huet an déi ugepeilten Ziler net erreicht konnte ginn;*

– *datt och den Här Minister fir Entwécklungshëllef rezent matgedeelt huet, datt déi am Mali engagéiert auslännesch Persounen aktuell déi allergréisste Méi hunn, fir hir Projeten iwwerhaapt nach um Lafen ze halen, well et praktesch onméiglech ass, sech nach fräi am Land ze bewegen;*

– *datt d'Situatioun am Mali duerchaus mat där am Afghanistan vergläichbar ass: E korrupte Régime an der Hauptstadt, en auslännesche Militärasaz mat variablen Ziler an eng malesch Regierung, déi d'Presenz vun Truppen aus der EU ëmmer manner ënnerstëtzt;*

– *datt, wéi och de joerzengtelaangen Asaz am Afghanistan, den Asaz am Mali net déi envisagéiert Friichte gedroen huet a riskéiert, e vergläichbaren Echec ze ginn;*

– *datt d'Ziel vun den Auslandsmissiounen de reelle Méiglecheete vun der Arméi misst ugepasst ginn, fir eng Iwwerbelaaschtung vun Militärpersonal ze verhënneren,*

fuerdert d'Regierung op,

– *déi Lëtzebuenger militäresch Presenz an der Sahelzon op en Enn ze bréngen an och all Form vu Kooperatiounspolitik mat deenen ondemokrateschen a korrupte Regierungen an där Regioun ze suspendéieren;*

– *sech awer weiderhin dofir anzusetzen, datt alles gemaach gëtt, fir d'Länner an der Sahelzon, besonnesch de Mali, wann néideg, humanitär ze ënnerstëtzen a géintwärt dem Regime Demokratie anzefuerderen.*

(s.) Fred Keup.

5. 7862 – Projet de loi portant modification des articles L. 414-3 et L. 414-9 du Code du travail

Mir kommen elo zum nächste Punkt vum Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 7862, eng Ofännerung vum Aarbechtsrecht am Kader vum Teletravail.

An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Merci villmools, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat der Verbreedung vun der Covidpandemie ass och eng staark acceleréiert Verbreedung vum Teletravail ze registréiere gewiescht. Dëst Gesetz prezisiéiert d'Rechter an d'Flichte vu Patron a Personaldelegatioun, am Fall wou Teletravail an engem Betrib soll verricht ginn.

Deem virausgaange war en Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot zum Teletravail, deen eng Revisioun vun der nationaler Konventioun iwwert den Teletravail aus dem Joer 2006 proposéiert. Dësen Avis ass den 11. September 2020 publizéiert ginn.

D'Sozialpartner hunn dës Proposition och opgegraff an den 20. Oktober 2020 eng Convention relative au régime juridique du télétravail ofgeschloss.

De 16. Oktober 2020 stoung den Entworf vun dëser Eenegung téschent de Sozialpartner um Ordre du jour vum Comité permanent du travail et de l'emploi. Do gouf festgehalten, dass et ubruecht wier, zwee Artikel vum Code du travail ze modifizéieren, fir d'Personaldelegatioun bei der Erstellung oder bei der Ännerung vun engem Teletravailsregimm an de Betriber mat anzubannen.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet ass, dass den Accord iwwert den Teletravail téschent de Sozialpartner a Form vun enger Konventioun och seng Plaz am Code du travail kritt.

De Gesetzesprojet gesäit vir, dass eng Entreprise verpflichtet ass, d'Personaldelegatioun iwwert d'Afféierung oder d'Ännerung vun enger spezifescher Reegelung betreffend den Teletravail am Betrib ze informéieren an ze consultéieren. Dës Obligatioun gëllt fir Entreprisé mat manner wéi 150 Salariéen. An de Betriber mat 150 oder méi Salariéen muss d'Afféierung oder d'Ännerung vun esou enger Reegelung téschent dem Patron an der Personaldelegatioun arrangéiert ginn. Et muss also en double accord iwwert d'Ännerung vun de Modalitéite virleien.

De Projet de loi ass den 23. Juli 2021 vum Aarbechtsminister deponéiert ginn

De Staatsrot huet säin Avis den 28. September 2021 ginn. A sengem Avis huet de Staatsrot näischt um Fong auszusetzen an en huet e puer geréngfügeg Ännerungen virgeschloen, déi och alleguerte vun der Kommissioun ugeholl gi sinn.

D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hiren Avis den 22. September 2021 erausginn. Et war en Avis commun. An dësem hu si hiren Accord zum Projet de loi och ginn, mee se hu sech awer gefrot, ob et néideg wär, iwwerhaapt ze legiferéieren, well jo schon eng Konventioun do war. D'Kommissioun war der Meinung, dass déi Bemierkung zwar gutt gemaach ass, mee dass et scho Sënn mécht ze legiferéieren, fir d'Rechter an d'Flichte vu Patron a Personaldelegatioun hei nach eng Kléier ze prezisiéieren.

Den 19. Oktober 2021 huet d'Chambre des Salariés hiren Avis an hiren Accord zum Projet de loi ginn, mat enger Rei vu weidere Recommandatiounen, déi och nach an der Aarbechtskommissioun wäerten diskutéiert ginn.

Den Aarbechtsminister huet de Projet den 3. Mäerz der Chamberskommissioun virgestallt. An dëser Sitzung ass och e Rapporteur genannt ginn, deen Der hei virun Iech gesitt. An d'Kommissioun huet de Projet an d'Avis vum Staatsrot a vun de Chambres professionnelles den 10. Mäerz analyséiert an och eestëmme guttgeheescht.

An ech géif och nach den Avis respektiv den Accord vun der sozialistescher Fraktioun matbréngen. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur Dan Kersch.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un deen éischten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Fir d'alleréischte e Merci un de Rapporteur fir d'Duerstellung vum Projet.

Mir haten och an der Kommissioun eng länger Diskussioun driwwer. A mir hu jo och nach d'Souskommissioun, wou mer jo nach amgaange sinn ze schaffen. An ech mengen, dat ass och gutt esou. An d'CSV wäert dësem Projet och d'Zoustëmmung ginn.

Ech wëll awer d'Geleeënheet notzen, well de Minister hei ass an och nach deen aner, deen e bësse mat dran ass ... Dat ass d'Geschicht vum Reglement 883, do sinn nei Elementer geschitt. Dat ass dee vun der Sécurité sociale, wann s de an dengem Heemechtsland bass ..., respektiv gött et nach eng aner Fro, dat ass déi vun der duebel Besteuerung; dee Minister ass net hei. Vun der leschter Sitzung, déi mer haten, bis haut hunn ech duerno an der Zeitung gelies, dass erëm en Accord fonnt ginn ass mat engem Land. An ech wollt just vum Aarbechtsminister wëssen, ob en eis kéint soen, wéi et mat deem drëtte Land, wou mer bis elo nach keen Accord fonnt hunn, wéi et do mat de Verhandlungen ass, fir dass, esou laang nâischt Europäisches ka gereegelt ginn ..., wou mer do dru si bei de bilaterale Verhandlung mat Däitschland, der Belsch a Frankräich respektiv an der Sécurité sociale, wou et méi schwierig ass, well dat d'Reglement 883 ass. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi ganz komplette Rapport. Den Teletravail huet sech effektiv hei zu Lëtzebuerg während der Pandemie aus der Nout eraus etabléiert. An et war och wichteg, dass et während där Phas och zu engem neien Accord op dësem Punkt tèschent de Sozialpartner komm ass, woumat den Teletravail och den néidegen, méi aktuelle Kader huet, well mer jo och iwwert déi lescht 15 Joer, wou dee leschten Accord do war, awer eng Evolusioun haten um Niveau vun der Digitaliséierung, soudass et gutt war, dass Enn 2020 deen Accord tèschent de Sozialpartner fonnt ginn ass.

Dat, wat mer elo an d'Gesetz schreiwen, ass ee Punkt vun deem Accord, deen tèschent de Sozialpartner fonnt ginn ass. Als Demokratesch Partei ennerstëtze mer dat a ginn den Accord zu dësem Punkt. Mir fërdere weiderhin den Teletravail. Et soll méiglech sinn, fir Teletravail ze maachen. Et ass eng Form, déi net fir jidderee méiglech ass. Et ass net an all Aarbechtssituatioun méiglech. Mee do, wou den Teletravail ka gemaach ginn, soll en, am Accord tèschent dem Patron an dem Salaré, an eisen Aen och weiderhin och no der Pandemie kënne gemaach ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Hartmann. An da ginn ech d'Wuert un deen nächsten ageschriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Charles Margue.

M. Charles Margue (déi gréng) | Merci, Här President. Merci och un de Rapporteur fir dee kuerzen a sachlechen a gutt virgedroene Bericht.

E puer Wierder. Et ass schonn ugeklongen, dass den Teletravail duerch eng Konventioun gereegelt ass. Doduerch ass de Sozialdialog, wou mer d'lescht Woch

scho vill dervu geschwat hunn, och nach eng Kéier ervirgestrach ginn.

Ech fannen et awer och gutt – mir waren eis jo net ëmmer eens heibannen: Legiferéiere mer iwwert den Teletravail oder net? Hei consacréiere mer op enger gesetzlecher Basis, dass et e Régime spécifique télétravail gött, dat heescht, d'Konzept, de Begrëff verankere mer elo an eiser Gesetzgebung. Menger Meenung no, wann ech liesen, dass bei iwwer 150 Salaréien dat Ganz am Kader vum Kollektivvertragswiese muss gereegelt ginn a bei deene méi kleng Betriber tèschent 15 an 150 Leit och vu Patronatssäit muss informéiert ginn – ech hoffen, och dialogéiert ginn ... Ech weess – ech kommen aus engem Betrib, dee kee Kollektivvertrag hat –, dass de Sozialdialog do manner gereegelt ass a méi ofhängeg ass vun deene jeeweilege Gegebenheeten. Den Teletravail ass awer menger Meenung no eng gutt Geleeënheet an eng zwéngend Geleeënheet gewiescht déi lescht Joren, fir dass de Sozialdialog muss sinn. An ech hoffen dann och, dass déi Betriber, wou mer elo vum Aarbechtscode hier kee groussen Afloss hunn – dat sinn déi kleng Betriber enner 15 Leit –, dass ... Do schwätzt sech d'Konventioun net driwwer aus, do schwätze mer eis och am Gesetz net aus.

Ech weess, mee ech soen et ëmmer erëm, dat ass fir mech eng Suerg, dass och déi Betriber ... An dat sinn immens vill Salaréien, déi do betraff sinn, well et eng Foulitude vu Betriber sinn, déi keng esou eng Garantie hunn oder en Incentive, net opgefuerdert ginn, vun hiren ..., well d'Gewerkschaften do net present sinn. Ech maachen do dann asoufern och en Opruff un d'Patronat, dass si dat och un déi kleng Betriber weiderginn, dass dat ka geschéien.

An ech sinn och frou, dass mer an der Souskommissioun an nächster Zäit och schonn d'Applikatoune vun der Konventioun kënnen enner d'Lupp huelen, fir eis da méi schlau ze maachen an ze gesinn, wat fonctionéiert a wat net fonctionéiert.

Bon. Dat gesot, soen ech Iech Merci, wéi gesot, dem Rapporteur nach eng Kéier merci, an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Charles Margue. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif dann dem Här Dan Kersch en hærzeleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech mengen, dat meescht ass gesot, vun him selwer an och vun eenzelen Virriedner ass villes gesot ginn. Ech mengen, et ass eng Etapp fir an déi nächst Etapp eran, wa mer da vun där Sous-commission vun deem Teletravail do nach weider Schrëtt ennerhuelen, fir an déi Richtung ze goen.

An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engelen. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lénk) | Jo. Merci, Här President. Fir d'Alleréischte emol e grouse Merci fir de Rapport un den Här Dan Kersch.

Also mir kënnen dat hei just begrëssen. A mir wäerten och dat als Fraktioun matstëmmen.

An der Sous-commission télétravail hu mer awer nach ganz vill Aarbecht. Ech mengen, do sinn d'Aarbechten och amgaangen. An dat wäert och nach e puer Woche bis e puer Méint daueren, well et ass e ganz wichtige Sujet, de Sujet Teletravail.

Mir hunn elo gesinn, wéi wichteg deen an der Covid-zäit ass a wéi e sech installéiert huet. Et ass eng

Plus-value fir Leit, déi doheem schaffen, déi net brauchen am Stau ze stoen. Et ass eng Plus-value fir d'Ëmwelt mat den CO₂-Emissiounen, déi dowéinst erfoggin.

Mee et birgt awer och eng Rei Geforen, notamment d'Gefor vun der Vereinsamung doheem, vum Droit à la déconnexion, vun de gereegelten Aarbechtsstonnen doheem, vun der Aarbechtsplaz doheem, vum Büro doheem, vun den Aarbechtsmaterialien doheem.

Dowéinst musse mer gutt oppassen, dass mer hei e gudde legale Kader schafen, fir dass dat gutt encadréiert ass, fir dass do souwuel de Patron wéi awer och deen, dee schafft, do seng Rechte a seng Flichte gereegelt gesäit.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Dat heiten ass, wéi d'Virriednerinnen an d'Virriedner gesot hunn, e klengt Legosstéck an engem grouse Ganzen, wou definitiv dat lescht Wuert, mengen ech, nach net geschwat ginn ass, wou och nach ganz vill Froen opbleiwen. Mee dorunner gött aktiv geschafft.

Nichtsdestotrotz ass et wichteg, dat heiten haut ze stëmmen. An dofir ginn och mir eisen Accord.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Jo. Merci, Här President. Merci dem Rapporteur fir säin exzellente Rapport. A merci och alle Riedner fir hire Bäitrag. Dann och merci fir d'Unanimité an der Chamberskommissioun fir dese Gesetzesprojet.

Effektiv, et ass gesot ginn, dass dat heiten e klengt Stéck an deem groussen Dossier Teletravail ass, wou jo d'Souskommissioun nach eng ganz Rei vun Aarbechten hei an der Chamber ze maachen huet a wou ech dann och op d'Konklusiounen aus där Kommissioun gespaant sinn.

Dat hei ass jo awer och e klengen Deel, fir de Sozialdialog ze stäerken. Duerfir war et mer och wichteg, dass mer dee Projet haut hei mat dobäi hunn.

Op dem Här Spautz seng Fro geäntwert vum 883: E ganz groussen Dossier, en Dossier, wou och scho vill Tént gefloss ass fir ze kucken, wéi mer an deem Dossier virukommen. U sech ass et eng Fro, déi sech un de Sécurité-sociales-Minister an och un de Finanzminister riicht, well si et sinn, déi u sech negociéiere mussen, wéi mer mat eisen Nopeschlänner am Teletravail do eens ginn. Ech huelen déi Fro do och mat. An ech wäert dem Här Spautz da sou séier wéi méiglech op déi gestallte Fro do äntwerten. Ech weess awer, dass se a permanentem Kontakt mat hiren Homologen sinn.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Engel. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7862. Den Text steet am Document parlementaire 7862⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7862 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer elo zum Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëm-meg uegholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par Mme Cécile Hemmen), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7931 – Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article L. 523-1 du Code du travail

Mir kommen elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 7931, eng Ofännerung vun enger temporärer Ausnam am Aarbechtsrecht fir d'Affektatioun vu Chômeuren.

An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Dan Kersch. Här Kersch, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

M. Dan Kersch (LSAP), rapporteur | Nach eng Kéier merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, kee Gesetz, ouni iwvert de Covid ze schwätzen. Déi zwee lescht Jore waren duerch d'Covid-19-Pandemie markéiert. Dat wësse mer alleguerten. An dat huet awer och zu ganz grouse Belaaschtungen a ganz ville Secteure gefouert.

An deem Kader gouf och, ënner anerem, op d'Hëllef vu Chômeuren zréckgegraff, fir bei der Bekämpfung vun der Covid-19-Pandemie eng Hand matunzepak, an dat notament an enger ganzer Rei vu staatleche Verwaltungen.

D'Gesetz gesäit iwwregens vir, dass déi betreffend Leit, déi esou e Stage maachen, an enger zäitlech begrenzter indemnisierter Beschäftigung, engem sougenannten OTI, sinn.

Wéi e Chômeur Aarbechtserfahrung am Kader vun engem OTI sammele kann, ass duerch den Artikel 2 vum Règlement grand-ducal vum 12. Mee 2011 gereegelt.

D'Zil vun engem OTI ass et, datt de Chômeur um Aarbechtsmaart Experienze sammelen an domadder seng Chancen um Aarbechtsmaart verbessere kann.

Am Kader vun der Lutte géint d'Covid-19-Pandemie goufen a ginn iwwregens och nach weiderhin eng Rei vu Chômeure fir Aarbechten, wéi zum Beispill d'Verdeeel vu gratis Antigentester awer och bei der Ënnerstützung an der Réckverfolgung vu Kontakter oder bei der Helpline Santé, agesat.

Dëst ass, mengen ech, dann och eng Geleeënheet, fir hinnen alleguerte vun dëser Plaz e grouse Merci ze soen, well si hunn eng ganz wichteg Aarbecht am Dëngscht vum Land geleescht.

D'ADEM definéiert selwer, wat fir eng Aufgaben als Aarbechten am Kampf géint d'Covid-19-Pandemie ugesi ginn.

Dëse Gesetzesprojet gesäit elo vir, dass déi Zäit, wou eng Persoun an enger OTI-Beschäftigung ass an der Lutte géint de Covid-19 agesat gëtt, dass déi weider Berechnung vun der OTI-Zäit net ugerechent gëtt. Bis ewell konnten dës Leit net méi wéi sechs Méint am Kader vun enger OTI Aarbechte maachen, wa si méi jonk wéi 50 Joer waren. Si konnten och nëmme ee Stage maachen.

Well awer eng Rei vun deenen Aktivitéite manner wéi sechs Méint gedauert hunn, wärend se also benodeelegt par rapport zu anere Kandidaten. An dofir dëse Gesetzesprojet. An dofir gesäit dëse Gesetzesprojet ënner anerem och vir, dass mer eng Réckdatéierung maachen.

De Staatsrot huet säin Avis de 14. Dezember 2021 ginn. A sengem Avis huet de Staatsrot och näischt um Fong vun dësem Gesetz auszusetzen. En huet e puer geréngfügeg legistesche Ännerunge virgeschloen, déi och alleguerte vun der Kommissioun uegholl gi sinn.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 28. Dezember 2021 ginn. Och d'Chambre de Commerce gesäit dëse Projet de loi positiv, genausou wéi d'Chambre des Saliariés, déi hiren Avis den 9. Februar 2022 ginn huet.

Den Aarbechtsminister huet den 3. März de Projet de loi an der Kommissioun presentéiert. Duerno sinn och nach d'Avise analyséiert ginn an et ass och e Rapporteur designéiert ginn. D'Kommissioun huet, wéi gesot, den Avis vum Staatsrot an d'Avise vun de Chambres professionnelles analyséiert an huet och hiren Accord zu dësem Projet de loi ginn.

An dann och, dass ech dat net vergiessen: D'sozialistesche Fraktioun gëtt hiren Accord zu dësem Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos dem Här Rapporteur Dan Kersch.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass op en Neits den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegen, e grouse Merci un de Rapporteur fir seng Erklärungen zu deem Projet. An d'CSV kann och dësem Projet nëmme d'Zoustëmmung ginn.

Villmoos merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Spautz. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Carole Hartmann.

Mme Carole Hartmann (DP) | Merci, Här President. Ech ka mech dem Här Spautz uschlëssen: Ech soen dem Rapporteur Merci a ginn den Accord vun der Demokratescher Partei.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Hartmann. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Djuna Bernard.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Här President, och vun eiser Säit aus e grouse Merci un den Här Rapporteur. A mir kënnen deem och nëmme zoustëmmen, wat d'Virriedner gesot hunn, a ginn eisen Accord fir dëse Projet de loi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Bernard. An da wier et um honorabelen Här Jeff Engelen.

M. Jeff Engelen (ADR) | Merci, Här President. Ech géif dem Här Dan Kersch en häerzleche Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndlechen Rapport. Et ass alles gesot. Et ass deem näischt méi bäzefügen. An ech ginn den Accord vun der ADR zu dësem Gesetz.

Merçi.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Engelen. Ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Myriam Cecchetti.

Mme Myriam Cecchetti (déi Lékn) | Merci, Här President. E grouse Merci un de Rapporteur. Och mir begreissen dat heiten a stëmmen dofir, well dës OTIen hunn eis während der Covidkris ganz vill gehollef a si dierfen dowéinst och net bestrooft ginn. Vun eis aus och e grouse Merci vun dëser Säit u si.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Madamm Cecchetti. A leschten ageschriwwene Riedner ass op en Neits den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Seele kennt e Rapporteur den Text esou gutt wéi an deem heite Fall. Seelen huet seng Handschrëft den Text esou gepräägt wéi an deem heite Fall. Dofir merci ...

Plusieurs voix | O!

(Hilarité)

M. Sven Clement (Piraten) | ... fir deen exzellente Rapport, souwuel mëndlech wéi schrëftlech. An domadder ginn och mir eisen Accord.

Une voix | O!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aarbechtsminister Georges Engel.

Prise de position du Gouvernement

M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Merci, Här President. Jo, och vu mir aus merci dem Rapporteur. Merci all de Virriedner. Et ass alles gesot. Et ass e Projet fir ze evitéieren, dass déi Leit, déi eis vill gehollef hunn an der Lutte géint de Covid, och nach duerch hir Hëllef benodeelegt ginn. Duerfir e grouse Merci fir d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Engel. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7931. Den Text steet am Document parlementaire 7931⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7931 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Mir kommen elo zu de Votes par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dëse Projet de loi ass eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen uegholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7931 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Félix Eischen), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler) et Claude Lamberty ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. Motion de M. Fred Keup concernant le retrait de la présence militaire luxembourgeoise de la région du Sahel

Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 50 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zur Diskussioun respektiv dem Vott vun der Motioun, déi vum Här Fred Keup deposéiert ginn ass.

Wie wëllt nach dozou d'Wuert ergräifen? Déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

Discussion générale

Mme Stéphanie Empain (déi gréng) | Wann et fir jiddwereen ok ass, géif ech dat trotzdem elo maachen. Da wär dat gemaach.

(Interruption)

Voilà. Ech wollt kuerz reagéieren op déi Motioun, déi elo vum Här Keup deposéiert ginn ass. Vlächicht déi eng oder déi aner Saach inhaltlech, ech ginn net op all Punkt an, mee zum Beispill schreift Der dran, dass d'Organisationen, déi am Mali nach aktiv sinn, hir allergréisste Méi hunn, fir d'Projeten iwwerhaupt nach um Lafen ze halen an dass et onméiglech ass, sech nach fräi am Land ze beweegen. Am Fong geholl beweist och grad dat, dass d'Sécherheet am Land awer e Prerequis ass, fir dass ONGen nach do kënnen funktionéieren. A wann een elo d'ganz Defense eraushélt, da bedeit dat automatesch och, dass sämtlech humanitär Organisationen an ONGen och net méi kënnen do schaffen. Dat ass och eppes, wat Der musst mat kalkuléieren.

Dann dee leschten Toret, wou Der schreift, dass d'Zuel vun den Auslandsmissionen de reelle Méiglechkeete vun der Arméi misst ugepasst ginn, fir eng Iwwerbelaschtung vum Militärpersonal ze verhënneren. Bon, do hu mer jo awer och reegelméisseg an der Kommissioun dréiwier geschwat, wou mer och confirméiert kritt hunn, och vum Generol vun der Arméi,

dass genuch Personal do ass, fir déi Missionen ze erfëllen. An ech géif och ze bedenke ginn: Och wa mer elo Leit aus dem Mali erauszéien, dann heescht dat jo net, dass déi elo heiheem fir aner Saachen agesat ginn. Mir hunn en Engagement, fir dat mir eis als Partnerland engagéieren. An aus dem Mali erauszéigoe géif automatesch bedeiten, dass ee sech dann och an anere Missionen kéint engagéieren.

Bon, allgemeng wollt ech awer och nach soen, dass mer an der Kommissioun jo ganz, ganz reegelméisseg iwwer eis Missionen schwätzen. Dat hu mer elo nach ugangs der Woch oder d'lescht Woch gemaach. Konkreet hu mer och elo ganz rezent iwwer déi zwou Missionen am Mali geschwat, wou mir engagéiert sinn, d'EUTM an d'UNO-Missionen.

A grad bei der UNO-Mission, do sinn d'Gesprächer mat de Partnerlänner jo nach amgaange fir ze kucken, wat d'Zukunft vun där Mission ass. A mir sollten och net vergiessen, dass et hei och ëm de Schutz vun der lokaler Populatioun geet. An ech géif et wierklech och vu Grond op falsch fannen, wa mer elo eis als Lëtzebuerg do unilateral géifen erauszéien, ouni d'Gesprächer mat eise Partner ofzewaarden.

An da wollt ech och just nach umierken, Dir hutt dat vlächicht matkritt, dass Lëtzebuerg grad an deser Region och op e ganz, ganz neie Wee geet. Do ass elo e Communiqué erauskomm – ech mengen, dat war gëschter –, fir am Fong geholl Defense, Ëmwelt a Kooperatioun zesummen ze kucken, zesummen ze denken. An do ass e Projet lancéiert ginn, deen ënnert dem Volet vun sougenannten „environmental peacekeeping/peacemaking“ kann zesummegefaasst ginn. An dee soll, ënner anerem, och eng Äntwert drop ginn, wat Dir och an der Motioun ugeschwat hutt, dass bisheereg Efforten net déi Friichte gedroen hunn, déi mer eis erhofft hunn. Hei geet et ëm Preventioun a Konflikt-resolutioun, och ëm d'Governance vun natierleche Ressourcen etc.

A wann Är Motioun elo freet, dass all Form vu Kooperatiounspolitik soll op en Enn bruecht ginn, da kënnen mir dat op alle Fall an där Form net matdroen. Ech kann Iech awer versécheren, dass mer de Sujet nach an Zukunft wäerten an der Kommissioun beschwätzen. Spéitstens all dräi Méint, esou wéi dat neit OMPs-Gesetz (ndlr: Opérations pour le maintien de la paix) et virgesäit. Mee den Här Minister huet eis jo och versprach, dass e géif op eis duerkommen, soubal et konkret nei Informatiounen zum Mali gétt. Voilà!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Empain. An da freet d'Wuert den honorabelen Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, ech war elo e bëssen iwwerrascht, dass déi awer esou schnell drükent, well dat awer trotzdem e komplex Thema ass. Mee ech hat awer elo kuerz Zäit, fir nach eng Kéier d'Rapporten erauszesechen. A bekanntlech sti mir Piraten jo ganz, ganz kritesch zu deem Mali-Asaz. An a menger Memoire war et nach esou, dass ech mech erënneren, dass mir als eenzeg en anere Vott geholl hate wéi d'Majoritéit. Dat heescht, d'ADR huet deemools och fir déi Mission matgestëmmt. Wat mech elo iwwerrascht mat hiner Motioun, déi elo op eemol hei kënt, mee bon. Hu se dat elo op eemol entdeckt a se sinn enger anerer Meenung? Ok. Dat klasséiere mer dann alt esou of.

Jo, mir Piraten hu jo déi Fro schonn ëfters hei gestallt, an et war jo virun engem Mount ongeféier, an der Heure d'actualité, wou mer déi Fro nach eng Kéier dem Här Bausch gestallt haten. An den Här Bausch hat och kuerz duerno nach en 100,7-Interview ginn, wou en awer bei e puer Piste gesot huet, dass et am Moment kritesch wier an dass een et am A misst behalen.

Bon, mir Piraten, eis Positioun ass kloer: Mir wäeren am léifsten direkt erausgaangen! Mir wäeren mol net erausgaangen, nenne mer et esou. Dat war eeben eis Positioun zënter all deene Joren.

Trotzdem kënnen mer dat heiten awer net matstëmmen, well esou, wéi se geschriwwen ass, esou, wéi einfach déi Ënnerstellungen zu enger Kooperatiounspolitik hei drastinn, ass dat fir eis Piraten net ze droen. Deementspriechend wäerte mer se och ofleenen.

A wann ech awer e bëssen den Discours kucke vun der ADR an deene leschte Wochen an Deeg, zënter dem Ukrain-Krich, wéi se iwwer Russland schwätzen, an hei nenne se dat dann op eemol ondemokratesch a korrupt Regierungen, dann hoffen ech, dass se dann déi Positioun zu Russland och esou anhuelen.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Goergen.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler (CSV) | Merci, Här President. Ech wëll soen, dass ech fannen, dass mir fannen, dass mat esou enger Motioun, wéi se hei proposéiert ginn ass, wou den Depart vun enger Mission, vun enger Lëtzebuurger Mission, déi sech awer am internationale Kontext aschreift, wou mer Engagementer, international Engagementer, geholl hunn, wou mer Partie vun engem europäeschen Engagement sinn, net kann einfach esou, an engem Fiederstréch, ouni Diskussiounen, mol einfach gesot ginn: „Elo maache mer dat mol net méi!“, nodeems dat mer eis engagéiert hunn. Dat géif eist Land an eng Situatioun bréngen, wou mer awer ganz, ganz komesch géifen dostoen. An dofir ass dat fir eis net akzeptabel.

Par contre soen ech, dass de Mali an déi Diskussioun iwwer de Mali an d'militäresch Presenz am Mali, nottamment mat deem, wat alles an der leschter Zäit do geschitt ass, nottamment och, well d'Fransouse lues a lues hir Mission do amaange sinn erauszéien, natierlech eng Fro soll sinn. Ech ka mech just erënneren, dass mer dat d'lescht Woch an der Kommissioun – oder war et viru 14 Deeg? – ugeschwat hunn an do och eng ganz Rei Explikatiounen kritt hunn, firwat et an deem Moment nach sënnavoll wär, eng Mission, eng Lëtzebuurger Mission mat aneren europäesche Länner zesummen, an deem Land ze hunn. An dat huet eis an deem Moment agelicht. An dat wär vlächicht do d'Zäit gewiescht fir d'ADR an och d'Plaz, fir déi Diskussioun opzebréngen.

Ech wëll soen: Esou kënnen mer déi Motioun hei sécherlech net stëmmen! Ech wär natierlech interesséiert, well dat awer en extreem seriöse Sujet ass, fir déi Diskussioun iwwer de Mali eng Kéier an all Detail an enger Kommissioun, Defensekommissioun, Aussekommis-sioun, wéi Der et och ëmmer wëllt, ze diskutéieren, fir datt mer och d'Zukunft vun deene Missionen kënnen eng Kéier duerchdiskutéieren. Gradesou wéi mer am Fong och eng Kéier sollen duerchdiskutéieren, wat mat deenen neie Gegebenheeten och d'Ausrichtung an Zukunft vun eiser Arméi fir esou Missionen kann a soll sinn. Dat wär schonn eppes, wat hei an der Chamber sollt duerchdiskutéiert ginn.

Mee esou kënnen mer dës Motioun net matstëmmen. Se kann eventuell à la limite an eng Kommissioun geschéckt ginn. Wann dat net de Fall ass, stëmme mir dergéint.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Wiseler. An da ginn ech d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Jo, merci fir d'Wuert. Ech géif vläicht just dem Kolleeg Goergen matdeelen, dass meng Kolleegen deemools sech och géint dee Militärasatz positionéiert haten.

(Interruption par M. Marc Goergen)

A, ok. Ech schwätze vum Parlament, vun hei an der Pleniëre. D'accord. Ech hu lo gemengt, Dir géift vun der Pleniëre schwätzen. Ok. Op jidde Fall si mir prinzipiell géint esou Militärasatz am Ausland, ech mengen, dat wéist Der, an deemno sti mir effektiv där Saach och kritesch géint iwwer.

Mee ganz kloer ass hei och net alles falsch an där Motioun, a mir gesinn dee Militärasatz natierlech och kritesch. Wat mech awer immens stéiert, also wat eis immens stéiert, ass, dass d'Kooperatiounspolitik hei materageholl gëtt, an do si mir awer wierklech der Meenung, dass een domat net soll ophalen, well déi lokal Bevëlkerung ëmmer nach an deem Besoin ass. Och wa si eng illegitim Regierung hunn, esou wéi dat op anere Plazen och ass, kënnen mer si awer trotzdem net fale loosse. Also, ech mengen, mir dierfen net just un eis Zaldoten denken, mee eeben och un déi lokal Bevëlkerung. An dofir si mir der Meenung, dass een déi Kooperatiounspolitik net soll fale loosse, dass een déi och ka mat de Populatiounen direkt um Terrain maachen, also wierklech nidderschwellig um Terrain an net onbedéngt duerch d'Regierung.

Dovunner ofgesi menge mir eeben, dass een déi Diskussioun wierklech méi breet misst féieren an iwwer universell Prinzipie misst féieren an eventuell och eng Kéier an der Kommissioun. Op jidde Fall wäerte mer dës Motioun net matdroen. A genau dat ass eis Positioun.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Madamm Oberweis. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Här President, villmoools merci. Et ass effektiv esou, ...

(Brouhaha)

... dass mer elo hei déi Motioun presentéiert hunn. D'ursprénglech Iddi war awer net, dass mer dat elo haut direkt missten diskutéieren. An ech soen Iech, firwat.

Et ass nämlech esou, dass mer mussen an deem Gesamtkontext, wou mer sinn, den Evolutioun Rechnung droen, déi sech an der internationaler Landschaft ofspillen. Mir hunn an Afrika an deene leschte Wochen a Méint, am Mali an och op anere Plazen, ganz dramatesch Entwécklung gesinn. Mir hu Putsche gehat. Mir hunn eng Verhäertung vun de Positiounen vun der Regierung zu Bamako. Mir hunn de Réckzuch vun der Franséischer Arméi erlieft. Mir hu gesinn, dass eis eege Regierung – wéi déi Leit, déi hei op d'Entwécklungspolitik agaange sinn – hir Meenung zum Mali, op jidde Fall hir Politik mam Mali geännert huet doduerch, dass mer, mengen ech, elo kee PIC (ndlr: Programme indicatif de coopération) méi mat hinnen hunn, mee nëmmen nach esou en Transitionsaccord – dat misst een elo

genau nokucken, den Här Fayot ass haut och net do –, soudatt sech jo do eng permanent Entwécklung mécht.

An ech mengen, wat mir elo wëlle soen, dat ass, dass mer net einfach ëmmer kënnen weidermaachen, wéi wann do am Mali näischt geschitt wär. Mir wëssen, dass do eng héich instabil Positioun ass, dass mer och eng Kooperatioun mat auslännesche Söldner vun der Regierung hunn, eng héich Korruptioun a kee Wëllen, fir zrëck an demokratesch Verhältnissen ze goen. An et ass eis dru geleef fir ze soen, dass, wann esou Entwécklung sinn, mer dach net als Lëtzebuerg einfach kënnen nokucken, eis op Gespräicher mat anere referéieren an dann esou maachen, wéi wann do näischt geschitt wär. Nee, mir mussen reagieren!

Op där anerer Säit gesi mer och, dass mer hei an Europa grouss Ännerungen hunn, déi mer nach virun e puer Wochen net haten. Leider hu mer déi Entwécklungen an Europa. Mir hunn elo méi Engagementer vun der Lëtzebuerger Arméi an Europa am Vergläich zur Vergaangenheet. An natierlech mussen mer kucken, wou eis Prioritéiten leien. Wa virun e puer Wochen nach d'Meenung war, dass mer e puer Operatiounen gläichzäiteg géife packen, ass haut elo hei eng aner Situatioun agetrudelt.

Mir wëllen also mat dëser Motioun – déi haut zwar refuséiert gëtt, mee ech sinn iwwerzeegt, dass d'Iddi net ënnergeet! – eigentlech ganz kloer d'Attentioun vum Parlament dorobber riichten, dass d'Entwécklung souwuel an Afrika wéi an Europa sech dramatesch geännert huet an dass et nëmme logesch a konsequent ass, dass mer am Licht vun deenen Evolutiounen och iwwerpräiwen: Wat kënnen mer der Arméi zoumuden? Wou leien eis Prioritéiten? A wéi ass eis Kredibilitéit, wa mer an Europa, mat Recht, soen: „Mir wëllen net, dass deen an dee Regimm korrupt ass, mir toleréieren keng Gewalt, mir wëllen net, dass do e falschen Androck entsteet an eiser Baussepolitik“? Mee déi selwecht Moossstief mussen mer och op anere Plazen an der Welt hunn, well soss verléiere mer do eis Kredibilitéit intern wéi och extern.

Ech huele gär zur Kenntnis, dass Begrëffer hei opdauche wéi „environmental peacekeeping“ – wat dat och ëmmer soll heeschen –, mee mir loosse eis net a Floskele verstrécken. Mir mussen Realpolitik maachen. Dat ass vläicht eng Saach, déi mer an deene leschte Woche geléiert hunn. Loosse mer dach d'Welt net esou molen, wéi se eis gefält, mee loosse mer mat de Realitéiten ëmgoen! An ech mengen, dee Schrëtt, dee mir haut als ADR wollte maachen – an dat ass eis och ganz sécher gelongen, och wann déi Motioun ofgeleent gëtt –, dat ass fir ze soen: Kommt, mir maache realistesch Politik, souwuel wat eis Arméi ugeet wéi och eis Baussebezéiungen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Kartheiser. Den Här Yves Cruchten.

M. Yves Cruchten (LSAP) | Merci, Här President. Also, ech menge schon, dass eis Regierung grad an deenen dote Froen eng Realpolitik mécht. An ech muss och wierklech soen, dass ech net kann hei mat där Motioun d'accord sinn, wou mer einfach

liichtfankeg en Text schreiwen a soen: „Elo hale mir mol op mat der Kooperatiounspolitik an där ganzer Géigend.“ Do si warscheinlech ...

(Interruption)

Dach, dat ass dat, wat hei steet. An do si warscheinlech vill Leit, déi op déi Kooperatiounspolitik vu Lëtzebuerg a vun aneren ugewise sinn.

Selbstverständlech sollte mir iwwer all d'Problemer schwätzen, déi an der Sahelzon sinn, an dat sinn der net wéineg, an d'Evolutioun, déi do ass, ass keng schéin. An dat maache mer och, dat maache mer bei eis an der Kommissioun an der Aussepolitik, dat maache mer och an der Madamm Empain hirer Kommissioun reegelméisseg, mat dem Här Bausch, mat dem Här Fayot an och mat dem Här Asselborn. Dat wäerte mer och weiderhin esou maachen. Mee déi heite Motioun, déi kënnen mer op kee Fall matdroen.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Cruchten. Ech mengen, da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Da maache mer elo de Vote par procurement. De Vott ass ofgeschloss.

Dës Motioun ass bei 4 Jo-Stëmme géint 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener (par M. Yves Cruchten), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par Mme Simone Asselborn-Bintz) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnert muer de Mëtten um 14.00 Auer nees zesammen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.47 heures.)

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique** p. 55
M. Fernand Etgen, Président
 2. **Question élargie n° 131 de M. Laurent Mosar au sujet du cadre légal pour les actifs cryptographiques** p. 55
M. Laurent Mosar | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances (interventions de M. Gilles Roth et Mme Nancy Arendt épouse Kemp) | M. Laurent Mosar | Mme la Ministre Yuriko Backes
 3. **7348 – Projet de loi relative aux comptes inactifs, aux coffres-forts inactifs et aux contrats d'assurance en déshérence et modifiant :**
1° la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; et
2° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances p. 57
Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
Discussion générale : M. Laurent Mosar (intervention de M. André Bauler) | M. François Benoy | M. Fernand Kartheiser | M. Sven Clement
Prise de position du Gouvernement : Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances
Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 4. **Question élargie n° 134 de Mme Djuna Bernard au sujet du fonctionnement des offices sociaux au Luxembourg** p. 60
Mme Djuna Bernard | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 5. **Question élargie n° 135 de Mme Simone Asselborn-Bintz au sujet du langage simplifié** p. 62
Mme Simone Asselborn-Bintz | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 6. **7926 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « NeisSchmelz »**
7927 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « NeisSchmelz » p. 64
Rapport de la Commission du Logement : Mme Semiray Ahmedova
Discussion générale : M. Marc Lies | M. Max Hahn | M. Dan Biancalana | M. Fred Keup | Mme Nathalie Oberweis | M. Marc Goergen (interventions de M. Fred Keup et M. Sven Clement) | M. Fred Keup (parole pour fait personnel) (interventions de M. Fernand Kartheiser et M. Marc Goergen)
Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement | Mme Nathalie Oberweis (parole après ministre) | M. le Ministre Henri Kox
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7926 et dispense du second vote constitutionnel
Vote sur l'ensemble du projet de loi 7927 et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Corinne Cahen, M. Henri Kox et Mme Yuriko Backes, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?
(Négation)

2. Question élargie n° 131 de M. Laurent Mosar au sujet du cadre légal pour les actifs cryptographiques

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 131 vum Här Laurent Mosar iwwert de legale Kader vun dem kryptographesche Verméigen. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV) | Merci, Här President. Wann da vläicht jiddweree Plaz geholl huet, géif ech ...
(Brouhaha)

... dann och ufänken.

Madamm Finanzministes, ech wollt eigentlech de Mëtten eng Fro stellen am Kontext vun der Reglementatioun vun deene sougenannte Kryptoassets a mech referéieren op dat MiCA-Reglement – MiCA, ofgekierzt fir Markets in Cryptoassets –, wat elo virun enger Rei vun Deeg vun der EU-Kommissioun uegheoll ginn ass.

Fir nach eng Kéier ganz kuerz ze soen, em wat et hei geet: U sech gëtt hei e Legal Framework fir déi ganz Kryptoassets geschaaft. Dat ass eigentlech eng äusserst positiv Saach. Dir kënnt Iech och drun erënneren, dass ech e puermol op dëser Tribün déi Fuerderung gestallt hat, dass mir och hei zu Lëtzebuerg esou e Legal Framework géife kréien. Ech hunn deemools ëmmer vum Här Gramegna gesot kritt, mir sollten elo mol ofwaarden, wat do vu Bréssel géif kommen.

Entre-temps ass dann elo eng Proposition de règlement vu Bréssel do. Wat soll hei gereegelt ginn? Fir

d'alleréicht soll hei elo mol eng nei Industrie, nämlech déi vun de Kryptoassets, e legale Kader kréien, fir och ze erlaben, sech kënnen um Niveau vun der gesamter Europäescher Unioun ze developpéieren. An zweetens – an dat ass och wichteg – geet et natierlech hei och drëm, den Investisseuren, déi an déi Kryptoaktiva investéieren, déi néideg Protektioun dofir ze ginn.

Ech sinn och elo frou, Madamm Finanzministes, dass dat Reglement zu Bréssel schlussendlech duerchgaangen ass. Dat war jo anscheinend net einfach, notament well déi gréng am Europaparlament relativ Drock gemaach haten, fir dass et quasiment géif zu enger Reegelung kommen, déi d'Kryptoassets an der Europäescher Unioun onméiglech gemaach hätt, andeem do gewëssen ekologesch Krittäre fixéiert gi wieren, déi esou streng gewiescht wäeren, dass sech iwwerhaupt keng Kryptoassets méi hätte kënnen developpéieren. Dat wär eng grouss Katastroph gewiescht! Duerfir begreissen ech, dass et net esou wäit komm ass.

Ech verstoppen awer och net, dass et bei de Kryptoassets och eng Fro vun Ekologie gëtt, well – an dat muss een einfach wëssen – esou nei digital Monnaië wéi de Bitcoin natierlech och ekologesch net onbedéngt positiv sinn. Mee op där anerer Säit kënnt do awer och eng ganz grouss Entwécklung an ech si perséinlech dervun iwwerzeegt, dass an Zukunft och déi Kryptomonnaië vill méi ekologesch wäerte sinn, wéi dat am Moment de Fall ass.

Ech wollt awer elo eng Rei vu Froe stellen, notament par rapport zu deem Pabeier, deen elo virläit, well dee Pabeier menger Meenung no awer och nach net all d'Problemer léisst. Leit, déi sech e bësse méi mat där Thematik ofginn, fäerten och do, dass et elo erëm, wéi sou oft, zu enger ze vill strikter Regulatioun kënnt, déi d'Emissioun vu Kryptoaktiva quasiment just de Banke géif virbehalen, wat menger Meenung no och net de Wee ka sinn. Ech fannen et perséinlech och net gutt, dass d'Europäesch Zentralbank hei ganz eleng soll den Droit de véto kréien. Dat alles riskéiert, derzou ze féieren, dass mir hei erëm, wéi sou oft, den Zuch par rapport zu Asien an de Vereenegte Staate leider wäerte verpassen. Ech gesinn och, dass den

Här Biden ganz grouss Initiativen hëlt, wat justement d'Reglementatioun vun de Kryptoaktiva an de Vereenegte Staate betrëfft.

Déi Froen, déi ech also de Mëtte wollt stellen:

Éischtens, wéi ass eigentlech d'Position vun der lëtzebuergescher Regierung par rapport zu deem Reglement do gewiescht, wëssend, dass besonnesch, wéi gesot, déi gréng am Europaparlament jo manifestement net domadder d'accord sinn?

Wéi ass elo d'Position vun der lëtzebuergescher Regierung? Mech géif natierlech och interesséieren, wéi d'Regierung sech par rapport zu deene Propositione positionéiert, déi do um Dësch leien an – wat ech virdu gesot hunn – ob d'Ministes net awer fäert, dass mer hei erëm e Corset juridique maachen, deen awer esou strikt ass, dass et riskéiert, kontraproduktiv ze ginn.

An da wëll ech och wëssen, wéi d'lëtzebuergesch Regierung als First Mover eventuell d'Implantatioun vun deene Kryptoaktiva hei zu Lëtzebuerg preparéiert, well mer jo dee Cadre juridique och mussen ëmsetzen. Gëtt elo schonn dorunner geschafft?

An dann eng lescht, ganz wichteg Fro, déi och mat der Aktualitéit ze dinn huet: Et schéngt mir essenziell ze sinn, dass mer esou en Arsenal législatif esou schnell wéi méiglech kréien, fir och ze evitéieren, dass wéi dat elo de Fall ass, verschidde Sanktiounen iwwert de Wee vu Kryptoaktiva ëmgaange ginn. An do wollt ech d'Ministes och froen, ob am Moment um Niveau vun der EU eventuell Initiative lafen, fir justement déi dote Gefor ze evitéieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert. D'Madamm Finanzminister Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, den honorabelen Deputéierten huet eng Rei ganz pertinent Froe gestallt. An där Invitatioun, déi ech krut, hat e sech méi op eng Etüd vum LHOFT referéiert, déi och ganz interessant ass. An ech mengen, do wëll ech

dann och direkt soen, dass dat am Fong och dat Ganzt encadréiert huet. LHOFT ass och do a sengem Rôle, fir nei Technologien an Innovatioun am Finanzsecteur ze analyséieren an zesumme mam Secteur ze kucken, wéi een dës nei Opportunitéite kann ergräifen.

vläicht just e Mot d'introduction, och well d'Fro am Fong ugefaangen hat mat där Etüd vum LHOFT. LHOFT feiert elo d'est Joer de fënneften Anniversaire. Et ass och justement, fir esou Etüden ze maachen, dass de LHOFT kreéiert ginn ass. Ech huelen dann awer och vläicht e bëssen aus, fir op Är Froen ze äntwerten.

Wéi d'Etüd vum LHOFT kloer seet, ass, contrairement zu Amerika, de Kryptoaktiva-Beräich an Europa nach an de Kannerschong. A wann dës Ëmfro zu Lëtzebuerg gemaach ginn ass, dann ass dat trotzdem och representativ fir ganz Europa, well a ganz ville Saachen – well mer esou eng staark Fongenindustrie hunn – si mer natierlech Virreider.

Wat de gesetzleche Kader ugeet, ass et wichtig ze ënnersträichen, dass dat, wat gebraucht gëtt – an ech hunn Iech richteg héieren, et ass dat, wat mäi Predecesseur jo och gesot huet –, virun allem en europäesche Kader ass. Et ass och dat, wat aus där Etüd hei erauskomm ass. Do hätt ee kënnen driwwer schwätzen, ob mer e Lëtzebuerger Kader bräichten. Nee. Ech mengen, aus där Etüd ass och erauskomm, dass d'Demande vum Secteur fir en europäesche Kader war.

Wann ee weess, dass Lëtzebuerger Fongen a ganz Europa a weltwäit verdriwwe ginn, da versteet een, dass e reng nationale Kader fir Kryptoaktiva effektiv och éischter wéineg bruecht hätt. Dofir ass op dee Kader gewaart ginn.

Dat heescht natierlech net, dass een net kann national op e puer Plazen och nach u Schrauwen dréien, och schonn à ce stade, an dat ass och gemaach ginn. An deem Sënn ass de Finanzministère weider op fir den Dialog mam Secteur. Dat ass ganz wichtig fir ze kucken, wou een Upassunge ka maachen.

Kryptoaktiva sinn awer nun emol en neie Beräich, dee séier evoluéiert, a se sinn och net ouni Risiken. D'Etüd thematiséiert eng ganz Rei vun dese Risiken, dorënner méi héich Risike wéi Geldwäsch, mee och déi grouss Volatilitéit, déi esou Investissemer extreem spekulativ an och riskant kënnen maachen.

Hei muss een da ganz kloer den Hype, dee ronderëm d'Kryptowärung besteet, trenne vun deem, wat mir och als responsabel Finanzplaz maachen eeben am Ëmgang mat Innovatiounen, well et eis natierlech um Häerz läit, eis renomméiert Finanzplaz Lëtzebuerg an och d'Investisseure viru Geldwäsch, Volatilitéit an all deene Risiken ze schützen.

D'CSSF huet net fir näischt och kloer Positioun geholl an erklärt, dass nëmmen alternativ Fongen, déi also u professionell Investisseure verkaaft ginn, a Kryptoaktiva dierfen investéieren.

Lëtzebuerg war am Fong vun Ufank u proaktiv, awer effektiv éischter virsiichteg mam Thema vu Kryptoassets ëmgaangen, esouwuel op der Säit vun der Finanzopsicht wéi och vum Legislatuer.

D'Objektiv war ëmmer, d'Innovatioun am Finanzsecteur ze begleeten duerch eng technologieneutral Approche, an do wou méiglech, innerhalb vum besteende Gesetzeskader. Wou et néideg war, ass dann och de legale Kader ugepasst ginn, fir méi Rechtsstaatlechkeet ze schafen.

Dobäi war et der Regierung och ëmmer wichtig, dass dat eeben iwwerluecht an etappeweis do vir sech geet. Et ass drëms gaangen, e Kader ze schafen, dee kredibel ass an et den Acteuren aus dem Finanzsecteur erlaabt, nei Technologien ze benotzen an ze innovéieren

an och am Laf vun der Zäit Risike besser ze verstoen an déi Risiken dann och ze maistréieren. D'est war besonnesch wichteg am Beräich, wou et eebe grad och nach keen europäesche Kader ginn ass.

Schon 2014 – just fir dat och ze mentionéieren, well ech mengen, dass dee Kader awer wichtig ass, fir dat ze ënnersträichen – huet d'CSSF Stellung zur Kryptowärung geholl a gesot, dass all Krypto-Acteur, deen zu Lëtzebuerg e Finanzservice ubitt, ënner d'Supervisioun vun der CSSF a besteeënd Finanzgesetzter fält. D'est betrëfft och déi, déi eeben en Echange tëschent Kryptowärungen an offizielle Wärungen erlaben.

D'CSSF huet doriwwe eraus en Innovatiounshub en place gesat, eng Aart vu Single-Point-of-Contact, souwuel fir traditionell Acteuren aus dem Finanzsecteur wéi FinTech-Firmen, déi och nei innovativ Solutiounen wëlle lancéieren.

D'CSSF encouragéiert esou den Echange mam Secteur iwwer nei Technologien, wéi Blockchain a Kryptoaktiva, a kann déi eenzel Acteuren och guidéieren – wat, mengen ech, ganz wichtig ass –, ob a wéi eng bestëmmten Aktivitéit ënner déi besteeënd Reglementatioun fält.

Ech wëll hei och ënnersträichen, dass d'CSSF iwwert déi lescht Méint eng ganz Rei Guiden an och FAQs – Frequently-Asked-Questions – erausginn huet, verëffentlecht huet. Ech mengen, dat ass och wichtig fir de Marché.

Voilà. Bis viru Kuerzem ass et eebe weeder en europäeschen nach e weltwäit eenheetleche regulatoresche Kader fir d'Kryptoassets ginn. An deene leschte Jore sinn dës Produiten awer net nëmmen ëmmer méi populär ginn – dat hutt Der och mentionéiert –, mee se sinn zousätzlech och ëmmer méi an d'Viséier kumm vun de Regulateuren. A verschidde Länner sinn d'Kryptowärungen haut souguer carrément verbueden.

Mee ech mengen, fir eis – an ech mengen, do hu mer och déi selwecht Aschätzung – gëtt et ëmmer méi Opportunitéiten am Finanzsecteur. Mee dofir ass et och ëmsou méi wichtig, d'Risike richteg ze encadréieren.

Mam MiCA-Reglement proposéiert d'EU dann eebe fir déi alleréischte Kéier e Kader, deen europawäit all d'Kryptoassets reguléiert, déi bis dato onreguléiert waren: Dat sinn eeben d'Paymenttokens, d'Utilitytokens. Doriwwe eraus wäert MiCA och Dëngschtleeschter am Beräich vu Kryptoassets reguléieren.

Lëtzebuerg begréisst dës nei Reglementatioun. Prinzipiell si mer hei en faveur vun engem europäesche Kader, well dat méi Sécherheet an och méi Kloerheit schafft au-delà vun engem reng nationale Kader an och potenziell méi Opportunitéite schafft, besonnesch fir eng grenziwwerscheidend Finanzplaz. Lëtzebuerg huet déi richteg Viraussetzungen, fir am Beräich vu Kryptoaktiva international matzespillen. An en eenheetlechen EU-Kader wäert eis et eeben och erlaben, dee richteg Rôle hei ze spillen.

Donieft hu mir awer och eng grouss Expertis am Beräich vun de Fongen, e Regulateur – wéi ech mentionéiert hunn –, deen oppen ass fir en Dialog mam Secteur an eng Regierung, déi ëmmer probéiert, zesumme mam Secteur Léisungen ze fannen.

Lëtzebuerg steet Innovatioun wéi Kryptoaktiva also oppe géigeniwwer a wäert dës Innovatiounen weiderhi Schrott fir Schrott begleeten, éischters am Aklang mam europäesche Kader, zweetens zum Schutz vun den Investisseuren a Clienten an drëttens am Interêt vun der Stabilitéit an der Reputatioun vun eiser Finanzplaz.

Fir vläicht och op e puer vun Äre Froen zréckzekommen, déi ech hei nach net adresséiert hunn: Also d'MiCA-Reglement ass net adoptéiert, mee et ass vun

der Kommissioun 2020 proposéiert ginn. De Conseil huet am November 2021 seng Positioun arrétéiert – do woussst ech nach näischt vu mengem Gléck, dass ech haut géif hei stoen – an d'Europaparlament huet dann och vrun e puer Deeg seng Positioun arrétéiert. Dat heescht, do fänken elo d'Trilog un.

Fir vläicht direkt op déi einfachst Fro ze äntwerten, déi Der och gestallt hutt iwwer First Mover: Ech mengen, et ass evident, dass mer alles drusetzen, fir kënnen e First Mover an deem Beräich ze sinn. An ech wäert an deem Sënn och mat de Kollegen am Ministère schaffen, dass dat eis méiglech ass, well ech fannen, dat ass effektiv extreem wichtig.

Dir hutt Sanktiounen ugeschwat. Dat hat ech mer hei opgeschriwwen. D'Acteuren am Beräich zu Lëtzebuerg an och an der EU mussen sech natierlech un d'Reegelen halen, och an deem heiten Domän, a müssen déi Sanktiounen, déi gesprach ginn, natierlech uwenen. D'EU, an domat och Lëtzebuerg, huet e legale Kader fir ze assuréieren, dass d'Acteure vun Kryptoberäich sech eeben un Anti-blanchiment-Reegelen, zum Beispill, halen. Ech mengen, dat ass ganz wichtig. Sou muss eeben all Acteur an deem Beräich sech och beim Regulateur enregistrieren a muss domat alles applizéieren, wat och d'Banken an aner Acteuren am Finanzsecteur maachen.

Déi Saach, de Lien Krypto a Sanktiounen, ass effektiv och um G7-Niveau ugeschwat ginn. Et ass och am Kader vun den EcoFin-Ministernen ugeschwat ginn, wou d'Länner sech absolut eens sinn, dass alles muss gemaach ginn, dass Sanktiounen net via Krypto kënnen cour-circuitéiert ginn. Dat ass evident.

Et muss een awer och dozou soen, dass et extreem schwéier ass fir sanktionéiert Leit oder Entreprises, hir Kryptowärungen an offiziell Wärungen ëmzeleeden. Dat ass effektiv ganz schwéier. An ech mengen, et muss een och soen, dass d'Kryptowärungen net wierklech eng effikass Method wären, fir am groussen Stil Sanktiounen ze ëmgoen, sécher net, fir grouss Zommen ze transferéieren. Dat ass extreem schwéier.

Ech ka mech do vläicht och referéieren op dat, wat d'Amerikaner oder d'amerikanesch Finanzkriminalitéitsautorité gesot hunn, dass si och keng wierklech Indicatiounen hunn, dass Sanktiounen géifen am groussen Stil iwwert d'Kryptoassets ëmgaange ginn. Dat heescht, dat ass eppes, do muss mer oppassen. Do hu mer haut eis Autorité de surveillance en place fir ze kucken, dass do näischt ka falsch gemaach ginn.

Mee voilà, de Risiko ass elo do, well esou héich Montanten trotzdem e bësse méi komplizéiert sinn an och, well d'Transaktiounen haut awer do relativ einfach kënnen tracéiert ginn.

Wat hat Der nach fir eng Fro? Jo, ech mengen, Dir hat nach d'Ekologiefro. Vläch e Wuert dozou, well dat effektiv och eng Diskussioun am Europaparlament war. D'Europaparlament hat jo de Vott justement op där Fro ëm e puer Deeg reportéiert. An déi Fro, mengen ech, ass elo dans immédiat, op d'mannst vun der Positioun vum Europaparlament aus, och gekläert. Ech mengen, och dës Industrie – an do ginn ech Iech ganz Recht – muss sech adaptéieren, souwéi aner Technologien och. An ech mengen, hei ass et wichtig, dass mer och d'Innovatioun an d'Technologë fërderen.

Mee ech mengen, wat elo geschitt ... De Conseil huet seng Positioun e puer Méint, wéi gesot, viru menger Zäit arrétéiert. Elo huet d'Europaparlament op deem Reglement seng Positioun arrétéiert. Elo fänkt dann den Trilog un. An ech kann Iech ubidden, wa mer dann elo an deem ...

(Coups de cloche de la présidence)

U, hunn ech schonn ze laang geschwat?

M. Fernand Etgen, Président | Nee. Et ass och e bësse vill gespréicheg heibannen. Et ass och dowéinst, wou ech amgaange sinn ze klappen.

(Brouhaha)

Une voix | Sch!

M. Gilles Roth (CSV) | Mech hätt Der scho rausgehäit.

(Hilarité)

Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV) | An ech hätt schonn e Brëif vun der Conférence des Présidents kritt.

M. Fernand Etgen, Président | O, Här Roth, ech soen do léiwer näischt.

(Hilarité)

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Honorabel Deputéiert, vläicht just da fir ofzeschlëssen: Ech mengen, elo fänken d'Trilogen un. D'franséisch Présidence wëll dësen Dossier ënner hirer Présidence nach clôturéieren. A wann ech dann och méi Informatiounen hunn, wéi déi Diskussiounen am Trilog weiderginn, kommen ech natierlech och ganz gären an d'Cofibuskommissioun, fir Iech da méi am Detail iwwert déi Gespréicher ze informéieren an a wéi eng Richtung déi da ginn, well ech mengen, ee vun de Sujeten, deen Iech da vläicht do och wäert interesséieren – soen ech elo mol einfach op Basis vu Gespréicher, déi mer d'leschte Kéier, wou ech hei an der Plenièr wor, haten –, ass, wéi d'MICA dann opgestallt wäert ginn oder wéi d'Cryptoassets wäerten opgestallt ginn an der Surveillance.

Voilà!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzministesch. An ech hunn direkt gespuert, den Här Mosar huet nach eng Zousazfro.

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Merci, ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Mosar, wannech-gelift.

M. Laurent Mosar (CSV) | ... merci, Här President. Och merci der Madamm Minister. Ech wëll elo Iech an eis net nach langweilen, andeem ech awer nach op déi eng oder déi aner Fro géif agoen, déi elo net richteg beäntwert ginn ass. Mee fir dat, wéi gesot, net ze maachen, géif ech vläicht dem Här President vun der Finanzkommissioun proposéieren, datt mer eng Kéier géifen en détail dee Sujet mat deem Text och an der Finanzkommissioun diskutéieren, well et ass e wichtege Text.

Duerfir stellen ech Iech elo keng Zousazfroen. Ech wollt awer nach eng Fro wierklech gekläert hunn, well déi awer fir mech wichteg ass: Dat ass wierklech, wat d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung hei ugeet. Well am Europaparlament, do war eng relativ hefteg Debatt, an déi Debatt, déi huet sech eigentlech ofgespillt haaptsächlech zwëschen deene Fraktiounen, déi eis nostinn, an dann anere Fraktiounen, déi éischer vis-à-vis stinn. An do war et ganz kloer, datt ganz besonnesch déi gréng, mee net nëmmen déi gréng, och déi sozialistesche Fraktioun, eigentlech sech zimmlech staark opponéiert hunn, datt iwwerhaapt soll eng Regulatioun vu Kryptoaktiva kommen.

An ech mengen, datt dee Match nach net definitiv eriwuer ass, well ech hunn elo nach d'Prise de position vun deem gréng Riedner zu deem Reglement gelies. An hien huet gesot, si géife virukämpfen. Dat wär also nach ..., si géife den Kampf eigentlech nach net opginn. Duerfir géif ech awer gär wëssen, Madamm Finanzminister, well déijéineg Fraktioun sech jo och an Ärer Regierung erëmfannen, ob d'Positioun vun der lëtzebuergescher Regierung awer hei ganz kloer ass an

ob d'lëtzebuergesche Regierung am Prinzip mat deem Text, wéi en am Moment virläit, averstanen ass?

Une voix | Gutt Fro!

M. Fernand Etgen, Président | Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Finanzministesch.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Jo. Ech kann Iech soen, dass d'lëtzebuergesche Regierung deem Text, deen op der Conseilssäit ass, zougestëmmt huet.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools.

3. 7348 – Projet de loi relative aux comptes inactifs, aux coffres-forts inactifs et aux contrats d'assurance en déshérence et modifiant :

1^o la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; et

2^o la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7348 iwwert den Assurancëkontrakt. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht, an ech géif d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här André Bauler.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här President, léif alleguer, et gëtt Situatiounen an den tèschemenschleche Bezéiungen, wou ee sech auserneelieft. Dat ass eng Saach, déi eis warscheinlech alleguer geleeëntlech betrëfft, sech aus den Aen ze verléieren. Dat gëtt et awer net just a politeschen, frëndschaflechen a romantische Bezéiungen, mee och eeben a Geschäftsbezéiungen.

E konkrete Fall, deen an deem Kontext vläicht eng Rei vun eis betrëfft, dat ass zum Beispill e Compte courant, deen een als Student eemol am Ausland opgemaach huet. Dir erënnert Iech nach sécher alleguer un Äre Studentenzäit, wou Der mam Kapp an de Bicher stoung an dertëscht och emol heiandsdo méi lëschtteg Momenter hat, mat engem klengen Limoncello. Wann een dann nees zrëck op Lëtzebuerg kënnt, huet ee vläicht ufanks aner Problemer ...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Ass dat eppes wéi eng Gei?

M. André Bauler (DP), rapporteur | ... wéi déi puer Euro, ...

(Interruption par la présidence)

... wéi déi puer Euro, déi een dann ...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | E Limoncello.

M. André Bauler (DP), rapporteur | ... op deem Kont stoen huet, ze rapatriéieren an de Konto am Ausland opzeléisen. Vun haut op muer benotzt een da just nach seng lëtzebuergesche Handysnummer an et huet een eng nei Adress. D'Bank muss awer weiderhin enger ganzer Rëtsch vun Obligatiounen nokommen. Si muss wëssen, wien ee Konto huet, wou dës Persoun hire Steiersätz huet, ob se net op enger kritescher Lëscht steet a sou weider a sou fort. Soubal d'Bank probéiert, un e Client ze kommen, well zum Beispill d'Identitéitskaart geschwënn ofleef, a si awer net méi un dëse Client kënnt, huet d'Finanzinstitut e Problem.

Léif alleguer, dat doten ass elo ee Beispill, e Student, eng Studentin, dee plënnert, déi plënnert. Et gëtt awer nach aner Fäll, an deenen e Konto kann inaktiv ginn, an natierlech och ganz komplex Fäll. Wat geschitt, wann eng Persoun ouni Ierwe stierft a Konten hannerléisst? Wat geschitt, wann et net em e Konto geet, mee em e Safe mat engem wäertvollen a sentimental wichtege Inhalt? Oder bei enger Liewensversicherung, ouni datt de Beneficiaire kann ermëttelt ginn?

Eis belsch Noperen a Frankräich hu konkret Äntwerthen op dës Froen an et gëtt Zäit, datt mir eis e legale Kader, eng gesetzlech Rumm fir dës Fäll hei zu Lëtzebuerg ginn.

Dowéinst presentéieren ech Iech haut e Gesetzesprojet zu den inaktiven oder schlofende Konten – „comptes dormants“, wéi dat esou schéin am Franséischen heescht –, Safen a Liewensversicherungen.

En ass de 6. August 2018 deposéiert ginn. En ass also schonn e bësse méi laang hei bei eis am Haus. Dat virun allem, well nach eng Rei Amendementer hu musse gemaach ginn.

Op där enger Säit geet et drëm, den Titularen a Beneficiäre vu gewësse Versicherungen d'Recherche iwwer Konten, Safen a Versécherungskontrakter, déi hinnen zoustinn, ze vereinfachen.

Op där anerer Säit geet et och drëm, déi juristesche Sécherheet fir d'Banken an d'Assurancen ze verstärken, andeems hir Obligatiounen kloer opgeléicht ginn. Ënnert dës Obligatiounen fält zemoos och de Kampf géint de Blanchiment an d'Finanzierung vum Terrorismus.

De Gesetzesprojet geet op dräi Haaptvoleten an. Éischtes: Wéi kann ee verhënneren, datt et zu enger Inaktivitéit kënnt? Also d'Preventioun. Zweetens: Wat geschitt mat den Avoiren, wa kee se an Usproch hält? Also d'Consignatioun. An drëttens, wa bis en Usproch no enger Consignatioun gemaach gëtt: Wat ass déi genee Prozedur, fir d'Avoiren zrëckzeginn? Also d'Restitutioun.

E reegelméisseg Kontakt ass den Haaptmoyen, deen et erlabe soll, datt et net zu esou enger Inaktivitéit kënnt, da mussen d'Titulairé respektiv d'Beneficiäre vu Konten, Safen a Versécherungskontrakter oder Assurancëverträg vun zoustännegen Etablissement kontaktéiert ginn. Dat natierlech, fir hinnen ze erklären, wat déi méiglech Repercussioune, Konsequenzen vun dëser Inaktivitéit sinn.

Wann de Client oder Beneficiaire nawell net reagiert, muss d'Bank zousätzlech Recherchë maachen, fir de Kontakt nees hierzustellen. Sollt d'Recherche zu kengem Resultat féieren, mussen d'Avoire bei der Consignatiounskeess hannerluecht ginn. Objete mat engem emotionale Wäert mussen fir d'éischt emol 50 Joer nom Ufank vun der Inaktivitéit vun de Banke gehale ginn, éier si d'äerfen hannerluecht ginn. D'Avoire ginn esou laang vum Staat gehalen, bis datt ee se dem Besëtzer nees kann erëmginn respektiv dem Beneficiaire kann ausbezuelen. Wann dat awer net sollt méiglech sinn, geet d'Hallschent vun den Avoiren un de Staat an déi aner Hallschent geet un de Fonds souverain intergénérationnel du Luxembourg.

Wéini dat geschitt, hänkt dovunner of, wat genau bei der Consignatiounskeess hannerluecht ass. Ech preziséieren hei, datt den Délai de prescription fir consignéiert Avoire sech normalerweis op 30 Joer beleeft.

De Gesetzesprojet gesäit och en elektronische Regëster vir, deen d'Recherche vu consignéierten Avoire vereinfacht.

D'CSSF an de Commissariat aux assurances si responsabel dofir, datt d'Etappe virun enger Consignatioun

fonctionéieren. Fir déi Etappen duerno ass dann d'Consignatiounskeess u sech zoustänneg.

An de Kommissiounssätzungen hunn d'Memberen e puer Punkten opgegraff. Sou huet den honorabelen Här Laurent Mosar zum Beispill d'Fro vum Start vun der Inaktivitéit ugeschwat. Effektiv gëtt an alle Fäll de leschte Kontakt tëscht Client an Etablissement geholl. Hei gouf sech och gefrot, ob dat net ze ëmständlech wier. Mir kruten awer doropshi vu Säite vum Finanzministère versécher, datt d'Banken haut souwisou scho mat Programmer schaffen, déi et hinnen erlaben, den Datum vum leschte Kontakt einfach ze retracéieren. Hei mussen also keng zousätzlech Ustrengunge gemaach ginn.

Doriwwer eraus huet den Här Mosar hannerfrot, firwat d'Monnaie-électronique-Konte vun deemem Projet net betraff sinn. Hei ass d'Iwwerleeung, hei ass d'Räsonement, datt esou Konte fir kleng Montante gebraucht ginn, déi gréisstendeels just transitéieren, fir zum Beispill eng Wuer online ze kafen oder Suen an eng aner Währung ëmzetauschen. Dese Konten d'Dispositiounen aus dem Gesetzesprojet opzeerleeën, wier net ubruecht, esou d'Vertrieederin vum Finanzministère.

Wat d'Bausparvertrëg ugeet, ass d'Fro opkomm, ob et do net ze komplizéiert wier, fir de Suivi ze hunn, e Suivi, fir d'Inaktivitéit eebe feststellen. Och hei gouf drop verweisen, datt en einfach Telefonat eigentlech duergeet, fir datt de Kont weiderhin als aktiv kann ugesi ginn. Dat ass iwwerdeems eng gutt Occasioun, fir dem Client säin aktuelle Produkt unzepassen oder vläicht nach eppes aneres ze verkafen.

D'Informatiounen, déi un d'Consignatiounskeess musse weidergereicht ginn, sinn och kee weidere Problem, well d'Etablissementer des Informatiounen souwisou schonn hunn.

D'Beamten aus dem Finanzministère hunn eis och op Nofro vum Här Mosar erkläert, datt d'Consignatioun just ka verweigert ginn, wann d'Etablissement d'Dispositiounen aus dem Text net respektéiert oder déi geliiwert Informatiounen sech als net vollstänneg, net exakt oder carrément falsch erausstellen.

Wann d'Konditiounen bis erfëllt sinn, kann eng nei Demande de consignation gemaach ginn. Mir hunn dat och kloer am Commentaire des articles esou festgehal.

Fir d'Detailer verweisen ech, bien entendu, op mäi schrëftleche Rapport.

Mir kruten en Avis vum Staatsrot, der Chamber de Commerce a vun der Dateschutzkommissioun. De Staatsrot huet a sengem initialen Avis vum Mee 2019 e puer formell Oppositiounen ausgeschwat. De Staatsrot huet sech dru gestéiert, datt et eng Consignatiounsflucht gëtt, mee datt d'Consignatiounskeess trotzdeem eng Consignatioun refuséiere kéint. D'Pouvoir vum der Consignatiounskeess hu méi genee misse bestëmmt ginn. De Staatsrot hätt sech iwwerdeems iwwer méi genee Statistiken iwwert déi sougenannt schlofend oder inaktiv Konte gefreet. Doriwwer eraus huet de Staatsrot e puer kleng Ännerungen an och Prezisiounen gefrot fir sécherzegoen, datt d'Zil vum Gesetzesprojet och kéint erreicht ginn.

Dank den Amendementer huet de Staatsrot a sengem zousätzlechen Avis vum November zejoert seng formell Oppositiounen opgehuewen.

Komme mer dann zur Handelskummer. D'Chambre de Commerce huet an hirem Avis vum Dezember 2018 d'Zil vum Projet grondsätzlech begréisst. Si freet sech, ob de Projet dat Zil dann och erreecht, vu datt d'Virschreife relativ opwänneg sinn. D'Chambre de Commerce ass, d'selwecht wéi de Staatsrot, géint d'Méiglechkeet vun der Consignatiounskeess, eng

Consignatioun ze refuséieren. D'Delaien am Gesetzesprojet wiere widderspéichlech an ze komplizéiert, well et der jo verschidder gëtt a well eng Persoun en diversifizéiert Portfolio kann hunn, wou da verschidder Delaie spillen. D'Sanktiounen wieren dann och ze schwéier. Iwwerdeems misst een ënner anerem eng aner Reegelung fanne fir Konten, déi en faveur vu Mannerjärege opgemaach ginn an d'Pièce missten och kënnen op Englesch an d'Consignatiounskeess agerecht ginn.

An hirem zousätzlechen Avis huet d'Chambre de Commerce nach weider Observatiounen gemaach.

D'Dateschutzkommissioun huet un de Prinzip vun der Minimisiatioun vun den Donnéeën ernimmt. Et sollen nach just pertinent Donnéeën gesammelt ginn an och gehale ginn. An dat och just sou laang, wéi dat eeben noutwendeg ass. D'Delaien, déi bestëmmen, wéi laang d'Donnéeën gehale musse ginn, solle kloer am Gesetz stoen. Och muss kloer gereegelt sinn, wéi déi Daten dann eeben echangéiert, wéi se ausgetosch ginn.

D'Dateschutzkommissioun ass iwwerdeems domat d'accord, datt anonymiséiert Statistike gemaach ginn. An hirem zousätzlechen Avis begréisst d'Dateschutzkommissioun dann, datt Prezisiounen iwwert d'Donnéeën, déi gesammelt ginn, gemaach goufen. Et gouf och preziséiert, wéi den Echange vun Informatiounen gemaach gëtt. Iwwerdeems gëtt begréisst, datt d'Consignatiounskeess elo kloer als verantwortlech Entitéit fir d'Donnéeën ernimmt gëtt.

Fir all aner Detailer verweisen ech op déi respektiv Avisen.

Ech wier dann um Schluss ukomm. Ech soen op jidde Fall de Beamten aus dem Ministère villmools Merci fir déi gutt a gewëssenhaft Zesummenaarbecht bei deemem Projet. Si hu wierklech versicht, op all déi Froen, déi gestallt gi sinn, souwäit wéi méiglech prezis Äntwerten ze ginn. An ech denken, dat ass jo och richtig a wichteg, datt mer dat seriö an der Kommissioun maachen. Dofir soen ech och jidderengem, deen dozou bäigedroen huet, en häerzleche Merci.

Schlussendlech ginn ech dann awer och am Numm vu menger Fraktioun den Accord. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Rapporteur André Bauler.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar (CSV) | Jo. Ech fänken u mat engem grouse Merci un eise Rapporteur, deen eis, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, op eng ganz pedagogesch Aart a Weis e komplizéiert Projet alt erëm eng Kéier am Detail roueg erkläert huet. Ech hunn awer haut nach en zousätzlechen Talent an em erkannt: En huet all déi Froen, déi ech wollt stellen, schonn hei ...

(Hilarité)

... gestallt.

Plusieurs voix | A!

(Brouhaha)

M. Laurent Mosar (CSV) | An nach besser: En huet se direkt ...

Une voix | Le grand manitou!

M. Laurent Mosar (CSV) | ... beäntwert, Här Präsident. Duerfir e ganz grouse Merci dem Frënd Änder Bauler.

M. André Bauler (DP), rapporteur | Här Mosar, ech vergiessen net, wat Dir an de Kommissiounen alles esou frot a sot.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Laurent Mosar (CSV) | Also ech sinn ëmmer erëm erstaunt, wéi gutt Dir mir nolauschtert, Här President. Mee wéi gesot, e ganz grouse Merci.

Une voix | Et ass net ze iwwerhéieren!

M. Laurent Mosar (CSV) | Dat erspuert mir, dann och nach eng Kéier der Finanzministesch déi selwecht Froen ze stellen.

Ech kann och direkt soen, datt mer den Accord zu deem dote Projet ginn.

Ech hunn allerdéngs e bësse Bauchwéi. Elo manner, wat de Fong vum Projet betrëfft, mee wéinst der Aart a Weis, wéi awer hei mat Avisen, déi zu engem Projet erakommen, ëmgaange gëtt. An den Här Bauler ass jo net nëmme e grouse Pädagog, mee en ass nach méi e groussen Diplomat. Ech hunn nämlech hei ... Wéi en elo resuméiert huet, wat an deenen Avisen vum der Chambre de Commerce an der CNPD stoung, huet en dat awer op esou eng formidabel diplomatesch Aart a Weis erkläert, datt ee bal kéint mengen, datt esouwuel d'Chambre de Commerce wéi d'CNPD voller Begeescherung par rapport zu deem Projet gewiescht wäeren. An do, entschëllegt, Här Bauler, do muss ech dann awer elo op d'Riednerpult goen, fir dat awer e bëssen ze redresséieren, well Dir hutt et iwwerengs ganz gutt an Ärem schrëftleche Rapport geschriwwen. Gelungenerweis hutt Der et awer de Mëtten net an Ärer mëndlecher ...

(Interruption par M. André Bauler)

... Versioun gesot. Dir wollt vläicht och der Madamm Finanzminister net schlech Laun maachen. Duerfir waart Der, wéi gesot, extra diplomatesch.

Mee wat ech awer dozou wollt soen: D'Chambre de Commerce huet wierklech an engem ganz detailléierten Avis eng ganz Rei vu Recommendatiounen gemaach. Déi Recommendatiounen, déi si quasiment iwwerhaupt net berécksiichtegt ginn. Si hunn dunn an engem Avis complémentaire erëm eng Kéier festgestallt, datt et awer e bëssen traureg wier, datt hir Recommendatiounen herno awer nun null Konsequenz am Ennprojet gehat hätten.

Si hunn dunn an engem Avis complémentaire erëm eng Kéier festgestallt, datt et awer e bëssen traureg wier, datt hir Recommendatiounen awer nun null Konsequenz herno am Endprojet gehat hätten. An ech muss Iech soen, ech hunn du selwer – an den Här President weess dat – eng Rei vun deene Recommendatiounen nach eng Kéier an der Finanzkommissioun presentéiert. An et ass mir do änlech gaange wéi der Chambre de Commerce: Et ass een einfach driwwer ewechgaangen!

An elo weess ech, Madamm Minister, do si Beamten, déi hu vläicht och Instruktiounen. Dat ware vläicht net déi wichtegst Punkten. Et waren awer Punkten, besonnesch déi Propositioniounen vun der Chambre de Commerce, déi waren äusserst pragmatesch, an do hätt ee wierklech awer op deem engen oder anere Punkt kënnen deene Suggestiounen entgéintkommen.

Ech fannen et einfach kee gudden Stil. Hei si Leit, déi sech Méi ginn, déi studéieren e Projet am Fong, déi maache wierklech exzellente Propositioniounen, pragmatesch Propositioniounen, fir e Projet ze verbesseren, an da gëtt einfach hei mam Bagger driwwer ewechgefuehert. Ech fannen dat net ganz an der Rei!

A wat mech nach méi stéiert ... Do kommen ech op den Avis vun der CNPD, do ginn eng Rei wierklech pertinent juristesche Froen opgeworf. Déi Froe sinn opgeworf ginn an engem éischten Avis vum Abrëll (veuillez lire: Februar) 2019. Op keng vun deene Froen, op keng vun deene Froen ass geäntwert ginn! Duerno huet d'CNPD

nach eng Kéier déi Froen opgeworf an engem Avis complémentaire. Och op déi Froen ass net geäntwert ginn! An Dir wësst, Här President, ech hunn du gesot, da misste mer awer zumindest eng Kéier elo duerno d'CNPD komme loosser a mat hinne kucken, wéi dat Gesetz do ëmgesat gëtt.

Ech muss Iech soen, hei geet et ëm Dateschutz, ëm weesentlech Froen, an do kann et net sinn, datt einfach Froen am Raum stoe bleiwen, wou eng Regierung sech emol net d'Méi gëtt ze versichen, op déi Froen ze äntwerten! Dat si Saachen, déi ginn net! An ech géif wierklech och där neier Ministesch mat op de Wee ginn, datt mer esou net kënnen viruieren. An et geet hei net ëm eis Fraktioun, et geet och net ëm mech. Et geet hei ëm Leit, déi hir Aarbecht maachen, déi se op eng ganz seriö Aart a Weis maachen, a wann déi einfach do gesot kréien: „Mir fueren hei mam Bagger driwwer ewech!“, ass dat keng gutt Aart a Weis.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Mosar.

(Brouhaha)

An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här François Benoy.

M. François Benoy (déi gréng) | Merci, Här President. Ech wëll och da ganz speziell dem Président-rapporteur, dem André Bauler, fir säi pedagogesche Rapport Merci soen. An ech ginn och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech wëll vläicht op eng Saach nach hiweisen: Hei mat deem heite Gesetz geet jo, wann d'Avoiren dann un de Staat falen, d'Hallschent dovun un de Fonds souverain intergénérationnel, eppes, wat mir ausdrécklech begrëssen, well déi Suen dann domadder sollen den nächste Generationen zur Verfügung stoen. Dat ass e Fong, wou, mengen ech, ongeféier 500 Milliounen dra sinn, e gëtt zum Deel dann och all Joer iwwert de Budget gespeist.

Ech mengen, déi Fro, déi ee sech trotzdeem muss stelle fir d'Zukunft, ass: Wéi wëllt een an den nächste Jore weidermaache mat deem Fong? Wëllt een dat net vläicht nach méi ausbauen? Dat ass eppes, wat mir op jidde Fall och wichtig ass, compte tenu vun der Generatiounengerechtkeet, dass dat wichtig ass fir déi nächst Generationen, dass mer doranner investéieren.

Mir haten hei am Haus virun enger Zäit eng Motioun gestëmmt, wou et och drëm gaangen ass, fir eebe grad den Approvisionnement vun deem Fong ze erhéien an och am Management méi aktiv ze ginn, eppes, wat och, wann ech et richteg an Erinnerung hunn, de fréiere Finanzminister hei gesot huet, dass et am Fong säi Wunsch wär, dass ee méi en aktive Management vun deem Fong géif maachen.

An der Motioun, déi mer och dee Moment gestëmmt haten, ass et och justement drëm gaange fir ze soen, dass mer fannen, dass mer an deem heite Fong, grad wéi am Fonds de compensation, méi gesellschaftlech Responsabilitéit an och Ëmweltresponsabilitéit missen erabrëngen a méi Nohaltegkeet. An ech wollt eebe justement d'Finanzministesch froen, wéi si dat gesäit, wat do vläicht zënter deem Moment, wou mer déi Motioun hei gestëmmt hunn, geschitt ass bei dem Fonds souverain intergénérationnel, also wat eebe méi Durabilitéit do ugeet a wat och e méi aktive Management ugeet.

A gläichzäiteg wollt ech froen, ob et net eng Iddi wär, wann och hei – grad wéi mer et och beim Fonds de compensation maachen – e reegelméisseg Rapport

géif gemaach ginn, fir eeben ze kucken, ob mer hei och konform sinn zu onse Klimaziler.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Benoy. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo. Villmools merci, Här President. Ech wëllt och ufänken an dem Här André Bauler fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport villmools Merci soen.

Ech mengen, effektiv, wann een hei déi verschidde Rapporte liest, déi Rapporte vun der Chambre de Commerce, do kann een nëmme dat confirméieren, wat den Här Mosar gesot huet. Si hunn zweemol geschriwwen, am éischten an am zweete Rapport, datt si de Projet net kéinten approvouéieren. D'selwecht, an enger liicht anerer Form, sinn d'Kritique vun der Datschutzkommissioun.

Dat ass schonn, mengen ech, eng ganz wichtig Saach an deem Sënn, datt ee sech muss froen, ob dat Gesetz awer net misst nogebessert ginn. Et ass sécher gutt, datt et kënn, datt mer e juristesche Kader schaffen, eebe just, fir do méi Rechtssécherheet ze hunn an engem Domän, wou mer bis elo vläicht net genuch Sécherheet haten, vläicht iwwerhaupt keng a verschidene Beräicher. Mee mir sollte kucken, ob mer net mussen nobesseren iergendwéini, an elo mol kucken, wéi d'Erfahrung sinn. A virun allem sollte mer op de concernéierte Secteur, dee jo iwwert d'Chambre de Commerce seng Observatiounen eraginn huet, lauschteren an da kucken, wéi eng Erfarung mat deem Gesetz gemaach ginn.

Och an deenen aneren Avise sinn e puer interessant Aspekter. Ech wëll vläicht just een erausgräifen, deen eis, mengen ech, alleguer staark interesséiert, dat ass den Avis vum Staatsrot. Am éischten Avis vum Staatsrot geet et och ëm d'Affär vun der Spoliation des biens juifs. Ech mengen, dat ass eppes, un dat mer alleguer denken, wa mer iwwert déi Comptes dormants nodenken, wat och nach geschichtlech muss opgeschafft ginn. An de Staatsrot huet mat Recht de Wunsch ausgedréckt, datt dat Gesetz hei eis soll derzou féieren, déi Diskussioun ronderëm d'Spoliation des biens juifs erëm eng Kéier opzegräifen, och nozefroen, wou dat elo drun ass. An dofir wëll ech och vun deser Geleehheet profitéieren, fir dat ze maachen. Ech mengen, et ass eng gutt Ureegung vum Staatsrot, an ech wëllt déi dann och hei un d'Regierung viruginn.

A gläich dobäi soen ech, datt bei esou Diskussiounen iwwert déi Comptes dormants an esou weider och mam Consistoire israélite muss diskutéiert ginn. Eisen Androck ass, datt deen Dialog tëschent Regierung a Consistoire an dese Froen net besonnesch intensiv war a leschter Zäit. An do wëlle mer dann d'Regierung encouragéieren, den Dialog ze siche mat deene Leit, déi op jidde Fall haaptsächlech concernéiert sinn an deem Aspekt vun der Fro.

Wéi gesot, et ass e Gesetz, dat mer grondsätzlech begrëssen. D'ADR wäert et och matstëmmen, mat deem Bauchwéi, deen de Virriedner och schonn ausgedréckt huet, well mer den Androck hunn, datt op vill Avisen net genuch, wann iwwerhaupt, gelauschert ginn ass, a mat där Fro un d'Regierung, wat speziell déi jiddesch Gidder ubelaangt, déi eebe leider de Leit ewechgeholl goufen.

Ech soen Iech villmools Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst Gesetz, dat huet de

Rapporter virdu jo och gesot, ass schonn eng Rëtsch Joren an der Maach. An u sech sollt et bei deem Gesetz ëm de ganz einfache Prinzip vum Erhalt vu Konten, materiellem Besëtze a Schléissfächer goen. U sech. An et sollt eng kloer eenheetlech national Reegeling ausgeschafft ginn, wéini a wéi oft eng Bank oder eng Assurancëgesellschaft da muss no enger inaktiver Persoun respektiv no hiren Nokomme sichen.

Den Här Bauler huet dat – a merci fir de Rapport, Här Bauler – virdrun, wéi gewinnt, ganz pedagogesch erkläert. A mir Piraten begrëssen déi verschidde Schrëtt, déi mat deem Gesetz geholl ginn. Et ginn engersäits kloer Delaie gesat, anersäits awer och kloer Präisser definéiert respektiv Maxima definéiert, an deene muss agéiert ginn. An datt den Zukunftsfong ka vun deem Besëtze profitéieren, wa kee fonnt gëtt, ass prinzipiell och mol gutt.

Mir Piraten wäeren awer frou gewiescht, wann am Gesetz e bësse méi kloer definéiert gi wier, wat Saache mat kulturellem Interêt an historeschem Wäert fir eist Land wieren a wat da mat deene geschitt. Well wann een nämlech kee Besëtzer fënnt, mussen déi an eisen Aen als Éischt emol an e Musée oder, am Fall vun de Besëtzeren vun de jiddesche Matbiergerinnen a Matbierger aus dem Zweete Weltkrich, un d'Fondation pour la mémoire de la Shoah goen. Et kann nämlech net sinn, grad wann et ëm Kulturgidder geet, ëm Konschtwierker vun engem nationalen Interêt, datt déi herno an iergendengem Konferenzraum vun engem Ministère opgehaange ginn an net alle Biergerinnen a Bierger am Musée zougänglech sinn. Ech mengen, dat ass deen ee Volet.

An ech wëll dann awer och hei soen, an dat gouf virdrun och scho gesot, datt mer d'Niewebemierkung vum Staatsrot kloer deelen, datt iwwert d'Enteegung vun de jiddesche Matbiergerinnen a Matbierger während dem Krich nach vill Oplärungsarbecht ze maachen ass an datt mer genauou wéi de Staatsrot hoffen, datt dëst Gesetz derbäi hëllef kann, engersäits déi Fongen ze fannen an anersäits déi Fongen dann awer och enger Verwendung zoukommen ze loosser, déi am Interêt vun dese Leit gewiescht wär. De Schued kann een net méi guttmaachen, mee et kann een awer zumindest derfir suergen, datt de Schued net nach méi schlëmm gëtt!

Mir Piraten, dat hat ech gesot, fannen et och gutt, datt mer déi Grenz vun deenen 100 Euro drageschriwwen hunn, fir datt een, wann een nëmme 100 Euro op engem Kont hat an deen ass „dormant“ an da gëtt herno duerno gesicht – déi Käschte gi jo séier iwwer 100 Euro eraus –, dann net op eemol virun der Situation steet, datt déi lescht „Kröten“, déi een hat, net nëmme fort sinn, mee datt een och nach eng Rechnung geschéckt kritt vun der Bank, déi verzweifelt probéiert huet, een ze fannen. Bon, dat setzt virus, datt d'Bank ee fënnt. Mee glécklecherweis sollt een net bestrooft gi just doduerjer, datt d'Bank hire Fichier net à jour gehalen huet.

Leider stelle sech eis awer och Froen, genau wéi der Chambre de Commerce an der CNPD. An do deelen ech dem Laurent Mosar seng Interpretatioun vum Rapport, wou den Här Bauler, mengen ech, awer probéiert huet, relativ kritesch Avise relativ schéin ze verpacken. Mir deelen, datt et do awer nach e puer op Froe gëtt, a virun allem Froen, wat den Datschutz ugeet, well sech elo hei op d'Gesetz vun 2004 zum Anti-blanchiment ze bezéien, wat d'Datespäicherung ugeet, e Gesetz, wat virum RGPD do war, ass awer eng Deengung vun deem, wéi mir den Datschutz zu Lëtzebuerg géife gesinn. A mir hätten eis hei definitiv gewënscht, datt een eng méi zolidd Basis fonnt hätt an domat och den Datschutz gestärkt hätt. An déi laang Delaie vu bis zu 50 Joer, wou Saache kënnen gehale ginn, sinn

an eisen Aen net proportionéiert zu deem, wat mer u sech hei wëllen errechen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz hei mécht eis et net einfach. Engersäits si Saachen dran, déi absolutt Sënn maachen. Mir brauchen dat Gesetz. Mir sinn der Meenung, dass et eppes ass, wat néideg ass an u sech gutt Basissen huet. Et huet e gutt Skelett, muss ee soen, dat Gesetz. De Problem ass, dass et awer och eng ganz Rëtsch Punkte gëtt, déi ech elo grad opgezielt hunn, déi eis net esou gutt gefalen a wou mir awer mengen, dass et e bessert Gesetz hätt kënne ginn. An dofir wäerte mir eis da bei dësem Gesetz och enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Finanzminister Yuriko Backes. Madamm Backes, Dir hutt d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, merci och dem Här Bauler fir säi ganz exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Aktuell sinn déi sougenannte „schlofend“ oder „inaktiv“ Konten a Coffre-forten a Liewensversicherungskontrakter „en déshérence“ zu Lëtzebuerg duerch den Droit commun an déi betreffend kontraktuell Bestëmmunge regéiert. Mat dësem Gesetzesprojet, wéi den Här Bauler dat och am Detail beschriwwen huet, wëllt Lëtzebuerg sech e spezifesche gesetzleche Kader schaffen.

Eise Projet orientéiert sech ganz enk un de Gesetzer vun eise belschen a franséschen Noperen. Awer och aner Länner hu schonn an dësem Kontext legiferéiert: Italien, England, Irland souwéi och d'Schwäiz. Laut engem KPMG „Dormant Assets Report“ vun 2018 haten zu deem Zäitpunkt, wéi och den heite Gesetzesprojet agereecht ginn ass, scho 46 % vun den OECD-Länner entsprecheend Reegelen. Bis op Däitschland hunn aktuell schonn all d'G7-Länner eng gesetzlech Reegelung fir schlofend Konten. Den Däitsche Bundesrat huet eréischt d'lescht Woch e Gesetzesprojet iwwer „herrenlose Konten“ beschloss – et kéint och „damenlose Konten“ sinn, ...

(Hilarité)

... „herrenlos“ kléngt e bësse komesch –, deen eeben dann elo och eréischt an Däitschland an d'Prozedur geet.

Et ass ëmsou méi ze begrëissen, dass dëse Gesetzesprojet haut kann hoffentlech votéiert ginn, well dëst Joer eisen Dispositif fir d'Bekämpfung vu Geldwäsch an Terrorismusfinanzéierung vum GAFI wäert ënnert d'Lupp geholl ginn. Dëst Gesetz spillt do natierlech eng wichteg Roll, well schlofend Konten am Beräich vum AML (ndlr: Anti-Money Laundering) effektiv méi e grouse Risiko duerstellen.

Den initiale Gesetzesprojet wéi och d'Amendementen sinn a kontinuéierlecher Consultatioun mam Justizministère wéi och dem Parquet an der CRF, der CSSF an dem CAA geschriwwen ginn, a mat de Verrieder vun de Banken an de Versécherungsgesellschaften ABBL an ACA, well si sinn et natierlech, déi bei der praktescher Uwendung an der éischer Linn wäerte stoen.

Parallèl zu den Aarbechten um Text huet den informatesche System vun der Tresorerie nach mussen adaptéiert ginn, fir d'Gestioun vun de Consignatiouns-, Informatiouns- an och Restitutiounsfroe via eng gesécherter elektronesch Plattform ze garantéieren.

Dës Aarbechte goufen an enker Zesummenaarbecht – ech mengen, dat ass och ganz wichteg – mat de Banken an de Versécherungsgesellschaften duerchgefouert, déi och op hirer Säit déi néideg technesch Infrastruktur mussen kënne ubidden.

D'Objektiver vum Gesetz huet den Här Bauler exzellent beschriwwen. Déi Haaptvolette vum Gesetzesprojet huet den Här Bauler exzellent beschriwwen. Och den zäitlechen Oflaf, deen e bësse komplizéiert ass, huet den Här Bauler beschriwwen.

Une voix | Exzellent.

Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | Exzellent beschriwwen.

(Hilarité)

Ech mengen, vläicht just nach déi eng oder déi aner Saach, wann Der erlaabt. Des Weidere gëtt et awer och eng Ausnam zum aktuelle Prinzip vun der Prescription acquisitive bei der Hannerleeung beim Staat, déi integral en faveur vum Staat ass. 50 % vun den Avoiren, déi am Kader vun dësem Gesetzesprojet deposéiert ginn, ginn un de Fonds souverain intergénérationnel. An do wollt ech just dem Här Benoy soen, dass ech mengen, dass dat effektiv eppes ass, wou een och soll weider driwwer schwätzen.

Déi dräi Haaptacteuren, déi fir d'Uwendung vun dësem Gesetzesprojet verantwortlech sinn, sinn d'CSSF, d'CRA (ndlr: cabinet de révision agréé) an d'Caisse de consignation. D'CSSF an d'CRA hunn d'Kompetenz fir d'Iwwerwaachung vun allen Etappe virun der eigentlecher Consignatioun, déi da vun der Caisse de consignation gehandhaabt gëtt.

Fir Titulären a Beneficiairen d'Sich no consignéierten Avoiren ze vereinfachen a fir d'Restitutioun dovunner kënne ze froen, gesäit de Gesetzesprojet och d'Grënnung vun engem zentraliséierten elektronesch Regëster fir d'Consignatiounen ënnert dësem Gesetz vir. Persounen, déi e Recht op deposéiert Avoire kënne beweisen, kënne eng Ufro maachen, fir eng Informatioun ze kréien iwwer d'Entréeën am Regëster, an ech mengen, och dat ass e ganz wichtege Volet.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, dat heiten ass e ganz wichteg Gesetz. Et ass véiermol an der Cofibu abordéiert ginn, diskutéiert ginn. Ech hunn och d'Commentairen, wat d'Avisen ugeet vun der Chambre de Commerce a vun der CNPD, gutt notéiert. Ech mengen, vu menge Beamte kréien ech gesot, dass déi schonn am Detail diskutéiert gi sinn. Déi sinn a ginn a mussen och seriö geholl ginn.

Ech wäert och derfir suergen, dass dat esou bleift, well ech mengen, Dir hutt ganz Recht, wann Der sot, do wier ganz vill Aarbecht dran. A vill un hire Punkte sinn och ganz legitim. Aus deem engen oder anere Grond – an den Diskussiounen mat den Deputéiert a mat de Ministèren – sinn déi vläicht nach net all zréckbehalde ginn, mee ech mengen, hei hu mer e ganz gudden Text.

An ech soen Iech Merci fir d'Ënnerstëtzung an och Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Finanzminister Yuriko Backes. D'Diskusioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7348. Den Text steet am Document parlementaire 7348^e.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7348 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen dann zum Vote par procuration.

Ech hat vergiess ze soen, dass ee sech op sengem Posten alogge muss, wann ee wëllt mat ofstëmme.

De Vott ass ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentiuonen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Félix Eischen), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Max Hengel), Claude Wiseler et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Question élargie n° 134 de Mme Djuna Bernard au sujet du fonctionnement des offices sociaux au Luxembourg

Mir kommen elo zu der erweiterter Fro Nummer 134 vun der Madamm Djuna Bernard iwwer de Fonctionnement vun den Offices sociaux. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

Mme Djuna Bernard (déi gréng) | Merci, Här President, Madamm Ministesch, dem Lëtzebuergesche Sozialstaat säi Modell ass zu Recht een, op dee mer houfreg kënne sinn. Mir hu sëllegen Outilen, Stellschrauben, Mechanismen, fir Sozialtransferte sécherstellen, fir Mënschen mat Saachleeschtungen ze ënnerstëtzen, fir cibléiert finanziell Hëlfelefen do ze ginn, wou se am dréngendste gebraucht ginn. Mir hunn Outilen wéi de REVIS, d'Allocation de vie chère, eise Mindestloun, den Index, d'Kannergeld, déi do sollen ënnerstëtzen an agéieren, wou e Mënsch oder eng Famill e staarke Staat brauch.

Mir hunn dëse System iwwer laang Joren opgebaut an ausgebaut. Et ass d'lëtzebuergesch Äntwert, fir solidaresch ze sinn, fir sozial Gerechtegkeet ze schaffen.

An nieft dësen Aidë brauche ganz oft déi vulnerabelst Mënschen aus eiser Gesellschaft mënschlech Hëllef, Hëllef bei Administratiounen, Hëllef bei Demanden an och Hëllef bei Urgenzen. Si brauchen dat am Lokalen, bei Ausgaben, déi se net eleng stemme kënne. Si brauchen dann och emol dat néidegt psychosoziaalt Encadrement. Dës Missiounen hunn eis

30 Office-socialen am Land, mam Zil, d'Aarmut ze bekämpfen a géint d'Exclusion sociale virzegoen.

Mam Gesetz vun 2009 gouf de Fonctionnement vun den Office-socialle grondleeënd geännert. An dëst hat evidenterweis en Impakt op d'Beneficiairen, op d'Personen vun den Office-socialen, mee och op déi vill Benevollen an de Conseil-d'administratiounen an natierlech och op déi jeeeweileg Gemengen.

2019 hat de Ministère eng Evaluatioun vum Gesetz an Opdrag ginn, wat ënnert der Leedung vum Professor Willems vun der Uni Lëtzebuerg ëmgesat gouf. Duerch vill qualitativ a quantitativ Enquête mat de Beneficiairen, de Mataarbechter an de Benevollen aus dem CA, sinn dobäi eng Rei wichteg Erkenntnisser erauskomm.

E ganz wichtegt Resultat awer vläicht viwech: Eng ganz héich Zuel vu Beneficiairen ass zefridde mam Accueil an der Prise en charge souwéi den Hëlfechen, déi si kritt hunn. Um Niveau vun de Mataarbechter gëtt sech staark mat hirer Missioun identifizéiert, wat en Impakt op hir Motivatioun huet. An allgemeng ass d'Professionaliséierung vum Secteur duerchaus positiv empfunnt ginn an dat ganz Gesetz huet am Fong eng ganz Rei Verbesserunge mat sech bruecht.

E puer Recommendationen gëtt d'Etüd awer mat op de Wee. Déi Éischt schéngt mer evident, an zwar, dass d'Raimlechkeete vun den Office-socialen adequat an accessibel musse sinn. Déi nächst, an déi erfuerdert d'Koordinatioun vum Ministère, ass déi, dass eng eenheetlech Dokumentatioun gemaach gëtt an déi néideg Outilen heifir mussen zur Verfügung gestallt ginn, dëst, fir d'Aarbecht tëscht den Office-socialen ze verbesseren an ze vereenheetlechen an déi selwecht transparent Prozeduren an d'Dokumentatioun vun der Aarbecht ze gewährleeschten.

Och um Niveau vun der Harmonisatioun vun den Aidë misst hei eng besser Koordinatioun hiergestallt ginn, sou seet d'Enquête. An d'Etüd verweist och drop, dass nach ëmmer Prestatiounen tëscht de verschiddenen Office-socialen ënnerschiddlech gehandhaabt ginn.

D'Zesummenaarbecht tëscht den Acteuren, also ënnert den Office-socialen, mee awer och mat de Gemengen, de Sozialträger a verschiddenen eenzelne Ministère, wéi beispillsweis der Immigratioun an der Integreatioun vu Refugiéen, do ass och nach e bësse Verbesserungsbedarf, an eng besser Vernetzung a Plattformarbecht ass erwünscht.

Dee gréisste Punkt, deen an der Etüd awer opgewise gëtt an deen d'Entente vun den Office-socialen och schonn e puermol ervirgehuewen huet, ass de Personalschlüssel vun de Strukturen. Dësen ass am Gesetz op een Employé op 6.000 Bierger/inne fixéiert. Den aktuelle System mécht also keen Ënnerschied tëscht der soziodemografescher Realitéit vun de Gemengen. D'Etüd proposéiert e Modell, deen den Indice socio-économique vun de Gemengen en compte hëlt, fir natierlech dann deementspreechend de Personalschlüssel kënnen ze fixéieren, dëst mam Zil, der reeller Aarbechtscharge méi nozekommen a Leit do anzustellen, wou eng méi héich Unzuel u Beneficiairen an den Office social erakënn. Hei geet et ëm net méi an net manner wéi dorëms, dass déi Leit, déi Hëllef froen, se schnell kréien an d'Mataarbechter an den Office-socialen déi néideg Zäit a Qualitéit kënnen opbréngen, fir déi beneidegt Hëllefstellungen ze ginn.

Ech kommen dann elo zu menge Froen un d'Madamm Ministesch: Wéi schätzt Dir d'Etüd vun der Uni Lëtzebuerg an? Hat Dir iwwert d'Konklusiounen en Austausch mat der Entente vun den Office-socialen? Wéi eng Perspektiv gesitt Dir, fir d'Vernetzung an d'Harmoniséierung vun den Office-socialen ze verbesseren? Gëtt de Ministère do Direktiven eraus? Wéi kann d'Aarbecht vun den Office-socialen um Niveau vun

de Ressources humaines gestärkt ginn, besonnesch mam Risk vun ëmmer méi zukünftege Beneficiairen, déi natierlech forcement duerch d'Präisdeierecht, déi mer am Moment erliewen, ze anticipéieren ass? Also, ginn d'Effektiver gestärkt? An zu gudder Lescht: Wéi eng konkret Formatiounen bezéiungsweis Kommunikatiounen gi vum Ministère eraus, fir d'Aarbecht vun den Office-socialen ze ënnerstëtzen, fir dass si déi néideg Informatiounen iwwert déi nei Aidë kënnen kréien an och schnell un déi concernéiert Leit kënnen weiderginn?

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Bernard. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Familljeministesche Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, Ministère de la Famille et de l'Intégration | Villmools merci, Här President. Fir d'Éischt géif ech gären der honorabeler Deputéierter Djuna Bernard villmools Merci soe fir d'Fro. Ech denke mer, dass dat ëmmer d'actualité ass. D'Office-socialle gi gebraucht. Se ginn iwwerall am Land gebraucht. An am Moment si se jo natierlech nees ganz am Fokus mat der Kris, och wa si net direkt an éischer Linn eppes domadder ze dinn hunn, och net, fir de Leit elo ze hëlfechen.

Ech sinn och ganz frou, dass Dir op déi eenzel Recommendationen vun der Etüd zréckkomm sidd, well ech mengen, soss géif mir haut d'Zäit net duergoen. Dir hutt se allegueren opgezielt. An et ass esou, dass jo aus der Etüd am Fong erauskënn, dass 89,2 % vun de befroete Leit zefridde si mat der Ënnerstëtzung, déi se vum Office social kréien. An tëschent 75 % an 79 % vun de Professionelle soten, se géifen ënner gudder Konditiounen schaffen. Ech mengen, dat seet scho ganz vill aus. Mee et gëtt ni eppes, wat perfekt ass, an et kann ee ganz sécher Saache besser maachen.

Dir hutt als éischt Fro d'Harmoniséierung vun den Office-socialen ugeschwat, ob mir do Direktiven als Ministère rausginn. Nee, do gi mer keng Direktiven als Ministère eraus, well d'Office-socialen an d'Assistant-socialen an den Office-socialle musse kënnen fräi schaffen. Et geet jo grad drëms, Leit a verschiddene Situatiounen ze hëlfechen; verschiddene Leit a verschiddene Situatiounen, déi a verschiddene Menagé sinn, déi verschidde Problemer hunn, ze hëlfechen. An do muss et natierlech ëmmer ganz cibléiert sinn. An dat ass natierlech och eng grous Responsabilitéit fir deen oder déi Assistant/e social/e, deen/déi am Office social schafft. An et ass richteg, dass dat net ëmmer uniform ass. Dat heescht, den Assistant social, dee proposéiert am Fong eng Hëllef, an et ass jo dann awer de Conseil vum Office social, deen dann déi Decisioun approuvéiert oder net.

Intern Reegelen sinn natierlech erlaabt. Mee mir ginn awer vum Ministère keng Direktiven eraus, well einfach d'Problematiken esou ënnerschiddlech sinn. Dir hutt vun de verschiddene Regiounen geschwat. Dat ass alles esou ënnerschiddlech, déi Problematiken, dass et schwéier ass, do uniform Reegelen rauszeginn. Et ass och schwéier, genau ze wëssen: Ass dat elo deen nammlechte Problem oder ass dat net deen nammlechte Problem, vläicht een am Norden an een am Süden? Vläch ass awer iergendeng Donnée eng aner, soudass de Problem net méi genau deen nammlechten ass.

Dir frot, wéi d'Aarbecht vun den Office-socialen um Niveau vun de Ressources humaines ka gestärkt ginn, besonnesch mam Risk vu méi zukünftege Beneficiairen duerch d'Präisdeierecht. Bon, éischters, bis elo, hunn d'Office-socialle gesot, hu se net méi Beneficiairen, déi bei se kommen. Se hunn net méi Demanden. Dat heescht, mir mussen dat souwisou kucken. Mee de

Personalschlüssel ass am Fong eng interessant Fro, well se ëmmer nees gestallt gëtt. An ech denken och, dass do an Zukunft an engem Koalitiounsaccord eng Kéier muss iwwert d'Gesetz vun 2009 geschwat ginn. Dat muss op de Leescht geholl ginn. Ech wëll awer och soen, dass mer nach ganz gutt domadder schaffen.

De Personalschlüssel ass effektiv, wéi Dir gesot hutt, am Gesetz virgesinn. Nichtsdestotrotz kënn Der awer och méi Leit astellen. D'Gemeng dierf zum Beispill eng Konventioun hu mam Office social. De Staat kann eng Konventioun hu mam Office social. Dat hu mer och gemaach. No 2015, wou d'Bénéficiaires de protection internationale komm sinn, hu mer gesot, si dierften zousätzlech Personal astellen. Déi ginn 100 % vum Staat iwwerholl, déi Leit. Et sinn och am Moment, mengen ech, fënnf Gemengen, déi dovunner profitéieren. Ech kéint dat nosichen. Et sinn, mengen ech, Esch, de Resonord an dann – ech hunn et elo fonnt – d'Nordstad, d'Stad Lëtzebuerg a Suessem, déi vun deem Schlüssel profitéieren. Well se Bénéficiaires de protection internationale bei sech wunnen hunn, hu se esou eng Konventioun vu Bénéficiaires de protection internationale, wou se nach eng Kéier eebe Leit bäikréien, fir sech da speziell ëm déi Populatioun ze këmmere, well déi nach eng Kéier aner Problematiken hunn, well déi nach eng Kéier mat anere Froen kommen. An do, mengen ech, brauch een da méi Manpower.

Dat, fir ze soen, dass et och haut scho méiglech ass, dat duerch eng separat Konventioun ze maachen. Et sinn och Gemengen, déi dat maachen, zum Beispill wa se den Office social froen, fir sech ëm Sozialwunnengen ze këmmere. Da kënnen se de Personalschlüssel eropsetze respektiv selwer Personal do bezuelen, fir dass méi Leit do sinn, fir se ze encadréieren.

Mee nichtsdestotrotz ass awer haut, am Joer 2022, d'Welt eng aner wéi 2009, virun allem, wat d'Office-socialen uegen. An dofir géif ech derfir plädéieren, jiddwerengem un d'Häerz leeën, dass – leider – no deenen nächste Walen, wa Koalitiounsverhandlungen sinn, egal wien dat ass, dass een dat soll an de Koalitiounsvertrag schreiwen, fir dat Gesetz eng Kéier op de Leescht ze huelen, och en vue vum Personalschlüssel, natierlech.

Wéi eng konkret Formatiounen respektiv Kommunikatiounen gi vum Ministère eraus, fir d'Aarbecht vun den Office-socialen ze ënnerstëtzen? Ma do gi ganz verschidde Kommunikatiounen eraus. Mir kënnen awer do besser ginn a mir sinn amgaangen, drun ze schaffen. Mam SIGI si mer amgaangen, un engem neien informatesche System ze schaffen. Do geet et och ëm d'Kommunikatioun tëschent dem Ministère an den Office-socialen, mee et geet och drëms, d'Informatiounen an déi aner Richtung ze kréien. Well wann Dir frot, fir de sozioekonomesche Facteur zum Beispill vun enger Gemeng oder vun enger Regioun ze definéieren, da musst Der dat jo och iergendwou un eppes festmaachen. Dat heescht, et muss ee jo awer schonn d'Donnéien och erakréien an net nëmme dem Bauch no, dem Häerz no oder Pi mal Daumen rechnen, mee dann, mengen ech, muss déi Kommunikatioun och esou sinn.

An dofir si mer amgaang, mat den Office-socialen zesammen ze kucken, en neie Programm, SIGINOVA, opzestellen, éischters, fir d'Kommunikatioun tëschent eis an de verschiddenen Office-socialen. Am Moment, wa mir eng Kommunikatioun ze maachen hunn, maache mer et iwwert d'Presidente vun de Conseil-d'administratiounen, déi d'Informatiounen da weiderginn.

Mir maachen och Formatiounen. Zum Beispill beim REVIS-Gesetz hu mer Formatiounen gemaach. Mir hu Formatiounen gemaach bei der Energieberodung. Mir maache Formatiounen am psychosoziale Beräich. A wann d'Office-socialen e Besoin hu fir eng

Formatioun, da brauche se ons dat just ze soen an da kucke mir, dass mer zesumme mat eise Partner, ewéi zum Beispill mam INAP, déi Formatioun da kënnen unzëhellen. Einfach well, mengen ech, Weiderbildung awer eppes ganz, ganz Wichtiges ass fir d'Sozialaarbecht, fir déi, déi am Alldag am Office social schaffen.

Wéi gesot, de SIGINOVA, deen neien informatésche Programm – mat deem ale ware mer net ganz zefridden, ginn ech zou –, si mer eeben amgaangen, mam SIGI op d'Been ze stellen. Dat ass awer net ganz einfach, well do einfach immens vill Donnéeën materakommen. An dofir ass et ons wichtig, dass mer dat dee Moment och zesumme mat den Office-socialle maachen, fir dass si ons och soen, wat si brauchen. An da kréie mer vläicht – oder hoffentlech – och emol Donnéeën, unhand vun deenen ee ka vergläichen, wéi vill Cliente vläicht bei deem engen oder bei deem anere sinn.

Ech erënnere just eng Kéier drun, dass déi meeschte Leit, déi bei en Office social ginn, net dohinner ginn, fir Suen ze kréien. Déi meeschte Leit, déi bei en Office social ginn, ginn dohinner, fir eng Informatioun ze kréien, fir gehollef ze kréien, e Formulaire auszufüllen, zum Beispill. Fir ze wëssen: Wou froen ech elo zum Beispill vläicht meng Aide au logement un? An dofir ass et ëmsou méi wichtig, och ëmmer nees déi nei Gesetzer, déi nei Saachen un de Mann oder un d'Fra ze bréngen an den Office-socialen, dass mer do Formatiounen ubidden, dass d'Informatioun och funktionéiert. An ech hoffen, dass dat mam neie Programm SIGINOVA dann nach vill besser wäert sinn an dass mir do och dann Informatiounen kënnen kréien iwwer déi Hëllef, déi gelescht ginn. An dass een da vläicht emol kann ufänken, awer besser ze vergläichen.

Mee netdestotz bleibt et dobäi, dass et eng individuell Hëllef muss sinn. Et si lauter enzel Établissement-publicken, déi Office-socialen, déi selwer Decisiounen huelen. An et muss och kënnen eng ugepassten Hëllef sinn. An dofir sinn déi Leit och ausgebild, déi do schaffen, d'Assistant-socialen. Et ass richtig, dat ass eng ganz grouss Responsabilitéit, mee wann een eng grouss Marge de manoeuvre huet, dann huet een och eng grouss Responsabilitéit. Ech mengen, dat eent geet net ouni dat anert. Mee si hunn nach ëmmer dee Puffer, well de Conseil jo dann awer d'Decisiounen muss guttheeschen, wa se bi geholl sinn. An ech mengen, och do gesäit een dann emol, wann eppes net esou funktionéiert, wéi et soll funktionéieren.

Just nach – ech mengen, ech hat déi alleréischte Fro nach verpasst, wéi d'Konklusiounen an den Austausch waren –: Mir hunn do natierlech d'Etüd ... D'Uni huet se selwer den Office-socialle virgestallt, nodeems ech se och an d'Kommissioun virstelle komm sinn. Dat heescht, si krute se alleguer virgestallt. Dir hutt d'Recommandatiounen aus där Etüd alleguer opgezielt. Verschidde Recommandatiounen huele mir ons absolutt zu Häerz, anerer mussen d'Gemenge sech zu Häerz huelen.

Dir wësst, dass d'Gemenge sech ëm d'Gebaielcheete vun den Office-socialen këmmen. De Staat iwwerhëlt de Loyer, wann e Loyer ufält. Mee et sinn awer d'Gemengen, déi do d'Accessibilitéit mussen garantéieren. A wa se net garantéiert ass – well och dat kënn vir, dass nach Träpen, zum Beispill, do sinn oder dass eppes net esou accessibel ass, wéi et soll sinn –, da kënnen d'Assistant-socialle sech natierlech op den Terrain deplacéieren, mol bei een heem oder esou. Si sinn do ganz flexibel, fir dann och mol bei d'Leit heem kënnen ze goen, wann et net accessibel ass. Mee mir hunn d'Accessibilitéitsgesetz gestëmmt an an Zukunft soll souwisou alles, wat fir de Public zougängelech ass, accessibel ginn. Mee och dat geet net vun engem Dag

op deen aneren. An duerfir wäerte mer dann all zesumme weider dru schaffen, dass mer eng accessibel Welt wäerten hunn.

An duerfir, Här President, géif ech dann domadder och direkt d'Bréck op d'Accessibilitéit vun den Internetsitten maachen a géif dann der honorabeler Madamm Simone Asselborn-Bintz, mengen ech, hei d'Pult iwwerloossen. Ass dat esou an der Rei?

Merci.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Familljeministesche Corinne Cahen.

5. Question élargie n° 135 de Mme Simone Asselborn-Bintz au sujet du langage simplifié

Da kéime mer dann, wéi gesot, un déi erweidert Fro Nummer 135 vun der Madamm Simone Asselborn-Bintz iwwer d'vereinfacht Sprooch. Madamm Asselborn-Bintz, ...

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | Merci, ...

M. Fernand Etgen, Président | ... Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP) | ... Här President, merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, den Internet ass effektiv haut net méi aus eisem Liewen ewechzededen. Den Internet vernetzt weltwäit iwwer 4 Milliarde Mënsche mateneen a bréngt eng séllge gesellschaftlech Virdeeler mat sech.

Den Internet ass haut also eng Extension vun der reeller Welt a vun eiser Gesellschaft. Dësen digitalen öffentliche Raum ass awer net fir jiddereen d'selwecht einfach zougängelech. Während mir an där reeller Welt mat Barriärefräiheet jo scho méi familiariséiert sinn, gëtt heefeg vergiess, dass awer och am digitale Raum Barriäre lauere, déi Mënschen ouni Aschränkungen iwwerhaupt guer net opfalen.

Dës digital Barrière kënnen verschidde Formen unhuelen a sproochlecher, sensorescher a kognitiver Natur sinn. Digital Barrière sinn esou verschidde wéi d'Persounen, fir déi den Internet net ëmmer accessibel ass. Persounen, déi mat dëser Barrière konfrontéiert sinn, sinn zum Beispill: Eeler Leit, déi Schwieregkeeten hunn, sech am Internet erëmzefannen. Mënschen, déi net gutt gesinn, blann sinn oder och eventuell faarweblann sinn. Mënschen, déi motoresch Schwieregkeeten hunn an dowéinst Problemer hunn, en Handy oder eng Maus ze bedéngen. Mënsche mat geeschtege Behënnerungen oder och nach Mënschen, déi net alphabetiséiert sinn.

Fir d'Navigatioun vum Internet net nëmme fir dës Persounen, mee fir jiddereen méi einfach ze maachen, spillen den Design, d'Programmierung an de Sproochgebrauch eng zentral Roll. Konkret ass dat zum Beispill e staarke Kontrast tëschent Schrëft an Hannergrond oder d'Hannerleed vu sougenannten Alt-Texten, déi vu Software fir blann Mënschen erkannt kënnen ginn, fir zum Beispill e Bild ze beschreiwen, oder eeben och nach d'Leichte Sprache, déi Informatiounen mat méi einfachem Vocabulaire a méi kuerze Sätz vermittelte.

Den Ofbau vun dësen digitale Barriären an de sougenannten „Design for all“ gehéiere fir mech an och fir meng Fraktioun – ech mengen, jo bal fir jiddereen – an déi selwecht Kategorie wéi eventuell Rampen, Rollstüül oder nach aner akustesch Signaler bei roude Luuchten, déi de Mënsche mat Behënnerungen den Alldag an der physischer Welt dacks scho méi einfach maachen.

Eng barriärefräi Internetsäit ass fir jiddereen méi einfach ze benotzen. An eréischt, wann den Internet fir

jiddereen zougängelech ass, kann d'Participatioun vun der ganzer Gesellschaft garantéiert ginn.

Ech begrëssen dann och deen neie Projet de loi 7975, dee jo d'lescht Woch deposéiert ginn ass an deen d'EU-Direktiv ëmsetzt, déi fir méi Accessibilitéit bei Produiten a Servicer soll surgen an Enn Juni 2025, mengen ech, a Kraaft soll trieden.

Ee Beräich, dee mir besonnesch wichtig ass an deen och am Koalitiounsaccord festgehale ginn ass, ass dee vun der Leichte Sprache. Am Koalitiounsaccord steet, dass déi offiziell Internetsäite vun den öffentlichen Administratiounen sollen duerch verschidde Sproochen an eng einfach Wortwahl fir jiddereen einfach verständlech an zougängelech sinn.

Voilà. Da meng éischt Fro: Wéi ass et haut mat der Accessibilitéit vun den Internetsite vun der Regierung? Si se och fir Persounen, déi een Handicap hunn, déi zum Beispill blann sinn, adaptéiert?

Diriwuer eraus sinn jo dann och am nationalen Aktionsplang 2019–2024 fir d'Ëmsetzung vun der UNO-Konventioun fir Persounen mat Handicap vun 2006 eng Partie Objektiv a konkret Aktioun festgehale ginn, fir d'digital Inklusioun ze verbesseren. Beim Kapitel iwwer d'Sensibiliséierung ass virgesinn, dass am Kader vun der Ëmsetzung vun dëser EU-Direktiv zur Accessibilitéit vum Internet Informatiounsversammlungen a Formatiounen sollen organiséiert ginn, fir d'Personal vum TIC, also vun den Technologies de l'information et de la communication, an och aner Persounen, déi mat handicapéierte Persounen schaffen, ze sensibiliséieren iwwer d'Leichte Sprache, d'Brailleschrëft oder och d'Zeechesprooch. Wou sinn dës Formatiounen drun, Madamm Ministesch? Dat ass meng zweet Fro.

An dann, am drëtten Kapitel vun dësem nationalen Aktionsplang iwwer d'Autonomie de vie an Inklusioun an d'Gesellschaft ass als Prioritéit festgehale ginn, dass de Gebrauch vun der Leichte Sprache soll promovéiert an uniformiséiert ginn. Bei dësem Punkt steet dann och, dass e Centre de la communication accessible à tous soll kreéiert ginn. Et ass jo virgesinn – an dat huet d'Madamm Minister jo och schonn op anere Plaze gesot –, dass dës soll 2023 inauguréiert ginn. Voilà. Meng Fro ass dann dozou: Wou ass den Ofbau vun dësem Zenter haut drun? A wéi gëtt déi Leichte Sprache promovéiert?

An dann, eng weider konkret Aktioun, déi op dëser Plaz festgehale ginn ass, ass d'Iwwersetzung vun enger Partie öffentliche Fichen: Dokumenter an och Formularen, déi op guichet.lu an och op dem mfamigr.gouvernement.lu, esou heescht de Site, essentiell Informatiounen vermëttele sollen, sollen an d'Leichte Sprache iwwersat ginn. Dëst soll dann och ab dësem Joer geschéien. Duerfir zum Schluss meng lescht Fro un d'Ministesch: Wéi kënn dës Prozess virun, wuel wëssend, dass vereenzelt Informatiounen tatsächlech schonns an der Leichten Sprache accessibel sinn?

Voilà. Dat wäert meng kleng kuerz Froen. An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an der Madamm Ministesch elo scho Merci fir hir Äntwerten.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Madamm Asselborn-Bintz. An d'Familljeministesche, d'Madamm Corinne Cahen, ass scho prett. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | Jo. Villmools merci. Merci och der Madamm Asselborn-Bintz fir déi Froen allegueren. Ech entschëllegen dann souwuel déi honorabel Deputéiert wéi och elo mech, well mir wäerten net a Leichte Sprache ... Weeder all d'Froen gestallt ... Et ass gutt, dass net an der Gebäerdesprooch gedolmetscht gouf, well ech

mengen, déi hätten elo e bëssen e Knuet an d'Fangere krit, well mer net esou vill Zäit hunn. A bei mir ass dat warscheinlech net anschters. Dofir entschëllegen ech mech derfir. Mee dat ass just eng Kéier fir ze soen, dass dat alles net esou einfach ass an dass dat alles net esou evident ass, d'Saachen accessibel ze maachen.

Effektiv, ech hunn et jo selwer grad gesot: Bei den Office-socialen, bei der Accessibilitéit, denkt een direkt un Träpen, dass een net mam Rollstull erakënn, mee wéi ass et mat Internetsäiten? Wéi ass d'Accessibilitéit dovunner? An dat ass eng rise-, risegrouss Aarbecht.

Also, et ass esou, dass de Service information et presse am Kader vum Accessibilitéitsgesetz systematesch d'Internetsitten an och d'mobill Appen préift, déi vum Secteur public bedriwwen ginn. De Respekt vun der Reegele vun der Accessibilité numérique ass zanter September 2020 obligatoresch fir d'Sitten an zanter dem 23. Juni d'lescht Joer, Nationalfeierdag, obligatoresch och fir déi mobil Appen, déi een um Handy huet.

D'Resultater vun deenen Audite sinn a Rapporten festgehalen, déi alleguer als Open Data verëffentlecht an och fräi zougänglech sinn. Ob déi dann elo awer a Leichte Sprache an accessibel sinn – ech woen et ze bezweifelen. Mee si sinn op jidde Fall awer effentlech accessibel.

De Service information et presse muss an deem selwechte gesetzleche Kader iwwregens all dräi Joer der Europäescher Kommissioun e Rapport iwwert den État de l'accessibilité numérique au Luxembourg virleeën. Deen éischte Rapport fir d'Period 2020/2021 gëtt et och als Open Data op dem Internetportal data.public.lu fir déi, déi et wëlle kucke goen.

E puer Chifferen dann – ech weess, dass dat ëmmer e bëssen indigeste ass, mee et ass awer vläicht net oninteressant -: De Rapport lëscht 598 Internetsitten a 95 mobil Appen op, déi an de Kader vum Gesetz falen, an heiraus goufen Echantillonen zesummegeballt, fir eng Rei Tester duerchezeféieren, sou wéi dat vun der Kommissioun och verlaangt gëtt. An heibäi ass dunn opgefällt, dass déi staatlech Websitten am direkte Vergläich am beschten ofgeschnidden hunn, mee awer nach net perfekt.

Dat ass awer drop zrëckzeféieren, wëll ech hei soen, dass d'Ekipp vum CTIE während dem gesamten Entwécklungsprozess hire Référentiel Renou applizéiert; ech kommen do nach eng Kéier drop zrëck. An dee Référentiel, dee soll garantéieren, dass déi vun hinnen developéiert Säite méiglechst benutzerfrëndlech an accessibel sinn. Dee Référentiel gëtt et schon zanter 2008 an e gëtt och reegelméisseg à jour gesat. An dee Référentiel, dee Label vum CTIE, dee gëtt vum CTIE garantéiert fir all seng Sitten an dee stellt sécher, dass d'Inhalter vun de Säite kënnen vum engem Screenreader gelies ginn.

Ech ginn elo e bëssen techesch, mee et ass awer selwer oninteressant, duerfir wollt ech dat eng Kéier soen. Dese Screenreader erkennt net just den Text, mee och den Opbau vun der Säit. Et geet net nëmmen ëm den Text selwer, mee et geet och ëm Iwwerschrëften, ëm Menüpunkten, ëm Linken, ëm Writeboxen an ëm Informatiounen, déi eeben do matgedeelt ginn. De User kann dann zum Beispill de Befehl ginn, e Link opzemaachen oder e Kapitel ze iwwerspringen. Et geet drëms, eng Navigatioun op Internetsäite kënnen ze maachen unni Maus, zum Beispill mat den Aen, oder dass visuell Repären och kënnen mat Taste geleescht ginn. Och steet op all Site eng Sitemap zur Verfügung, iwwert déi Rubricen direkt an och erëm unni visuell Repären ugewielt kënnen ginn.

De Problem ass, dass d'Billen an d'Tabloen, wa se fir d'Verständnis vum Text wichteg sinn, mat engem

alternativen Text muss beschriwwen ginn. Also et ass keng einfach Saach. Linken hunn eng Beschreiwung, déi erkläert, wou se hiféieren, zum Beispill e PDF-Dokument, e Formulaire op guichet.lu oder e Site vun enger Associatioun. PDF- a Word-Dokumenter, Publikatiounen, awer och Formulairé ginn accessibiliséiert, esou dass och si mat engem Screenreader kënnen gelies respektiv ausgefëllt ginn.

An da gëtt et nach lauter aner Moosnamen, wéi zum Beispill d'Méiglechkeet, den Text ze vergréisseren, unni dass Text verluer geet, unni dass iergendeppes verluer geet am Text. Da brauch een awer och dacks staark Kontraster tëschent Schrëft an Hannergrond. Do muss ech och soen, dass d'Charte vu gouvernement.lu op deem Punkt onbedéngt muss iwwerschaft ginn. Eng kloer an einfach Sprooch muss ee gebrauchen, d'Leichte Sprache eventuell och a Videoe gebrauchen, eventuell mol Gebäerdessprooch a Videoe gebrauchen. Dann ass natierlech eng konsequent Méisproochegkeet ganz wichteg fir d'Accessibilitéit vun den Internetsitten an e kontinuéierlechen Effort, fir de Site nach méi accessibel ze maachen an eeben op d'Demande vun eise spezifesche Public anzegoen. Ech muss och hei eng Kéier ganz kuerz eng Klamer maachen an op déi exzellente Zesummenaarbecht mat der Ekipp vu guichet.lu hiweisen, déi wierklech extreem accessibel sinn, muss ech wierklech soen, an déi et awer wierklech fäerdegbréngen, e Site ze maachen, deen extreem accessibel ass, a si schaffen all Dag dorunner. Also dat soll een awer hei och eng Kéier gesot hunn.

D'Responsabilitéit vun der Accessibilitéit vum Site läit, wéi gesot, beim CTIE, mee net nëmmen! Se läit och bei deenen, déi eebe responsabel si fir de Site, d'Administratioun, zum Beispill, déi Editeur ass vum Site, an déi sollen dann och eng Charte graphique wielen, déi dee Moment accessibel ass.

Wat gëtt konkret ëmgesat, fir en Informatiounsrecht fir jidderee kënnen ze garantéieren?, hutt Der gefrot. De Familljeministère probéiert, sou vill wéi méiglech Publikatiounen och a Leichter Sprache zur Verfügung ze stellen. Mir schaffen duerfir momentan och mat anere Ministèren a Servicer zesummen, déi Konventiounen mam Familljeministère hunn, fir dass si dat och maachen. De Familljeministère finanziéiert zum Beispill och de Service Klaro, de Kompetenzzenter fir Licht Sprooch zu Lëtzebuerg. Ech kéint Iech elo Beispiller gi vu Publikatiounen, déi accessibel sinn, wéi de Plan d'action Handicap zum Beispill, d'Broschür „Check Politik“, alleguer d'Saachen iwwert d'Covidimpfungen hu mer och probéiert, a Leichte Sprache ze kommuniquéieren, fir dass déi Informatiounen fir jiddereen accessibel kéint sinn. Ech mengen, dat war e ganz gutt Beispill, wéi et ka goen, fir och a Leichte Sprache ze kommuniquéieren an d'Saachen accessibel ze maachen.

Mir hunn ... Natierlech probéiere mer och ëmmer, d'Informatioun unzepassen. An Dir hutt et och gesot, d'Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar dëst Joer trëtt zwar eréischt d'nächst Joer a Kraaft, mee do geet et net nëmmen ëm d'Zougänglechkeet vun de Gebaier, mee et geet och ëm ganz aner Saachen, ëm aner Accessibilitéiten. Fir all d'Demarché si mer amgaangen, Informatiounsfichen auszeschaffen, déi op guichet.lu dann och a Leichter Sprache verfügbar wäerte sinn.

Mir preconiséieren och, bei Pressekonferenzen a bei Informatiounsversammlungen no Méiglechkeet e Gebäerdendolmetscher derbäi ze hunn, e Schrëftdolmetscher och. Ech maachen hei och fir d'Accessibilitéit ganz, eng zuch wichteg ass. Op guichet.lu sinn och schon eng Rei Demarchen a Leichter Sprache formuliert. Dese Pilotprojet vum CTIE, dee fir de guichet.lu responsabel ass, an Zesummenaarbecht mat Klaro,

engem Service vun der APEMH, gëtt och an Zukunft nach weider ausgebaut.

Wéi eng Mesurë si virgesinn, fir d'Barriärefräiheet vum Internet am Allgemengen ze verbesseren? Do ass natierlech d'Accessibilitéitserklärung, déi fir all Site a fir all Mobile-App muss publizéiert ginn. Déi soll de Benotzer informéieren iwwert den Accessibilitéitsniveau, deen erreicht ginn ass, an och iwwert déi Problemer, déi nach net korrigéiert goufen. An deem Text muss och informéiert ginn iwwert d'Recoursweeër, déi een Notzer huet am Fall vun engem Problem. Bei de staatleche Websitten, déi mat der techescher Hëllef vum CTIE entwéckelt ginn, ass d'Accessibilitéitserklärung elo scho Standard.

Zanter Juli 2020 bis elo den 3. Mäerz 2022 huet de Service info et presse 25 Reklamatiounen erakritt. Wéi am Artikel vu „journal.lu“ erwähnt, huet e groussen Deel vun de Reklamatiounen eppes ze di mat den inaccessible PDF-Dokumenter. An do hunn ech jo virdu scho gesot, dass mer dorunner schaffen, mee dass et net e „one size fits all“ gëtt, fir d'PDF-Dokumenter accessibel ze maachen. Dat muss ee wierklech da beschreiwen, d'Tableauen, d'PDF-Dokumenter, dat ass ... Duerfir verstinn ech och, dass do scho Reklamatiounen erakomm sinn.

Dann hutt Der nach gefrot, wou den Opbau vum Centre de la communication accessible à tous drun ass. Do ass den Acte constitutif de 17. Februar dëst Joer ënnerschriwwen ginn. D'Gestioun vum Alldagsgeschäft ass de Moment an der Hand vum Comité de gérance, deen aus zéng Persoune besteet aus verschiddene Ministèren. Do sinn dann och zum Beispill d'FEDAS an Info-Handicap mat dran. Aktuell gëtt de Rekrutement gemaach, fir déi verschidde Posten am Kommunikationszenter ze besetzen. Voll operativ soll den Zenter dann hoffentlech an der zweeter Hallschent vun 2022 sinn.

An zu de Missiounen vun deem Kommunikationszentrum gehéiert et, verschidden Acteuren zesummebréngen, déi scho Kompetenzen an de Beräicher Kommunikatioun a Formatioun hunn. Hei kann ee sech Formatiounen zu ganz ënnerschiddlechen Theemen a fir ganz ënnerschiddlech Berufsgruppe virstellen – duerfir maachen ech hei och eng Kéier kuerz Pub dofir –, zum Beispill: Pompjeeën, déi e Basis-Gebäerdessproochkurs maachen. Fir Ambulancierien, fir dass se och wëssen, wéi se kënnen kommuniquéieren mat Leit, déi vläicht net héieren, wa se op d'Plaz kommen. Ech denken un e Cours fir Polizisten, wou et drëms geet, wéi een am beschte mat enger gesescht behënnerter Persoun schwätzt, well mer do natierlech och ëmmer nees Reklamatiounen kréien. An do muss mer a Formatiounen investéieren, fir déi Leit och ze forméieren, wéi een och a Liichter, a vereinfachter Sprooch kann d'Rechter erklären, wann ee mat enger behënnerter Persoun schwätzt. Ech mengen, dass dat eng ganz wichteg Formatioun ass. Dat kéint awer och zum Beispill e Cours fir e Kommunikationsbeoptragte vun der Gemeng oder vun enger grousser Firma sinn, fir wichteg Informatiounen a Liichter Sprooch zur Verfügung ze stellen an als Informatiounen a Liichter Sprooch ze kennzeichnen, well och do, mengen ech, muss dat kloer gekennzeichent sinn. Da weess een och, wou een duerno kucke geet.

Den Zenter selwer wäert och d'Fonction vun engem Informatiounsguichet hu fir alternativ Kommunikationsformen, déi eeben de Mënsche mat Kommunikatiounsschwierigkeeten d'Liewe méi einfach solle maachen. Et soll eng Ulafstell ginn, wou een Informatiounen ka kréien, ënner anerem iwwert d'Liicht Sprooch, d'verinfacht Sprooch, d'Gebäerdessprooch, d'Schrëftdolmetschen, d'Audiodeskriptioun, d'Kommunikationsformen, déi och vu Leit genotzt ginn,

déi beotemt ginn, zum Beispill. Vun deenen hu mer hei elo nach net geschwat. Ech hat elo d'Éinescht gesot, dass een e Site och mat den Ae ka guidéieren a weiderkommen. An och iwwert d'Tast-ABC fir Leit, déi weeder héieren nach gesinn, soll een do Informatiounen kënne kréien.

Den Zenter soll all d'Wëssen zu deenen alternative Kompetenzforme bündelen an d'Leit informéieren a sensibiliséieren. Am Zenter soll ee sech kënne iwwer seng Rechter informéieren, och an Zesammenhang mam Zougang zu Informatioun justement. An hei sollen all déi néideg Formulairer disponibel sinn, fir eeben eng Hëllef an engem vun de virdru genannte Beräicher kënne unzefroen.

An ech géif dann och hei d'Fräiheet huelen, dem President vun der Familljekommissioun respektiv der ganzer Kommissioun ze proposéieren, dass wann deen Zenter bis op ass an um Lafen ass, mer dann eng Kéier all zesumme géifen dohinner kucke goen an ons alles erkläre loosse, wéi dat fonctionéiert, wat een do alles ugebuwe kritt, well och fir Iech als Gemengemammen a Gemeengepappen ass et interessant, dass an Äre Biergerzentere vläicht kënne Formatiounen gemaach ginn iwwert d'Leichte Sprache, awer och iwwer aner Accessibilitéit, fir dass d'Leit bei Iech allegueren an de Menge richteg gutt kënne empfaange ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools der Madamm Familljeministeschen.

6. 7926 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement de l'assainissement et de la revalorisation du site du projet « NeisSchmelz »

7927 – Projet de loi autorisant l'État à participer au financement du développement de logements du projet « NeisSchmelz »

Mir kommen elo zu deene leschte Punkte vum Ordre du jour vun haut, de Projet de loi 7926 iwwert den Assainissement an d'Revalorisatioun an de Projet de loi 7927 iwwert de Finanzement vum Projet NeisSchmelz.

An ech géif direkt d'Wuert un d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Semiray Ahmedova ginn, awer net ouni ze soen, dass déi gemeinsam Riedezäit nom Basismodell festgeluecht ass.

Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Logement

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng), rapportrice | Merci, Här President. Här Minister, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech stellen Iech haut e weidere Finanzéierungsprojet vir, deen et eis wäert erlaben, abordabel Wunnengen ze bauen.

Haut si mer an der Stad Diddeleng, wou mer wäerten dës Wunnenge kënne bauen. Wann een dem Ganze kéint en Titel ginn, da géif et heeschen „NeisSchmelz: Renaissance vun der aler industrieller Friche“.

Erlaabt mir, kuerz op den Historique anzegoen. Den Diddelenger Laminor huet seng Aktivitéit am Oktober 2005 ganz ofgeschloss. 2006 huet de Fonds du logement e Plan directeur d'aménagement et du développement urbain ausgeschafft. Virgesi ware schonn deemools zwee Drëttel Wunnengen an een Drëttel wirtschaftlech Aktivitéiten. Wichtig ze soen ass och, dass zéng Strukturen, dorënner aacht Gebaier,

klasséiert ginn. Ech mengen, wie kennt net de Waassertuerm vun Diddeleng, dee méttlerweil de Symbol vun eiser Stad ginn ass?

2009 gouf en internationale Concours fir Stadplanung organiséiert mam Stéchwuert „Kreeslafwirtschaft“, fir dorops kënne ze baséieren, fir e Masterplang auszuschaffen.

Kuerz zu de Propriétéitsverhältnissen, well déi hei och net onwichtig sinn: Am Kader vun der Stoltripartite 2004 gouf decidéiert, dass ArcelorMittal dem Staat de Site vum Stolwierk ofgëtt mat der Konditioun, dass deen natierlech fir d'Sanéierungsarbeiten opkënn. 2017 hunn déi urbanistesche Etüden an Zesummenarbecht mat der Gemeng Diddeleng ugefaangen.

Konkreet elo zum Gesetzesprojekt: De Fonds du logement, eisen öffentleche Promoteur, wäert hei ganzer 1.575 Logementer bauen, déi vläicht eng ronn 3.620 nei Awunner op Diddeleng wäerten unzéien. Fir den Émfang vun deemem Projet besser ze illustréieren, muss ech Iech soen, dass d'Hallschent vun eise Gemengen hei am Land manner wéi 3.000 Awunner hunn. Mam Projet NeisSchmelz wäerte mer och eng richteg Wunnmixitéit hunn, wou ee ka lounen, awer och kafen, well eleng esou kann een an déi richteg Richtung goen an eng sozial Inklusioun férdere. 55 % vun de Wunnengen wäerte fir eng abordable Locatioun, 35 % fir de subventionéierte Verkauf an déi iwwer 10 % fir den netsubventionéierte Verkauf virgesi ginn.

Fir dass d'Wunnengen och kënne zu engem abordable Präis, dat heescht, zu engem bezuelbare Präis, verkaaft ginn, hu mer hei och de Bauland fir 99 Joer ënner Emphyteose zur Verfügung gestallt. De Projet NeisSchmelz erlaabt och d'Schafe vun engem regionalen, awer och multifunktionellen Attraktiounszentrum, wou Wunnen, Schaffen, Akafen a Fräizäit ganz enk verbonne sinn.

Wéi scho bei anere Projeten, déi op esou engem groussen Areal ausgeschafft ginn, huet de Fonds du logement dat Ganzt och hei a véier PAPen ausgebaut. Esou kann een à fur et à mesure ..., dat heescht, sech e Phasage ginn, fir de Projet auszebauen.

Mir hunn hei, wéi och scho bei „Wunne mat der Wooltz“, zwee Gesetzesprojeten. Den éischte Projet deckt u sech d'Käschte fir d'Sanéierung vum Buedem an d'Revitalisatioun vum Site of, d'Sanéierung vun der Diddelenger Baach an déi speziell Infrastrukturen, déi gebraucht gi fir NeisSchmelz. Den zweete Projet ass selbsterständlech och e weidere Finanzéierungsprojet, deen awer d'Käschte vun de Wunnengsbauten wäert ofdecken.

Déi zwee Finanzéierungsprojete sinn natierlech complementaire an dofir gi se hei gemeinsam gestëmmt a presentéiert. Et kënn méttelfristeg och nach en drëtte Finanzéierungsprojet, an do schwätze mer éischter vun engem nationale Projet, dee gebaut wäert ginn, nämlech de Centre national des collections publiques. De Projet besteet aus Ausstellungsraum, Ateliere fir Restauratioun vun ale Konschtwierker an engem Laboratoire.

Et kann een net iwwer NeisSchmelz schwätzen an den Energiekonzept net erwänen. Haaptzil vum Projet NeisSchmelz ass et, en innovativen an nohaltege Projet ze entwéckelen. De Projet integréiert d'Prinzippe vun der Kreeslafwirtschaft, déi op enger nohalteger Entwécklung, enger Optimisatioun vun der Matière première a Ressourcëschonung baséiert. Et geet hei net méi ëm eng linear Économie, mee éischter eng nei Économie circulaire, déi baséiert op dem Prinzip vum Liewenszyklus vun de Materialien, dat heescht, d'Energie, déi gebraucht gëtt fir d'Hierstellung vun engem Material – Ofbau, Recycling, och d'Waasser an déi ganz Energie, déi dofir gebraucht gëtt –, gëtt hei ausgerechent.

An deemem Kontext gëtt et och eng kohärent a respektvoll Auswiel vun de Baumaterialien. Den Ofbau an d'Wiederverwendung vun de Materialien gëtt och während dem Bau vum Projet sur place erlaabt.

Den Energiekonzept ass op engem ganz innovativen System opgebaut mam Zil, dass mer en CO₂-neutrale Quartier bauen. Hei soll eng ganz déif geothermesch Wärmepompe opkomme fir sämtlech Gebaier vum ganze Site a souguer en Deel vum Quartier existant. Déi Produktioun vun Elektrizitéit gëtt iwwer Fotovoltaik erméiglecht. De ganze Laminor plus den Daach an d'Fassade vum ale Stolwierk ginn och fir Solarthermie, dat heescht, zum Deel Wärmeenergie a Fotovoltaik, gebraucht.

Kuerz och zum urbane Konzept: Fir de Quartier „Italien“ a „Schmelz“ ass de Projet eng urbanistesche Reparatur, déi eng Kontinuitéit vum Tissu urbain wäert erëm zesummestrecken. Fir déi, déi de Projet net kennen: Am Süde vun Diddeleng hu mer am Fong lénks a riets zwee Quartieren an an der Mëtt hu mer eng Barriär, déi dat Ganzt richteg trennt. An dofir sinn ech och immens frou, dass mer dat endlech wäerte kënne matenee verbannen.

Ee Grondstee fir eng erfollegräich Integratioun vum Projet ass seng mënschlech Dimensioun. D'Gebaier an déi öffentlech Raim hunn eng urban Échelle, wou de Mënsch u sech am Mëttelpunkt steet. D'Zil vum Projet ass et, eng lieweg Plaz ze ginn. Rhythmus, Dimensiounen, Héicht vu Gebaier sinn am Fong esou ausgerechent an esou gemaach ginn, dass se dem Bestand och ugepasst ginn.

Kuerz och nach zum Mobilitéitskonzept: Haaptzil vum Mobilitéitskonzept ass et, e Quartier ze schafen, wou mer am Fong de Gebrauch vum Auto oder souguer d'Presenz vum Auto an de Stroossen op e strikte Minimum reduzéieren. Fir dat Zil ze erreechen, hu mer hei natierlech eng gutt Ubannung un den öffentlechen Transport. De Quartier läit och direkt un enger Zuchgare fir Richtung Beetebuerg a Stad Lëtzebuerg.

Mir wäerten och e BHNS, de sougenannte „Bus à haut niveau de service“, fir a Richtung Esch an Esch-Belval hunn an natierlech e gudde Réseau vu Vëlospisten, dat Ganzt gekoppelt un eng gutt Mëschung vu Fonctiounen a Services.

Et ass och extra Wäert drop geluecht ginn, dem Foussgänger an dem Vëlofuerer méi Sécherheet a méi Raum ze ginn. Mir hunn am Quartier en dicht Netz vu Foussgängerweeër, déi sech natierlech mat der Stad Diddeleng, awer och mat de Quartiere bis op Wuemering verknüpfen.

Kuerz zu der Mixitéit vun de Fonctiounen an der Mixitéit sociale: An enger nohalteger Planung dierf de sozialen Aspekt natierlech net feelen. Mir brauchen eng gutt Kombinatioun zwëschen enger öffentlecher Politik an enger gudder Strategie, wat d'Stadentwécklung ugeet. Eleng esou kënne mir Quartiere resilient bauen, déi dem Verbraucher ugepasst ginn an déi och eng Liewensqualitéit bidden.

De Logement ass e wichtege Aspekt vum Projet. Hei ass och vill Wäert drop geluecht ginn, fir an deem Kontext eng gutt Mixitéit vun der Typologie ze hunn, dat heescht, kleng Gebaier a grouss Gebaier, kleng Appartementer a grouss Appartementer. Esou schwätze mer wierklech e breede Public an eiser Gesellschaft un. Esou fanne mir am Projet – wéi ech scho gesot hunn – individuell Wunnengen, Haiser, Wunnengebaier, Appartementer, Wunnengen am Bestand, déi wäerte gebaut ginn, Colocatioun, Habitat intermédiaire, an ech kéint am Fong nach weiderfueren.

Wat de Commerce de proximité ugeet, hu mer och eng wichteg Diversitéit vun Aktivitéiten: Hei hu mer

Restaurants, Caféen, Coiffer, Metzler, Apdikt, Bäckerei, Blummebuttek – ech mengen, Dir gesitt, wouop ech wëll erauskommen –, lauter kleng Geschäfte, déi dat Ganzt natierlech beliewen.

D'Zil ass et, de kleng Commerce, awer och de Fräiberuffler erëm an den Zentrum ze kréien. Wichteg ass et, och sportlech a kulturell Aktivitéiten unzabidden, awer och gemeinschaftlech Infrastrukturen ze schaffen, wéi zum Beispill Familjenhoteller a Jugendherbergen, Jugendhaiser, Crècheen, Maison-relaisen, awer och Zentre fir eeler Leit a PMRen.

Domadder hoffen ech, dass ech Iech e klengen a flotten Iwwerbléck ginn hunn iwwert dësen ambitiése Projekt. Ech muss nämlech och kuerz op d'Avisen an d'Aarbechte vun der Kommissioun agoen.

Den Avis vum Staatsrot vum 22. Februar 2022 hat keng weider Remarken.

D'Handelskummer begréisst natierlech an hirem Avis vum 22. Dezember d'lescht Joer, dass mer eis hei op nohalteg Krittere baséieren. Si bedauert awer, dass et e bësse laang dauert, mee ech mengen, dass maache mer alleguerten. Ausserdeem kënn och déi Fro vun der Sanéierung op, a si werft déi Fro op, firwat net de Fonds pour la protection de l'environnement dat Ganzt subventionéiert. Momentan ass et esou, dass de Fonds spécial du soutien au développement du logement dat Ganzt wäert bezuelen.

D'Salariéskummer seet u sech an hirem Avis, dass si d'Schafe vun neie Wunnengen natierlech begréisst. Si bedauert awer, dass d'Käschte vun der Sanéierung vun der Allgemengheet gedroe ginn a werft e puer Froen op zum Mobilitéitskonzept.

Ech kommen dann och zu den Aarbechte vun der Chamberskommissioun. De 7. Dezember 2021 huet de Logementsminister dëse Gesetzesprojekt an der Chamber deposéiert. De Gesetzesprojekt ass dann och vum Här Minister an der Kommissioun vum 2. Dezember virgestallt ginn. Den 10. Mäerz 2022 hu mer dräi Saachen an der Kommissioun gemaach, déi ganz wichtig waren: Analys vum Avis vum Staatsrot, ech sinn dann och dee Moment zur Rapportrice genannt ginn, a mir hunn an eiser Kommissioun och de Rapport uegeholl.

U sech wier ech fäerdeg mat mengem mëndleche Rapport an ech verweisen natierlech fir weider Detailler op mäi schréffleche Rapport. Par contre, Här President, ech hoffen, ech kann nach e puer Wuert soen. Wieklech, ech hale mech ganz kuerz, fir e perséinlechen Avis iwwert dat Ganzt ofzeginn.

Wa mir vun der aktueller Situatioun vum Wunnengsmaart schwätzen, existéiert quasi Unanimitéit – an dat net just heibannen –, dass méi bezuelbare Wunnraum muss gebaut gi fir déi Jonk, awer och fir déi méi Schwaach aus eiser Gesellschaft. Oft scheitert mer awer dorunner, wann et konkret drëm geet, dass mer sollen nei Projekte bauen an dass mer vläicht och solle méi dicht bauen.

Mat dësem Projekt beweise mir awer hei, dass Staat a Gemeng Hand an Hand konkret Léisunge kënnen fanne, fir an déi richteg Richtung ze goen, fir de Logementsproblem ze léisen.

Ech hoffen, dass dat nach vill Gemenge wäert inspiréieren, och an déi Richtung ze goen, fir hir Baupotenzialer ze mobiliséieren. An ech hu keng Loft méi.

(Hilarité)

Une voix | Drénkt e bëssen!

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng) | Sou, dass alles gesot, soen ech natierlech Merci fir d'Nolauschteren an ech gi selbsterständlech och den Accord vun eiser grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojekt. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Madamm Ahmedova.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Marc Lies. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Lies (CSV) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech soe virop der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova, e ganz, ganz décke Merci fir dësen ausféierleche Rapport, dee, mengen ech, alles dat zréckginn huet, wat dee Moment dann och an dësem Projekt drastoung.

An ech wëll och direkt hei virop betounen, dass d'CSV-Fraktioun dësen zwee Projeten, souwuel der Nummer 7926 wéi och 7927, den Accord wäert ginn, well et effektiv e Projekt ass, deen an déi richteg Richtung geet.

D'CSV huet iwwert déi lescht Joren ëmmer nees propagéiert, dass den erschwéngleche Wunnengsbau verstärkt muss ëmgesat ginn. Iwwert déi lescht dräi Joren huet eis Fraktioun net manner wéi 19 Motiounen hei an der Chamber eragereecht, 5 Propositions de loi diesbezüglech gemaach an awer och am Kader vum Pacte Logement 2.0 eng Rëtsch vun Amendementer eragereecht fir ze kucken, dass mer an Zukunft beim erschwéngleche Wunnengsbau méi séier virukommen.

De Projekt NeiSchmelz, mengen ech, ass och fir d'Stad Diddeleng e ganz wichtige Projekt, vu dass déi industriell Geschichte vun der Stad Diddeleng, d'Siderurgie, hiren Nidderschlag an dësem Projekt hei fënnt, wou net manner wéi aacht Gebaier dann och iwwer Sites et monuments wäerten ënnerhale ginn, déi um Inventaire sinn, fir déi nees kënnen eng Kéier ze rafistoléieren, ze sanéieren, soudatt dat och e wichtigen Aspekt vun dësem Projekt ass.

Ech wëll awer kuerz eng Kéier d'Comparaisoun maachen, wat d'Dauer vun dësem Projekt ueget. Ech mengen, iwwert d'Dauer an iwwert d'Prozedur musse mer ... De Buergermeeschter vun der Stad Diddeleng laacht, well ech mengen, hie weess och genau, firwat en hei schmunzelt, wann een eng Kéier kuckt, dass d'Fermeture vum Laminoir am Oktober 2005 war.

De Fonds du logement huet am Mäerz 2006 dann d'Responsabilitéit iwwer NeiSchmelz iwwerholl, a vun 2009 bis 2012 gouf e Concours urbanistique, „Räumliches Strukturkonzept Schmelz Diddeleng“, erstallt. An duerno huet et nach eng Kéier véier Joer gedauert, bis Juli 2016, bis dass d'Fin zwéischent ArcelorMittal an dem Fonds du logement finalement konnt akteiert ginn. An eréischt duerno, 2017, ass effektiv ugefaange ginn, nees un enger neier Konzeptioun ze schaffen, déi dann am Oktober 2019 konnt ofgeschloss ginn. De PAP, oder déi véier PAPE goufen am Oktober 2020 gestëmmt.

Ech hu mer soe gelooss, dass d'Convention d'exécution des travaux awer nach net gemaach wier. An duerfir wär et och wichtig, wann de Minister eis hei vläicht kéint soen – ben, ech mengen, de wéinst der Implicatioun vun der Stad Diddeleng –, wéini des Konventioun gemaach gëtt, well dat awer eng wichtig Viraussetzung ass, fir déi Aarbechten do kënnen virunzeféieren.

Wann ech soen „d'Prozeduren“, esou hunn ech mer d'Méi gemaach, eng Kéier kuerz e Verglach ze maache mat engem anere Projekt op Industriefrëchen, deen och am Süden ass: Ech kommen hei op Esch ze schwätzen, op d'Beispill vun der Rouder Lëns zu Esch, wou effektiv iwwer en anere Wee och dëse Projekt ëmgesat ginn ass mat enger plus/minus änlecher Gréisst, wou an Zukunft dann och wäerte ronn 3.500 Leit kënnen wunnen.

De Projekt zu Esch, déi Persoun oder dee Promoteur, deen dat ëmgesat huet, huet am Mee 2017 fir d'éischt

de Fous op den Terrain vun der Rouder Lëns zu Esch gesat. A fir dëse Projekt ass eng Modification ponctuelle vum PAG schonn am September 2018 gemaach ginn. De Masterplang gouf 2019/2020 ëmgesat. De PAP gouf am Juli 2021 validéiert. An déi éischt Aarbechte wäerten elo an dësem Summer ufänken, wat den Assainissement ueget. Et sinn effektiv scho ronn 200.000 Tonne Buedem, déi sanéiert gi sinn. An déi éischt Wunnengen – elo haalt Iech un! –, wäerte schonn 2025/2026 geliwwert ginn!

Hei bei NeiSchmelz wäerten déi éischt Wunnengen awer eréischt 2027/2028 geliwwert ginn. Dat heescht, d'Prozedur ass bei deem enge Projekt 17 Joer, d'Ëmsetzung nach eng Kéier vill méi laang, a bei deem anere Projekt, deen ënner privater Hand ass zu Esch, sinn dat am ganze 7 Joer Prozedur an effektiv 10 Joer, bis déi éischt Wunnengen dann och wäerte fäerdeggestallt sinn. Do gesäit een effektiv eng gewëssen Diskrepanz.

An ech wollt awer besonnesch dorop verweisen, dass et wichtig ass, dass mer an deenen nächste Joren, wa mer iwwert d'Prozeduren, wa mer iwwer nei Gesetzer heibanne schwätzen ... An ech mengen, d'CSV-Fraktioun huet et an deene leschte Méint a Jore wéi oft gesot, mat deenen Texter, déi effektiv och elo d'lescht Joer votéiert gi sinn, wat de Pacte Logement 2.0 ueget, dass eis do een Artikel extreem vill Suerge mécht: Dass ass den Artikel 29bis vum Aménagement communal. Mir hate virun e puer Wochen hei eng Motioun eragereecht, wou effektiv eng Evaluatioun vun dësem Artikel 29bis sollt gemaach ginn, och wann en eréischt kuerz a Kraaft getrueden ass. Mee ech kann Iech aus praktescher Erfahrung soen – an ech mengen heibanne sätze vill Leit, déi a Schäfferéit vu Gemengen aktive sinn –: Den 18. Februar vun dësem Joer, wat d'Introduktioun vu PAPen ueget, mécht eis an de Gemengen extreem vill Suerge. An duerfir, Här Minister, géif ech Iech bidden: Huelt dat wannechgelif mat an de Regierungsrout a kuckt, dass effektiv den Artikel 29bis vum Aménagement communal nach eng Kéier evaluéiert gëtt, well mir hu Problemer, an deenen nächste Méint a Joren, fir iwwerhaupt nach nei PAP „nouveau quartier“ ëmzesetzen.

A wat eis nach vill méi Suerge mécht, Här Minister, dass ass dann effektiv dat neit Gesetz, oder dat 79er Gesetz: d'Iwwerschaffung vum Aide-au-logements-Gesetz iwwert de Logement abordable. Mir sinn eis alleguerten 100%eg doriwuer eens, dass mer méi erschwénglech Wunnengen an deenen nächste Jore musse bauen. Mee wat an deem Text do drasteet, dass ass méi wéi kontraproduktiv. Duerfir bidden mer Iech, wat d'Ëmsetzung ueget, wat d'Gestioun vu soziale Mietwunnengen ueget, dass nach eng Kéier op de Leescht ze huelen. Ech soen dat net nëmme als Deputéierten hei, ech soen et och als Papp vun enger Gemeng an ech soen et och am Numm vu villen Acteurs sociaux um Terrain, déi mir effektiv genau dat selwecht confirméiert hunn: Wann dat Gesetz do duerchgeet, da wäerten an deenen nächste Joren nach vill manner Sozialmietwunnenge gebaut ginn, wéi dat haut de Fall ass.

Duerfir, an deem Sënn, soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren, ginn natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Lies. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn (DP) | Merci, Här President. Elmen, „Wunne mat der Wooltz“, „Wéltgebond“ – de Projekt NeiSchmelz reit sech an eng ganz Rei vu Logementsprojeten an, déi déi lescht Jore lancéiert goufen, fir abordable Wunnraum ze schaffen. Insgesamt ronn

eng Milliard Euro mobilisiert de Staat eleng fir déi véier genannte Projeten, fir senger Responsabilitéit an der aktueller Wunnengskris nozekommen.

Als ee vun de gréisste Besëtzer vu Bauland zu Lëtzebuerger huet déi éffentlech Hand hei wierklech eng grouss Responsabilitéit, net just als Legislature, mee och als Bauhär selwer. Mir kënnen jo net vun de Leit verlaangen, hir Terrainen ze mobiliséieren an de Staat selwer géif op sengen Terrainen sëtze bleiwen.

Dobäi kënnen, dass generell de soziale Wunnengsbau massiv ausgebaut muss ginn. Par rapport zum Ausland sti mir an där Hinsicht effektiv net immens gutt do. Ëmmer méi Leit kënnen sech um reguläre Marché näischt méi leeschten oder nëmme ganz schwéier. Déi éffentlech Hand muss dëse Leit zur Säit stoen an hinnen e wierdegt Ennerdaach ubidden. Duerfir begréisst mir als Demokratesch Partei natierlech all Projete, wou de Staat mam gudden Beispill virgeet.

Et ass gewosst, dass mer d'Wunnengsproblematik nëmme kënnen an de Griff kréien, wa massiv zousätzlech Wunnenge gebaut ginn, souwuel um normale Marché wéi och um Marché fir abordabele Logementen respektiv fir Logementen à coût modéré. Als DP soe mer dat ëmmer erëm. Et muss méi gebaut ginn, méi dicht, méi héich, méi séier. An do ass och déi éffentlech Hand gefuerdert.

Dëse Projete ass e weidere Schritt an déi richteg Richtung. An den nächste Jore wäerten zu Diddeleng eng 1.500 Wunnenge fir 3.700 Leit entstoen. Mat senger 36 Hektar ass et wierklech e Projete d'engverture, an déi budgetär Enveloppe ass deementspreechend och schwéier. Ronn 500 Millioune léisst de Staat sech d'Revalorisierung an d'Entwécklung vun den alen Diddelenger Industriefrënche kaschten.

Ze soen, déi éffentlech Hand géif also hirer Verantwortung bei der Logementsproblemik net nokomme, eebe just nokucken, ass manifestement net richteg. Allerdéngs, ass elo de Problem doduerch geléist? Sécher net. Kéint, jo misst méi gemaach ginn? Ech mengen, d'Antwert ass evident: jo.

Mir stinn als DP absolut hannert dem Projete NeiSchmelz. Et wäert e flotten, modernen, neie Quartier zu Diddeleng ginn, dee gutt duerchduecht ass a wou och op eng flott Aart a Weis de kulturelle Patrimoine vun der Stolindustrie valorisiert, jo, an integréiert gëtt. Donieft ass et e weidere grouss Projete am Süde vum Land, soudass en och aus landesplanerischer Perspektiv nëmme ze begréissen ass. Mir hätte jo schlisslech gären, dass virun allem déi dräi Pole Süden, Zentrum an Nordstad sech entwéckelen, fir Wunnen a Schaffe méi no beieneen ze bréngen an eng ze staark Zersiidlung vum Land ze evitéieren.

Fakt ass awer, dass esou grouss Projeten hir Zäit brauchen. 2005 huet d'Fabrick vun Arcelor hir Dieren zu Diddeleng definitiv zougemaach. Déi éischt Aarbechte sollen Enn vun dësem, Ufank vum nächste Joer ulafen. Bis déi éischt Wunnenge fäerdeg sinn, gëtt et 2028. Dat heescht, mir sinn hei awer schon emol 23 Joer amgaangen, bis dass déi éischt Unitéit do steet. Bis de ganze Projete fäerdeg ass, kann ee mat weideren zéng Joer rechnen.

Wa mir sollen d'Logementskris ugoen, kënnen mer eis et net erlaben, dass mer 30 Joer brauchen, fir 1.500 Wunnengen ze bauen. Dat ass sécher net, fir dëse Projete schlecht ze maachen. Am Géigendeel, ech sot et, mir fannen dëse Projete ganz flott a gutt.

Wat ech wëll soen ass: Mir kréien déi aktuell Situation net eleng mat groussen, ëmstännechen, laangwierige Projeten an de Griff, déi éiweg brauchen. Och dat ass normal. Wann een e ganze Quartier nei plangt, da soll dat jo vun A bis Z gutt duerchduecht sinn.

Mee wat mer eeben och brauchen, dat si Projeten, wou mer séier an unkompliziert Logement schafen. Eng Iddi – si ass scho méi dacks vu mir genannt ginn – ass déi vu Modularbauten. Déi éffentlech Hand kéint entweeder op Terrainen, déi hir selwer gehéieren, oder Terrainen, déi se lount, falls dat néideg ass, a kuerzer Zäit Modularkonstruktiounen opriichten, Gebaier aus Holz, jee, et gëtt do hautdesdaags ganz vill flott Méiglechkeeten. A virun allem hu se de Virdeel, dass se relativ séier an ouni allze groussen Opwand kéinte realisiert ginn.

Ech wëll elo net ze vill an den Detail goen. Ech wëll just soen, dass mir all Mëttele mussen asetzen, déi eis zur Verfügung stinn, fir dass sech eppes am Logement deet. Et gëtt net eng Mesure, et gëtt eng Hellewull vun eenzelne Puzzlestécker, déi mer beieneen mussen setzen.

De Projete NeiSchmelz ass e ganz interessant a flott Puzzlestéck, dat eng Plus-value fir de Süden an d'Gemeng Diddeleng wäert duerstellen. A selbsterständlech ginn ech am Numm vun der DP-Fraktioun an den Accord fir déi zwee Finanzierungsgesetze, dat awer net ouni der Rapportrice e ganz grouss Merci fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport ze soen, och stellvertriedend fir de ganzen Diddelenger Gemengerot. Dem Diddelenger Buergermeeschter och Felicitatioun fir de Courage, deen hien heimat beweist.

Une voix | Ganz gutt!

(*Brouhaha*)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools, Här Hahn. An d'Wuert ass elo fir dee Leschtgenannten aus der Ried vum Här Hahn, an dat ass de Buergermeeschter vun Diddeleng, den honorabelen Här Dan Biancalana.

M. Dan Biancalana (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, jo, virop wéilt ech hei der Rapportrice, der Madamm Ahmedova, Merci soe fir hiren detailléierte mëndlechen a schrëftleche Rapport. Et ass natierlech e Projete, dee mer ganz besonders um Häerz läit, well ech d'Chance hat, e vun Ufank un ze begleeden, dat heescht säit 2005, also viru gutt 17 Joer. An ech verstopen Iech net: Dat ass e laange Prozess gewiescht – a mir sinn awer sécher net um Enn ukomm –, wou vill aner decisiv Etappen hu misse geholl ginn, fir dës zwee Finanzierungsgesetze och kënnen ze erméiglechen.

Ech denken do un den internationalen Architektoconcours 2009, d'Emmauerunge vum PAG a vun de véier PAPPen, déi vum Gemengerot an d'Prozedur geschéckt goufen, mee awer och u ganz vill Etüden, déi am Virfeld hu misse gemaach ginn: Sanéierungskonzept, Energiekonzept. Et brauch een also definitiv e laangen Otem, och wann, wéi gesot, an deem dote Projete effektiv och eréischt säit 2016 d'Propriétéitsverhältnissen gewiesselt hunn. An et ass haut och wichtig, dass mer eng weider Etapp huelen, och wann de Projete deementspreechend eréischt a 15 bis 20 Joer Realitéit gëtt an natierlech och ganz kloer en Impakt op d'Stad an d'Stadentwécklung huet.

Wat natierlech och hei wäert sinn, dat ass, dass natierlech der Geschicht vum ganze Land Rechnung gedroe gëtt, awer och der Stad Diddeleng. Den industrielle Patrimoine gëtt hei ganz kloer valorisiert. Et entsteht hei e komplett neie Quartier, deen op sozial Mixitéit setzt, mee och funktionale Charakter huet. Et kann een do wunnen, schaffen a seng Fräizäit verbréngen, also e Quartier mat ville Facetten. An et schléit een och hei eng Bréck tëschent der industrieller Vergaangenheet, der Géigewaart an der Zukunft.

Des Weideren dréit d'Entwécklung vun NeiSchmelz landesplaneresch gesinn och zur Stärkung vun den Aufgaben bäi, déi d'Stad Diddeleng als CDA-Gemeng huet, mat regionalem Charakter a regionalen

Aufgaben, déi kënnen ausgebaut a weider wouergeholl ginn. An hei wäert d'Gemeng sécherlech net nëmme nei kommunal Services usidelen, mee och schon eng Rei Ministere an staatlech Services hunn hei d'Geleeënheet erkannt an hunn och manifestiert, fir besteeënd respektiv awer och nei éffentlech Déngschtleschtungen do unzesidelen.

120 Joer laang huet d'Schmelz de Bols vun der Stad Diddeleng geprägt an natierlech sinn do och Quartieren à la va-vite duerch d'Aktivitéite vun der Schmelz entstanden. A wann een haut duerch den éffentlech accessibelen Deel vun NeiSchmelz geet, da mierkt een natierlech, wéi d'Stolindustrie, wéi d'ARBED op Diddeleng agewierkt huet. An der Ausrichtung vum Projete wäerte jo och 85 % vun de Gebaier erhalte bleiwen a valorisiert ginn. An ech denken do un d'Walzwierk an un d'Stolwierk mat senger gutt 600 Meter – also wierklech, ganz kloer, beandrockend Zäiteien. An hei gouf och net de Prinzip vun der Tabula rasa mat eiser schéiner Vergaangenheet appliziert, deen ee vu villen industrielle Projeten am Ausland kennt. Hei maache mer am Fong just de Contraire. An hei am Land gëtt et jo eng ganz Rei Projeten, mengen ech, déi déi dote Richtung ageschlossen hunn a déi sech, mengen ech, och ganz kloer weise looszen.

Diddeleng ass sécher d'Wéi vun der ARBED, mee, urbanistesche gesinn, war d'Schmelz net accessibel. Et konnten natierlech nëmme déi dohinne goen, déi do geschafft hunn, an d'Schmelz huet sech geografesch och kloer vum Rescht vun der Stad ofgetrennt: Quartier Schmelz, Italien, awer och zum Zentrum. An duerch de Projete NeiSchmelz huele mer dat hei ganz kloer no.

Der Gemeng an och den Awunner vun der Stad Diddeleng war et och ëmmer wichteg – transitoresch an ech mengen, och mam Developpeur zesammen, mam Fonds du logement –, de Site och deementspreechend ze beliewen. An dat hu mer regelméisseg gemaach mat enger ganzer Rei Initiativen um kulturellen, kënschtlerechen, sozialen an och um sportleche Plang an och am Kader vun der Kulturhauptstadt am Joer 2007, awer och dëst Joer.

E komplett neie Quartier plangen, dat kascht natierlech vill Energie, sief et mam Opstelle vun de véier PAPPen, mat de PAPPen, an ech mengen, och do war et eis wichteg, vun Ufank un och d'Bierger an de participative Prozess mat eranze huelen, well dëse Projete mat där doter Engverture och déi néideg Akzeptanz brauch. An déi huet en och.

Natierlech, fir dass NeiSchmelz geléngt kann, ass en éischte Schritt hei och wichteg: natierlech déi intensiv Sanéierung, déi hei muss stattfannen, well mir wëssen, dass duerch déi industriell Aktivitéit natierlech Allaaschten do sinn. Och wa schon eng Rei Hotspotte vum deemolege Proprietär ewechgeholl goufen, muss, wéi gesot, nach eng weider Sanéierung gemaach ginn, déi deementspreechend jo iwwer 200 Millioune kascht.

Dat ass natierlech och en nohaltege Quartier mat nohalteger Zukunft, och fir Mënsch an Ëmwelt. En Ekoquartier ze sinn, ass natierlech eng wichteg Ausrichtung. En Challenge wäert awer bleiwen, dass, vun deene ron 40 Hektar, 8 Hektar mussen kompensiert ginn. An och do, mengen ech, muss nach vill Energie dragestach ginn.

Ech mengen, grad an dësen Zäiten, wou et ëmmer méi schwéier gëtt, en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, ass och de gesunde Mix vu 55 % Locatioun a 45 % Verkauf e gesunde Mix nieft der funktioneller Mixitéit, wéi gesot, déi de Quartier huet.

Et ass och ze begréissen – an ech mengen, dat war d'Engagement vun der Regierung 2005 –, en nationale Projete kënnen ze kréien als Kompensatioun fir d'Aarbechtsplazen, déi verschwonne sinn. D'Filmstad ass

näscht ginn. Dass mer awer elo de Centre national de collections publiques kréien, dat ass ganz begréissenswäert a bréngt engem och Satisfaktioun.

Här President, déi zwee virleied Projeten, d'Sanéierung an natierlech och de Bau vu Logementer, wou eng Verdichtung stattfonnt huet – den initiale Projet, dat ware 700 Wunnengen, elo leie mer, mengen ech, bei iwwer 1.500 –, droen all derzou bäi, dass mer hei effektiv e flotte Projet kréien. An ech ginn och den Accord vun der LSAP zu dësen zwee Projet-de-loien.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Biancalana. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, merci och der Rapportrice Madamm Ahmedova fir déi ganz gutt Erläuterungen zu deem Projet.

Ech hunn hei natierlech ganz vill Positives iwwert de Projet héieren an ech kéint mer d'Liewen och elo einfach maachen an déi Saachen hei mat engem schéine Laache widderhuelen. Ech probéieren, d'schéint Laachen ze behalen, mee ech wëll awer hei e puer Kritikpunkten dozou virbréngen.

Da passt emol op! Also eppes wëll ech awer direkt soen: Mir stëmmen och dëse Projet mat, well et awer ënnert dem Stréich e flotte Projet ass a well et eppes ass, wat mer am Moment och hei am Land brauchen. Mee trotzdem, mer müssen eis ëmmer bewusst sinn: Dat, wat mer haut op den Hochglanzbroschüre gesinn, gesäit alles ganz schéin aus, mee wéi ass d'Realitéit duerno, wann et gebaut ass? Wéi ass d'Realitéit, wa bis Leit do wunnen? Ass dat dann esou, wéi ee sech et elo virstellt? Op deene meeschte Plazen, wou dat geschitt, gesäit dat dann net méi esou schéin aus.

Wat mer gutt fannen, dat ass – an dat ass och elo grad gesot ginn, an do ass sech och lokal zu Diddeleng vun anere Parteien derfir agesat ginn – den Denkmalschutz, deen hei, mengen ech, schonn zimblech virbildlech funktionéiert huet, wou déi al Industriekultur vun Diddeleng, déi jo ganz wichteg ass, erhale bleift. Dat ass eppes, wat sécherlech ze begréissen ass a wat deem Ganzen och e gewëssene Charakter, eng gewëssene Identitéit wäert ginn, wat ganz flott ass, well fir de Rescht ass et jo awer erëm e bëssen: Mir baue Këschten, wou mir d'Leit dran aquartéieren.

Et ass gesot ginn: Jo, en nohaltege Quartier, sou vill wéi méiglech dann CO₂-neutral an esou weider. Och schéin. Ech wëll awer och do eppes ze bedenke ginn. Mir bauen awer hei eppes, wat zimblech grouss ass, wat doriwwer eraus och nach eng hallef Milliard Euro kascht. An eleng de Bau vun deem Ganzen, de Bau, dee wäert jo awer immens vill Emissiounen verursaachen. An et géif mech interesséieren, wéi vill Emissiounen dat dann am Ganze fir all déi Materialien, deen Transport, déi Aarbechten, déi do gemaach ginn, wäerte sinn.

(Brouhaha)

Wa mer wëllen Emissiounen verhënnere ... Hei si jo ganz vill Parteien, déi wëlle coüte que coüte Emissiounen verhënnere. Ben, wann Der wëllt Emissiounen verhënnere, dann dierft Der net méi bauen. Esou einfach ass dat. Dat ass en Tipp.

(Interruption et hilarité)

Ech kommen op en anere Punkt ... Dat ass d'Realitéit, et ass ganz einfach. Ech kommen op en anere Punkt, dat ass dann de Verkéier, dee virgesinn ass,

d'Mobilitéit vun de Leit. Do liest een dann: 0,8 Parking-plaze pro Wunneng si virgesinn. Bon, den 0,8, ech huelen un, dass do gescheit Leit sech och genee ausgeduecht hunn, wéi dat da praktesch soll funktionéieren. Mee ech muss awer soen, dass dat awer trotzdem erëm eng Kéier eng Partie Problemer mat sech bréngt, warscheinlech änlech, wéi et och zu Elmen wäert geschéien, wou en änlech Konzept ass, wou d'Leit müssen 300 Meter trëppele bis bei en Opfangparking, fir hiren Auto sichen ze goen.

Dat kléngt och ganz gutt an der Realitéit, mee deen Dag, wou et reent, deen Dag, wou Der vläicht eng Verletzung hutt, deen Dag, wou Der vläicht al sidd, wou behënnert Leit solle kommen, wou Der mat Äre Kanner ënnerwee sidd, wou et schnell muss goen, do stellt dat Iech awer viru grouss Problemer. Et ass dann einfach fir eis allequerten, déi en Auto doheem an der Garage oder virun der Dier stoen hunn, ze soen, anerer sollten dann awer 300 Meter bis bei den Auto trëppelen oder am beschten op en Auto verzichten, well 0,8 Auto pro Wunneng, dat heescht jo dann, soe mer mol, wann do zwou erwuesse Persounen wunnen, dass se just oder mol net een Auto zegutt hunn.

Den effentlechen Transport, jo, dee gëtt do ausgebaut; dat ass gutt. Mir hunn och d'Zuchlinn direkt do. Ech hu se awer grad nogekuckt: Mam Zuch braucht Der elo vun Diddeleng bis hei an d'Chamber awer trotzdem eng Stonn. Bon, mam Auto ass et och net ëmmer einfach.

(Brouhaha)

Et huet een also d'Gefill ...

(Interruption par la présidence)

Une voix | Hei ass een, deen hëlt en ëmmer.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, et muss een zu Beetebuerg ëmsteigen, dat hëlt och Zäit. Majo, ech hunn et op mobilitéit.lu gekuckt.

(Interruption par la présidence)

Dat heescht, eng Stonn ass awer net wéineg. Also et huet een d'Gefill, dass d'Leit gezwonge ginn, hei op den Auto ze verzichten.

Loosse mer och nach eppes soen zu deem Konzept, wat hei och ëmmer erëm positiv no vir bruecht gëtt: d'Mixité sociale. Jo, dat kléngt ëmmer ganz gutt. An der Realitéit ass dat natierlech – dat weess ech och ganz gutt als Geograf – ganz rar. Hei am Land fannt Der wéineg Quartieren, wou der eng Mixité sociale hutt. An och hei stellen ech mer d'Fro, ob et wierklech dat wäert ginn. Well wann ech richteg verstanen hunn, gi jo awer hei all d'Wunnengen u Leit, déi, soen ech elo mol, manner verdéngen. Do si jo Limite festgesat. Dat heescht, mir kréie jo awer hei keng sozial Mixitéit. Mir kréien hei e Quartier, wou lauter Leit wunnen, déi manner verdéngen. Dat ass keng Mixité sociale.

D'Leit froe sech dann och – an ech hunn do och mat enger ganzier Partie Leit, och vun Diddeleng, geschwat –: Jo wie kennt dann elo dohinner wunnen? Well Dir wësst, do sinn och ëmmer e bëssen Ängschten domadder verbonnen an dat ass natierlech och deelweis nozevollzéien.

Une voix | Wisou? Wisou?

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

M. Fred Keup (ADR) | Also ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Den Här Keup huet d'Wuert, a soss keen.

M. Fred Keup (ADR) | Ech hunn iwwerhaupt näscht dozou gesot. Ech widderhuele just dat, ...

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, Président | Et ass just een, deen d'Wuert huet.

M. Fred Keup (ADR) | Macht Iech wannechgelift net méi naiv, wéi Der sidd! Macht keng Polemik hei, ech maachen och keng! A macht Iech net méi naiv, macht Iech net méi naiv, wéi Der sidd!

(Brouhaha et hilarité)

Macht Iech net méi naiv, wéi Der sidd! Schwätzt mat de Leit! Ech hunn och mat Leit vun Diddeleng geschwat.

M. Fernand Etgen, Président | Elo ass et nach just um Här Keup an u soss kengem méi.

M. Fred Keup (ADR) | Déi si vun enger anerer Parteicoleur wéi ech an déi hu mer och gesot, dass se sech awer do Gedanke maachen. An dat ass eng Fro, déi sech stellt. An do sinn dann eng ganz Partie Gemengen, déi probéieren och, déi Saach ze léisen. An do gëtt et en interessante Verdeelungsschlüssel. Ech weess elo net, ob eppes an deem Sënn zu Diddeleng virgesinn ass, mee ech géif hinnen awer uroden, sech dat bei anere Gemengen ofzekucken.

Ech weess net genee, wéi de Verdeelungsschlüssel wäert funktionéieren, mee et gëtt vill Gemengen, déi ginn de Leit aus der Gemeng eng Prioritéit no engem gewëssene Punktesystem, wou déi Leit, déi an der Gemeng wunnen, Punkte kréien: Wa se do opgewuess sinn, kréie se Punkten, wann hir Kanner do wunnen, kréie se Punkten, wa se do schaffen, kréie se Punkten. An dat ass natierlech geduecht, fir der lokaler Populatioun – zum Beispill zu Elmen ass dat, mee et ass och an der Gemeng Déifferdeng, et ass an der Gemeng Dippech, hunn ech gesinn –, deene Jonken, déi aus der Gemeng oder aus der Region kommen, d'Prioritéit ze gi fir déi Wunneng.

An ech mengen, dat wier och hei en interessant Konzept, eebe grad fir och duerno d'Integratioun vun esou engem grouse Quartier an d'Stad Diddeleng ze verbessere, wann do Leit sinn, déi sech schonn auskennen, déi hir Wuerzelen do hunn, déi d'Veräiner kennen an esou weider an esou fort. An ech mengen, dass dann och d'Akzeptanz fir esou eppes nach méi grouss wäert sinn.

Ceci dit, soen ech Iech villmoos Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

(Interruption)

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Keup. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Nathalie Oberweis. Madamm Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Merci, Här President. Fir d'éischt merci der Rapportrice, dem Semiray Ahmedova. Merci villmoos fir de Rapport. A jo, all zousätzlech Wunneng, déi zu abordable Präisser a Loyeren zu Lëtzebuerg bewunnt ka ginn, begrëisse mir natierlech – an domat soen ech och direkt, dass mer den Accord ginn zu dësem Gesetz –, an esou ass et och beim Projet NeiSchmelz zu Diddeleng. Do soll dann op de fréieren Industrieterrainen op 36 Hektar en neie Quartier entstoen, dee Wunnraum fir ëm déi 3.000 Leit, mengen ech, bidde soll. A wann alles gutt geet, sollen déi éischt Wunnengen 2027–2028 fäerdeg sinn, bis de Site dann tëschent 2035 an 2040 komplett realiséiert soll ginn. Ech widderhuelen elo net alles, wat scho gesot gouf.

Méi generell dozou, den Direkter vum Fonds du logement huet virun e puer Wochen um Radio erkläert, firwat de Fonds net esou séier baut wéi Privatpromoteuren: Hir Projete si meeschtens ganz komplex,

d'Terraine sinn oft schwiereg, wéi hie selwer sot, a se sinn eeben oft contaminéiert, well et sech oft ëm Fricchen handelt, an d'Envergure ass eigentlech eng aner, wéi wann een zum Beispill um Ban de Gasperich, wéi de Flavio Becca, op enger grénger Wiss eng Bétonswüst baut fir iwwerdeiert Wunnengen, Prestigegebaier fir d'Big Four a megaloman Supermarchéen. Also do si mer a ganz anere Beräicher, wéi Der wësst.

E Site wéi d'NeiSchmelz zu Diddeleng veranschaulicht dës Problematik natierlech immens gutt. Esou e Site muss och da vun ëffentleche Bauträger gebaut ginn, well et eebe ganz grouss Constraintë ginn, den Assainissement vum Site, fir en eebe bewunnbar ze maachen. An d'Käschten heivir géif e Privatpromoteur aus Rentabilitéitsgrënn net droe wëllen, ausser e verkeeft d'Logementer duerno zu astronomesche Präisser, wéi Der Iech kënnt virstellen.

Zu Diddeleng fält d'Depollutioun vum Site zu Laaschte vum Staatsbudget, also der Allgemengheet, déi dës Site net polluëiert huet. Sou vill also zum Prinzip vum Pollueur-payeur. Mir ënnerstëtzen d'Applikatioun vun deem Prinzip natierlech, stellen awer fest, dass en net applizéiert gëtt, wann de Pollueur ze grouss oder ze staark ass, wéi och an dësem Fall.

Am Budget fir dës Projet si 75 Milliounen Euro fir d'Depollutioun virgesinn. Op 36 Hektar mécht dat iwwer 2 Milliounen pro Hektar a ronn 21.000 Euro den Ar. Dat ass awer och net näischt a wäit ewech vum symboleschen Euro, wuel wëssend, dass dës Terraine jo net am Bauperimeter waren.

Viru e puer Méint hu mir als Äntwert op eng Fro un de Logementsminister gesot kritt, d'Depollutiounsaarbechten um Site géife 47 Milliounen Euro kaschten; elo sinn et der 75. Vläch kann de Logementsminister mer erklären, wéi dës Hausse beim Montant ze erklären ass.

Donieft wéilt ech drop agoen, dass eis gesot ginn ass an dëser Äntwert, dass zousätzlech Pollutiounen, déi während den Ëmgruewungen, Demolitiounen a Bauarbeiten fonnt ginn, vum Fonds du logement en charge geholl ginn. Och d'CSL weist an hirem Avis op dës Problematik hin. Bedeit dat, dass esou Fraisen duerno mat an de Baupräis afléissen an d'Verkafspräisser no uewen ugepasst ginn? Oder anescht gefrot: Bezuelen d'Leit mat Eligibilitéit op Aiden duerno d'Depollutioun vum Site indirekt mat? Och déi Fro kéint de Minister mer herno beäntwerten.

Här President, zu der Konzeptioun vum Projet wëll ech nach follgend Punkten ervirhiewen. Wat d'Opdeelung tëscht Locatioun a Kaf ugeet, esou si mir do der Meinung, dass een nach méi hätt kënne fir d'Locatioun virgesinn. Dat ass jo och ëmmer erëm widderholl ginn an de leschte Méint, och vum Minister selwer, dass et do dee gréisste Besoin gëtt. Hei ginn awer och elo just 55 % fir d'Locatioun virgesinn. Bei vergaangene Projekte war dat, mengen ech, och schon heiansdo e bësselchen méi.

Mir bemängelen och hei, dass d'Léisung vun dem Kaf mat Emphyteos um Terrain net ganz duerchduecht ass. Zwar bitt se den Avantage, dass den Terrain am Besëtz vum Fonds du logement bleift, mee Stéit, déi méi epees Groussen brauchen, zum Beispill no e puer Joer, kënne net méi beim Fonds oder bei der SNHBM kafen a mussen dann op de Privatmarché, wou se ouni Plus-value op hirem Verkauf eigentlech keng Chance hunn. Dëst weist eis ganz einfach, dass mer, wéi Der wësst, vill méi e groussen ëffentleche Wunnenspark brauchen, deem och als Ganzt verwalt gëtt, an donieft natierlech steierlech a planeresch Instrumenter, fir d'Deierecht um Terrain an de Grëff ze kréien. Dat hate mer jo viru Kuerzem eréischt an enger Debatt hei ugeschwat.

E wichtegen Aspekt an der Presentatioun am Projet de loi ass d'Mobilitéit. Do sinn d'Virriedner och schon zum Deel drop agaan. D'Zil soll et sinn, d'duuss Mobilitéit staark ze favorisieren, gutt Ubannungen un den ëffentlechen Transport ze assureieren a parallel dozou d'Plaz fir den individuellen Auto ze reduzieren.

Et ass ganz kloer fir eis, dass näischt laanscht deem dote Wee féiert. Mir ënnerstëtzen dat ganz kloer. Mir froen eis awer, ob dat duerno an der Praxis dann och esou wäert klappen, wéi et sech um Pabeier liest.

Diddeleng huet aktuell keng gutt Ubannung mam Zuch, säit d'direkt Zuchverbindung tëscht der Stad Diddeleng an der Stad Lëtzebuerg 2018 de facto agestallt gouf. Tëscht Volmerange-les-Mines an der Stad gëtt et guer keng méi. D'Gare Diddeleng-Usines, déi mat dësem Projet opgewäert soll ginn, bitt also keng verstänneg Zuchverbindung ouni Ëmklammen, obwuel d'Verbindung um Gleis jo besteet. Heizou d'Fro och un de Minister: Wäert dës Direktverbindung an den nächste Joren erëm a Betrib geholl ginn?

An dann zum Schluss: Donieft schéngt et eis och, wéi wann de Quartier als eng Aart „Feel good“-Insel beschriwwe géif gi mat kuerze Weeër, Foussgänger a Véloen. Ronderëm dës Insel ass awer en Trubel vun Duerchgangsverkéier, wat een net kann ignorieren an och muss gesinn. Wann, esou wéi bei anere Projekten, d'Grenzregioun net an urbanistesche Mobilitéitskonzepter mat erageduecht, mat erageplangt gëtt respektiv d'Tatsaach, dass d'Leit aus Diddeleng eraus gréisstendeels an a ronderëm d'Stad schaffe fuere, da scheitert déi gutt gemengte Mobilitéitskonzepter ganz séier.

Mat dësem Bedenke gi mir awer eisen Accord, wéi och scho virun ugeschwat, zu dësem Gesetzesprojet an hoffen natierlech, dass an nächster Zukunft nach vill méi esou grouss ëffentlech Wunnensbauprojeten nokommen.

Merci fir d'Noluschteren.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Maddamm Oberweis. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. D'Wunnsituatioun hei zu Lëtzebuerg ass nieft dem Klimaschutz an der Mobilitéit eng vun den zentralsten Erausforderungen an eiser Zäit. Wat deem haut virleiende Projet vun der NeiSchmelz ugeet, sou sti mir Piraten dësem ganz positiv géigeniwwer a wäerten déi zwee Projeten och haut matstëmmen.

Mir begrëssen, dass d'ëffentlech Hand d'Initiativ ergräift, fir ze bauen an deem esou dréngend noutwendige Bedarfe u bezuelbarem Wunnraum unzegoen. Den ale Site vun der Schmelz zu Diddeleng, dee mat esou vill Traditioun a Geschicht a Verbindung bruecht gëtt, gëtt duerch dës Projet opgewäert.

Et ass wichteg, dass de Staat an d'Gemengen net op hire Baulandreserve sëtze bleiwen, mee déi eeben a sënnavoll Projeten ëmsetzen. Et ass kee Geheimnis, mir Piraten soen: Dat am léifsten am Mietkauf fir 10 Euro de Meterkaree. Nëmme da schwätze mir Piraten och vun engem bezuelbarem Wunnraum. Well wat mech nawell heiansdo ferm stéiert, dat ass déi Argumentatioun, och heiansdo vun eenzele Politiker, wann ee seet: „Mir baue méi bëlle wéi de private Marché.“ Mee dat ass fir eis Piraten guer net méi d'Referenz! An dat seet de Statec och selwer. De Statec huet ganz kloer gesot, dass d'Wunnpriis a kenger Bezéiung méi zum Salair hei am Land géife stoen. Duerfir géif ech och d'Politiker bidden opzehalen, ëmmer ze soen: „Mir baue bezuelbar par rapport zum private Marché“, well dat ass nun emol iwwerdrüwen. D'Bauen

an d'Verlounen duerch de Staat sinn och den eenzege Wee, wéi d'Leit iwwerhaupt nach kënne un eng Wunneng kommen.

A bon, et huet mech e bëssen erfieert, dass d'ADR hei elo iergendeppes opgefouert huet, mee bon, dat si mer gewinnt vun deenen. Mee op eemol Leit, déi manner Akommes hunn, als geféierlech ze betitelen oder do iergendwéi ...

M. Fred Keup (ADR) | Nee, dat huet kee gesot!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat hutt Der gesot.

M. Fred Keup (ADR) | Nee!

M. Marc Goergen (Piraten) | Dir hutt hei gesot, déi Leit, déi manner Akommes hätten an dohinner géife wunne kommen, dat wär geféierlech, an dat fannen ech immens geféierlech vun Iech.

M. Fred Keup (ADR) | Nee, et huet kee gesot „geféierlech“!

M. Fernand Etgen, Président | Här Keup, Dir hutt d'Wuert net.

M. Fred Keup (ADR) | Hei gi Saache behaupt, déi, ech géif soen ...

M. Fernand Etgen, Président | Här Keup, Dir hutt awer d'Wuert net.

(Interruptions)

Ären Numm war net gefall.

M. Sven Clement (Piraten) | Här Goergen, loosst Iech net stéieren.

M. Marc Goergen (Piraten) | O, ech loosse mech net stéieren vum Här Keup. Ech mengen, ech hunn nach gutt héieren, wat den Här Keup gesot huet. An e ka senge Leit zu Diddeleng jo dann erklären, firwat dass Leit mat engem klengen ...

M. Fred Keup (ADR) | Den Här Keup huet net „geféierlech“ gesot.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... Akommes op eemol bedenklech wäeren, wat mir Piraten guer net verstinn.

M. Sven Clement (Piraten) | „Faschisten hören niemals auf, Faschisten zu sein.“

M. Fred Keup (ADR) | Jo, Clownen a Faschisten, ne?

M. Marc Goergen (Piraten) | Och, Här Keup, Dir kënnt Iech dach ...

M. Fernand Etgen, Président | Wannechgelift!

(Interruption)

Dir sidd net zoustänneg fir ze kucken, ob déi do roueg sinn oder net.

(Interruptions)

M. Marc Goergen (Piraten) | Här President, kann ech weiderfuere, wann den Här Keup sech erëm ofgereegt huet? Ech weess, et ass ëmmer blöd, wann Der entlarvt gitt.

(Interruptions)

Ech hunn och mat den Diddelenger Piraten geschwat, déi dës Projet als ganz gutt empfongen hunn, well et e selbststännegen, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo et hilarité)

... well et e selbststännegen ... Nee, et muss ee jo och luewen. Also ech mengen, dee Projet, deem do ausgeschafft ginn ass – an ech ginn et och éierlech zou –, wéi mer deem déi éischte Kéier an der Kommissioun presentéiert kritt hunn, hunn ech e méi kritesch gesinn, wéi mer herno erausgaange sinn. De Minister ass komm mat den eenzele Beamten. Si hunn eis de Projet erkläert. An esou wéi de Projet virläit, gefält e

mer zimmlech gutt, sief et, well en herno zimmlech autonom ka fonctionéieren, sief et wéinst de Caféen, Restaurants, Epicerien an der Mobilité douce, vun de Vélospiste bis alles dat, dat ass besser ginn, wéi ech eigentlech am Ufankstext geduecht hat.

Dat muss een och eng Kéier positiv ervirhiewen, dass d'Gemeng Diddeleng souwéi de Minister awer do eng positiv Aarbecht gemaach hunn. An dat ass och de Feedback, deen ech vun de Piraten zu Diddeleng kritt hunn. Dass et elo nach CO₂-neutral ass, ass natierlech e kleng Bonus drop, wat deemspriechend ganz positiv ass. Sécherlech hätt een nach e bësse méi bezuelbare Wunnraum kënne maachen, allegueren déi eenzel Formullen. Bon, ok! Do kann een ëmmer nach driwwer diskutéieren. Mee am grouse Ganze wäerte mir deenen zwee Projeten haut zoustëmmen, well se eis ganz gutt gefalen. An et ass eeben dat, wat mer brauchen: bezuelbare Wunnraum vum Staat, vun de Gemengen.

Ech hat elo ganz rezent eréisch eng Question parlementaire un den Henri Kox gestallt, well mer zu Péiteng jo och nach esou e Site hunn op der sougenannter „aler Eucoisider“. An Dir hutt ganz positiv geäntwert, dass och do Potenzial wär vun 350 bis 400 Wunnengen, déi ee kéint bauen, wou ech mech da freeën, dass hoffentlech do och eng Kéier wäert elo e Projet kommen, well och ganz déif am Süden zu Péiteng bräichte mer dréngend bezuelbare Wunnraum.

Merci.

M. Sven Clement (Piraten) | Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmoos, Här Goergen.

M. Fred Keup (ADR) | Här President, kann ech e Fait personnel froen? Ganz kuerz.

Une voix | Jo.

M. Fernand Etgen, Président | Dir dierft dat, Här Keup, well Dir waart zum Schluss nach eng Kéier ernimmt ginn. Am Ufank net.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ech hunn en e puermol ernimmt.

M. Fernand Etgen, Président | Duerfir ginn ech elo d'Wuert un den Här Fred Keup.

M. Fred Keup (ADR) | Et ass keng Fro. Et ass just ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et ass keng Fro.

M. Marc Goergen (Piraten) | Ma ech hunn Iech jo ernimmt, vun dohier ...

M. Fred Keup (ADR) | Nee, ech wëll et awer richtegstellen. Also ech hunn hei absolut net gesot, dass d'Leit do géife mengen, dass dat geféierlech wär. Dat Wuert „geféierlech“ hunn ech net gebraucht. Dofir wëll ech dat kloerstellen. Wann hei Leit kommen, déi e puermol behaupten, ech hätt dat Wuert gesot: Dat ass falsch.

Ech hu gesot, do si Leit, déi maache sech Suergen, an déi kann ee sech jo och maachen, wann en neie Quartier vun 3.500 Awunner op enger Plaz entsteet. An ech hunn hei just dat erëmginnt, wat déi Leit mir gesot hunn.

Une voix | De Verbatim wäert Beweiser liwweren.

M. Fred Keup (ADR) | Keng onnéideg Polemik maachen, mee ech hätt gären, dass d'Saachen hei richteg gesot ginn an d'Leit hei net falsch zitéiert ginn. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci fir déi Kloerstellung.

M. Marc Goergen (Piraten) | Wësst Der, de Virdeel ass, et ass alles opgeholl ginn.

M. Fred Keup (ADR) | Jo, jo.

M. Fernand Etgen, Président | An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Logementsminister Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Här President, léif Kolleegen, merci der Rapportrice fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport.

E ganz wichtege Projet. An ech sinn duerfir immens houfreg, awer och frou, dass d'ganz Chamber deen awer ënnerstëtzt – an ech wäert herno och nach eng Kéier op déi eenzel Froen kënnen agoen –, an duerfir awer am Viraus emol en décke Merci.

Ech wollt awer och eng Kéier de Bou schloen zu deenen Aktiounen, deem Engagement, dee mer zesummen – an ech soen hei „zesummen“ –, de Staat an d'Gemengen, am abordable Wunnengsraum de Moment maachen. Ech mengen, den Här Hahn huet se opgezielt, déi fënnf Projeten, déi mer iwwert déi lescht Méint hei gestëmmt hunn, an haut reit sech deen hei dann an déi Serie mat eran.

A mir kommen haut – zesumme mat deene Suen, déi mer hei da vun Iech wäerte gestëmmt kréien – op e Chiffer vun 1,06 Milliarden. Dat ass net näischt an d'Resultat dovun sinn 2.000 Wunnengen, déi abordabel, öffentlech, an dann en drëtze Begrëff, nohalteg sinn. Net aus der grénger Iwwerleeung vun Nohaltegkeet, mee se bleiwen nohalteg abordabel, zougänglech. An et ass jo dat – an dat widdersprécht och vläicht e bëssen deem, wat d'Madamm Oberweis gesot huet –, mir mussen den Iwwergang schafen, dass déi och op de private Marché kommen. Mir dierfen awer net de Feeler maachen, dass subventionéiert Wunnengen um Privatmarché Plus-valuë kréien, well dann hu mer dat erëm falsch gemaach, wat mer an der Vergaangenheet gemaach hunn.

An duerfir mussen mir vläicht iwwerleeën, den Iwwergang ze maachen, an do schaffe mer och weider drun, wann déi Gesetzer hei all duerch sinn, fir nämlech nach den Iwwergang tëschent deenen öffentlech subventionéierte Wunnengen an deenen um private Marché ze maachen. An ech mengen, do ass och den Encadrement ... An da kommen ech eeben zu der Strategie vum Wunnengsbauminister zesumme mat der Regierung, nämlech, éischstens, den abordable Wunnengsraum an der öffentlecher Hand auszebauen, an dat Zweet ass awer grad esou wichtig, nämlech den Encadrement vum private Marché, sief et vum Loyer, an do kommen ech jo selwer en charge, wat de Bail à loyer ubelaangt, an natierlech och alles, wat mer zesummen elo mam Interieur an och mat de Finanzen am Beräich vun der Grondsteuer maachen.

Ech kommen awer zrëck zum Projet selwer. Et sinn zwee Projeten. Dat beäntwert da vläicht déi Fro vun der Madamm Oberweis. Ech hunn awer a mengen Notten no de Chiffere gekuckt – ech hu se net genau derbäi gehat –, wat d'Sanéierung am Endeffekt och kascht: Se ass elo mat 70 Milliounen ugesat, wat eleng dee Beräich ubelaangt. Well deen éischte Projet de loi, dat si jo schliesslech 235 Milliounen, déi opbruecht mussen ginn; niewent dem Assainissement ass dat de Reamenagement vun der Diddelenger Baach, et ass de Patrimoinegesetz kruten, dass mer och déi Gebaier wäerten zukünfteg schützen. An da sinn nach eng ganz Rei Infrastrukturen niewendrun an den Assainissement. Op déi Zuele kënnen mer an enger nächster Kommissioun nach eng Kéier am Detail agoen, da wäerte mer och déi liwweren.

Dat zweet Gesetz, dat ass a sech deen eigentleche Wunnengsprojert. Deen ass hei mat 272 Milliounen chiffriert. Dat heescht, haut stëmme mer eng hallef Milliard fir den öffentleche Wunnengsbau, an dat ass net näischt.

An duerfir mengen ech, dass mer och ganz gutt ënnerwee sinn elo. Ech mengen, da kann ee sech awer och déi Zuelen nach eng Kéier duerch de Kapp goe loos. Dat ass dee Fonds spécial, dee mer jo an d'Liewe geruff hunn, wéi am Transport. Fir mech mussen mer an Zukunft op déi hallef Milliard kommen, kuerz- oder mëttelfristeg, pro Joer, soudass mer eng Kéier all Joers eng 1.500 Wunnenge kënne subventionéiert op de Marché ginn, zumindest dass elo mol ugefaang gëtt an der Produktioun, dass mer lassginn.

A mir si gutt ënnerwee. Ech rappéléieren Iech just déi Chifferen, déi am Fonds spécial zrëckzefanne sinn. Ech komme jo mam Fonds spécial, mam Detail an d'Chamber a mir hunn eng Debatt do driwwer. Virun 2017 ware mer an der Moyenne bei 40 Milliounen pro Joer; 2020, fir déi Chifferen ze soen, ware mer scho bal bei 100 Milliounen; 2021 bei 171 Milliounen; a fir d'Joer sinn 330 Milliounen virgesinn.

Dat heescht, mir sinn ënnerwee, mir sinn zesummen ënnerwee. An ech betounen dat nach eng Kéier, dass mer dat zesumme mussen schëlleren, nämlech de Staat, deen déi néideg Moyenen an Hëllefstellungen zur Verfügung stellt, awer och d'Gemengen, déi an der Responsabilitéit sinn, fir dat da kënnen ëmzesetzen.

Et ass vill iwwer Mixitéit geschwat ginn. An dat war jo och eng Demande vun der Chamber, dass mer dat Gesetz iwwert d'Abordabilitéit mussen färdig maachen, an et ass jo och deposéiert ginn. An dat beäntwert vläicht och d'Fro vum Här Lies: Dee Projet ass iwwer ganz vill Méint a Joren ausgeschafft gi mat den Associatiounen. D'Avisen kommen esou lues eran. D'Diskussionen féiere mer iwwert d'Mixitéit an deene grouse Projeten. D'Mixitéit ass ginn. Hei ass elo e Mix vu 55 % Locatiounswunnengen. Mir hu gesot an deem Gesetz, dat kéint bis an d'Mëtt vun der Gesellschaft eropgoen, bis de fënneften Decile. An derniewent maache mir hei eng Vente vu 45 %, 35 % zu der Vente abordable an dann à coût modéré. Dat heescht, mir ginn an deem Projet Diddeleng an d'Mixitéit eran, wou mer 70 % vun eiser Gesellschaft d'Méiglechkeet ginn, do kënnen ze wunnen.

An ech mengen, dass dat sech ganz gutt an Diddeleng wäert integréieren. Wann ech dann elo d'Evolution vun Diddeleng kucken, dee Wuesstum, dee se déi lescht 15 Joer hate bis 2020, mécht dese Projet an der Evolution vun der Zäit da schlussendlech 13 % vun der Bevëlkerung aus, wa mer bei déi 1.575 Wunnenge kommen, déi hei elo virgesi sinn, fir zu Diddeleng ze bauen, esou dass dat sech integréiert, ganz gutt integréiert. An ech kommen herno nach eng Kéier zrëck op d'Densitéit, well dat ass den Challenge, dee mer hunn, fir och zukünfteg vläicht nach vill méi an d'Densitéit ze goen.

Zum Projet selwer nach. Dat hei ass en éischte Worf. Dir wësst, wa mer färdig sinn, wäerte mer eng déck 1,2 Milliarden zu Diddeleng investéieren, well et ass jo éischstens de Sanéierungsprojert, den éischte Projert vum Bauen an da bleiwe jo nach de PAP 3 an de PAP 4 ze bauen an och ze stëmmen.

De PAP 3 ass dee vun Süden, do, wou jo och d'Kultur e wansinneg flotte Projert wäert integréieren, nämlech e Lager vu sämtleche Konschtwierker, déi mer disparat am Land hunn. An do kann een extreem gutt Synergie sichen, fir dann an der Gemeng selwer Aktivitéiten ronderëm ze maachen.

An da kënn nach de Quartier italien, dee jo och mat integréiert gëtt an enger zweeter Phas, soudass mer awer e ganz flotte Projet wäerte kréien.

Vläicht zu de Froen nach, dat ass awer ganz wichteg, well ëmmer vun der Längt geschwat gëtt, wat dat esou dauert. Et muss een awer eréischt vun do u rechnen, wou de Staat dee Projet kritit huet: 2017. Virdu ware laang Verhandlung mat engem Privaten. A firwat hu mer dat net éischter kritit? Well do héchstwahrscheinlech een net esou richteg d'accord war, dozou iwwerzegoen, dass d'effentlech Hand dat da géif iwwerhuelen. An da kënn eeben och déi Geschicht mat der Densitéit eran. Et ass déi Densitéit vun der Rouder Lëns, fir just dat awer mat an d'Waagschale ze ginn.

D'Rout Lëns: Ech war de Méinden de Mëtten zu Esch, fir och dee Projet weiderzedreiwien, well dee fält jo an de Plan sectoriel. An do mussen 30 % Abordabeler entstoen. Mee d'Densitéit ass do 132 Logementer pro Hektar; d'Densitéit zu Diddeleng ass elo bei 50. A leider muss ech et awer soen: Wann d'effentlech Hand, SNHBM oder de Fonds de logement, op d'Gemenge geet a se komme mat engem Projet, fir abordabele Wunnengsraum ze schafen, da sinn d'Diskussiounen anerer, wéi wann e Privatpromoteur kënn, sou wéi dat elo zu Esch de Fall ass, deen herno awer 132 Logementer pro Hektar ka maachen.

An da kann een nach aner Diskussiounen féieren. Da kann een och un anere Finanzéierungsmodeller schafen. An duerfir, mengen ech, kéinte mer eng Kéier an der Kommissioun vergläichen, wéi déi Projeten entstinn, firwat déi eng Densitéit vun 100 Logementer pro Hektar kréien, an déi aner 50. An dat ginn ech Iech gären un, well do ass och de Schlëssel, fir méi abordabel Wunnengen kënnen ze schafen.

Eng weider Fro, mengen ech, vum Här Goergen nach eng Kéier. De Projet de loi iwwer abordabel Wunnengen definéiert nämlech dat, wat deen Eenzelen herno muss an der Locatioun bezuelen. An dat ass den Taux d'effort. Mir wäerte fir déi, déi am Decile 1 sinn, déi eng Wunneng zu Diddeleng kréien oder zu Elmen oder zu Wolz oder zu Mamer oder an engem anere Projet ..., déi musse just, jo, 10 % vu hirem verfügbaren Akommes fir eng Wunneng opbréngen, soudass se herno vläicht bei 10 % landen, déi se mussen opbréngen vun hirem Akommes – eppes anescheres wéi dat, wat een haut muss finanzéieren, wann een um Privatmarché muss lounen, well do hu mer ganz vill Leit, déi iwwer 50 % vun hirem Akommes mussen opbréngen.

An dofir ass et esou wichteg, dass mer dee Park vun abordabele Wunnengen an effentlecher Hand opbauen, fir dass mer deenen dat kënnen zur Verfügung stellen, well dat ass eng Cohésion sociale, well soss hu mer déi op engem aneren Niveau leien.

A mir droen deem Rechnung, wat Dir d'lescht Woch – oder war et elo virun zwou Wochen? – gestëmmt hutt, nämlech, wat an d'Verfassung stoe kënn: Recht op Wunnen, net Recht op Propriétéit. Recht op Wunnen, digne ze wunnen, dass jiddere fir säin Akommes eng würdeg Wunneng féint. An dat ass hei mat deemem Projet awer gelongen. An ech mengen, duerfir merci alleguerte fir d'Zoustëmmung. An ech freeë mech, a mir ginn nämlech den nächste Mëttwoch zesumme mam Buergermeeschter vun Diddeleng op Diddeleng de Projet virstellen. An ech freeë mech op déi Diskussioun, fir de Projet och den Diddelenger Leit an der ganzer Envergere virstellen an natierlech iwwer d'Mobilitéit ze schwätzen. Ech hunn nach eng Kéier séier nogekuckt, Här Keup, et gëtt en Zuch, 35 Minuten, mengen ech, vun Diddeleng an d'Stad. Also mir hu genuch Zich, déi, och mat Ëmsteigen, d'Leit séier vun Diddeleng an d'Stad heihinnerbréngen.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Wunnengsbauminister Henri Kox. A Parole après ministre fir d'Madamm Nathalie Oberweis.

Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk) | Ech weess zwar elo emol net, ob ech genannt gouf, mee ech wollt eng Fro stellen, well ech mer net sécher sinn, ob ech eng Äntwert op déi Fro krut: Wéi dat geet, wann elo während den Aarbechten nach Pollutione fonnt ginn, wéi déi Käscht gedroe ginn. Do hunn ech déi Fro gestallt, ob d'Leit duerno déi Käschten an hire Präis mat eragerechent kréien. Enfin, et steet do, de Fonds du logement géif déi Käschten da mussen droen. Wéi geet dat?

M. Henri Kox, Ministre du Logement | Nee. Also ech mengen, wann ech dat elo richteg interpretéieren, wat ech selwer deposéiert hunn, nämlech déi zwee Gesetzer: En éischt Gesetz ass dat vun der Pollution, an dat muss deem do Rechnung droen, an de Rescht, wat d'Wunneng ugeet, dat gëtt herno zu de Käscht geholl, wat deen Eenzele muss bezuelen. Also d'Sanéierung selwer huet nëischt duerno mat de Wunnengskäschten ze dinn. Wat déi, déi lounen ..., do kucke mer jo a sech net dat, wat gebaut gouf, ob dat elo 500.000 d'Wunneng kascht oder 400.000 oder 600.000. Dat heescht, do gëtt jo just den Taux d'effort vun deem Eenzele gekuckt. Dat beschreift d'Gesetz iwwer de Logement abordable, wat jo viru Kuerzem, am Dezember, deposéiert ginn ass.

A wat d'Vente à coût modéré ubelaangt respektiv d'Abordabel, ginn a sech just d'Gebailechkeete berücksichtegt. De Fong selwer, d'Sanéierung, muss iwwer d'Gesetz APL 1 ofgeschloss ginn, a wann do Meerkäschten dropkommen ... Et ass jo och en Deel, dee souwisou iwwer d'Ëmwelt subventionéiert gëtt; et ass en Deel, dee vun eis iwwerholl gëtt iwwer de Fonds spécial an en Deel iwwer d'Ëmwelt. An do gi mir eis schonn eens. Awer de Käscht punkt selwer, wann nei Saache wäerten entdeckt ginn, dee wäert sécherlech net dozou féieren, dass déi Wunnengen, déi an d'Vente ginn, awer an der Emphytheos, dass dann de Präis do no uewe ka gedriwwen ginn.

Mir kommen awer gär nach eng Kéier am Detail an enger Kommissioun drop zréck. Merci.

M. Fernand Etgen, Président | Merci villmools dem Här Kox. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7926. Dat ass deen iwwer d'Sanéierung an d'Revalorisatioun. Den Text steet am Document parlementaire 7926³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7926 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Da komme mer zum Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An de Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun uegoholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7926 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par Mme Octavie Modert), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff

(par M. André Bauler), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo bei de Projet de loi 7927, deen iwwer d'Finanzéierung. Den Text steet am Document parlementaire 7927³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7927 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Mir kommen elo zum Vote par procuracion. De Vott ass ofgeschloss.

An dese Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmme eestëmme uegoholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Max Hengel, Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Max Hengel), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Félix Eischen), MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par M. Gusty Graas), Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Mme Cécile Hemmen, M. Dan Kersch, Mme Lydia Mutsch (par M. Yves Cruchten) et M. Carlo Weber ;

Mme Semiray Ahmedova, M. François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché, M. Charles Margue et Mme Jessie Thill ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 30. an 31. März virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 16.40 heures.)

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Mise à disposition de moyens de communication aux réfugiés ukrainiens	6100	Viviane Reding	72	Cigarette électronique jetable	6275	Carole Hartmann, Claude Lamberty	88
Infrastructure cyclable sur l'axe du pont Bech au Kirchberg	6149	François Benoy	72	Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021	6276	Max Hengel, Léon Gloden, Octavie Modert	88
Impact de l'évolution des utilisateurs du train sur le matériel ainsi que l'infrastructure des CFL	6158	Jeff Engelen	72	Double diplôme de fin d'études secondaires	6277	Martine Hansen, Marc Spautz	89
Secteur des taxis	6164	Roy Reding	73	Situation des chercheurs luxembourgeois travaillant à l'étranger	6278	Fernand Kartheiser	89
Contrat avec fournisseur de gaz naturel	6192	Marc Goergen	73	Procès-verbaux dressés contre des automobilistes	6280	Sven Clement	89
Procédure d'inscription au Lycée technique pour professions de santé	6213	Myriam Cecchetti, Nathalie Oberweis	74	Accidents avec des faons lors des travaux de fauchage	6282	Jeff Engelen	90
Pompes à chaleur	6217	Paul Galles	74	Charges locatives de logements publics	6283	Nathalie Oberweis	90
IRM au Centre Hospitalier du Nord	6221	Carlo Weber	75	Écrivains au programme de l'enseignement secondaire	6284	Fred Keup	91
Soumissions publiques	6222	Sven Clement	75	Introduction d'une charte des bonnes pratiques pour l'industrie du film	6285	Fred Keup	91
Centre Hospitalier du Nord	6223	André Bauler, Carole Hartmann	76	Cannabis médical	6287	Max Hahn, Carole Hartmann	92
Problématique dans les structures d'éducation et d'accueil	6230	Nancy Arendt épouse Kemp	76	Prix du lait	6288	Gilles Baum, Gusty Graas	92
Système radar mobile, appelé « Monocam »	6235	Gusty Graas, Max Hahn	77	Risques de fumer la chicha	6289	Jeff Engelen	93
Extension de la disposition permettant un recours à la peine de mort en Biélorussie	6238	Gusty Graas	77	Impact de l'interdiction de la chasse au renard	6290	Fred Keup, Jeff Engelen	93
Plafonnement des prix du gaz	6245	Mars Di Bartolomeo	77	Étude dans le cadre de l'interdiction de la chasse au renard	6291	Fred Keup, Jeff Engelen	94
Augmentation du nombre d'affaires de pédopornographie	6246	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	78	Aides aux entreprises dans le cadre de l'engagement des stagiaires	6292	Fernand Kartheiser	94
Sécheresse actuelle	6247	André Bauler, Gusty Graas	78	Prix du carburant	6294	Martine Hansen, Gilles Roth	87
Révision des règles pour les élections européennes	6250	Mars Di Bartolomeo	79	Centres de compétences	6295	Simone Asselborn-Bintz	94
Recul dans l'industrie des fonds	6254	Mars Di Bartolomeo	79	Jour de congé dans l'enseignement dans le cadre de la procession dansante d'Echternach	6297	Fred Keup	95
Utilisation de l'eau de la Moselle comme eau potable	6255	André Bauler, Gusty Graas	80	Sacred Heart University (SHU)	6298	Octavie Modert	95
Éclairage le long des autoroutes	6257	Marc Goergen	80	Thérapies de conversion	6301	Djuna Bernard	96
Démolition partielle du château d'Eisenborn et travaux en zone verte	6259	Myriam Cecchetti	80	Nouvelles consignes pour l'aménagement et le mobilier des dortoirs au sein d'un service d'éducation et d'accueil (SEA) pour jeunes enfants âgés de moins de deux ans	6303	Martine Hansen, Max Hengel	96
Catalogue de critères permettant la mise en place d'un système de subsides pour les médias locaux	6260	Francine Closener, Lydia Mutsch	81	Prestations familiales	6305	Fred Keup	97
Application DIJA	6262	Sven Clement	81	Nettoyage de voitures électriques dans une station de lavage	6307	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	97
Avertissements aux cyclistes	6263	Sven Clement	82	Prise en charge par la CNS	6308	Martine Hansen, Marc Spautz	98
Mobbing en milieu universitaire	6265	Marc Spautz	82	Vaccins contre la grippe	6310	Gusty Graas	98
Digitalisation dans le secteur de la santé	6268	Marc Spautz	83	Indemnisation des étudiants en médecine effectuant un stage	6311	Diane Adehm	98
Impact de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement alimentaire	6269	Marc Spautz	83	Épidémie de bronchiolite	7153	Carole Hartmann, Gilles Baum	99
Chiffres pour l'année 2021 présentés récemment par l'Inspection du travail et des mines	6270	Marc Spautz	84				
Suivi du renard	6272	Martine Hansen	85				
Commission consultative de l'intérêt supérieur de l'enfant	6273	Nathalie Oberweis	87				
Impact du « Tankrabbat » sur la vente de produits pétroliers au Luxembourg	6274	Fernand Kartheiser	87				

Mise à disposition de moyens de communication aux réfugiés ukrainiens | Question 6100 (26/04/2022) de **Mme Viviane Reding** (CSV)

Tous les réfugiés en provenance de l'Ukraine sont confrontés à de nombreux défis ici au Luxembourg, dont les coûts de télécommunication. Ainsi, il s'avère important pour eux à ce qu'ils puissent se connecter à travers l'Europe et rester en contact avec leurs familles respectives en Ukraine.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Comment le Gouvernement songe-t-il à aider les réfugiés ukrainiens pour qu'ils puissent mieux se connecter ?

– Monsieur le Ministre est-il en contact avec les opérateurs luxembourgeois de télécommunications pour trouver une solution voire une offre pour les personnes concernées ?

Réponse (11/05/2022) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Communications et des Médias

Le Ministre des Communications et des Médias a fourni les éléments de réponse à ces questions dans sa réponse à la question parlementaire n° 6060 et dans le cadre de son intervention à la Chambre des Députés le 28 avril 2022 suite à la motion de l'honorable Députée relative à l'offre des opérateurs de télécommunication pour les réfugiés en provenance de l'Ukraine.

Infrastructure cyclable sur l'axe du pont Bech au Kirchberg | Question 6149 (05/05/2022) de **M. François Benoy** (déi gréng)

En mars 2021, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a adopté avec les voix de la majorité un devis de 2,4 millions d'euros pour la réhabilitation du pont Joseph Bech au Kirchberg. Ce projet prévoit que le trottoir pour les piétons reste inchangé tandis que l'espace pour les voitures sera augmenté de 90 cm et que la voie cyclable soit rétrécie de 20 cm de chaque côté et reste une piste physiquement non séparée de la route.

Cette approche est diamétralement opposée aux conclusions de l'étude Gehl, commanditée par le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg, ci-après Fonds Kirchberg. En effet, cette étude de 2019 (« Kirchberg : Public Spaces for People, Strategies and Tools ») recommande justement d'améliorer l'infrastructure cyclable sur l'axe du pont Bech, qui traverse le Val des Bons-Malades vers le vieux Kirchberg, « by adding a continuous bicycle connection ». Les experts du bureau danois expliquent ensuite que la qualité des infrastructures cyclables « should be for all ages and abilities, meaning that the quality should not just be for people with a lot of experience in cycling but also for kids and other groups with less experience in cycling », avant de recommander explicitement pour l'axe du pont Bech une piste cyclable physiquement séparée et de préférence à sens unique de chaque côté de la route.

Récemment, le Collège échevinal de la Ville semble revenir sur cette approche. Lors d'une interview au « Tageblatt », l'échevin en charge de la mobilité à la Ville de Luxembourg a déclaré qu'une version retravaillée du projet prévoit désormais de préserver l'espace cycliste pour réduire celui des voitures. Face à la suggestion de limiter la circulation sur le pont Bech aux piétons, cyclistes et transports publics, l'échevin a par ailleurs répondu que cette option n'était pas envisagée, mais qu'il suppose que cette éventualité a été discutée avec le Fonds Kirchberg.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes du Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Est-ce que le Fonds Kirchberg, établissement public sous tutelle du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, est associé à l'élaboration et à la réalisation des travaux de réhabilitation du pont Bech ?

2) Y a-t-il eu des discussions avec le Fonds Kirchberg sur la possibilité de réserver le pont Bech aux piétons, cyclistes et transports publics, tel que l'échevin l'a supposé lors de l'interview prémentionnée ?

3) Le projet s'insère-t-il de manière cohérente dans le réseau cyclable actuel et futur du plateau ? Quel serait, pour le ministère, l'aménagement idéal sur ce pont, respectivement pour la connexion entre le plateau et le vieux Kirchberg ?

Réponse (09/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Le pont Bech se trouve en dehors de la compétence territoriale du Fonds Kirchberg. La Ville de Luxembourg est responsable pour toute question quant à la réhabilitation de l'ouvrage. Le Fonds Kirchberg n'est dès lors pas associé à l'élaboration et à la réalisation des travaux de réhabilitation du pont Bech.

Par contre, la Ville de Luxembourg a demandé si le fonds envisage de réaliser le raccordement de la piste cyclable du pont Bech au boulevard Adenauer. Sur base d'un plan reçu par la Ville de Luxembourg en septembre 2021, le fonds s'est engagé auprès de la Ville de prévoir le raccordement au réseau cyclable du Kirchberg au moment de la réhabilitation du pont Bech.

Le fonds a également signalé à Luxtram que le pont Bech sera réaménagé et que les nouveaux aménagements devront être considérés dans le projet du tram sur le boulevard Adenauer.

ad 2) Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de discussions entre la Ville de Luxembourg et le fonds quant à la possibilité de réserver le pont Bech à la mobilité douce et le transport public.

ad 3) L'étude Gehl a identifié l'axe du pont Bech comme un lien cyclable important. De manière générale, cette stratégie recommande la création d'infrastructures cyclables en site propre séparées du trafic motorisé et des piétons et ce partout où un apaisement de trafic suffisant pour assurer une bonne cohabitation entre cyclistes et véhicules motorisés ne peut être réalisé.

Dans le Plan national de mobilité, l'importance d'un réseau cyclable permettant un accès aisé et sûr à toute destination est clairement identifié comme un enjeu majeur. Cela inclut la nécessité de séparer les cyclistes du trafic motorisé mais également des piétons partout où les volumes de flux le rendent nécessaire.

Toutefois, il y a généralement plusieurs possibilités pour réaliser une liaison cyclable satisfaisante et cohérente avec les planifications alentour, selon la classification fonctionnelle retenue du tronçon de route concerné. Si la route concernée doit avoir dans le réseau une fonction de distribution, voire de liaison, alors une infrastructure cyclable séparée physiquement sera nécessaire. Si le rôle de la route est par contre uniquement celui de desservir les adresses du secteur, alors une solution en trafic mixte est envisageable, à condition de réaliser un apaisement de trafic suffisamment conséquent en éliminant tout trafic de transit. Cet apaisement peut également être réalisé de différentes manières : par exemple par le recours à des filtres modaux ou à des sens uniques.

Toutefois, le pont Bech étant une route communale, il n'appartient ni au Ministère de la Mobilité et des

Travaux publics ni au Fonds Kirchberg de se prononcer sur le rôle de la route en question dans le réseau routier et donc de l'infrastructure cyclable la plus appropriée à cet endroit.

Impact de l'évolution des utilisateurs du train sur le matériel ainsi que l'infrastructure des CFL | Question 6158 (06/05/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4760 iwwert d'Zesummesetzung vum Fierpark vun der CFL fir de Persounentransport iwwert d'Eisebunn schreift den Här Minister zu der Asazméiglechkeet vun den Zich enner anerem dat hei: „Allerdéngs si Kompositiounen vun den Zich duerch d'Längte vun de Quaien begrenzt. Projete sinn am Lafen, fir Quaien ze verlängeren an doduerch méi laang Kompositiounen bei verschiddenen Zich asetzen ze kënnen.“

Déi selwecht Ausso féinnt sech och am Artikel „Damit die Eisenbahn erheblich mehr leisten kann“, deen den 3. Mee an der „Zeitung vom Lëtzebuerger Vollek“ publizéiert gouf, allerdéngs mat engem wichtege Zousaz: „Zwar gibt es Ausbaupläne, um alle Haltestellen mit 200 Meter langen Bahnsteigen auszustatten, aber es gibt keine Pläne, sich das nötige Material zu besorgen, um solche Züge auch wirklich zur Regel werden lassen zu können.“

Weider heescht et an deem genannten Artikel och, datt déi mëttlerweil iwwerdimensionéiert Blockofstänn, déi nach aus enger Zäit stamen, wou d'Stolindustrie am Giddertransport nach ganz aner Ufuerderunge virausgesat huet, d'Kapazitéit vun eisem Eisebunnnetz mëttlerweil kënschtlech limitéieren.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Verkéiersminister gär dës Froe stellen:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zu deenen am Artikel thematiséierte Mësstänn elaboréieren?

2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi d'Zuele vun de Passagéier pro Dag sech an de Jore bis 2035 no den aktuelle Prognose wäerten entwéckelen?

3. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, déi regruppéiert, iwwer wéi eng Längt déi eenzel Zuchquaien hei am Land aktuell verfügen, a wéi eng genee Verlängerung bis 2035 virgesi sinn?

4. No den Informatiounen aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4760 soll d'Kapazitéit vun de Sätzplaze bei den CFL-Zich vun aktuell 26.619 bis 2025 op 38.713 klammen. Kann den Här Minister an deem Sënn preziséieren, wéi vill Sätzplazen dës Zuelen duerchschnëttlech op de Meter agesaten Zuch entsprechen, wéi héich d'Maximallängt an d'Zuel vun de Sätzplaze pro agesatem Zuch zu Spëtzenzäiten aktuell läit a wéi déi Zuele bis 2025 a falls verfügbar och bis 2030, respektiv 2035 sollen evaluéieren?

5. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eis Blockofstänn aktuell genee bemooss sinn, wéi vill Zousazkapazitéiten duerch eng Verréngerung potenziell kéinte fräigesat ginn a wéi vill esou eng Moosnam géif kaschten?

Réponse (01/06/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. Déi am Artikel „Damit die Eisenbahn erheblich mehr leisten kann“, deen den 3. Mee 2022 an der „Zeitung vom Lëtzebuerger Vollek“ publizéiert gouf, thematiséiert Mësstänn, kann ech net deelen, vu datt d'Liwwerung vun de 34 neien duebelstäckegen Automotricen an d'Verlängerung vun de Quaien op de Garen zukünfteg erlabe wäerten, fir Zich vun enger Längt bis 246,00 m op de Linnen anzusetzen.

ad 2. D'CFL geet momentan vun enger Evoluitioun vun der deeglecher duerchschnëttlecher Passagéierzuel vun 3 % pro Joer fir d'Period vun 2023 bis 2035 aus. Dës Prognos deckt sech mat der Hypothees, déi fir de Plan national de la mobilité 2035 a Consideratioun geholl ginn ass.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. Tabell, déi d'Längt vun den eenzelen Zuchquaie regruppéiert:

Hei handelt et sech ëm déi aktuell Situatioun (Stand Mee 2022). Verschidde Garé sinn aktuell am Schantjen an dofir just mat enger reduzéierter Unzuel vu Quaie an der Tabell uginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Bis 2035 ass virgesinn, d'Quaie a follgende Garé sou ze verlängeren oder nei ze bauen, datt 246-Meter-Zich (Automotrice mat néng Caissen) dës Garen ufuere kënnen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Aktuell bitt d'CFL duerchschnëttlech 3,93 Sätzplazen op de Meter pro agesaten Zuch un. Am Joer 2025 kënnen duerchschnëttlech 4,09 Sätzplaze pro agesaten Zuch ugebuede ginn.

D'Maximallängt vun engem Zuch zu de Spëttestonne beleeft sech aktuell op 161,27 m. D'Maximalkapazität i Sätzplazen, déi aktuell an engem Zuch kënnen ugebuede ginn, beleeft sech op 728.

Ab dem Joer 2025 beleeft sech d'Maximallängt vun engem Zuch zu de Spëtzenzäiten dann op 246,00 m fir déi Garen, déi scho mat 250 m laange Quaie ekipéiert sinn. D'Maximalkapazität i Sätzplazen, déi an engem Zuch kënnen ugebuede ginn, beleeft sech dann op 1.026.

De Moment verfüügt d'CFL nach iwwer keng konkreet Zuele bis d'Joer 2030 respektiv 2035.

ad 5. Déi aktuell Blockofstänn si sou bemooss, dass d'Sécherheet vum Betrieb garantéiert ass an de Constrainten (z. B. Passages à niveau (PN), Arrêten, ...), déi et puncto Placement vun de Blocksignaler ginn, Rechnung gedroe gëtt.

Eng potenziell Verréngerung vun de Blockofstänn kéint effektiv méi oder manner Zousazkapazitätéit fräiloossen. Dës Zousazkapazitätéit sinn awer staark ofhängeg vun der jeeweileger Infrastruktur an dem Zuchmix, deen iwwer déi verschidde Linne fiert, soudass hei eng pauschal Ausso net ka getraff ginn. De Käschtpunkt ze berechnen ass och pauschal net méiglech, well deen ëmmer vun där spezifischer Situatioun ofhänkt a well fir sou eng Blockverdichtung eventuell aner Projeten, wéi z. B. Suppressiounen vu PNe musse virausgesat ginn.

Secteur des taxis | Question 6164 (10/05/2022) de M. Roy Reding (ADR)

Le secteur des taxis connaît malheureusement maints problèmes. Plusieurs tentatives de réforme n'ont toujours pas abouti à un système qui réussirait à concilier les intérêts légitimes des clients avec les besoins économiques du secteur concerné. Ce secteur est d'ailleurs confronté à de nouveaux défis, comme par exemple celui de modèles d'exploitation alternatifs plus flexibles mais également susceptibles de fragiliser les chauffeurs en les contraignant à une indépendance factice.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, Monsieur le Ministre des Classes moyennes et Monsieur le Ministre de la Mobilité :

1) Comment serait-il possible d'envisager la réforme des taxis, notamment la partie qui traite des voitures de location sans chauffeurs, sans la mise en place préalable d'un cadre juridique régissant l'économie de plateforme et notamment le volet de la concurrence déloyale ?

2) Quels sont les dispositifs de contrôle prévus dans le cadre des VLC (voitures de location avec chauffeur) afin d'éviter une concurrence déloyale envers les entreprises de taxis (heures de travail, autorisation d'établissement, assurance adéquate du véhicule, utilisation exclusivement pour le VLC, etc.) ?

3) Comment le Gouvernement entend-il contrôler les plateformes collaboratives qui font appel à des voitures qui ne sont pas des taxis ou VLC ?

4) Est-ce que le Gouvernement est informé de cas dans lesquels des plateformes collaboratives ont été sanctionnées dans plusieurs pays européens et qui, de ce fait, ont dû suspendre ou arrêter leurs activités ?

5) Depuis 2017, toute nouvelle licence est une licence dite « zéro émissions ». Toutefois, force est de constater qu'il n'existe à ce jour aucune infrastructure de recharge dédiée aux véhicules visés. Est-ce que le Gouvernement envisage de redresser cette situation et, si oui, comment et dans quels délais ?

6) Dans l'hypothèse d'une libéralisation du nombre de licences, telle que prévue dans le projet de loi, est-ce qu'une augmentation subséquente des stationnements pour taxis est prévue ? Actuellement le ratio est d'une place de stationnement pour quatre licences.

7) Dans l'hypothèse d'une libéralisation du nombre de licences, est-ce que le Gouvernement prévoit de verser des compensations financières au profit de sociétés qui ont réalisé des investissements par rapport à la date de validité des licences, tout en sachant que les investissements ne seront dès lors plus rentables ?

Réponse commune (07/07/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Lex Delles**, Ministre des Classes moyennes | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

ad 1) Concernant la réforme escomptée, il y a lieu de souligner que le projet de loi n° 7762 portant modification de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant organisation des services de taxis vise à apporter un cadre uniforme aussi bien pour les taxis que pour les voitures de location avec chauffeur. Les voitures de location sans chauffeur ne tombent actuellement pas dans le champ d'application de ce texte.

Dans ce contexte, il est évident que tous les acteurs impliqués dans ces activités doivent respecter les lois et règlements en vigueur au Luxembourg par rapport au droit du travail et en matière de sécurité sociale.

ad 2) La réforme prévue du secteur des taxis prévoit une libéralisation intégrale du marché luxembourgeois afin d'éviter les conflits entre les différents aspects légaux des taxis et des VLC et ceci dans le respect de la communication du 4 février 2022 de la Commission européenne relative à un service local de transport de passagers à la demande (taxis et VLC) performant et durable (2022/C62/01).

De ce fait, le projet prévoit que des réglementations similaires seront applicables pour les taxis et les VLC afin d'éviter de faire une distinction particulière entre ces deux catégories de services de transport. Lors des travaux d'élaboration de ladite réforme, il était

important de traiter de façon égale ces deux catégories, afin d'éviter de favoriser l'une rapport à l'autre.

Dans le cadre des travaux législatifs dudit projet de loi, et suite à une multitude d'entrevues avec tous les acteurs concernés, une étude a été lancée en septembre 2021 afin d'apporter des réponses aux questions telles que la mise en œuvre d'une tarification équitable – aussi bien pour le client que pour les exploitants des services de transport individuel rémunéré –, les conséquences de l'abolition des zones géographiques, la limitation des licences d'exploitation de taxi afin d'assurer une croissance de l'offre et une augmentation de la demande. Le résultat de cette étude sera prochainement présenté aux acteurs et apportera entre autres aussi une réponse au volet des plateformes collaboratives.

ad 3) Le contrôle se fera, in fine, sur le terrain par les agents de la Police grand-ducale ou de l'Administration de la douane et des accises qui sont chargés du contrôle des dispositions législatives régissant le secteur. Comme toute course doit être documentée selon les prescriptions légales et que l'équipement des véhicules sera précisément déterminé par la législation, une utilisation d'un véhicule non conforme pourra être sanctionnée. Les sanctions d'une utilisation non conforme sont passibles d'un avertissement taxé de 500 € actuellement. Par ailleurs, l'Inspection du travail et des mines est bien évidemment habilitée, de manière générale, de contrôler à tout moment le respect des dispositions relatives au droit du travail.

ad 4) Le Gouvernement suit bien évidemment de près les développements dans ce secteur dans les autres pays.

ad 5) Pour l'instant, aucune borne de charge accessible au public est dédiée exclusivement à la recharge de taxi 100 % électriques ou de type plug-in hybride, cependant avec plus que 1.300 points de charge, le Grand-Duché dispose actuellement d'un des réseaux de bornes les plus denses en Europe et cette infrastructure peut évidemment aussi être utilisée par les chauffeurs de taxi. Le nouveau régime d'aides prévu en faveur des entreprises investissant dans des infrastructures de charge pour véhicules électriques prévoit des montants financiers substantiels pour densifier davantage le réseau et prévoit aussi des possibilités pour dédier dans certains cas des infrastructures de charge à certaines catégories de véhicules.

ad 6) Le nombre d'emplacements pour taxis n'est pas prescrit par une législation. Si toutefois une pénurie d'emplacements devrait être constatée à des endroits bien définis, il incomberait cependant à la Fédération des taxis de négocier des emplacements supplémentaires avec les administrations communales concernées, étant donné que les emplacements pour taxis relèvent, mis à part à la gare centrale et l'aéroport, de la compétence communale.

ad 7) Le projet de loi ne prévoit pas le versement de compensations financières. Étant donné que les licences actuelles garderont leur validité et qu'aucune valeur pécuniaire ne peut être associée à une licence, aucune compensation ne s'impose.

Contrat avec fournisseur de gaz naturel | Question 6192 (13/05/2022) de M. Marc Goergen (Piraten)

Mir gouf ee Fall zougedroen, wou eng Persoun an hirem Haus wollt d'Gasheizung duerch eng ëmweltfrëndlech Wärmepompe ersetze loossen, dëst awer duerch hire Kontrakt mat hirem Gasliwwer

verbuede krut. Et handelt sech beim Gasliwwerant ëm d'Firma SUDnergie, eng Aktiengesellschaft, déi 14 Südgemenge gehéiert.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Energie, der Ministesch fir Konsumenteschutz an der Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Huet de Staat eng Handhab driwwer, wa Leit hir Heizung wëlle renovéieren, mee dëst an engem Kontrakt tëscht dem Energieliwwerant an dem Konsument verhënnert gëtt?

2. Wéi vill Fäll goufen de Ministère bis elo matgedeelt, bei deene Persounen net aus hirem Kontrakt erauskommen, fir energetesch Sanéierungen duerchzuführen?

3. Wéi wäert d'Regierung dofir suergen, dass an Zukunft all Bierger hei am Land op nohalteg Energiequelle kann ëmsteigen, och wa Kontrakter mat Energie-Liwweranten dëst blockéieren?

4. Am Hannergrond vun der Klimakris an der néideger Energietransitioun, wäert d'Regierung mat SUDnergie souwéi aneren Energie-Liwweranten zesammekommen, fir besser Modalitéiten auszeschaffen, fir dass Clientë méi einfach aus hiren ale Kontrakter erauskommen?

Réponse commune (21/06/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministere de l'Énergie | **Mme Paulette Lenert**, Ministere de la Protection des consommateurs | **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Op Nofro hin huet SUDnergie matgedeelt, dass hinne kee Fall bekannt ass wéi deen, deen an der Fro vum éierewäerten Deputéierten beschriwwen gëtt. SUDnergie betount, dass si am Géigendeel Bierger esouguer incitéieren, fir op erneierbar Energien ëmzeklappen andeem si zum Beispill, am Kader vun den Energieeffizienzobligatiounen, déi all Stroum- a Gasfournisseuren hunn, de Leit Primmen ubidden, wa si hir Gas- oder Masuttheizung duerch eng Wärmepompe ersetzen.

Och aner Stroum- a Gasfournisseure bidden iwwerens esou Primmen un, fir Haiser ze sanéiere respektiv op méi eng nohalteg an energieeffizient Heizung ëmzeklappen.

ad 1. Generell kann ee feststellen, dass e Gaskontrakt zu all Moment ka gekënnegt ginn am Respekt vun de kontraktuelle Bedingungen, déi explizit laut Artikel 12 Paragraph 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 iwwert d'Organisatioun vum Gasmarché („Gasgesetz“) mussen am Kontrakt festgehale sinn. Déi meescht Kontrakter kënnen esou direkt gekënnegt ginn ouni zousätzlech Käschten, ausser de Client huet eventuell en zäitlech begrenzte Kontrakt ofgeschloss mat zum Beispill engem fixen Tarif iwwert déi gesamte Lafzäit.

Wann e Client säi Kontrakt ganz kënnegt a keen anere Fournisseur an d'Spill kënn, sou gëtt den zoustännegen Netzbedreier kontaktéiert, deen dann de Gaszieler ofmontéiere kënn. Am Fall vun engem Wiessel vum Fournisseur muss dëse Wiessel nom Artikel 23 Paragraph 5 vum Gasgesetz innerhalb vun dräi Wochen ofgeschloss sinn.

Doriwwer eraus sinn d'Dispositiounen aus dem Code de la consommation iwwert d'mëssbräuchlech Klauselen applikabel, déi generell fir all Kontrakt tëschent engem Professionellen an engem Konsument spillen.

ad 2. Et si bis elo keng sou Fäll matgedeelt ginn.

ad 3. Sou wéi virdu schonn erkläert kann all Haushaltsgasclient quasi zu all Moment de Gasfournisseur wiesselen oder säi Gaskontrakt kënnegen, et sief dann,

dass hie bewosst ee méi längerfristige Kontrakt ënnerschriwwen hätt, wou dann déi spezifesche Konditiounen vun deem Kontrakt mussen agehale ginn.

Wéi an der Aleedung och schonn ugedeit, hunn all Stroum- a Gasfournisseuren, déi Stroum oder Gas u Clienten zu Lëtzebuerg liwweren, eng Verpflichtung fir Energieeffizienzmaassnahmen ze huelen, fir de Verbrauch bei Clienten zu Lëtzebuerg ze reduzéieren andeems si beispillsweis op méi nohalteg Energien ëmklappen.

Doriwwer eraus sief ënnerstrach, dass mam staatleche Subventiounsprogramm „Klimabonus“ (fréier „PRIME House“) d'Renovatioun vu Wunnebaier, d'Ersetze vun Heizungen op fossiler Basis an ineffizienten Heizsystemer duerch effizient Systemer op erneierbar Basis, sou wéi d'Produktioun vu Stroum mat Photovoltaikanlagen a Wunnebaier ënnerstëtzt ginn. Dëse Programm gouf 2020 dätlech no uewen ugepasst als eng vun de Moosnamen fir d'Relance no der Covid-pandemie a gouf elo mat Effet op den 1. Januar 2022 nach emol iwwerschafft. Eng zousätzlech Hëllef („aide individuelle au logement“), déi op dem „Klimabonus“ baséiert, gëtt deemnächst nach agefouert fir vulnerable Stéit mat nidderegem Akommes zousätzlech ënner d'Aerm ze gräifen. En plus huet Lëtzebuerg e ganz nidderegen TVA-Taux („taux super-réduit“) vun 3 % fir d'Renovéierung vun de Wunnebaier.

ad 4. Sou wéi agangs erkläert, kënnen déi „klassem“ Kontrakter direkt gekënnegt ginn an e Fournisseurswissel ass innerhalb vun dräi Wochen méiglech ouni zousätzlech administrativ Käschten. Et wäert och weiderhin méiglech bleiwen, fir méi längerfristige Kontrakter unzënnen, bei deenen dann och déi kontraktuell ofgemaachte Bedingunge mussen agehale ginn.

Procédure d'inscription au Lycée technique pour professions de santé | Question 6213 (18/05/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** | **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

Depuis des années, nous affichons un manque au niveau du personnel des soins de santé. La dépendance envers les pays frontaliers est particulièrement importante dans ce domaine pourtant vital. Cela a été constaté dans des rapports et confirmé pendant la pandémie de la Covid-19. Il faut par conséquent tout mettre en œuvre pour recruter massivement dans ce secteur. Pourtant, selon nos informations, le Lycée technique pour professions de santé (LTPS) exige des futur(e)s inscrit(e)s d'avoir un schéma vaccinal complet contre la Covid-19. Cela serait indispensable « selon les réglementations en vigueur ».

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- 1) Pouvez-vous nous confirmer cette information ?
- 2) Est-ce que la vaccination complète est effectivement exigée des futur(e)s soignant(e)s et est ce qu'il s'agit là d'une condition indispensable ?
- 3) Est-ce que la réglementation en vigueur exige cela ?
- 4) Est-ce que cela est conforme à la loi Covid-19 ?

Réponse commune (22/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministere de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **Mme Paulette Lenert**, Ministere de la Santé

En réponse aux questions des honorables Députées, nous tenons tout d'abord à souligner que l'inscription au Lycée technique pour professions de santé (LTPS)

n'est pas soumise à la condition de disposer d'une vaccination complète contre la Covid-19.

Toutefois, lors de leur inscription au LTPS, les futurs élèves sont rendus attentifs au fait que la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie soumet actuellement l'accès aux hôpitaux, ainsi qu'aux structures d'hébergement pour personnes âgées et aux autres structures de soins au régime dit « 3G », c'est-à-dire à la présentation d'un certificat de vaccination, d'un certificat de rétablissement, d'un certificat de test ou d'un certificat de contre-indication à la vaccination.

Il est rappelé dans ce contexte que les élèves sont appelés à réaliser des stages dans les établissements précités et que la loi modifiée du 17 juillet 2020 s'applique également à eux. Il est dès lors important d'informer les élèves sur les conditions d'accès aux stages.

À noter toutefois, qu'un projet de loi vient d'être déposé (doc. parl. n° 8030) dont un des objectifs est de supprimer la règle des « 3G » dans les hôpitaux, centres d'accueil pour personnes âgées et autres établissements y assimilés.

À noter in fine que même si le projet de loi susmentionné est voté et que la règle des « 3G » est abrogée dans les établissements concernés, il n'est pas exclu qu'à l'automne cette règle soit réintroduite en raison de l'évolution de la pandémie et notamment en raison de l'arrivée d'éventuels nouveaux variants davantage virulents.

Pompes à chaleur | Question 6217 (18/05/2022) de **M. Paul Galles** (CSV)

An Zukunft wäerten d'Wärmepumpelen d'Referenz beim Heize vun de Gebaier sinn. Den Ausbau vu Wärmepumpelen, sief et Loft-Waasser oder geothermescher Natur, ass essentiell fir d'Energietransitioun ze meeschteren an ons Klimaziler ze errechen. Den eenzeggen Nodeel vun esou Pompelen ass, dass se nawell e bësse Kaméidi maachen, v. a. beim Usage vun der Ausseloft. Op d'parlamentaresch Fro Nr. 3600 hat d'Ëmweltministesch deemools op verschidde groussherzoglech Reglementer verwisen (z. B. le règlement grand-ducal du 6 février 2007 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques).

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Ëmweltministesch stellen:

1. Sinn déi aktuell groussherzoglech Reglementer kompatibel mat dem geplangte massiven Ausbau vun de Wärmepumpelen, virun allem am Bestand?
2. Wann nee, wéi gedenkt een, déi Reglementer unzepassen?
3. Wéi vill Demandë goufe vum Ëmweltministère opgrond vun ze héijem Kaméidi bei de Wärmepumpelen an de leschte Joren ofgewisen?
4. Vu dass d'Problematik virun allem bei der Installatioun vun de Wärmepumpelen a bestoende Gebaier besteet, wéi gedenkt een dëser Problematik entgéintzewierken?

Réponse (01/07/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministere de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. an 2. Et ginn zu Lëtzebuerg verschidde Reglementatiounen, déi ënner anerem de Kaméidi vu Wärmepompele kënnen reegelen: De Kaméidi, dee vun techneschen Equipementer ausgeet, also och dee vu

Wärmepumpen, kann duerch Gemengereglementatioun gereegelt ginn. Dee Volet ass och an engem Modell fir e Bautereglement, deen den Inneministère de Gemeng zur Verfügung stellt, couvréiert, an zwar am Artikel 69 (Protection contre le bruit), an deem en Immissiounsgrenzwäert fir équipements techniques fixes uginn ass (règlement-type sur les bâtisses, les voies publiques et les sites : <https://mint.gouvernement.lu/dam-assets/publications/brochure-livre/rbvs.pdf>). D'Gemenge kënnen also d'Problematik en fonction vun de lokale Gegebenheete reegelen.

Derbäi kënn d'groussherzoglecht Reglement vum 13. Februar 1979 (règlement grand-ducal du 13 février 1979 concernant le niveau de bruit dans les alentours immédiats des établissements et des chantiers), dat Immissiounsgrenzwärter festleet fir de Kaméidi, dee vu Betriber ausheet. Deen Text couvréiert net de Kaméidi vun Wärmepompele vu Privatstéit, ausser et wär fir d'Wärmepompele eng Geneemegung am Kader vum Kommodosgesetz (loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés) néideg.

Op der Aarbechtsplaz gëlle Reglementatiounen, déi den Aarbechtsschutz betreffen, ewéi dat an der Fro genannte groussherzoglecht Reglement vum 6. Februar 2007 (règlement grand-ducal du 6 février 2007 concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques), wat ënner anere Grenzwärter fir Kaméidi enthält.

Déi genannte Reglementer si kompatibel mam Ausbau vun de Wärmepumpen, eng Upassung vu groussherzogleche Reglementer ass dofir net virgesinn.

ad 3. Am Kader vun de verschidde Subventiounsgimmen ass bis haut nach kee Subsid opgrond vun de héije Kaméidisemissioune refuséiert ginn.

ad 4. Wéi schonn an der Äntwert op déi éischt Fro gesot, kann d'ëscht iwwer Gemengendispositioun gereegelt ginn.

D'Wärmepumpen a grad d'Loft/Waasser-Wärmepumpen, bei deenen de Schallschutz een Thema ass, sinn a bestoende Gebaier eng ganz wichteg Alternativ fir den Ersatz vu fossilen Heizungssystemer en vue vun der Dekarboniséierung an et gëtt haut um Marché duerch Wärmepompele mat gerénge Schallemissiounen, déi d'Grenzwärter anhalen oder mat zousätzleche Schallschutzmoosnamen anhalen kënnen. D'Problematik vun Schallschutz spillt beim Choix vun der Wärmepompele, respektiv bei der Ausleeung an der Bestëmmung vun der genauer Installatiounsplaz eng wichteg Roll a gehéiert zu den Aufgaben vum Expert/Installateur beim Plange vun der Anlag.

De Choix vu Wärmepompele mat gerénge Schallemissiounen ass säit Kuerzem zudeems e Krittär, fir fir eng nei Wärmepompele eng Subventioun (Klimabonus) kënnen ze kréien (règlement grand-ducal du 7 avril 2022 déterminant les mesures d'exécution de la loi du 23 décembre 2016 instituant un régime d'aides pour la promotion de la durabilité, de l'utilisation rationnelle de l'énergie et des énergies renouvelables dans le domaine du logement).

IRM au Centre Hospitalier du Nord | Question 6221 (19/05/2022) de M. Carlo Weber (LSAP)

Den 18. Mee ass vun der Madamm Gesondheitsministesch a vum Här Minister fir sozial Sécherheet fir d'éischt an der Santékommissioun an dono op enger Pressekonferenz annoncéiert ginn, dat de Centre Hospitalier du Nord (CHdN) eng Demande agereecht

huet, fir een IRM-Zentrum an der Klinik zu Wootz kënnen ze bedriewen.

– Ënnert wéi engem gesetzleche Kader kéint sech d'esen IRM zu Wootz afügen?

– A wéi engem Stadium sinn d'ës Gesprécher tëschent der Regierung an dem CHdN? Ass och d'Gemeng Wootz an d'ës Iwwerleeung mat abezu ginn?

– Op wéi engem Sitt kéint den IRM installéiert ginn?

– Gëtt et schonn eng Zäitschinn fir d'ese Projet?

Réponse commune (22/06/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

Den CHdN huet den 29. Abrëll 2022 e Bréif un d'Gesondheitsministesch an un de Minister fir sozial Sécherheet adresséiert an deem en eng Demande de principe gestallt huet fir d'Installatioun vun engem zousätzlechen IRM-Gerät zu Wootz, deen an direkter Proximitéit zum Spidol soll stoe kommen.

Vu datt d'ese Projet eréischt 2024 operationell soll sinn, hunn déi béid Ministeren den CHdN an hirer Äntwert vum 31. Mee 2022 dorop verwisen, datt en definitiven Accord am Aklang stoe muss mat der zu deem Moment bestoender Legislatioun.

Souwuel ënnert dem aktuelle Gesetzestext wéi och ënnert der aktueller Form vum Gesetzesprojet N° 8009, kéint elo schonn e zousätzleche Sitt vum CHdN mat engem IRM funktionéieren, d'ës well den CHdN aktuell just zwee Sitten huet (Ettelbréck a Wootz). Déi aktuell Legislatioun erlaabt am Ganzen dräi Sitten pro Spidol. De Gesetzesprojet gesäit zousätzlech Sitt vir, fir der ambulanter Versuergung Rechnung ze droen, déi och méi no un de Patienté soll sinn, fir déi Servicer déi op déi Sitt kommen.

Deemno steet enger Verdéiwung vum Projet vum CHdN legal näischt am Wee. Allerdéngs kann d'Emsetzung vum Projet just ageleet ginn, wann e formellen Dossier de demande vum CHdN eragereecht gëtt, deen dann an d'Prozedur muss goen, déi am Gesetz virgesinn ass, an déi deementspreechend formell Autorisatioun dann och virläit. Op d'ës Modalitéiten ass den CHdN och higewise ginn.

Soumissions publiques | Question 6222 (19/05/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Oktober 2021 huet de Conseil de la concurrence d'Resultater vun enger Enquête vum Soumissiounssystem verëffentlecht. Aus der Enquête geet ënnert anerem ervir, datt den Accès zu Soumissiounen fir kleng a mëttler Firmen duerch komplizéiert Reglementer méi schwéier ass. Laut Enquête maachen d'Ufuerderungen u Mindestëmsaz oder Aarbechterzuel den Accès zu den Opträg schwéier.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mëttelestand, dem Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten an dem Wunnungsbauminister d'ës Fro stellen:

1. 71 Bureaux d'études waren 2021 a Soumissiounen involvéiert. Op der Säit 27 vun der Enquête ass ze liesen: « le pouvoir adjudicateur a quasiment toujours recours à un ou plusieurs bureaux d'architectes ou d'ingénieurs-conseils afin de mettre en place la procédure de passation de marché et de l'accompagner, le plus souvent, dans toutes les étapes de préparation et de réalisation d'un projet de construction. »

Laut den Zuelen aus der Enquête, gëtt bei 62 % vun de Soumissiounen Recours op een externen Architekt gemaach. Bei den Ingenieure sinn et 78 %. 54 % vun den Architekten kommen aus enger vun 10 Firmen. Bei

den Ingénieurs civils ginn 79 % vun den Opträg un eng vun den 10 groussen Entreprises. Bei den Ingénieurs techniques sinn et souguer 84 %. 40 % eleng ginn un eng eenzeg Firma. (Säiten 30 bis 31 an der Enquête)

Kënnen d'Ministeren d'ës Zuele bestätegen? Wat fir Richtlinie respektiv Ufuerderungen a puncto Cahiers des charges ginn an esou Fäll vum Staat fir d'Bureaux d'études festgehalen? Firwat gëtt esou vill op extern Experten zréckgegraff? Gesinn d'Ministeren hei de Risk vun engem Oligopol, deen de Steierzueler kéint onnéideg Geld kaschten?

2. A wat fir engem Mooss ass de Staat spéiderhi responsabel, fir d'Aarbecht vun d'esen externen Experten zum Beispill am Fall vu Feelplanungen?

3. Wéi vill Soumissiounen am Beräich vum Handwierk an der Konstruktionsgoufen an deene leschte 5 Joer vu Firmen iwwerholl,

– déi manner wéi 10 Aarbechter hunn,

– déi manner wéi 50 Aarbechter hunn,

– déi manner wéi 250 Aarbechter hunn?

4. A wéi ville Fäll hu Firmen mat manner ewéi 50 Aarbechter sech zesumme gedoen, fir bei der Soumissioun matzemaachen, an den Zouschlag kritt?

5. Wéi ass am Fall vun engem Zesummeschluss vu vereenzelte Firmen am Kader vun enger Soumissioun d'Responsabilitéit vun de Firme gereegelt?

6. Weider am Rapport d'enquête ass ze liesen (Säit 42) : « La passation par corps de métier, en plus de faire baisser la facture finale, permet d'inclure les PME au sein des marchés publics. Les entreprises de moins de 50 personnes représentent 96 % des entreprises de construction spécialisée. Même si les éléments recueillis par le conseil ne permettent pas de quantifier la participation des PME aux marchés de travaux, le conseil encourage les pouvoirs adjudicateurs à continuer prioritairement les procédures par corps de métier. » Wéi stinn d'Ministeren zu d'ës Recommendation vum Conseil de la concurrence?

7. Laut Rapport sinn 98 % vun den Zouschléi fir d'Soumissiounen un deen Dossier gaangen, deen de beschte Präis konnt proposéieren. Denken d'Ministeren net, datt aner Krittären ewéi d'Nohaltegkeet, de Schutz vum Aarbechter an d'Förderung vu PMEen sollten eng wichteg Roll nieft dem Präis anhuelen?

8. De Problem vu méiglechen Avantagen duerch den Engagement vun Travailleurs détachés gëtt am Rapport kuerz ugeschnitten. Gesinn d'Ministeren hei ee Risk, datt Firmen een Optrag kréien, wéi se op d'ës auslännesch Expertise zréckgräifen?

9. Ass vun de sëllegen anere Recommendationen, déi am Rapport festgehalen gi sinn, eppes iwwerholl an deementspreechend geännert ginn?

Réponse (22/06/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Enquête vum Conseil de la concurrence weist, datt déi effentlech Bauhäre vill op extern Experten, also Bureaux d'études, zréckgräifen, fir hir Projeten ze realiséieren, dat fir bei der Realisatioun vun de Bauprojeten ze hëllefen. Dobäi ass et variabel, wéi vill Aufgaben d'ës Experten iwwerhuelen. Generell ass et esou, datt d'Personal vun de Verwaltungen net eleng Bauprojete begleede kann, an dat vum Point de vue Aarbechtspowand a vum Point de vue vun den technesch deelweis ganz komplexen Ufuerderungen.

D'Zuelen aus der Enquête vum Conseil de la concurrence ginn en Iwwerbléck vun der Situatioun zu Lëtzebuerg, och wann d'Enquête net onbedéngt ganz representativ ass opgrond vun engem relativ klengen

Echantillonnage. Et sinn ëmmerhin just 100 Dossieren am Detail gekuckt a 25 Acteure vum Secteur vun der Constructioun gefrot ginn.

D'Enquête vum Conseil spigelt erëm, datt et zu Lëtzebuerg e puer grouss Büroer ginn, déi dann och méi Opdrägg hunn, dëst well se duerch hir méi grouss Matarbechterunzuel och méi Ressourcen a Kompetenzen hunn, fir méi gréisser oder komplex Projete ze geréieren.

Wéinst der ëmmer gréisserer Komplexitéit vun den Aarbechten ass et normal, datt d'Büroer wuessen an sech och alt zesummendinn, fir datt d'Personal sech kann spezialiséieren.

De Risiko vum Oligopol ass u sech net wierklech ginn, et muss een sech bewosst sinn, datt et vläicht deelweis manner, dowéinst awer méi grouss Büroer ginn, déi doduerch awer déi néideg Kompetenze fir grouss Projete hunn.

D'Konditiounen an de Kontrakter, respektiv an den Ausschreibungsdossieren, garantéieren, datt d'Missiounen genee festgeluecht sinn an d'Büroer sech net kënnen um Steierzueler beräicheren.

Op Appel-à-candidaturen mellen sech ëmmer eng grouss Zuel vu Büroer. Als Beispill kann een ernimmen, datt op e rezente Appel à candidatures bei der Verwaltung fir ëffentlech Baute ronn 30 Architekturbüroer, jee weils eng Dose Ingenieurbüroer am Génie civil an och an der Technik gemellt hunn, wat kloer weist, datt Konkurrenz um Marché ass.

ad 2. Wéi an der Enquête vum Conseil de la concurrence präziséiert gëtt, gebrauchen d'Verwaltung fir ëffentlech Bauten an d'Ponts et chaussées Contrats-type fir d'Architekten, fir d'Ingenieurs-conseils en génie civil a fir d'Ingenieurs-conseils en génie technique. Dës Kontrakter gi reegelméisseg aktualiséiert, esou datt se den Ufuerderunge vun den aktuelle Projete a Chantieren entsprechen. Si gesinn och Responsabilitéitsclausele vir, esou datt d'Büroer och am Kader vu Feelplanunge mat zur Rechenschaft gezu kënnen ginn.

ad 3. a 4. Am Moment gi keng Statistike gemaach, wéi vill Aarbechter d'Entreprise beschäftigt hunn, déi ëffentlech Opdrägg kréien. Eng ganz grouss Majoritéit vu Bauprojete ginn awer „par corps de métier“ ausgeschriwwen, esou datt d'Entrepreneuren direkt kënnen bei Soumissiounen eng Offer ofginn, ouni datt si mussen als Sous-traitant an enger Entreprise générale schaffen.

ad 5. a 6. Et gëtt natierlech och d'Méiglechkeet, sech zu e puer Entrepreneuren zesummenzuedoen, och wann et nëmme ee Corps de métier ze exekutéieren gëtt. An deem Fall ass et ganz verbreet, datt d'Entrepreneuren eng Offer als Association momentanée ofginn, wou se solidaresch haftbar sinn.

D'Resultater vum Conseil de la concurrence senger Enquête bestätegen dohier, datt et nëtzlech ass, d'Bauprojete mat Soumissiounen par corps de métier auszuschreiwen, och wann dat administrativ an organisatoresch opwendeg ass.

Dëst entsprécht och der Lëtzebuurger Situatioun am Bausektor. Mir hunn keng grouss Traditioun an der Entreprise générale wéi dat a munch Nopeschlänner de Fall ka sinn. De Rapport vum Conseil de la concurrence bestätegt a senger Conclusiounen, datt dat haut schonn bei Wäitem respektéiert gëtt.

ad 7. Effektiv ginn eng grouss Majoritéit vun Zouschléi op Basis vun beschte Präis gemaach, mee och Critère wéi d'Qualitéit vun den Aarbechten an d'Durabilitéit gi berécksichtegt. Si ginn haaptsächlech um Niveau vun den techneschen Exigenzen an de Cahiers des charges virgeschriwwen an duerch eng Bauleitung kontrolléiert.

ad 8. Wat d'Travailleur dé tachés ugeet ass ze preziséieren, datt all gréisser ëffentlech Ausschreibung muss europawäit publizéiert ginn, esou datt et evident ass, datt och auslännesch Entrepreneuren Offeren ofginn. De fräien europäesche Marché gesäit dat jo och vir, an et ass normal, datt eng Entreprise an engem anere Land Opdrägg unhëlt. Wann awer de Präis vun den Offeren anormal niddreg ass, da freet de Bauhär Explikatiounen an ecartéiert d'Offer wann sech sollt erausstellen, datt Sozial- an Aarbechtsnormen net respektéiert ginn. Och d'TM ass ganz present um Terrain fir do déi néideg Kontrollen ze maachen.

ad 9. An de Conclusiounen vum Rapport ginn eng Rei Usätz ugeschwat, déi mat de verschiddenen Acteuren diskutéiert an analyséiert mussen ginn. Verschiddener sinn allerding net ganz séier an einfach ëmzesetzen; sou gëtt z. B. bei de Conditions minima de participation recommandéiert, déi erof ze setzen. Hei sollt ee bedenken, datt des Critère awer och do sinn fir d'Firme selwer ze schützen an ze assuréieren, datt d'Entrepreneuren déi néideg Capacitéit a Standhaftegkeet hunn fir d'Aarbechte kënnen ze maachen a bei eventuelle Problemer net direkt a finanziell Enkpäss kommen.

Et sief nach bemierkt, datt d'Problematik vun der Materialknappheet, déi och an der Enquête opgeworf ginn ass, vun der Regierung genee verfollegt gëtt, an dann den 31. Mäerz 2022 an dësem Kader eng Kommunikatioun vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten erausgaangen ass, déi Recommendationen liwwert, wéi déi verschiddenen Acteuren sech optimalerweis an dëser schwieriger Situatioun verhalten sollen.

Centre Hospitalier du Nord | Question 6223 (19/05/2022) de M. André Bauler | Mme Carole Hartmann (DP)

Le ChdN avec ses deux sites d'Ettelbruck et de Wiltz assure depuis longue date les services de santé les plus divers pour le bien de la population ardennaise et d'une partie non négligeable des habitants des cantons de Redange, de Diekirch, d'Echternach et de Mersch.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- 1) Combien de personnes travaillent actuellement sur ces deux sites en distinguant selon les différentes catégories de personnels ?
- 2) Dans quelle mesure ces deux sites pourraient-ils souffrir d'une pénurie de personnels à l'heure qu'il est, voire dans un avenir proche ?
- 3) Le Ministère de la Santé et le ChdN sont-ils en train de se concerter en vue d'assurer la viabilité de ces sites hospitaliers à longue échéance – en particulier celui de Wiltz ?
- 4) Est-il prévu d'accroître l'attractivité du ChdN afin d'attirer davantage de médecins spécialisés ? Dans l'affirmative, quelle stratégie précise serait poursuivie dans ce contexte ?
- 5) Le ChdN serait-il enclin de se spécialiser dans l'une ou l'autre branche médicale et de rechercher à cet effet une coopération avec l'Université de Luxembourg voire une université étrangère ?
- 6) Dans quelle mesure le ChdN est-il impliqué dans la formation des étudiants en médecine et de la formation continue des médecins ?
- 7) Quels investissements en équipements médicaux (spécialisés) seront programmés sur les sites du ChdN au fil des années prochaines afin de répondre au mieux aux besoins de la population régionale et nationale ?

Réponse (22/06/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) Au 1^{er} mai 2022, 935 ETP travaillaient au sein du CHdN. Au vu des nombreuses synergies possibles entre les sites d'Ettelbruck et de Wiltz, certaines catégories de personnes peuvent être affectées aussi bien sur le site d'Ettelbruck que sur le site de Wiltz, si bien qu'il n'est pas possible d'indiquer précisément les nombre d'ETP affectés sur les deux sites.

Le détail des ETP selon leurs catégories se présente comme suit :

Département de soins	652 ETP
Département administratif	244 ETP
Département médical (hormis médecins libéraux)	25 ETP
Département général	10 ETP
Délégation du personnel	4 ETP

ad 2) à 4) En tant que centre hospitalier, le CHdN exploite les services hospitaliers généraux prévus par la loi hospitalière. Il exploite également le service national de néphrologie et des antennes de ce service sont exploitées par les autres centres hospitaliers.

Il est l'objectif du Gouvernement de maintenir les deux sites d'Ettelbruck et de Wiltz et de contribuer à maintenir l'attractivité de ces sites.

ad 5) L'organisme gestionnaire du CHdN est libre de mettre en œuvre les collaborations en termes de recherche et d'enseignement qu'il jugera opportun.

ad 6) Le CHdN est impliqué dans la formation des étudiants en médecine ainsi que dans la formation continue des médecins tout comme les autres établissements hospitaliers.

ad 7) Les autorisations d'équipements médico-techniques sont sujets aux dispositions de la loi hospitalière en fonction de l'activité des services autorisés.

Problématique dans les structures d'éducation et d'accueil | Question 6230 (20/05/2022) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)

Mengen Informatiounen no ginn et hei zu Lëtzebuerg Fäll, wou Kanner déi eng Glutenintoleranz hunn an deemno extrem ageschränkt sinn an deem wat se iessen dierfen, kee glutefräit Iessen an der Maison relais kruten a vum Personal gerode kruten, hiert eegent Iesse vun Doheem matzebréngen.

An deem Kontext géing ech gär follgend Froen un den Här Educatiounsminister stellen:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass net all Maison relais glutefräi Platen ubidden an dass d'Personal den Elteren an deem Fall réit, dem Kand säin eegent Iesse matzeginn?
2. Ganz generell, wéi geet een an de Maisons relais vir, wann e Kand duerch Intoleranzen oder Allergië staark ageschränkt ass an dem, wat et iessen dierf?
3. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir ze garantéieren, dass all Kand mat enger Glutenintoleranz oder enger anerer Allergie oder Intoleranz en deementsprechend Iessen an de Maisons relaise offréiert kritt?
4. Wëssend, dass d'Iessen an de Maisons relais oft am Virus bezuelt gëtt, kritt een d'Iesse rembourséiert am Fall wou d'Elteren dem Rot vum Personal follegen an hirem Kand säin eegent Iessen mat an d'Kantinn ginn?

5. Vu dass den Här Educatiounsminister virhuet, d'Iessen an de Schoule gratis unzbedden, wat gesäit den Här Minister fir Schüler, déi un Intoleranz oder Allergie leiden an hiert eegent Iesse mussen matbréngen, vir?

Réponse (24/06/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Den Educatiounsministère ass net informéiert iwwer Fäll, wou e Kand e glutefräie Regime refuséiert kritt huet.

An dësem Kontext ass et wichteg, ze präzisieren, datt d'Maison relaise vun externe Bedreiwler geréiert ginn. Dës si responsabel fir d'Organisatioun vun den obligatoresche Prestatiounen, dorënner och d'Ubidde vun engem equilibréierten an un d'Besoin vum Kand ugepasstent Iessen.

ad 2. Fir d'Träger an dësem Beräich ze ënnerstëtzen, sinn d'lescht Joer—an enker Zesummenaarbecht mat der Sécurité alimentaire a mat der Fédération des acteurs du secteur social (FEDAS)-Richtlinne fir déi praktesch Ëmsetzung am Guide de bonnes pratiques d'hygiène pour la gestion des allergies alimentaires dans les SEA festgehale ginn. Dës si bindend fir all Service d'éducation et d'accueil (SEA). Sou muss zousätzlech eng obligatoresch Weiderbildung gemaach ginn, wann e Kand mat Allergien an engem SEA betreit gëtt.

An dësem Fall ass eng gutt Kommunikatioun tëscht Elteren a Bedreiwler essentiell, fir gemeinsam Léisungen am Sënn vum Kand ze fannen. D'Eltere müssen dem SEA matdeelen, wann hiert Kand eng Intoleranz oder eng Allergie huet. An deem Fall froe si e Certificat médical bei hirem Dokter, oder froe mat him, wann néideg, e Projet d'accueil individualisé (PAI) un. De Certificat médical an de PAI si feste Bestanddeel vum Dossier vum Kand, an de Bedreiwler vum SEA muss deem Rechnung droen. Bei engem PAI huet d'Personnel d'Méiglechkeet, speziell geschoult ze ginn. Wat d'Iesssituatioun ubelaangt, muss de Bedreiwler derfir suergen, datt d'Kand an aller Sécherheet kann am SEA iessen an opgeholl ginn.

Bei ganz staark ausgeprägten Allergië mat Gefor vun engem anaphylaktesche Schock ass besonnesch Virsicht gebueden. Hei kann et aus Sécherheetsgrënn virkommen, datt de Bedreiwler vum SEA net an der Lag ass, eng Molzecht, déi op der Plaz gekacht gëtt, ze zervéieren. An deem Fall kënnen d'Elteren d'Iesse selwer liwweren oder de Bedreiwler muss en industriellen allergenfräie Plat bestellen.

ad 3. Den uewe genannte Guide ass ausgeschafft ginn, fir d'Träger an der praktescher Ëmsetzung ze ënnerstëtzen.

De Bedreiwler muss am Fall vun enger „éviiction stricte“ vun engem Liewensmëttelgrupp fir en Allergiker garantéieren, datt d'Kand net a Kontakt mam Allergen kënn, och net duerch Spuere vum Allergen, déi an der Kichen op de Plat vun Allergiker kënnen iwwerdre ginn. Ob e Kand Spuere vun Allergen verdréit, entscheet eleng den Allergolog. An dësem spezifesche Fall, wou de Bedreiwler den néidege Kader net garantéiere kann, gëtt no Ofsprooch mat den Elteren eng Alternativ gesicht. Hei kann de Bedreiwler op en industriell allergenfräit Iessen zeréckgräifen oder hie biet d'Elteren, en Iesskuerf matzeginn. Detailler sinn am Guide opgelëscht.

ad 4. D'Ofrechnung vun der Prestatioun a vum Iesse gëtt ëmmer nodréiglech ausgestallt a bezuelt. De Questionnaire huet esou d'Méiglechkeet, déi reell Unzuel vun Iessen an de System anzeginn an ze verrechnen.

ad 5. D'Gratuitéit vum Mëttegiessen an der Maison relais ass ee politesche Programm a reegelt keng

individuell Situatiounen, wéi zum Beispill Problemer vun Intoleranzen, Allergien asw. Wat d'Organisatioun vun der Prestatioun ubelaangt, hu mir hei, wéi scho betount, mat externe Bedreiwler ze dinn, déi dofir zoustänneg sinn.

Système radar mobile, appelé « Monocam » | Question **6235** (23/05/2022) de **M. Gusty Graas** | **M. Max Hahn** (DP)

La distraction au volant figure parmi les principales causes d'accidents routiers. Ainsi les villes allemandes de Trèves et Mayence ont lancé un projet pilote, pour lequel ils ont développé un système radar mobile, appelé « Monocam », qui peut détecter l'utilisation du portable au volant.

Ainsi nous aimerions poser les questions suivantes au Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et au Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

– Messieurs les Ministres sont-ils au courant de ce projet pilote ?

– Le système en question ayant fait ses preuves, serait-il envisageable de l'acquérir pour la police luxembourgeoise ? Dans la négative, quelles en seraient les raisons ?

Réponse commune (05/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

– Le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, ainsi que les différents acteurs concernés, dont notamment l'Administration des ponts et chaussées, suivent de près les dernières innovations dans ce domaine et les modèles actuellement présents sur le marché.

En effet, plusieurs systèmes de radar et des nouvelles technologies détectant l'utilisation de portables au volant sont en cours de test dans différents pays.

– Si un modèle s'avère fiable, l'introduction d'un tel système au Luxembourg pourra en effet être envisagée.

Bien que la détection de telles infractions soit en discussion depuis longtemps, la législation actuelle au Luxembourg sur les radars permet uniquement de sanctionner les excès de vitesse, le franchissement de feux tricolores, le non-respect des distances de sécurité entre les véhicules et l'usage illégal de voies et chaussées réservées à certaines catégories de véhicules.

– L'exploitation des données collectées par les radars concernant l'utilisation de portables au volant et le fait de lancer des poursuites en découlant ne sont actuellement pas autorisés. L'introduction d'un tel système au Luxembourg nécessiterait donc l'adaptation de la législation ainsi que la vérification de la conformité avec la loi sur la protection des données.

– D'un point de vue technique et opérationnel, l'outil informatique de la chaîne de contrôle sanction automatisée (CSA) du Centre national de traitement devrait être adapté pour permettre une sanction automatisée des infractions dues à l'utilisation du téléphone portable au volant.

Extension de la disposition permettant un recours à la peine de mort en Biélorussie | Question **6238** (23/05/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Selon un décret publié mercredi 18 mars, la Biélorussie a introduit la peine de mort pour préparation d'attentat et pour « tentative d'acte de terrorisme ». Jusqu'à

présent, seules les personnes qui avaient en effet commis un tel acte étaient passibles de la peine de mort. Selon un article au « Figaro » du 18 mai 2022, ces nouvelles dispositions entrèrent en vigueur vers la fin du mois de mai. La « leader » de l'opposition Svetlana Tikhanovskaïa, ainsi que les opposants au régime du président, y voient une menace et une attaque directe, visant à étouffer toute expression de divergence d'opinion et de révolte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il cette extension de la disposition permettant un recours à la peine de mort en Biélorussie ?

2) Est-ce que l'Union européenne envisage d'entamer des démarches dans ce contexte ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse (22/06/2022) de **M. Jean Asselborn**, Ministre des Affaires étrangères et européennes

ad 1) La Biélorussie est le seul pays européen à pratiquer encore la peine de mort. L'extension de la peine capitale à des « tentatives d'actes de terrorisme » constitue une évolution des plus inquiétantes dans ce pays, parce qu'avec cette notion, juridiquement vague, le régime se donne les moyens de supprimer des opposants politiques sous le couvert de la légalité. Le Luxembourg, comme tous les États membres du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, est opposé à la peine capitale, quelles que soient les circonstances.

ad 2) Suite aux élections tronquées du 9 août 2020 et à la détérioration de la situation politique et sécuritaire en Biélorussie, l'UE a réduit sa coopération bilatérale avec les autorités biélorusses, tout en accroissant son soutien au peuple et à la société civile biélorusses. Au lendemain de l'approbation de l'Assemblée nationale de l'amendement au code criminel en question, le Service européen d'action extérieure a publié une déclaration condamnant fermement cette décision.

Plafonnement des prix du gaz | Question **6245** (24/05/2022) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

La présidence française de l'Union européenne vient de proposer « un plafonnement à 27 membres de l'UE des prix du gaz » afin de lutter contre l'augmentation massive des prix de cette énergie. Le ministre français a en outre proposé des achats groupés de gaz pour obtenir des tarifs moins élevés.

– J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement quelle est leur position vis-à-vis de cette proposition sachant que le Luxembourg a opté pour d'autres mesures.

– Quelles en seraient les modalités concrètes ?

Réponse commune (30/06/2022) de **M. Claude Turmes**, Ministre de l'Énergie | **M. Franz Fayot**, Ministre de l'Économie

Le 23 mars, la Commission européenne a adressé au Conseil européen et aux autres institutions européennes une communication sur les options d'urgence à court terme pour faire face aux prix élevés de l'énergie. Les 24 et 25 mars 2022, le Conseil européen a chargé la Commission de s'adresser d'urgence aux parties prenantes du secteur de l'énergie et d'examiner si et comment les options à court terme présentées par la Commission contribueraient à réduire le prix du gaz et à remédier à son effet de contagion sur les marchés de l'électricité. C'est dans sa communication du 18 mai sur les « interventions sur le marché de l'énergie à

court terme et améliorations à long terme de l'organisation du marché de l'électricité – ligne de conduite »¹ que la Commission a donné des réponses à la question posée par l'honorable Député concernant les modalités concrètes en relation avec une fixation des prix du gaz.

Dans ladite communication, la Commission constate que la cause première de la crise actuelle et des prix élevés du gaz est l'augmentation de la demande au niveau mondial après la Covid-19, le switch des pays asiatiques du charbon vers le gaz et l'utilisation du gaz par le Gouvernement russe comme un instrument géopolitique au niveau mondial. Elle indique que la réduction de la demande ainsi que l'augmentation de l'offre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'UE auront donc une incidence significativement positive à cet égard. Ainsi, la mise en place récente d'une plateforme de l'UE pour l'énergie devrait contribuer à garantir l'approvisionnement énergétique à des prix équitables ainsi qu'à réduire et, à terme, à éliminer la dépendance de l'UE à l'égard du gaz russe. La plateforme vise à regrouper la demande de gaz dans l'UE sur une base volontaire afin d'attirer des approvisionnements fiables provenant des marchés mondiaux et d'atténuer les effets sur les prix.

Le Luxembourg suit avec attention la mise en place de cet instrument et décidera en temps voulu du volume et de la forme de sa participation.

La Commission estime effectivement que d'autres mesures peuvent également être appliquées, par exemple des mesures nationales temporaires visant à subventionner le coût du gaz utilisé pour la production d'électricité (par exemple, l'instauration d'un prix de référence pour le gaz utilisé pour la production d'électricité) en vue de faire baisser les prix sur le marché de l'électricité. Ces mesures devraient être conçues d'une manière compatible avec les traités de l'UE, notamment en ce qui concerne l'absence de restrictions aux exportations transfrontalières, la législation sectorielle et les règles en matière d'aides d'État, et être notifiées à la Commission pour approbation. La Commission note que de telles mesures peuvent entraîner des coûts importants. Ces mesures devraient être strictement limitées dans le temps et adaptées aux régions ayant une capacité d'interconnexion très faible, où l'influence du gaz sur la fixation des prix est forte et où les consommateurs sont particulièrement exposés aux prix de gros de l'électricité. Les mesures devraient également éviter de pénaliser les acteurs du marché qui ont garanti leur électricité au moyen de contrats à terme. Cette mesure est p. ex. appliquée en ce moment sur le marché ibérique, marché à très faible interconnexion avec le reste de l'UE.

Pour faire face à l'incidence des prix élevés pour les consommateurs, la Commission prévoit que les États membres peuvent, dans les circonstances actuelles, élargir la réglementation des prix de détail applicable au gaz naturel. Cela est particulièrement important lorsque le gaz joue un rôle particulier dans le chauffage et les matières premières industrielles. Il convient de noter que la prise en charge pour tous les clients résidentiels des tarifs de réseau de gaz naturel au Luxembourg par l'État depuis début mai s'inscrit dans cette catégorie de mesures.

La Commission estime également que, dans un scénario de rupture complète de l'approvisionnement en gaz russe, une réduction de la demande de gaz pour les acteurs industriels, même dans les États membres moins directement touchés, pourrait être nécessaire

afin de garantir l'approvisionnement pour les fonctions ou secteurs essentiels dans les États membres plus directement touchés.

Le Luxembourg soutient la communication de la Commission du 18 mai, et notamment la préparation adéquate à une éventuelle cessation totale de l'approvisionnement en gaz russe.

Par contre, le Luxembourg, comme une majorité d'États membres, n'est pas favorable à la question d'un plafonnement général des prix du gaz qui a été évoquée à plusieurs reprises dans le cadre du Conseil européen et du Conseil des ministres de l'Énergie.

L'instauration d'un tel plafonnement des prix pourrait nuire à la capacité de l'Union européenne à attirer les approvisionnements par gazoducs et en GNL provenant d'autres canaux d'approvisionnement, et aggraverait encore la pénurie (concurrence au niveau du GNL notamment avec l'Asie).

Il convient de noter que l'Agence de coopération des régulateurs européens de l'énergie (ACER) a également mis en garde contre de tels effets secondaires.

.....

Augmentation du nombre d'affaires de pédopornographie | Question 6246 (24/05/2022) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Les autorités belges ont observé entre 2019 et 2020 une forte augmentation du nombre d'affaires de pédopornographie, avec un bond de 95 %. Aussi, la fondation « Childfocus.be », qui lutte contre l'exploitation sexuelle des mineurs en ligne, a enregistré un nombre record de signalements d'images d'abus sur mineurs pendant la même période.

Ceci a amené le Gouvernement belge à augmenter les subsides à ladite fondation afin de lui permettre un traçage plus efficace des auteurs par le biais de l'outil canadien « Arachnid » qui est selon les experts très efficace en la matière.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de la Justice si une augmentation comparable des affaires de pédopornographie a été observée au Luxembourg.

2) Combien de ces affaires ont donné lieu à des poursuites et le cas échéant à quelles peines ?

3) Quels sont les partenaires du Gouvernement dans ce domaine ?

4) L'outil canadien est-il utilisé au Luxembourg pour traquer auteurs et utilisateurs de ces publications illicites ?

Réponse commune (24/06/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice | M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1) Il a pu être observé qu'entre les années 2019 et 2020, les chiffres des affaires de pédopornographie ouvertes auprès des parquets ont quasiment doublé. Néanmoins, cette augmentation s'explique par une action coup de poing concertée par la police et le parquet en juillet 2020 lors de laquelle 46 perquisitions ont été effectuées et au sujet de laquelle une conférence de presse avait été organisée.

Il n'est donc pas possible de déduire de l'augmentation du nombre de dossiers ipso facto à une amplification de ce phénomène, d'autant plus que le nombre d'affaires ouvertes a diminué à nouveau en 2021. Selon les enquêteurs du terrain, une augmentation telle qu'en Belgique ne peut pas être constatée au Luxembourg.

Les chiffres exacts sont les suivants :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 2) Les tableaux ci-dessous renseignent les chiffres demandés.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3) Le Gouvernement dispose de partenaires tant nationaux qu'internationaux. Au niveau national, le Gouvernement collabore avec un certain nombre d'ONG et d'associations actives en matière de lutte contre la pédopornographie et l'abus sexuel de mineurs (ECPAT, Bee Secure, Kanner-Jugendtelefon). Peuvent être cités à titre d'exemple les sites Internet www.childprotection.lu et www.stopleveline.beesecure.lu qui permettent de signaler du contenu illicite à la Police grand-ducale.

Au niveau international, le Luxembourg collabore avec les autorités européennes et internationales compétentes en la matière, notamment Europol et Interpol, ainsi qu'avec les services de police étrangers.

ad 4) Cet outil n'est pas utilisé par la Police grand-ducale.

.....

Sécheresse actuelle | Question 6247 (24/05/2022) de M. André Bauler | M. Gusty Graas (DP)

2018 et 2019 figurent parmi les années les plus sèches de notre chronique météorologique. Depuis mars 2022, les eaux pluviales ont diminué de nouveau sensiblement par rapport aux volumes enregistrés aux printemps de 2020 et de 2021. De plus, les eaux pluviales de l'hiver dernier semblent avoir été insuffisantes pour combler les réserves en eau potable.

Voilà pourquoi nous souhaiterions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques sur l'évolution des cotes des différents cours d'eau du pays et sur celles des réserves du Lac de la Haute-Sûre depuis mars 2020 ?

2) Au vu de la sécheresse actuelle, le Ministère de l'Environnement est-il disposé à prendre dès à présent des mesures préventives pour sensibiliser les consommateurs de toutes sortes à économiser de l'eau potable, en particulier au cas où l'on pourra bien s'attendre à une saison estivale sans pluies notables ?

Réponse (01/07/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1) L'état des cours d'eau reflète en règle générale les données pluviométriques ainsi que l'état de la végétation. Les cours d'eau présentent de façon habituelle leurs plus bas niveaux d'eau entre août et octobre. Au cours des 20 dernières années, certains cours d'eau présentaient néanmoins de façon isolée le niveau le plus bas en mai ou en juin. Les petits cours d'eau peuvent en effet atteindre leurs niveaux d'eau annuels les plus bas dès juillet et le niveau d'eau a tendance à rester constant pendant l'été. Les sécheresses saisonnières, ainsi que des températures de l'eau estivales parfois très élevées peuvent mettre sous pression l'écosystème des cours d'eau au Luxembourg. De manière générale, les cours d'eau atteignent de nouveau des niveaux normaux en hiver. Les cours d'eau avec une connexion à des aquifères importants, comme le grès de Luxembourg, sont quant à eux marqués par un débit d'étiage constant. Ce débit dépend de la disponibilité de l'eau en provenance des sources d'eau souterraine, qui de son côté est fonction de la recharge de l'eau souterraine qui a lieu pendant la période hivernale (octobre à avril) des années précédentes. Par conséquent, les recharges de l'eau souterraine ont également un impact sur l'état des cours d'eau.

¹ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=COM%3A2022%3A236%3AFIN&qid=1653032581730>

L'année 2020 a été l'année la plus sèche depuis les enregistrements systématiques des niveaux d'eau au Luxembourg (2002), encore plus sèche que les années 2018 et 2019, surtout dans l'Oesling mais également pour de nombreux cours d'eau du Gutland.

À titre d'exemple, la moyenne journalière du débit de la Sûre à la station de mesure de Bigonville s'élevait au moment le plus bas, fin septembre 2020, à seulement quelques litres par seconde, tandis que le débit moyen d'étiage (MNQ) pour cette station est de 349 l/s. À Kautenbach sur la Wiltz, la moyenne journalière la plus basse du débit ne représentait qu'un quart du débit moyen d'étiage. Dans l'Oesling les débits d'étiage minimaux ont une probabilité de se produire dans un intervalle de 20 ans (temps de retour), voire des périodes plus longues. Sur la partie amont de la Sûre et sur l'Our ont été enregistrés des temps de retour de 50 ans. À noter que les temps de retour sont basés sur des débits d'étiage en comparaison avec le VCN7 hebdomadaire.² Au sud du pays, l'Attert n'avait plus que 2/3 de son débit moyen d'étiage, ce qui correspond à un temps de retour de dix ans tandis que l'Alzette, l'Eisch et la Mamer étaient légèrement en dessous de leur moyenne d'étiage, avec des temps de retour de cinq ans. La Mamer faisait exception avec un temps de retour de 20 ans.

En général, les cours d'eau étaient marqués en 2020 par des niveaux absolus très bas par rapport aux moyennes statistiques, avec un minimum fin septembre. En octobre et en novembre, les niveaux des cours d'eau se sont légèrement stabilisés en raison des précipitations survenues à ce moment. À partir de décembre les niveaux d'eau ont de nouveau atteint un niveau normal pour la saison.

L'année 2021 par contre était particulièrement humide et n'était pas marquée par des débits d'étiage importants.

Actuellement les cours d'eau ne sont pas marqués par des conditions exceptionnellement sèches. L'évolution future des débits dépend des conditions météorologiques des semaines à venir.

Les débits d'étiage sous forme du VCN7 hebdomadaire (depuis 2002 au Luxembourg) ainsi que l'évolution hebdomadaire actuelle peuvent être consultés sur le site des Commissions internationales pour la protection de la Moselle et de la Sarre (CIPMS)³.

En ce qui concerne les eaux du lac de la Haute-Sûre, les cotes d'exploitation de la réserve d'eau du barrage d'Esch-sur-Sûre sont définies par une convention qui a été signée entre l'État luxembourgeois et l'exploitant de la centrale hydroélectrique le 3 avril 2003. Ainsi, la cote maximale du lac, fixée pour garantir la sécurité du mur du barrage, dépend du mode opératoire du barrage. Durant la période estivale (qui s'étend du 1^{er} avril au 31 octobre), le barrage joue un rôle de sécurisation de l'approvisionnement en eau potable et la cote maximale à respecter est alors de 320 m (NMM⁴), tandis que durant la période hivernale (qui s'étend du 1^{er} novembre au 31 mars), le barrage joue un rôle de protection contre les inondations avec une cote maximale de 317 m (NMM).

Depuis avril 2022, le niveau du lac est plus au moins stable autour de 319 m et commence doucement à s'abaisser. Actuellement (mi-juin 2022) la cote est de 318,6 m et correspond plus ou moins à la moyenne à

long terme pour ce mois. Seul pendant les années 2017, 2014 et 2011 ce niveau était nettement inférieur.

Il faut cependant noter que le niveau d'eau actuel du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre ne permet pas de tirer des conclusions sur l'évolution de son niveau pour le restant de l'année. L'évolution future du niveau dépend des conditions météorologiques des semaines à venir.

ad 2) Les pointes de consommation d'eau potable sont surtout constatées lorsque les températures avoisinent ou dépassent les 30° C pendant une période de plusieurs jours consécutifs. Une combinaison de températures chaudes avec une période de sécheresse prolongée accentue encore davantage l'effet des besoins de pointe. Afin d'alerter la population lorsqu'une période de fortes chaleurs avec un risque de sécheresse s'annonce, une phase de sensibilisation en vue de réduire la consommation en eau potable aide à rendre attentive la population sur le fait de toujours bien veiller sur cette ressource précieuse et de l'utiliser avec parcimonie. Une telle phase de sensibilisation a été lancée en date du 16 juin 2022, dans laquelle les communes et la population ont été appelées à ne pas gaspiller l'eau du robinet et à limiter les consommations aux besoins les plus essentiels.

Il est à noter qu'actuellement les niveaux des ressources en eau souterraine ainsi que des réserves dans le Lac de la Haute-Sûre sont suffisants pour pouvoir alimenter la population pendant les mois d'été, et ce même en cas de forte consommation. L'augmentation des capacités de traitement du SEBES de 72.000 à 110.000 m³/j a en effet permis d'améliorer la disponibilité des ressources d'eau potable auprès des communes syndiquées. Il est toutefois à noter que l'augmentation des capacités de traitement du SEBES n'a pas d'effet bénéfique pour les communes autonomes qui ne sont pas reliés au réseau du SEBES. De plus, à cause de la forte croissance économique et démographique lors des dernières années, les infrastructures d'eau potable au niveau communal ne sont pas toujours adaptées à la forte demande en eau potable pendant les périodes de consommation de pointe. Pour atténuer cet effet et pour éviter au maximum que les communes soient contraintes de déclarer des phases orange (pénurie eau potable) voire rouge (aggravation pénurie eau potable), la population est sensibilisée d'économiser l'eau potable pendant les mois d'été et de façon générale.

(https://eau.gouvernement.lu/fr/actualites.gouvernement%2Bfr%2Bactualites%2Btoutes_actualites%2Bcommunes%2B2022%2B06-juin%2B16-precaution-secheresse.html)

Indépendamment de la situation météorologique, le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et l'Administration de la gestion de l'eau conseillent toujours d'utiliser les ressources en eau de manière responsable et d'éviter tout gaspillage d'eau potable. Le Gouvernement luxembourgeois a adopté une stratégie à long terme afin de garantir la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable qui se base sur trois piliers interconnectés (1. protection de la qualité des ressources en eau, 2. économies d'eau potable, 3. création de nouvelles ressources), dont le deuxième pilier se consacre précisément aux potentiels d'économie d'eau dans les secteurs ménage, industrie et horticulture.

Révision des règles pour les élections européennes | Question 6250 (25/05/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Les députés européens viennent de soutenir majoritairement une révision des règles électorales visant à « européeniser » le scrutin qui les désigne. Concrètement, le projet d'acte législatif prévoit une date

commune pour les élections européennes, dans les 27 États membres – le 9 mai, journée de l'Europe.

Surtout et toujours selon cette proposition, chaque citoyen disposerait de deux bulletins : le premier, comme c'est le cas actuellement, pour élire les représentants à l'échelle nationale ; le deuxième destiné à choisir 28 élus se présentant sur les listes transnationales (avec garantie d'une représentation géographique équilibrée).

Parmi ceux-ci figurerait le/la président/e de la Commission européenne. La réforme propose encore d'introduire des listes paritaires (avec une alternance entre hommes et femmes) ou des quotas. Cette proposition sera maintenant présentée au Conseil au sein duquel l'unanimité est requise.

– J'aimerais savoir de Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État quelle est l'attitude qu'adoptera le Luxembourg à ce sujet au sein du Conseil.

Réponse (22/06/2022) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État

Le Gouvernement est en principe favorable au projet d'acte législatif visant à réviser l'acte électoral de l'Union européenne, sans pour autant être en mesure de pouvoir arrêter à ce stade ses positions par rapport au détail des propositions respectives du Parlement européen alors que celles-ci feront l'objet de discussions et de négociations au niveau du Conseil de l'Union européenne.

Recul dans l'industrie des fonds | Question 6254 (25/05/2022) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Les crises actuelles sont responsables pour le recul dans l'industrie des fonds. Ainsi, la perte potentielle des investisseurs en Europe est estimée, pour les premiers mois de 2022, à quelque 600 milliards d'euros par l'agence de rating « Morningstar ».

– Comme le Luxembourg est l'un des principaux acteurs mondiaux en matière de fonds, j'aimerais savoir de Madame le Ministre des Finances comment s'est développée l'industrie des fonds au Luxembourg.

– Quelles sont les perspectives à moyen et à long terme ?

Réponse (24/06/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

L'année 2021 a été une année exceptionnelle pour l'industrie luxembourgeoise des fonds d'investissement. Les organismes de placement collectif ont notamment enregistré un record absolu à la fin du mois de décembre 2021, avec des actifs sous gestion s'élevant à 5.859 milliards d'euros, ce qui correspond à une hausse de près de 900 milliards en un an.

D'après les données recueillies par la Commission de surveillance du secteur financier, les avoirs nets des organismes de placement collectif s'élevaient fin avril 2022 à environ 5.477 milliards d'euros. Cette baisse de quelque 382 millions d'euros par rapport à fin 2021 s'explique notamment par l'environnement économique dégradé et reflète l'évolution baissière des cours de bourse au cours des derniers mois.

Il convient toutefois de noter dans ce contexte que l'évolution n'a pas été linéaire au cours des derniers mois. Les actifs sous gestion des fonds d'investissement luxembourgeois ont notamment à la fin du mois de mars enregistré une légère hausse de 0,22 % par rapport à fin février.

Dans son rapport final suite à sa mission au Luxembourg en mars 2022 dans le cadre des consultations

² VCN7 hebdomadaire : Le VCN7 hebdomadaire correspond à la plus faible des moyennes arithmétiques calculées sur les sept jours consécutifs de la semaine écoulée

³ <http://www.iksms.de/servlet/iksmis/2000122/> et <http://www.iksms-cipms.org/servlet/iksmis/2000902/>

⁴ NMM = Niveau moyen de la mer

annuelles au titre de l'Article IV, le Fonds monétaire international parle d'une exposition directe très limitée des fonds d'investissement luxembourgeois à la Russie et à l'Ukraine – 0,3 % de tous les avoirs. L'institution a également confirmé de manière plus générale dans ce rapport la résilience du secteur financier luxembourgeois, qui a contribué au redressement rapide du pays après la pandémie, et qui continue d'afficher de solides marges de capital et de liquidité.

Utilisation de l'eau de la Moselle comme eau potable | Question 6255 (25/05/2022) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Eis ass zu Ouere komm, datt de Moment Studie gemaach géife ginn, fir Drénkwaasser aus der Musel opzebereeden.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

– Ëm wat fir eng Studien handelt et sech? Wéini wäerten déi spéitstens ofgeschloss sinn?

– Wat fir Risike kéinte vum Atomkraaftwierk Cattenom am Kontext vun der Drénkwaassergewënnung aus der Musel ausgoen?

– Wéi huet sech d'Waasserqualitéit vun der Musel an de leschte Joren entwéckelt? Mussen an deem Zesammenhang nach weider Moosnamen ergraff ginn?

Réponse (01/07/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. De Moment lafen Etüden, fir d'Machbarkeit vun enger Potabilisatioun vu Waasser aus der Musel ze prüeven. Et handelt sech virun allem ëm d'Beräicher vun der Opbereedungstechnik an dem Verdeeelungsreseau an dës wäerten Enn 2022 ofgeschloss sinn. Eréischt nom Ofschloss vun deenen Etüde kann eng Conclusioun gezu ginn, wéi d'Muselwaasser fir Drénkwaasserzwecker ka benotzt ginn.

ad 2. Am Fall vun engem schwéieren nuklearen Accident zu Cattenom, deen och aner déifgräifend Konsequenzen op eist Land hätt, besteet de Risiko vun engem Relarguage vun Tritium an d'Musel. Fir dësen Impakt op d'Drénkwaasserversuergung ze verhënneren, falls d'Muselwaasser géif benotzt ginn, misst ee Fréierkennungssystem installéiert ginn, fir ze verhënneren, datt Tritium an den Drénkwaassersystem kënn. Esou ee Fréierkennungssystem enthält notament Miesstatiounen a Pufferweieren. Och am Fall vun engem temporären Ausfall vun der Drénkwaasserversuergung vun der Musel kéint d'Versuergung vum Land garantéiert ginn, dëst duerch d'Kapazität vum der SEBES-Anlag zu Eschduerf an duerch d'Bedreiwe vun Déifebuerunge vun der „solution de secours“.

ad 3. Dat ökologescht Potential vun der Musel ass laut de Bewäertungskrittäre vun der Waasserdirektiv (2000/60/CE) als onbefriddend agestuift. Déi physikalesch-cheemesch Parameteren, déi nieft anere Parameteren an déi Bewäertung agefloss sinn an op der Miesstatioun zu Waasserbëlleg bepruoft goufen, goufen dobäi als mässeg agestuift. De cheemeschen Zoustand vun der Musel gouf als schlecht agestuift. Insgesamt gekuckt ass d'Situatioun an deene leschte Jore stabil bliwwen.

Mat modernen Traitementanlage sollt dëst awer kee gréisser Problem fir d'Drénkwaasserproduktioun duerstellen. Déi lafend Etüde wäerte weisen, wéi dësen Traitement muss ausgesinn, fir eng gutt Drénkwaasserqualitéit kënnen ze garantéieren.

Weiderhi sinn och eng ganz Rei Moosnamen am Waasserbewirtschaftungsplang fir d'Period 2021–2027 festgehalen, fir d'Qualitéit vun der Musel allgemeng ze verbesseren.

Éclairage le long des autoroutes | Question 6257 (27/05/2022) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

En Artikel vum „Lëtzebuerger Wort“ aus dem Joer 2019 thematiséiert den Ofbau vun de Luuchtepottoen op verschiddeenen Autobunnen – dorënner ee Segment op der A13 tëschent dem Tunnel Aessen an dem Tunnel Éilereng, wou op engem ronn zwee Kilometer laangen Ofschnëtt d'Luuchtepottoen ewechgemaach goufen. Och op der A1 gouf d'Belichtung op enger Streck vu bal fënnf Kilometer tëschent dem Tunnel Houwald a Sandweiler demontéiert. D'Moosnam gouf geholl mam Argument, dass d'Belichtung vereelt gewiescht wier an d'Ersatzdeeler net méi produzéiert goufen. Gläichzäiteg sollt duerch dës Moosnam d'Liichtverschmutzung reduzéiert ginn an och Energie gespuert ginn.

Et ass net déi éischte Kéier, dass esou Aarbechten ënnerholl goufen. Schon 2014 goufen op der A6 an der A13 ronn 600 Belichtungsmasten demontéiert, och opgrond vun hirem Alter.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Energie, öffentlech Aarbechten, an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Luuchtepottoe goufe säit Amtsuntrëtt vum Minister am Joer 2013 op den Autobunnen demontéiere gelooss?

2. Wéi vill Kilometer Autobunn sinn doduerch net méi beliicht?

3. Ass an Zukunft virgesinn, op weideren Autobunnssegmenter d'Luuchtepottoen ewechzehuelen?

4. Wéi vill KWh pro Joer zousätzlech Aspuerung goufen duerch d'Ofmontéierung vun de Luuchtepottoe säit Amtsuntrëtt vum Minister enregistréiert?

Op wéi vill Euro belafe sech dës järelech Aspuerungen?

5. Op wéi vill KWh schätzt den Energieminister de Verbrauch vun der gesamter Infrastruktur vun der öffentlecher Belichtung?

6. Goufen Etüde gemaach fir ze ermëtelen, ob d'Reduzéierung vun der Liichtverschmutzung an der Émgéigend vun de concernéierten Autobunnen e positiven Effekt op d'Awunner an/oder op d'Déierewelt hat?

Réponse commune (11/07/2022) de **M. François Bausch**, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Turmes**, Ministère de l'Énergie | **Mme Joëlle Welfring**, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

ad 1. An de Joren 2014 an 2015 goufen op der Autobunn A6 insgesamt 590 Pottoen demontéiert, wat 590 eenzele Luuchten entsprécht.

Am Joer 2019 goufen op den Autobunnen A1 an A13 63 respektiv 49 Pottoen demontéiert, dëst entsprécht 126 respektiv 98 eenzele Luuchten.

Alles an allem ergëtt sech heiraus een Total vu 702 Pottoen an 814 eenzele Luuchten.

ad 2. Nodeems déi genannte Luuchtepottoen um Autobunnsreseau ofmontéiert goufen, sinn op der A6 7,4 Kilometer, der A1 1,86 Kilometer an der A13 2,35 Kilometer net méi beliicht.

Am Ganzen entsprécht dat 11,61 km vum Autobunnsreseau.

ad 3. Am Moment ass net virgesinn, fir weider Demontage vu Luuchtepottoen op dem Autobunnsreseau virzehuelen.

ad 4. Déi duerch dës Moosnam erziilten Erspuernisser vun der Energie belafe sech betreffend der A6 op 400.000 KWh an op der A1/A13 zesummen op 150.800 KWh.

Dëst entsprécht, op Basis vun den aktuellen Energiepräisser, engem Erspuernis vu ronn 131.500 Euro pro Joer.

ad 5. Den Energieverbrauch duerch d'Belichtung vun de Staatsstroossen (Routes nationales a Chemins repris) beleeft sech op insgesamt 20,65 Milliounen KWh pro Joer.

Op den Autobunnen (ouni Tunnellen) ass et ee Verbrauch vun 3,24 Milliounen KWh pro Joer.

ad 6. Eis si keng där Etüde bekannt.

Démolition partielle du château d'Eisenborn et travaux en zone verte | Question 6259 (30/05/2022) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk)

Selon des informations qui m'ont été transmises, des travaux seraient en cours sur le site du château d'Eisenborn dans la commune de Junglinster. Le château d'Eisenborn a été acquis par le Fonds du logement qui a entre-temps entamé des travaux de démolition partielle du château et des travaux d'aménagement du parc du château dont l'abattage d'arbres.

Vu que le château avec son parc est situé en zone verte au sens de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ces travaux sont soumis à l'obtention d'une autorisation ministérielle.

Partant je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement :

1) Madame la Ministre est-elle au courant des travaux du Fonds du logement en pleine zone verte et les a-t-elle approuvés ?

2) Madame la Ministre a-t-elle approuvé un changement dans la délimitation de la zone verte conformément à l'article 5 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ?

3) La création de jardins privés et la construction d'un parking ainsi que d'une nouvelle voie d'accès relèvent-elles des dispositions dérogatoires pour les constructions autorisées en zone verte en vertu de l'article 6 de la loi précitée ?

4) Le changement d'affectation a-t-il été autorisé préalablement par votre ministère conformément aux dispositions de l'article 14, paragraphe 1, de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, tout en sachant que le parc du château est à considérer selon la loi comme parc d'agrément bénéficiant d'un statut de protection particulier ?

5) La Ministre de l'Environnement a-t-elle autorisé les travaux d'enlèvement et de dépôt de terres en zone verte conformément au paragraphe 1 de l'article 9 de la loi précitée ? Dans ce même contexte, le paragraphe 2 de l'article précité stipule que sauf dispense du ministre, le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de rendre au sol son caractère naturel, en boisant ou en regarnissant de végétation les excavations, déblais ou remblais destinés à subsister de manière permanente. Le Fonds du logement bénéficie-t-il d'une telle dérogation ?

6) Madame la Ministre a-t-elle approuvé préalablement l'abattage de plus de 50 arbres dans le parc du château, conformément aux articles 59 et 60 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ? Dans le cas contraire, quelles sanctions seront prises contre le propriétaire ?

7) Les arbres du parc ont-ils été inspectés, recensés et enregistrés ? Dans l'affirmative, quand et par quelles autorités les arbres ont-ils été enregistrés ?

8) Quelles mesures de compensation ont été retenues dans ce cas précis tout en sachant que l'article 63 de la loi précitée prévoit une évaluation avant les travaux dans le but de déterminer des mesures de compensation éventuelles ?

9) Quelles sont les voies de recours en l'espèce, notamment en ce qui concerne l'article 68 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ?

Réponse (05/07/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Le projet se situe dans une zone mixte villageoise (zone urbanisée ou destinée à être urbanisée) de la commune de Junglinster et non en zone verte.

Lors d'une visite des lieux de l'Administration de la nature et des forêts (ANF) en date du 3 juin 2022, des travaux en cours n'ont pu être constatés en zone verte. Pour autant qu'aucun biotope protégé au sens de l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles n'est réduit, détruit ou détérioré, une autorisation du Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions n'est pas requise dans une zone urbanisée ou destinée à être urbanisée.

Lors d'une autre visite des lieux en date du 9 juin 2022 avec des experts agréés en la matière, servant à identifier d'éventuels habitats potentiels d'espèces protégées, la présence de nids d'hirondelles rustiques à l'intérieur du bâtiment a été constatée. Une demande d'autorisation relative à la destruction de sites de reproduction de l'hirondelle rustique n'a pas été introduite à ce jour.

En ce qui concerne les travaux d'abattage dans le parc du château d'Eisenborn se situant en zone verte (zone de parc public et de parc privé), l'abattage des épiceas scolytés a été autorisé en date du 25 avril 2019, respectivement en date du 2 juillet 2021.

ad 2) La délimitation de la zone verte n'a pas changé et figurait déjà telle quelle dans le Plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Junglinster avant la refonte dudit PAG en 2018.

ad 3) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) n'est pas saisi d'un tel projet à l'heure actuelle. De ce fait, il n'est pas possible de juger sur la possibilité d'une dérogation pour certains des éléments mentionnés.

ad 4) Un changement d'affectation n'a pas eu lieu.

ad 5) Lors de la visite des lieux de l'ANF en date du 3 juin 2022, aucun enlèvement ou dépôt de terres n'a pu être constaté en zone verte.

ad 6) Deux autorisations ministérielles pour l'abattage des arbres scolytés en question ont été accordées.

ad 7) La totalité des arbres du parc a été inventoriée et cartographiée en date du 3 août 2020 par une entreprise spécialisée dans le domaine.

ad 8) Des plantations de compensation ont été requises dans le cadre des deux autorisations en question.

ad 9) Contre les décisions prises en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, un recours en annulation est possible devant le tribunal administratif.

.....
Catalogue de critères permettant la mise en place d'un système de subsides pour les médias locaux | Question 6260 (30/05/2022) de Mme Francine Closener | Mme Lydia Mutsch (LSAP)

Une cartographie reprenant les emplacements des différents services de radios luxembourgeois vient récemment d'être publiée sur le portail Internet www.geoportail.lu. Il s'agit d'une mesure faisant suite à la motion adoptée le 8 juillet 2021 par la Chambre des Députés, dans le cadre des débats sur le projet de loi relatif à un régime d'aides en faveur du journalisme professionnel. En outre, à la question parlementaire n° 5957, Monsieur le Ministre des Communications et des Médias relève qu'une base légale est en train d'être finalisée pour permettre aux radios locales une diffusion via DAB+.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

– Où en sont les travaux relatifs à l'élaboration d'un catalogue de critères permettant la mise en place d'un système de subsides pour les médias locaux ?

– Qu'en est-il des réflexions concernant l'opportunité d'un soutien aux médias locaux pour leurs actions spécifiques en faveur de l'éducation aux médias ?

– Quel type de soutien est prévu pour accompagner l'adaptation des médias locaux au contexte numérique ?

Réponse (05/07/2022) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias

La publication d'une cartographie des médias locaux sur le site Internet du géoportail donne en effet suite à une motion adoptée par la Chambre des Députés et vise à augmenter la visibilité des médias régionaux et locaux en promouvant leurs activités essentielles pour la vie citoyenne. La motion invite également le Gouvernement à étudier l'opportunité d'un soutien des médias locaux pour soutenir leur adaptation au contexte numérique. À l'heure actuelle, il est envisagé que ce soutien public pourra prendre la forme d'un soutien dans le cadre de la radiodiffusion via le standard numérique DAB+. Un tel modèle devrait permettre un allègement des charges de ce type de radios tout en les accompagnant vers une technologie de diffusion orientée vers le futur.

Pour déterminer les modalités appropriées pour atteindre le but recherché – à savoir l'introduction d'un système de soutien des radios locales durable et juste – il importe également d'assurer que ce système soit économiquement viable, juridiquement réalisable et bien entendu efficace d'un point de vue technique.

La prise en compte de l'ensemble de ces variables requiert la consultation d'un nombre important d'acteurs. Dans ce contexte, l'avis de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel a également été demandé⁵.

Alors que le déploiement du DAB+ est envisagé pour fin de l'année 2022, un premier multiplex numérique devra être économiquement viable, sachant qu'il est envisagé que des projets de radio innovants ayant

des finalités non lucratives pourront également être hébergés sur ce multiplex. En étroite concertation avec l'ALIA, la participation des radios locales dans ce contexte sera par ailleurs étudiée afin d'identifier un modèle juste et viable, permettant d'accompagner la transition de ces radios vers la diffusion via DAB+.

La diffusion numérique des radios locales sur un deuxième multiplex pourra compléter le paysage de radio-diffusion numérique dans une deuxième étape, en fonction des demandes existantes, des retours d'expérience du premier multiplex ainsi que des moyens budgétaires disponibles. En ce qui concerne l'éventuel lancement d'un deuxième multiplex, à vocation non commerciale, un soutien spécifique et adapté aux besoins de radios locales sera étudié.

.....
Application DIJA | Question 6262 (30/05/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

Mat Hëllef vun der ukrainescher App DIJA („Aktion“) goufe virum Ausbroch vum Krich an der Ukrain eng Rei staatlech administrativ Prozeduren an och perséinlech Pabeieren digitaliséiert. De Benotzer (innen) vun der App ass et esou beispillsweis méiglech, offiziell Dokumenter an der App ze generéieren/späicheren a bei enger Kontroll ze presentéieren. Grad a Krichszäite kann et fir geflüchte Persounen schwéier sinn, un hir offiziell Dokumenter ze kommen, wann dës virun der Flucht zerstéiert goufen oder während deem verluer gaange sinn. En Unerkenne vun den digitalen Dokumenter aus der öffentlecher Applikatioun DIJA duerch Lëtzebuerg an och aner EU-Staate kéint deemno villen Ukrainer(innen) eng Hëllef sinn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Digitaliséierung, dem Minister fir Immigratioun an Asyl an dem Justizminister dës Froe stellen:

1. Ginn zu Lëtzebuerg digital Dokumenter aus der ukrainescher App DIJA als offiziell Dokumenter akzeptéiert?

2. Falls net: firwat net a wat misst geschéien, fir eng Unerkennung méiglech ze maachen?

Réponse commune (22/06/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes | **M. Marc Hansen**, Ministre délégué à la Digitalisation

D'Applikation DIJA (oder DIIA) bitt de Leit aus der Ukrain d'Méiglechkeet, verschidden Informatiounen aus offiziellen Dokumenter digital ze accedéieren. Dëst betrëfft néng verschidden Dokumenter, dorënner de Führerschäin, d'Carte d'identité, de Pass oder och de Gebuertsschäin. An der Ukrain selwer hunn déi digital Identitéitsdokumenter säit 2021 déi selwecht Valeur wéi physisch Dokumenter, dëst ass allerdéngs net de Fall ausserhalb vun der Ukrain, och net hei zu Lëtzebuerg.

Am Beräich vun Traitement vun den Demanden op temporäre Schutz duerch d'Immigratiounsdirektioun vun Aussen- an Europaministère gouf net op d'Méiglechkeet zréckgegraff, d'Identitéit vun de Leit direkt mat Hëllef vun dëser Applikatioun ze etabléieren. Dëst, well keen direkte Besoin fir dës digital Solutioun festgestallt konnt ginn an déi allermeeschte Leit physisch Dokumenter virweise konnte mat deenen hir Identitéit iwwerpréift konnt ginn.

Och bei anere Prozedure gëtt mat physischen Dokumenter geschafft. Allerdéngs kënnen dës Dokumenter am Virfeld digital generéiert gi sinn. Hei muss da sécher gestallt ginn, datt dës Dokumenter authentesch sinn, wat duerch national Léisunge vun de jeeweilige Länner, déi d'Dokument ausstellen, muss kënnen

⁵ Avis n° 07/2021 du 4 octobre 2021 du conseil d'administration de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel relative au déploiement du DAB+ au Luxembourg

iwwerpréift ginn, änlech wéi de GouvCheck zu Lëtzebuerg. Jee no Prozedur muss zousätzlech zum digital generéierten Dokument eng Iwwersetzung virgewise ginn, déi och a Form vun engem physischen Dokument muss erbruecht ginn.

Am Kontext vun der Ukrainakris war op europäeschem Niveau an techneschen Aarbechtsgruppen iwwert d'Méiglechkeet vun enger Connectioun vun der DIJA Applikatioun op den EUDCC diskutéiert ginn, mee dës Aarbechte goufen awer net porsuivéiert.

Avertissements aux cyclistes | Question 6263 (30/05/2022) de M. Sven Clement (Piraten)

A menger parlamentarescher Fro N°6200 hunn ech mech iwwert d'Unzuel vun de Protokoller, déi u Vëlosfuierer an an Automobiliten ausgestallt goufen, reiseignéiert.

Wéi den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet a senger Äntwert schreift, goufen an de leschte sechs Méint u 47 Vëlosfuierer gebührepflichteg Verwarnunge wéinst Verstéiss géint de Code de la route ausgestallt. Verstéiss géint den Artikel 125.08 vum Code de la Route, also d'Netanhale vum Mindestofstand vun 1,5 Meter beim Iwwerhuele vu Vëlosfuierer, konnt d'Police an deene leschte sechs Méint net feststellen.

Allerdéngs stellen Infraktiounen vum Artikel 125.08 fir vill Vëlosfuierer eng akut Geforequell duer, déi dagdeeglech ze observéieren ass. Divers Grënn, wéi zum Beispill feelend Infrastrukturen, déi d'Vëlosweeër kloer vun de Stroossen trennen, féieren dozou, dass Vëlosfuierer an Automobiliten sech dacks méi no kommen, wéi si et gären hätten.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Ass de Minister der Meenung, dass d'Donkelziffer un Infraktiounen géint den Artikel 125.08, déi net vun der Police observéiert an dofir net protokolléiert ginn, héich ass?
2. Wéi vill Infraktiounen vum Artikel 125.08 goufe säit senger Aféierung duerch d'groussherzoglecht Reglement vum 8. Abrëll 2018 konstatéiert?
3. Op wat fir Methode gräift d'Police zeréck, fir Infraktiounen vum Artikel 125.08 vum Code de la route ze kontrolléieren?
4. Wéi vill Policekontrollen hu säit der Aféierung vum Artikel 125.08 stattfonnt, fir Infraktiounen géint dësen Artikel ze kontrolléieren?

Réponse (22/06/2022) de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure

D'Police aktéiert während hire reegelméisseg Kontrollen am Kader vun der allgemenger Verkéierssicherheit sämtlech Verstéiss, déi se feststellt, an eraasst se och gegebenefalls an engem Procès-verbal. D'Aschätze vun engem Donkelziffer ass ëmmer schwierig.

Säit dem Kraaftriede vun der Gesetzgebung betreffend den Artikel 125.08 vum Code de la route am Joer 2018, ass déi Iwwerriedung 33 mol an de Police-Statistiken erëmfannen.

D'Netanhale vun 1,5 Meter ass eng Infraktioun, déi just während engem ganz kuerze Moment ze gesinn ass. D'Feststellung baséiert sech op en Aschätze vun enger Distanz, déi während engem ganz kuerze Moment vun engem Beamten observéiert gëtt. Spezifesch Kontrollen duerchféieren, déi ausschliesslech op dës Infraktioun axéiert wieren, wieren net am Sënn vun enger effizienter Verkéiersiwwerwachung säitens der Police. Aktuell gëtt et zu Lëtzebuerg kee géeegenten

techneschen a legal zougeloosenen Apparat an d'Legislatioun gesäit och kee vir.

De Sënn vun der Aféierung vun där betreffender Dispositioun am Joer 2018 an de Code de la route war an éischer Linn preventiver Natur an d'Responsabiliséiere vun de Chauffeuren am motoriséierte Verkéier, mam Zil d'Vëlofuere méi sécher ze gestalten.

D'Police huet rezent eng präventiv Campagne lancéiert, fir Respekt vis-à-vis vun deem aneren an d'Verhale vun allen Verkéiersteilnehmer am Sënn vun der Verkéierssicherheit nohalteg ze änneren.

Mobbing en milieu universitaire | Question 6265 (30/05/2022) de M. Marc Spautz (CSV)

Schwéier Mobbingvirwërf géint Unis- an Héichschoulprofessoren an Däitschland si Sujet vun engem Artikel, deen den 29. Mee 2022 an der „Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung“ publizéiert gouf. Hei temoignéieren Doktorandinnen, wéi se vu Professoren, awer och vu Professorinnen am Kader vun hirer Dokteraarbecht ënner Drock gesat goufen.

Déi betraffe Persounen, déi hire richtegen Numm net wëlle genannt wëssen, beschreiwen an deem Artikel och, wéi wéineg Méiglechkeete si hate respektiv hunn, fir sech géint hiren „Doktorvater“ respektiv hir „Doktormutter“ ze wieren a wéi sech hir ofleendend Haltung op hir universitär Karriär an op d'Bewäertung vun hirer Dokteraarbecht ausgewierkt huet.

Am deemem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung stellen:

- Sinn dem Här Minister Fäll vu Mobbing op der Uni. lu bekannt?
- Wa jo, op wéi e Joer gi se zréck a wéi eng Suite krunten déi respektiv Fäll?
- Wéi ass d'Uni.lu opgestallt, fir op Mobbingvirwërf ze reagéieren?
- Huet d'Uni.lu eng dedéiert Ulafstell fir Leit, déi sech gemobbt fillen?
- Wa jo, wéi ass dës Ulafstell organiséiert?
- Wéi eng Prozedur gëtt declenchéiert, wann e Fall vu Mobbing signaléiert gëtt?
- Wann net, wéi positionéiert sech den Här Minister par rapport zur Fro vun der Noutwendegkeet vun esou enger Ulafstell fir potenziell Mobbingaffer um Campus vun der Uni.lu?

Réponse (01/07/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

D'Universitéit Lëtzebuerg, als Employeur an Héichschoulinstitutioun, engagéiert sech fir ee fairen, inklusiven a respektvollen Émgang mat hire Studenten a Mataarbechter. Dat beinhalt Preventioun, eng fair Konfliktléisung an d'Aféierung vun de passende Services.

D'Gesetz vum 27. Juni 2018, dat d'Universitéit Lëtzebuerg organiséiert, gesäit vir, dass eng Disziplinarprozedur ka lancéiert gi bei Fäll vu moralescher oder sexueller Belästegung.

Am Code de conduite vun der Universitéit, deen am Joer 2020 guttgeheescht gouf, ginn d'Prinzippe vun Verhalen definéiert, wéi et sech vun der Universitéitsgemeinschaft erwaart gëtt (nieft de gültege gesetzliche Bestëmmungen a besonnesch de gültegen aarbechtsrechtliche Bestëmmungen). Et gëtt och festgehale, datt d'Mataarbechter Ënnerstëtzung fir Leit mussen ubidden, déi Affer vun Diskriminatioun oder Belästegung sinn. Dës Code detailléiert och, wéi ee Verstéiss signaléiert oder Bedenken erhieft.

Zousätzlech enthält den neie Kollektivvertrag vun der Universitéit, deen den 1. Juli 2022 a Kraaft trëtt, en detailléiert Kapitel iwwer d'Preventioun an d'Behandlung vu Situatiounen am Fall vu Belästegung, Gewalt an Diskriminatioun op der Aarbechtsplaz. No de Bestëmmungen vun deem Ofkommen kënnen, am Fall vun erwisener Belästegung, disziplinaresch Sanktiounen agefouert gi bis hin zur Entloossung. No dem neie Kollektivvertrag gi falsch Beschëllegungen, déi bewosst gemaach ginn, net toleréiert a kënnen och zu Disziplinaraktiounen féieren.

D'Behandlung vun eventuelle Reklamatiounen, wéi och all Informatioun iwwer d'Konsequenze vum Tëscheffall, ënnerleien der Vertraulichkeet.

Am Fall vun enger Plainte wéinst moralescher Belästegung huet d'Universitéit entsprecheend Strukturen a Prozeduren. Wéinst der grousser Diversitéit vun hirer Gemeinschaft bitt d'Universitéit eng Panoplie vu Services fir Studenten oder Mataarbechter un, wou se kënnen hiert Uleies äusseren, Hëllef sichen oder Fäll vu Belästegung oder Mobbing mellen. Ofhängeg vun der Situatioun kann déi betreffend Persoun dee Service kontaktéieren, deen hir an der Situatioun am meeschte passend schéngt:

– De Büro vum Ombudsmann: Zënter 2021 huet d'Universitéit en Ombudsmann (conciliateur), deen eng vertraulich, onparteilech an onofhängeg Ënnerstëtzung bitt, déi der ganzer Universitéitsgemeinschaft, y compris den Doktoranden, zougängelech ass. Hie bitt Coaching am Beräich Konfliktléisung un, Mediatoun a Praktiken, fir Konflikter op der Aarbechtsplaz ze reduzéieren. Den Ombudsmann mécht och Recommendatiounen.

– Den Delegéierten an d'Kommissioun fir Inclusioun bidden Amenagementer fir Studente mat spezielle pädagogesche Besoinen un.

– D'Kommissioun vun der Universitéit fir Konfliktbewältigung (Commission des litiges) ass zoustänneg fir d'Recourse géint Disziplinarstrafen, déi vum Recteur géint ee Student ausgeschwat goufen, an och fir Recourse géint Decisiounen, déi op dem Universitéitsgesetz baséieren.

– De Service RH ass zougängelech fir d'ganz Personal vun der Universitéit. Dës Service hëlt Reklamatiounen entgéint, bitt Ënnerstëtzung un an traitéiert verschidde Fäll.

– D'Personaldelegatioun, mat hirer Missioun, déi dora besteet, d'Interesse vun Universitéitspersonal ze schützen an ze verdeedegen, kann och e Kontaktpunkt fir Reklamatiounen sinn.

– D'Studentevereenegunge vun der Universitéit bidden eng Ënnerstëtzung un a kënnen de Studenten an Doktoranden, déi mat enger Situatioun vu Mobbing konfrontéiert sinn, hëllef beim Areeche vun enger Plainte.

– UMatter ass eng Onlineplattform a bitt Informatiounen, Ënnerstëtzung an Orientatioun fir d'Studenten an d'Personal un. Ofhängeg vum Theema recommendéiert UMatter de Studenten den Inklusiounsbüro, den Ombudsmann oder en anere passende Kontaktpunkt. UMatter bitt och kuerzfristeg psychologesch Berodung un, fir de Studenten an dem Personal ze hëlfe, eng Rei vu perséinlechen oder emotionale Problemer ze geréieren.

Wat d'Doktoranden ubelaangt, gesäit d'Studiereglement vun der Universitéit Lëtzebuerg d'Opstelle vun enger obligatorescher Konventioun betreffend d'Doktoratsstudien (Doctoral Education Agreement – DEA) tëscht dem Superviseur an dem Doktorand vir. Als Mëttel fir d'Qualitéitskontroll vun der Doktoratsausbildung beschreift den DEA d'Roll an d'Flichte vun

Superviseur an dem Doktorand a stellt Prozeduren a Rotschléi fir d'Léisung vu potentielle Konflikter zur Verfügung. Duerch den DEA ginn den Doktorand a sai Superviseur sech eens iwwert de Plang fir d'Doktoratsausbildung, deen d'Haaptfuerschungsfroe beschreift an d'Manéier, wéi se behandelt ginn.

Den DEA gesäit eng detailléiert Prozedur vir am Fall vu Meenungsverschiedenheeten. Wann d'Situatioun kontrovers bleift, gëtt d'Supervioun gestoppt oder esouwäit wéi méiglech geännert. Déi grouss Majoritéit vun Doktoranden op der Universiteit hunn den duebele Status als Salaré a Student. Ausserdeem ginn et Doktoranden, déi vun den anere Fuerschungsinstituter beschäftegt sinn an als Student op der Uni ageschriwwen sinn, souwéi Doktoranden ouni Aarbechtskontrakt, déi als Student op der Uni ageschriwwen sinn. Jee no Hierkonft an Natur vun der Belästegung, kann e Fall entweder vum Service RH vun der Universiteit oder vum Service RH vun anere Fuerschungsinstitut behandelt ginn, oder, wann néideg, vun deenen zwee Servicer zesummen.

Egal wou e Fall vu Belästegung deklaréiert gëtt, gëtt hien eréischt offiziell behandelt, wann en um Niveau vum Service RH vun der Universiteit deklaréiert ass.

Digitalisation dans le secteur de la santé | Question 6268 (31/05/2022) de M. Marc Spautz (CSV)

Während der Pandemie konnten eng ganz Rei medezinesch Akten aus der Nout eraus digital ofgewéckelt ginn. An deemem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch an un de Minister vun der Sécurité sociale stellen.

– Kënne Rezept fir Medikamenter an Zukunft an digitaler Form iwwermëttelt ginn?

– Wa jo, kritt een an der Apdik seng Medikamenter, wann een d'Rezept an digitaler Form presentéiert, oder muss een dat Dokument op Pabeier ausdrécken?

– Wat fir Prozedure bei der Gesondheetskeess sinn haut schonn digital am Kader vum Projet „CNS goes digital“ méiglech?

– Erfollegen d'Remboursement an digitaler Form méi séier?

– Wéi vill Prozent vun den Assuréeen, déi bei der CNS assuréiert sinn, notzen déi nei Méiglechkeete schonn?

– Si bei der CNS nach aner Déngschtleeschungen an digitaler Form geplangt?

Réponse commune (04/07/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale | Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

– Vum 1. Juli 2022 u kënnen d'Rezept/Ordonnancë fir Medikamenter un all d'Apdikten hei am Land an digitaler Form iwwermëttelt ginn. Ab deem Datum wäert d'Agence eSanté all concernéierte Professionellen aus dem Gesondheetssecteur e multimodalen ePrescriptionservice ubidden, deen an enger éischer Phas de biologeschen an de pharmazeutesche Volet ofdeckt wäert, an duerno an enger zweeter Phas dann och de radiologesche Volet, esou wéi d'Gesondheetsleeschung vu Kinéen, Osteopathen, Physiotherapeuten etc. Dese Service deckt déi ganz Dematerialiséierung vum Flux vun Informatiounen, déi un ee Rezept/Ordonnance gebonne sinn, also iwwert d'Verschécke vum Rezept bis zur Bestätigung vum Erausginn vun de Medikamenter an aner Leeschtungen, bis hin iwwert déi automatesch Iwwerdroung vun de Resultater vun de biologeschen Analysen aus engem Laboratoire, an den Dossier de soins partagé (DSP) vum concernéierten Assurée.

Wat d'Medikamenter ugeet, ass d'Zil, datt d'Apdikten kënnen op déi digital Ordonnance/Rezept iwwert de QR-Code, deen den Assurée hinne presentéiert, zougräifen (sief et per QR-Code op der Ordonnance a Pabeierform oder per QR-Code op der digitaler Ordonnance, déi een iwwer eng mobil Applikatioun op sengem Smartphone oder iwwert den DSP dem Apdikter virweise kann).

Dës gesot, wäert d'Benotze vun de Gesondheetspezialisten (Privatdokteren an Apdikten) vum Service ePrescription an Zukunft dovun ofhänken, wéi d'Softwarefirmen (Informatik-Hiersteller) fir de Gesondheetssecteur dësen an hir Programmer integréiere wäerten. Sai Succès wäert dovun ofhänken, wéi systematesch Dokteren dese Service an Zukunft an hirem Alldag benotze wäerten, a wéi si vun all de verschiddeenen Acteuren, déi drun deelhuele, a besonnesch de Gesondheetsautoritéiten, och encouragéiert an ënnerstëtzt ginn, dësen ze benotzen. Dobäi muss präziséiert ginn, datt d'Benotze vum Service ePrescription keng legal Verflüchtung ass.

Ausserdeem erméiglecht ePrescription et den Apdikten, d'Ordonnancen oder d'Rezept direkt an hiren Informatiounssystem ze integréieren.

– D'Presentatioun vun der Ordonnance/dem Rezept a Pabeierform bleift fir de Moment nach weiderhi bestoen, well d'Apdikten iwwert der Grenz a soss am Ausland nach keen Zougang zum Service ePrescription vun der Agence eSanté hunn. Allerdéngs gëtt dese Zenario iwwer den europäesche Projet „My-Health@EU“ a „Connecting Europe Facility“ (CEF) an der Zukunft ofgedeckt. D'Agence eSanté hält ënner anerem als „National Contact Point“ (NCP) un deemem europäesche Projet mat drun deel.

– De Konzept „CNS goes digital“ ëmfaasst d'Effort vum der CNS, fir sech intern an och extern komplett ze digitaliséieren, ouni awer déi Assuréeen ze vergiesse, déi net an den digitale Prozesser kënneg sinn. Dofir wäert trotz aller Digitalisatioun de Wee bei de Guichet oder en Envoi ënner Pabeierform och an den nächste Jore méiglech bleiwen, fir datt jidderee kann op d'Leeschung seier an einfach zeréckgräifen.

D'Digitalisatioun verleeft dobäi an Etappen, schonn eleng wéinst der Envergure a Komplexitéit. Dofir beschränkt sech den Envoi vun digitalen Dokumenter aktuell op de Mémoire d'honoraires vun den Dokteren. Mee et ass virgesinn, progressiv all d'Dokumenter, déi den Assurée vun de verschiddeenen Gesondheetsberuffer kritt (Dokter, Masseur-Kinesitherapeut, Infirmier, Diéticien ...), ze digitaliséieren. De Pabeierwee bleift awer weiderhi méiglech.

Verschidde aner Demarchen iwwert de Portail My-Guichet a senger App sinn am Moment awer digital scho méiglech:

1. d'Huele vun engem Rendez-vous an den Agencé vun der CNS;
2. d'Ännerung vun der Bankkontosnummer;
3. d'Ausstelle vun engem „Certificat de coassurance“;
4. d'Ausstelle vun engem „Certificat provisoire de remplacement de la carte européenne d'assurance maladie“;
5. d'Ausstelle vum Formular „pour séjour dans un pays lié par convention bilatérale“.

– Remboursement ënner digitaler Form daueren ongeféier véier Deeg bis eng Woch, dat geet also vill méi séier wéi de classesche Pabeierwee, dee jee nodeem, wéi vill „demandes de remboursement“ erakommen, bis zu sechs Wochen dauere kann. Wann den Dokter an den Assurée op déi digital Méiglechkeete voll zeréckgräifen, déi aktuell méiglech sinn, da gëtt an der Reegel de Remboursement an der Nuecht vun dem Dag gemaach, wou d'„demande de remboursement“ bei der CNS erakomm ass.

– Tëschent dem 1. Januar 2022 an dem 1. Juni 2022 sinn 1.587 „demandes de remboursement“, déi zu 100 % digital konnte verschafft ginn, erakomm. De Prozentsatz vun Ufroen am Kader vum Remboursement accélére, déi d'CNS digital aktuell iwwert den Dokter an den Assurée verschaffe konnt, läit deemno bei ronn 0,10 %. An den nächste Méint gëtt awer weiderhin dru geschafft, fir déi digital Méiglechkeeten auszubauen, fir datt méi Assurée kënnen vun deene Méiglechkeete profitéieren.

– Et ass geplangt, progressiv all Echange vun Informatiounen ënner digitaler Form ze proposéieren, mee de Pabeierwee soll méiglech bleiwen. Et sinn och zousätzlech Servicer virgesi wéi zum Beispill d'Agence virtuelle oder Chatbots, fir digital Äntwerten op präzis Froe kënnen ze ginn, fir datt den Assurée séier seng Äntwert kritt an d'Personal vun der CNS sech dee Moment kann op méi komplex Froen an Dossiere konzentrieren.

Impact de la guerre en Ukraine sur l'approvisionnement alimentaire | Question 6269 (31/05/2022) de M. Marc Spautz (CSV)

Russland, Belarus an d'Ukrain si wichteg Produzente vu Kären a vun Agrarprodukter. Wéinst dem Krich an der Ukrain sinn Importer aus dësen dräi Länner am Moment net méiglech.

An deemem Kontext géif ech gär folgend Froen un den Här Minister fir Landwirtschaft stellen:

1. Wat fir Konsequenzen huet den Ausfall vun de Liwwerungen op d'Lëtzebuurger Ekonomie am groussen Ganzen an op d'Landwirtschaft am Speziellen?

2. Kënnt et zu Enkpäss bei der Liwwerung vu verschiddeenen Produkter? Wa jo, wat fir Produkter si besonnesch betroff?

3. Wéi gesäit d'Präsentwécklung beim Dünger zu Lëtzebuerg aus?

4. Wat fir Konsequenzen hunn déi méiglech Enkpäss, respektiv Ausfäll op d'Präsentwécklung bei de Liewensmëttel hei zu Lëtzebuerg?

5. Sinn op europäeschem Niveau Mesuré virgesinn, fir dëser Entwécklung entgéintzewierken?

Réponse commune (05/07/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

ad 1. Zu Lëtzebuerg ass den Impakt vun de Spannungen op d'Liwwerkette fir Agrarprodukter op d'gesamt Wirtschaft begrenzt, well d'Landwirtschaft manner wéi 1 % vum PIB ausmécht.

Direktliwwerungen op Lëtzebuerg vu Produkter fir d'Landwirtschaft aus Russland, Belarus an der Ukrain si ganz, ganz seelen. Importer an d'EU lafen iwwer Firmen an aneren EU-Memberstaaten.

ad 2. No Krichsausbroch a mam Aféiere vun de Sanktiounen géint Russland ass et an der EU zu Liwwerengknapp vum Komponente fir d'Mëschfudderfabrikatioun komm, besonnesch Sonneblummekären, Sonneblummenextraktiounsschrot an och eng Partie vu Komponente mat Zertifikat, dass se net genetesch verännert sinn.

Och de Maart vun Käremais gouf staark an enger Rei Memberstaaten an der EU gestéiert, well den ukrainesche Mais net méi sou zur Verfügung stoung a steet. Och wa sech zum Deel aner Liwwerméiglechkeeten erginn hunn, sou ass de Präis awer daitlech geklomme wéinst der feelender Offer.

Bei verschiddene Spezialdünger wéi Diammonphosphat, deen awer net a grouse Quantitéiten agesat gëtt, awer och bei Kalidünger, deen als Gronddünger agesat gëtt, sinn zäitweis Enkpäss do. Hei muss dann op aner Produkter zeréckgegraff ginn oder den Asazäitpunkt verluecht ginn.

ad 3. Mam Ausbroch vum Krich sinn Düngerpräisser am Allgemengen an d'Stickstoffdünger am Besonnesche ganz staark geklommen, dat besonnesch wéinst de ganz drastesche Präissteigerunge bei den Energiepräisser. D'Energie ass bei der Hierstellung vu mineraleschem Stickstoffdünger den Haaptkäschtefaktor. De Kalkammonsalpeter war sou am Februar kuerz zäit bis zu 250 % méi deier wéi nach am Oktober 2021. Momentan kascht en nach ongeféier duebel sou deier wéi zu deem Zäitpunkt. D'Verfügarkeet war zäitweis problematesch, momentan ass d'Versuergung awer séchergestallt.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. Enkpäss an der Versuergung bréngen och hei zu Lëtzebuerg Präishaussé mat sech. D'Ubidder brauchen ëmmer eng gewëssen Zäit, fir Alternativprodukter ze sichen a geliwwert ze kréien. All Produkter, déi Sonneblummenueleg enthalen, si schwéier ze kréien an deemno extrem deier. Grondsätzlech gëtt de Verkafspräis vun de Liewensmëttel momentan awer méi vun den héijen Energiepräisser beaflosst wéi vun de Liwwerenkpäss, an et gëtt erwaart, dass d'Präisser weider usteigen, soulaang d'Energie deier ass a bleift.

D'Erhéijung vun der Inflation verschoumt d'Liewensmëttelpräisser deemno net, am Fréijoer 2022 ass zu Lëtzebuerg an an der Eurozon eng duerchschnëttlech Erhéijung vu +5 % a méi op ee Joer feststellen. Zu Lëtzebuerg sinn déi gréissten Erhéijungen am Mee 2022 bei Fësch (+14 % iwwer ee Joer), Flesch (+9,5 %), Fetter an Ueleger (+12,4 %) a Brout a verschiddenen Zorte Kären (+7,3 %). Flesch a Fësch sinn och déi Liewensmëttel, déi d'Inflation an de leschte Méint am meeschte gedriwwen hunn.

ad 5. Op europäeschem Niveau ass net virgesinn, fir direkt an de Maart anzegräifen. Et gëtt awer lo speziell den „Encadrement temporaire de crise pour les mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie à la suite de l'agression de la Russie contre l'Ukraine“ mat enger Rei Moossnamen, déi der Industrie hëllef sollen, fir ënner anerem déi extrem ugestiegen Energiepräisser am Produktiounsprozess zum Deel kompenséiert ze kréien. Momentan gëtt och gepréift, op dësen „encadrement temporaire“ och als konkret Hëllef fir de Bauer als Primärproduzent agesat ka ginn.

Chiffres pour l'année 2021 présentés récemment par l'Inspection du travail et des mines | Question 6270 (31/05/2022) de M. Marc Spautz (CSV)

En application de l'article L. 613-3 du Code du travail, l'ITM est appelée à présenter annuellement un rapport d'activité. Il ressort notamment des chiffres clés publiés en même temps que l'ITM a prononcé 2.315 amendes pour un montant total de plus de 9 millions d'euros (soit une moyenne de quelque 4.000 euros par amende, i.e. bien en dessous des montants maxima prévus à l'article L. 614-13 du Code du travail), environ deux tiers des amendes concerneraient en effet le domaine du détachement.

C'est la raison pour laquelle j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Monsieur le Ministre peut-il fournir les informations suivantes concernant lesdites amendes ventilées par an pour les 5 dernières années et comme suit :

- nombre d'amendes prononcées
- nombre d'amendes ayant atteint le montant maximum prévu par la loi
- montant total des amendes prononcées
- montant total des amendes effectivement payées ?

2) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les chiffres présentés en matière d'accidents de travail et notamment la différence notable d'accidents mortels référencés d'une part par l'Association d'assurance accident (AAA) (19 accidents mortels pour 2020) et l'ITM d'autre part (« seulement » 4 accidents mortels pour 2020) ?

– Monsieur le Ministre peut-il nous fournir le détail en la matière pour les 5 dernières années, toujours en relation avec les chiffres présentés par l'AAA ?

3) Monsieur le Ministre peut-il par ailleurs m'informer sur le nombre de contrôles sur place annoncés et ceux non annoncés d'entreprises in situ pour les 5 dernières années ?

4) Monsieur le Ministre peut-il également m'informer sur le nombre faible de « recontrôles » effectués en matière de SST en 2021 par rapport aux années 2019 et 2020 ?

5) Monsieur le Ministre peut-il me fournir des informations actualisées relatives aux contrôles effectués par l'ITM en matière des conditions d'hébergement de salariés éloignés de leur lieu de travail habituel (nombre de contrôles sur place, constats, rédaction de procès-verbaux, sanctions prononcées, etc.) ?

Alors que la traite des êtres humains est et reste un sujet préoccupant dans le monde du travail, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire et à Madame le Ministre de la Justice :

6) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils me fournir des informations sur le nombre d'affaires de traite présumée des êtres humains communiquées par l'ITM aux autorités judiciaires et sur la suite y réservée par ces dernières sur les 5 dernières années ?

– Combien de ces affaires ont été portées devant le juge pénal ?

– Combien d'affaires ont effectivement abouti à des condamnations ?

7) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer sur l'évolution de la coopération entre l'ITM et les autorités judiciaires en la matière ?

– L'ITM a-t-elle déjà procédé à une analyse des risques en la matière et à des contrôles plus systématiques des secteurs/entreprises exposées à un risque accru de commission de traite des êtres humains afin de permettre aux autorités judiciaires d'agir en conséquence ?

– À défaut, pourquoi une telle analyse des risques n'a-t-elle pas été effectuée ?

8) Le Gouvernement est-il enclin à prendre une initiative législative afin de sanctionner pénalement l'employeur qui omet de déclarer ses salariés à la sécurité sociale ?

Réponse commune (04/07/2022) de M. Georges Engel, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

ad 1) En ce qui concerne les amendes administratives qui peuvent être infligées par l'ITM en matière de détachement de salariés, l'article L. 143-2, paragraphe 1^{er}, du Code du travail dispose que : « Les infractions aux dispositions des articles L. 142-2, L. 142-3 et L. 281-1 sont passibles d'une amende administrative

entre 1.000 et 5.000 euros par salarié détaché et entre 2.000 et 10.000 euros en cas de récidive dans le délai de deux ans à compter du jour de la notification de la première amende. Le montant total de l'amende ne peut être supérieur à 50.000 euros. [...] »

Pour les 5 dernières années, les amendes administratives suivantes ont été prononcées en matière de détachement de salariés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En ce qui concerne les amendes administratives qui peuvent être infligées en cas de non-respect des injonctions de l'ITM en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail, l'article L. 614-13, paragraphe 5, du Code du travail dispose que :

« Le montant de l'amende administrative est fixé selon le degré de gravité de l'infraction par le directeur de l'Inspection du travail et des mines à :

a) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application de l'article L. 614-4 ;

b) entre 1.000 euros et 25.000 euros pour les infractions qui ont été notifiées en application de l'article L. 614-5 ;

c) entre 25 euros et 25.000 euros pour les injonctions qui ont été notifiées en application des articles L. 614-6 et L. 614-8 à L. 614-11. [...] »

Pour les 5 dernières années, les amendes administratives suivantes ont été prononcées en cas de non-respect des injonctions de l'ITM en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

L'ensemble des amendes administratives suivantes (total des amendes administratives des deux tableaux précédents) ont été infligées par l'ITM au cours des 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

À noter également que le recouvrement des amendes administratives est effectué par l'Administration de l'enregistrement, de la TVA et des domaines.

ad 2) Les accidents mortels suivants ont été référencés par l'Association d'assurance accident (AAA) et par l'ITM au cours des 5 dernières années :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En ce qui concerne la déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles qui est à effectuer auprès de l'AAA, les articles 1^{er} à 3 du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 déterminant la procédure de déclaration des accidents et des maladies professionnelles et précisant la prise en charge de certaines prestations par l'assurance accident disposent que :

« Art. 1^{er}. Sauf en cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées, tout assuré, victime d'un accident du travail ou de trajet, doit en aviser immédiatement son employeur ou le représentant de celui-ci.

Art. 2. L'employeur ou son représentant déclare tout accident du travail à l'Association d'assurance accident en fournissant toutes les indications demandées sur le formulaire de déclaration d'un accident du travail disponible auprès de l'Association d'assurance accident et fait parvenir une copie de la déclaration à l'assuré.

Art. 3. Pour les maladies professionnelles, il incombe au médecin de faire la déclaration à l'Association d'assurance accident dès qu'il a des suspicions fondées qu'une maladie a sa cause déterminante dans une activité professionnelle assurée. En cas de déclaration, il

remet une copie de la déclaration à son patient. La déclaration est effectuée au moyen du formulaire de déclaration médicale d'une maladie professionnelle disponible auprès de l'Association d'assurance accident et contient un diagnostic médical précis de la maladie dont l'origine professionnelle est soupçonnée ainsi qu'une indication des risques professionnels susceptibles d'être à l'origine de celle-ci. Les pièces médicales établissant la maladie déclarée sont annexées à la déclaration.

L'instruction du dossier est limitée à la maladie pour laquelle la déclaration médicale est introduite. »

En ce qui concerne la déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles qui est à effectuer auprès de l'ITM, l'article L. 614-11 du Code du travail dispose que :

« (1) La déclaration des accidents graves ayant occasionnés, soit la mort, soit une lésion permanente, soit au moins une des lésions temporaires suivantes :

- des fractures ;
- des brûlures externes au troisième degré et sur plus de 9% de la superficie du corps ou internes ;
- des plaies avec perte de substance ;
- des traumatismes qui, en l'absence de traitement, peuvent mettre la survie en péril,

doit s'effectuer sans délai par l'employeur ou son délégué auprès de l'Inspection du travail et des mines, par voie écrite ou par tout moyen de télécommunication approprié.

La Police grand-ducale informe immédiatement l'Inspection du travail et des mines des accidents de travail graves repris à l'alinéa précédent.

(2) Les autres accidents de travail et les cas de maladie professionnelle doivent obligatoirement être déclarés par l'employeur ou son délégué à l'Inspection du travail et des mines.

Dans le cas de salariés intérimaires accidentés, la déclaration d'accident est à remplir par la société utilisatrice et à contresigner par l'entrepreneur de travail intérimaire. »

La différence entre les accidents du travail mortels référencés d'une part par l'AAA et l'ITM d'autre part résulte des déclarations des accidents du travail qui ont été effectuées par les employeurs auprès de chacune des deux administrations.

Il s'avère que certains accidents du travail mortels qui ont été déclarés auprès de l'AAA résultaient de malaises durant le travail ou bien concernaient des personnes dont les relations de travail sont régies par un statut de droit public ou assimilé et qui n'ont pas été déclarées à l'ITM.

Aussi, l'AAA ayant pour mission notamment de prendre en charge certaines prestations en cas d'accident du travail, l'employeur effectue toujours sa déclaration auprès de cette institution, mais omet dans certains cas d'en informer l'ITM alors qu'il s'agit d'une obligation légale pour celui-ci conformément à l'article L. 614-11 du Code du travail précité.

Il est prévu d'y remédier par la mise en place d'une déclaration unique à effectuer par l'employeur sur une plateforme interactive sécurisée de l'État pour compte des deux administrations.

ad 3) Les contrôles de l'ITM peuvent soit être annoncés ou bien non annoncés. L'ITM ne dispose pas des données permettant de chiffrer le nombre des contrôles annoncés ou non annoncés.

ad 4) Selon le rapport annuel de l'ITM de l'année 2021, le nombre de recontrôles suivants ont été effectués par les inspecteurs du travail du service « Contrôles, chantiers et accidents (CCA) » depuis sa création en 2018 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il s'avère que lors de la clôture concernant la collecte des données pour le rapport annuel de l'année 2021, les données relatives aux recontrôles n'avaient pas encore toutes été enregistrées et qu'après vérification, il a été constaté que le nombre de recontrôles qui ont été effectués pour l'année 2021 s'élève à 185 et non à 20 recontrôles uniquement.

ad 5) Les dispositions en matière de conditions d'hébergement de salariés éloignés de leur lieu de travail habituel ont été introduites par la loi du 15 décembre 2020 portant modification du Code du travail en vue de transposer la directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services et sont reprises aux articles L. 291-1 et suivants du Code du travail.

Jusqu'à présent, l'ITM a effectué un contrôle en matière de conditions d'hébergement de salariés éloignés de leur lieu de travail habituel sur le territoire luxembourgeois.

Lors de ce contrôle, il a été constaté que le logement qui a été mis à disposition par l'employeur à ses salariés éloignés de leur lieu de travail habituel ne répondaient pas aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité visés à l'article 2 de la loi du 20 décembre 2019 relative à ces mêmes critères et l'employeur concerné a régularisé sa situation après y avoir été contraint par l'ITM.

ad 6) Il y a lieu de noter que l'ITM est de par sa loi-cadre compétente en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail et en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Par ailleurs, des lois spéciales confèrent des compétences de contrôle à l'ITM en matière d'établissements classés, de maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (établissements Seveso), de sécurité des tunnels et des mines.

En matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et pour le cas où l'infraction est commise par un employeur qui utilise le travail ou les services de ce ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier en sachant que cette personne est victime de la traite des êtres humains, l'article L. 572-5 du Code du travail confère expressément le pouvoir à l'ITM de pouvoir déposer un procès-verbal reprenant cette circonstance aggravante en matière de travail illégal entre les mains du procureur d'État.

Malgré le fait qu'aucune autre loi ne prévoit que l'ITM puisse agir en matière de traite des êtres humains, l'ITM fait participer l'ensemble de ses inspecteurs du travail à des formations en matière de traite des êtres humains et pour le cas où l'ITM constate lors de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail des indices relatifs à la traite des êtres humains, cette dernière continue à chaque fois toutes les informations y relatives à la Police grand-ducale pour compétence.

Finalement, il n'est pas toujours aisé de libeller, voire retenir la qualification de la traite des êtres humains de sorte qu'il y a lieu de reprendre également dans les chiffres d'autres formes graves d'abus en matière de droit du travail.

Depuis novembre 2019, l'ITM enregistre des situations qui peuvent être considérées comme constituant de la traite d'êtres humains.

In concreto, depuis novembre 2019, l'ITM a signalé 15 sociétés ou employeurs où outre des infractions au Code du travail, notamment en matière de travail

illégal de salariés de pays tiers, il existait des indices de traite d'êtres humains.

Sur ces 15 dossiers, 3 ont fait l'objet d'un classement sans suites, 2 instructions et 6 enquêtes de police sont en cours, 2 dossiers sont actuellement fixés à une audience et 2 dossiers ont fait l'objet d'un jugement – à chaque fois pour des infractions aux articles L. 572-5 et L. 222-2 du Code du travail, à savoir l'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et le défaut de paiement du salaire social minimum. Il s'agissait de dossiers où le parquet, pour des raisons de preuve, a décidé de ne pas poursuivre la traite des êtres humains.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 7) Tout d'abord il y a lieu d'invoquer que l'ITM et les autorités judiciaires, dont notamment des représentants des parquets de l'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch, sont représentés au sein du comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains qui se réunit au moins trois fois par an. Le comité précité a en outre pour mission l'élaboration d'une feuille de route contenant les procédures en matière de coopération multidisciplinaire.

Le comité peut également constituer des groupes de travail afin de traiter des sujets ponctuels. À ce titre, des réunions de concertation et de coordination sont organisées régulièrement entre les acteurs clefs, dont notamment la police, les autorités judiciaires, les services d'assistance, la Direction de l'immigration, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes et le Ministère de la Justice présidant le comité de suivi.

Cette coopération renforcée se traduit également à travers les travaux menés au niveau du Benelux. Dans le cadre de sa présidence en 2022, le Luxembourg se penchera notamment sur les développements récents en matière d'exploitation par le travail et souhaite aborder les difficultés liées à l'établissement de la preuve de l'exploitation économique et les conséquences qui en découlent. Une journée d'études sera organisée à cet effet au mois d'octobre 2022.

L'ITM ne dispose pas des données qui lui permettraient d'effectuer une analyse des risques en matière de traite des êtres humains en vue de pouvoir effectuer des contrôles plus ciblés auprès d'entreprises ou dans des secteurs économiques qui seraient les plus exposés aux risques d'une exploitation par le travail.

Il résulte néanmoins des plaintes et des contrôles qui ont été effectués jusqu'à présent que les secteurs économiques les plus exposés aux risques relatifs à la traite des êtres humains sont ceux de la construction et de l'Horeca.

ad 8) La question relative à la nécessité d'une introduction de sanctions pénales pour les employeurs qui omettent de déclarer leurs salariés à la sécurité sociale sera analysée par le Gouvernement.

Suivi du renard | Question 6272 (31/05/2022) de Mme Martine Hansen (CSV)

Les deux articles « Was wir nach sieben Jahren Fuchschonung wissen » et « Eine Fuchsstudie und ihre Folgen – Wie Luxemburg versucht, Kritiker mundtot zu machen », de l'édition du « Wort » du 26 mai, pointent sur certains dysfonctionnements graves au sein de l'Administration de la nature et des forêts (ANF).

L'échinococcose alvéolaire est une maladie rare, mais grave, faisant partie de la liste des zoonoses à surveiller obligatoirement en Europe dans le cadre de la directive 2003/99/CE, transposée par un règlement grand-ducal du 27 septembre 2004.

Or il s'avère que les analyses qui sont effectuées sur les renards trouvés ne correspondent ni aux standards internationaux ni à ceux recommandés par l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Ces standards exigent entre autres que la fraîcheur des cadavres soit garantie mais aussi que les analyses soient réalisées pendant l'hiver étant donné que la prévalence est significativement plus élevée en hiver que pendant les mois d'été.

Dans ce contexte j'aimerais poser les quatre questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Comment est-ce possible que dans le « Groupe renard » qui est censé suivre scientifiquement le renard, personne ne s'est rendu compte que la méthode actuelle ne correspond pas aux standards scientifiques ?

2) Est-ce que Madame la Ministre envisage de reconsidérer les méthodes actuellement appliquées au Luxembourg ?

3) Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis qu'il faudrait faire des analyses ADN avec des tests PCR significativement plus fiables que la méthode actuelle du grattage intestinal ?

4) Ne pensez-vous pas que les questions qui concernent la santé publique devraient se faire accompagner par des organismes plus expérimentés ?

Lors de la réponse à la question parlementaire n° 2313 Madame la Ministre a affirmé : « Die verfügbaren Daten, vor allem die systematischen Aufnahmen mit Wildkameras, deuten auf einen gleichbleibenden, stabilen Bestand hin. » Or il s'avère que le « Institute of Science and Technology » (LIST) ne suit nullement le renard et ne peut donc pas ni le quantifier ni affirmer que la population est stable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les deux questions suivantes :

1) Comment une telle fausse information a-t-elle pu être donnée ?

2) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il faudrait scientifiquement mieux suivre la population de renards et aussi effectuer un comptage comme le font nos voisins depuis des années ?

Enfin l'article en question révèle aussi que l'Administration de la nature et des forêts a envoyé deux lettres pour museler un expert qui contestait les interprétations données sur sa propre étude.

Dans ce contexte j'aimerais poser les quatre questions suivantes :

1) Partagez-vous cette façon de faire et approuvez-vous cette approche ?

2) Dans la négative ne conviendrait-il pas de présenter des excuses à l'expert en question ?

3) Pourquoi avant l'envoi de la première lettre l'ANF n'a-t-elle pas tenté de contacter l'expert en question ?

4) Que comptez-vous entreprendre pour empêcher qu'une telle atteinte à la liberté de la science et au concept de la science elle-même ne se reproduise plus à l'avenir ?

Réponse commune (05/07/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1) La technique de grattage intestinal (Intestinal Scraping Technique, IST) a été établie comme la technique standard pour la détection d'*E. multilocularis* par un groupe d'experts de l'OMS en 1984 (Eckert et al., 1984). D'ailleurs, le Laboratoire de référence (LNR) allemand préconise l'utilisation de l'IST

(Friedrich-Löffler-Institut, <https://www.fli.de/de/publikationen/amtliche-methodensammlung/>, document du 01/10/2021).

Cette technique a été utilisée depuis 2001 lors de la surveillance des renards au Luxembourg. Dans une première phase (2001-2014) le Laboratoire « Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie, Saarbrücken » était chargé de ces analyses avant que le Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État (LMVE) n'a repris les analyses à partir de 2015.

Afin de garantir la comparabilité des résultats de 2001-2014 (Saarbrücken) et ceux obtenus à compter de 2015 (LNVE), la méthode n'a pas été changée ces dernières années au LMVE.

Bien que la méthode PCR ait une sensibilité élevée, la technique IST confère des résultats satisfaisants pour la surveillance épidémiologique. Le risque lié au fait de trouver des faux négatifs est plus grand pour les régions à faible prévalence (<10 %) ou pour les régions disposées à révéler qu'elles sont libres du parasite. Ce risque n'est pas donné au Luxembourg car la prévalence y est supérieure à 10 %. (EFSA and Zancanaro G, 2021).

ad 2) Les raisons pour le choix de la technique sont expliquées ci-dessous (question 3). La technique ayant fait ses preuves, il n'est pas envisagé de changer la méthode actuellement appliquée. Il est à noter aussi que les analyses IST sont réalisées par un personnel de laboratoire expérimenté et habitué à identifier les vers qui ont été affectés par l'autolyse ainsi que par la décongélation et la congélation.

La méthode d'échantillonnage des renards au Luxembourg est cohérente. L'échantillonnage couvre toutes les saisons de l'année et tout le territoire. Les renards sont acheminés au LMVE, où un vétérinaire vérifie l'état du cadavre avant l'autopsie et élimine les cadavres ne se prêtant pas à analyse. Ainsi en 2019, 9 des 112 cadavres de renards ont été éliminés sans analyse préalable, en 2020, tel était le cas pour 5 de 79 cadavres, en 2021 pour 14 de 129 cadavres, afin de respecter une rigueur scientifique.

ad 3) Le protocole IST est une bonne combinaison de sensibilité satisfaisante et d'effort réduit (main-d'œuvre et matériel) pour le suivi épidémiologique. Actuellement, rien ne laisse présager qu'un changement serait nécessaire pour assurer un suivi épidémiologique correct : un changement de méthode n'est ainsi actuellement pas prévu.

ad 4) Le groupe de suivi « renard » n'a pas de mandat de recherche, mais un mandat de suivi. Il est rappelé que les analyses relatives à *E. multilocularis* sont assurées par le personnel expérimenté du Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État (LMVE).

ad 1) Il ne s'agit pas d'une fausse information ; il y a lieu de compléter la conclusion de la journaliste en question, émise dans ses articles susmentionnés, et reprise, en tant que telle, par l'honorable Députée :

Le réseau systématique de pièges photographiques couvrant une partie représentative du territoire national par échantillonnage, et mis en place par le LIST depuis 2011 a été établi dans le cadre du monitoring obligatoire par rapport aux espèces d'intérêt communautaire (dont le renard ne fait effectivement pas partie). Ainsi la méthodologie appliquée dans le cadre du réseau systématique de pièges photographiques cible en premier lieu les espèces d'intérêt communautaire visées : le chat sauvage, la martre des pins et le putois. Les pièges photographiques étant équipés d'un système de déclenchement à détecteur de mouvements ont évidemment également généré des

photos de renard, ce dernier étant réparti dans tout le pays. En fait, le renard est une des espèces les plus couramment photographiées depuis la mise en place dudit monitoring.

ad 2) Les ressources financières limitées ont pour l'instant été concentrées sur le monitoring des espèces protégées rares et/ou menacées, respectivement des espèces couvertes par la directive « habitats » et « oiseaux », pour lesquelles le Luxembourg est dans l'obligation légale de suivre leurs effectifs respectifs.

Cependant, des réflexions sont réalisées actuellement quant à la possibilité et l'utilité d'instaurer un suivi standardisé ciblant le renard, tout en rappelant que les pièges photographiques ciblant les espèces d'intérêt communautaire mentionnées ci-dessus enregistrent également le renard.

ad 1) Le résumé de l'étude mentionnée par l'honorable Députée Hansen, faisant objet de l'article scientifique Comte et al. (2017), est le suivant : « 1) Le tir intensif de renards sur trois ans n'a pas eu d'impact mesurable sur la densité de l'espèce, ce qui s'explique en partie par la déstructuration de la population et une meilleure survie des jeunes au vu des territoires libérés par le tir, et 2) avec une augmentation du tir de renards, on observe également une augmentation de la prévalence du parasite [le ténia du renard], qui peut s'expliquer par un pourcentage plus élevé de jeunes renards dans la population, qui eux sont plus susceptibles d'être contaminés le parasite. » Cette interprétation a été publiée dans le bulletin technique de l'ANF en matière de gestion de la faune sauvage et de chasse, numéro 7. En amont de cette publication, l'auteur principal de l'article Comte et al. (2017), à savoir le Dr Franck Boué, a validé par écrit cette interprétation.

Monsieur Combes, coauteur de l'article scientifique Comte et al. (2017), a publiquement contesté les résultats de ce même article, dont il avait néanmoins validé le contenu en acceptant d'en devenir coauteur.

L'ANF, l'Administration des services vétérinaires, la Direction de la santé et le Musée national d'histoire naturelle (MNHN) avaient, sur recommandation de Monsieur Sébastien Comte, premier auteur de l'étude, invité le Dr Franck Boué pour présenter l'étude qui faisait l'objet de l'article lors d'une séance publique en date du 29 janvier 2018 au MNHN.

Dans ses lettres au Ministère de l'Agriculture à Paris, évoquées par la journaliste en question dans un de ses articles susmentionnés, l'ANF a surtout remis en question le fait que Monsieur Combes contestait publiquement les résultats de l'article scientifique Comte et al. (2017), dont il avait néanmoins validé le contenu en acceptant d'en devenir coauteur. L'ANF ne dispose pas d'informations relatives à une éventuelle sanction de Monsieur Combes par ledit ministère et ne peut ainsi pas se prononcer quant aux allégations y relatives formulées dans un des articles de ladite journaliste. Ceci dit, il semble peu probable qu'un ministère retire son soutien financier à un institut sur base de simples lettres d'une administration étrangère.

ad 2) n. a.

ad 3) L'ANF était bel et bien en contact avec Monsieur Combes. En effet, Monsieur Combes, coauteur de l'article scientifique Comte et al. (2017), était présent le 29 janvier 2018 au MNHN lors de la présentation du Dr Franck Boué, auteur principal dudit article. Après la présentation et la séance de questions/réponses, un agent de l'ANF y a demandé à plusieurs reprises à Monsieur Combes, pourquoi il défendait tellement la chasse au renard alors que l'article – dont il était lui-même coauteur et qu'il avait donc validé – mettait en question l'utilité de cette dernière dans le contexte de la régulation du renard et de la prévalence du ténia du

renard. La réponse de Monsieur Combes pour justifier la chasse au renard était la suivante : « Parce que c'est un beau gibier. » Alors que je ne doute pas que cette affirmation constitue une vérité pour Monsieur Combes, elle ne représente guère d'argument scientifique dans le contexte de la thématique faisant l'objet de l'article Comte et al. (2017).

ad 4) Il n'y a pas eu atteinte à la liberté de la science ou au concept de la science elle-même.

Commission consultative de l'intérêt supérieur de l'enfant | Question 6273 (31/05/2022) de Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)

L'article 103 de la loi modifiée du 29 août 2008 dispose entre autres que « (l')intérêt supérieur de l'enfant est évalué individuellement par une commission consultative dont la composition et les modalités de fonctionnement sont fixées par règlement grand-ducal ». La composition de la commission consultative de l'intérêt supérieur de l'enfant précitée est fixée à l'article 1(1) du règlement d'exécution du 4 novembre 2020.

Selon un projet de règlement grand-ducal datant de janvier 2022⁶, il est prévu de modifier cette composition en y intégrant un acteur issu de la société civile afin de diversifier davantage l'équipe pluridisciplinaire. Si ce projet de règlement grand-ducal mentionne, entre autres, les conditions que doit remplir l'acteur issu de la société civile, il ne semble pas définir précisément la manière dont la sélection est effectuée lorsque plusieurs acteurs répondent aux critères fixés.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Est-ce que le projet de règlement grand-ducal mentionné plus haut est toujours d'actualité ? Pour quand la mise en vigueur est-elle prévue ?

2) Est-il prévu d'intégrer dans ce règlement grand-ducal une procédure de sélection ou des critères précis sur la façon dont l'acteur de la société civile est choisi lorsque plusieurs acteurs répondent aux critères fixés ?

3) Dans la négative de la question 2, quels critères Monsieur le Ministre entend-il employer pour nommer l'acteur de la société civile lorsque plusieurs acteurs répondent aux critères fixés ?

Réponse (30/06/2022) de M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

Un projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 4 novembre 2020 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission consultative d'évaluation de l'intérêt supérieur des mineurs non accompagnés prévue à l'article 103 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, ayant comme objet d'intégrer un nouveau membre issu de la société civile dans la commission en question, est actuellement pour avis devant le Conseil d'État.

L'acteur de la société civile doit être une personne morale de droit luxembourgeois, établie ou ayant son siège social au Luxembourg et œuvrant depuis au moins dix ans dans le domaine de l'enfance. Il siège au sein de la commission, représenté par une personne physique étant titulaire d'un diplôme sanctionnant l'accomplissement d'un cursus universitaire en

sciences éducatives et sociales, en pédagogie ou en psychologie, ou disposant d'une expérience professionnelle d'au moins dix ans dans le domaine de la protection de l'enfance ou de l'encadrement socio-éducatif d'enfants. Les membres de la commission sont nommés par le Ministre ayant l'Immigration et l'Asile dans ses attributions, y inclus l'acteur de la société civile. Un appel à candidature sera lancé le moment venu.

Impact du « Tankrabbat » sur la vente de produits pétroliers au Luxembourg | Question 6274 (31/05/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Den Här Minister François Bausch huet haut de Mue- ren an der RTL-Emissioun „Dir hutt d'Wuert“ op e puer Sujete geäntwert. Ech wëll mech hei konzentréieren op seng Remarken, wat déi däitsch Subventioun vum Bensinn- (-35 %) an Dieselpräis (-16 %) ueet. Hie sot sënngeméiss, datt d'Lëtzebuenger Subventiounen duerginn an och den 31. Juli auslafen.

Dozou hätt ech dës Froen:

1. Wat sinn d'Previsiounen vum der Lëtzebuenger Regierung iwwert d'Auswierkungen, vum deem, wat an Däitschland „Tankrabbat“ genannt gëtt. Fält domat den däitsche Bensinnpräis ënner de Lëtzebuenger Präis un der Pompel?

2. Wat sinn an deem Fall d'Konsequenzen fir Lëtzebuerg? Wéi vill Mannereinnahmen u Steieren aus dem Verkaf vu Bensinn an Diesel muss Lëtzebuerg arechnen, wann déi däitsch an eventuell och Lëtzebuenger, franséisch a belsch Clienten un däitsche Pompel tanken?

3. Tanktourismus schéngt nëmmen zu Lëtzebuerg negativ gekuckt ze ginn. Ass Tanktourismus e Problem oder ass et eng willkomm Steiereinnam an Zäiten, wou d'Sue knapp sinn? Wat mécht Lëtzebuerg, fir säi Steiervirdeel bäizebehalen an déi Einnahmen ze sécheren?

4. Wat ka Lëtzebuerg fir d'Kompetitivitéit vu sengem Logistik-Sektor maachen, deen net nëmme géint déi steierlech Subventiounen um Diesel (fir professionell Transporteuren) an der Belsch ze kämpfen huet, mee elo och mat méi engem niddrege Präis an Däitschland?

Prix du carburant | Question 6294 (02/06/2022) de Mme Martine Hansen | M. Gilles Roth (CSV)

« Mieux vaut faire son plein d'essence en Allemagne, voire à Thionville ! » – Sou ass haut e Presseartikel iwwer den Ënnerscheid vum de Spritpräisser iwwerschriwwen. Den Diesel an och de Bensinn sinn – jee no Zort – elo zu Lëtzebuerg méi deier wéi an Däitschland oder Frankräich. Dëst trotz der Applikatioun vu 7,5 Cent „Tankrabbat“ pro Liter Sprit hei am Land. Dorauer riskéiert elo, en Tanktourismus an ëmgedréinter Richtung ze entstoën.

An deem Kontext wëlte mir folgend Froen un d'Madamm Finanzministesch an un den Här Energieminister stellen:

– Wéi positionéiere sech d'Madamm an den Här Minister par rapport zum aktuelle Präisënnerscheid op Bensinn an Diesel, deen elo zum Nodeel vum de Clienten hei am Land ass?

– Wéi eng Moosnamen si geplangt, fir d'Präisser fir Bensinn an Diesel erofzedrécken a fir sou ze verhënnere, dass sech en Tanktourismus vu Lëtzebuerg a Richtung Däitschland a Frankräich entwéckelt?

– Wéi schätzen d'Madamm an den Här Minister den Impakt vum „Tankrabbat“ vun aktuell 7,5 Cent

pro Liter an? Si si der Meinung, dass dee muss an d'Luucht gesat ginn?

• Wa jo, op wéi e Betrag a vu wéini un?

• Wann net, wéi Gedanken d'Madamm an den Här Minister, der Präisspiral vum de Spritpräisser am Interessi vum Portmonni vum de Leit entgéintzewierken?

Réponse commune (05/07/2022) de Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

Duerch de Krich an der Ukrain sinn iwwerall op der Welt d'Bensinn- an Dieselpräisser iwwer déi leschte Méint an d'Luucht gaangen. Fir de Leit an dese schwéieren Zäiten ënner d'Ärem ze gräifen an d'Präisdeierecht ze bekämpfen, hunn déi meeschte Länner an Europa, an esou och ons Nopeschlänner, gezielt an temporär Mesurë geholl. Dës Mesurë gläiche sech iwwerall an notament goufe Subventiounen vum Präis op der Pompel, dacks duerch een Erofsetze vu Steieren oder Accisen, decidéiert. Zu Lëtzebuerg ass esou eng Subventioun am Kader vum Solidaritéitspak schonn am Abrëll a Kraaft getrueden. Esou kritt jiddereng eng direkt Reduktioun vu 7,5 Cent um Liter op der Pompel accordéiert.

Duerch d'Mesuren, déi eis Nopeschlänner geholl hunn, hu sech hir Präisser un der Pompel no ënnen ugepasst. Grad an Däitschland, wou Ufank vum Juni en Tankrabbat agefouert gouf, huet ee Präisser gesinn, déi un déi erukommen, déi een och zu Lëtzebuerg bezilt. Zanter dem 1. Juni huet Däitschland d'Besteuerung (Accisen an TVA) um Bensinn ëm 35 Cent pro Liter a beim Diesel ëm 17 Cent pro Liter erofgesat. Et ass dozou ze bemierken, datt, anescht wéi zu Lëtzebuerg, wou den Tankrabbat direkt an automatesch gräift, an Däitschland net gewosst ass, wat vum deser Baisse schlussendlech beim Endkonsument ukënn. D'Präisser un der Pompel an Däitschland fluktuéieren en fonction vum der Plaz an dem Dag, wou getankt gëtt. Dofir kann een net generell soen, datt et an der däitscher Grenzregioun, iwwerall an ëmmer, méi bëlleger wär ze tanke wéi zu Lëtzebuerg. Des Weideren ass et och onkloer, ob den Tankrabbat an Däitschland iwwerhaupt nach wäert weidergefouert ginn.

Wéi d'Finanzministesch den 28. Juni 2022 während der „heure d'actualité“ an der Plenië vum der Chamber ënnerstrach huet, sinn d'Recetten op de Pétrolsproduiten haut effektiv eng wichteg Source fir de Finanzement vum eisem Staat, an domadder vum Sozialsystem. Et muss een an deem Kontext verstoen, datt d'Accisen op de Liter gerechert ginn, datt heescht, datt, wann d'Präisser um Marché eropginn, bleiwen dem Staat seng Recettë pro Liter d'selwecht. Fir 2022 si ronn 930 Milliounen Euro budgetéiert vu Recetten op den Accisen um Bensinn an Diesel.

Anescht wéi d'Accisë gëtt d'TVA op dem Präis gerechert. Wann deen eropgeet, ginn d'TVA-Recetten och erop. Bei de Recettë bei der TVA louchen d'Zuelen, op dem 31. Mee dëst Joer, op engem Niveau vum 43 % vum deem Montant, dee fir d'ganz Joer budgetéiert ginn ass. 2021 louch een ëm dës Zäit bei 46,6 %.

Wat d'Evolutioun vum de Ventë vum Bensinn op der Pompel ueet, sou gesäit een, dass déi, op d'mannst bis de Mount Mee nach mat, nach iwwert dem Niveau vum 2021 louchen. Am Juni dogéint konnt ee gewësse Réckgang festgestallt ginn, wat wuel och op den Tankrabbat an Däitschland zrëckzeféieren ass. Et ass awer ze fréi, fir heirauser scho Schlussfolgerunge fir d'ganz Joer ze zéien.

⁶ Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 4 novembre 2020 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission consultative d'évaluation de l'intérêt supérieur des mineurs non accompagnés prévue à l'article 103 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

Nieft dem Krich an der Ukrain, deen an der Aktualitéit elo am Vierdergrond steet, gëtt et awer ëmmer nach eng Klimakris. Fir säin Deel am Kampf géint de Klimawandel bäizedroen, huet Lëtzebuerg decidéiert, den CO₂-Ausstouss bis 2030 ëm 55 % ze reduzéieren. Dozou gehéiert och, de Verkaf vu Bensinn an Diesel progressiv erofzefueren.

D'Zil ass also, dass mëttelfristeg manner Leit aus dem Ausland op Lëtzebuerg tanke kommen, wéi dat haut de Fall ass. D'Ventë si par rapport zu 2021 tendenziell eropgaangen. Et muss een also hei oppasse mat eventuelle Mesuren, déi riskéiere géifen, Lëtzebuerg par rapport zum Ausland ze vill attraktiv ze maachen.

Wéi och an der Chamber während der „heure d'actualité“ vum 28. Juni erkläert gouf, hält d'Regierung d'Situatioun awer weider genau am A, an dat am aktuelle Kontext, deen duerch vill Onsécherheete marquéiert ass.

Mam Logistik-Secteur mengt den honorabelen Deputéierten Här Kartheiser de Wueren- a Giddertransport iwwer d'Stroos. Do huet d'Regierung am Kader vum Tripartite-Accord vum 31. März 2022 mat de Sozialpartner ausgemaach, datt net nëmme Betriber aus deem Beräich, mee och aus der Konstruktioun an dem Liwensmëttelhandwierk, déi ënner den héijen Transportkäschte leiden, an esouguer dowéinst Perté maachen, eng finanziell Kompensatioun kënnen kréien. De Gesetzprojet 8019⁷, deen deemnächst an der Chamber gestëmmt gëtt, gesäit vir, datt bis Enn vun dësem Joer all Grupp aus deene Secteuren eng Hëllef vu bis zu 400.000 Euro ka kréien, fir déi zousätzlech Käschten ze decken, déi hinnen duerch déi aktuell Spritpräisser entstanen sinn. Doriwwer eraus ass d'Regierung den Ament amgaangen ze kucken, wéi dëst am Tripartite-Accord festgehale gouf, wéi ee Betriber encouragéiere kann, fir hir Flott progressiv ze dekarboniséieren.

D'Iwwerleeungen, fir esou eng Hëllef anzeféieren, fir Betriber ze encouragéieren, fir hire Fuerpark an deem Sënn ze moderniséieren, ass komplementar zum Gesetzprojet 7925⁸. Dëse Projet gesäit vir, datt Betriber eng finanziell Hëllef kënnen kréien, wa se bei sech Infrastrukturen installéieren, fir elektresch Gefrierer opzelueden, déi dann entweder vum Betriber selwer, senge Mataarbechter, oder vun aneren, externe Leit fir hir Gefrierer kënnen benotzt ginn. De Gesetzprojet 7925 gëtt an den nächsten Deeg an der Chamber gestëmmt.

Cigarette électronique jetable | Question 6275 (31/05/2022) de Mme Carole Hartmann | M. Claude Lamberty (DP)

Depuis sa mise en circulation en 2021, la « Puff », une mini-cigarette électronique préremplie et préchargée, jetable, et diffusant des arômes sucrés et fruités, est rapidement devenue un objet à la mode auprès des adolescents français.

Le Ministère de la Santé français a tiré la sonnette d'alarme face à un phénomène « préoccupant ».

À ce sujet, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Ce nouveau phénomène s'observe-t-il aussi au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, Madame la Ministre dispose-t-elle de chiffres ou de données sur la consommation de cigarettes électroniques jetables au Luxembourg ?

⁷ <https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailAlaChambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&id=8019>

⁸ <https://chd.lu/wps/portal/public/Accueil/TravailAlaChambre/Recherche/RoleDesAffaires?action=doDocpaDetails&id=7925>

3) Madame la Ministre, juge-t-elle utile d'informer davantage la population sur ce nouveau produit et ses risques ?

Réponse (04/07/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

ad 1) La loi modifiée du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac prévoit en son article 4 octies, paragraphe 1^{er} que « Les fabricants et les importateurs de cigarettes électroniques et de flacons de recharge sont tenus de soumettre une notification à la Direction de la santé concernant tout produit de ce type qu'ils ont l'intention de mettre sur le marché ». La notification du produit, qui doit contenir des informations limitativement énumérées par la loi précitée, doit être faite six mois avant la mise sur le marché. Par ailleurs, une taxe de 5.000 € est due (article 4 octies, paragraphe 4 de la loi antitabac) pour chaque notification de produit.

Des notifications pour des produits similaires aux mini-cigarettes Puff ont été déposées à la Direction de la santé en vue de leur commercialisation au Luxembourg. Actuellement aucun des dossiers notifiés n'est complet car la taxe de 5.000 € n'a pas encore été acquittée pour aucun des dossiers. Les déclarants ont été contactés et invités à régler la taxe, jusqu'à présent aucun des déclarants n'a cependant donné des suites à cette demande. À défaut d'un dossier de notification complet la commercialisation de ces produits reste illégale. À noter également que dans le cadre d'actions ponctuelles de contrôle dans plusieurs points de vente, des produits non déclarés ont déjà été retirés.

Le fait que les produits de vapotage ne sont soumis ni à un droit d'accises ni à une autorisation de vente délivrée par l'Administration des douanes et accises, au même titre que les produits du tabac, il n'est pas possible de connaître précisément tous les points de ventes dans le pays ainsi que les quantités mis à la vente et d'y effectuer des contrôles. Ce problème n'est pas spécifique au Luxembourg, mais est récurrent dans la plupart des pays européens, dont notamment en Belgique et en France.

ad 2) Actuellement le Ministère de la Santé ne dispose ni de chiffres ni de données sur la consommation de cigarettes électroniques jetables au Luxembourg. Les chiffres dont dispose le Ministère de la Santé concernent tous les produits du vapotage sans distinction et proviennent de l'étude sur la prévalence tabagique au Luxembourg commandée par la Fondation Cancer, à laquelle le Ministère de la Santé s'est associé pour la reconduite des prochaines études de la prévalence tabagique au Luxembourg.

Des questions sur les habitudes de consommation de la cigarette électronique dans la population y sont prévues et permettront de suivre l'évolution de sa prévalence dans le temps.

ad 3) Le Ministère de la Santé reconnaît que la cigarette électronique sous toutes ses formes ou variantes constitue un risque potentiel pour la santé.

La cigarette électronique simule l'acte de fumer et normalise l'image de fumer en société. La nicotine contenue dans les e-liquides entraîne rapidement une dépendance et constitue pour les jeunes une porte d'entrée vers un tabagisme de longue durée dont il sera difficile de se sevrer.

Les ingrédients utilisés dans les cigarettes électroniques n'ont pour la plupart pas été testés en inhalation et leurs effets sur la santé à long terme restent incertains et inquiétants. De nombreuses études en laboratoire ont révélé la présence de métaux lourds, tels que le nickel, le chrome, le plomb et d'autres substances cancérigènes dans la vape inhalée.

Le Ministère de la Santé prend par conséquent très au sérieux l'émergence de ce type de produits. Des

mesures préventives pour protéger la population, et notamment les plus jeunes de l'exposition aux fumées et vapeurs émises par les produits du tabac, ont été mises en place et concernent également les produits de la cigarette électronique jetables :

– l'interdiction de vapoter aux mêmes endroits où s'applique l'interdiction de fumer, ce qui comprend aussi particulièrement les aires de jeux pour enfants, les enceintes sportives où des jeunes de moins de 16 ans pratiquent un sport ;

– l'interdiction de fumer et aussi de vapoter dans les véhicules si des enfants de moins de 12 ans sont à bord ;

– l'interdiction de vente de cigarettes électroniques et des flacons de recharge aux mineurs, au même titre que les produits du tabac ;

– l'interdiction de publicité pour les cigarettes électroniques et des flacons de recharge, sauf dans les points de vente ;

– les ventes à distance des cigarettes électroniques et de flacons de recharge, depuis ou vers le Luxembourg, sont interdites, y compris si le commerçant se trouve à l'étranger. Les boutiques en ligne sont par conséquent interdites ;

– les interdictions citées plus haut sont également applicables aux cigarettes électroniques et aux flacons de recharge sans nicotine ;

– la mise à disposition sur le site <https://sante.public.lu/fr/prevention/tabac/index.html> d'informations sur les dangers des produits du tabac à destination de la population ainsi que la réalisation de campagnes nationales de prévention antitabac.

Aides suite aux inondations du mois de juillet 2021 | Question 6276 (01/06/2022) de M. Max Hengel | M. Léon Gloden | Mme Octavie Modert (CSV)

D'Héichwaasserkatastroph am Juli lescht Joer huet a verschiddene Géigende vum Land extreem Schied hannerlooss vun deem esouwuel Privatleit, Baueren, Geschäftsleit an och Gemenge betraff waren. An den Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen N°5691 an N°6008 huet d'Regierung erkläert, dass finanziell Hëllef vum 100.000.000 Euro un d'Affer ausbezuelt sollte ginn. Laut engem Artikel op wort.lu ware bis Mëtt März awer eréischt 12 Milliounen ausbezuelt ginn. An engem weideren Artikel aus dem Wort vum 28. Mee 2022 ass ze liesen, dass verschidden Affer awer bis haut, trotz Zousoen, keng finanziell Ënnerstützung kritt hunn. Dës Zusoen hu mir och vu Privat- a Geschäftsleit sou wéi vun de Gemengeresponsabelen héieren.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung riichten:

– Kann d'Regierung dës Informatioun bestätegen?

– Wa jo, wat sinn d'Grënn fir net bezuelten Hëllef? Ginn dës Hëllef nach ausbezuelt?

– Wa jo – bis wéini gedenkt d'Regierung, dës Hëllef ze bezuelen?

Réponse commune (22/06/2022) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur | Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes

Privatleit

Wat d'Hëllef fir déi vun den Iwwerschwemmung vum 14. a 15. Juli 2021 concernéiert Privatleit betrëfft, goufe 664 Demandé fir eng finanziell Ënnerstützung beim Familjeministère um Datum vum 13. Juni 2022 agereecht. Dovunner huet de Familjeministère bis ewell 598 Demanden ofgeschloss, dat heescht knapp 90 % vun den Dossiere goufen traitéiert, an et goufen

Hëllef an Héicht vu 7.162.511 Euro u Privatleit ausbezueelt.

Domadder stinn nach 66 Dossiere beim Familljeministère op, well d'Leit déi néideg Dokumenter nach net agereecht hunn, fir den Dossier ze completéieren (zum Beispill d'Antwort vun der Assurance, d'Preuve vun de Revenuen oder – am Fall vu Residenzen – eng Opdeelung vun de Käschten). Soubal en Dossier komplett ass, kann de Familljeministère dësen un d'Kommissioun weiderginn (Commission des secours sociaux demandés à la suite de catastrophes naturelles), fir en ofzeschlëssen.

Gemengesecteur

Wat de Gemengesecteur betrëfft, goufe Schied an Héicht vun 21.186.810,71 Euro gemellt. Den Inneministère huet bis de 16. Juni 2022 32 Demandë vu Gemengen erakritt an eng vun engem Syndikat. Op den Dag vum 16. Juni 2022 si 7 Gemengen an 1 Syndikat fir insgesamt 1.372.987,48 Euro entschiedegt ginn.

Et sinn nach 24 Dossiere vu Gemengen en cours, well och hei d'Dossieren entweder net komplett sinn oder déi néideg Piècë feelen, fir ze analyséieren, ob déi Schied eligibel fir e Remboursement sinn oder net. Déi ausstoend Dossiere belafen sech op eng Zomm vun 19.824.062,42 Euro. D'Gemengen an d'Syndikater kënnen hir Demandë nach bis den 1. Juli 2022 areechen.

Betribler

Säitens der Generaldirektioun fir de Mëttelstand sinn nëmmen déi Dossieren nach net integral ausbezueelt ginn, an deenen nach Dokumenter feelen an deemno d'Demande nach net komplett ass. Sou wéi an der Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 5101 preziséiert ginn ass, sinn d'Grënn déi, dass entweder keng Expertise vum Assureur oder keng Rechnunge virleien. An deene besote Fäll sinn awer ëmmer Avancen ausbezueelt ginn, an de Solde gëtt liquidéiert, soubal déi erfuerdert Dokumenter virleien.

Double diplôme de fin d'études secondaires | Question 6277 (01/06/2022) de **Mme Martine Hansen** | **M. Marc Spautz** (CSV)

Am Koalitionsaccord 2018–2023 gëtt am Kapitel iwwer d'Moderniséierung vun der Offer vun der Berufsausbildung e sougenannten duebelen Diplom als Ofschloss vun Enseignement secondaire an Auszucht gestallt: « Un double diplôme sera introduit au niveau de la classe de fin d'études secondaires. Ainsi, les élèves auront la possibilité de passer leur baccalauréat en même temps qu'ils pourront obtenir un diplôme d'aptitude professionnelle (DAP). La possibilité de la création d'un bac professionnel sera analysée. »

An deem Kontext wëllt mir folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

– Kann den Här Minister eis iwwer den aktuelle Stand vun der Aféierung vun dësem duebelen Diplom informéieren?

– Ass ee Pilotprojet amgaangen?

• Wa jo, a wéi engem Lycée, a wat sinn déi aktuell praktesch Erfarungen domat?

• Wann net, wat sinn d'Grënn dofir, dass deen am Koalitionsaccord verankerte Projet bis elo net ëmgesat gouf?

• Ass geplangt, deen an dëser Legislaturperiod nach ulafen ze loossen?

Réponse (05/07/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

De Projet „duebelen Diplom Première + DAP“ verlaangt an der Ëmsetzung méi Zäit ewéi gemengt: Et

ass schwéier, e Konsens ënnert de Partner vun der Berufsausbildung hierzestellen doriwwer, wéi eng Contenué vun deenen zwou Formatiounen als essentiell unzegesig ginn, respektiv wou déi eng Formatioun déi aner completéiert.

Opgrond vun der Pandemie haten déi zoustänneg Servicer vun mengem Departement net déi néideg Disponibilitäten, mat de Partner, déi um Projet associéiert musse ginn, en attraktivt Konzept an en ausgeglichene Programm auszuschaffen. Deemno wäert fir d'Rentrée 2022/2023 kee Projet prett sinn, fir kënnen ze starten.

D'Iwwerleeunge ronderëm dësen duebelen Diplom sollen awer weidergefouert ginn. Schliesslech gëtt esou een Diplom vun alle méigleche Säiten als sënnvoll a wäertvoll ugesinn.

Situation des chercheurs luxembourgeois travaillant à l'étranger | Question 6278 (01/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

Lëtzebuurger Akademiker, déi am Ausland als Héichschoulprofesser oder Fuerscher ugestallt waren, kënnen eng béis Iwwerraschung erliewen, wa si hir Pensiouen hei am Land wëlle verbréngen. D'Paien am öffentleche Secteur, inklusiv an der Fuerschung, am Ausland kommen dacks net un déi lëtzebuergesch erun, an d'öffentlech Altersvirsuerg ass an deene Länner dacks manner entwéckelt wéi heiheem, esou datt d'Pensiounen deementspreechend méi kleng sinn. Trotzdeem hunn dës Leit an hirer beruflecher Karriär och eppes fir eist d'Land gelescht an de Ruff vu Lëtzebuerg no bausse vertraueden an engem Beräich, wou mir eréischt zënter 2003 richtig op der Landkaart sinn. Anerersäits ass an der Fuerschung, wéi och an der akademescher Léier eng héich Mobilitéit gefrot, bei där eng beruflech Karriär ee bal zwéngend an d'Ausland féiert.

Dowéinst wëllt ech dem Här Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Ass d'Regierung sech der prekärer Situatioun bewusst, där Lëtzebuurger Fuerscher an Unisprofessere kënnen ausgesat sinn, déi am Ausland geschafft hunn?

2. Ass d'Regierung sech bewusst, datt déi international Mobilitéit an der Léier an an der Fuerschung en normalen an esouguer noutwennegen Deel vun enger akademescher Carrière ass?

3. Wéi bewäert si, eventuell am Kader vum „Nation Branding“, den Impakt vun akademeschen Aktivitéit vu Lëtzebuurger am Ausland?

4. Am Fall, wou d'Regierung wëllt, op d'mannst bei Härtefäll, esou Leit entgéintkommen, wou wäeren Usatzméiglechkeeten? Ass et realistesch, un e Fong ze denken, dee vum FNR kéint agericht ginn? Oder un eng Bourse, déi no der beruflecher Karriär fir där hir Dauer kéint ausbezueelt ginn?

5. Wou gi jonk Lëtzebuurger Akademiker, déi eng Karriär am Ausland an d'A faassen, beroden, fir datt si am Alter net virun esou Problemer stinn? Wéi wäit weess d'Lëtzebuurger Regierung iwwerhaupt, wann e Lëtzebuurger am Ausland en akademesche Posten an der Léier oder der Fuerschung unhëlt?

Réponse commune (05/07/2022) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

D'Regierung ass sech bewusst, dass Lëtzebuurger Fuerscher, Universitëitsprofesseren an am Allgemengen all Lëtzebuurger Staatsbierger, déi hir beruflech

Karriär am Ausland verbruecht hunn, oft méi kleng Pensioune kréien, wéi wa se hir Karriär zu Lëtzebuerg gemaach hätten. De Reglement (CE) N° 883/2004 koordinéiert d'Sozialversicherungssystemer an Europa a reegelt, ënner anerem, och d'Pensiousberechnung fir Leit, déi a méi Länner geschafft hunn. Nieft der EU-Reglementatioun huet Lëtzebuerg och nach bilateral Konventiounen mat iwwer 35 Länner ofgeschloss. Ee wichtege Prinzip ass d'Totalisatioun vun de Versécherungszeiten aus den eenzele Länner, fir d'Urecht op eng Pensiouen ze préiwien. Viraussetzung ass natierlech, dass Cotisatiounen an de Länner abezueelt goufen.

D'Mobilitéit ass e wichtege Deel an der Karriär vun engem Fuerscher a féiert dozou, dass Fuerscher, egal wéi eng Nationalitéit se hunn, oft hir Karriär a verschidene Länner maachen an deementspreechend a verschidde Pensioussystemer abezuelen a vun do aus och verschidde Deeler vu Pensioune kënnen kréien.

D'Regierung ass houfereg, dass et ganz vill exzellente Lëtzebuurger Fuerscher an Universitëitsprofesseren am Ausland ginn, déi och reegelméisseg zu Lëtzebuerg agebonne ginn, sief dat bei enger Evaluatioun vun engem Projet oder enger Fuerschungsinstitutioun oder och an engem Verwaltungssrot vun enger Institutioun.

D'Missioun vum nationale Fuerschungsfong FNR gesi vir, dass Fuerschungsaktivitéit kënnen finanziert ginn, wou och de Salaire vum Fuerscher derzou gehéiert. Seng Mëttele kënnen awer net agesat gi fir Persounen, déi an der Pensiouen sinn.

D'Regierung huet sech an de leschte 15 Joer um EU-Niveau dofir agesat, dass jonk Fuerscher während dem Doktorat, also vun Ufank u vun hirer Karriär, schonns sozialverséichert sinn, an dat wierkt sech positiv aus op d'Durée an d'Héicht vun hiren zukünftege Pensiounen. Sait 2008 ass dës de Fall fir de Gros vun den Doktoranden an de Fuerschungsinstitutiounen an op der Universitëit Lëtzebuerg.

Procès-verbaux dressés contre des automobilistes | Question 6280 (01/06/2022) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Mat der parlamentarescher Fro N° 6200 wollt ech mech iwwer d'Unzuel vun de Protokoller reisegeiere, déi an de leschte sechs Méint u Vëlofuereger ausgestallt goufen. Gläichzäiteg wollt ech mech och doriwwer reisegeieren, wéi vill Automobiliste géint den Artikel 125.08 (<1,5 m beim Iwwerhuele vu Vëloen) vum Code de la route verstouss hunn. Goufen an där Zäit 47 gebührepléichteg Verwarnungen u Vëlofuereger ausgestallt, sou gouf am nammlechten Zäitraum keen eenzeg Automobilist wéinst enger Infraktioun vum genannten Artikel penaliséiert.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Froe stellen:

1. Wéi vill Protokoller goufen an de leschte sechs Méint un Automobilisten ausgestallt, well se fir eng Infraktioun vis-à-vis vun engem Vëlofuereger verantwortlech waren? Wéi vill Protokoller goufen an de leschte sechs Méint insgesamt un Automobilisten ausgestallt?

2. Ëm wéi eng Infraktiounen huet et sech dobäi gehandelt?

Réponse (22/06/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre de la Sécurité intérieure

ad 1. an 2. An de leschte sechs Méint huet d'Police bei Verkéierskontrolle pro Mount an der Moyenne eng 4.000 Verstéiss vun Automobiliste géint d'Artikelen aus dem Code de la route festgestallt an en Avertissement taxé (AT) ausgestallt. Wann een déi mobil a fix Radaren esou wéi déi gebührepléichteg Verwarnunge vun

den Agents municipaux mat consideréiert, kënn een op duerchschnëttlech 60.000 Aten, déi pro Mount un Automobilisten ausgestallt gi sinn.

Laut dem Code de la route ass et bei den allermeeschten Infraktiounen irrelevant, wat fir ee Verkéiersteilnehmer eng Infraktioun par rapport zu engem anere Verkéiersteilnehmer begaangen huet. Deemno ass et net méiglech, d'Zuel vun Infraktiounen spezifesch par rapport zu engem Vélosfuerer ze ginn. D'Police grand-ducale lancéiert reegelméisseg präventiv Campagnen, fir all Verkéiersteilnehmer op géigesäitege Respekt an déi néideg Geste fir méi Sécherheet am Verkéier nohalteg ze sensibiliséieren.

.....

Accidents avec des faons lors des travaux de fauchage | Question 6282 (01/06/2022) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Zu dëser Joreszäit ginn an der Landwirtschaft massiv Wise geméit. Dobäi kënn et ëmmer nees zu ganz traurigen Zeenen, wou Réikitzen den Traktere mat de Méimaschinen zum Affen falen. Rezent ass et am Raum Jonglënster zu sou engem dramateschen Tëscheffall komm, wou gläich aacht Réikitze reegelrecht zerrappt gi sinn. E puer waren direkt dout, anerer, déi trotz ofgetrennte Glidder nach gelieft hunn, hu misse vu Jeeër erléist ginn. An Däitschland ass et esou, datt de Bauer dem betroffene Juegdpiechter Bescheed muss soen, éier en eng Wiss mam Trakter méit. Hei zu Lëtzebuerg ass dat net de Fall. Déi däitsch Regierung stellt dann der Jeeërschaft esouguer dräi Milliounen Euro zur Dispositioun, fir Drone mat Wärmekameraen anzesetzen, fir de Baueren d'Kitze mellen ze kënnen.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt et hei zu Lëtzebuerg keng kloer Reegele gëtt, fir ze verhënneren, datt all Joer Honnerte Kitzten op dës grausam Aart a Weis stierwen müssen?

2. Ass et vun der Naturverwaltung villäicht esouguer gewollt, fir an dëser Saach keng Reegelen anzeféieren, dat mam Argument, datt et souwisou schonn eng Iwwerpopulatioun vun de Réi gëtt?

3. Ville Baueren a Jeeër am Land ass d'Problematik bekannt, déi schaffen och schonn zesammen an hu sech Wäermebildkameraen ugeschafft, fir virum Méine mat Dronen iwwert d'Wisen ze fléien. Missten dofir fir d'Leit, déi dës fir Kitzte liewensrettend Mesurë scho praktizéieren, direkt finanziell Hëllef gëllen?

Réponse commune (05/07/2022) de **Mme Joëlle Welfring**, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | **M. Claude Haagen**, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Iwwert déi vum éierewäerten Deputéierten avancéiert Zuel zu „Honnerte Kitz“ ka keng Positioun bezu ginn. D'Naturverwaltung (ANF), respektiv aner staatlech Verwaltungen hu keng Informatiounen dorüwer, wéi vill Réikitzen an aner Déieren all Joer duerch landwirtschaftlech Aktivitéite blesséiert ginn oder stierwen. Dobäi sief och vermierkt, datt net just den Nowues vum Réi duerch Maschinne während dem Schnatt zu Schued kënn oder stierft, mee och aner Déieren- a Planzenarten (buedembréiend Vullen, spéitbléiend Planzen an divers Insektenarten) dovou beträff sinn.

Kloer Reegelen zum Thema gëtt et zu Lëtzebuerg net. Allerdéngs gëtt et awer ee virbildlecht Déiereschutzgesetz, souwéi een Naturschutzgesetz, déi an hiren Dispositiounen dës Thematik indirekt mat couvréieren:

Loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux.

Art. 1^{er}. Objectif

« [...] Il est interdit à quiconque sans nécessité de tuer ou de faire tuer un animal, de lui causer ou de lui faire causer des douleurs, des souffrances, des angoisses, des dommages ou des lésions. [...] »

Loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.

Art. 19. Interdictions d'atteintes aux espèces animales sauvages

« Sont interdites toutes exploitation, utilisation, mutilation ou destruction non justifiées d'espèces animales sauvages. Toute manipulation d'individus de ces espèces doit se faire dans des conditions conformes aux impératifs biologiques de leur espèce et au respect de leur bien-être. [...] »

Art. 21. Dispositions visant les espèces animales protégées particulièrement

« (1) Concernant les espèces animales intégralement protégées en supplément des interdictions prévues à l'article 19, il est interdit : [...] »

2° de perturber intentionnellement des individus de telles espèces, notamment durant les périodes de reproduction, de dépendance, d'hibernation et de migration ; [...]

4° de détériorer ou de détruire leurs sites de reproduction ou leurs aires de repos ; [...]

ad 2. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an d'ANF hunn ëmmer fir méi ee spéit Méien am Joer plaidéiert, dëst fir d'Arteivillfalt ze schützen. Dorënner fale selbstverständlech, nieft ville buedembréiende Vullen, souwéi spéit bléiende Planzen an deenen drop ugewisenen Insekten och d'Reikitzen. Am sougenannte Biodiversitéitsreglement (Règlement grand-ducal du 11 septembre 2017 instituant un ensemble de régimes d'aides pour la sauvegarde de la diversité biologique en milieu rural) ginn extra Programmen definéiert, fir de Baueren e Subsid ze bezuelen, fir méi spéit ze méien.

ad 3. Effektiv gëtt et esou technesch Léisungen. Déi am mannsten opwänneg Method ass awer, den éischte Schnatt vum Joer esou spéit wéi méiglech ze maachen, dovunner profitéiert d'Natur insgesamt. Dann ass nämlech eng méi grouss Unzuel un Déieren- a Planzenaarte kapabel, fir hiren natierlechen Zyklus duerchzuféieren a sou vun dëser Moosnam ze profitéieren. Notamment Réikitzen an aner Déierenarten si scho méi grouss, respektiv d'Planzenaarte kéinte fäerdeg bléien an aussomen. Wéi an der zweeter Äntwert erwänt, ginn et fir ee spéiden éischte Schnatt finanziell Ureizer.

Aktuell ginn et keng finanziell Hëllef fir Drone mat Wäermebildkameraen.

.....

Charges locatives de logements publics | Question 6283 (01/06/2022) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk)

La hausse des prix de l'énergie depuis l'automne 2021 a fait fortement augmenter les frais de chauffage et de l'électricité des ménages. Les locataires et notamment les locataires de logements publics en sont souvent le plus impactés.

La majorité des logements publics locatifs existants sont gérés par les deux promoteurs publics nationaux : Le Fonds du logement gère 2.064 logements locatifs et la SNHBM en gère 455.

Les loyers demandés par ces promoteurs publics sont calculés suivant une formule prenant en compte le revenu disponible net des locataires, la composition du ménage, la surface et l'ancienneté des logements et ne

peuvent donc en principe augmenter qu'en cas d'un changement au niveau des paramètres cités voire dans le cas d'une augmentation de l'indice des prix à la consommation. Les charges locatives mises à charge des locataires peuvent pourtant massivement varier, notamment en fonction des prix de l'énergie.

Partant je voudrais poser les questions suivantes concernant l'évolution des charges facturées par les deux promoteurs publics prémentionnés à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un inventaire des logements locatifs publics gérés par le Fonds du logement et de la SNHBM ventilé en fonction de leur performance énergétique (Energiepass) ?

2) Le Fonds du logement et la SNHBM ont-ils entretemps adapté les charges locatives mises à charge des locataires ? Dans l'affirmative, quand cette adaptation a-t-elle eu lieu ?

3) Dans l'affirmative encore, Monsieur le Ministre peut-il me fournir un tableau reprenant les taux d'augmentation des charges locatives ventilés en fonction de la performance énergétique des logements ?

4) Qu'arrive-t-il à un ménage-locataire d'un logement public qui ne peut pas remplir ses obligations de paiement en matière de charges locatives ?

5) Comment se présente le décompte des charges locatives adressé aux locataires ? Les frais liés au chauffage ainsi qu'à l'électricité sont-ils clairement séparés des autres frais permettant ainsi aux locataires de connaître précisément l'impact de la hausse des prix de l'énergie sur leurs charges locatives ?

Le règlement grand-ducal de 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit des réductions de loyer (via la composante de la surface) en fonction de la qualité et de l'ancienneté des logements. La performance énergétique du logement ne figure pourtant pas parmi les critères pouvant justifier une réduction du loyer.

6) Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer si les réductions de loyer possibles mentionnées ci-dessus sont suffisantes pour compenser la hausse des charges locatives liée à l'explosion des prix de l'énergie qui frappe davantage les locataires de logements publics plus anciens qui n'ont pas fait l'objet d'un assainissement énergétique ?

7) Monsieur le Ministre prévoit-il un mécanisme de compensation temporaire en faveur des locataires de logements publics les plus touchés par la hausse des prix énergétiques en prenant en compte la performance énergétique des logements tel qu'il est prévu à l'avenir pour le calcul du loyer abordable (projet de loi n° 7937) ou bien envisage-t-il un plafonnement des charges locatives afin d'éviter une surcharge des locataires ?

Réponse (15/07/2022) de **M. Henri Kox**, Ministre du Logement

La répartition du parc des logements locatifs selon leurs catégories de performance énergétique se présente de la façon suivante :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Il est à noter que le parc locatif du Fonds du logement a une certaine ancienneté et contient un certain nombre d'anciennes bâtisses qui nécessitent encore une rénovation profonde. Afin d'améliorer la performance énergétique de ces bâtisses, le Fonds du

logement a mis en place une stratégie de rénovation énergétique de son patrimoine. Les objectifs principaux de cette stratégie sont :

- l'amélioration de l'efficacité énergétique,
- la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- le remplacement des installations techniques vétustes,
- d'éviter la précarité énergétique des locataires du Fonds du logement.

ad 2) Le Fonds du logement a réévalué le montant des provisions pour charges locatives mises à charge des locataires à hauteur de 20 %. Cette augmentation aura pour objectif d'atténuer la régularisation du décompte annuel des charges locatives du fait de ces hausses de prix et prendra effet à partir du 1^{er} juillet 2022.

Tous les locataires ont été informés par courrier de cette adaptation de leurs avances de charges. Le courrier inclut une note explicative, le montant adapté des provisions pour charges locatives ainsi qu'une information sur les bonnes pratiques à adopter afin de réduire la consommation énergétique.

Au regard de la performance énergétique de ces bâtiments, la SNHBM n'a pas procédé à une réévaluation des provisions de charges locatives autres que celles qui se sont imposées dans le contexte des décomptes réalisés au cours du premier semestre 2022.

ad 3) Les charges locatives de l'année en cours ne peuvent être établies qu'au moment de l'établissement des décomptes annuels en début de l'année 2023. Il n'est dès lors pas possible d'établir, à l'heure actuelle, un tableau reprenant les taux d'augmentation des charges locatives ventilées en fonction de la performance énergétique des logements.

ad 4) Les bailleurs sociaux publics Fonds du logement et SNHBM ont mis en place une procédure de gestion sociale des impayés pour la location lorsqu'il y a un constat de l'inexécution contractuelle, c'est-à-dire le non-paiement de loyer, d'avances de charges, de décomptes de charges ou de la garantie locative ainsi que toute autre facturation.

Le but est d'envisager des solutions adaptées à la situation des locataires et de privilégier une solution à l'amiable qui engendrera la signature d'un protocole d'accord visant à établir un plan de paiement pour permettre au locataire d'étalement le paiement sur une durée en adéquation avec ses capacités de paiement.

Si malgré tous ces efforts, aucune solution n'est trouvée, le dossier passera par une commission consultative pour un avis quant à la résiliation du bail.

ad 5) Un décompte annuel des charges locatives est adressé à chaque locataire qui comprend le montant adapté des charges, la situation comptable existante, la répartition d'exercice avec l'ensemble des charges incombant au locataire ainsi qu'un état détaillé des dépenses reprenant toutes les factures par poste du décompte de l'exercice écoulé.

En plus, les locataires ont la possibilité de consulter les pièces justificatives du décompte au siège du Fonds du logement.

Les frais liés au chauffage ainsi qu'à l'électricité (frais communs) figurent bien en tant que catégorie séparée sur le décompte de charges, tout comme les autres types de charges (p. ex. charges communes telles que travaux de nettoyage, consommation d'eau, etc.). Chaque locataire reçoit à cet égard son décompte détaillé et individuel ainsi qu'une copie du décompte global de la résidence.

En ce qui concerne les frais d'électricité privés, chaque locataire conclut individuellement un contrat avec un fournisseur d'électricité.

ad 6) Pour le moment, une réduction de loyer pour compenser la hausse des charges locatives n'est pas appliquée aux logements de la SNHBM et du Fonds du logement.

ad 7) Avec le « Solidaritéspak », une série de mesures ont été introduites afin de venir en aide aux ménages à faible revenu, particulièrement exposés à l'enchérissement des prix de l'énergie. Il s'agit plus particulièrement du crédit d'impôt énergie (CIE) temporaire pour indépendants, salariés et pensionnés et de l'équivalent crédit d'impôt (ECI), versé aux bénéficiaires du revenu d'inclusion sociale (REVIS) et du revenu pour personnes gravement handicapées (RPGH).

Afin que cette mesure puisse effectivement venir en aide aux ménages à faible revenu concernés particulièrement par les hausses des prix d'énergie et conformément au règlement grand-ducal du 30 juin 2022 relatif au calcul du loyer prévu par le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998, il n'est pas tenu compte des crédits d'impôt énergie et de l'équivalent crédit d'impôt pour les années 2022 et 2023 lors de la détermination du revenu net disponible d'un ménage en vue du calcul du loyer pour le logement locatif subventionné qu'il habite.

Écrivains au programme de l'enseignement secondaire | Question 6284 (01/06/2022) de M. Fred Keup (ADR)

Verschidden Organisatiounen fuerderen, datt de Rasmusus soll an de Schoulprogrammer berécksiichtegt ginn. Als Prioritéit gétt verlaangt, „net wäiss“ Auteuren a Kënschtler an de Programmer ze studéieren an hir Wierker an de Schoulbibliothéiken unzebidden. Esou eng Approche werft eng ganz Rëtsch Froen op:

1. Ass d'Regierung der Meenung, datt Wierker no der Hautfaarf vum Auteur zréckzebehalen oder net, net och eng rassistesch Demarche ass?

2. Ass et net eng zentral a prioritär Aufgab vum der Lëtzebuerger Schoul, fir déi Lëtzebuerger an déi europäesch Kultur un déi nächst Generatiounen virunzeginn?

3. Wann ausgerechent an esou fräie Beräicher wéi Konscht a Literatur eng diskriminatoirech Selektioun zum Nodeel vun ouni Zweifel majoritäre wäissen (a männlechen) Auteuren sollt fir néideg fonnt ginn, wär dann och an den Naturwëssenschaften d'prioritäreit Behandelung vun net wäissen (an net männleche) Fuerscher a Wëssenschaftler e logesche Schrack?

Réponse commune (04/07/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **Mme Sam Tanson**, Ministre de la Justice

Fir unzefänke wëlle mir betounen, datt d'Wierker, déi an der Schoul behandelt ginn, net no der Hautfaarf vum Auteur ausgewielt ginn. Allerdéngs erweist sech grad an de Geeschteswëssenschaften eng multiperspektivesch Approche als sënnavoll. Dobäi handelt et sech ëm de geneeëe Contraire vun enger rassistescher Demarche.

Eng multiperspektivesch Approche setzt de Stellenwert vun der Lëtzebuerger an europäescher Kultur dach net erof: Mir erënneren an deem Kontext un déi sëlleg Effort, déi den Educationministère an de leschte Joren ënnerholl huet, fir d'Lëtzebuerger Sprooch a Kultur an der Schoul ze férdere. Och déi staatlech Kulturinstituter sinn un deem Prozess bedeelegt, sief et duerch d'Formations continues, déi se ubidden, oder duerch d'Éditionen vu pedagogeschen Dossieren an didaktesche Carneten iwwert d'Lëtzebuerger Literatur, respektiv d'Lëtzebuerger Musek.

Wat déi wëssenschaftlech Fächer betrëfft, sou geet et drëms, gesécher Erkenntnisser, déi op enger zolitter wëssenschaftlecher Basis berouen, ze vermëttelen, an net ëm d'Hautfaarf oder d'Geschlecht vun de Fuerscher oder Wëssenschaftler.

Ofschléissend géife mir all Concernéiert drëms bieden, onpolemesch a mat där néideger Sachlechkeet un dës Froen erunzegen.

Introduction d'une charte des bonnes pratiques pour l'industrie du film | Question 6285 (01/06/2022) de M. Fred Keup (ADR)

De kënschtlereschen Direkter vum LuxFilmFest a President vun „Europa Film Festivals“ ass amgaangen, eng Charte auszuschaffen, déi Cineasten, Festivalsdirekteren a Filmverkeefere zu etheschem Verhalen opriff, besonnesch am Hibleck op Genderparitéit an Ökologie. An engem Artikel am „Le Quotidien“ vum 30. Mee 2022 („Trop de films, c'est la rançon du succès“) gétt den Entwurf esou beschriwwen: « Le LuxFilmFest n'a pas attendu #MeToo pour se sentir concerné par la parité de genre, et il suffit de jeter un œil aux premières programmations, en 2011 ou 2012, pour y trouver des films sur la montée des eaux et le réchauffement climatique : ça a toujours été dans notre ADN. Par extension, cette charte incite très fortement à adopter une démarche sociale. »

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Kulturminister:

1. Wéi steet d'Madamm Minister zur Tatsaach, datt de kënschtlereschen Direkter vun engem Filmfestival, un deem de Staat bedeelegt ass, eng Charte ausschafft, déi sech zum Zil setzt, „de révolutionner les bonnes pratiques“ an der Filmindustrie? Besteet hei net d'Gefor, datt sech ee wichtege Acteur vun der Lëtzebuerger Kulturzeen als moralesch Instanz positionéiere wëllt an datt esou eng Charte een Agréff an d'Konschtfreiheet vun de Cineasten an déi kommerziell Freiheet vun der Filmindustrie bedeit, andeems se dës Berufsspart zu engem gemeinsame Wäertekanon verëfflicht?

2. Wéi steet d'Madamm Minister grondsätzlech zur Iwwerleeung, datt d'Konschtfreiheet respektiv d'Meinnungsfreiheet an hirer Totalitéit ze respektéieren ass an datt just bei Verstéiss géint d'Zivilitéit (z. B. Diffamatiounen oder Opriff zur Gewalt) d'Justiz agräife sollt?

Réponse (30/06/2022) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture

Am Interview vun der Dageszeitung „Le Quotidien“ vum 30. Mee 2022, op deem den honorabelen Deputéierte sech beriff, geet riets vun enger Charte de bonnes pratiques, déi de Réseau „Europa Film Festivals“ amgaangen ass auszuschaffen. De Réseau Europa Film Festivals ass een nach jonken Zesummeschluss vun europäesche Filmfestivaller, déi sech an hirer Ausrichtung, an hirer Envergure an an hirem Fonctionnement gläichen. Dass de Luxembourg City Film Festival (LCFF) an deem Réseau opgeholl gouf, mat ronn enger Dose anleche Festivaller, wéi deem vu Belfast oder Galway an Irland, oder nach deene vu Reykjavik, Hamburg, Bordeaux oder Genève, ass u sech schonn eng immens gutt Nouvelle fir eise Festival. Et ass awer och eng gutt Nouvelle fir ons Filmschafend, déi esou indirekt mat an dat Netzwierk erakommen. Ech wëll och ënnersträichen, dass de kënschtlereschen Direkter vun LCFF, den Alexis Juncosa, zanter deem Fréijoer dee Réseau och presidéiert – wat e weideren Hiwäis op hir Unerkennung an hirem Seriö ass.

Dës Charte des bonnes pratiques ass en Dokument, dat aus dem Wëllen entstanen ass vun de Festivaller u sech, mee och vun de Verkeefere vu Filmer – déi och

e Reseau hunn –, fir hir Geschäftsrelatiounen, déi bis elo meeschtens mëndlech verlaf sinn, ze verschrëftlechen an eebe „gutt Praxisse“ festzehalen. Do geet et ëm ganz vill verschidden Elementer, vun technesche Standarden iwwer ufalend Käschte bis bei e korrekten Ëmgang mateneen – elauter Theemen, déi duerch hir Wichtigkeet hunn, awer op kee Fall d'Programmation vun de Festivaller betreffen. Dës bleift natierlech bei deene jeeeweilege kënschtlerschen Direktiounen an dat ass och esou an deem Dokument festgehalen.

D'Charte, déi de Reseau Europa Film Festivals amgaangen ass auszeschaffen, stellt deemno absolutt keen Agrëff an d'Konscht- oder an déi kommerziell Fräiheeten duer.

Esou wéi ech dat a mengen Äntwerten op viregt parlamentaresch Froe betount hunn, setzen ech mech weiderhi fir d'Meenungs- an d'Konschtfreiheet an, esou wéi se an eisem Rechtsstaat garantéiert sinn.

Cannabis médical | Question 6287 (02/06/2022) de M. Max Hahn | Mme Carole Hartmann (DP)

Le 20 juillet 2018 a été voté la loi autorisant l'utilisation du cannabis à des fins médicales au Grand-Duché de Luxembourg. Le règlement grand-ducal du 21 août 2018 fixe les modalités d'usage, en particulier la limitation aux patients atteints de maladies graves, en phase avancée ou terminale, entraînant des douleurs chroniques, de maladies cancéreuses traitées par une chimiothérapie induisant des nausées ou vomissements ou de sclérose en plaques avec spasticité musculaire symptomatique.

Plusieurs points du règlement grand-ducal ont donné lieu à des critiques depuis sa mise en place : délivrance du cannabis réservée exclusivement aux pharmacies hospitalières donc acquisition difficile pour les patients âgés et/ou à mobilité réduite, frais d'achat de vaporisateurs non remboursés donc investissement non négligeable pour de nombreux patients et limitation trop restrictive d'autorisation de prescription.

Concernant le dernier point, de nombreuses études récentes montrent que le cannabis peut être efficace pour le traitement de beaucoup d'autres pathologies graves, par exemple syndrome de Lennox-Gastaut et syndrome de Dravet⁹, maladies de Parkinson et d'Alzheimer¹⁰, maladie de Crohn¹¹, fibromyalgie¹², certains états psychotiques¹³.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) En réponse à la question parlementaire n° 4349, Madame la Ministre avait indiqué que des discussions étaient en cours avec le Syndicat des pharmaciens en ce qui concerne la délivrance sur prescription du cannabis médical par toutes les pharmacies. Où en sont ces discussions ?

2) Est-ce que le Gouvernement maintient son refus de rembourser les frais d'acquisition de vaporisateurs. Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

⁹ García-Peñas JJ et al. Cannabidiol for the treatment of Lennox-Gastaut syndrome and Dravet syndrome: experts' recommendations for its use in clinical practice in Spain. *Rev Neurol*. 2021 Sep 10;73(S01) : S1-S8.

¹⁰ Verma R et al. Cannabis, a Miracle Drug with Polyvalent Therapeutic Utility: Preclinical and Clinical-Based Evidence. *Med Cannabis Cannabinoids*. 2021 May 21;4(1) : 43-60.

¹¹ Naftali T. An overview of cannabis based treatment in Crohn's disease. *Expert Rev Gastroenterol Hepatol*. 2020 Apr;14(4) : 253-257.

¹² Berger AA. Cannabis and cannabidiol (CBD) for the treatment of fibromyalgia. *Best Pract Res Clin Anaesthesiol*. 2020 Sep;34(3) : 617-631.

¹³ Khan R et al. The therapeutic role of Cannabidiol in mental health: a systematic review. *J Cannabis Res*. 2020 Jan 2;2(1) : 2.

3) À la vue des progrès scientifiques récents, quelle est la position du Gouvernement concernant l'élargissement de l'utilisation du cannabis pour le traitement de maladies supplémentaires par rapport à celles initialement retenues ?

Réponse commune (07/07/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | M. Claude Haagen, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1) Fin 2020, un questionnaire élaboré par la Division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la santé a été envoyé aux pharmacies d'officine du Grand-Duché pour sonder la volonté ainsi que la faisabilité d'une future dispensation du cannabis en officine de ville. D'après cette enquête, la majorité des officines sont favorables à la dispensation de cannabis médical dans leurs locaux. Des discussions avec le Syndicat des pharmaciens (SPL) s'en sont suivies en janvier 2021. Cependant, il avait été retenu à l'époque d'attendre les conclusions du rapport d'évaluation sur le cannabis médical sur ce point. Le rapport en question, soumis à la Ministre de la Santé au printemps 2022, en est venu à la conclusion que considérant le nombre de patients et de dispensations de cannabis médical en croissance permanente, la délivrance du cannabis en officine de ville devrait être considérée, afin de soulager les quatre pharmacies hospitalières du pays qui sont actuellement les seules à pouvoir délivrer légalement du cannabis médical. Des réflexions dans ce sens sont actuellement en cours. Il s'agit cependant de noter que l'éventuelle délivrance de cannabis médical en pharmacie de ville nécessitera au préalable une modification de la législation. Cela entraînera par ailleurs également l'organisation de toutes une série de modalités pratiques, notamment la mise en place d'une formation spécifique des pharmaciens d'officine.

ad 2) Tout d'abord il y a lieu de préciser qu'en application de l'article 21 du Code de la sécurité sociale (CSS), les décisions portant sur le remboursement par l'assurance maladie-maternité revient au conseil d'administration (à composition tripartite) de la Caisse nationale de santé (CNS) pour autant que le remboursement n'est pas directement déterminé par des dispositions législatives ou réglementaires. Ainsi, l'article 21 du CSS prévoit que « la prise en charge des actes, services et fournitures se fait suivant les conditions, modalités et taux déterminés par les statuts » et l'article 45, alinéa 3, point 6), du même code définit la fixation des statuts comme attribution du conseil d'administration.

En ce qui concerne plus précisément la question de la prise en charge par l'assurance maladie du cannabis à usage médical ainsi que l'acquisition de vaporisateurs pour son administration, cette prise en charge ne peut avoir lieu que s'il s'agit d'un médicament pour lequel a été émise une autorisation de mise sur le marché et qui figure sur la liste positive des médicaments.

En effet, les dispositions de l'article 22, paragraphe premier, du Code de la sécurité sociale prévoient que : « (1) La prise en charge des médicaments dispensés dans les pharmacies ouvertes au public et dans le cadre de la délivrance hospitalière se fait selon une liste positive à publier au Mémorial. [...] Ne peuvent être inscrits sur la liste positive que des médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché, d'un prix au public et pour lesquels le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché a introduit une demande auprès de la Caisse nationale de santé en vue de l'inscription du médicament sur la liste positive. »

Les produits actuellement disponibles ne disposent pas d'une autorisation de mise sur le marché parce qu'ils n'ont pas les composants nécessaires pour être considérés comme médicament.

Il s'ensuit que faute d'autorisation de mise sur le marché pour les produits visés, les vaporisateurs nécessaires pour l'utilisation du cannabis à usage médical ne peuvent pas non plus être pris en charge par l'assurance maladie.

ad 3) L'utilisation du cannabis médical vient d'être élargie récemment. En effet, le règlement grand-ducal du 29 avril 2022 modifiant le règlement grand-ducal du 21 août 2018 déterminant les modalités de prescription et d'accès à l'usage de cannabis à des fins médicales, ainsi que le contenu et la durée de la formation spéciale pour les médecins, la prescription du cannabis médical est réservée aux patients souffrant de :

- pathologies chroniques graves qualifiées d'affections de longue durée visées à l'article 19bis, alinéa 1^{er}, du Code de la sécurité sociale, en phase avancée ou terminale, entraînant des douleurs chroniques sévères et invalidantes n'ayant pas répondu aux traitements médicamenteux ou non disponibles ;
- maladies cancéreuses, autres que celles visées au premier tiret, traitées par une chimiothérapie induisant des nausées ou des vomissements ;
- sclérose en plaque accompagnée de la spasticité musculaire symptomatique.

Le Gouvernement ne s'oppose pas à un élargissement de l'utilisation du cannabis médical à d'autres indications thérapeutiques à condition que celles-ci soient scientifiquement fondées.

Prix du lait | Question 6288 (02/06/2022) de M. Gilles Baum | M. Gusty Graas (DP)

An der Press konnt ee kierzlech liesen, datt sech fir dese Summer eng staark Präishausse vun de d'Mël-lechproduiten erwaart gëtt.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Prozent vun der Mël-lech, déi hei verkaf gëtt, gëtt zu Lëtzebuerg produzéiert (opgedeelt a konventionell a Biomël-lech)?
2. Wéi vill Prozent vun der Mël-lech, déi hei produzéiert gëtt, gëtt an d'Ausland exportéiert (opgedeelt a konventionell a Biomël-lech)?
3. Wat sinn d'Ursaache vun der erwaarter Präishausse bei de Mël-lechproduiten?
4. Wéi vill kritt de Bauer momentan fir ee Liter Mël-lech (opgedeelt a konventionell a Biomël-lech)?
5. Wäerten d'Bauern och vun deser Präishausse profitéieren?
6. Kann ee fäerten, datt, wann d'Präisser vun de Mël-lechprodukte klammen, d'Consommation erofgoe wäert?

Réponse commune (05/07/2022) de M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

Am Joer 2021 gouf méi wéi d'Hallschent vun der nationaler Produktioun vu Koumël-lech als Frëschmël-lech vum Haff oder als ontransforméiert Frëschmël-lech exportéiert.

D'Filière vun der bio Mël-lech kennt änlech Maartproblemer wéi de konventionelle Mël-lechsektor. Staark Konkurrenz vu präisgängstegen auslännesche Mël-lechprodukter bei eis um Maart an op där anerer Säit héich administrativ Hürden an eisen Nopeschlänner, fir bio Frëschmël-lech vun eise Molkereien exportéieren ze kënnen, bis hin zur Schléissung vum Maart fir bio Mël-lech.

Dësen Tableau vum Stateg gëtt eng Iwwersicht iwwer d'Evolution déi lescht Jore vun den Exporter vu Lëtzebuurger Mëllech (konventionell a bio Mëllech) vum Libellé Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants, en valeur (1.000 €), en volume (kg) a Valeur unitaire (€/kg).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

D'Molkereie sinn den Ament staark betraff vun de méi héijen Energiekäschten, awer och d'Verpakungskäschte si méi deier ginn. D'Loun- an aner Niewekäschten droen och nach zu méi héijen Ausgabe bäi. Als Genossenschaft wëssen d'Molkereien natierlech och gutt Beschede, datt Dünger- a Fudderkäschten, fir nëmmen déi wichtegst ze nennen, op de Bauerebetriber staark geklomme sinn, a si mussen de Produzenten deemno och méi bezuelen, fir datt déi weider produzéiere kënnen. Dat alles zesumme mécht, datt d'Mëllechprodukten och mussen méi deier ugebuede ginn.

Déi detailléiert Ausbezielungspräisser vun der Molkeerei un de Bauer ginn um Internetportal vum Landwirtschaftsministère publizéiert. Den duerchschnëttleche Mëllechpräis (konventionell a bio zesummen) ouni TVA louch de Mee bei 47,97 ct pro kg Mëllech. Dee Präis kéint de Juni op iwwer 49ct/kg klammen.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Momentan gesäit et ganz duerno aus, datt den Ausbezielungspräis vun der Molkeerei un de Bauer weider klëmmt. Déi monatlech Publikatioun vun dese Präisser um Internetportal vum Landwirtschaftsministère erméiglecht et, den aktuelle Stand vun der Entwécklung ze verfollegen. Monatliche Milchstatistik – Agrarstatistik – Landwirtschaftsportal – Luxembourg (public.lu).

Duerch déi staark gestige Präisser vun de Produktionsmëttel wéi Energie, Fuddermëttel an och Dünger klammen d'Käschte fir d'Produktioun vun der Mëllech och staark un. Ob d'Bauer en elo profitéiere wäerten oder ob d'Haussen op der Mëllech net duerginn, fir déi gestige Produktionskäschten ze decken, kann eréischt um Enn vum Geschäftsjoer jeweils järelech beurteelt ginn.

Et ass den Ament nach ze fréi, fir Schlussfolgerungen ze zéien, wéi eng Konsequenzen d'Deierecht vun de Mëllechprodukten op d'Consumatioun wäert hunn.

Risques de fumer la chicha | Question 6289 (02/06/2022) de M. Jeff Engelen (ADR)

D'Shisha-Fëmme gëtt ëmmer méi populär. An engem Interview mam „Télécran“ vum 1. Juni 2022 („Im Grunde eine Katastrophe“) weist d'Directrice vu „Fondation Cancer“ drop hin, datt 2021 net manner wéi 34 % vun de Jugendlechen tëscht 16 a 24 Joer Shisha gefëmmt hunn.

D'Waasserpäif gëtt vu ville Leit als „gesond Alternativ“ zur traditioneller Zigarette duergestallt. Gesondheits-experte warnen awer virun de gesondheitsschiedleche Konsequenze vun Shisha-Fëmmen. Effektiv gëtt beim Shisha-Fëmmen net nëmme méi déif, mee och méi oft an iwwer ee méi laangen Zäitraum inhaléiert wéi bei Zigaretten. De Professor Dr. med. Wulf Pankow, Expert vun der Däitscher Gesellschaft fir Pneumologie a Beootmungsmedizin e. V. (DGP), warnt an engem Interview: „Laut unseren Recherchen sind mindestens 82 schädliche Substanzen in den Shisha-Mischungen – darunter befinden sich 27, die Krebs erzeugen oder im Verdacht stehen, Krebs zu erzeugen. Dazu kommen giftige Metalle, Kohlenmonoxid und lungengängige

Partikel.“ (Quell: <https://www.ikk-classic.de/gesund-machen/leben/shisha-rauchen>)

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wat mécht d'Regierung, fir virun de Gefore vun Shisha-Fëmmen ze warnen? Gëtt Preventiounsarbecht geleescht, fir Jugendlecher virun deemem Trend ze warnen?

2. Leien der Regierung Zuele vir, wat den aktuelle Shisha-Konsum zu Lëtzebuerg ugeet? Wa jo, wéi verdeelt sech dese Konsum op déi verschidden Altersgruppen?

3. Wéi gëtt d'Shisha-Fëmmen zu Lëtzebuerg taxéiert?

Réponse commune (04/07/2022) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

ad 1. D'Shisha ass een Tubaksprodukt an ënnerläit dem Antitubakgesetz. All Mesurë vun deemem Gesetz, déi sech op Zigaretten applizéieren, sinn deemno och fir d'Shisha applikabel:

– et ass verbueden, do Shisha ze fëmmen, wou d'Gesetz e Fëmmverbuet virgesäit, e. a. an oppene Sportseenteinten, wou Kanner ënner 16 Joer Sport maachen, souwéi op Spillplazen;

– et ass deemno och verbueden, am Auto Shisha ze fëmmen, wann ee Kand ënner 12 Joer am Auto ass;

– d'Vente vu Shisha-Tubak oder Shisha-Produiten un Mannerjäreger ass verbueden;

– All Form vu Vente à distance, d. h. de Verkaf vu Shisha-Tubak iwwer den Internet ass verbueden.

E Fëmmverbuet gëllt och an den Débits de boissons (Café, Baren, Restaurants etc.), deemno applizéiert sech dat och fir d'Shisha-Baren. Wann de Propriétaire vun enger Shisha-Bar et erlabe wëllt, a sengem Etablissement ze fëmmen, muss hien eng Autorisatioun fir ee Fumoir ufroen. Just am Fumoir däerf Shisha gefëmmt ginn. Wann de Fumoir no enger Kontroll vun der Gesondheitsdirektioun feststellt, datt d'Critèren alleguerten erfëllt sinn (e. a. dierf an engem Fumoir weder Iessen nach Gedränk zerwéiert ginn), stellt de Gesondheitsministère eng Autorisatioun aus.

All Form vu Publicitéit fir een Tubaksprodukt ass verbueden, ausser um Point de vente selwer: Dëst applizéiert sech och op d'Shisha-Produkte. Um Point de vente dierf keng Publicitéit gemaach ginn, déi gezielt op déi Jonk ausgerichtet ass.

All dës Mesurë sollen den Zougang zu Tubaksprodukter fir Jugendlecher erschwéieren, den Akt vun Fëmmen denormaliséieren an déi Jonk virum Passivrauch schützen.

D'Gesondheitsdirektioun lancéiert doriwir eraus reegelméisseg Preventiounscampagnë géint den Tabagismus a géint all Form vun Tubaksprodukter a rappeléiert och reegelméisseg d'Gefore vun Tubak, dëst ënner anerem bei der „Journée internationale contre le tabac“ den 31. Mee. Preventiouns-Brochuren, – Deplianten an – Affichë ginn och gratis zur Verfügung gestallt. Ënner www.sante.public.lu gi reegelméisseg Informatiounen iwwer d'Gefore vun Tubak fir all Altersgrupp publizéiert.

ad 2. Fir d'Joer 2021 goufen zu Lëtzebuerg Akzisen op 14.768 kg Shisha-Tubak bezuelt. Fir déi éischt fënnf Méint vun deemem Joer si bis elo Akzisen op 3.315 kg bezuelt ginn.

Wéi sech dës Quantitéiten op déi eenzel Altersgruppe verdeelen, ass net méiglech nozevollzéien. D'Vente un Mineuren ass allerdéngs vum Gesetz hier verbueden. Genee Statistiken iwwer d'Altersgruppen, d'Definitioune vu Fumeur oder Fumeur occasionnel fir d'Shisha wäerten ab 2023 disponibel sinn. Gegebenenfalls

wäert d'Präventiounsstrategie och op Basis vun dese Statistiken adaptéiert ginn.

ad 3. D'Shisha gëtt als „autres produits de tabac“ besteiert. Dat sinn aktuell 34,25 % „droit d'accise ad valorem“ an 19,50 Euro/kg „droit d'accise spécifique“ a 17 % TVA.

Impact de l'interdiction de la chasse au renard | Question 6290 (02/06/2022) de M. Fred Keup | M. Jeff Engelen (ADR)

An der Äntwert op déi parlamentaresch Fro Nummer 2314 vum honorabelen Deputéierte Jeff Engelen huet déi deemoleg Madamm Ëmweltminister iwwer d'Auswirkung vum Verbuet vun der Fuussejuegd op d'Biodiversitéit ënner anerem dat hei geschriwwen: „Well allgemeng bekannt ass, dass Buedem- a Wisebréier am Oppeland virun allem duerch d'Zerstéierung, d'Vearaarmung an d'Zerschneidung vun natierleche Liewensraim verschwonne sinn, eriwwege sech gross an deier Detailanalysen an Iwwerprüewungen.“ D'Regierung ass also hei vu bestëmmten Hypotheesen, awer net vu wëssenschaftleche Beweiser ausgangen. Weider huet déi deemoleg Madamm Minister op déi genannte Fro geschriwwen, datt d'Entwécklung vun der Fuussepopulatioun duerch Wëldkamerae erfaasst géif. Wéi de 27. Mee am „Lëtzebuurger Wort“ ze liese war, ginn d'Wëldkameraen awer haaptsächlech fir d'Iwwerwaachung vu Wëllkazen, Marder an dem Iltis, awer kaum fir d'Fiiss agesat. Am Bezuch op d'Prevalenz vun Fuussebandwuerm heescht et am selwechten Artikel schliisslech, datt Lëtzebuerg déi vun der WHO recommandéiert Standarden zu der Examinatioun net erfëllt.

An deem Zesammenhang géife mir der Madamm Ëmweltminister gär dës Fro stellen:

1. Wéi reagéiert d'Madamm Minister op déi am Artikel opgefouert Mëssstänn bei der Auswärtung vum Verbuet vun der Fuussejuegd?

2. Gesäit d'Madamm Minister an noer Zukunft eng wëssenschaftlech Begleedung vum Verbuet vun der Fuussejuegd an eng Evaluatioun vun hirer Auswirkung op d'Biodiversitéit vir? Falls net, firwat net?

3. Kann d'Madamm Minister matdeelen, ob a falls jo, wéi vill Ufroe vun internationale Fuerschungsinstituter säit dem Erlooss vum Verbuet zu der Fuussejuegd bei der Ëmweltverwaltung agaange sinn, fir d'Auswirkung vum der lëtzebuergescher Decisioun wëssenschaftlech ze ënnersichen?

4. Wéi reagéiert d'Madamm Minister op d'Kritik, datt de Fuussebandwuerm zu Lëtzebuerg net no deene vun der WHO recommandéierte Standarden ënnersicht gëtt? Gesäit d'Madamm Minister eng verstärkt Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner vir, falls eng Erweiderung vun eisen nationale Kapazitéite kuerzfristeg net méiglech wier?

Réponse commune (05/07/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable | M. Claude Haagen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

ad 1. Dee vum honorabelen Deputéierten zitéierte Saz aus der Äntwert zur parlamentarescher Fro N° 2314: „Well allgemeng bekannt ass, dass Buedem- a Wisebréier am Oppeland virun allem duerch d'Zerstéierung, d'Vearaarmung an d'Zerschneidung vun natierleche Liewensraim verschwonne sinn, eriwwege sech gross an deier Detailanalysen an Iwwerprüewungen“, ass aus dem Gesamtkontext gerappt a gëtt just een Deel vun den Informatiounen erëm.

D'Ursaach vum Réckgang vum de Buedem- a Wisebréier ass genuch ënnersicht a publizéiert, fir d'Aussoze treffen, datt den Habitatverloscht an d'Habitatverännerungen als Haaptursaach nogewise sinn a scho laang virum Verbuet vum der Fuussejuegd stattfonnt hunn. All dës Informatiounen, Ënnersichungen a Publikatiounen sinn och an den obligatoresche Reporting, laut dem Artikel 12 vum der Vullschutzrichtlinn, un déi europäesch Kommissioun gefloss.¹⁴

Domat huet d'Regierung sech notamment am Kader vum Reporting, wéi och an der parlamentarescher Fro, net op Hypothese beruff, wéi dat hei an der parlamentarescher Fro avancéiert gëtt, mee op Fakten, Ënnersichungen, Publikatiounen asw.

ad 2. Nee. Ech verweisen op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 2314 vum 2020 vum éierewäerten Deputéierten Här Jeff Engelen.

Par contre gi momentan Reflexiounen gefouert, wéi ee standardiséierte Monitoring zum Fuuss kéint agefouert ginn, wéssend datt am Kader vum anere Monitoring-Programmer och Fiiss mat enregistriert ginn.

ad 3. Et sief drop opmierksam gemaach, dass d'Ëmweltverwaltung (Administration de l'environnement, AEV) an d'Naturverwaltung (Administration de la nature et des forêts, ANF) zwou verschidde Verwaltungen sinn. Ech ginn dovunner aus, dass déi honorabel Deputéiert an hirer Fro d'Naturverwaltung mengen.

Der Naturverwaltung ass keng esou eng Ufro bekannt.

ad 4. D'Method vum „grattage intestinal“ (Intestinal Scraping Technique, IST) gouf vum der OMS als Standardmethod fir d'Deteksioun vum Fuussebandwuerm (Echinococcus multilocularis) 1984 opgestallt (Eckert et al., 1984).

Dës Method gëtt agesat zanter 2001 fir d'Iwwerwachung vum de Fiiss zu Lëtzebuerg. Während déi Analyse vum 2001-2014 am „Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie“ vu Saarbrécken duerchgefouert goufen, ginn dës Analysen zanter 2015 am Veterinärlaboratoire (Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État) duerchgefouert.

Den däitschen nationale Referenzlaboratoire (Friederich-Löffler-Institut) proposéiert d'Analys IST (<https://www.fli.de/de/publikationen/amtliche-methodensammlung/>, Dokument vum 01/10/2021). Fir kënnen d'Resultater iwwer Jore mateneen ze vergläichen, gouf ëmmer déi selwecht Analysmethod ugewannt.

Falls eis national Analyskapazitéiten net duergoeg gëfen, géife mir selbstverständlech verstärkt op d'Kooperatioun mat Laboen am Ausland (z. B. Saarbrécken) setzen, mee fir de Moment stellt déi Fro sech net.

Étude dans le cadre de l'interdiction de la chasse au renard | Question 6291 (02/06/2022) de M. Fred Keup | M. Jeff Engelen (ADR)

Am Artikel „Eine Fuchsstudie und ihre Folgen“, deen de 27. Mee am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert gouf, heescht et, datt den Ëmweltministère mat dem Auteur vun enger franséischer Etude, déi sech mat der Auswirkung vum der Fuussejuegd befaasst huet, zu der Interpretatioun vu senger Resultater iwwer Kräiz läit. Den Auteur reprochéiert der Regierung eng „interprétation abusive en prétendant que la chasse faisait augmenter la prévalence“. Sou wéi et am Artikel

heescht, huet den Ëmweltministère sech an insgesamt zwee Bréiwer un de franséische Landwirtschaftsministère adresséiert, fir säi Mëssfallen iwwert dës Interpretatiounsdivergenzen auszedrücken. Dëst, well dovun ausgaange gouf, datt et sech beim genannten Auteur ëm e Beamte vum der franséischer Regierung gehandelt hätt, wat awer tatsächlech net de Fall war. Trotzdeem ass dës Schratt vum der Regierung fir den Auteur net ouni Konsequenze bliwwen. Déi franséisch Regierung huet der „entente de lutte et d'intervention contre les zoonoses“, där de Mann ugehéiert, déi finanziell Ënnerstëtzung entzunn, wat sech och nodeeleg op déi wëssenschaftlech Aarbecht auswirkt.

An deem Zesummenhang géife mir der Madamm Ëmweltminister gär dës Fro stellen:

– Wéi reagéiert d'Madamm Minister op déi am „Lëtzebuurger Wort“ duergestallte Mëssstänn? Gesäit d'Madamm Minister heiran en Agrëff an déi wëssenschaftlech Fräiheet? Falls net, firwat net?

Réponse (05/07/2022) de Mme Joëlle Welfring, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

Et ass wichteg, de Sachverhalt an domat den Inhalt vum de Bréiwer ze erklären. An de Bréiwer vum der Naturverwaltung (ANF) un de franséische Landwirtschaftsministère zu Paräis gouf d'Fro opgeworf, wéi et méiglech wier, dass ee Coauteur vun engem wëssenschaftlechen Artikel d'Resultater vun eeben deem Artikel, deen e jo selwer validéiert huet (duerch de Fait, dass hien acceptéiert huet, Coauteur ze ginn), ëffentlech contestéiert, esou wéi dat op enger Presentatioun zu Lëtzebuerg vum Artikel, déi den Haaptauteur gemaach huet, geschitt ass.

Ech hu keng Kenntnis driwwer, ob déi franséisch Regierung der „entente de lutte et d'intervention contre les zoonoses“ déi finanziell Ënnerstëtzung entzunn huet. Gläichzäiteg ass awer dovunner auszegoen, dass eng souverän Regierung net esou eng Decisioun op Basis vu Bréiwer vun enger auslännescher Verwaltung géif huelen, mee hir eege Begrënnungen an Argumenter huet, dëst ze maachen.

Et ass op alle Fall vu Säite vum der ANF keen Agrëff an déi wëssenschaftlech Fräiheet gemaach ginn. De MECDD an d'ANF leeë vill Wäert op Wëssenschaftlechkeet a soumat och op d'Fräiheet vum der Wëssenschaft. Et sief dobäi gesot, dass d'ANF sech hiren am Bulletin technique Nr. 7 (S. 30-31) publizéierte Résumé vum der besoter Etüd vum Haaptauteur vum der Etüd schrëftlech confirméiere gelooss huet.

Aides aux entreprises dans le cadre de l'engagement des stagiaires | Question 6292 (02/06/2022) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

Sou wéi et mir zougedroe gouf, soll d'Ënnerstëtzung fir Entrepreneuren, déi kuerzzeiteg Stagë vun enger bis zéng Wochen ubidden, zënter 1996 net méi ugehewe gi sinn.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Kann d'Regierung dat confirméieren? Falls jo, wéi ass déi Decisioun motivéiert?

Falls net, wéini goufen déi genannten Hëllef fir d'lescht ugepasst? Goufen déi Ënnerstëtzungen indehéiert?

2. Plangt d'Regierung eng Upassung vum de finanziellen Ënnerstëtzungen oder aneren Hëllef fir d'Entrepreneuren, déi Stagen offréieren?

Réponse commune (05/07/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie | Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances

ad 1. Et gëtt eng finanziell Ënnerstëtzung fir Entrepreneuren, déi Schülerinnen a Schüler an de Stage huelen. Dëst geet aus dem groussherzogleche Règlement vum 13. Mee 1996 (Règlement grand-ducal du 13 mai 1996 déterminant le contenu du contrat de stage de formation en entreprise des élèves de l'enseignement secondaire technique ainsi que le montant de l'aide particulière à verser aux entreprises qui prennent en stage des élèves) ervir.

De Montant beleeft sech op 247,89 Euro pro Mount, respektiv 371,84 Euro fir 6 Woche Stage oder nach 619,73 Euro fir 10 Woche Stage.

Déi finanziell Ënnerstëtzung vum de Spideeler a Fleegeheimer, déi eng Konventioun mam Lycée technique pour professions de santé (LTPS) hunn, ass indexéiert, esou wéi et am Protocole d'accord tëscht der Caisse nationale de santé (CNS) an der Fédératioun COPAS preziséiert ass (Protocole d'accord signé en exécution de l'article 395 du Code de la sécurité sociale, conclu entre – la Caisse nationale de santé agissant en sa qualité d'organisme gestionnaire de l'assurance dépendance, d'une part, – et la Fédération COPAS ASBL, agissant en sa qualité de groupement professionnel des établissements d'aides et de soins à séjour continu au sens de l'article 390 du Code de la sécurité sociale, d'autre part).

Déi finanziell Ënnerstëtzung fir déi edukativ Ariichtungen ass duerch eng Konventioun gereegelt, déi um groussherzogleche Règlement vum 2009 baséiert (Règlement grand-ducal du 22 juillet 2009 déterminant le contenu de la convention de stage de pratique professionnelle des élèves du régime technique de l'enseignement secondaire technique du lycée technique pour professions éducatives et sociales ainsi que le montant de l'aide particulière à verser aux institutions qui prennent en stage des élèves). Dës Ënnerstëtzung ass net indexéiert an ass zanter dem Schouljoer 2009/2010 onverännert.

ad 2. D'Regierung plangt de Moment keng Ännerung vun dëse Modalitéiten.

Centres de compétences | Question 6295 (03/06/2022) de Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP)

Mat Bezuch op meng Question élargie Nr. 105 zu de Kompetenzzentren, déi an der 64. ëffentlecher Sëtzung vum der parlamentarescher Sessioun 2020–2021 den 1. Juli 2021 op der Dagesuerdnung stoung, a wou den Här Minister mer gesot huet, e géif mer nach Detailler noschécken, géif ech dem Här Minister gär follgend Froe stellen:

1. Gëtt et Demandë vu Kanner mat spezifesch Besoin fir Plazen a Kompetenzzentren, deenen den Educatiounsministère net direkt nokomme kann? Wa jo, wéi vill? Wa jo, wou gi Kanner, déi vun der Nationaler Kommissioun fir Inclusioun a Kompetenzzentren placéiert ginn, an deem Fall ënnerbruecht?

2. Wéi ass de Personalschlüssel an de Kompetenzzentren?

3. Sinn dës Poste fir d'Rentrée 2022/2023 all besat?

Réponse (05/07/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Viroop wéilt ech bemierken, datt den nationalen Dispositif hisichtlech der Prise en charge vu Schüler mat spezifesch Besoinen, zu deem och

¹⁴ <https://nature-art12.eionet.europa.eu/article12/report?period=3&country=LU>

d'Kompetenzzentere gehéieren, an éischter Linn ëmmer dorëms beméit ass, fir inklusiv Léisungen an place ze setzen, wat de Beschoulungsuerter fir dat jee-weilegt Kand oder Jonke betrëfft.

Dat erkläert dann och, firwat Lëtzebuerg säit Joren ënner 1 % läit, wat den Undeel u Schüler ugeet, déi net an der Reegelschoul beschoult ginn, mee vun enger spezialisierter Beschoulung profitéieren. Deemno besichen zur Zäit méi wéi 99 % vun de Schüler aus Lëtzebuerg eng Grondschoul oder e Lycée.

An eenzele Fäll stellt et sech awer eraus, dass eng spezialiséiert Beschoulung (Scolarisation spécialisée) fir d'Kand oder de Jonken déi beschtméiglech Prise en charge ass. Sou gesäit d'Gesetz vum 20. Juli 2018 iwwert d'Schaffung vu spezialiséierte Kompetenzzentren ënner anerem och d'Méiglechkeet vir, den Elteren eng spezialiséiert Beschoulung an engem Kompetenzzentrum fir hiert Kand unzebidden. Dëst awer eréischt, nodeems déi national Inklusiounskommissioun (Commission nationale de l'inclusion - CNI) am Kader vun hirer Evaluatioun zu dëser Konkusioun komm ass.

D'Gesetz vum 20. Juli 2018 verlaangt, dass all Demande, déi eng spezialiséiert Prise en charge duerch e Kompetenzzentrum, an dat onofhängeg, ob et sech heibäi ëm eng ambulante Prise en charge oder eng Beschoulung an enger Klass vun engem Kompetenzzentrum handelt, individuell vun der CNI analyséiert an traitéiert gëtt. Heibäi sinn et déi spezifesch Situatioun an den Interêt vum eenzele Schüler, déi entscheeden, wéi eng Moossname respektiv wat fir ee Beschoulungsuerter d'CNI als dee beschtgëeegentsten zeréckbehält.

Fir dass déi jeeweileg Kompetenzzentren dës Moossnamen entsprecheend der Decisioun vun der CNI a mam Averstännis vun den Elteren et ëmsetze kënnen, gesäit d'Gesetz vum 20. Juli 2018 fir all Kompetenzzentrum dann e Kontingent vir, wat de Bedarf u Personal ugeet. Den Detail fir all Kompetenzzentrum gëtt eenzel duerch e groussherzoglecht Reglement gereegelt. De Prinzip ass deem, dass d'Zuel vun de Schüler, déi de Kompetenzzentrum en charge huele soll, och d'Zuel u Matarbechter bestëmmt, déi de Kompetenzzentrum braucht, fir dës Prise-en-charge an adäquat kënnen ze assuréieren. Et gëtt also keng Logik vu limitéierte Plazen, wéi een se aus anere Kontexter kennt. Villméi entwéckelt sech d'Personalstruktur vun dem Kompetenzzentrum mat der Unzuel u Schüler, déi ee betreit.

Dës nei Approche vun engem Kontingent a präzise Betreuungsschlüsselen huet ënner anerem dozou gefouert, dass säit dem Akrafttriede vum Gesetz vum 20. Juli 2018, eleng fir d'Kompetenzzentren 387,75 nei Poste geschaf goufen.

ad 2. De genaue Betreuungsschlüssel (Taux d'encadrement) variéiert fir déi verschidde Kompetenzzentren, jee nodeems, ob si exklusiv ambulante Prise-en-charge ubidden oder awer nieft enger ambulante och eng Beschoulung an eegene Klassen ubidden, ewéi och mat Hibleck op den Typ vu spezifesch Besoinen, déi d'Schüler opweisen, an den domat verbounne Betreuungsbedarf. Dësen Taux d'encadrement variéiert deemno tëscht enger ganz enker Betreuung vun engem Matarbechter op zwee Schüler, wéi zum Beispill bei Schüler mat komplexen a kierperlech-motoresche Beanträchtegungen (CDM) oder mat Stéierungen am Autismus-Spektrum (CTSA), bis hin zu engem Encadrement vun engem Enseignant op 20 Schüler bei Léierstéierungen (CDA) oder enger Héichbegabung (CEJHP). Den Detail ass wéi schonns uewe beschriwwen fir all Kompetenzzentrum an engem spezifesch groussherzogleche Reglement gereegelt. D'Basis fir déi jeeweileg Betreuungsschlüssele bilden dobäi déi international

Standarden, wéi se am Beräich vun der Prise en charge vu Kanner a Jonke mat spezifesch Besoinen üblech sinn.

ad 3. Eleng fir d'Joer 2022 goufe 40 Poste fir d'Kompetenzzentere kreéiert. Aktuell ass de Recrutement heifir nach amgaangen, ma et konnte bis ewell scho fir 38 Poste Kandidaten identifizéiert ginn. Deemno deit et sech un, dass fir d'Rentrée vum Schouljoer 2022/2023 all Posten an de Kompetenzzentere wäerte kënnen besat ginn.

Jour de congé dans l'enseignement dans le cadre de la procession dansante d'Echternach | Question 6297 (03/06/2022) de M. Fred Keup (ADR)

D'Iechternacher Sprangpressessioun gëtt all Joer op Päischtdänschdeg zu Iechternach ofgehalen an ass zënter 2010 op der Unesco-Lëscht vun immaterielle Kulturierwe vun der Mënschheet. De Lëtzebuurger Staat ass dann och duerch eng Unesco-Konventioun verpflichtet, fir all noutwendeg Moossnamen ze ergreifen, fir d'Sprangpressessioun ze erhalen an ze schützen. Allerdéngs gouf a gëtt vum Willibrordus-Bauveräin a vu ville weidere Bierger a Veräiner dem Minister de Virwurf gemaach, dass en sech net géif un dës Unesco-Konventioun halen, well de schoulfräie Péngschtdänschdeg 2018 vum Minister ofgeschaaft gouf. Zënter deem si just nach d'Schüler aus dem Iechternacher Lycée fräigestallt, déi aner Schüler aus dem Land hunn deem Dag awer d'Recht, an der Schoul ze feelen, wa si eng Entschëllegung virweisen. An engem „Tageblatt“-Artikel vum 28. Mee 2018 gëtt den Här Minister esou zitéiert: „Jeder, der springen gehen will, darf das auch tun“, sagte Meisch - und das sei auch gut so.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Schoulminister gär dës Fro stellen:

- Huet och d'Léierpersonal, a besonnesch déi betraffe Persounen, déi aus dem Raum Iechternach stamen oder do wunnen, d'Recht; fir op Péngschtdänschdeg un der Sprangpressessioun deelzehuelen, och dann, wann deem Dag Schoul ass? Huet d'Léierpersonal also d'Méiglechkeet, fir déi eventuell Schoulstonnen op engem Péngschtdänschdeg fräigestallt ze ginn, fir un der Sprangpressessioun deelzehuelen?

Réponse (04/07/2022) de M. Claude Meisch, Ministere de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Wat d'Méiglechkeet fir d'Schoulpersonal betrëfft, un der Sprangpressessioun deelzehuelen, sou muss een ënnerscheeden, ob et sech dobäi ëm eng Participatioun am Kader vun engem Schoulprojet oder ëm eng privat Initiativ handelt.

A menger Instruktioun vum 5. Mee 2022 hunn ech geschriwwen: « Dans le but de sensibiliser les élèves aux valeurs culturelles locales, une semaine du patrimoine luxembourgeois est fixée du 6 au 10 juin 2022. La procession dansante, qui figure depuis 2010 sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité, s'inscrit incontestablement dans un tel projet. Si des enseignants d'une école ou d'un lycée se portent organisateurs, la participation à la procession dansante est à considérer comme activité scolaire (...). » En Enseignant, deem also mat senger Klass un der Sprangpressessioun wëllt deelzehuelen, kann dat maachen an ass während där Zäit vu sengem Unterrecht fräigestallt.

Wat d'Participatioun op reng privater Basis betrëfft, sou kann den Enseignant net fräigestallt ginn. Mam Accord vum Direkter ass et awer méiglech, un der Pressessioun deelzehuelen, wann den Enseignant seng Unterrechtsstonnen nohëlt. Fir dass keen Unterrecht

ausfällt, kënnen zum Beispill Enseignantent hir Stonnen tauschen.

Sacred Heart University (SHU) | Question 6298 (03/06/2022) de Mme Octavie Modert (CSV)

Nous avons appris en mai que la Sacred Heart University (SHU) allait fermer son campus au Luxembourg au 1^{er} juillet 2022 pour se concentrer sur une offre de cours exclusivement en ligne pour ses étudiants luxembourgeois. D'après la presse, cette décision n'est pas liée au manque d'inscriptions, mais simplement à la volonté de promouvoir l'enseignement numérique. Cette décision de la SHU a par ailleurs été prise à brève échéance, ce qui complique davantage les choses pour les étudiants qui n'ont pas eu la possibilité de se préparer à cette situation changée.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Comme la SHU ne délivre pas de diplômes luxembourgeois, l'université et le ministère ne sont pas liés par une convention quelconque. Cela aurait pu poser problème pour les élèves qui souhaitent poursuivre leurs études dans une autre institution au Luxembourg. D'après certains articles de presse, la Luxembourg School of Business (LSB), qui propose un cursus similaire, serait cependant prête à accueillir les étudiants de la SHU.

- Est-ce que Messieurs les Ministres sont informés de la situation et peuvent confirmer que la LSB va bien prendre en charge les étudiants de la SHU qui souhaitent poursuivre leurs études au Luxembourg ?
- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent indiquer combien d'étudiants seraient concernés par un tel transfert ?

- La situation est particulièrement inquiétante pour les étudiants ressortissants de pays tiers qui sont au milieu de leurs études ou qui viennent de les commencer. En effet, ils pourraient ne plus avoir accès à un visa étudiant, puisqu'il faut à priori avoir le statut d'étudiant à temps plein dans un établissement d'enseignement supérieur au Luxembourg. Quelle solution le Gouvernement envisage-t-il d'apporter à ces étudiants ?

Réponse commune (01/07/2022) de M. Claude Meisch, Ministere de l'Enseignement supérieur et de la Recherche | M. Jean Asselborn, Ministere des Affaires étrangères et européennes, Ministere de l'Immigration et de l'Asile

Le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche n'a pas été informé officiellement de la fermeture abrupte du campus par la Sacred Heart University en amont, mais seulement de manière incidente par différents courriels d'employés et d'étudiants du site luxembourgeois.

Ainsi, la décision de fermeture du campus luxembourgeois de la Sacred Heart University est une décision unilatérale prise par un opérateur privé étranger délivrant un diplôme états-unien. Malgré cela, le Ministere de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a adressé de suite un courrier à la Sacred Heart University afin de demander des éclaircissements quant aux raisons de cette fermeture et des informations sur les conséquences pour les étudiants concernés. Des échanges à ce sujet étant toujours en cours, il n'est pas encore possible de donner des informations définitives quant à l'issue de cette missive.

Selon des informations préliminaires obtenues par la Sacred Heart University, la fermeture du campus luxembourgeois concernerait un total de 27 étudiants.

Concernant une éventuelle « reprise » des étudiants de la Sacred Heart University par la Luxembourg School of Business (LSB), il doit être précisé qu'une telle « reprise » reste une décision autonome entre deux personnes (morales) privées, et échappe de ce fait à l'intervention directe des pouvoirs publics.

Parallèlement, les services compétents de la Direction de l'immigration ont été contactés par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en vue de se concerter sur l'impact de cette décision de fermeture et sur les démarches à prendre par rapport aux étudiants, ressortissants de pays tiers, résidant au Luxembourg sur base d'un titre de séjour étudiant, en vue de la poursuite de leur parcours académique. Dans ce contexte, la Direction de l'immigration prendra en compte la situation individuelle de chaque étudiant concerné, afin d'assurer la continuité du parcours académique.

Thérapies de conversion | Question 6301 (03/06/2022) de Mme Djuna Bernard (déi gréng)

Les thérapies de conversion, proposées par des groupes religieux ou encore par des professionnels de santé, sont des pratiques visant à modifier l'orientation ou l'identité sexuelle d'une personne. Il s'agit d'un phénomène qui est susceptible de provoquer de graves souffrances auprès des personnes concernées et qui existe dans de nombreux pays européens, y compris des pays voisins du Grand-Duché.

Afin de lutter contre ces thérapies de conversion, les pays voisins ont introduit des provisions dans leurs législations nationales. Ainsi en Allemagne où la loi intitulée « Gesetz zum Schutz vor Konversionsbehandlungen » du 12 juin 2020 interdit de « traiter » des mineurs et de faire toute forme de publicité pour ce genre de thérapie. Afin de pouvoir aider les personnes ayant subi des dommages à la suite d'une telle thérapie, une ligne téléphonique va y être installée. En France, la loi du 31 janvier 2022 a créé une nouvelle infraction pénale interdisant toute pratique destinée à « guérir » quelqu'un de son orientation sexuelle ou de son identité de genre.

Une résolution adoptée en mars 2022 par le Parlement européen appelle les États membres à créer des infractions pénales réprimant les thérapies de conversion. Néanmoins, le Grand-Duché du Luxembourg ne dispose toujours pas d'une législation en la matière. Dans la réponse commune de Monsieur le Ministre des Cultes, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration à la question parlementaire n° 1073, Messieurs et Madame les Ministres expliquent qu'aucun indice porte à croire que de telles thérapies soient proposées au Luxembourg ou que des personnes présentes sur le territoire du Grand-Duché aient recours à des offres étant en place dans les pays voisins. Un comité chargé de réaliser le LGBT « Aktionsplang » a pourtant été créé afin de discuter le sujet des thérapies de conversion.

Dans la dernière édition de l'indice Rainbow Europe, qui évalue 49 pays d'Europe dans sept domaines tels que l'égalité et la non-discrimination, le Luxembourg s'est vu attribuer la quatrième place. Alors que le Luxembourg est parmi les pays les plus progressistes en matière des droits LGBTIQ+, il a perdu des points pour plusieurs raisons, dont notamment l'absence d'interdiction de thérapies de conversion.

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Est-ce que le comité susmentionné a fait des recommandations sur le sujet des thérapies de conversion au Luxembourg ?

2) Est-ce que le Gouvernement envisage de réaliser une campagne d'information afin de sensibiliser la population exposée aux risques de ces thérapies ?

3) Existe-t-il un espace, voire une ligne téléphonique destinés à aider les potentiels victimes de ces pratiques et toute autre personne rencontrant des difficultés liées à son orientation sexuelle ou son identité de genre ?

Réponse (04/07/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

ad 1) Le Comité interministériel pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) a été créé pour faire le suivi de l'implémentation du Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes LGBTI (PAN LGBTI). Le comité est composé de représentants des ministères partenaires et se fait assister par des experts, notamment les institutions des droits humains, les représentants de la société civile et des experts par expérience.

En janvier 2020, le comité s'est penché sur la question des pratiques dites « thérapies de conversion » suite à un appel à contribution de l'expert indépendant sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre des Nations Unies.

Lors des échanges du comité, il est apparu que ni le Gouvernement, ni la société civile n'avaient connaissance de telles pratiques ou de situations où des personnes auraient été dirigées à l'étranger dans l'objectif d'être soumises à de telles pratiques. En l'absence de cas avérés de ces pratiques, le comité n'a pas formulé de recommandations spécifiques. Il a néanmoins identifié certaines mesures de protection existantes pour éviter que des personnes ne soient soumises à des pratiques dites « thérapies de conversion », dont par exemple les mesures suivantes :

– Même si l'interdiction des pratiques dites « thérapies de conversion » n'est actuellement pas codifiée dans le droit luxembourgeois, les droits humains des individus sont néanmoins protégés par des lois relatives à la non-discrimination sur base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre, notamment dans les secteurs des biens et services, de la santé, de l'éducation et du travail.

– Les discours d'incitation à la haine ainsi que les crimes de haine relatifs à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre sont interdits par la loi.

– Les droits fondamentaux consacrés dans les instruments internationaux sont garantis sans discrimination à toute personne résidant au Luxembourg. Dans le cas d'allégations de discriminations ou de mauvais traitements par une autorité publique, la victime est tenue de porter plainte auprès de la Police grand-ducale ou du parquet ; dans les cas où la victime en question n'obtient pas justice, elle peut saisir le service de l'Ombudsman.

– Le Centre pour l'égalité de traitement (CET) exerce ses missions en toute indépendance et a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge. Le CET peut être consulté ou s'autosaisir pour les cas de discriminations qui n'impliquent pas une autorité publique (qui eux tombent sous la compétence de l'Ombudsman).

– Le 13 juillet 2018, le Gouvernement luxembourgeois a adopté le premier « Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes ». Alors que le sujet des « thérapies de conversion » n'est pas explicitement visé dans le plan d'action, le chapitre 7 relatif à l'égalité des droits de personnes transgenres prévoit dans son objectif 2 de « respecter les principes de la dépathologisation et de l'autodétermination des personnes transgenres en matière de santé ». De même, le chapitre 8 relatif à l'égalité des droits de personnes intersexes prévoit dans son objectif 2 de « respecter les droits à l'intégrité physique, à l'autodétermination et le principe du consentement libre et éclairé en matière de santé ».

– Le Luxembourg s'est doté d'une loi basée sur un modèle d'autodétermination en adoptant la loi du 10 août 2018 relative à la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms à l'état civil et portant modification du Code civil. À part quelques exceptions, la procédure est de nature administrative, ce qui signifie qu'une personne ne doit plus fournir de preuve de traitements médicaux ou d'opérations, mais il suffit qu'elle puisse prouver par tout moyen que la mention relative à son sexe dans les actes de l'état civil ne correspond pas à celui dans lequel elle se présente et dans lequel elle est connue.

– Les prestataires de soins de santé sont tenus de respecter le Code de déontologie médicale et de respecter la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient qui prévoit le recueil du « consentement préalable, libre et éclairé » (article 8, paragraphe 4).

– L'assurance maladie prend en charge des traitements pour autant qu'ils sont prévus dans la législation de l'assurance maladie et qu'ils sont dispensés selon les conditions et les modalités qui y sont prévues. Jusqu'à présent, ni les nomenclatures ni les listes statutaires ne prévoient de codes spécifiques pouvant être mis en relation avec des thérapies de conversion.

ad 2) En l'absence de situations concrètes de pratiques dites « thérapies de conversion » au Grand-Duché, il n'est à l'heure actuelle pas prévu de développer une campagne d'information spécifique sur ce sujet.

ad 3) Toute personne à la recherche d'informations, de conseils ou d'aide concernant des questions d'orientation sexuelle, d'identité de genre ou de variation des caractéristiques sexuelles peut s'adresser aux services spécialisés suivants qui sont conventionnés par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région :

- Centre LGBTIQ+ Cigale
- Service de consultation Familjen-Center.

À côté de ces services conventionnés, plusieurs associations œuvrent en faveur des intérêts des personnes (LGB)TIQ+, telles que l'ASBL Rosa Lëtzebuerg et l'ASBL Intersex & Transgender Luxembourg.

Nouvelles consignes pour l'aménagement et le mobilier des dortoirs au sein d'un service d'éducation et d'accueil (SEA) pour jeunes enfants âgés de moins de deux ans | Question 6303 (07/06/2022) de Mme Martine Hansen | M. Max Hengel (CSV)

Les nouvelles consignes de la Direction générale du secteur de l'enfance pour l'aménagement et le mobilier des dortoirs au sein d'un service d'éducation et d'accueil (SEA) pour jeunes enfants âgés de moins de deux ans prévoient un assortiment de lits différents, la limitation des lits à barreaux à 1/5 de la totalité des besoins en lits ainsi que la suppression voire

l'interdiction des lits à barreaux superposés. Ainsi, en utilisant une variation de lits différents, l'autonomie de l'enfant serait favorisée tout au long de son séjour au sein du service d'éducation et d'accueil et de son développement psychomoteur. Et l'enfant serait apte à décider de se coucher ou de se lever de façon autonome.

C'est dans ce contexte que nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur la raison pour laquelle le nombre de lits à barreaux est désormais limité à 1/5 de la totalité des besoins en lits ?

2) En quoi consiste la raison de l'interdiction des lits à barreaux superposés ?

3) Sur base de quelle(s) étude(s) scientifique(s) la décision d'accorder obligatoirement le libre choix du lit aux enfants âgés entre 0 et 24 mois a-t-elle été prise ?

4) Est-ce qu'une recommandation similaire concernant le mobilier au foyer a été envoyée aux parents des enfants concernés ?

5) Sachant que les nouvelles dispositions peuvent engendrer le remplacement partiel ou total de l'équipement en lits et que celui-ci dépendra du délai de livraison du mobilier adéquat, Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'existence d'une phase de transition accordée aux structures concernées pour ce faire ? Quel est le délai de cette mise en conformité ?

Réponse (11/07/2022) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1) La note faisant l'objet de la présente question parlementaire a été élaborée sur demande des acteurs du terrain. Elle visait à formuler des recommandations quant à l'aménagement des dortoirs pour favoriser l'autonomie des enfants, principe pédagogique préconisé par le cadre de référence sur l'éducation non formelle. Elle a été rédigée pour soutenir les équipes pédagogiques dans leur réflexion sur l'aménagement de l'espace des dortoirs et en vue de favoriser l'autonomie des enfants.

Suite à une concertation avec les représentants du secteur de l'éducation non formelle, la note précitée a été retirée et sera reformulée afin d'éviter tout malentendu. L'objet de cette note est d'émettre des recommandations, elle n'impose en aucun cas une limitation rigide du nombre de lits.

ad 2) Étant donné que le couchage supérieur du lit superposé ne favorise ni l'autonomie, ni la participation de l'enfant, il est fortement conseillé de recourir à d'autres types de couchage.

ad 3) Il ne s'agit pas d'accorder obligatoirement le libre choix du lit aux enfants âgés de 0 à 24 mois, mais de s'assurer que les équipes pédagogiques créent un cadre et mettent en place un aménagement favorisant l'autonomie de l'enfant. Ainsi, l'enfant devrait pouvoir se coucher et se réveiller selon ses besoins. Proposer différents types de lits permet à l'enfant d'aller vers son autonomie.

La note précitée avait pour vocation de proposer des réponses aux questions sur la participation et l'autonomie des enfants dans les dortoirs et ainsi répondre aux lignes directrices préconisées par le cadre de référence national sur l'éducation non formelle. Ce cadre, arrêté par règlement grand-ducal dont l'application est par conséquent obligatoire, a été rédigé et mis en place par des professionnels de l'accueil des enfants.

ad 4) Il est à souligner que cette note concerne exclusivement le domaine de l'éducation non formelle de la petite enfance. Il ne relève pas de la compétence du Ministère de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse d'envoyer une recommandation aux parents.

ad 5) Il convient de rappeler que la note en question, élaborée sur demande du secteur en s'orientant sur des pratiques déjà existantes, visait à formuler des recommandations. Cette note sera reformulée et son contenu discuté avec les représentants du secteur de l'éducation non formelle avant d'être publiée.

De nombreux SEA appliquent déjà ces recommandations. Pour les autres, il ne s'agit pas de remplacer le matériel dans l'immédiat, mais si besoin, de le compléter progressivement en évitant les lits à barreaux superposés.

.....
Prestations familiales | Question 6305
(07/06/2022) de **M. Fred Keup** (ADR)

Säit dem 1. August 2016 riicht sech de Kannergeld-Betrag zu Lëtzebuerg net méi no der Unzuel vu Kanner. Am Ablack läit en (indexéiert) bei 278,45 Euro. Den altersofhängegen Zouschlag fir Kanner iwwer 12 Joer ass 52,53 Euro. Domat stinn enger Koppel oder enger elengerzéiender Persoun insgesamt 330,98 Euro fir hiert jugendlecht Kand zur Verfügung. Berechnunge ginn awer dovun aus, datt ee Kand am Alter vun 12 bis 18 Joer ee monatleche Mindestbedarf vu 700 Euro huet. D'Koppel bzw. déi elengerzéiend Persoun muss also pro Mount ronn 370 Euro aus eegener Täsch opréngen, fir d'Besoinen vun hirem Kand ze decken.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Wirtschaftsminister an un d'Madamm Familljeminister:

1. Wéi wierkt sech dësen héije Käschtepunkt op den Aarmutrisiko vun de Familljen aus?

2. Ass d'Madamm Minister der Meenung, datt Famillje mat Kanner méi sollten ënnerstëtzt ginn, soudass se op d'mannst hir Käschte gedeckt kréien? Ass d'Regierung net der Meenung, datt d'Kannergeld de reelle Besoinen ugepasst misst ginn?

3. De Statec huet deen uewe mentionéierte Mindestbedarf fir d'Liewen zu Lëtzebuerg gerechent. Ginn et vergläichbar Zuele fir eis Nopeschregiounen an Nopeschlänner, a fir Europa?

Réponse commune (14/07/2022) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration | **M. Franz Fayot,** Ministre de l'Économie

ad 1. D'Erstelle vun engem Referenzbudget (budget de référence) an d'Berechnung vum Aarmutrisiko sinn zwee verschidden Exercicen, déi opgrond vu jeeweils ënnerschiddleche Berechnungsmethoden a Critèrë gemaach ginn, an dofir och net matenee vermëscht kënnen ginn. Deemno kann een net soen, wéi de Käschtepunkt vun engem Jugendlechen, esou wéi en am Referenzbudget opgestallt ginn ass, sech op den Aarmutrisiko auswierkt.

De Statec publizéiert all Joer den Aarmutrisiko (taux de risque de pauvreté) fir déi verschiddenen Typpe vu Stéit, wéi an dësem Tableau duergestallt.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. D'Regierung huet iwwert déi lescht Joren e ganze Pak u Mesurë geholl, fir de Famillje mat Kanner ënnert d'Äerm ze gräifen, wéi z. B. gratis Kannerbetreuung (2018), gratis Schoulbicher (2018) a gratis ëffentlechen Transport (2020). Dëst Joer kommen dës

Mesuren nach derbäi: Indexatioun vum Kannergeld, déi och dëst Joer wäert erfalen, gratis Betreuung an der Maison relais mat Hausaufgabenhëllef, gratis Iessen a gratis Coursen an der Musekschoul.

Niewent dëse spezifeschen Hëllef sief awer och drun erënnert, dass d'Allocation de vie chère 2021 ëm 10 % an 2022 tëschent 200 a 400 Euro, jee no Gréisst vum Stot, gehéicht ginn ass an dass och déi Prestatioun de Famillje mat Kanner zegutt kënnt. Och am REVIS ginn et méi héich Montante fir Famillje mat Kanner a fir elengerzéiend Elteren, soudass och hei de Famillje mat Kanner gehollef gött. A sengem Rapport „Travail et cohésion sociale“ vun 2020 kënnt de Statec zur Conclusioun, dass Eltere mat Kanner, déi am Kader vum REVIS un enger Aktivationsmesur deelhuele an all staatlech Hëllef, déi se zegutt hunn, och kréien, e Liewen an Dignitéit féiere kënnen.

ad 3. Referenzbudgete ginn a villen europäesche Länner opgestallt, richteg vergläichbar sinn dës awer aus verschiddene Grënn net:

– Net all Länner applizéieren déi selwecht Methoden, fir Referenzbudgeten opzestellen. Obwuel et Efforte gi sinn, fir eng gemeinsam europäesch Method opzestellen, déi Lëtzebuerg och applizéiert, gött dës net iwwerall benotzt.

– Net all Länner publizéieren hir Referenzbudgeten all Joer offiziell a fir déi verschiddenen Haushaltstypen.

– Net all Länner hu Referenzbudgete fir Jugendlecher entwéckelt.

– Net all Länner publizéieren d'Ausgabe separat fir Kanner, mee éischer Budgeten no Typ vu Famill.

De Virdeel vun europäeschen Ëmfroe wéi déi iwwer Akommes a Liewensbedingungen (EU-SILC) ass, dass se Vergläicher op europäeschem Niveau erlaben. Dëst ass d'Richtung, an déi d'Fuerschung iwwer Referenzbudgete wéilt goen.

.....
Nettoyage de voitures électriques dans une station de lavage | Question 6307 (07/06/2022) de **M. Fernand Kartheiser | M. Jeff Engelen** (ADR)

An Däitschland lafen aktuell Diskussiounen, ob Elektroautoe vum Hersteller Tesla nach a Wäschanlagen dierfen eraufere. Et gött an Däitschland schon e konkrete Fall, wou e mëttelgrousse Bedriewer vu Wäschanlagen et de Besëtzer vun Tesla-Autoe verbitt, seng Anlagen ze benotzen. Grond dofir ass, datt d'Elektronik vun dësen Autoe bei der Wäsch Problemer ka maachen. Dëst huet dozou gefouert, datt d'Waasser kont andrängen an d'Autoe beschiedegt goufen, wouduerch de Besëtzer vum Auto deemno wéi och seng Garantiespréch verléiert.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister:

1. Sinn dem Här Minister bis dato Fäll bekannt, wou et bei Elektrogefierer zu Problemer komm ass, wann dës an eng Wäschanlage eragefuer sinn?

2. Gedenkt den Här Minister am Hibleck op déi uewe beschriwwen Faiten, eventuell Recommendationen auszeschaffen, fir de Besëtzer vun engem Elektroauto ofzeroden, eng kommerziell Wäschanlage ze benotzen?

Réponse (12/07/2022) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Ofhängeg vun der Motorisatioun vum Gefier, leien dem Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten den Ament keng änlech Fäll wéi an Däitschland vir. Heizou muss awer präziséiert ginn, datt aus dem Presseartikel zu dëser Thematik kloer ervirgeet, datt de Problem net bei de classesche Wäschanlage läit, mee bei de Wäschstroossen, wou den Auto duerch

d'Anlag gezu gëtt. Do dernieft ass et och net d'Motorisatioun vum Gefier, déi zu dësen Tëscheffäll gefouert huet, mee éischter déi héichempfindlech Sensorik an déi domadder verbonnen Assistenzsystemer vum Gefier. Fir dass a Wäschstroossen, wou den Auto a Bewegung ass, d'Elektronik net dovun ausgeet, datt den Auto fiert, hu vill Hiersteller d'Méiglechkeet geschaaft, fir sämtlech Sensorik auszuschalten, wéi dëst och schonn de Fall ass bei villed Modeller, déi ee Parkassistent integréiert hunn.

Aktuell gëtt et kee Grond, fir de Benotzer vun Elektroautoen ofzeroden, an eng Wäschstrooss oder Wäschanlag ze fueren. De Fall gesat, wou et mat engem Modell vun engem Elektroauto oder enger anerer Motorisatioun zu engem Problem an enger Wäschstrooss oder Wäschanlag géif kommen, wier et um Bedriewer, seng Clienten dorop opmierksam ze maachen.

.....

Prise en charge par la CNS | Question 6308 (07/06/2022) de **Mme Martine Hansen | M. Marc Spautz** (CSV)

Laut einem rezente Zeitungartikel werden eine Reihe Medikamente und/oder Behandlungen, welche Nebenwirkungen von Krebskrankungen lindern sollen, nicht oder nur zum Teil von der Caisse nationale de santé (CNS) übernommen. So werden zum Beispiel die Kosten für eine Perücke nur alle drei Jahre mit knapp 250 Euro erstattet, obwohl die tatsächlichen Kosten viel höher sind.

In diesem Zusammenhang möchten wir gerne folgende Fragen an den zuständigen Minister für soziale Sicherheit stellen:

1. Welche Medikamente, sonstige Produkte oder Behandlungen von Krebspatienten, welche direkt durch die Krankheit oder aufgrund von Nebenwirkungen erforderlich sind, werden aktuell nur teilweise oder gar nicht von der CNS übernommen?

2. Warum werden die Kosten hier nicht übernommen?

3. Gedenkt der Herr Minister hier Anpassungen zu tätigen, um den betroffenen Patienten finanziell entgegenzukommen?

Réponse (14/07/2022) de **M. Claude Haagen**, Ministre de la Sécurité sociale

ad 1. In der Onkologie wird eine große Anzahl von Medikamenten benutzt, die direkt oder indirekt für die Krebsbehandlung verwendet werden, ggf. auch für die Bekämpfung oder Linderung von deren Nebenwirkungen.

So werden z. B. Schmerzmittel benutzt, die nicht spezifisch für die Krebsbehandlung entwickelt wurden. Dementsprechend ist es nicht möglich, eine vollständige Liste von Medikamenten aufzustellen, die in der Onkologie verwendet werden.

Neben der medikamentösen Behandlung ist es auch nicht möglich, alle anderen Behandlungen aufzulisten, die mit einer Krebsbehandlung einhergehen können, da der Kausalzusammenhang zwischen der Behandlung und ihrer Ursache der Krankenversicherung nicht zur Verfügung steht.

Damit ein Medikament auf der laut Sozialgesetzbuches „liste positive“ eingetragen werden kann, müssen verschiedene Bedingungen als erfüllt gelten:

– Das Medikament muss über eine Marktzulassung verfügen

– Das Medikament muss einen öffentlich festgelegten Preis erhalten haben

– Der Inhaber der Marktzulassung muss bei der Gesundheitskasse eine Anfrage zur Eintragung des Medikamentes auf der „liste positive“ einreichen.

Die Entscheidung, ob ein Medikament auf der „liste positive“ eingetragen wird, muss auf denen im Artikel 17, Absatz 1 und 23 des Sozialgesetzbuches festgehaltenen Kriterien basiert sein.

Der Prozentsatz für die Kostenübernahme der auf der „liste positive“ eingetragenen Medikamente, welche im Rahmen von einer onkologischen Behandlung eingesetzt werden können, ist wie folgt:

– Antineoplastische Medikamente und Immunmodulatoren, welche im „Code ATC L**“ aufgeführt sind, werden zu 100 % übernommen;

– Die Antiemetika, welche im „Code ATC A04AA**“ aufgeführt sind, werden zu 100 % übernommen;

– Die Kostenübernahme von Opioid-Analgetika kann im Rahmen einer Krebsbehandlung und auf der Grundlage einer individuellen Entscheidung vom medizinischen Dienst (CMSS) von 80 % auf 100 % erhöht werden.

Die Kostenübernahme für Perücken wurde am 1. Juni 2022 auf 350 € erhöht. Die Erneuerungsfrist wurde am 1. Juli 2022 auf 12 Monate reduziert.

Darüber hinaus wird im Rahmen der Umsetzung des „Plan national cancer“, an dem das Gesundheitsministerium, das Ministerium für soziale Sicherheit und die Gesundheitskasse beteiligt sind, aktuell analysiert, welche weiteren Anpassungen nötig sind und wie man durch eine Vereinfachung von verschiedenen Prozeduren den Versicherten in seiner onkologischen Behandlung weiter unterstützen kann.

.....

Vaccins contre la grippe | Question 6310 (08/06/2022) de **M. Gusty Graas** (DP)

Actuellement, l'hiver a commencé en Australie, entraînant une nouvelle saison de la grippe. Et celle-ci semble être assez violente. Les chiffres augmentent rapidement, surtout dans l'est du pays, ce qui n'avait plus été le cas depuis des années.

Pour l'Europe, cela signifie qu'on doit également se préparer à une saison grippale sévère. Certains pays ont indiqué que les précommandes de vaccins devaient être passées avant la fin du mois de mars afin de s'assurer qu'une quantité suffisante de vaccins soit produite.

Cependant, fin mars, l'association fédérale des médecins conventionnés en Allemagne a par exemple signalé que les médecins allemands n'avaient pas commandé suffisamment de vaccins pour la prochaine saison. Des commandes supplémentaires ne pourraient toutefois pas être prises en compte, car le processus de fabrication est trop long. Il faut donc s'attendre à des pénuries.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

– Quel est le besoin estimé en vaccins contre la grippe pour le Luxembourg ?

– Combien de vaccins le Luxembourg a-t-il précommandé pour la prochaine saison grippale ?

– La commande sera-t-elle suffisante pour vacciner toutes les personnes vulnérables et les professionnels de la santé ?

Réponse (22/06/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

Il convient tout d'abord de préciser à nouveau, comme lors de la question parlementaire n° 2989, que l'achat de vaccins contre la grippe est sujet au

Luxembourg à un marché libre en fonction de l'offre et de la demande et que l'État n'y intervient qu'exceptionnellement, par exemple quand il s'attend à un réel risque de pénurie. Ceci a été le cas en 2020 (début de la pandémie Covid-19), où l'État avait acquis 20.000 doses supplémentaires aux commandes initiales des pharmaciens.

Pour l'hiver 2022-2023, les officines de pharmacie ont précommandé un total de 89.935 doses de vaccin contre la grippe. Ce chiffre est sensiblement équivalent aux commandes pour 2021-2022, à savoir 95.296 doses, et 2020-2021, où le Luxembourg disposait de 102.000 doses (ceci inclut les doses acquises par l'État). Ni en 2020 ni en 2021, le Luxembourg n'a finalement subi une pénurie de vaccins et toute personne qui a souhaité se faire vacciner a pu le faire.

Avant la pandémie, le nombre de doses commandées annuellement avoisinait généralement les 60.000 doses jusqu'en 2018, où les besoins avaient augmenté rapidement à 80.000 doses.

La Direction de la santé estime donc que les précommandes faites cette année devraient pouvoir satisfaire la demande. À noter que deux fournisseurs ont confirmé qu'ils disposent encore de réserves de vaccins qu'ils pourraient mettre à la disposition du Luxembourg, en cas de besoins supplémentaires.

En général, il s'agit d'insister sur le fait que le taux de vaccination de la population la plus susceptible de faire des infections grippales graves, à savoir les personnes de 65 ans et au-delà n'est que de 40,4 % au Luxembourg, légèrement au-dessus de l'Allemagne (38,8 %), mais substantiellement plus bas qu'en Belgique (59,1 %) et en France (59,9 %) (données OECD, Health at a glance 2021, sur données 2019). La Direction de la santé prévoit donc une campagne d'information au début de l'automne afin de sensibiliser particulièrement cette catégorie de population à la nécessité d'une vaccination.

.....

Indemnisation des étudiants en médecine effectuant un stage | Question 6311 (08/06/2022) de **Mme Diane Aehm** (CSV)

D'Gesetz vum 4. Juni 2020 gesäit vir, datt Studenten ënner gewësse Viraussetzungen indenniséiert ginn, wann si am Kader vun hirer Ausbildung e Stage maachen. Eisen Informatiounen no gëllt dës Reegelung net fir Medezinsstudenten, déi am Kader vun hirem Studium e Stage am Secteur hospitalier maachen. An dësem Kontext géif ech gär follgend Froen un d'Madame Gesondheitsministesch stellen:

– Kënn Dir dës Informatiounen confirméieren?
• Wa jo, gëllt dës Reegelung just fir Medezinsstudenten oder och fir Studenten, déi eng Infirmier- oder soss eng Ausbildung am Gesondheitssecteur maachen?

– Wat sinn Grënn fir dës Ausnamereegelung?

– Denkt d'Regierung drun, an deem Punkt eppes ze änneren, fir datt och Medezinsstudente kënnen indenniséiert ginn, wann si e Stage maachen?

Réponse commune (12/07/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé | **M. Georges Engel**, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

D'Gesetz vum 4. Juni 2020, dat de Code du travail ofännert an e Kader fir d'Stagé vu Schüler a Studenten aféiert, gesäit vir, dass Stagen, déi e feste Bestanddeel vun enger Formatioun oder engem Studieprogramm sinn, indenniséiert mussen ginn, wa se véier Wochen

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

oder méi daueren. Laut Artikel L. 152-2 gëllt dës Dispositioun net fir d'Stagen, déi am Kader vun enger Formatioun, déi op e reglementéierte Beruff virbereet, stattfannen. Heizou gehéieren effektiv och d'Medezinstudien an d'Studiegäng am Beräich vun de Gesondheitsberuffer.

D'Regierung ass amgaangen, Iwwerleeungen ze féieren, fir dës Ausnameregelung deelweis oder fir verschidde Secteuren ze sträichen, esou dass an Zukunft och déi Studenten, déi sech op e reglementéierte Beruff virbereeden, ënner gewësse Viraussetzunge fir d'Stagen, déi se am Kader vun hirem Studium maachen, kéinten indemniséiert ginn.

Épidémie de bronchiolite | Question urgente **7153** (10/11/2022) de **Mme Carole Hartmann** | **M. Gilles Baum** (DP)

En France, les cas de bronchiolite chez les enfants de moins de deux ans n'ont cessé d'augmenter ces derniers jours. La situation dans les services d'urgence s'est aggravée à tel point que la France a déclaré le plan blanc au niveau national.

Il s'agit d'un plan d'urgence sanitaire et de crise qui permet la mise en place d'une cellule de crise destinée à coordonner l'ensemble des services pour mobiliser les professionnels de la santé, d'adapter l'activité médicale de l'établissement et de renforcer les moyens de l'institution hospitalière.

De plus en plus de cas de bronchiolite sont également signalés au Luxembourg, ce qui met une pression accrue sur les services pédiatriques.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Combien de cas de bronchiolite sont actuellement traités dans les hôpitaux luxembourgeois ? Combien de lits sont actuellement occupés en pédiatrie ?

2) Madame la Ministre, estime-t-elle que des mesures supplémentaires devraient également être mises en œuvre pour les hôpitaux luxembourgeois ? Dans la négative, lesquelles ? Dans l'affirmative, dans quel délai de telles mesures pourraient être mises en œuvre ?

3) Madame la Ministre, quelles mesures préventives seront prises pour éviter une telle surcharge de la pédiatrie à l'avenir ?

Réponse (15/11/2022) de **Mme Paulette Lenert**, Ministre de la Santé

ad 1) En date du 14 novembre 2022, la Kannerklinik du CHL comptait 48 lits occupés en soins normaux et soins intensifs du Service de pédiatrie spécialisée, dont 31 pour le traitement de bronchiolites et 3 en raison de Covid. Du côté des HRS, en date du 14 novembre 2022, 5 patients avec bronchiolite ont été hospitalisés. En ce qui concerne le CHEM et le CHdN, tous les enfants qui nécessitent une hospitalisation sont transférés vers le CHL. Au CHL tous les lits sont actuellement occupés, et ce en ce qui concerne le Service national de pédiatrie spécialisée ainsi que les soins intensifs. La situation est la même du côté des HRS au niveau des 12 lits du Service de pédiatrie de proximité.

ad 2) La direction du CHL a mis en place une cellule de crise spécifique afin de réaliser un suivi rapproché de l'évolution de la forte augmentation des cas de bronchiolite. Sur base des réflexions antérieures dans le cadre de la pandémie Covid, les responsables de la Kannerklinik sont en train de finaliser un plan de montée en charge afin de pouvoir réaliser des

aménagements de chambres patient permettant une augmentation de la capacité stationnaire à court terme. Dans ce même cadre, les échanges avec les centres hospitaliers HRS et CHEM se poursuivent afin d'optimiser la prise en charge des jeunes patients non affectés par la bronchiolite. Afin de prioriser la prise en charge des bronchiolites, le CHL a décidé d'annuler temporairement les interventions de chirurgie pédiatrique programmées non urgentes pour les deux prochaines semaines dans la mesure où ceci ne représente pas une perte de chance pour les enfants. Ainsi, les ressources dédiées à l'hôpital de jour peuvent être réaffectées au soutien des équipes dans le suivi des patients affectés par le Respiratory Syncytial Virus Infection (RSV).

Afin de soutenir la Kannerklinik, le Ministère de la Santé a par ailleurs marqué son accord pour recourir temporairement à la réserve sanitaire pour identifier et mettre à disposition du personnel soignant. Il a également été retenu de lancer une campagne d'information et des recommandations hygiéniques pour le grand public est en phase d'élaboration.

ad 3) Il est à noter que l'autorisation et la réalisation de huit lits stationnaires complémentaires au sein de la Kannerklinik a permis de disposer d'une capacité supplémentaire pendant la phase aiguë actuelle. La réalisation d'un plan de montée en charge actualisé et l'analyse du nombre de lits requis en pédiatrie de proximité sont des éléments importants afin de se donner les capacités stationnaires requises. On constate que les augmentations de cas de bronchiolites sont irrégulières depuis la pandémie Covid. Les campagnes de sensibilisation aux mesures d'hygiène préventive seront maintenues en attendant une stabilisation de la situation et les informations seront relayées régulièrement.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

- per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

- iwwer eisen Internetsite www.chd.lu
- iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799